

REVUE ARCHÉOLOGIQUE DE BORDEAUX

ARCHÉOLOGIE
ART
HISTOIRE
PATRIMOINE



TOME CVIII
ANNÉE 2017

BU DE BORDEAUX



OBXA0047556

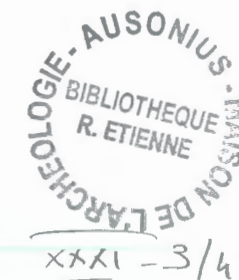
Revue publiée par la Société Archéologique de Bordeaux
avec le concours de la Municipalité de Bordeaux, du Conseil départemental de la Gironde
et de la Direction régionale des Affaires culturelles de Nouvelle-Aquitaine

Revue archéologique de Bordeaux

archéologie, art, histoire, patrimoine

*tome CVIII
année 2017*

*Revue publiée avec le concours de la Municipalité de Bordeaux
du Conseil départemental de la Gironde
et de la Direction régionale des Affaires culturelles, Service régional de l'Archéologie*



*Société Archéologique de Bordeaux
1 place Bardineau
33000 Bordeaux*

*Société fondée en 1873
reconnue d'utilité publique
par décret du 11 mars 1915*

Membre de l'association  "Archéologie d'Aquitaine"

Revue archéologique de Bordeaux

tome CVIII, année 2017

Sommaire

*Conformément à la tradition,
la Société Archéologique de Bordeaux
ne prend sous sa responsabilité
ni les opinions émises
ni les analyses développées par les auteurs.*

*Elle interdit
toute reproduction totale ou partielle de documents
sans son autorisation écrite.*

Photographie de couverture :

Saint-Emilion, Ausone.
Entrées de deux habitats troglodytiques.
Cliché Damien Delanghe.

Damien Delanghe

Mille ans de troglodytisme à Saint-Emilion

p. 7-57

La petite ville de Saint-Émilion en Gironde est profondément marquée par la pierre. Ce fut longtemps la principale ressource économique locale, avec la vigne.

L'ermite Émilien est le premier personnage connu, quoique largement légendaire, à avoir vécu dans la roche. Parmi les autres hôtes de marque du sous-sol saint-émilionnais figurent les députés Girondins proscrits sous la Terreur en 1793, qui y trouvèrent un refuge éphémère. Mais une partie de la population locale a vraiment élu domicile dans des habitations souterraines au moins depuis le XIV^e siècle et jusqu'au XIX^e.

Aujourd'hui, plusieurs dizaines de ces habitations subsistent. Des prospections systématiques ont permis d'identifier plus d'une centaine de sites répartis dans quatre communes de la Juridiction. L'observation de terrain fournit une typologie des habitats et des aménagements immobiliers.

Par ailleurs, d'abondantes archives, du XIII^e siècle à nos jours, relatives au lieu-dit La Madeleine, offrent l'opportunité exceptionnelle d'une relation entre des textes anciens et des édifices encore identifiables et accessibles : les habitats troglodytiques y sont mentionnés 56 fois entre 1341 et 1839.

Les textes apportent des précisions sur les aménagements intérieurs et les abords, leur disposition, leurs dimensions. Ils permettent également de connaître les propriétaires et les occupants ainsi que leur rang social et leurs relations de voisinage.

Estelle Chargé

Le motif d'entrelacs en Aquitaine romane ; étude de sculpture monumentale.

p. 59-72

La sculpture monumentale religieuse regorge de motifs ornementaux, se développant parallèlement aux thèmes figurés et historiés. Parmi eux, se trouve l'entrelacs. Méconnu et mésestimé – à l'instar de la majorité des éléments du champ ornemental – il est sujet à de nombreux postulats concernant notamment sa période d'emploi, exclusivement réduite à la culture carolingienne. Une nouvelle étude, objective et à la méthodologie actualisée, était nécessaire pour comprendre l'emploi du motif, autant dans sa chronologie que dans sa répartition géographique.

Damien Delanghe

One Thousand Years of Cave Living in Saint-Emilion.

The small town of Saint-Émilion in the Gironde is deeply marked by stone. For a long time it was the main local economic resource, along with wine.

The hermit Emilien is the first known, albeit largely legendary, figure to have lived here in a rock cave. Among the other guests of the Saint-Émilionnais underground were the Girondin deputies who found an ephemeral refuge there when they were outlawed under the Terror in 1793. But a part of the local population actually chose to live in underground housing from the 14th to the nineteenth century.

Today, several dozen of these dwellings remain. We have identified by systematic surveys more than a hundred sites in four municipalities within the jurisdiction. Field observation provides a typology of habitats and real estate organization.

The abundant archives from the 13th century to the present day relating to the place called La Madeleine offer an exceptional opportunity to show the relationship between ancient texts and buildings still identifiable and accessible. The troglodyte habitats are mentioned 56 times between 1341 and 1839.

The texts provide details on the interior fittings and the surroundings, their layout, and their dimensions. They also make it possible to know the owners and occupants as well as their social status and their neighborhood relations.

Estelle Chargé

Monumental religious sculpture : the motif of interlacing in medieval Aquitaine.

Monumental religious sculpture is full of ornamental motifs, developed in parallel to figurative and historiated themes. Included among these is interlacing. Poorly understood and underestimated – like most elements of the ornamental field – it is the subject of many theories concerning in particular its period of use, exclusively during the Carolingian era. A new study, objective and up-to-date, was needed to understand the use of the motif, both chronologically and geographically.

Ainsi, dans les départements étudiés (Charente, Charente-Maritime, Dordogne, Gironde et Lot-et-Garonne), il est évident que l'entrelacs est employé durant la période romane, mais pas de manière homogène. En effet, des différences tant dans les formes que dans les espaces ou dans la fréquence d'emploi sont notables. Ces remarques nous permettent aujourd'hui de déduire de nouveaux éléments de compréhension et de datation pour la sculpture médiévale, notamment dans le Bordelais.

Baptiste Vergez

Les vieilles églises de la campagne à l'est de Bazas

p. 73-90

Cet article présente les conclusions d'un travail de recherche qui avait pour objectif de compléter l'étude des églises d'origine médiévale du pays mêlé bazadais en Gironde. Le but était de faire un état des lieux exhaustif de leurs formes qui semblaient a priori d'origines anciennes, et de les comparer entre elles ainsi qu'avec celles des pays limitrophes et plus éloignés. D'autant plus que l'historiographie laissait ici un grand vide, dû sans nul doute à la modestie de ces architectures.

Apparaît ainsi une réelle production régionale, aux origines anciennes et nourries à des influences riches et diverses, qui a donné naissance à des formes simples mais qui ne manquent ni d'originalité, ni d'inventivité. Ce travail a également été l'occasion de rendre toute leur place à certains édifices oubliés, parfois vandalisés, et qui pourtant sont des témoins uniques de cette production.

Jean-Pierre Suau

L'oblation de la Vierge : le groupe sculpté de la cathédrale Saint-André de Bordeaux

p. 91-100

Le groupe sculpté de Sainte Anne et la Vierge qui ornait primitivement « un autel de la nef de la cathédrale, dont il est fait mention en 1516 » est actuellement adossé à un pilier du déambulatoire sud. Pour en expliquer l'iconographie qui suscita la curiosité des chercheurs, il semble que l'on peut utiliser le terme d'Oblation de la Vierge par sainte Anne qui annonce directement le thème classique de la Présentation de la Vierge au temple. Cette étude montre en effet que les textes apocryphes nous aident à comprendre le sujet alors que les légendes et saintes vies décrivent les aspects incroyables de l'événement et que les enluminures présentent une iconographie théâtralisée. Pour mieux interpréter le groupe sculpté, l'auteur propose d'élargir le sujet au thème de la donation d'un enfant par ses parents, plus connu sous le nom d'oblation.

Thus, in the districts studied (Charente, Charente-Maritime, Dordogne, Gironde and Lot-et-Garonne), it is obvious that interlacing was used during the Romanesque period, but not homogeneously. Indeed, differences in the forms, in the spaces, as well as in the frequency of use of the pattern are notable. These remarks allow us today to deduce new elements of understanding and dating of medieval sculpture, especially in the country of Bordeaux.

Baptiste Vergez

The old churches in the countryside east of Bazas

This article presents the conclusions of research that aimed to complete a study of medieval churches in the diverse countryside of Bazas in Gironde. The aim was to make an exhaustive inventory of their forms, which seemed – a priori – of ancient origins; and, to compare them with each other, and with those of neighboring and more distant countries. This carried importance especially since historiography left a great void here, due undoubtedly to the modesty of these structures.

Thus appears a genuine regional production with ancient origins, nourished with rich and diverse influences, that gave birth to simple forms that lack neither originality nor inventiveness. This work has also been the opportunity to draw attention to some forgotten buildings, sometimes vandalized, that nevertheless remain unique witnesses of this creation.

Jean-Pierre Suau

The oblation of the Virgin : the carved group at St. Andrew Cathedral in Bordeaux

The carved group of St. Anne and the Virgin originally adorned «an altar in the nave of the cathedral, which is mentioned in 1516» is leaning against a pillar of the south ambulatory. To explain the iconography that aroused the curiosity of the researchers, it seems that we can use the term Oblation of the Virgin by St. Anne who directly announces the classic theme of the Presentation of the Virgin at the temple. This study shows that the apocryphal texts help us to understand the subject while the legends and holy lives describe the incredible aspects of the event and while the illuminations present a theatrical iconography. To better interpret the carved group, the author proposes to broaden the subject to the theme of the donation of a child by his parents, better known as the oblation.

Xavier Pagazani

Le cénotaphe de Jean-Jacques Du Sault à Saint-Seurin de Bordeaux : une œuvre inédite de Nicolas Carlier

p. 101-113

Une œuvre insigne de l'église basilicale de Saint-Seurin, le cénotaphe monumental de Jean-Jacques du Sault (1570-1623), évêque de Dax et doyen du prestigieux chapitre de l'église bordelaise, était jusqu'ici en quête d'auteur. Un document inédit nous permet aujourd'hui d'attribuer cette œuvre à l'architecte et sculpteur Nicolas Carlier. En premier lieu, l'étude menée à partir de cet acte permet de combler plusieurs pans de la carrière de Carlier : ses origines, ses commanditaires (qui faisaient partie de l'élite bordelaise), ses collaborateurs et ses œuvres réalisées autour de 1626. Elle permet aussi de revenir sur la vie de Du Sault, qui fut non seulement évêque de Dax mais conseiller et aumônier d'Henri IV. Surtout, elle éclaire d'un jour nouveau le monument de Saint-Seurin : grâce à une analyse croisée des archives et d'une archéologie « du bâti », le cénotaphe peut être remplacé, au sens propre comme au figuré, à sa juste place, et dans l'histoire de l'architecture funéraire en France au tournant du XVIIe siècle.

A remarkable work within the basilic of Saint-Seurin, the monumental cenotaph of Jean-Jacques du Sault (1570-1623), bishop of Dax and Dean of the prestigious chapter of the Catholic Church of Bordeaux, was until now of an unknown artist. An unpublished document allows us today to attribute this work to the architect and sculptor Nicolas Carlier. Firstly, the study carried out from this document makes it possible to fill several parts of the career of Carlier: his origins, his sponsors (who were part of the Bordeaux elite), his collaborators and his works realized around 1626. It also allows us to return to the life of Du Sault, who was not only bishop of Dax but also advisor and chaplain to Henry IV. Above all, it sheds new light on the monument of Saint-Seurin. Thanks to a cross analysis of the archives and an archeology «of the structure», the cenotaph can be revisited, literally and figuratively, in its proper place, and within the history of funerary architecture in France at the turn of the 17th century.

Xavier Pagazani

The cenotaph of Jean-Jacques Du Sault in Saint-Seurin de Bordeaux : an unpublished work by Nicolas Carlier

Xavier Roborel de Climens

Place Puy-Paulin à Bordeaux : la demeure d'Henry de Rostan, commissaire et ordonnateur de la Marine

p. 115-121

La place Puy-Paulin est un des lieux de la ville de Bordeaux les plus chargés d'histoire. Son aspect actuel est dû en partie à la construction sur le côté nord, en 1735, d'un vaste immeuble par Henri de Rostan, Commissaire et ordonnateur de la Marine à Bordeaux.

Le style général de ce bâtiment, le dessin rigoureux de la façade, la forme des encadrements de fenêtres, un décor sculpté rare et le dessin des balconnets de la façade permettent de le rattacher à un ensemble d'édifices bâtis par des architectes qui étaient en relation avec le chantier de la place Royale sous la direction de Jacques Gabriel.

Place Puy-Paulin is one of the most historic places in Bordeaux. Its present appearance is due in part to the construction on its north side, in 1735, of a vast building by Henri de Rostan, Commissioner and Officer of the Navy in Bordeaux.

The general style of this building, the rigorous design of the facade, the rare carved decorative shape of the window frames, and the form of the balconies of the facade allow us to connect it to a set of buildings built by architects who were in relationship with the construction site of the Place Royale under the direction of Jacques Gabriel.

Xavier Roborel de Climens

Place Puy-Paulin in Bordeaux : the Residence of Henry de Rostan, Commissioner and Officer of the Navy

Catherine Michon Bouriat

Un bien de campagne d'Elie-Louis Dufaure de Lajarte (1754-1794)

p. 123-134

Au milieu du XVIIIe siècle, la place de la Victoire connue alors sous le nom de place d'Aquitaine était déjà un endroit très fréquenté. Selon l'intendant Urbain de Tourny elle figurait comme « l'une des portes les plus passantes de la ville » car ouvrant sur le chemin du Sablonat (cours de la Somme). Cet axe routier menant de Bordeaux à Toulouse était bordé de propriétés viticoles à la superficie variée. Elie-Louis Dufaure,

In the middle of the eighteenth century, the Place de la Victoire, then known as Place d'Aquitaine, was already a busy place. According to intendant Urbain de Tourny, it figured as «one of the busiest gates in the city» because of its entry onto Sablonat street (course de la Somme). This road leading from Bordeaux to Toulouse was lined with wine properties of various sizes. In 1781 Elie-Louis Dufaure, member of the

Catherine Michon Bouriat

A rural property of Elie-Louis Dufaure de Lajarte (1754-1794).

membre du parlement de Guyenne et sa sœur Marie-Hélène de Gères héritent en 1781 d'un de ces domaines. L'acte notarié met en évidence une propriété d'environ trois hectares constituée d'une « maison de maître, chay, bâtisses, jardin, cour, puits, vignes ». Cet ensemble est implanté sur un territoire à la lisière de la ville, au moment où d'importants travaux urbanistiques en remodelent le paysage. Dès lors, en quelques décennies le domaine est démantelé. Seul subsiste, le bâtiment qui conserve toutes les caractéristiques architecturales des maisons de campagne de la fin du XVIII^e siècle. Cette étude monographique est le résultat d'un travail de recherche universitaire.

Parliament of Guyenne, and his sister, Marie-Hélène de Gères inherited one of these properties. The notarial deed highlights a property of about three hectares consisting of a «house, wine cellar, buildings, garden, yard, well, and vineyards.» This complex was located at the edge of the city, at a time when major urban works of remodeling the landscaping were undertaken. From that point to within a few decades the property was dismantled. The only surviving building retains all the architectural features of country houses of the late eighteenth century. This monographic study is the result of university research.

Alain Beschi

Cos-d'Estournel,

une architecture viticole entre classicisme et exotisme

p. 135-153

Alain Beschi

Cos-d'Estournel,

a wine architecture between classicism and exoticism

L'examen de la littérature et de la documentation disponibles sur l'exotique « château » viticole de Cos-d'Estournel à Saint-Estèphe, la confrontation de ces ressources mises en perspective avec le contexte architectural bordelais sous la monarchie de Juillet, permettent aujourd'hui de faire la part des légendes qui entourent le domaine et son créateur, Louis Gaspard d'Estournel, et de replacer cette réalisation singulière dans le champ de l'histoire de l'art. Au final, le château-cuvier, entre classicisme et éclectisme, constitue un jalon dans l'histoire européenne du goût orientaliste dans la première moitié du XIX^e siècle, colporté par des recueils d'architecture et relayé localement par des hommes de l'art capables de s'adapter à la fantaisie du commanditaire pour créer cette œuvre, à nulle autre pareille, au cœur du Médoc.

This is a review of the literature and documentation available on the exotic wine «château» of Cos-d'Estournel in Saint-Estèphe. The arguments of the literature, in the architectural perspective of Bordeaux under the July monarchy, allow us today to share the legends surrounding this estate, its creator Louis Gaspard d'Estournel, and, to place this singular achievement in the field of art history. In the end, this Château Wine Cellar, that rests between classicism and eclecticism, is a milestone in the European history of Orientalist taste of the first half of the nineteenth century. It is a cobbled together collection of architecture that was assembled locally by capable men of the art in order to adapt to the fantasy of their sponsor and create this work like no other in the heart of the Medoc.

Chroniques

L'archéologie girondine en 2016

p. 157-190

The archaeology in the department of Gironde in 2016

Chronique d'archéologie métropolitaine

p. 191-240

Chronicle of archaeology in the metropolis of Bordeaux

Activités et manifestations

de la Société Archéologique de Bordeaux en 2016

p. 241-242

Activities and events

of the Société Archéologique de Bordeaux in 2016

Activités du Cercle numismatique

Bertrand-Andrieu en 2016

p. 243-244

Activities of the Bertrand-Andrieu

Numismatic Circle in 2016

Revue Archéologique de Bordeaux, tome CVIII, année 2017, p. 7-57

Mille ans de troglodytisme à Saint-Émilion

Damien Delanghe

Dans notre domaine principal d'étude, les anciennes carrières souterraines, nos prospections nous ramènent souvent à Saint-Émilion, une sorte de paradis pour les amateurs de carrières.

Lors d'études plus approfondies sur le riche domaine souterrain du château Ausone à la demande de son propriétaire, l'identification d'un type particulier d'espace nous a amené à effectuer un pas de côté. Certaines entrées de carrières présentent des aménagements que la simple exploitation de la pierre ne justifie pas. Il fallait y reconnaître des logements, d'apparence rudimentaire dans leur état actuel.

En élargissant les prospections, nous en avons recensé plus d'une centaine, majoritairement à Saint-Émilion mais aussi à Saint-Laurent-des-Combes, Saint-Christophe-des-Bardes et Saint-Hippolyte. Connus de leurs propriétaires, ils sont rarement identifiés par ceux-ci comme des habitats troglodytiques.

Parallèlement, nous avons eu l'opportunité d'analyser environ quatre-vingt pièces d'archives s'étendant du XIV^e au XIX^e siècle, relatives au secteur de la Madeleine où se trouve Ausone. Nous y avons découvert une mine d'informations sur ces mystérieux habitats, qui s'avèrent assez bien documentés. Le fonds des Archives départementales a été fouillé et même les Archives nationales, et nous avons ainsi bénéficié de l'important travail paléographique de MM. Olivier Lescor et Jean-Pierre Saignac.



Fig. 1. - Un groupe d'habitats troglodytiques entre Canon et Berliquet.

D'autres régions de France sont richement dotées en sites troglodytiques qui ont fait l'objet de nombreuses publications alors que le sujet demeurait vierge dans la Juridiction de Saint-Émilion. Cet article se propose de révéler l'importance et la qualité de l'habitat creusé sur le coteau entre Saint-Émilion et Saint-Étienne-de-Lisse. Nous ne prétendons pas épuiser le sujet car un abondant corpus d'archives nous attend, notamment celles de la Jurade de Saint-Émilion qui n'ont pas encore livré tous leurs trésors, tandis que les prospections de terrain se poursuivent...

Définition liminaire

Nous aborderons ici le fait troglodytique *stricto sensu* : l'habitat souterrain aménagé et/ou creusé dans la pierre au flanc d'une paroi rocheuse. Nous écartons donc d'autres manifestations du besoin compulsif de creuser la pierre, qui se traduit principalement dans la Juridiction de Saint-Émilion par d'immenses carrières souterraines, au nombre desquelles nous aurions tendance à compter techniquement l'église monolithe et ses espaces conjoints (nous y avons reconnu en plusieurs endroits des marques anciennes d'extraction de la pierre par la technique des carriers), mais aussi par des souterrains divers, dont les fameuses grottes de Ferrand à Saint-Hippolyte, des silos et autres dispositifs de stockage, des puits à eau ou ces mystérieux sillons calcaires, objet des commentaires les plus fantaisistes, sur lesquels nous reviendrons une autre fois.

« Troglodyte » vient du grec ancien *τρογλοδύτης* (de *τρώγη* = caverne et *δύειν* = pénétrer dans, plonger) puis du latin *troglydita*. Le substantif « troglodyte » peut désigner l'habitat souterrain ou son occupant.

Des troglodytes illustres

Parmi tous ceux qui ont vécu à, dans et sous Saint-Émilion du XIII^e au XIX^e siècle, il y a les personnages célèbres, fort peu nombreux, et puis l'immense population des anonymes et des oubliés.

Du premier et plus fameux occupant du sous-sol, *sent Melion*, nous ne savons pas grand-chose. La tradition valide sa qualité de troglodyte, mais quand exactement ? Et où précisément ? Bien sûr, la même tradition nous désigne la catacombe d'Émilien ou encore la cellule de saint Émilion, ce que valide l'imagerie populaire (fig. 2). Mais si l'on veut bien prendre un peu de distance avec le mythe, il faut admettre qu'il n'y a pas grand-chose dans ces espaces qui s'apparente à un logement. Nous ne saurions aller plus loin dans l'analyse de cet hypothétique résidence.

Plus proche de nous, d'autres troglodites¹ illustres sont beaucoup mieux documentés. Un groupe de Conventionnels girondins proscrits sous la Terreur (1793), après diverses pérégrinations, s'étaient réfugiés à Saint-Émilion à l'invitation de l'un d'entre eux, Élie Guadet, enfant du pays. Ils ont pratiqué une sorte de troglodytisme précaire et révoable, soit une petite semaine inconfortable cinquante pieds sous terre², dans l'espoir vite déçu d'échapper aux recherches. En réalité, ils ont trouvé un refuge de fortune dans les carrières sous le bourg (fig. 3),

qui étaient loin d'offrir le niveau de confort des vrais habitats souterrains de la ville dont nous allons parler. Ils ont vite jugé plus prudent de s'égayer dans les environs, ce qui ne leur a pas réussi.

Depuis ces événements, les carrières sont demeurées très présentes dans la mémoire et dans la vie des Saint-Émilionnais, et plus encore dans celle des élus locaux, qui se passeraient volontiers des tracasseries qu'elles leur procurent. Mais pour ce qui concerne l'habitat troglodytique, c'est l'oubli total et général ! Aucune des personnes rencontrées n'avait pris conscience du caractère troglodytique de ses caves.

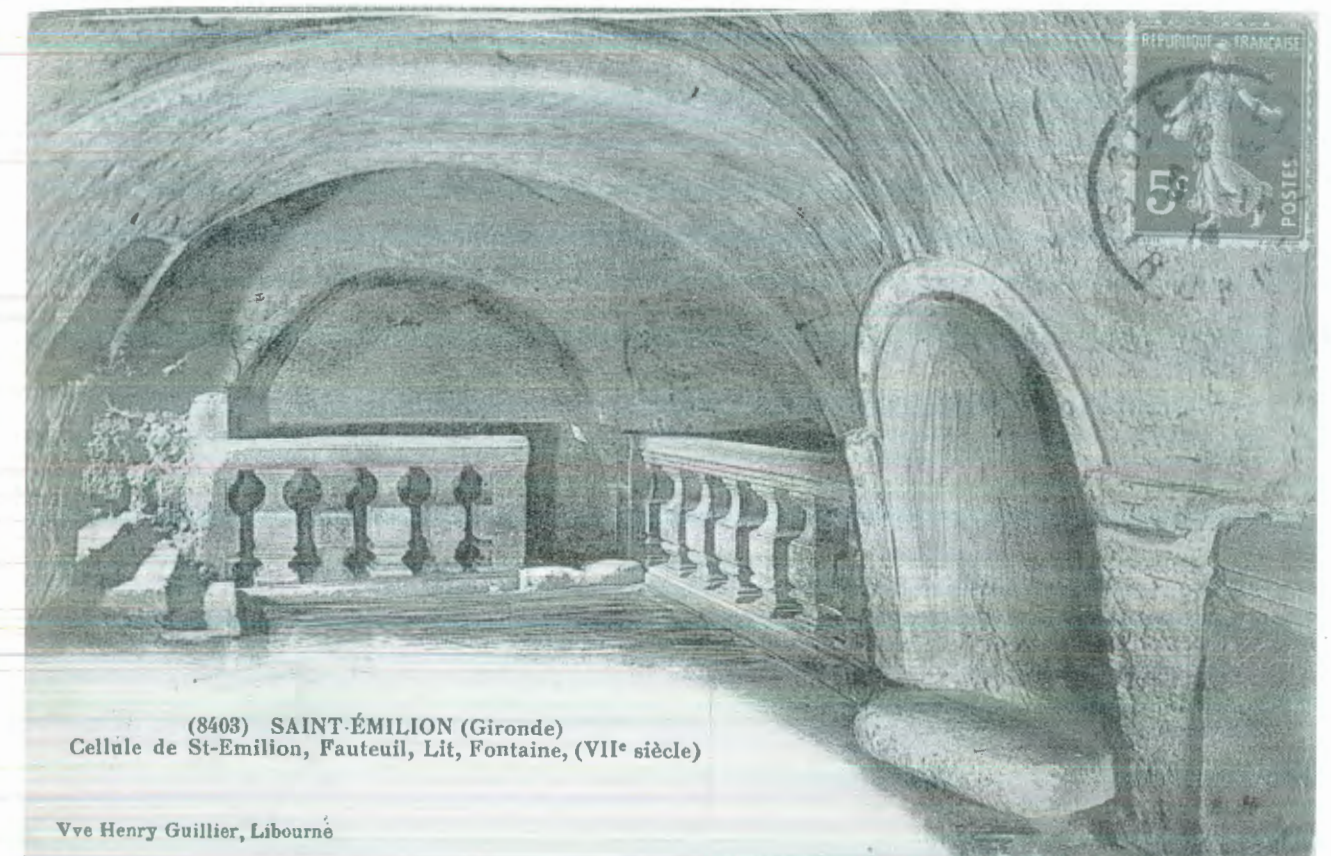
Un pays marqué par la pierre

La roche calcaire est omniprésente dans la vie des habitants de la Juridiction. La pierre est naturellement le matériau de construction privilégié pour les bâtiments religieux (la collégiale, plusieurs églises, chapelles et couvents), pour l'architecture militaire (les remparts, la tour du Roy) mais aussi pour les maisons particulières, des plus ambitieuses (palais Cardinal, logis de Malet) jusqu'aux plus humbles. Dans le bourg, seules trois maisons actuelles, sur 353, ne sont pas bâties en pierre. Mais l'intimité avec la roche est beaucoup plus profonde : on y habite volontiers à l'intérieur. Mieux encore, il était courant d'y reposer paisiblement pour l'éternité, à l'abri des vibrations et des variations climatiques, comme le vin local. De nombreuses loges sépulcrales taillées dans la roche sont encore visibles en plusieurs endroits, en particulier dans et autour de la Monolithe ainsi que dans et autour de la chapelle de la Madeleine (fig. 5 et 6).

La pierre s'impose partout à l'œil du promeneur. Tous les édifices sont en pierre de taille. De beaux murs, maçonnés ou en pierre sèche, bordent les routes autour du bourg (fig. 7). Mais la roche en place se voit aussi en maint endroit. Une longue sinuosité ourle le plateau calcaire de Saint-Émilion à Saint-Étienne-de-Lisse. Cette petite falaise de quelques mètres de hauteur est naturelle, même si des interventions humaines pour prélever de la pierre ont par endroit modifié son apparence.

1 Ce terme désigne les animaux qui occupent occasionnellement le milieu souterrain sans présenter d'adaptation anatomique ou physiologique particulière à l'environnement cavernicole, comme les ours, les blaireaux, les crapauds, les salamandres... ou les humains.

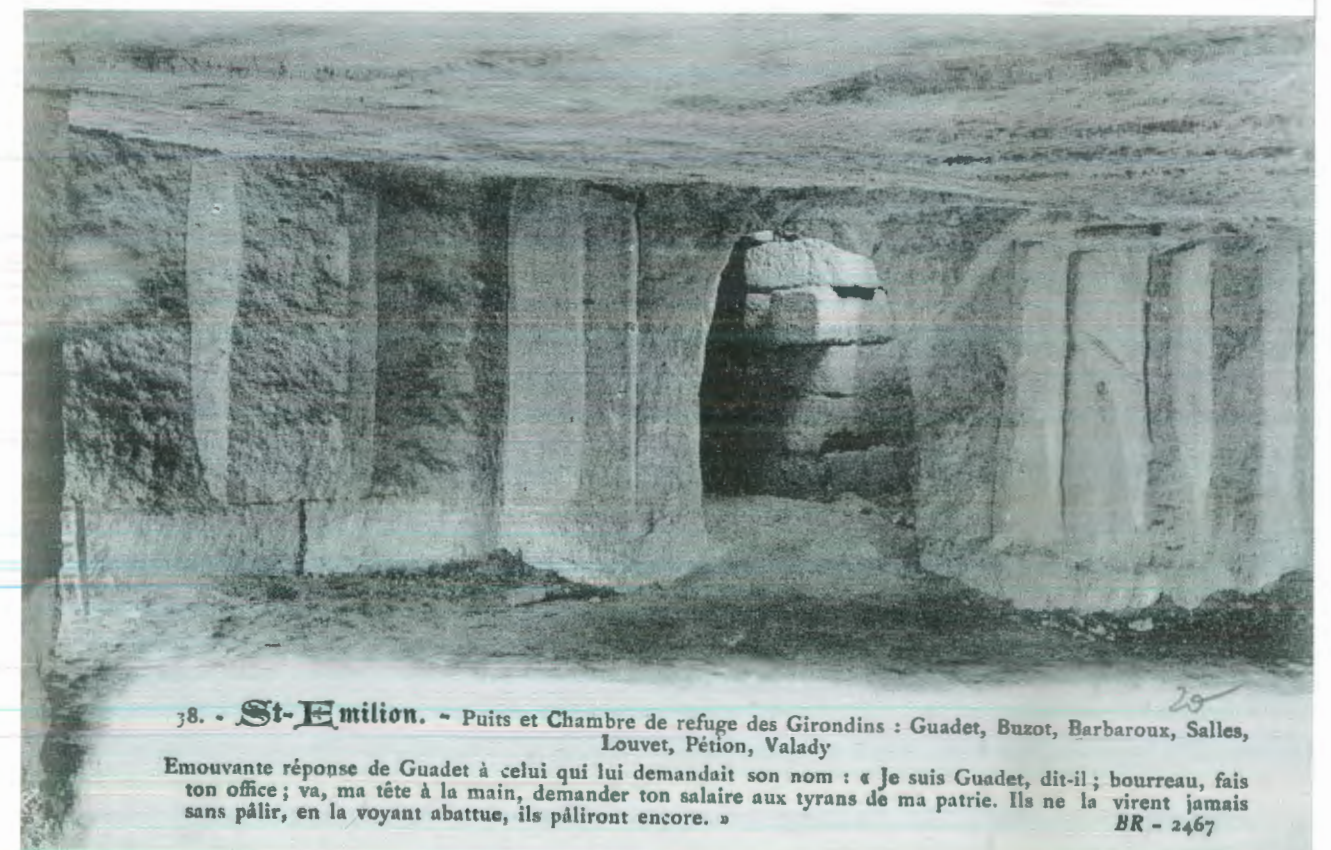
2 Rousseau, 1992, p. 145-165.



(8403) SAINT-ÉMILION (Gironde)
Cellule de St-Emilion, Fauteuil, Lit, Fontaine, (VII^e siècle)

Vve Henry Guillier, Libourné

Fig. 2. - La cellule de saint Émilion.
Carte postale ancienne, collection de l'auteur.



38. - St-Emilion. - Puits et Chambre de refuge des Girondins : Guadet, Buzot, Barbaroux, Salles, Louvet, Pétion, Valady

Emouvante réponse de Guadet à celui qui lui demandait son nom : « Je suis Guadet, dit-il ; bourreau, fais ton office ; va, ma tête à la main, demander ton salaire aux tyrans de ma patrie. Ils ne la virent jamais sans pâlir, en la voyant abattue, ils pâliront encore. »
BR - 2467

Fig. 3. - Le puits de Girondins.
Carte postale ancienne, collection de l'auteur.



Fig. 4. - Une petite barre rocheuse au-dessus de Curé-Bon, ponctuée de bouches de carrière aménagées en logements.

Fig. 5. - Tombes creusées dans le sol de la chapelle de la Madeleine.



Fig. 6. - Les murs bordant la route du côté de Saint-Martin-de-Mazerat.

Fig. 7. - La «conque» de Saint-Émilion, un vallon ouvert dans les calcaires qui apparaissent au sommet des flancs.



Inventaire provisoire

De découvertes fortuites en prospection systématique, nous avons pour le moment répertorié cent douze habitats troglodytiques, cent trois à Saint-Émilion, quatre à Saint-Laurent-des-Combes, deux à Saint-Christophe-des-Bardès et trois à Saint-Hippolyte. Mais nous espérons d’autres bonnes surprises lorsque l’occasion se présentera d’accéder à certaines propriétés privées potentiellement intéressantes. Les recherches tout aussi opiniâtres à Saint-Étienne-de-Lisse sont demeurées infructueuses jusqu’à présent. Les autres communes de la Juridiction ne sont malheureusement pas faites pour le troglodytisme : Saint-Pey-d’Armens, Saint-Sulpice-de-Faleyrens et Vignonet s’étendent au pied du coteau sur les terrasses sableuses et graveleuses du Quaternaire.

Saint-Émilion		29	Beauséjour 2	58	Fossé nord-ouest 1	87	Pavie 1
1	Ausone 1	30	Beauséjour 3	59	Fossé nord-ouest 2	88	Pavie 2 La Clusière
2	Ausone 2	31	Canon 1	60	Fossé nord-ouest 3	89	La Haute Futaie de Pavie
3	Ausone 3	32	Canon 2	61	Fossé nord-ouest 4	90	Croix-Gaudin
4	Ausone 4	33	Canon 2 bis	62	Fossé nord-ouest 5	91	Migon 1
5	Ausone 5	34	Canon 3	63	Fossé ouest 1	92	Migon 2
6	Ausone 6	35	Canon 4	64	Fossé ouest 2	93	La Madeleine 1
7	Ausone 7	36	Canon 5	65	Fossé ouest 3	94	La Madeleine 2
8	Ausone 8	37	Canon 6	66	Fossé ouest 4	95	La Madeleine 3
9	Ausone 9	38	Canon 7	67	Fossé ouest 5	96	La Madeleine 4
10	Ausone 10	39	Berliquet 1	68	Fossé ouest 6	97	La Madeleine 5
11	Ausone 11	40	Berliquet 2	69	Fossé ouest 7	98	Clos la Madeleine 1
12	Ausone 12	41	Berliquet 3	70	Fossé ouest 8	99	Clos la Madeleine 2
13	Ausone 13	42	Berliquet 4	71	Douves 1	100	Clos la Madeleine 3
14	Ausone 14	43	La Clotte 1	72	Douves 2	101	Clos la Madeleine 4
15	Ausone 15	44	La Clotte 2	73	Douves 3	102	Rue de la Madeleine
16	Ausone 16	45	La Clotte 3	74	Douves 4	103	Coutet
17	Ausone 17	46	Bergat 1	75	Douves 5	Saint-Laurent-des-Combes	
18	Ausone 18	47	Bergat 2	76	Douves 6	201	Rochebelle 1
19	Ausone 19	48	Bergat 3	77	Douves 7	202	Rochebelle 2
20	Ausone 20	49	Bergat 4	78	Douves 8	203	Rochebelle 3
21	Ausone 21	50	Bergat 5	79	Douves 9	204	Belcier bas
22	Ausone 22	51	La Clotte de Bousson	80	Douves 10	Saint-Christophe-des-Bardès	
23	Curé-Bon 1	52	Trois Moulins	81	Cave du Couvent	301	Lapellerie ouest
24	Curé-Bon 2	53	Cadet-Piola 1	82	Rue Porte-Sainte-Marie	302	Lapellerie est
25	Curé-Bon 3	54	Cadet-Piola 2	83	Pied sud tour du Roy	Saint-Hippolyte	
26	Curé-Bon 4	55	Haut-Cadet 1	84	Passage de la Tour du Roy	401	Vieille-Église 2
27	Curé-Bon 5	56	Haut-Cadet 2	85	Mons-Maleret	402	Vieille-Église 3
28	Beauséjour 1	57	Fossé est	86	Derrière la Tour du Roy	403	Vieille-Église 5

Fig. 8. – Inventaire des sites troglodytes de la juridiction de Saint-Emilion.

Pour distinguer les cavités, nous les avons désignées du nom de la propriété la plus proche ou de celui du lieu-dit cadastral (fig. 8).

Géologie

Ces sites correspondent à une implantation géomorphologique significative, avec une préférence marquée pour le rebord du plateau calcaire, à proximité du sommet.

Le plateau qui domine la vallée de la Dordogne de Saint-Émilion à Saint-Étienne-de-Lisse est constitué à son sommet de ce même calcaire à astéries du Rupélien (Oligocène supérieur) qui s’étire, en retrait des deux rives du fleuve, de Castillon à Libourne et en aval, en rive droite, jusque dans le Cubzaguais (fig. 11). On le retrouve d’ailleurs dans tout l’Entre-

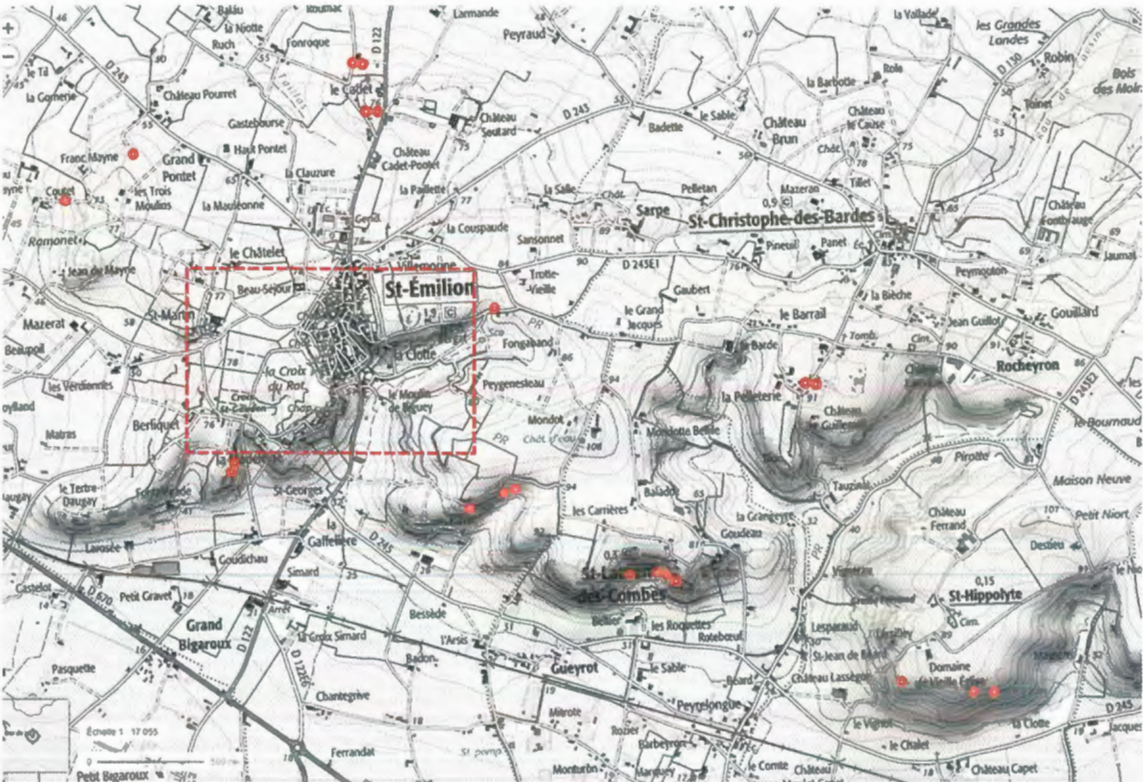


Fig. 9. - Les sites troglodytiques de la Juridiction de Saint-Émilion.

Fig.10. - Les sites troglodytiques dans le bourg de Saint-Émilion et aux abords.



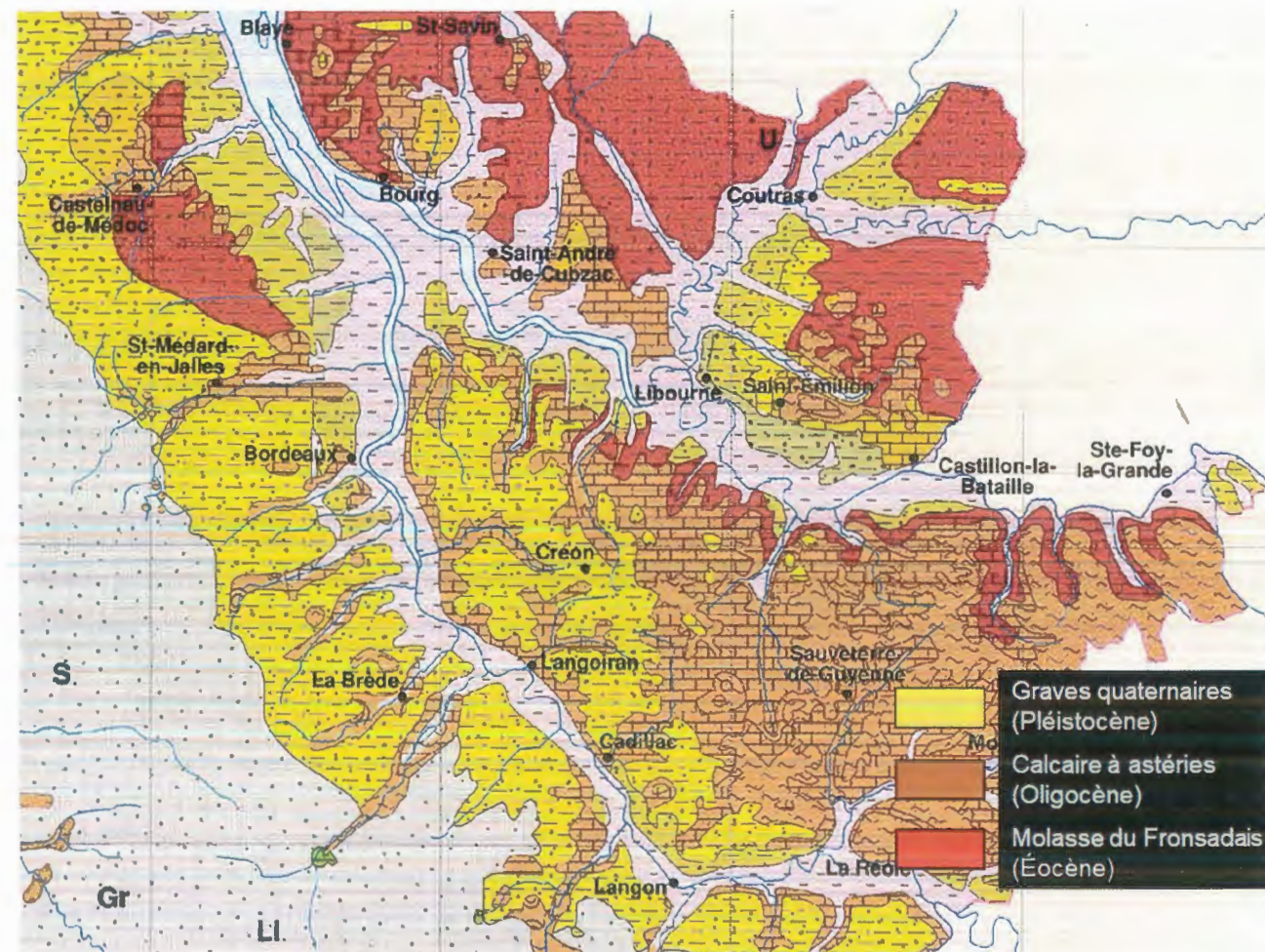
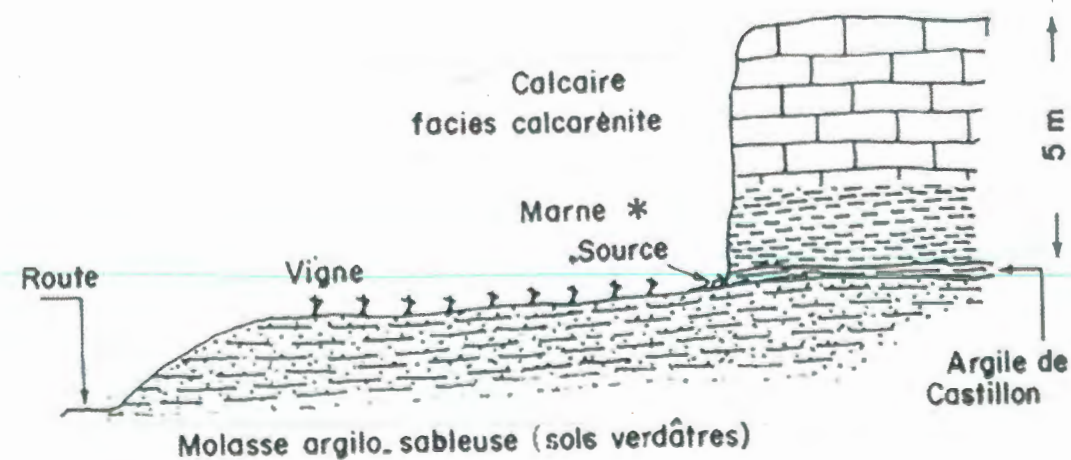


Fig. 11. - Carte géologique de la Gironde (source : Atlas de la Gironde - Association Géographie active, 1993).

Fig. 12. - Coupe géologique simplifiée du rebord du plateau calcaire.
(Extrait de : Ch. Pomerol, Terroirs et vins de France,
Ed. du BRGM - 1986).

deux-Mers. C'est une roche tendre et grossière. Assez médiocre pour la construction et peu recherchée hors du département, elle a tout de même servi à édifier un patrimoine exceptionnel qui fait la fierté de la région bordelaise. Facile à extraire et à tailler, elle ne nécessite pas d'outils particulièrement robustes ou un savoir-faire très élaboré. Par contre un accès aisé est préférable, comme un pied de falaise, pour l'évacuation de la pierre. La proximité entre la carrière et l'édifice à bâtir est aussi un élément déterminant car le transport de pondéreux sollicite les bêtes et leur charrette sur des voies mal stabilisées et parfois pentues. On a donc toutes les chances de trouver une carrière à peu de distance d'un édifice ancien, et à plus forte raison aux abords immédiats d'un bourg important comme le fut Saint-Émilion.

Or les barres rocheuses abondent : c'est la petite frange qui sinue tout autour du plateau (fig. 7 et 13). Le calcaire sommital est d'une puissance comprise entre 10 et 15 m, rarement davantage. Il repose sur une mince couche d'argile imperméable coiffant les molasses du Fronsadais sous-jacentes. Ce film d'argile explique les nombreuses résurgences à mi-hauteur des coteaux, qui procuraient dans le passé autant de sources

d'eau « potable » et alimentent encore les fontaines et lavoirs. C'est donc dans cet horizon calcaire tendre que s'ouvrent les carrières et les habitats troglodytiques (fig. 12).

Implantation

Les carrières souterraines possèdent trois types d'accès : par bouche de cavage dans un flanc de coteau, par puits vertical ou par de longs plans inclinés creusés dans le plateau. Quant aux habitats troglodytiques, leur entrée correspond au seul premier type. Ils s'ouvrent généralement au pied d'escarpements rocheux, naturels ou retallés par l'homme. On observe une forte grégarité, les habitats isolés étant l'exception. Les séries de cinq à huit habitats juxtaposés sont fréquentes au bourg de Saint-Émilion, dans le fossé ouest et la rue des Douves, ou à ses abords, à Ausone, la Madeleine (fig. 14), Berliquet, Curé-Bon. D'autres séries plus courtes sont visibles à Cadet, sous le cimetière de Saint-Martin-de-Mazerat (fig. 15) et sous le bourg de Saint-Laurent-des-Combes (fig. 13). En revanche, on ne rencontre pas de véritable village troglodytique comme il en existe dans le val de Loire.

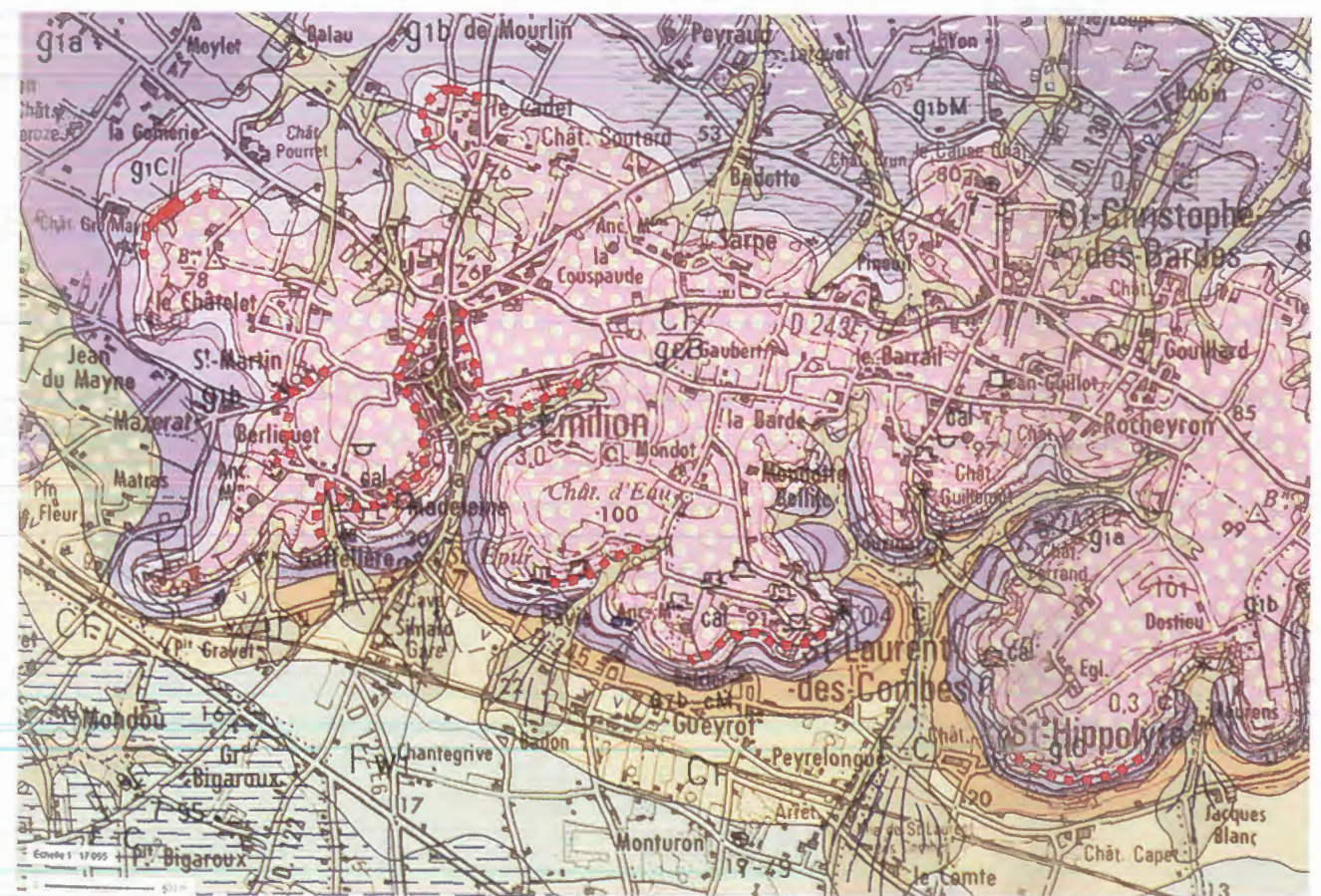


Fig. 13. - Carte géologique de la France (source : www.geoportail.gouv.fr).



Fig. 14. - La Madeleine.

Fig. 15. - Sous le cimetière de Saint-Martin-de-Mazerat.



Fig. 16. - Les habitats 1 et 2 d'Ausone. A gauche le conduit de cheminée dans la paroi.

Typologie

Dès les premières découvertes d'habitats souterrains, une distinction s'est aisément imposée à nous. Les habitats les plus spacieux, et les plus nombreux, occupent l'entrée d'anciennes carrières. Les autres ont été creusés à dessein sans lien avec une carrière. Sur les 112 sites identifiés, 29 ont été creusés et 57 sont des habitats opportunistes ; dans les 26 autres cas la détermination est impossible car ils sont comblés ou détruits.

Les habitats creusés

Dans ce cas, la roche a été délibérément creusée pour créer un espace souterrain en vue de l'occuper. Il ne s'agit pas d'une carrière d'extraction de la pierre. Le volume ouvert est très inférieur à celui des vastes carrières souterraines voisines. Il y a une volonté d'en tirer de la pierre à bâtir car on distingue encore le module des blocs extraits. Mais les traces d'outil au plafond

et sur les parois verticales ne sont pas très « professionnelles » et manquent de régularité. Il peut toutefois subsister de beaux fronts de taille (FT sur la fig. 19) identiques à ceux qu'on voit partout dans les carrières : ils correspondent à des extensions ultérieures de l'habitat.

Les habitats n° 1 et 2 du domaine d'Ausone sont d'un aspect extérieur et intérieur assez fruste (fig. 16 et 17). N'eût été le vestige de cheminée, on les prendrait pour de toutes petites carrières, ou au mieux des abris pour les animaux domestiques. Le n° 1, avec une superficie de 14 m² et une hauteur apparente de 2,12 m, possède une très petite fenêtre, une grande baie qui a pu être la porte d'entrée, une niche en paroi, un anneau d'attache à l'intérieur et huit autres à l'extérieur. Il est difficile d'imaginer son état initial.

La clotte n° 4 d'Ausone (fig. 18, 19 et 20) est un confortable deux-pièces de 54 m², assez bien conservé malgré quelques confortements récents. On y observe les constantes



Fig. 17. - L'intérieur spartiate d'Ausone n° 1.



Fig. 18. - Façade d'Ausone n° 4, deux portes, deux fenêtres et une cheminée.

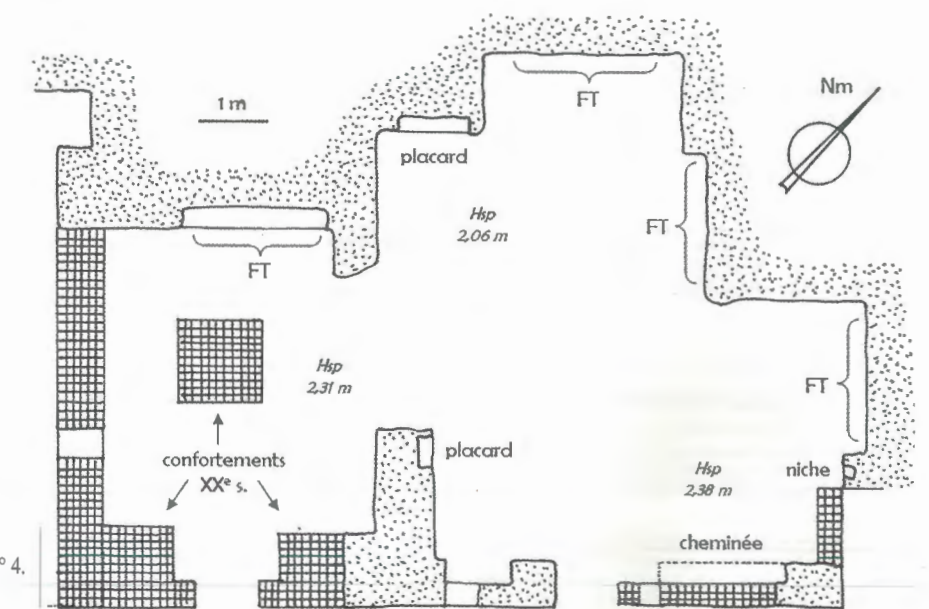


Fig. 19. - Plan de l'habitat Ausone n° 4.

Fig. 20. - L'intérieur d'Ausone n° 4 avec la cheminée à gauche.



de l'aménagement troglodytique : une ou plusieurs portes, des fenêtres, une cheminée, des niches et des placards creusés dans la pierre.

Les habitats « opportunistes » en bouche de carrière

Les vestiges gallo-romains subsistant en Gironde témoignent de l'utilisation de la pierre pour bâtir. Toutefois les plus anciennes carrières girondines encore debout ne sont pas antérieures au bas Moyen Âge, la doyenne étant très probablement l'église monolithe de Saint-Émilion dont le creusement remonte, selon les études les plus récentes, tout au début du XII^e siècle. Peut-être à partir d'un vide préexistant lié à saint Émilion ou à son culte : c'est une conjecture qui reste à étayer. Dès le XIII^e siècle, de nombreuses carrières souterraines s'ouvrent sous le bourg et aux abords immédiats pour satisfaire la forte demande en pierre, en vue d'édifier la belle architecture militaire et religieuse de la cité, puis l'ensemble des édifices publics et privés.

Sitôt abandonnée une bouche de carrière constitue un abri solide qui est rapidement colonisé. Il n'y a même plus besoin de creuser le logement : il suffit de monter un mur de maçonnerie pour séparer l'espace utile du reste de la carrière et un autre mur pour obturer l'entrée, en y réservant une porte, une ou deux fenêtres et un conduit de cheminée.

Contrairement aux habitats creusés, nous avons des témoignages sur la création de logements en entrée de carrière :

30/11/1744³

Jean Labat marchand vend à Jean Coudreau vigneron un emplacement de partie de grotte et rocher à prendre sur une grande grotte près le vieux château Dausoigne, sur le coin de la grande grotte⁴ vers le levant, et de contenance vingt-deux pieds de vide par le travers, et de trente pieds en longueur [...] moyennant la somme de trente livres.

3 A.D.Gir. - 3E 19032.

4 La grotte est entendue là dans un sens général de cavité souterraine, alors qu'il s'agit à l'évidence d'une carrière abandonnée.

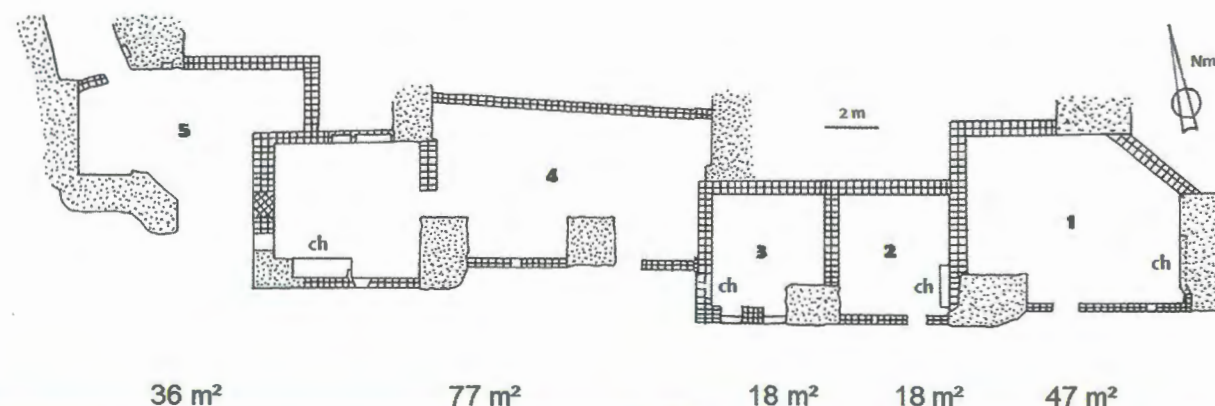


Fig. 21. - Plan et vue extérieure des habitats de Curé-Bon n° 1 à 5.

L'acquéreur pourra faire murer et renfermer ledit emplacement pour y faire un logement comme bon lui semble, et pourra prendre jour par fenêtres seulement vers la terre dudit Labat au levant. Il est autorisé à démolir une petite mesure pour qu'il en prenne les moellons et en fasse sa condition meilleure.

La série de cinq habitats de Curé-Bon est une bonne illustration du principe de conversion des entrées de carrière (fig. 21). Le cloisonnement a été réalisé entre les piliers de la carrière en montant soigneusement des murs maçonnés, à partir des innombrables pierres de rebut laissées sur place par l'exploitation.

Le domaine d'Ausone présente une concentration importante de cavités troglodytiques. Les plus petites et les plus anciennes sont creusées. Les autres colonisent les nombreuses entrées de carrières sur trois niveaux rocheux. Divers effondrements importants altèrent la lisibilité des carrières et nous privent probablement de plusieurs habitats. Il en subsiste tout de même vingt-deux (fig. 24).

La partie de carrière qui s'étend sous la chapelle de la Madeleine est partiellement occupée par des chais (fig. 25). La conversion de la carrière en chai est attestée dès 1728 :



Fig. 22. - Personnage en bas-relief dans l'habitat n° 4 de Curé-Bon (aujourd'hui détruit par comblement).

Fig. 23. - Linteau décoré à l'entrée de l'habitat n° 4 de Curé-Bon.



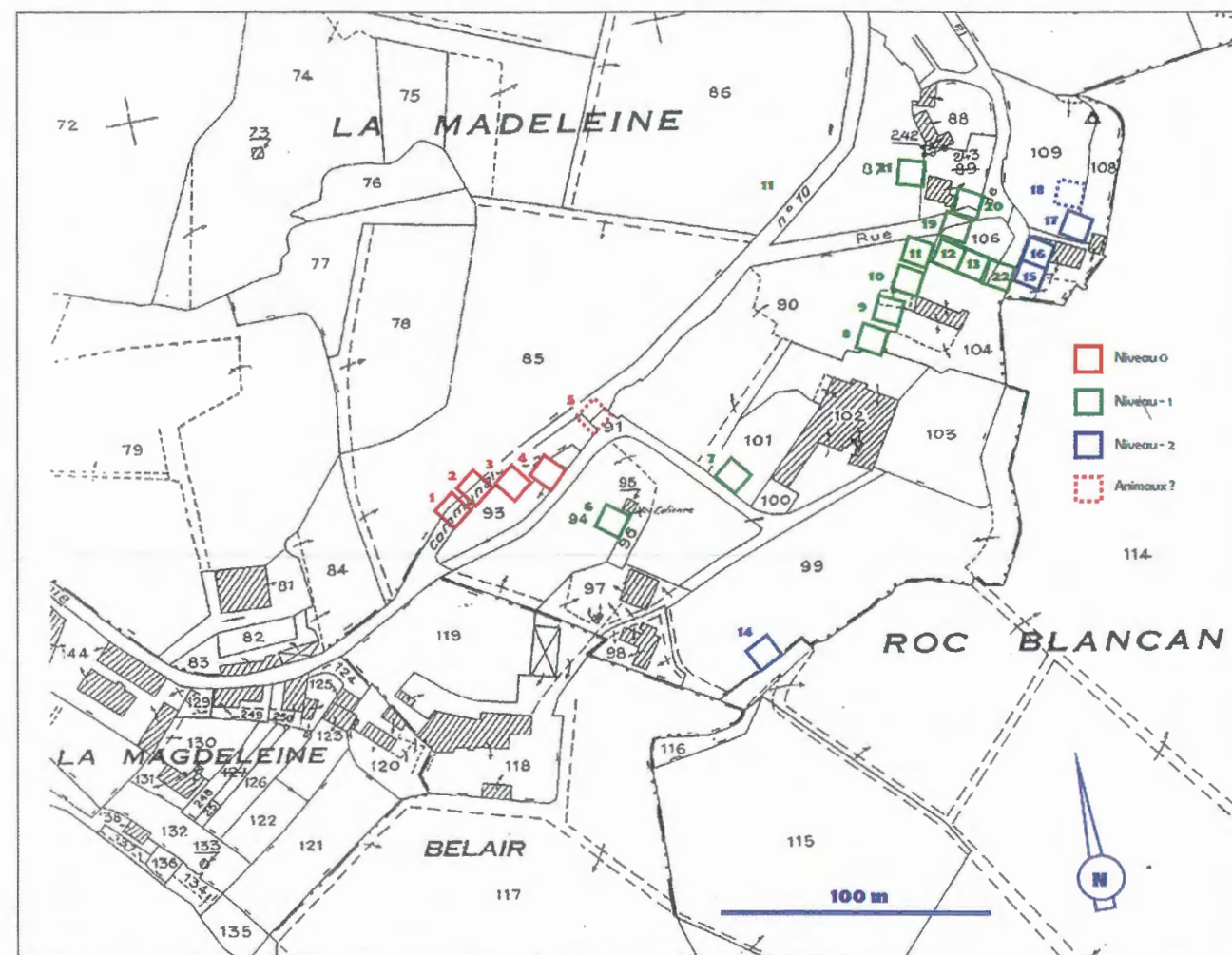


Fig. 24. - Les habitats troglodytiques d'Ausone.

Fig. 25. - Le groupe des habitats d'Ausone sous la chapelle de la Madeleine.

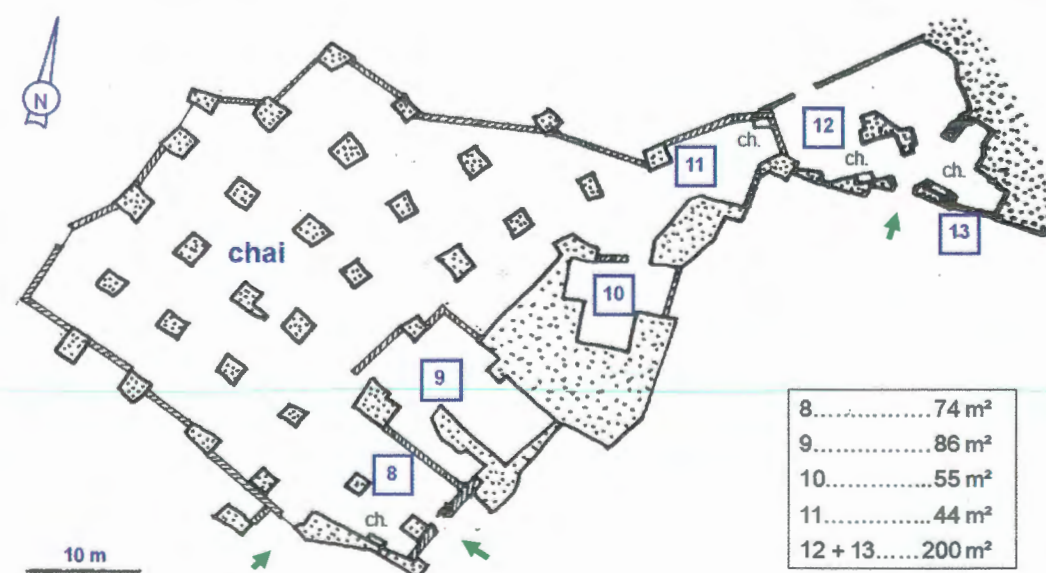


Fig. 26. - Deux habitats troglodytiques sous la chapelle de la Madeleine, croqués par Léo Drouyn en 1858.

Fig. 27 et 28. - Les mêmes aujourd'hui, chacun ayant conservé sa cheminée.

30 avril 1728⁵

Pierre Chatonnet décédé le 30 avril 1728 dans sa maison de Trempley [aujourd'hui dans le domaine d'Ausone], Jean Chatonnet son fils fait faire inventaire de la maison. Mention de deux chambres basses, d'un grenier accessible par une entrée à degrés à la principale porte, d'une *grotte servant de chai et cuvier*, d'une grotte séparée au nord ayant son entrée au levant, plus une petite chambre en forme d'append...

Les habitats étaient probablement abandonnés dès cette époque. Un dessin de Léo Drouyn daté de 1858 représente la chapelle vue en contrebas (fig. 26). Deux logements troglodytiques sont établis dans la barre rocheuse qui supporte la chapelle. Ils sont plus faciles à identifier sur le dessin lorsqu'on connaît les lieux puisqu'ils existent toujours, nantis de leur cheminée respec-

⁵ A.D.Gir. - 3 E 19017.





Fig. 29. - Abri de carrier à Saint-Hippolyte. Le conduit de la cheminée s'ouvre dans le toit au fond à droite.

Fig. 30. - Placard dans l'abri de carrier de Saint-Hippolyte.



tive (fig. 27 et 28). Drouyn a omis la cheminée de celui de gauche, dont l'entrée a été passablement arrangée depuis. Il ne reste plus rien de troglodytique dans les aménagements intérieurs.

Abri de carrier

Voici au moins un faux habitat troglodytique et un vrai abri de carrier. Il est situé dans le versant sud du plateau de Saint-Hippolyte, à bonne distance de toute habitation, ce qui justifie son existence. Aménagé à côté de l'entrée d'une carrière souterraine récente (deuxième moitié du XIX^e siècle), il comportait une cheminée dont il ne subsiste que le conduit et un beau placard (fig. 29 et 30). Contrairement aux habitats souterrains permanents, le volume n'est pas isolé du reste de la carrière par des murs.

De modestes abris

Au lieu-dit Migon, dans les vignes au sud-ouest de la Madeleine, deux abris ont été taillés dans le roc (fig. 31). Il n'y a pas de trace d'un dispositif de fermeture. Le seul équipement est un banc en pierre. Ils sont très similaires, d'une superficie d'environ 3,4 m² pour 1,87 m de hauteur. Placés au bord d'une route départementale, ils feraient de bons abris ! En l'absence de témoignage oral ou écrit, nous les interprétons comme des abris, l'équivalent creusé des cabanes de vigne bien connues dans le paysage girondin ⁶. Mais celles-ci sont closes

⁶ Lucu, Pierre, *Guide des cabanes de vigne et de pêche de la Juridiction de Saint-Émilion*, Ed. de l'Entre-deux-Mers, 2014.



Fig. 31. - Probable abri de vigneron.

Fig. 32. - Petit abri derrière la tour du Roi.





Fig. 33. - Rochebelle à Saint-Laurent-des-Combes.
La porte basse à gauche donne sur un abri pour animaux domestiques.

et chauffées, souvent équipées pour les animaux (anneaux) et proches d'un puits. Ici rien n'évoque le confort, ni les animaux ou les soins à la vigne. Pas le moindre graffiti non plus.

Éloignée de toute construction et de tout habitat souterrain, une minuscule carrière a été creusée aux Trois-Moulins, vers le milieu du XIX^e siècle d'après les marques d'outil. D'une hauteur de 1,54 m et d'une modeste superficie de 3,7 m², elle est équipée sur deux côtés d'une banquette de roche. Était-ce une petite bergerie ou un abri de vigne ?

Derrière la tour du Roi, un autre abri garde les marques d'une feuillure, indiquant qu'il a été équipé d'une porte (fig. 32). Des trous de boulin signalent un auvent. Mais depuis l'érection de la tour au XIII^e siècle, les abords de celle-ci ont dû être passablement remaniés.



Fig. 34. - Auge dans un abri à Saint-Hippolyte.

Quatre espaces souterrains fort exigus (de 3 à 9 m²) et bas de plafond (1,34 m à 1,61 m), jouxtant des habitats, disposent d'une porte basse (fig. 33). Plutôt qu'une annexe du logement, cela suggère un abri pour des animaux domestiques, poules, cochons, moutons, chèvres. Cette hypothèse est confirmée par la présence d'auges basses monolithes (fig. 34).

Sites votifs

A Pavie, ce qui pourrait être le fond d'un habitat très dégradé a été aménagé en lieu votif (fig. 35). Il a fait l'objet d'un arrêté de zonage archéologique avec la mention « La Clusière, Cella - souterrain, Moyen Âge », ce qui n'est pas très explicite. La visite du lieu ne donne rien de plus précis car les parois rocheuses sont très altérées. Une fouille du sol permet-

trait peut-être d'en apprendre davantage sur l'histoire du site, mais les sols des habitats troglodytiques ont souvent été très remaniés.

Ce n'est pas le seul de nos sites à bénéficier de ce genre de protection. Parmi les dix-neuf zones archéologiques de la commune de Saint-Émilion identifiées dans l'arrêté préfectoral du 15 février 2005, il en est deux autres qui comportent fortuitement des éléments troglodytiques. L'une est à Bergat, mais elle est uniquement identifiée pour son potentiel en mobilier paléolithique. L'autre est bien sûr le bourg, c'est-à-dire l'intégralité de la section cadastrale AP.

En pleine forêt, sur le rebord du plateau de Saint-Hippolyte, une curieuse cavité évoque un souterrain-refuge plutôt qu'un habitat. Les marques d'extraction de la pierre sont très



Fig. 35. - Souterrain de la Clusière.



Fig. 36. - Salle voûtée évoquant une chapelle à Saint-Hippolyte.

anciennes, du bas Moyen Âge. Une salle fait penser à une chapelle, d'autant qu'une croix a été incisée dans la paroi du fond (fig. 36). La cavité recoupe une grotte naturelle. De quoi broder de belles légendes autour d'un pseudo-saint Émilien...

Fantômes de troglodytes

Des troglodytes fantômes hantent les fossés du bourg : le vide a disparu mais il subsiste parfois une trace (fig. 38) ; soit volontairement, soit à la suite d'un effondrement, on a retiré la roche dans laquelle l'habitat a été creusé ; on ne reconnaît plus que la paroi du fond ou le conduit d'une cheminée.

Le fossé ouest sous les remparts en comporte une douzaine. Le sol ayant été lourdement remanié, seules des trouvailles dans les archives (et l'iconographie ancienne ?) pourraient nous aider à reconstituer les anciens habitats. Le fossé oriental n'est pas aussi riche. Seule la trace d'un conduit de cheminée et un peu de noir de fumée pourraient suggérer un habitat (fig. 37). On trouvera ailleurs d'autres cavités en état de décomposition avancée (fig. 39).



Fig. 37. - Vestige d'une cheminée troglodytique dans le fossé est.



Fig. 38. - Troglodytes fantômes dans le fossé ouest sous le logis de Mallet.

Fig. 39. - Le fond d'un habitat troglodytique à Bergat.



Des prestations de haut de gamme

Exposition des habitations

Le graphique ci-dessous représente l'exposition de la façade de 70 habitats troglodytiques (fig. 41). Toutes les orientations sont représentées, mais avec une nette prédominance du quart sud-est, c'est-à-dire au soleil et à l'abri du vent dominant d'ouest à nord-ouest (fig. 40), avec une recherche manifeste du confort thermique. La plupart des habitats tournés vers le couchant appartiennent à une même série, entre Canon et Berliquet (fig. 1).

Volume habitable

Si l'on écarte les espaces inférieurs à 10 m² et à 1,60 m de hauteur, certainement destinés à des animaux domestiques, quelques statistiques éclairent sur l'habitabilité des logements.

Les studios, pour ainsi dire, varient de 11 à 59 m² et les deux pièces de 33 à 86 m² ; ce sont les types les plus répandus (fig. 42). Il y a un seul trois pièces (124 m²) et deux quatre pièces de 169 et 200 m². Les documents dont nous disposons ne permettent pas de connaître le nombre de personnes par foyer.

Cette surface souterraine devrait être augmentée des éventuelles pièces extérieures bâties en appui sur le rocher. Mais à part les *appends* dont il sera question plus loin, qui sont au mieux des auvents légers clos de planches, on n'observe pas d'amorce de mur lourd au droit des logements troglodytiques.

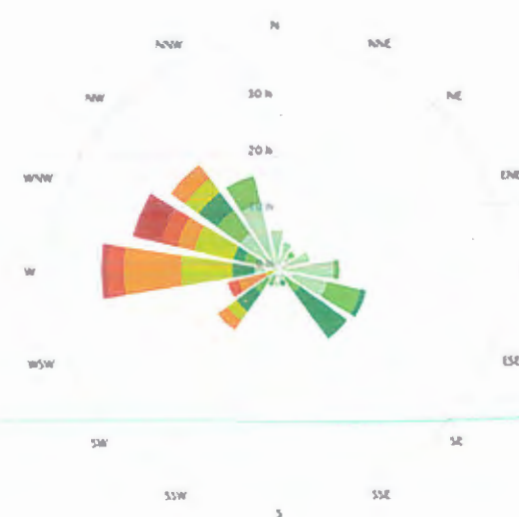


Fig. 40. - La rose des vents à Saint-Émilion (source : www.meteoblue.com)

Le creusement dans la roche ou l'aménagement dans une entrée de carrières déterminent la superficie du logement en raison même de l'effort qu'il demande : la surface d'une carrière ne pose aucune limite à l'extension du logement qu'on y établit, tandis que l'habitat creusé n'excède pas 54 m² (fig. 43).

C'est plus flagrant si on resserre l'observation sur Ausone, et qu'on mesure la surface par pièce. Sur dix-huit habitats, on en compte onze comportant une seule pièce, six deux-pièces et un grand quatre pièces dans son état actuel ; ce dernier disposant de deux cheminées, on peut imaginer qu'il résulte de la réunion de deux logements.

Une pièce creusée varie de 14 à 33 m², une pièce en carrière de 18 à 55 m² (fig. 44).

Enfin, considérons la hauteur sous plafond (fig. 45). L'habitat creusé va de 1,74 à 2,56 m (moyenne : 2,16 m). Le remblai au-dessus du sol rocheux étant très faible (voir plus loin) ces mesures sont significatives. Alors que dans les anciennes carrières la hauteur se situe entre 1,74 et 3,19 m (moyenne : 2,28 m).

Sans surprise, l'habitat en bouche de carrière jouit de volumes plus vastes, en superficie et en hauteur.

De ces constatations, nous proposons intuitivement de déduire ceci : dès lors que des bouches de carrière abandonnées sont devenues disponibles en de nombreux endroits du territoire de la Juridiction, offrant sans effort des grands volumes habitables et modulables, la création de logements par creusement n'était plus utile. Autrement dit, l'habitat en carrière aurait progressivement succédé à l'habitat creusé à partir des XIV^e et XV^e siècles.

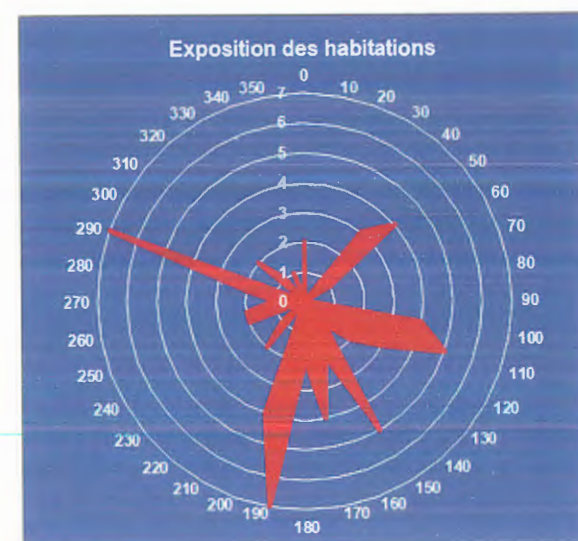


Fig. 41. - Orientation de la façade des habitats.

Fig. 42. - Histogramme des surfaces par habitat.

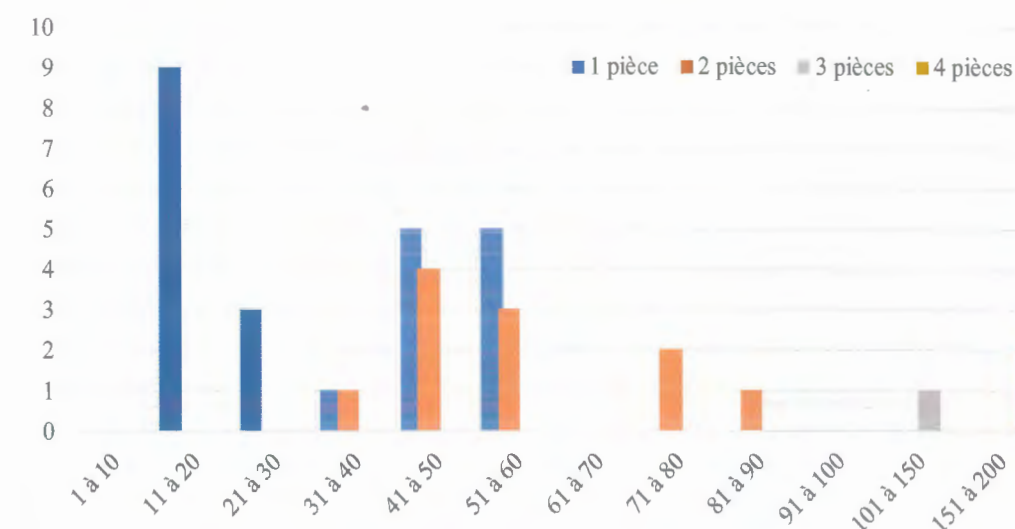


Fig. 43. - Histogramme des surfaces par type.

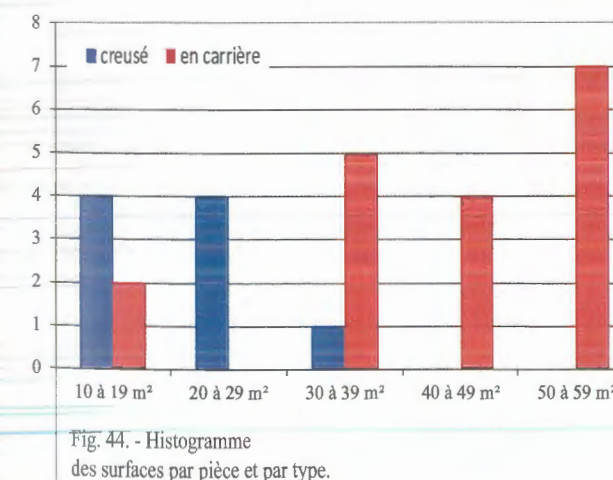
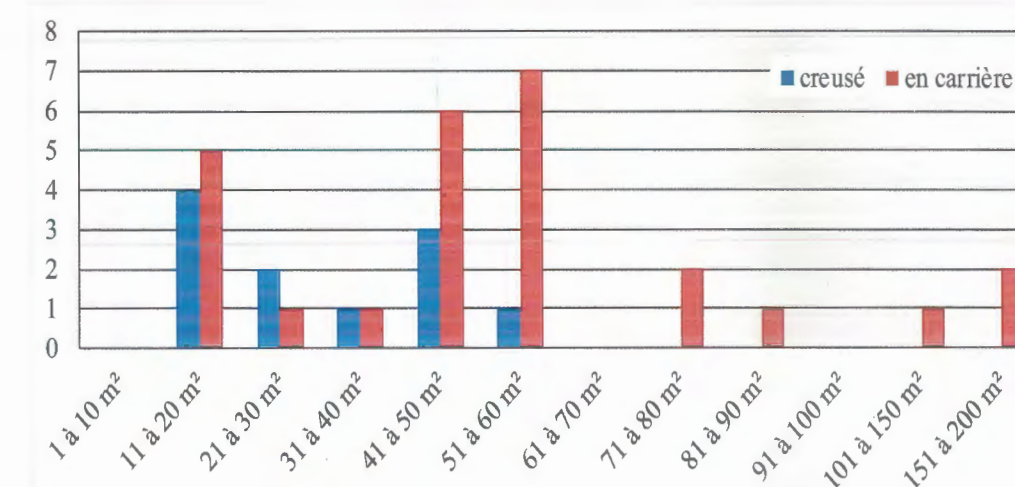


Fig. 44. - Histogramme des surfaces par pièce et par type.

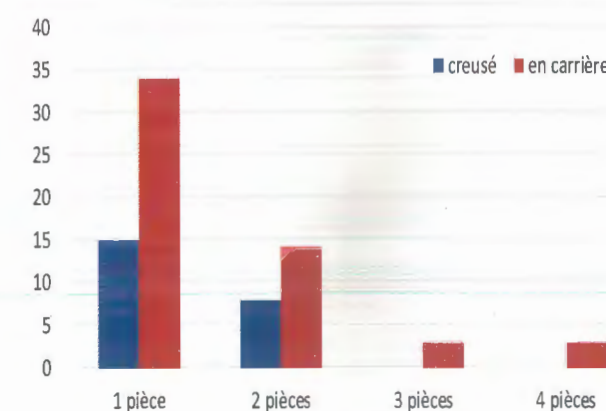


Fig. 45. - Histogramme du nombre de pièces par type.

L'équipement de la maison

La cheminée

C'est par cet accessoire que tout a commencé ! Une cheminée au-dessus d'une entrée de carrière fait immédiatement penser à un abri de carrier, cet espace presque confortable où les carriers prennent leur repas ou font une pause. Un espace très rare en Gironde, nous en connaissons à peine une demi-douzaine dans tout le département pourtant richissime en carrières. Mais deux, voire trois souches de cheminée, visibles simultanément au-dessus d'une barre rocheuse, c'est plus suspect (fig. 47). Il faut aller voir de plus près. Et on découvre à l'intérieur unâtre, cerné de jambages et d'un linteau, parfois coiffé d'une hotte. Puis on constate que le local comporte

d'autres aménagements, et l'on met ainsi au jour l'habitat troglodytique saint-émilionnais. Il en résulte, quelques années plus tard, la présente étude.

La cheminée est habituellement plaquée sur la paroi en contact avec l'extérieur. Son conduit, au-dessus du logement, est engravé dans le rocher et fermé par une maçonnerie légère. La souche est édifiée en pierre. A l'intérieur les jambages, la hotte et le manteau sont en pierre, ce dernier parfois soutenu par un linteau en bois (fig. 49 à 52 et 75 à 78).

Nous avons recensé 72 cheminées, les unes complètes et en état de fonctionnement, d'autres dépossédées de leur souche ou de leurâtre, certaines à peine reconnaissables à leur conduit, seul vestige subsistant (fig. 37 et 48).



Fig. 46. - La cheminée, repère inmanquable de la présence d'un habitat troglodytique.



Fig. 47. - Trois cheminées troglodytiques près de la chapelle de la Madeleine.



Fig. 48. - Conduit de cheminée taillé en saignée dans la roche. L'écran de maçonnerie qui le fermait a disparu.

17 janvier 1535 ⁷

Mathurin Guérin, carrier, et Jeanne Damaud, sa femme, ont vendu à Giron Meynard une clotte située au lieu appelé aux Pierrières de la Madeleine. *Et plus sera tenu le dict achapteur et a promis au dict vendeur fermer de muraille une clote qui est illec pres appartenant au dict vendeur et y faire une porte, une chemynée de pierre cinq piedz dans le carré...*

Les portes

Soixante-cinq habitats troglodytiques ont encore leur porte d'entrée (fig. 53), et même deux entrées pour quatre d'entre eux. Généralement le vantail a disparu. A peine à hauteur d'homme et étroite, la porte d'entrée n'est pas conçue pour le passage du gros bétail ou de denrées volumineuses nécessitant un véhicule, comme des pierres ou des barriques.

On rencontre à trois reprises un dispositif de verrouillage de la porte d'entrée, courant dans les souterrains médiévaux : l'encoche en virgule, pour glisser une barre de bois contre la porte.

Les fenêtres

Chaque pièce habitable compte une ou deux fenêtres (fig. 54). Leur dimension réduite laisse passer juste ce qu'il faut de lumière. Étaient-elles occultées ? La plupart ne comportent plus aucune trace de fermeture par des volets, et n'ont pas même de feuillure intérieure ou extérieure.

17 janvier 1535 ⁸

Mathurin Guérin, carrier, et Jeanne Damaud, sa femme, ont vendu à Giron Meynard une clotte située au lieu appelé aux Pierrières de la Madeleine. L'acheteur sera tenu de fermer par un mur la clotte voisine restant au vendeur, d'y faire une porte, une cheminée, une demi-croisée et une petite fenêtre carrée.

⁷ A.D.Gir. - 3E 9855 f° 24 v°.

⁸ A.D.Gir. - 3E 9855 f° 24 v°.



Fig. 49. -
Fig. 50. -

Quelques types de cheminées.

Fig. 51. -

Fig. 52. -





Fig. 53. - Une entrée d'habitat restée «dans son jus».



Fig. 54. - Fenêtre et cheminée de l'habitat n° 4 de Curé-Bon.



Fig. 55 et 56. - Deux exemples de placards.

Les placards

Éléments significatifs du logement permanent, un ou deux placards sont encore visibles dans 28 cas, ils sont taillés avec soin dans une paroi verticale et leurs faces sont bien lissées. Une à trois encoches sur les faces latérales permettent de glisser des étagères. Certains ont une feuillure, pour recevoir une porte ou un panneau de fermeture. Plus rarement, le bas du placard est surcreusé et pourvu d'un écoulement vers l'extérieur. Une hypothèse à consolider est qu'on y faisait la lessive...

Les niches

Ce sont de simples renforcements taillés au pic dans une paroi verticale. Souvent mal dégrossis, ils conservent les marques de l'outil. On y pose une lampe ou divers objets. Leur réalisation est simple et rapide. Une trentaine d'habitats troglodytiques en possèdent une ou plusieurs, jusqu'à sept.





Fig. 57 et 58. - Deux exemples de placards.



Fig. 59 - Un évier à la Clotte, lieu-dit bien nommé !

Fig. 60. - Évier dans un des habitats troglodytiques d'Ausone.

L'évier

C'est une dépression taillée avec soin dans la roche ou dans une pierre appuyée au mur de façade, avec une fente d'écoulement vers l'extérieur (fig. 59 et 60).

Dans les habitats aménagés en bouche de carrière, la façade maçonnée est la partie la plus fragile. Lorsqu'elle s'effondre, l'évier disparaît aussi. Cela explique que nous en ayons relevé cinq seulement (dont un qui a été détruit depuis).

Cet élément introduit la question vitale de l'eau dans le logement.

Nous n'avons pas trouvé de dispositif pour recueillir l'eau de pluie. On trouve souvent des puits dans les carrières attenantes mais ils ont été creusés au XXe siècle pour les besoins de la culture des champignons. Un seul logement dispose d'un puits intérieur, à La Pelleterie à Saint-Christophe-des-Bardès. Nous n'avons pas trouvé de puits extérieur aux abords de logements troglodytiques, mais la question de l'accès à l'eau potable est bien présente dans les transactions.



20 avril 1592⁹

Échange entre Guilhem Dubois et Eliot Delabat, tous deux carriers de Saint-Martin-de-Mazerat.

Eliot Delabat cède *un append de maison couverte de tuiles creuses avec la clotte qui est derrière et dessous le chemin de la Madeleine [...] droit de puisage pour puiser au puits...*

3 novembre 1739¹⁰

Échange de terres entre Jacques de Canolle, seigneur de Lescours, habitant son château de Lescours à St Sulpice, et Laurent Dumons, laboureur de St Sulpice.

Laurent Dumons cède une maison avec un jardin devant avec le droit de jouissance de la moitié du puits qui est sur le bord du chemin allant à Berliquet, au lieu appelé près Bélair.

11 novembre 1782¹¹

Vente par Jean Rivière, vigneron, de la moitié d'une grotte, jardin et aisines avec droit de puisage, dépendant en fief du Roi, à Marguerite Faure, veuve de Léonard Recapet qui a déjà acquis l'autre moitié du frère du vendeur.

5 janvier 1826¹²

Vente par Jean Cantenat habitant à la Madeleine, à Jean Chatonnet, habitant du même lieu, une maison composée d'une *chambre, chai, deux grottes et un puits, un jardin,*

9 A.D.Gir. - 3E 51960 f°253 v°.

10 A.D.Gir. - 3E 51413, f° 610.

11 A.D.Gir. - 3E 19112.

12 A.D.Gir. - 3E 52251.

Fig. 61 - Un four à pain et sa cheminée à Cadet.



l'ensemble situé à la Madeleine, se confrontant du levant à la veuve Milon, des midi et couchant à Lescours, et du nord à Cadet Bon.

Pour ceux qui n'ont pas la jouissance d'un puits, nous avons vu que l'étage calcaire repose sur un film d'argile imperméable qui arrête l'infiltration de l'eau, laquelle ressurgit partout en périphérie du plateau. Les habitats de la Madeleine, d'Ausone, de la Clotte et Bergat ou de Saint-Laurent-des-Combes disposaient ainsi de sources à proximité et en contrebas. Pour les autres, la question de l'approvisionnement en eau reste à étudier.

Le four

Élément collectif plutôt qu'individuel, le four à pain est étrangement absent, même au sein des groupements de quatre ou cinq habitats. Nous en avons identifié un seul exemplaire, en bon état et pourvu de sa cheminée, à Cadet (fig. 61).

Le pigeonnier

Nous mentionnons cet accessoire pour constater son absence, à la différence du val de Loire où on le rencontre fréquemment. Une seule modeste occurrence à la Madeleine, avec quatre trous dans un mur extérieur (fig. 62) et une mention dans les archives :

11 août 1762¹³

Procès-verbal d'expertise par Jean Bon, charpentier, et Arnaud Mouline, maçon, pour le compte de Michèle Chatonnet, des bâtiments dont elle a hérité situés au lieu de Trempley autrement appelé *Pierrières* consistant en deux chambres avec un vestibule, chai, cuvier en un tenant, écurie, grottes *qui sont dessous le chemin*, pigeonnier et jardin clos de murs.

Les parois

Dans un habitat en bouche de carrière, les parois conservent les marques régulières et caractéristiques des outils du carrier, ce qui permet de dater approximativement le creusement. Les ajouts concernent les deux murs maçonnés en pierre de taille ou en moellons, l'un en façade, l'autre au fond de l'habitat pour l'isoler de la suite de la carrière (fig. 63). Une porte ménagée dans ce dernier livre parfois accès aux galeries.



Fig. 62. - Quatre trous dans un mur, unique évocation de l'élevage de pigeons.

Dans l'habitat creusé, les traces d'outils subsistent aussi (fig. 17). Elles sont plus anciennes et moins régulières. Il arrive que les parois aient été recreusées ultérieurement pour agrandir l'espace. Il en reste alors des fronts de taille d'une autre « main » (fig. 19).

13 A.D.Gir. - 3 E 52060.



Fig. 63. - Mur de séparation entre l'habitat et le reste de la carrière.

Le sol est partout en terre battue. La roche n'est pas apparente.

Nous avons procédé à un sondage du sol dans l'habitat n° 3 d'Ausone, habitat indiqué par son propriétaire comme vierge de toute intervention. Après l'élimination de la végétation et le décapage de 5 cm de terre meuble, nous avons rencontré une croûte de terre damée très dure de 5 à 10 cm, puis le sol rocheux portant les marques d'extraction de la pierre. Un tamisage intégral des terres n'a rendu que quelques morceaux de tuiles inexploitable (fig. 64, 65 et 66).

Pour donner une représentation réaliste des anciens logements souterrains, nous avons demandé à Vincent Brunot, illustrateur, d'imaginer sur nos indications ce

que pouvait être l'intérieur d'un habitat troglodytique à Saint-Émilion, disposant de tout le confort moderne il y a trois ou quatre siècles (fig. 67).

Les abords

Quelques termes savoureux reviennent régulièrement dans la description des biens.

20 avril 1592 ¹⁴

Échange entre Guilhem Dubois et Eliot Delabat, tous deux carriers de Saint-Martin-de-Mazerat.

Le premier cède au second une terre située à Cadet. Eliot Delabat cède :

¹⁴ A.D.Gir. - 3E 51960 f°253 v°.



Fig. 64. - L'habitat troglodytique n° 3 d'Ausone.



Fig. 65 - Sondage dans le sol du site n° 3 d'Ausone.



Fig. 66 - Produit du sondage dans le sol du site n° 3 d'Ausone.



Fig. 67 - Reconstitution de l'intérieur d'un habitat troglodyte.
Illustration de Vincent Brunot.

un append de maison couverte de tuiles creuses avec la clotte qui est derrière et dessous le chemin de la Madeleine [...] droit de puisage pour puiser au puits du côté de Nicot Delabat son père situé à St Martin au lieu appelé les pierrières de Nicot Delabat confrontant d'un bout aux maison et clottes de Pierre Delabat d'autre côté à Jean Drouillard d'un bout à François Guérin et d'autre bout audit Delabat échangeur [...] plus un petit lopin de terre pour faire un jardin à viande qui confronte d'un bout à Eliot Delabat et d'autre bout aux aisines desdites clottes [...] se réservant ledit Delabat sa servitude d'aller et venir avec bœuf et charrette à pied et à cheval par les chemins desdites aisines aux terres et biens...

L'append est simplement un appentis, c'est-à-dire un toit en auvent à un seul versant dont le faîte s'appuie sur ou contre

un mur. Il s'agit d'une charpente légère, au vu de la section des trous de boulin dans lesquels venaient se ficher les chevrons. Dans le cas représenté (fig. 68), seuls subsistent les trous. Le propriétaire se souvient que cet abri hébergeait encore des chevaux il y a quelques dizaines d'années.

Le jardin à viande ou *cazau de viande* (1531) est le bout de terrain aux abords immédiats du logement, où peuvent s'ébattre quelques animaux à usage alimentaire : poules, lapins, chèvres et moutons.

De très nombreux anneaux d'attache, taillés dans la paroi de pierre ou plus souvent dans une arête, à l'intérieur ou à l'extérieur du logement, servaient à attacher les animaux à l'aide d'une corde, ou éventuellement à suspendre un objet. Leur hauteur est variable, de 30 cm au-dessus du sol à près de 2 m. Seize habitats en sont pourvus (fig. 69 et 70).



Fig. 68 - Abri autrefois pourvu d'un « append ».

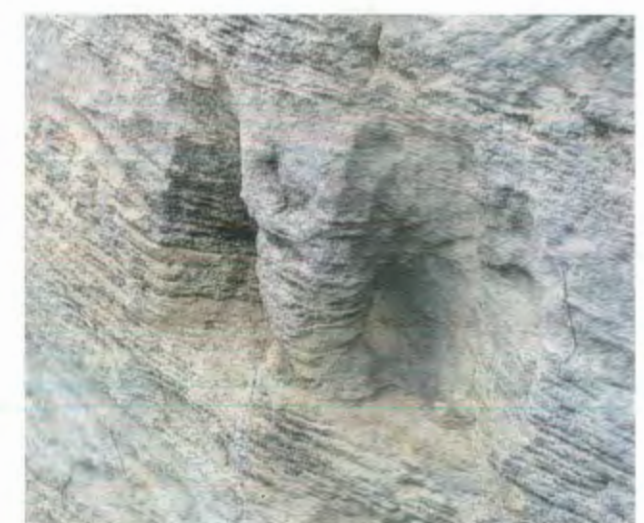


Fig. 69 et 70 - Deux anneaux d'attache en paroi.

Lorsqu'ils sont à l'extérieur, on peut imaginer qu'ils se situent dans le jardin à viande. Les deux premiers habitats d'Ausone en comptent respectivement huit et sept. À Haut-Cadet, on compte six anneaux intérieurs taillés dans la pierre ainsi que deux en métal. La configuration laisse penser que la salle pourvue de ces anneaux était une étable, séparée de la pièce jouissant d'une cheminée par un mur maçonné.

Les *aisines* (au pluriel), c'est le jardin devant la maison. L'emploi de ce terme est avéré durant plus de deux siècles, dans des actes allant de 1592 (déjà cité) à 1820.

1^{er} décembre 1762 ¹⁵

Partage entre les héritiers de Pierre Lescours et Laurence Chatonnet. Est échu à Jean et autre Jean Lescours, une chambre de maison, parc à cochons, grotte, aisines, puisage, au lieu de Guichon, paroisse St Martin. De Mestreguilhem et Desplaix reçoivent deux grottes, jardin et *aisines* à Trempley. Acte passé à Guichon, paroisse de St Martin.

5 avril 1806 ¹⁶

Testament de Jean Bon dit Maître, charpentier de maison habitant Trempley, qui lègue à son neveu Jean Bon, une chambre de maison et grotte attenante au lieu de Trempley avec les *aisines*, plus une pièce de terre au-dessus de la grotte et le jardin dépendant de la chambre de maison.

Dans tous ces textes, le terrain objet de la transaction est défini et délimité par les propriétés voisines. Sa superficie, et donc celle des *aisines*, n'est jamais précisée. Une étude minutieuse du cadastre napoléonien ne donne pas de résultat. Réalisé tardivement à Saint-Émilion (1845), il ne révèle aucun zonage particulier aux abords des habitats souterrains. Sans doute parce que le troglodytisme était déjà abandonné et que le parcellaire n'avait plus à rendre compte de pratiques révolues.

Aisine, qui peut s'écrire de différentes manières, le plus souvent au pluriel, désigne en gascon un espace destiné au stockage de matériaux, à leur manutention et au travail lié. Selon les utilités, ce peut être une cour au sein d'un ensemble bâti, un espace entourant une structure de travail importante, un four par exemple, ou un terrain dépendant d'une maison, voire l'ensemble des dépendances. Ce mot dérive probablement du latin *adjacentia*, les environs. Dans le contexte saint-émilionnais, il ne semble pas qu'il soit spécifiquement lié à la manutention des pierres, mais tout simplement aux usages domestiques.

Habiter sous terre

Pour le seul quartier de la Madeleine, nous disposons de 56 mentions d'habitats troglodytiques entre 1529 et 1839, dans des actes de ventes, des baux, des successions, tous documents établis par des notaires, rédigeant leurs actes en français (même avant l'Ordonnance de Villers-Cotterêts de 1539 imposant le *langage maternel francoys* pour tous les actes de la vie publique).

Levons d'abord une équivoque : dans les documents anciens, comment savoir si on a affaire à un habitat ou à une carrière ? Il y est question de clotte ou clothe, de grotte, de pierrière, de carrière, et leurs variantes orthographiques gasconnes.

Plusieurs textes mentionnent dans la même phrase une clotte et une pierrière.

9 juillet 1582 ¹⁷

...Sire Arnaud Delabayme, jadis maire de ladite ville a fait vendition à Nicot Dulabat perier de la pierre qui lui peut appartenir en la pierriere appelee de la Madellene, soulz la clote et vigne appartenante audit Delabayme...

11 mai 1538 ¹⁸

Vente d'une pièce de vigne, roc et escot à la Madeleine confrontant d'un côté à la vigne de Bertrand Richard et à la venelle conduisant de la Madeleine à la Gaffelière, d'autre côté à la vigne de Pierre Hervé et à la terre du sieur de Lescours de Savignac par le bas et aux clottes et pierrières de Fortuné Delabat par le haut, par Jacmet de Gontey et Isabeau Piron, mari et femme habitants de Lussac en Puynormand, à Guilhem Ménicot.

15 juin 1597 ¹⁹

... Heliot Baudet pierrier de St Martin de Mazerat ... a vendu cédé et transporté ... à Jehan Jourdan et Mathieu Sallault aussi pierriers et habitant la paroisse St Martin, iceux présents et acceptant, savoir est onze bancs de pierre de treize pieds au carré tant de long que de large et de profondeur, que lesdits acheteurs seront tenus tirer sous le jardin dudit Baudet en la paroisse St Martin et joignant la clotte où il demeure de présent...

15 A.D.Gir. - 3E 19092 f° 3348.

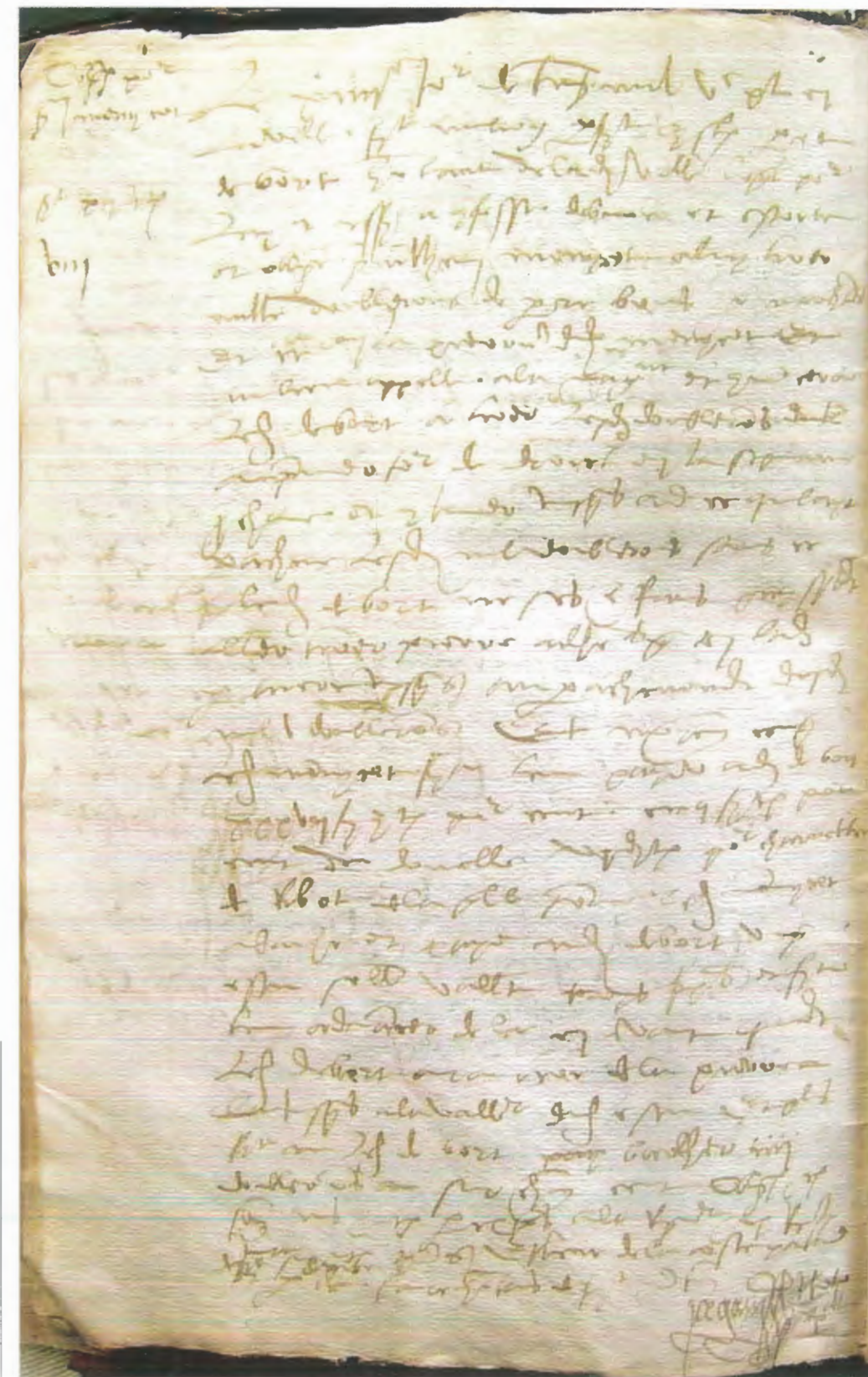
16 A.D.Gir. - 3E 19134 n° 2969.

17 A.D.Gir. - 9E 7801 f° 246 v°.

18 A.D.Gir. - 3E 9855 f° 152 v°.

19 A.D.Gir. - 3E 51963 f° 152.

Fig. 71 - Aujourd'hui dixiesme du mois d'aoust mil cinq cens soixante huit, par devant moy Jehan Trapaud notaire royal en la ville de St Milion et senechaussée de guyenne et en la presence des tesmoins soubz scriptz et nommés... (ADGir - 3E 11825 f° 425). Photo O. Lescorce.



lesquels bancs se confrontent d'un côté au grand chemin qui conduit de la Magdelaine à la Croix du Rat et clotte qui est dessous ledit chemin d'autre côté et bout à Guillaume Ménicot d'autre bout aux pierrières de Thomas et François Gros.

Il appert de ces textes et d'autres qu'une pierrière est une carrière d'extraction de la pierre, tandis qu'une clotte est une résidence.

Nous donnons dans son intégralité ce texte de 1535 déjà cité plus haut, qui évoque à la fois l'intimité et la distinction entre les carrières et les habitats troglodytiques, le tout au cœur du domaine d'Ausone.

17 janvier 1535 ²⁰

Le 17^e jour de janvier mil cinq cens trente cinq en la ville de St Million personnellement constitué Mathurin Guerin peyrier et Jehanne Damaud sa femme et o son auctorité lequel, pour luy et les siens, a vendu, ceddé, quicté et transporté à Giron Meynard en la paroisse de St Martin de Maserat present, stipullant, scavoir est toute icelle clothe qu'est au lieu appelé aux pierrieres de La Magdelaine confrontant d'ung cousté au chemyn tirant de La Magdelaine à Mazerat, d'autre cousté au jardin du dict vendeur, une sortie entre deux, d'ung bout à la pierriere de Fortané Delabat jusques à la terre de Pierre Jordan dit Pierrot et plus tout droict. Et ce pour le pris et somme de unze frans bourdelois. Laquelle somme le dict achapteur a bailhé et payé au dict vendeur en troys escutz d'or seulement et les..... manuellement le tout sur le passément de ces presentes en presence de moy notaire et tesmoins Et plus sera tenu le dict achpateur et a promis au dict vendeur fermer de muraille une clote qui est illec pres appartenant au dict vendeur et y faire une porte, une chemynée de pierre cinq piedz dans le carré, une demy croysée et une petite fenestre carrée et netoyer la dicte clothe aussi bons que sont certaines d'icelles estans dans la dicte clothe et ce aux despens du dict achapteur en fournissant par le dict vendeur la pierre et matiere sur le lieu et fera la dicte clothe dans

Mardi gras prochain venant, mis en possession et promis garentir sauf les droictz seigneuriaux des prebendiers de St Milion dont meult partie de la dicte clothe meult en 12 deniers tournois de rente et l'autre partie de la ville St Milion en 2 solz, 6 deniers tournois de rente pour chacun an. Obligé et soubzmis et par expres à la rigueur. Renoncé, promis et juré, presens Gaubert Berthonneau et Arnaud Aumestre de la paroisse de St Milion Pegam notaire royal

A l'orée du XIX^e siècle, avec l'abandon progressif du troglodytisme, la distinction entre carrière et logement, soit entre pierrière et grotte s'estompe.

20 ventôse an 11 (11 mars 1803) ²¹

... Citoyen François Joseph Antoine Canolle habitant au lieu de Bélair commune de St Emilion d'une part et Pierre Labat carrier habitant près ledit lieu susdite commune d'autre part, entre lesquelles parties a été convenu de ce qui suit savoir que ledit citoyen Canolle promet audit Labat ce acceptant [...]

2^e. le droit d'extraire de la pierre dans une grotte ou carrière appartenante audit citoyen Canolle située audit lieu de Bélair sous son jardin [...] dans l'endroit qui sera désigné par ledit citoyen Canolle...

Propriétaires et résidents

Mais qui sont donc ces gens, pour être contraints d'habiter sous terre ? Faut-il qu'ils soient bien malheureux pour en arriver à cette extrémité !

L'analyse des archives du quartier de la Madeleine révèle deux catégories de propriétaires d'habitats souterrains. Ceux qui relèvent de la première sont d'un rang social bien trop élevé pour être des résidents vulgaires. Il s'agit d'une part du chapitre de la collégiale de Saint-Émilion (en tant que propriétaire de la chapelle et du cimetière de la Madeleine, et des terrains alentour), d'autre part de personnages de premier plan dans la commune : plusieurs maires, un procureur, des prêtres. Il est probable qu'ils soient bailleurs.

15 mai 1661 ²²

Michel Rousseau, charpentier de haute futaie, vend à M^e Michel Destieu ci-devant maire de St-Émilion une clotte

20 A.D.Gir. - 3E 9855 f° 24 v° et 25.

21 A.D.Gir. - 3E 52232.

22 A.D.Gir. - 3E 52213 f° 18 v°.

où il y a deux chambres et une cheminée avec un jardin, aisines, le tout joignant ensemble avec le droit de puisage au puits qui est proche...

3 mai 1779 ²³

Vente par Jean et Guillaume Chatonnet, frères, le premier vigneron et le second carrier, à Pierre Lacoste, marchand, tous habitants de St Martin de Mazerat, d'un grotte avec ses aisines située sous le cimetière de la Madeleine. La grotte vendue dépend en fief du chapitre collégial de Saint-Émilion, pour la somme de 400 livres.

La deuxième catégorie, beaucoup plus étoffée est constituée des résidents ordinaires. Le simple fait qu'ils soient abondamment mentionnés dans les archives signifie que ces gens sont solvables et capables de passer un acte devant notaire.

Entre 1591 et 1806 nous recensons neuf pierriers (carriers), onze vignerons, quatre charpentiers, trois laboureurs, huit « marchands » sans précision, un voiturier, des tailleurs d'habits, des tonneliers, un sabotier. Ce sont des gens modestes de la classe des artisans, mais on n'a pas affaire ici à la frange la plus défavorisée de la société : le troglodyte n'est pas un vagabond ou un miséreux. On ne peut exclure que les clochards et routards des époques passées aient aussi saisi l'opportunité d'un abri sûr et discret mais de cela nous n'avons aucune trace documentaire.



Fig. 72. - Date gravée dans la paroi à l'entrée d'un habitat sous l'ancien cimetière de la Madeleine, à l'emplacement décrit par l'acte du 3 mai 1779.

De même, des artisans comme le tonnelier ou le sabotier avaient la possibilité d'exercer leur métier à domicile, mais ce n'est pas documenté. Les carriers travaillaient sous terre mais pas dans leur logement.

23 A.D.Gir. - 3E 19109.

Fig. 73. -Tableau des professions attestées pour des troglodytes.

	PIERRIER	VIGNERON	CHARPENTIER	LABOUREUR	MARCHAND
1591					
1597					
1600					
1640					
1661					
1684					
1690					
1698					
1698					
1711					
1730					
1735					
1736					
1744					
1750					
1755					
1756					
1759					
1760					
1764					
1770					
1770					
1778					
1779					
1781					
1782					
1806					

Justification du troglodytisme à Saint-Émilion

Qu'est-ce qui a bien pu inciter des saint-émilionnais à habiter dans la roche ? Les raisons sont multiples et nous ne prétendons pas en faire le tour.

Nous invoquerons premièrement l'emprise foncière. Pas de bonne terre agricole ou viticole à sacrifier. Pas même de terrain à acquérir. Il est nécessaire et suffisant de disposer d'une opportunité topographique, un flanc de coteau ou une bouche de carrière, de préférence exposée au sud ou à l'ouest. Le Code civil (Art. 552) n'avait pas encore unifié la propriété du fonds et celle du tréfonds. Il a dû se présenter des conflits entre les usagers du dessus et du dessous mais nous n'en avons pas encore trouvé la trace la Saint-Émilion.

Nous avons de nombreux actes notariés de transmission d'habitats souterrains par vente ou succession, mais aucun document relatif à la création de tels habitats. Cela relevait donc du bon vouloir du propriétaire. La *permission de bâtir* n'apparaît en France qu'au milieu du XIXe siècle et il n'y avait donc auparavant aucune obligation de déclarer l'intention de créer un logement souterrain.

L'acte de construire est simplifié à l'extrême : point n'est besoin d'acheter ou de confectionner les matériaux pour les murs, la charpente et la toiture, ni de convoquer des professionnels comme le maçon et le charpentier ou de recourir à un maître d'œuvre.

Les coûts d'entretien sont très limités : pas de toiture sensible aux intempéries, pas de charpente craignant l'humidité et les xylophages. Il y a juste un peu de maçonnerie en façade, et l'huissier, porte et fenêtres, également en façade.

Et que dire de l'évolutivité : la famille s'agrandit et on creuse une pièce supplémentaire en quelques jours. Ou bien on annexe une nouvelle partie de la carrière.

Ultime argument, plus difficile à vendre au XXIe siècle : la qualité d'usage ! Certes, le confort hygrothermique offert par la roche mère ne correspond pas à nos standards actuels. Mais un petit 12°C de base en plein hiver, qu'on améliore à l'aide de la cheminée, un bon 18°C au plus chaud de l'été, qu'on module par la ventilation naturelle traversante, voilà un confort très acceptable à peu de frais pour des gens plus aguerris que le citoyen du XXIe siècle. N'oublions pas que la période 1600-1750 marque le paroxysme du minimum climatique connu aujourd'hui comme le « petit âge glaciaire », qui a été très durement ressenti en Gironde.

Contrairement à notre époque, habiter sous terre n'était ni une tendance écolo pour citadin aisé, ni une contrainte pour les plus nécessiteux. C'était tout simplement une opportunité !

Esquisse chronologique

Les textes

Laissons de côté saint Émilion, dont le positionnement chronologique est aussi flou que ses pratiques troglodytiques. Les archives sont loin d'avoir livré tous leurs secrets. À notre connaissance, la toute première mention d'un habitat souterrain à Saint-Émilion date de 1341. Il s'agit de la vente devant notaire d'une clotte. L'intérêt du texte se limite pour nous à l'emploi du mot *clotte* et ne fournit aucune précision descriptive ou topographique. Les documents ultérieurs sont nettement plus détaillés.

12 mars 1341 ²⁴

En substance :

Pierre Arnaut demeurant au Puy Sainte Marie Madeleine de Saint-Émilion (*pyal sancta maria magdalena* : tertre de la Madeleine) a vendu à Bertrand Dels, prêtre, demeurant audit lieu de Saint-Émilion, une clotte ou fossé, avec une moitié de mur du côté du preneur, l'ensemble situé entre la maison de Pierre de Paon de Branet et le verger du vendeur.

La vente est faite au prix de sept livres de monnaie ayant cours en Bordelais. La rente est due au seigneur de La Roque. Acte passé par Bernard Dessidulh, notaire de Saint-Émilion, en présence des témoins Pierre de Lescours, chanoine et autre Pierre de Lescours, damoiseau, Elie de Mugron, clerc, Arnaud Gauffre étant maire de Saint-Émilion.

14 novembre 1698 ²⁵

Élie Destieu, avocat à la Cour habitant Montarouch, maître Claude-Michel Desfossés, habitant Saint-Émilion, Jacquette et Anne Destieu, demoiselles habitant Saint-Martin-de-Mazerat, ont vendu à François Coudreau, carrier de Saint-Martin-de-Mazerat *une grotte avec ses aisines et un jardin dessus... à la Madeleine qui confronte d'une part vers le midi aux héritiers feu Jean Emery dit Cadet, d'autre part vers le nord au chemin qui vient des fossés de la présente ville et se rend à la maison des Sireys et de toutes les autres parts à la grotte et cimetière du dit lieu de La Magdeleine.*

20 mars 1737 ²⁶

Partage entre les héritiers Chatonnet. Michèle Chatonnet reçoit douze brasses de vigne à Trempley confrontant du

²⁴ AN, 601 AP 1.

²⁵ A.D.Gir. - 3E 18984 f° 2236 v°.

²⁶ A.D.Gir. - 3E 19025.

midi au chemin qui descend à la Gaffelière, du nord au haut du tertre de Trempley. Jean Chatonnet reçoit dix-neuf brasses de vigne à Trempley, un quart de la chambre vieille de Trempley et un quart de la grotte qui est par derrière. Jacques Chatonnet reçoit huit brasses de vigne à Trempley, une maison neuve qu'il a bâtie avec son père et deux grottes, confrontant du couchant à Jean Chatonnet, du levant à Pierre Labat, du midi aux maisons et clochers du dit lieu de Trempley, du nord au chemin d'aisines, plus une autre petite basse-cour avec un petit couroir au lieu de Trempley.

14 août 1785 ²⁷

Succession de Jeanne Coudreau femme de Pierre Duprat. Les deux filles reçoivent chacune un quart dans une grotte et un jardin à La Madeleine confrontant par le couchant à la place de La Madeleine.

L'ultime mention d'une grotte en tant qu'habitat est celle-ci :

22 septembre 1839 ²⁸

Pierre Thil, propriétaire habitant Saint-Émilion au lieu de Simard, vend à Jean Chatonnet surnommé le Mineur, son beau-frère, habitant à la Madeleine, une grotte située au lieu des Pierrières, sous le chemin de la Madeleine, se confrontant du nord à Bon et des autres parts à l'acquéreur.

Les termes « clotte » et « grotte » désignent également l'habitat (fig. 74). C'est une simple question de chronologie : le vocable « clotte » est employé jusqu'au milieu du XVIIIe siècle, puis « grotte » lui est substitué.

On note deux interruptions dans les archives qui coïncident avec les deux périodes troublées d'ampleur nationale qui ont fortement affecté la région de Saint-Émilion : les guerres de Religion et la Révolution française.

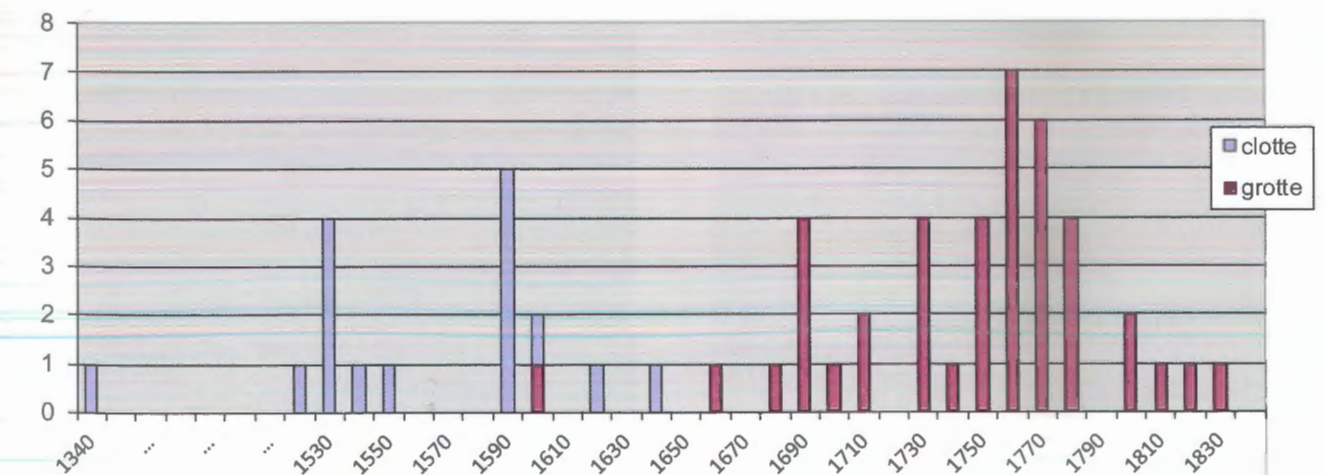


Fig. 74. - Les mentions de clottes et de grottes dans les archives d'Ausone.

Les données du terrain

Notre modeste connaissance des carrières de pierre anciennes ne nous permet pas de dater, ne serait-ce qu'à un siècle près, des marques d'outils dans la roche antérieures au XVIe siècle. Si la datation d'une carrière ancienne est délicate en l'absence de repère écrit, il est encore plus difficile de dater par l'observation une cavité qui a été creusée à coups de pic irréguliers, pas forcément par un carrier professionnel. D'autant que les parois ont subi la patine de plusieurs décennies d'occupation et ont fait l'objet de nombreux réaménagements.

Quant à la datation par une fouille du sol, nous avons vu qu'une tentative isolée n'a pas produit de résultat. Il reste à identifier un hypothétique habitat dont le sol n'aurait jamais été remanié après son abandon par les résidents fixes.

Quelques rares dates émaillent les parois. Mais ces dates sont tardives : 1779 et 1838 et ne nous avancent pas beaucoup (fig. 72).

Parmi les aménagements, il en est un dont la morphologie peut apporter des informations : la cheminée, et en particulier le manteau et les corbeaux sur lesquels il s'appuie. Un même modèle de corbeau est assez répandu. Sa forme en quart de rond le situe approximativement dans la période 1650-1750 (fig. 75 à 78). Cela ne permet pas de dater la première occupation, mais seulement le dernier aménagement.

²⁷ A.D.Gir. - 3E 44242 f° 8.

²⁸ A.D.Gir. - 3E 52125.



Fig. 75, 76, 77 et 78. - Jambages de cheminée avec corbeaux en quart de rond, le type le plus courant.

Les derniers troglodytes

On note encore à la fin du XVIII^e siècle plusieurs transmissions d'habitats souterrains par vente ou succession. Le texte le plus récent, 1839, est une vente de *grotte située au lieu des Pierrières, sous le chemin de la Madeleine* mais il n'est pas précisé si elle est occupée.

Deux cartes postales nous apportent la preuve d'une occupation tardive, au tout début du XX^e siècle. La première vue nous présente un personnage donné comme le troglodyte de la Haute Futaie de Pavie (fig. 79). Sa mise très modeste correspond à la rusticité de son logement, dont il masque l'entrée.

La seconde montre la rue de Douves. Les figurants, d'allure bourgeoise, ne sont certainement pas les habitants du lieu. On voit une enfilade de maisonnettes plaquées contre la paroi, qui sont les entrées d'habitats troglodytiques. La comparaison avec l'état actuel (fig. 80, 81 et 82) permet de retrouver exactement ces habitats, malheureusement murés et comblés récemment. Sept d'entre eux ont subi ce sort.

De nos jours, plus personne ne réside dans la pierre à Saint-Émilion. Le souvenir même de cette forme d'habitat semble avoir été évacué de la mémoire collective et indivi-



Fig. 79. - Le troglodyte de la Haute-Futaie de Pavie.
Carte postale ancienne, collection de l'auteur.



Fig. 80. - L'habitat n° 4 des Douves.
La souche de cheminée est le dernier témoin de son existence.

duelle. Si une minorité de propriétaires sont conscients des dispositions particulières de ces lieux, aucun d'entre eux ne nous a fait état dans la tradition familiale d'un ancien occupant ou d'un ancien usage d'habitation.

Cependant certains espaces ont trouvé une nouvelle vie, sans lien avec leur destination primitive (et sans en conserver la mémoire) : cuvier de vieillissement du vin, cave à bouteilles ou encore garage pour matériel viticole (fig. 83, 84 et 85). Tout de même, dans la Juridiction de Saint-Émilion, servir la viticulture n'est pas une fin honteuse !



Fig. 81. - La rue des Douves. Carte postale ancienne, collection de l'auteur.

Fig. 82. - La rue de Douves aujourd'hui, après obturation et comblement de tous les vides.



Fig. 83. - Habitat troglodytique converti en cuvier.
Au fond à gauche dans le toit, le conduit de l'ancienne cheminée.



Fig. 84. - Habitat troglodytique
converti en remise pour matériel viticole.



Fig. 85. - Habitat troglodytique converti en cave à vin.



Fig. 86 - Confortement en pierre.

La grande majorité des habitats sont à l'abandon, même s'ils servent occasionnellement de remise pour toutes sortes d'objets périmés. Quand on connaît la faible résistance du calcaire à astéries, on peut s'inquiéter de leur évolution. Face à leur vétusté mettant en péril le terrain sus-jacent, plusieurs solutions lourdes de conséquences sont adoptées. La destruction pure et simple, avec ou sans motif de sécurité, est la plus radicale. Le comblement par un matériau incompressible, béton ou sable, après avoir élégamment obturé l'entrée par un mur en parpaings de béton, est aussi une solution irréversible. Outre la rue des Douves, la belle série de cinq habitats au-dessus de Curé-Bon en a également fait les frais (fig. 21 et 87). Fort heureusement nous avons pu en dresser les plans et relever les éléments intéressants. L'étayage à l'aide de lourds portiques et linteaux en béton armé enlaidit définitivement le lieu mais il en préserve au moins l'accès. Il existe des alternatives moins violentes (fig. 86).

Les 112 habitats recensés à ce jour ont été mis en fiches comportant les éléments suivants :

Commune	Cadastre	Orientation
Superficie	Hauteur	Type (creusé / en carrière)
Isolé / groupé	Nombre de pièces	Mobilier
Usage actuel	Informations complémentaires	Photos intérieur/extérieur

Il était grand temps de dresser un inventaire le plus complet possible. On peut toutefois rêver à la sauvegarde pour la postérité d'un habitat troglodytique choisi pour son état de conservation et sa représentativité, en accord avec un propriétaire motivé. Par exemple en l'inscrivant sur la liste des Monuments historiques, ou bien en le mentionnant explicitement dans le PSMV (Plan de sauvegarde et de mise en valeur) de la Juridiction, dont la révision est en cours.

Bibliographie

Bertholon, Patrick, et Huet, Olivier. *Habitat creusé, le patrimoine troglodytique et sa restauration*. Ed. Eyrolles, 2005

Bourin, Monique, Gardel, Marie-Élise, et Guillot, Florence (dir.). *Vivre sous terre, sites rupestres et habitats troglodytiques dans l'Europe du Sud*. Presses universitaires de Rennes, 2014.

Charneau, Nicole, et Trebbi, Jean-Charles. *Maisons creusées maisons enterrées*. Ed. Alternatives, 1981.

Delanghe, Damien. *Les caves d'Ausone*. Ed. Confluences, 2006.

Delanghe, Damien. « Les carrières de pierre de Saint-Émilion du XIIe au XVIe siècle », *Spelunca-Mémoires* n° 34, 2009.

Guillot, Florence (dir.). *De la spelunca à la roca, l'habitat troglodytique au Moyen Âge*. Amicale laïque de Carcassonne, 2006.

Mésange, Henri. *Troglos et perreyeux en vallée du Loir*. Ed. du Cherche-Lune, 2002.

Nagels, Marc. *Les troglodytes en val de Loire*. Ed. Ouest-France, 2006.

Rousseau, Stéphane. *Les souterrains historiques en Gironde*. Tome 1, 2005 ; tome 2, 2012.

Triolet, Laurent. *Troglodytes du Sud-Ouest*. Ed. Alan Sutton, 2005.

Le monde des troglodytes. Guide Découverte Anjou Touraine Vendômois, 1997.

Le patrimoine troglodytique, de l'habitat spontané à l'habitat aménagé. Les Cahiers de Commarque, 1990.

Société française d'étude des souterrains : revue *Subterranea* (depuis 1972) et *Actes des congrès* (depuis 1996).



Fig. 87. - Les habitats troglodytiques de Curé-Bon, après bouchage des entrées et injection de béton.

Remerciements

Alain Vauthier, heureux propriétaire du château Ausone, nous a permis de découvrir sur ses terres le domaine d'investigation tout neuf que nous venons de présenter. Mieux, il a mis à notre disposition le fruit abondant des recherches documentaires qu'il a confiées à Olivier Lescorce. Jean-Pierre Saignac a décrypté et restitué dans une police de caractères moderne la calligraphie approximative des tabellions médiévaux et renaissants. Vincent Brunot a recréé par magie l'univers visuel d'un habitat troglodytique. Et des propriétaires, trop nombreux pour les citer sans en omettre, nous ont fort libéralement laissé arpenter leur monde souterrain.



Revue Archéologique de Bordeaux, tome CVIII, année 2017, p. 59-72

Le motif d'entrelacs dans la sculpture monumentale en Aquitaine médiévale : archaïsme ou innovation ?

Estelle Chargé
doctorante Framespa
et Iramat-Crp2a

Les monuments médiévaux imposent dans le paysage leurs formes architecturales, rehaussées généralement d'un décor sculpté associant des ornements, des figures et quelques compositions historiées. A l'intérieur comme à l'extérieur, l'importance du décor dans la conception des édifices religieux se manifeste sur les chapiteaux, les modillons, les claveaux et tout autre élément structurel ou non. Les ornements montrent un large répertoire de formes, qui trouvent rarement une place dans l'analyse des ensembles décoratifs, ceux-ci étant relégués au statut de cadre - parfois même considérés comme bruyant, interférant avec le message principal de l'œuvre.

Cette conception négative des ornements est héritée de l'Antiquité et de « l'éthique de l'ornement »¹ définie par Aristote, afin d'en limiter les mauvais usages. Cette approche des formes resurgit au XVII^e siècle dans les recherches sur le « beau »² et en conditionna pendant longtemps l'appréciation, en marge des œuvres figurées et historiées. Les méthodes employées pour étudier l'ornement furent alors purement formelles du XIX^e au XX^e siècle³. Néanmoins, certains essais – dont les *Stielfragen* d'Aloïs Riegl⁴ – réhabilitèrent les formes géométriques et végétales dans les arts.

L'étude de ces éléments de décor permet néanmoins de relativiser les principes de rupture et de continuité dans les arts entre différentes périodes déterminées. Ils sont aussi utiles à la mise en valeur de territoires possédant une culture formelle commune.

Dans le registre des ornements, le motif d'entrelacs est singulier. C'est un type strictement géométrique, composé de rubans, parfois subdivisés en plusieurs brins, qui s'entremêlent pour dessiner des tresses, nœuds et motifs en série. Ces formes peuvent être observées depuis l'Antiquité. C'est cependant à une large période du haut Moyen Âge, entre le VIII^e et le Xe siècle, que sont généralement associés les motifs d'entrelacs, considérés comme représentatifs de l'art carolingien.

Dans les années 1970, deux études ont interrogé le devenir et la disparition du motif au fil de l'apparition d'un décor roman. La première, de Jean-Claude Fau mène un inventaire

1 Golsenne, 2012.

2 Un débat, engagé par Andreas Riem (secrétaire de l'Académie des arts et des sciences mécaniques de Prusse), pose la question de la nécessité d'enseignement et d'emploi des motifs ornementaux dans les domaines artistiques. Il sera nommé *a posteriori* « die Ornamentstreit » (la querelle des ornements).

3 Au XIX^e siècle, des architectes, tels qu'Owen Jones (1856) en Angleterre ou Jules Bourgoin (1880) en France, parcourent le bassin méditerranéen pour reproduire et cataloguer les ornements géométriques visibles dans des carnets de modèles. L'histoire de l'art, pour la période médiévale ne porte attention que tardivement aux éléments ornementaux, au XX^e siècle. Jurgis Baltrušaitis (1931) mène de grandes enquêtes sur la vie de ces formes, sortant du contexte de l'édifice, et les faisant se combiner et évoluer dans l'espace sur une chronologie linéaire.

4 Riegl, 1893.



Fig. 1. - Motif de tresse (sur la gauche) continu en double fil de boucles, extérieur du chevet, église Saint-Pierre-et-Saint-Paul, Mornac-sur-Seudre (17). (© E. Chargé).

dans le sud-ouest de la France, entre Narbonnaise, Rouergue, Quercy et Haute-Auvergne ⁵. La seconde, de Micheline Buis, conduit un travail similaire dans le Sud-Est ⁶. Ces deux travaux présentent des résultats équivalents : l'entrelacs est un motif largement employé durant la période carolingienne, qui connaît quelques résurgences archaïques durant la période romane.

Cependant, en Aquitaine, on remarque que le motif d'entrelacs est extrêmement présent sur des ensembles sculptés romans. De plus, très peu d'objets carolingiens présentant ces formes sont connus. Ces observations remettent en question les postulats liés à la période d'emploi supposée privilégiée du motif, et le caractère « archaïsant » de ses formes romanes.

Le corpus

Afin de mieux appréhender la place de cet ornement en Aquitaine médiévale, les motifs repérés dans cinq départements ont été inventoriés et contextualisés dans une base de données, conçue pour être transposée dans un Système d'Information Géographique. Cet espace est constitué de la Charente (16), de la Charente-Maritime (17), de la Dordogne (24), de la Gironde (33) et du Lot-et-Garonne (47). Il correspond à une extension

des territoires charentais et guyennais en fonction des voies de circulation fluviales et terrestres, en explorant aussi l'Angoumois, le Périgord et l'Agenais.

Le catalogue des décors d'entrelacs, réalisé suite à des prospections bibliographiques et sur le terrain, met en avant 83 sites et 298 objets ornés. S'il ne se veut pas exhaustif, le nombre conséquent de données permet de mener une analyse raisonnée sur les modalités d'emploi du motif.

De prime abord, les résultats sur la chronologie des objets étudiés se positionnent à l'encontre des constats effectués par Jean-Claude Fau et Micheline Buis. La majorité des éléments répertoriés ont été découverts *in situ* dans des édifices romans, ou conservés en musées et datés des XI^e et XII^e siècles. Ceux-ci concernent 267 éléments de décor monumental ou fragments, soit 90 % du corpus. À l'inverse, l'inventaire dénombre seulement 17 sculptures créées entre le VII^e et le Xe siècle. De plus, alors que les recherches ont porté sur l'ensemble du Moyen Âge, seuls deux motifs pouvant appartenir au début du XIII^e siècle ont été recensés.

⁵ Fau, 1971.

⁶ Buis, 1975.



Fig. 2. - Motif de fil de croissants et nœud quadrilobé au dé médian, corbeille chapiteau au sud du portail du porche occidental, collégiale Saint-Seurin, Bordeaux (33). (© E. Chargé).

L'inventaire montre une grande variété de formes du motif d'entrelacs. On constate que les décors géométriques à rubans entremêlés peuvent être formulés de différentes manières : allongés, centrés ou couvrants.

Les motifs allongés correspondent à des formes de tresses ou, d'une manière plus générale, de fils, c'est-à-dire que les rubans dessinent un enchaînement de formes successives – souvent des croissants, des boucles ou des cercles sécants (fig. 1, 2 et 5). La tresse représente plus de la moitié des motifs inventoriés sur le territoire. Bien qu'on ne puisse pas déterminer l'origine de cette forme, sa constance d'emploi peut être partiellement expliquée par sa grande adaptabilité. Elle apparaît sous une importante variété de largeurs et de longueurs et elle est apte à couvrir une corbeille de chapiteau ou une ligne d'imposte continue sur le pourtour d'un bâtiment.

Les motifs centrés correspondent à des nœuds dits quadrilobés (fig. 2) ou de « Salomon ». Ceux-ci jouent sur l'équilibre de la forme – la dénomination de nœud de « Salomon » faisant référence à la Justice du roi de l'Ancien Testament.

Enfin, les motifs couvrants, représentés par les vanneries qui forment des « tapis » (fig. 3), ou l'adaptation de tresses dont les rubans peuvent être élargis au point qu'un seul motif enveloppe l'intégralité de la corbeille et des différents motifs en fils qui peuvent se juxtaposer pour couvrir des surfaces (fig. 2).

L'ensemble des sculptures à décor d'entrelacs inventorié dans ce corpus est dispersé de manière hétérogène sur le territoire. Afin de mener une analyse sur leur localisation, une cartographie des édifices a été réalisée dans un Système d'Information Géographique sur QGIS (fig. 4).

Cependant, seuls les éléments en position primaire – qui peuvent être étudiés *in situ*, dans leur contexte monumental – sont ici pris en compte. Les objets en position secondaire – remployés, déplacés, conservés dans des collections publiques et privées, ou disparus – sont différenciés dans la base de données et ne peuvent être étudiés que pour leur forme. Ils concernent la totalité des décors répertoriés entre le VII^e et le Xe siècle.



Fig. 3. - Corbeilles de chapiteaux à motifs de vannerie, positionnées en vis-à-vis, portail du porche occidental, église prieurale Sainte-Gemme, Sainte-Gemme (17). (©E. Chargé).

La répartition générale des édifices contenant des décors d'entrelacs sur les cinq départements étudiés révèle un fort écart selon les territoires. Les départements de la Charente-Maritime et de la Gironde présentent une forte concentration de sites, soit 64 % de l'effectif global. Ce résultat peut être partiellement expliqué par le nombre important d'études consacrées à l'art médiéval en Aunis et Saintonge⁷, qui ont facilité le recensement des données. Les études consacrées au Lot-et-Garonne ou la Dordogne, notamment, sont moins nombreuses, et généralement anciennes⁸. Malgré la compensation de ces lacunes bibliographiques par des prospections sur le terrain, on ne peut que constater une plus faible représentation, qui correspond à une réalité.

De plus, en considérant la densité de motifs d'entrelacs sculptés par édifices, l'ouest du territoire est nettement plus représenté, alors que dans la partie orientale, les rares sites reconnus ne comprennent souvent qu'entre une et cinq représentations.

Trois édifices singuliers

Cette cartographie met en avant trois sites : Saint-Pierre de Bougneau (17) et Saint-Seurin de Bordeaux (33) pour le nombre exceptionnel de décors d'entrelacs qu'ils recèlent, et Saint-Géraud de Monsempron-Libos (47) pour son caractère excentré associé à une densité relativement importante de motifs.

Les deux premiers sites se situent au cœur de l'espace de concentration des édifices répertoriés. La quantité remarquable de représentations d'entrelacs - plus de vingt par église - est de nature à attirer notre attention.

⁷ Crozet, 1971 ; Eygun, 1979 ; Lacoste, 1998 ; Gensbeitel, Garnier, 2007.

⁸ Tholin, 1874.

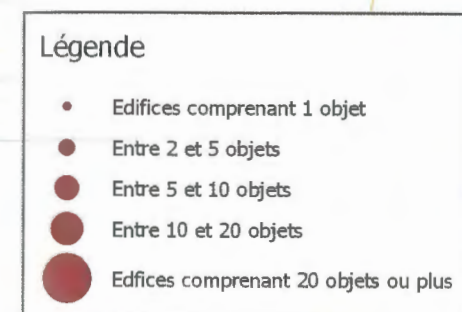


Fig. 4. - Carte de répartition des édifices du corpus avec indication densité d'éléments sculptés d'entrelacs par monument (SIG) (©E. Chargé).

Saint-Pierre de Bougneau est une église rurale, probablement construite à la fin du XI^e siècle. Dans un premier temps, elle dépendait de l'abbaye saintongeaise Saint-Étienne de Baignes, avant d'être donnée à l'abbaye Saint-Florent de Saumur vers 1090. Le monument a été beaucoup remanié, mais le chevet semble bien relever de la période romane en lien avec le changement de tutelle au tournant des XI^e et XII^e siècles⁹. C'est uniquement dans cette dernière partie de l'édifice que 26 supports architecturaux à décor d'entrelacs peuvent être observés. Ils se situent dans les parties hautes et basses de l'élévation, à l'intérieur comme à l'extérieur et représentent des formes diverses.

La sculpture de l'édifice possède la particularité d'intégrer un nombre important de motifs de cercles sécants (15 sur les 26 ornements architecturaux à décor d'entrelacs) (fig. 5).

Cette forme est la moins représentée de notre inventaire, avec 23 occurrences seulement - 15 se situant à Bougneau. Elle apparaît avec un dessin équivalent dans les églises de Saint-Thomas-de-Conac¹⁰, Thaims¹¹ et Mornac-sur-Seudre¹² en Charente-Maritime ainsi qu'à Poullignac¹³ et Mouthiers-sur-Boëme¹⁴ en Charente. Ces monuments se situent donc dans

⁹ Gensbeitel, 2004, p 96-109.

¹⁰ Sur un tailloir de chapiteau à l'intérieur du chevet et sur les piédroits extérieurs de la fenêtre d'axe du chevet.

¹¹ Sur une imposte au sud-est à l'intérieur de la première droite du chevet.

¹² Sur une imposte de l'arcature aveugle au second registre du chevet extérieur.

¹³ Sur une imposte au sud de l'arc triomphal.

¹⁴ Sur le tailloir du troisième chapiteau au nord de la nef intérieure.



Fig. 5. - Motif de cercles sécants, plaque en frise sous la corniche, extrémité sud-est du chevet, église Saint-Pierre à Bougneau (17). (© C. Gensbeitel).

une aire géographique s'étirant entre le littoral atlantique et le sud de l'Angoumois, Bougneau en constituant le relais intermédiaire. Le rapprochement avec le décor des piédroits extérieurs des fenêtres du chevet de Saint-Thomas-de-Conac est le plus évident. Les motifs y sont sculptés de la même façon : en méplat, sur des plaques insérées dans l'architecture et les cercles sont divisés en deux brins. C'est un édifice sans doute contemporain de Bougneau¹⁵, tout comme les églises de Thaims¹⁶ et Poullignac¹⁷. Les églises de Mornac-sur-Seudre¹⁸ et Mouthiers-sur-Boëme¹⁹ sont des constructions postérieures du XIIe siècle.

L'espace qui comprend ces cinq édifices autour de Saint-Pierre de Bougneau apparaît donc comme une aire de développement particulière pour le motif de cercles sécants, entre la vallée de la Charente et l'estuaire de la Gironde. Cependant, ce même type d'entrelacs apparaît en dehors du territoire étudié, à Peyrusse-Grande dans le Gers (32)²⁰ qui est un édifice fondé dans la seconde moitié du XIe siècle²¹. Les décors des piédroits

extérieurs de fenêtres sont similaires à ceux de Bougneau et Saint-Thomas-de-Conac. Les chapiteaux de l'intérieur des chevets de Bougneau et Peyrusse-Grande sont également très semblables. Les décors de cercles sécants sont donc particulièrement représentés dans l'aire géographique repérée dans le corpus, mais ils se développent également en marge, ce qui laisse envisager des circulations et des échanges particuliers entre ces deux espaces.

15 Gensbeitel, 2004, p. 984-987

16 Lacoste 1998, p. 337-339

17 Gensbeitel, 2004, p. 687-700.

18 Lacoste, 1998, p. 233-235.

19 Gensbeitel, 2004, p. 550-562.

20 Durliat, 1970, p. 49.

21 Durliat, 1970, p. 43.



Fig. 6. - Plaques remployées dans la partie occidentale de la crypte, collégiale Saint-Seurin, Bordeaux (33). (© E. Chargé).

La basilique Saint-Seurin de Bordeaux est le second édifice du corpus à présenter une concentration de motifs d'entrelacs. Le cas est là aussi singulier, puisque les formes inventoriées se divisent en deux catégories : les éléments remployés dans les maçonneries occidentales de la crypte (fig. 6) et les sculptures de la tour-porche occidentale, datée de la fin du XI^e siècle ²². La mise en parallèle de ces deux phases - de remploi d'une part et de création d'autre part - pose question sur leur éventuelle relation. Les éléments de la crypte sont des fragments de plaques, probablement de chancels ²³, insérés dans des élévations postérieures au VIII^e siècle ²⁴. Le geste de remploi est compris comme une volonté de légitimer une communauté religieuse ²⁵ en faisant démonstration de son ancienneté à travers la mise en œuvre d'objets témoins pour la mémoire collective ²⁶. Le porche occidental présente des motifs d'entrelacs sous des formes différentes, mais leur citation pourrait relever d'une volonté de faire écho à une période passée du bâtiment. Cependant, les motifs d'entrelacs du XI^e siècle à Saint-Seurin n'imitent pas directement les motifs présents dans la crypte, mais ils peuvent être rapprochés des œuvres de l'église Notre-Dame de Champdeniers (79), située en dehors des limites des cinq départements de l'étude. L'ensemble du décor de cet édifice a été analysé par Marie-Thérèse Camus ²⁷. Les sculptures les plus anciennes sont datées entre 1070 et 1090 et donc contemporaines de celles de Saint-Seurin. Une forte similitude est observable entre des éléments du décor sculpté de Champdeniers et celui de Saint-Seurin de Bordeaux, en particulier un type de chapiteau à fil de croissants épais couvrant la corbeille (fig. 2) ²⁸. L'auteure, face à ces éléments, propose qu'un même atelier ait travaillé sur les deux sites. Cette dernière hypothèse n'est néanmoins pas opposée à la proposition précédente. Le décor sculpté du XI^e siècle à Saint-Seurin de Bordeaux peut à la fois résulter de l'inspiration des formes d'un grand chantier poitevin et d'une volonté de mise en valeur de la mémoire du site à travers l'évocation de motifs présents sur les éléments de chancel de l'époque carolingienne.

La cartographie de l'implantation des motifs fait ressortir, par ailleurs, à l'autre extrémité du territoire étudié, l'église Saint-Géraud de Monsempron-Libos. Ce site est particulièrement isolé et en marge du reste du corpus. En Lot-et-Garonne, un seul autre site intègre l'inventaire : l'église de Lagupie, à proximité immédiate de la Gironde, qui présente un seul tailloir décoré d'une tresse sur son portail occidental. Un troisième objet a été enregistré dans ce département : une colonnette conservée au Musée des Beaux-Arts d'Agen, dont la provenance est inconnue. Les multiples prospections menées sur le terrain ont vérifié cette absence généralisée de motif d'entrelacs en Agenais, nous laissant penser qu'il est absent du répertoire ornemental roman, pour ce micro-territoire spécifiquement. Cependant, le fait qu'aucune sculpture à entrelacs ne soit

visible aujourd'hui ne signifie pas qu'elle n'a jamais existé. Les édifices, toujours utilisés aujourd'hui, sont en perpétuel renouvellement formel, que ce soit par goût ou suite à des destructions.

En ce qui concerne l'église Saint-Géraud, son éloignement des autres sites se conjugue avec une présence remarquable de motifs d'entrelacs. Ils sont répartis sur deux campagnes de constructions : la première au début du XII^e siècle et la seconde autour de 1150 ²⁹. La densité de représentation des décors d'entrelacs peut partiellement être justifiée par les vastes dimensions de l'édifice. Néanmoins, l'église Saint-Géraud est aussi une prieurale dépendante de l'abbaye bénédictine de Saint-Géraud d'Aurillac (15). Cette abbaye a été fortement remaniée au XIX^e siècle et les bâtiments conventuels médiévaux ont été arasés pour permettre de nouvelles constructions. Néanmoins, quelques-uns des décors du complexe abbatial du XII^e siècle peuvent encore être observés. Des chapiteaux à décors de tresses sont toujours en place sur la façade d'une maison romane qui servait sans doute de dépendance à l'abbaye ³⁰. Un chapiteau à décor d'entrelacs, aujourd'hui déplacé mais rattaché de l'abbaye du XII^e siècle, fait également partie de l'inventaire des Monuments Historiques ³¹. De plus, en 2013, une opération archéologique menée par l'entreprise Mosaïque Archéologie sous la direction de Nicolas Clément a mis au jour un chapiteau sculpté à motif d'entrelacs ³². Il est daté par stratigraphie du XII^e siècle. Bien que ces différents apports soient assez réduits, la présence de motifs d'entrelacs dans l'abbaye-mère pourrait porter incidence sur le choix des décors sculptés à Monsempron-Libos.

Malgré l'existence d'une concentration exceptionnelle d'un motif, tel que les cercles sécants, il semble vain de vouloir caractériser un site ou une région comme étant à l'origine de la diffusion de ce motif sur une aire géographique donnée,

22 Provost, 2014, p. 537-586.

23 Pujos, 2007.

24 Michel, 2017.

25 Ici, face au chapitre de la cathédrale de Bordeaux.

26 Moret, Toubert, 2009 ; Foulquier 2004.

27 Camus, 1992, p. 200-211.

28 Le chapiteau de l'église Saint-Denis de Champdeniers se situe au nord de la nef. Base Mémoire, notice APLP009910.

29 Les motifs se répartissent à l'intérieur comme à l'extérieur du chevet, dans l'abside et les absidioles.

30 Base Mérimée, notice PA00093462.

31 Base Palissy, notice PM15000068.

32 Clément, 2016.



Fig. 7. - Chapiteau au premier registre à l'intérieur du chevet, église Saint-Pierre à Bougneau (17). (© C. Gensbeitel).

comme le prouve l'élargissement du regard au-delà des limites de notre étude. Cette question des origines a longtemps été le centre des préoccupations de la recherche dans le domaine de la sculpture médiévale. La chronologie des bâtiments et leurs modifications incessantes rendent les données trop incertaines pour s'avancer sur point. De plus, il apparaît que l'introduction des décors à motifs d'entrelacs peut répondre à diverses motivations, comme le suggèrent les cas de Monsempron-Libos et Saint-Seurin de Bordeaux.

Répartition du motif dans les édifices

L'étude de la dissémination des motifs dans l'espace des édifices apporte des éléments complémentaires et renseigne aussi sur les modalités d'emploi des formes d'entrelacs.

Les décors architecturaux inventoriés ont été différenciés selon l'espace fonctionnel de l'édifice auquel ils appartiennent. Il apparaît que 65 éléments sont situés à l'intérieur d'un chevet (soit 26 % du corpus) et 74 appartiennent à des façades occidentales ou des portails (soit 30 % des décors en position primaire). À l'inverse, très peu d'éléments ont été répertoriés au niveau des nefs et de transepts (29 seulement).

L'intérieur des chevets - c'est-à-dire le plus souvent les sanctuaires -, les façades et les portails sont des stations liturgiques capitales. Ces espaces sont donc nécessairement les plus décorés des édifices religieux et la présence de motifs d'entrelacs ici relève aussi d'une forte probabilité. Cependant, leur importance entraîne des choix précis dans la composition de leur complexe décoratif.

Les chevets sont des espaces réservés aux clercs et à la liturgie, en particulier de l'Eucharistie et qui relèvent quasi exclusivement du sacré. Toutes les formes, même ornementales, qui y sont représentées doivent, si ce n'est soutenir un discours qui relève de thématiques sacrées, *a minima* ne pas interférer avec la sacralité et dignité du lieu.

La façade et les portails ont pour fonction d'introduire le fidèle dans l'espace sacré de l'église³³. Les décors développés à ces emplacements abordent souvent des thèmes théophaniques et eschatologiques - comme la Parousie ou le jugement dernier - rappelant aux laïcs leurs devoirs terrestres³⁴. De la même manière que dans les sanctuaires, si le décor intègre des motifs ornementaux à entrelacs, cela semble indiquer que leurs formes ne contredisent pas les scènes élaborées.

Le motif d'entrelacs apparaît donc comme un motif qui trouve aisément sa place au sein des décors de toutes les parties des édifices religieux. Si on ne peut lui attribuer une valeur sacrée propre, il accompagne les ensembles décoratifs développant ces thèmes.

Les éléments architecturaux porteurs de motifs d'entrelacs sont de nature variée. Les thèses précédentes ont mis en avant la plaque de chancel comme support privilégié de l'entrelacs au point de créer une sorte d'association systématique ancrée dans l'époque carolingienne. Les recherches des années 1970 ont également suggéré une « migration » des motifs d'entrelacs depuis des supports plats - à l'instar des plaques de chancel - vers des éléments tridimensionnels, comme le chapiteau, à l'époque romane³⁵. Mais la vision d'une « résurgence » tardive et à caractère « archaïsant » doit être relativisée, puisque l'Aquitaine, au regard du segment de territoire étudié, donne une vision inversée par rapport aux corpus de la Narbonnaise ou de la Provence. En effet, les éléments de chapiteaux romans (51 % au XIe siècle et 42 % au XIIe siècle) - tailloirs et corbeilles - y sont largement majoritaires, comme supports de motifs d'entrelacs, par rapport aux témoins pouvant être associés à l'époque carolingienne.

On peut constater en outre qu'entre le XIe et le XIIe siècle le motif a tendance à se développer et à investir de plus en plus d'éléments architecturaux. Au XIIe siècle il se multiplie sur les modillons, métopes, bases de colonnes et corniches après avoir été cantonné sur les chapiteaux et les impostes. Or, tous ces éléments n'ont pas la même fonction dans le bâtiment. Ils sont plus ou moins valorisés selon leur nature - bidimensionnelle ou tridimensionnelle - et leur emplacement.

Le chapiteau est l'élément le plus exposé dans les édifices religieux. Il possède une valeur symbolique particulière, à la fois comme élément structurel et comme objet de décor. Le chapiteau termine la colonne et supporte ainsi l'ensemble de l'architecture. Sa nature tridimensionnelle lui confère une place particulière dans la sculpture de l'ensemble décoratif, permettant de développer un sujet sur toutes les faces visibles de l'objet. Comme l'ont rappelé récemment Jérôme Baschet, Jean-Claude Bonne et Pierre-Olivier Dittmar, qui ont mené une étude sur les chapiteaux romans auvergnats, ces derniers sont des points d'articulation primordiaux dans l'édifice, à la rencontre entre les voûtes et les supports verticaux, et de ce fait fortement exploités par l'art roman³⁶.

Dans l'inventaire aquitain, les éléments de chapiteaux (tailloirs et corbeilles) sont les plus représentés avec 34 % de l'effectif global, toutes périodes confondues. Les 44 tailloirs observés (15 % de l'inventaire) développent le motif d'entrelacs à l'exclusion de tout autre. Sur les corbeilles, en revanche,



Fig. 8. - Motif de tresse « végétalisée », corbeille de chapiteau, sud-est de la croisée du transept, église Saint-Nicolas, Cellesfrouin (16) (© C. Gensbeitel).

qui sont les parties les plus valorisées de l'ensemble du chapiteau, ils sont souvent associés à d'autres motifs. Sur le territoire, 48 corbeilles ont été enregistrées et pour seulement 24 d'entre-elles, le motif d'entrelacs est le motif unique du décor, ce qui représente 8 % de l'inventaire total. De plus, ces chapiteaux ne sont pas particulièrement exposés dans l'édifice auquel ils appartiennent. Le motif d'entrelacs n'est donc pas un sujet central au sein du décor roman dans les cinq départements étudiés.

La typologie des supports de la sculpture dans le corpus comprend un nombre important d'impostes, de métopes, de modillons et d'autres éléments qui participent de la structure de l'édifice. Ils représentent 66 % de l'inventaire et sur la totalité d'entre eux l'entrelacs est représenté de façon exclusive. C'est donc ici que le motif est le plus montré. Ce type d'éléments, souvent répétitifs, souligne et accompagne l'architecture et révèle sa réalité constructive tout en valorisant les lignes de force de la construction. L'ornement architectural met en valeur

la fonction, mais aussi la symbolique du bâtiment en le parant, à l'intérieur comme à l'extérieur. L'ornementation architecturale n'est donc pas essentielle au bâtiment et à la liturgie qui s'y déroule, mais elle participe de sa qualité³⁷. À ce titre, l'entrelacs apparaît souvent comme un motif parmi d'autres. Cet aspect, qui dépasse notre seul motif, relève de l'appréciation du décor dans les églises romanes. Elle se manifeste par un clivage entre l'ornement qui détourne l'attention du clerc ou du laïc et l'ornement qui glorifie la puissance divine. Dans les édifices du corpus, l'ornement architectural - et *a fortiori* le décor d'entrelacs - apparaît comme révélateur d'une volonté de mettre en valeur l'édifice religieux et le culte qui s'y déroule. Le décor d'entrelacs est ici un des éléments du vocabulaire ornemental qui confère sa monumentalité à un bâtiment sacré.

33 Roux, 2004.

34 Poilpré, 2014.

35 Faux, 1971 ; Buis 1975.

36 Baschet, Bonne, Dittmar, 2012, p. 9-14.

37 Mondzain, 2014.



Fig. 9. - Motif d'entrelacs perlé, façade occidentale, église Sainte-Marie de l'Abbaye-aux-Dames, Saintes (17). (©E. Chargé).

Le motif d'entrelacs n'est pas majoritaire dans les décors romans, mais il y participe activement. Il retient l'attention, avec des modalités de représentation particulières au sein de ces vocabulaires ornementaux. En effet, dans l'inventaire, la majorité des motifs d'entrelacs sont associés soit à des décors végétaux, soit isolés.

Dans le corpus, 45 % des décors enregistrés se partagent les surfaces ornementées avec des motifs exclusivement végétaux. Les deux thèmes semblent faire partie d'un même vocabulaire ornemental, employé entre le XI^e et le XII^e siècle sur tout le territoire étudié. Ce partage exclusif des surfaces sculptées entre décors végétaux - palmettes, rinceaux, feuillages stylisés, acanthes - et d'entrelacs est particulièrement remarquable à Saint-Pierre de Bougneau et à Saint-Géraud de Monsempron-Libos. A Bougneau, l'ensemble du décor du chevet comprend uniquement ces deux formes ornementales, déclinées à travers différents dessins afin de s'adapter à tous les types de supports. Les deux motifs sont associés, mais n'entrent pas en contact. Par exemple, on ne les trouvera pas associés sur une même corbeille, mais l'un sur la corbeille et l'autre sur le tailloir (fig. 7). La seule exception est constituée de simples nœuds occupant le dé médian au milieu d'un ensemble végétal³⁸. De même, à Saint-Géraud la majeure partie du décor présente des formes végétales et des entrelacs, à l'intérieur comme à l'extérieur. Ils ne sont que très occasionnellement associés à des figures zoomorphes, mais jamais à une scène historiée.

Dans l'inventaire, ces décors ne fusionnent que très rarement. Seulement six motifs hybrides ont été enregistrés. Ils se situent dans la chapelle castrale de Montmoreau³⁹, l'abbatiale Saint-Nicolas de Cellefrouin⁴⁰ (fig. 8) et dans les églises de Saint-Michel-d'Entraygues⁴¹ et Mouthiers-sur-Boëme⁴² en Charente, dans l'église prieurale de Trizay⁴³ en Charente-Maritime et dans l'église de Tauriac⁴⁴ en Gironde. Ces décors sont exclusivement représentés sur des corbeilles de chapiteaux et sont construits sur le même mode : le motif d'entrelacs est réservé à la partie inférieure de la corbeille, avec des rubans échappés vers la hauteur pour former les tiges des palmettes recourbées.

38 Ces corbeilles de chapiteaux à des médians décorés de nœuds quadrilobés sont situées au second registre, sur le mur sud, à l'intérieur de la travée droite du chevet.

39 Au sud, à l'intérieur de la travée carrée.

40 Au sud-est de la croisée sous la coupole.

41 Au sud de l'absidiole Est à l'extérieur de l'édifice.

42 Au niveau de la seconde colonne au sud à l'intérieur de la nef.

43 Au nord, à l'intérieur de l'abside du chevet.

44 Au nord du portail aveugle sud de la façade occidentale de l'édifice.

La cohabitation entre les motifs d'entrelacs et le végétal est donc suffisamment fréquente pour être interrogée, représentant la majorité du corpus. Cette juxtaposition n'est poussée que rarement jusqu'à l'hybridation. En outre, dans 27 % des cas enregistrés, le motif d'entrelacs jouxte un autre motif d'entrelacs ou est isolé de tout autre décor. Le motif montre donc une certaine indépendance dans les ensembles décoratifs et il s'y trouve relativement marginalisé.

Ce statut particulier du motif d'entrelacs, employé principalement en tant qu'ornement architectural, généralement indépendant ou associé à un décor végétal relève-t-il d'un archaïsme, d'une résurgence marginale et servile ? Bien que certains dessins d'entrelacs répertoriés dans l'inventaire soient employés depuis l'Antiquité, quelques innovations formelles se distinguent.

Dans le corpus, trois formes du motif sont particulièrement représentées : la tresse en premier lieu (avec 50 % de l'effectif global), puis le nœud quadrilobé et le nœud de « Salomon ». Celles-ci sont déjà observables sur des décors antérieurs à la période principale de l'inventaire, les XI^e et XII^e siècles. Ces motifs sont représentés sur des mosaïques gallo-romaines⁴⁵, des éléments de ceintures mérovingiens⁴⁶ ou des architectures fictives de manuscrits carolingiens⁴⁷. Ces trois variantes du motif d'entrelacs font donc partie d'un vocabulaire ornemental commun et employé de manière plus ou moins continue depuis l'Antiquité, *a minima*. Les nœuds, quadrilobés ou de « Salomon », sont deux formes également bien connues parmi les ornements « historiques », comme l'a fait remarquer Louis Capitan⁴⁸.

Un second trio de motifs, moins représenté, ressort de l'analyse des décors répertoriés : le fil de croissants, le fil de boucles et la vannerie. Les deux premiers peuvent être observés sur des plaques antérieures à la période romane⁴⁹. Cependant, les motifs de vannerie répertoriés appartiennent tous à des constructions du XII^e siècle (à la jonction entre le XI^e et le XII^e siècle pour les plus anciennes). Ils sont conçus sur le même mode à Saint-Vivien-en-Médoc⁵⁰ en Gironde, à Saint-Aulaye⁵¹ en Dordogne et à Saint-Sulpice-d'Arnoult⁵² et Sainte-Gemme⁵³ (fig. 3) en Charente-Maritime : avec des rubans minces, souples et fermés, divisés en deux brins, recouvrant la totalité de la corbeille du chapiteau. Ce motif ne connaît aucun précédent sur le territoire du corpus et peut donc être considéré comme une innovation formelle romane au sein des motifs d'entrelacs.

Les rubans qui composent les motifs d'entrelacs comportent également quelques variantes de décor. Ils sont lisses dans de rares cas, ou divisés en plusieurs brins - de 2 à 4 dans le corpus.

Le nombre de brins par ruban ne relève pas d'une évolution chronologique pour l'inventaire aquitain. Cependant, un décor supplémentaire a été repéré sur certains motifs, tous appartenant au XII^e siècle. Il s'agit d'un cordon de perles inséré sur la subdivision entre deux brins du ruban. Ce motif apparaît en place sur l'arc triomphal de Saint-Vivien-en-Médoc et aux portails latéraux de la façade de Pont-l'Abbé-d'Arnoult en Charente-Maritime. Une plaque intégrée dans la façade de l'Abbaye-aux-Dames de Saintes (17) comprend également ce motif, mais elle n'est pas cohérente avec l'ensemble décoratif et il est difficile de lui attribuer une période précise de création. Deux autres objets déplacés comprennent un cordon de perles. Il s'agit d'un corbeau et d'une métope à motifs de nœuds de « Salomon », conservés au musée d'Aquitaine et rattachés au cloître roman de la cathédrale Saint-André⁵⁴. Ces derniers motifs peuvent donc être attribués au XII^e siècle. Dans le corpus, ce type de motif à brin perlé semble n'apparaître qu'au cours du XII^e siècle et peut donc relever, là aussi, d'une innovation romane.

Les motifs d'entrelacs répertoriés dans les 5 départements sont donc partiellement hérités d'un répertoire ornemental commun. Néanmoins, il semble difficile de les considérer comme archaïques ou reproduisant simplement des modèles carolingiens, puisque ces formes sont adaptées et exploitées pour intégrer les décors architecturaux romans. De plus, quelques innovations formelles sont remarquables dans les dessins, par exemple les vanneries, et montrent bien que le motif n'est pas seulement emprunté à un vocabulaire ancien, mais réinterprété, voire réinventé, par les sculpteurs romans.

45 Par exemple, dans les villas de Séviac (32) et Plassac (33).

46 Sur des objets provenant de la nécropole de Machecoul (44) (conservés au musée Dobrée), ou du site de Chef-Boutonne (72).

47 Des productions du *scriptorium* de Saint-Martin de Tours sont particulièrement remarquables (BnF, Ms, Latin 260 fol. 23).

48 Capitan, 1918.

49 Par exemple les plaques de chancel de Saint-Pierre-aux-Nonnains, musée de la Cour d'Or, Metz (57) ou les plaques de chancels conservés dans les bâtiments conventuels de l'ancienne abbaye de Saint-Guilhem-du-désert (34).

50 Sur le chapiteau au nord de l'arc triomphal de l'édifice.

51 Trois corbeilles reproduisent le même motif sur la façade occidentale de l'édifice : une première au sud du portail occidental, une seconde au sud du portail aveugle sud et une dernière au nord de l'arcature aveugle centrale du second registre de la façade.

52 Au nord du portail de la façade occidentale.

53 Sur deux corbeilles de chapiteaux positionnées en vis-à-vis au portail du porche occidental.

54 Gardelles, 1963 ; Hubert, Ziégli, 2010.

Malgré le grand nombre d'occurrences, le motif étudié est plus présent dans certaines parties du territoire que dans d'autres : la Saintonge apparaît à ce titre comme un espace privilégié. Cela reflète peut-être des préférences locales. Ces prédilections peuvent être liées à la fondation de l'édifice, à un atelier ou un commanditaire qui exporte son répertoire ornemental, ou encore à l'historicité, la mémoire et la légitimation

d'un édifice et de la communauté qui s'y rattache, et dans ce cas, pourquoi pas, à la présence du motif sur des éléments d'un mobilier antérieur.

Plusieurs questions restent encore en suspens, notamment celle de la disparition du motif d'entrelacs du répertoire ornemental au XIII^e siècle.

Bibliographie

- BALTRUSAITIS Jurgis, Formations, déformations : la stylistique ornementale dans la sculpture romane, Paris, Flammarion, (1931) 1986.
- BOURGOIN Jules, Grammaire élémentaire de l'ornement : pour servir à l'histoire, à la théorie et à la pratique des arts et à l'enseignement, Paris, Ch. Delagrave, 1880.
- CAPITAN Louis, « L'entrelacs cruciforme », Comptes rendus des séances de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, 62^e année, 1918, 3, p. 197-209.
- CAMUS Marie-Thérèse, Sculpture romane du Poitou. [1], Les grands chantiers du XI^e siècle, Paris, Picard, 1992.
- CROZET René, L'Art roman en Saintonge, Paris, A. et J. Picard, 1971.
- DESCHAMPS Paul, « Le décor d'entrelacs carolingien et sa survivance à l'époque romane », Comptes rendus des séances de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, 83^e année, 4, p. 387-396, 1939.
- DURLIAT Michel, « L'église de Peyrusse-Grande », in Congrès archéologique de France. 128^e session, 1970, Gascogne, 1970, p. 43-54.
- EYGUN François, Saintonge romane, La Pierre-qui-vire, Zodiaque, 1979.
- GARDELLES Jacques, La cathédrale Saint-André de Bordeaux : sa place dans l'évolution de l'architecture et de la sculpture, Delmas, Bordeaux, 1963.
- GENSBEITEL Christian, GARNIER Michel, Promenades romanes en Anis-Saintonge : 9 circuits découvertes, Charente-Maritime, La Crèche, Geste éd., 2007.
- HUBERT François et ZIÉGLÉ Anne, « L'histoire du Musée d'Aquitaine », Anabases, 12, 2010, p. 230-238.
- JONES Owen, La grammaire de l'ornement : illustrée d'exemples pris de divers styles d'ornement, Paris, L'Aventurine, 1856, cop. 2001.
- LACOSTE Jacques, L'imaginaire et la foi : la sculpture romane en Saintonge, Saint-Cyr-sur-Loire, Christian Pirot, 1998.
- MICHEL Anne, Saint-Seurin de Bordeaux, un site, une basilique, une histoire, In situ, Pessac, Ausonius éditions, 2017.
- MORET Pierre, TOUBERT Pierre, Remploi, citation, plagiat : conduites et pratiques médiévales (Xe-XII^e siècle), Madrid, Casa de Velázquez, 2009.
- POILPRÉ Anne-Orange, « Le portail roman et ses images sculptées : pierre angulaire de l'histoire de l'art médiéval européen », in Les cahiers de Saint-Michel de Cuxa, Actes des XLV^e journées romanes de Cuxa, Le portail roman - XI^e - XII^e siècles. Nouvelles approches, nouvelles perspectives, Association culturelle de Cuxa, 2014.
- RIEGL Alois, Grammaire historique des arts plastiques : volonté artistique et vision du monde, Paris, Klincksieck, (1893) 1978.
- ROUX Caroline, « Entre sacré et profane. Essai sur la symbolique et les fonctions du portail d'église en France entre le XI^e et le XIII^e siècle », Revue Belge de Philologie et d'Histoire, 82, 2004, 4, p. 839-854.

- THOLIN Georges, Etude sur l'architecture religieuse de l'Agenais, du Xe au XVI^e siècle, Agen, Librairie J. Michel, 1874.

Webographie

- BASCHET Jérôme, BONNE Jean-Claude et DITTMAR Pierre-Olivier, « Chapitre I - Lieu ecclésial et agencement du décor sculpté », Images Re-vues [En ligne], Hors-série 3 | 2012, mis en ligne le 24 novembre 2012. URL : imagesrevues.revues.org/1608
- FOULQUIER Laura, « Dépôts lapidaires et remplois (Antiquité tardive/haut Moyen Age). Pour une nouvelle approche de la christianisation, des sanctuaires et du peuplement dans l'Auvergne du haut Moyen Age » [en ligne], 2004, URL : spolia.it
- GOLSENNE Thomas, « L'ornement aujourd'hui », Images Re-vues. Histoire, anthropologie et théorie de l'art [en ligne], 2012, URL : imagesrevues.revues.org
- MONDZAIN Marie José, « Questionner l'ornement », in Questionner l'ornement, Paris, Les Arts Décoratifs/INHA, 2013, [En ligne], mis en ligne le 17 janvier 2014. URL : lesartsdecoratifs.fr/francais/colloques-et-journees-d-etudes/colloquequestionner-l-ornement
- NICOLAS Clément, « Un riche contexte d'implantation pour l'abbaye Saint-Géraud d'Aurillac (Cantal) : l'apport de l'archéologie préventive », Bulletin du centre d'études médiévales d'Auxerre | BUCEMA [En ligne], Hors-série n° 10 | 2016, mis en ligne le 09 décembre 2016, URL : journals.openedition.org/cem/14497

Non publiées

- FAU Jean-Claude, Les origines du chapiteau roman à entrelacs et la zone de diffusion du thème dans le Sud-Ouest de la France, Thèse de 3^e cycle, sous la direction de Marcel Durliat, Université Toulouse 2, 1971.
- BUIS Micheline, La sculpture à entrelacs carolingienne dans le Sud-Est de la France : les motifs qui l'accompagnent et les survivances à l'époque romane, Thèse de 3^e cycle sous la direction de Gabrielle Démians d'Archimbaud, Université Aix-Marseille, 1975.
- GENSBEITEL Christian, L'architecture religieuse du XI^e siècle en pays charentais et ses transformations à l'aube du XII^e siècle, Thèse de 3^e cycle, Université Bordeaux 3, 2004.
- PROVOST Marion, Les mutations de l'architecture religieuse romane dans les anciens diocèses de Bordeaux et de Bazas (XI^e et début XII^e siècles), Thèse de doctorat, Université Michel de Montaigne - Bordeaux 3, 2014.
- PUJOS Marie-Dominique, Les fragments de chancel de l'église Saint-Seurin de Bordeaux, Mémoire de master, Université Michel de Montaigne - Bordeaux 3, 2007.



Revue Archéologique de Bordeaux, tome CVIII, année 2017, p. 73-90

Les vieilles églises de la campagne à l'est de Bazas

Baptiste Vergez

Lorsque la Constituante a créé les départements en 1790, elle a rassemblé les diocèses de Bordeaux et de Bazas pour former le plus grand département de France, la Gironde. Si le diocèse de Bazas recouvrait toute la partie orientale du nouveau département, le pays que l'on appelle Bazadais ne correspond pas exactement à ses limites. En effet, la partie qui s'étend au nord de la Garonne, parfois qualifiée d'Entre-deux-Mers bazadais, est fort différente de celle qui prend place au sud. A cheval sur la Gironde et le Lot-et-Garonne, c'est celle-ci qui forme le véritable pays bazadais, s'étirant de la vallée du fleuve jusqu'aux landes qu'elle recouvre en partie. A l'ouest c'est la cité épiscopale qui signale plus ou moins la frontière avec le Bordelais même si celle-ci n'est pas clairement marquée. A l'est, en revanche, la limite est plus franche, matérialisée par une rivière, l'Avance, qui creuse assez profondément la vallée. Le cœur du Bazadais, le pays mêlé, est un territoire vallonné, creusé par les affluents de la Garonne. Rappelons ici que dans ce genre d'étude, il paraît superflu de prendre pour délimitation les frontières administratives d'aujourd'hui. En effet, les notions de commune ou de canton n'ont pas lieu d'être dans ce genre de campagne car leurs limites, souvent arbitraires, ne correspondent souvent à aucune réalité territoriale historique. Les bourgs bazadais sont en général récents, comme le prouve celui de Grignols qui, fondé au XVII^e siècle, est certainement l'un des plus anciens. C'est donc qu'auparavant l'habitat y était dispersé et l'implantation des églises en est bien la preuve. Certes petites, elles n'en sont cependant que

plus nombreuses, formant ainsi un maillage dense qui quadrille le territoire. Cette caractéristique inscrit le pays mêlé dans la vaste région du Sud-Ouest aquitain. La modestie des formes de ces petites églises bazadaises explique sans doute le peu d'intérêt qu'elles ont suscité chez les chercheurs. En effet, des études générales de bonne qualité sur celles-ci font défaut. Les synthèses qui existent rassemblent les églises bordelaises et bazadaises et, malgré un discours souvent très pertinent, la majorité des édifices, c'est-à-dire les plus pauvres, sont souvent oubliés, délaissés. Il y a quelques années pourtant des travaux ont commencé à être menés. Ainsi, toutes les églises du canton d'Auros, qui recouvre la moitié nord girondine du pays mêlé, ont fait l'objet d'une étude de synthèse. C'est avec la volonté de la compléter que nous avons entrepris celle de la moitié sud.

Les églises présentées dans cet article sont donc comprises dans une zone qui s'arrête au nord au canton d'Auros et à l'est à la frontière du Lot-et-Garonne (fig. 1). Les limites méridionale et occidentale sont quant-à-elles celles que nous avons pensées les plus pertinentes. A l'ouest, le point de départ est la commune de Saint-Côme. Celle-ci est immédiatement voisine de celle de Bazas qui, en tant que siège épiscopal et longtemps seule ville d'envergure de la région, appartient à une sphère différente de par son importance. Au sud, c'est la lande qui circonscrit le territoire présenté ici. L'aire géographique ainsi définie regroupe les communes de Birac, Cauvignac, Cours-les-Bains, Gajac, Grignols, Labescau, Lavazan, Marions, Masseilles, Sendets,



- Réseau hydrographique
- Limites des communes de notre corpus
- Limites des autres communes
- Routes principales de la région (D655 et D9)
- Ancien tracé de la route
- Eglises
- Eglises disparues

- 1 : église Saint-Côme-et-Damien, commune de Saint-Côme
- 2 : église de Sauros, commune de Birac
- 3 : église Saint-Laurent, commune de Birac
- 4 : église Saint-Christophe de Trazits, commune de Gajac
- 5 : église Notre-Dame, commune de Gajac
- 6 : église Notre-Dame de Bijoux, commune de Birac
- 7 : église Saint-Etienne, commune de Lavazan
- 8 : église Saint-Pierre, commune de Marions
- 9 : église Notre-Dame, commune de Sillas
- 10 : église Saint-Pierre de Magnac, commune de Cauvignac
- 11 : église Saint-Jean, commune de Sendets
- 12 : église Saint-Aignan, commune de Cauvignac
- 13 : église Saint-Martin, commune de Masseilles
- 14 : abbaye de Fontguilhem, commune de Masseilles
- 15 : église Saint-Hilaire de Thil, commune de Masseilles
- 16 : église Saint-Jean-Baptiste d'Auzac, commune de Grignols
- 17 : église Saint-Loubert-de-Loutrange, commune de Grignols
- 18 : église Saint-Jean de Mazerol, commune de Grignols
- 19 : église Saint-Michel de Campin, commune de Grignols
- 20 : église Notre-Dame de Sadirac, commune de Grignols
- 21 : église Saint-Martin de Loubens, commune de Grignols
- 22 : église Saint-Martin de la commanderie de Cours, Cours
- 23 : église Saint-Pierre de Flaujac, commune de Grignols

Fig. 1. - Les communes de notre corpus et leurs églises.

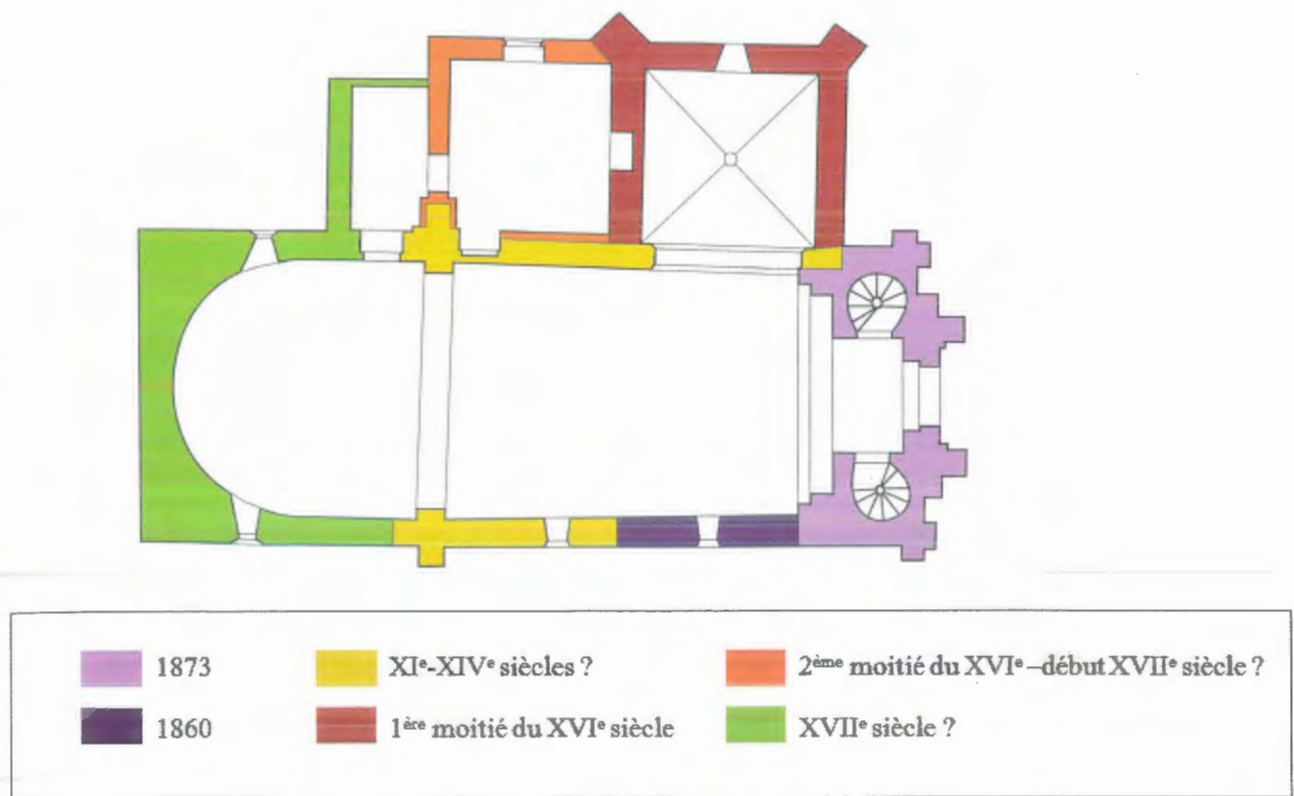


Fig. 2. - Plan de l'église Notre-Dame de Bijoux, commune de Birac.

Saint-Côme et Sillas. Toutes possèdent au moins une église d'origine médiévale à l'exception de la commune de Labescau, formée récemment à partir de la commune d'Aillas, et de celle de Cours-les-Bains. Cette dernière en possédait toutefois une, détruite et entièrement rebâtie au XIXe siècle.

Boudées par les historiens en raison de leurs formes trop modestes, ces églises sont parfois plus complexes qu'il n'y paraît (fig. 2). En outre, elles présentent une variété qui se veut l'écho de leur territoire. Leur implantation est déjà une première preuve de la dispersion de l'habitat puisque, quoique petites, elles n'en recouvrent que davantage la campagne. Ce phénomène semble d'ailleurs s'accroître dans la partie orientale du territoire. Il apparaît en effet que la zone circonscrite peut être découpée, de manière certes schématique. A l'ouest se trouve la cité épiscopale de Bazas dont l'influence semble avoir profité aux paroisses alentours qui présentent des églises plus grandes, comme en témoignent celles de Birac, Gajac, Sendets et surtout Saint-Côme. A l'inverse, la partie orientale du canton présente davantage d'églises mais aux dimensions plus modestes comme celles de la commune de Grignols ou de Cauvignac. Celles-ci appartenaient pour la plupart à la seigneurie de Loutrange. Cette dernière appartenait à l'archevêque de Bordeaux mais était éloignée de tout centre important.

Les commanderies templières établies à Cours et Romestaing dans la deuxième moitié du XIIe siècle semblent n'y avoir rien changé, rendant même la région plus instable en raison des conflits qui naquirent entre l'archevêque et les templiers. Le cœur de notre territoire présente en outre une autre particularité. C'est là, dans l'actuelle commune de Masseilles, que les cisterciens fondèrent une abbaye en 1124. Celle-ci, qui n'aura jamais une envergure très importante, semble cependant avoir eu une influence non négligeable sur la campagne environnante.

XIe siècle

L'histoire des édifices présentés ici, comme celle de la plupart des églises girondines, commence au XIe siècle. Aucune traces ne subsistent des édifices antérieurs. Ceux-ci devaient être de petites constructions de bois, dont les chercheurs peinent à préciser les contours. Quoiqu'il en soit, au XIe siècle, comme dans le reste du pays mêlé, le territoire présenté se couvre de nouvelles constructions de pierre. A cette période, le Bazadais fait partie du duché de Gascogne que Guillaume VIII unit en 1063 au duché d'Aquitaine. Le pays renaît et sa population augmente. On peut cependant déduire

du faible nombre de nouvelles paroisses qu'une grande partie de l'effort nouveau se fait alors sur l'ancien terroir. L'accroissement de la population nécessite la construction de sanctuaires ou la reconstruction d'églises devenues trop petites. Ce



Fig. 3. - Mur nord de la nef de l'église Saint-Loubert-de-Loutrange, commune de Grignols.

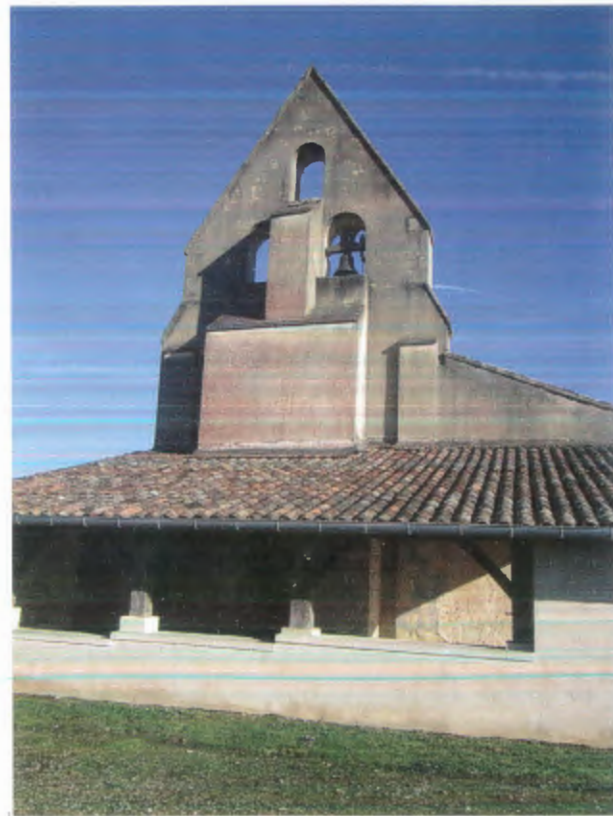


Fig. 4. - Clocher de l'église Saint-Martin, commune de Masseilles.

phénomène semble cependant s'arrêter aux abords de la lande car nous n'en trouvons pas de traces dans les communes les plus méridionales que sont Sillas, Lavazan et Marions. Sans doute le peuplement s'est-il arrêté, ou en tout cas fort réduit, au fur et à mesure que le territoire devenait de plus en plus inhospitalier. Si les nouveaux édifices sont désormais élevés en pierre, ce ne sont encore que des constructions de moellons assez caractéristiques (fig. 3). Moins coûteuse que la pierre de taille, cette technique a été largement employée au cours des siècles et il faut ainsi user de prudence pour dater les murs qui la mettent en œuvre. Il faut ainsi toujours confirmer une éventuelle datation du XI^e siècle par d'autres éléments. En tout, nous pensons pouvoir reconnaître pas moins de dix nefs élevées durant cette période. Il s'agit de celles des églises de Birac, Gajac et Trazits à l'ouest, Masseilles, Magnac, Thil et Cauvignac au centre et Sadirac, Saint-Loubert et Loubens à l'est. L'attribution au XI^e siècle de leurs murs de moellons est permise grâce à la présence de baies dont le profil est caractéristique de cette période. D'aspect très simple, à linteau monolithe taillé en arc plein cintre, elles se caractérisent à l'extérieur par leur étroitesse (jamais plus de 30 cm) qui laisse place à un assez fort ébrasement intérieur.

Les chevets conservés du XI^e siècle sont plus rares et il faut ici noter une certaine concentration de ceux-ci autour de l'abbaye de Fontguilhem puisqu'on en trouve dans les églises de Cauvignac, Magnac, Masseilles et Thil. Cette abbaye n'existait cependant pas encore et il faut sans doute chercher à expliquer leur présence par un raisonnement en creux au cours des siècles suivants. En effet, s'ils sont encore debout, c'est qu'ils n'ont pas été remplacés. Ces chevets sont pour la plupart assez similaires. Ils prolongent simplement leurs nefs, sans séparation des espaces, et se terminent en hémicycle comme à Cauvignac, Masseilles et Thil. L'absence de rétrécissement des espaces, et donc de travée droite, contribue à augmenter l'impression d'étirement des édifices et de profondeur des absides. L'église de Cauvignac en est un exemple particulièrement probant. Deux de ces absides ne sont pas voûtées, ce qui contribue d'ailleurs à les dater du XI^e siècle ou des premières années du XII^e. Celle de Masseilles est couverte d'un cul de four. Y apparaissent également, timidement, une travée droite et un arc triomphal. Tous ces éléments semblent confirmer la date légèrement avancée de ce chevet par rapport aux autres. Il serait ainsi un jalon entre la première génération d'églises au XI^e siècle et une deuxième au XII^e siècle.

C'est à la même période qu'ont été élevés le clocher-mur de cette église et son avant-corps (fig. 4). Ce dernier a un profil très original puisqu'il remonte très haut contre le clocher-mur, comme si son rôle était de le soutenir. Un tel dispositif pourrait trahir un manque de confiance dans la formule choisie et corrobore l'idée d'une datation reculée. Il faut dire que ces

XII-XIII siècles.

L'Eglise, qui tente d'organiser l'occupation du sol, participe très largement à ce mouvement. Au XII^e siècle, à côté des paysans, ce sont les ordres monastiques qui jouent ainsi un rôle prépondérant dans la mise en valeur du territoire. Nous retrouvons par exemple l'influence de l'abbaye bénédictine de La Sauve-Majeure, qui établit une sauve non loin de là, dans la commune voisine de Ruffiac, en Lot-et-Garonne. En outre, l'abbaye est alors liée à plusieurs églises directement rattachées à notre corpus. Depuis le début du XII^e siècle elle possède ainsi la dime de l'église de Sillas. Elle est également sans doute liée à l'église Saint-Loubert-de-Loutrange puisque cette dernière doit probablement être identifiée à l'église Saint-Barthélémy-de-Labarde dont les bénédictins acquirent la dime par plusieurs donations à partir de la fin du XI^e siècle². Enfin, les bénédictins possèdent également l'église Saint-Pierre-de-La-Roque dont l'emplacement, quoique discuté, correspond peut-être au lieu-dit du même nom sur la commune de Grignols.

Cette abbaye, pourtant la plus grande de Gironde au Moyen Age, n'est pas celle qui a le rôle le plus important en pays mêlé. C'est la petite abbaye cistercienne de Fontguilhem, installée à partir de 1124 sur le territoire de l'actuelle commune de Masseilles, qui semble en effet avoir la plus grande influence. Attirés ici par l'évêque de Bazas, dans le but de défricher le territoire, les cisterciens remplissent leur rôle sans perdre de temps. D'abord tournés vers le nord, ils butent rapidement sur la paroisse de Masseilles qu'ils finissent par absorber avant d'en donner l'église à l'évêque. Ils se tournent alors vers le sud où différents seigneurs leur concèdent des terres. Le donateur le plus important de cette abbaye à cette période est sans doute Richard Cœur de Lion qui, en 1190, lui attribue plusieurs terres à Lavail, Musti et Lavazan³. Au cours du temps, l'abbaye obtient ensuite les églises de Musset et de Marions.

Une autre institution joue également un rôle important, quoique difficile à préciser, dans la partie orientale du territoire ici étudié. Il s'agit de l'ordre du Temple qui s'installe à Cours en 1154, puis peu de temps après à Romestaing. Ils y établissent deux commanderies⁴ et construisent à Cours un

hautes et plates structures que sont les clochers-murs doivent affronter les intempéries et résister aux vibrations des cloches. Il s'agit ainsi vraisemblablement d'un des plus vieux exemples de cette formule en Gironde. Il présente d'ailleurs le profil à deux retraits qui sera le plus courant dans ce département au cours des siècles suivants. Le premier de ces retraits, au niveau du sommet des murs gouttereaux de la nef, réduit la largeur de la façade tandis que le second forme le pignon aigu. Le portail d'accès de ce clocher, ouvert dans l'avant-corps est également riche d'enseignement. En effet, dans toutes la Gascogne, nous ne trouvons que deux portails ouverts dans un avant-corps au XI^e siècle : celui de l'église de Lamaguère et celui de Saint-Jean-de-Mazerettes, dans le Gers¹. Or l'avant-corps de Lamaguère est particulièrement semblable à celui de Masseilles, de même que son portail. Celui-ci est surmonté d'un tympan possédant un décor sculpté, ce qui est peu courant en Gironde, représentant un chrisme entouré de rinceaux végétaux. Les lettres qui y sont associées permettent de le rattacher au type des chrismes pyrénéens. Si le portail de l'église de Masseilles est certainement postérieur, sa très grande ressemblance avec celui de Lamaguère, ainsi que celle de son avant-corps, indiquent bien une réalisation reculée, au tournant des XI^e et XII^e siècles. Il permet en outre de rattacher le pays mêlé bazadais à l'aire d'influence du Sud-Ouest, notamment pyrénéen. Il est difficile de savoir si les formes du portail et de l'avant-corps ont été importées en même temps que le thème du chrisme ou si elles sont des solutions identiques, trouvées cependant indépendamment.

Enfin, l'église de Magnac possède un chevet plat. Celui de l'église de Sadirac date peut-être également de cette période mais cela est plus incertain. Ce plan rattache peut-être ces édifices à d'autres, plus anciens car sa forme rectangulaire rappelle celle des aulais antiques. Même sans remonter aussi loin, elle a dû être celle d'un grand nombre de sanctuaires ruraux élevés avant l'an mille car elle était plus simple à concevoir, et plus aisée à couvrir, notamment dans le cadre de construction de bois. Rien ne permet cependant d'assurer que ces églises sont construites sur d'autres plus anciennes et elles témoignent peut-être simplement d'une habitude, ou de moyens moins importants qu'ailleurs.

Bien des parties de ces premiers édifices de pierre ont été remaniées, rendant difficile toute lecture globale. Ils apparaissent cependant de dimensions souvent modestes, environ 70 m², avec un plan assez étiré, et faiblement éclairés par de rares ouvertures dont l'extrême étroitesse les rattache aux églises gasconnes. Quoiqu'il en soit, le nombre encore fort conséquent d'églises qui présentent des parties du XI^e siècle témoigne bien de la floraison des campagnes à cette période. Ce mouvement semble atteindre son apogée au siècle suivant.

¹ Gaborit, M., sous la dir. de Gardelles J., *L'Architecture en petit appareil au début de l'art roman dans les édifices religieux du sud-ouest*, thèse de 3^e cycle d'histoire de l'art, Université Michel de Montaigne - Bordeaux III, 1979, pp. 59-61.

² Vergez, B., sous la direction de Gensbeitel C., *Evolution de l'architecture religieuse dans la campagne à l'est de Bazas*, mémoire de recherche en histoire de l'art, école du Louvre, 2014, p. 14-15.

³ *Rôles Gascons*, publié par Bémon, Ch., t II, n° 1567, p. 484.

⁴ Au cours des siècles celles-ci ont souvent partagé le même commandeur.



Fig. 5. - Intérieur de l'église Saint-Étienne, commune de Lavazan.

château⁵. Les deux établissements s'étendent ensuite rapidement, celui de Romestaing dans la paroisse de Saint-Loubert où il défriche une partie du territoire au XIII^e siècle et celui de Cours dans la paroisse d'Auzac. Les templiers tentent alors d'établir une sauve dans cette dernière, sans doute dans le but de contrer celle de Lagardère, établie par les moines de La Sauve quelques années auparavant. Ces deux entreprises disparaissent toutefois rapidement.

Les commandeurs de Cours et Romestaing, avec l'abbé de Fontguilhem, comptent parmi les seigneurs les plus importants du territoire ici considéré. En effet, de nombreuses défaillances semblent indiquer un inachèvement du régime seigneurial. Une grande partie du pays est en fait partagée entre une multitude de petites seigneuries fort modestes mais souvent très anciennes, et qui relèvent la plupart du temps directement du duc d'Aquitaine. Celui-ci, qui est un roi-duc depuis l'accession au trône d'Angleterre d'Henri II en 1154, est le plus important seigneur du pays. Par ailleurs, c'est au XIII^e siècle qu'est mise en place la prévôté de Bazas. Celle-ci rassemble un grand nombre de paroisses et notamment celles de Sauviac, Sauros (commune de Birac), Gajac et Trazits. Il convient enfin d'ajouter au rang

des seigneurs importants l'évêque de Bazas mais aussi l'archevêque de Bordeaux. En effet celui-ci, bien qu'en dehors de son diocèse, est propriétaire de la seigneurie de Loutrange où il est haut-justicier⁶. Les limites de cette seigneurie ne sont malheureusement pas encore clairement identifiées mais elles semblent s'étendre sur les paroisses de Magnac, Mazerol, Cauvignac, Lavazan, Masseilles, Figuès et Bachac⁷, mais aussi sur celles de Saint-Loubert-de-Loutrange, Gouts-de-Loutrange et Saint-Sylvestre-de-Loutrange. Une prévôté réunit au XIII^e siècle cette seigneurie avec celle voisine de Couthures, également possession de l'archevêque. L'installation des différentes institutions monastiques mentionnées et les différents conflits qui les opposent entre elles ou aux autres seigneurs, à partir du XII^e siècle, montrent bien que le pays n'est alors pas aussi pauvre qu'on pourrait le croire.

Une nouvelle vague d'églises vient alors se superposer à celle du siècle précédent. Désormais élevées en moyen appareil de pierre de taille, celles-ci se détachent des anciens édifices bâtis en petit appareil de moellons. Il faut cependant se garder de toute idée de rupture. En effet, les chevets de l'église de Masseilles et la nef de l'église de Campin présentent un appareil qui vient s'inscrire comme un jalon entre ces deux étapes. Il est d'ailleurs difficile de dire si les murs de cette dernière sont composés de blocs de pierre de taille ou de moellons équarris.

Au moins cinq églises ont été entièrement bâties durant le XII^e siècle. Ce sont celles d'Auzac, Lavazan, Marions, Sendets et Sillas. Si celles d'Auzac et de Sendets ont peut-être été rebâties sur des édifices plus anciens, cela est beaucoup plus incertain pour les autres. Elles pourraient en effet témoigner d'une nouvelle occupation des terres en direction des landes. Ce mouvement n'est pas étranger à l'action de l'abbaye de Fontguilhem dont la principale activité a d'abord été le défrichement. Nous avons vu que les églises de Lavazan et de Marions y sont d'ailleurs très tôt liées.

Plusieurs édifices du XI^e siècle ont également été agrandis au cours de cette période et au début du siècle suivant. Pour magnifier l'espace de culte, ce sont surtout les parties orientales qui sont reconstruites en pierre de taille. Ce phénomène est visible à l'est, comme à Saint-Loubert et Loubens, mais aussi à l'ouest à Birac ou à Gajac. En général, les bâtisseurs en profitent alors pour agrandir quelque peu la nef. La méthode la plus employée pour cela consiste à la rallonger vers l'est mais

il faut noter les églises de Cauvignac et de Birac qui présentent une formule plus originale. A Birac, l'espace des fidèles n'est curieusement pas agrandi dans le même sens que le chevet. La nef est en fait rallongée vers l'ouest, du côté de son portail d'entrée. C'est sur ce nouvel espace qu'est élevé le clocher-tour plusieurs siècles plus tard. A Cauvignac la nef est agrandie par l'ajout d'une chapelle à absidiole au nord, en décalant ce qu'il reste de son mur septentrional de quelques mètres. Il s'agit ainsi probablement d'une des plus anciennes chapelles créée dans une église *a posteriori* en Gironde.

Les nouvelles églises mesurent ainsi en moyenne plus de 110 m² là où celles du siècle précédent ne dépassaient pas 75 m². Le chevet de Sendets se signale par ses importantes dimensions. Les murs de cet édifice sont parmi les plus épais de ceux de notre corpus et le plan de sa nef est de loin le plus tassé. L'église présente ainsi un profil particulièrement trapu unique à l'est de Bazas. Nous voyons mal pour quelles raisons les bâtisseurs l'ont construite si solide. D'autant plus que son cimetière est vraisemblablement déjà exhaussé. Tous ces éléments nous font penser que cette église est peut-être prévue, dès cette époque, pour servir davantage que les autres de refuge. On trouve également toujours, par-ci par-là, de petits sanctuaires comme les chapelles de Saint-Pierre de Magnac (commune de Cauvignac), de Notre-Dame de Bijoux (commune de Birac) ou du Thil (commune de Masseilles).

Ainsi, les chevets sont les parties les plus nombreuses à dater du XII^e siècle. Ils présentent la même élévation que les nefs qui les précèdent, même lorsque celles-ci sont antérieures. En revanche, à l'exception de celui de Marions, tous sont désormais plus étroits que leurs nefs, même si certains cas sont un peu plus complexes. En effet, lorsqu'on profite de ces campagnes de travaux pour rallonger la nef, comme à Loubens et à Saint-Loubert, le rétrécissement de l'espace intérieur se fait dans la nef, un peu avant la séparation avec le chevet qui est souvent matérialisée par une marche. A Auzac, où la nef est contemporaine du chevet, cela est particulièrement net puisque deux massifs de maçonnerie rétrécissent l'espace de deux mètres bien avant les trois marches qui introduisent au chevet. La majorité des églises de notre corpus présentent cependant un plan plus simple où l'espace se rétrécit à l'entrée du chevet à l'aide d'un arc triomphal. Celui-ci réduit le passage de manière plus ou moins forte, entre un mètre à Sillas et plus de trois mètres à Lavazan (fig. 5). Cette formule permet d'installer deux petits autels dans la nef, de part et d'autre de l'arc triomphal. Celui-ci est de taille variable, ne dépassant pas, généralement, 1,10 m. A Sillas il est même réduit à 75 cm. A Gajac cependant il se signale par des dimensions importantes. Derrière, l'espace s'élargit mais il reste toujours plus étroit que la nef. Si la majorité des chevets du XII^e siècle présentent un arc triomphal (6 sur 9), ils sont minoritaires à posséder une travée droite (4). Celles de

Gajac, d'Auzac et de Sendets sont clairement marquées à l'est par un second arc triomphal. A Auzac et à Sendets ce dernier est d'ailleurs renforcé par une paire de demi-colonnes.

La formule la plus couramment utilisée aux XII^e-XIII^e siècles pour terminer un chevet est l'abside (7 sur 9 auxquelles nous pouvons d'ailleurs rajouter celle de l'ancienne église de Flaujac, disparue aujourd'hui). A Sendets et à Sillas, des banquettes font tout le tour du chevet. Tous ne reçoivent pas nécessairement une voûte durant ces campagnes. Si à Auzac, Lavazan et Sillas la voûte du XII^e siècle a peut-être été détruite ou remplacée, il semble que l'abside très basse de Loubens, qui date pourtant du XIII^e siècle, n'en ait jamais reçue. Les autres sont classiquement couvertes d'un cul-de-four tandis que leurs travées droites reçoivent une voûte en berceau. Le chevet de Birac, voûté malgré la minceur de ses murs (80 cm pour l'abside et 70/75 cm pour sa travée droite), semble témoigner de la sérénité des bâtisseurs au moment d'élever ces voûtes. Le tracé des absides est d'ailleurs plutôt régulier, sauf dans deux cas. En effet, celles d'Auzac et de Gajac ont une forme particulièrement aplatie. Ces deux exemples sont à première vue surprenants car J.-A. Brutails, qui ne les connaît pas, ne cite que deux cas semblables dans toute la Gironde en signalant que ce sont des exceptions⁸. Ce sont les églises de Saint-Hilaire-du-Bois et de Saint-Léger-de-Vignague, en Entre-deux-Mers.

Les absides de ces deux édifices s'ouvrent à l'ouest sur une travée droite dont les murs sont surélevés et dont la façade occidentale, qui prend place au-dessus de l'arc triomphal, est en fait un clocher-mur. C'est précisément un dispositif comme celui-ci qui devait prendre place aux églises d'Auzac et de Gajac⁹. Nous avons déjà signalé l'épaisseur des massifs de maçonnerie qui terminent la nef d'Auzac et les dimensions imposantes de l'arc triomphal de Gajac, qui accréditent une telle hypothèse. La forme aplatie de leurs absides n'est ainsi peut-être pas sans lien avec une travée droite particulièrement haute. Ces derniers témoigneraient alors d'une formule que l'on a souvent crue absente du sud du pays mêlé. C'est sans doute cette erreur qui a conduit à la mauvaise datation de la surélévation de la travée droite de l'église de Savignac, dans le canton d'Auros. Il s'agit en fait probablement d'un des derniers édifices religieux bazadais du XII^e siècle à avoir conservé un tel dispositif¹⁰.

La majorité des chevets sont donc en hémicycle, comme au XI^e siècle, mais il en est deux qui sont plats : ceux de Marions et de Saint-Loubert. Ce type de chevet, presque absent du

5 S'il a aujourd'hui disparu, nous savons grâce à un document des Archives départementales de Haute-Garonne que ses murailles comprenaient neuf tours. Cf. A.D. Haute-Garonne, H. Malte, reg. 2574 (1769).

6 A.D.Gir., G 264 et G 293

7 *Cartulaire de l'église collégiale Saint-Seurin de Bordeaux*, publié par Brutails, J.-A., Bordeaux, 1897, p. 368, n° 356 (7 juillet 1277).

8 L'auteur ne mentionne d'ailleurs pas nos deux églises.

9 Concernant l'église d'Auzac cf. Vergez, B., « L'église Saint-Jean-Baptiste-d'Auzac » dans *Les Cahiers du Bazadais*, automne 2015.

10 Nous pouvons peut-être y ajouter l'église de Romestaing en Lot-et-Garonne mais la superstructure y a sans doute été très remaniée *a posteriori*.



Fig. 6. - Mur nord de l'église Notre-Dame, commune de Sillas.

Bordelais, semble en revanche de plus en plus fréquent vers l'est et vers le sud. Ils restent toutefois minoritaires, ce qui peut laisser penser qu'ils suivent, comme peut-être le chevet de l'église de Magnac au XI^e siècle, le tracé d'édifices plus anciens.

Il est difficile d'avoir une idée précise des clochers-murs qui se répandent pourtant certainement dans la région à cette période car ils ont bien souvent été reconstruits ultérieurement. Avec celui de Masseilles, dont nous avons déjà parlé, seul demeure du XII^e siècle le clocher-mur de l'église Notre-Dame de Sillas (fig. 6). Ce dernier se démarque de celui de Masseilles par des dimensions plus modestes mais il témoigne en fait d'une autre alternative, plus humble. Au lieu de chercher à monter le clocher-mur le plus haut possible, quitte à l'étayer par un avant-corps ou par des contreforts, les bâtisseurs ont ici fait le choix de lui donner des proportions qu'ils maîtrisent, ce qui leur permet de se passer d'éléments d'étai et de conserver la même épaisseur que celle des murs gouttereaux de la nef.

Le problème est le même avec les portails qui ont été assez largement reconstruits eux-aussi au cours des siècles suivant. En effet ceux-ci matérialisent le passage entre l'espace profane et l'espace sacré et sont à ce titre une des parties les plus soignées de l'édifice, mais aussi une des plus remaniées. Sans compter qu'ils sont souvent ouverts dans un clocher-mur et qu'ils ont ainsi la plupart du temps été détruits avec eux. Le

seul témoin des portails de cette période est celui de l'église Saint-Michel de Campin, ouvert dans un avant-corps (fig. 7). Il présente une ouverture en arc plein cintre, composée de quatre voussures très simples auxquelles il faut peut-être en rajouter une cinquième. Son modeste profil rappelle la description de l'ancien portail de Sendets donnée par Léo Drouyn¹¹. Ce type, qui se rencontre assez fréquemment dans la région, avec des variations plus ou moins riches, est celui de productions caractéristiques du nord de l'Aquitaine, et il trahit ainsi l'influence de nouveaux modèles.

Les fenêtres ouvertes pour éclairer les églises au XII^e siècle sont les mêmes que celles du XI^e. Tout juste sont-elles peut-être plus nombreuses, au moins dans les chevets. La fenêtre d'axe paraît dans tous les cas la plus privilégiée. Elle est parfois percée dans un contrefort comme à Sillas au XII^e siècle et à Loubens au XIII^e. La formule qui consiste à ouvrir une fenêtre dans un contrefort s'observe surtout en Gascogne centrale, pyrénéenne et sous-pyrénéenne même si on en trouve également en Gironde et en Lot-et-Garonne. L'évolution la plus importante des formes des baies a lieu au XIII^e siècle, à Loubens et à Saint-Loubert, lorsque l'ébrasement extérieur du linteau adopte une forme d'arc brisé. Enfin, une fenêtre de l'église d'Auzac se détache

11 A.M. Bx, Fonds Drouyn, Ms 290, t. 48, n° 639, p. 342.



Fig. 7. - Portail de l'église Saint-Michel de Campin, commune de Grignols.

des autres. Il s'agit de celle qui s'ouvre dans le mur nord de la nef, à proximité du chevet. Si à l'extérieur elle présente la même forme étroite que les autres, elle s'en détache par son profil intérieur. Nous y observons un double rouleau qui rappelle un type d'ouvertures observables en Gascogne dans la première moitié du XII^e siècle. En général ces baies à double rouleau sont identiques à l'intérieur et à l'extérieur mais ce n'est pas le cas ici puisque à l'extérieur la fenêtre reste très étroite, sans trace visible du double rouleau. Cette dichotomie est presque un cas unique et nous ne l'avons observée que dans l'église Saint-Martin de Montphélix de la commune de Ponsaurat. Cette volonté de conserver une importante étroitesse semble ainsi être une caractéristique du territoire envisagé. Caractéristique particulièrement poussée ici, mais qu'il partage avec une partie de la Gironde et du Lot-et-Garonne, et plus globalement de la Gascogne.

La majorité des églises de notre corpus ne présente pas de décors, mais il convient avant tout de ne pas oublier le rôle décoratif du bâti lui-même. Les bâtisseurs de ces modestes églises rurales élaborent souvent des formes simples mais qui témoignent cependant d'une recherche ornementale certaine. Si le portail de Campin ne possède par exemple pas d'éléments sculptés, il convient de ne pas oublier l'effet du simple relief de ses voussures. Ce rôle décoratif des formes architecturales

est particulièrement poussé à l'intérieur du chevet de Gajac qui présente trois arcatures purement ornementales. Cette formule se rattache à des productions caractéristiques du nord de l'Aquitaine, girondines, saintongeaises et angoumoises. Son cas n'est d'ailleurs pas unique car nous retrouvons à la même époque des arcatures similaires à l'extérieur du chevet de l'église d'Aillas et à l'intérieur de celui de l'église de Savignac.

Trois églises présentent un décor sculpté assez important. Celui-ci est réparti sur les zones habituellement décorées à cette époque, les corbeilles et les tailloirs des chapiteaux ainsi que les impostes qui les joignent. Les tailloirs et les impostes présentent un décor classique, constitué de damiers ou d'éléments végétaux. Sur les chapiteaux de l'arc triomphal de Gajac des motifs témoignent d'un certain archaïsme, comme une succession de petits anneaux en losange. La plupart des chapiteaux présentent cependant des motifs qui semblent inspirés de végétaux, malgré une géométrisation parfois forte. Ceux-ci peuvent se diviser en deux groupes. Le premier présente de grandes tiges terminées en volutes et en général au moins groupées par deux. Il procède d'un type élaboré à partir des chapiteaux corinthiens qui ont été très largement adaptés en Gascogne, dans les grands chantiers du siècle précédent comme Moirax et Saint-Sever. Les chapiteaux du second groupe ont en fait une corbeille épannelée différemment. D'ordinaire en forme de tronc de pyramide, elles ont



Fig. 8. - Chapiteau de l'église Saint-Jean-Baptiste d'Auzac de la commune de Grignols, musée d'Aquitaine.

ici des angles abattus au moins sur les deux tiers de leur hauteur, dégageant ainsi des surfaces approximativement triangulaires qui rappellent des feuilles d'angles. L'inspiration du monde végétal ne paraît cependant assumée que dans peu de cas.

Plusieurs chapiteaux présentent des figures d'animaux. Ceux-ci sont souvent groupés par deux autour des angles. C'est le cas des lions que l'on retrouve à Auzac et à Gajac. Dans cette dernière leurs pattes sont représentées au milieu des faces du chapiteau. Cette disposition trahit, selon Jean Cabanot, une influence de modèles toulousains, qui ont pu parvenir dans le diocèse de Bazas par l'intermédiaire des chantiers gascons du siècle précédent. Des oiseaux sont également fréquemment groupés deux par deux autour d'un angle comme sur un chapiteau de l'église d'Auzac. Leurs queues épaisses rappellent les productions de Saint-Sever, elles-mêmes proches de celles de Saint-Sernin à Toulouse. Notons finalement les cervidés et les griffons qui se trouvent sur les chapiteaux de l'arc triomphal de Gajac.

Si les acrobates que l'on observe dans le chevet de Gajac sont assez classiques des productions romanes, l'iconographie de la plupart des scènes représentant des figures humaines demeure souvent largement mystérieuse. Ainsi, les têtes qui ornent deux chapiteaux des arcatures du chevet de Gajac ne

sont-elles peut-être qu'ornementales. Quelques scènes sont cependant identifiées, comme le Christ bénissant dans une mandorle sur un chapiteau de l'arc triomphal de la même église. Les chapiteaux de l'église de Sendets représentent quant-à-eux peut-être les scènes de la Création et de la Tentation avec le couple originel réparti de manière inhabituelle, sur deux chapiteaux. Enfin, un chapiteau d'Auzac présente une scène qui n'est pas clairement identifiée, mais qui est sans doute infernale (fig. 8).

L'héritage décoratif roman de cette région apparaît ainsi peu cohérent et il n'y a pas eu, en Bazadais encore moins qu'en Bordelais, de véritable école. Au contraire, perméables à de nombreuses influences, les productions girondines affichent souvent des formes d'une grande variété. Les relations artistiques les plus souvent notées sont celles entretenues avec la Saintonge, l'Angoumois, voire le Poitou, mais surtout avec les territoires du Sud-Ouest. Les chantiers gascons ont ainsi dû fournir un certain nombre de modèles, tout en servant de relais aux influences du Toulousain. La simplicité des chapiteaux ne permet cependant pas de les rapprocher davantage d'une école ou d'une autre. Notons toutefois ceux de l'église d'Auzac dont on trouve des exemples assez semblables dans un grand nombre d'édifices girondins, et notamment à La Sauve-Majeure où les imagiers placent souvent leurs personnages sous de lourdes volutes d'angles. Si la représentation des corps humains est parfois extrêmement rude comme à Sendets, elle s'inscrit en revanche à Auzac tout à fait dans les productions des imagiers locaux, rudes mais originales et non dénuées de charme et de puissance.

XIV^e siècle - 1453

A partir des années 1250 il n'est plus guère question d'établir des localités pionnières. Le but en Guyenne est désormais de grouper des habitants à différentes fins, fiscales, commerciales ou militaires. Le pays mêlé bazadais semble pourtant rester étranger à ce nouveau mouvement. Les tentatives de sauvetés du siècle précédent, par l'abbaye de La Sauve et par les templiers de Cours, ont échoué. Les rois-ducs s'y essayent eux-aussi en créant quatre bastides, toutes à l'entour de notre corpus. Mais à nouveau, pas un de ces essais n'est réellement un succès. Ainsi, malgré toutes les tentatives d'organisation de l'occupation du sol, celle-ci demeure à la veille de la guerre de Cent Ans assez caractéristique de ce qu'elle a toujours été, et c'est souvent la paroisse qui contribue à unifier les différentes habitations éparpillées dans la campagne. Nous observons ainsi, malgré les invasions et les ravages, la permanence d'un terroir dont l'augmentation démographique a permis la mise en valeur. Mais les défrichements n'ont pas été accompagnés par la création de nouveaux bourgs.

Le XIV^e siècle est marqué par le pontificat du bazadais Clément V (1305-1314) qui est à l'origine, directement ou indirectement, de nombreux chantiers de constructions dans le pays qui l'a vu naître. Le siècle semble faste comme en témoigne l'apogée démographique de la région qui se situe vers 1340¹². Pourtant, celui-ci est de plus en plus marqué par les conflits qui ont pris toujours plus d'importance à partir du XIII^e siècle. Au cours de ce siècle surviennent en effet la révolte des féodaux gascons et les campagnes répressives du second Simon de Montfort. Mais déjà les deux principaux adversaires sont les Français et les Anglais qui s'affrontent dès 1224. Ces conflits sont sans doute à l'origine de la création de petits châteaux secondaires qui appartiennent à l'aristocratie locale. Constructions souvent très archaïques, de valeur militaire médiocre mais qui s'élèvent toujours plus nombreuses, encouragées par l'anarchie et l'insécurité grandissante¹³. La création d'une motte féodale au lieu-dit « Rippes », entre les églises de Sendets et de Bijoux, participe sans doute de ce mouvement. Nous savons en outre qu'en 1277 le sénéchal de Gascogne a entrepris la construction d'une bastide en terre de Loutrange, ce dont se plaint l'archevêque¹⁴. Finalement, peu de grands châteaux sont édifiés dans le pays, et tous en dehors du territoire qui nous intéresse ici. La densité de tous ces points fortifiés est d'ailleurs au total assez médiocre ce qui explique la faible résistance du pays aux belligérants du long conflit qui s'ouvre en 1335. Jusqu'en 1405 alternent ainsi phases violentes et périodes de répit, de sorte que les reconstructions sont régulièrement compromises. Le Bordelais change de main à plusieurs reprises tandis que le Bazadais est occupé par les Français de 1370 à 1423. Contrairement aux conflits du XIII^e siècle et de la première moitié du XIV^e, ceux-là s'accompagnent d'une perturbation générale de la vie paroissiale. Les dévastations se conjuguent aux mortalités, rendant très difficile la vie dans les campagnes qui sont alors partiellement abandonnées.

Le seul chevet qui est entièrement attribué au XIV^e siècle dans notre corpus est celui inachevé de l'église de Campin (fig. 9). C'est le premier chevet qui peut être qualifié de « gothique », même si l'on sait toute la précaution qu'il faut prendre en employant ce genre de dénomination. Celui-ci ressemble beaucoup au chevet de l'église voisine de Montclaris, sur la commune de Sigalens. Tous deux sont probablement élevés vers le milieu du XIV^e siècle. Ils sont accolés à un clocher-mur qui surmonte l'arc triomphal de la nef. Si celui de Montclaris s'élève haut, celui de Campin, jamais terminé, s'interrompt brutalement au même niveau que sa nef. Ces deux chevet sont plats, sans abside, et étayés à leurs deux angles de contreforts obliques saillants dont le rôle est de contrebuter la poussée d'une voûte d'ogives quadripartite, encore visible à Montclaris mais sans doute jamais réalisée à Campin. Ainsi, contrairement aux chevet plats des siècles précédents, la forme aplatie de ceux-ci



Fig. 9. - Eglise Saint-Michel de Campin vue du Sud-Est, commune de Grignols.

témoigne sans doute ici davantage d'une adaptation à des formes nouvelles, celles des voûtes quadripartites, que de la continuité d'une formule ancienne. Ces deux exemples se rattachent sans doute au groupe de « quelques cas de chœurs surélevés » que Paul Roudié a observé dans le sud des diocèses de Bazas et de Bordeaux et que l'on retrouve également dans le nord des Landes¹⁵. Celui-ci le circonscrit à la fin du XV^e et au début du XVI^e siècle mais les chevets de Campin et de Montclaris permettent d'en reculer la datation d'au moins soixante-dix ans, si ce n'est cent. Ils présentent ainsi probablement les contreforts obliques les plus anciens de Gironde. Notons également sur ces deux chevets les premières occurrences de baies étroites à linteau monolithe plat et chanfreiné.

Les voûtes quadripartites semblent particulièrement à la mode, comme en témoigne l'abside de l'église de Sendets. Celle-ci, élevée au XII^e siècle selon un plan semi-circulaire, est surélevée au XIV^e selon une formule peu commune. A l'extérieur, le mur reste en hémicycle sur toute sa hauteur, ce qui n'est pas le cas à l'intérieur. A mi-hauteur, le mur courbe y laisse en effet place à des pans coupés qui soutiennent une voûte d'ogives (fig. 10). Il était pourtant plus simple de surélever l'abside uniformément en hémicycle et de la couvrir par un cul-de-four, mais c'est bien la voûte d'ogives qui l'a emporté

12 Marquette, J.-B., « Le rôle des prieurés et des sauvetés de La Sauve dans le peuplement du Bazadais méridional, du Marsan et du Gabardan » dans *L'Entre-deux-Mers à la recherche de son identité*, 1996, p. 189.

13 Gardelles, J., « Châteaux du Bazadais et châteaux du Sud-Ouest gascon de 1250 à 1330 » dans *Bazas et le Bazadais : occupation du sol, histoire, art, économie*, actes du XIII^e congrès d'études régionales, Bordeaux, 1961, p. 84.

14 A.D.Gir., G1111.

15 Roudié, P., *L'Activité artistique en Bordelais et en Bazadais entre 1453 et 1550*, Bordeaux, 1975, p. 134.

ici. La dichotomie entre l'intérieur et l'extérieur confirme ainsi l'inventivité et la capacité d'adaptation des maîtres d'œuvre d'alors, y compris des plus modestes qui, à l'aide de formules simples (pans coupés et culots), savent adapter leurs constructions aux goûts de l'époque.

S'il ne faut pas négliger l'aspect décoratif monumental des puissants arcs triomphaux et surtout des voûtes, les églises présentent tout de même peu de formes décoratives. Les seuls décors sculptés que nous conservons de cette période sont des culots, la plupart représentant des têtes humaines, comme à Sendets ou sur le portail de l'église de Trazits dans la commune de Gajac. Cette formule semble constituer une petite mode à cette période car nous la retrouvons dans plusieurs églises bazadaises comme Notre-Dame d'Auros ou Saint-Antoine de Pondaurat. L'arc triomphal de Campin présente une formule décorative que nous n'avons trouvée nulle part ailleurs mais qui pourrait peut-être s'apparenter à ce goût. Il est en effet décoré

de têtes monstrueuses qui surgissent d'impostes (fig. 11). Elle témoigne, quoi qu'il en soit, à nouveau de l'inventivité des artisans qui œuvrent dans ces églises. L'arc brisé, apparu timidement au siècle précédent, se répand de plus en plus, notamment dans les portails comme à Trazits et Auzac. Les baies également connaissent de légères évolutions. Celles qui éclairent le chevet de Saint-Loubert, ouvertes au XIII^e siècle, sont allongées au XIV^e, de manière à leur donner une forme de lancette. C'est désormais cette forme qui est préférée, comme en témoignent les baies septentrionales du chevet de Sendets. Une autre évolution, plus timide, consiste à les élargir, comme le montre la baie orientale de ce même chevet. Sa largeur reste cependant mesurée, ce qui lui permet de conserver un linteau monolithique.

En dehors des nouveaux chevets, les églises ne connaissent guère d'évolution au cours du XIV^e et dans la première moitié du XV^e siècle. Les trois clochers-murs du XIV^e siècle, à Auzac, Campin et Trazits, montrent quand même le chemin parcouru



Fig. 10. - Abside de l'église Saint-Jean, commune de Sendets.



Fig. 11. - Imposte de l'arc triomphal de l'église Saint-Michel de Campin, commune de Grignols.

en deux siècles par les architectes qui les ont érigés. Ils s'élèvent désormais haut, sans forcément recourir à des contreforts ou des avant-corps. Pour cela, ils sont bâtis plus épais, jusqu'à 2 m pour celui d'Auzac. Leur profil reste classique, à deux retraits dont le dernier forme le pignon aigu, sauf à l'église de Campin où le clocher-mur est plat¹⁶. Celui d'Auzac est assez exceptionnel (fig. 12). Particulièrement épais, il présente au niveau du sommet des murs gouttereaux de la nef un important rétrécissement horizontal qui dégage sur sa face ouest un balcon de pierre. Ce dernier lui donne un profil tout à fait particulier dans la région. En effet, les balcons de pierre sont rares sur les clochers-murs, et jamais semblables à celui-ci. L'exemple d'Auzac, qui en est l'occurrence la plus ancienne, est dû aux fortifications de l'église, ce qui augmente son caractère exceptionnel. Deux ouvertures permettent de le traverser à partir du balcon et d'accéder au sommet des murs de la nef. Celles-ci font de ce clocher l'un des plus ouverts de Gironde en même

temps qu'elles témoignent de la maîtrise toujours plus grande de cette formule. Avec celui de Campin, il présente d'ailleurs la solution la plus aboutie pour accéder aux cloches. En effet, l'escalier est intégré dans la maçonnerie, sans réelle déformation de celle-ci. Cette intériorisation des accès aux parties supérieures du clocher, par ailleurs plus adaptée à un système de défense, est en fait une ultime évolution de cette formule architecturale au cours du règne de Charles V. Le clocher-mur d'Auzac est en outre l'un des premiers, pour ne pas dire le premier dans cette campagne, à présenter une niche pour y installer une statue. Celles-ci se généraliseront après la guerre de Cent Ans, principalement dans les tympans des portes flamboyantes.

¹⁶ Formule que nous retrouvons pour l'un des deux clochers-murs de l'église voisine de Montclaris.

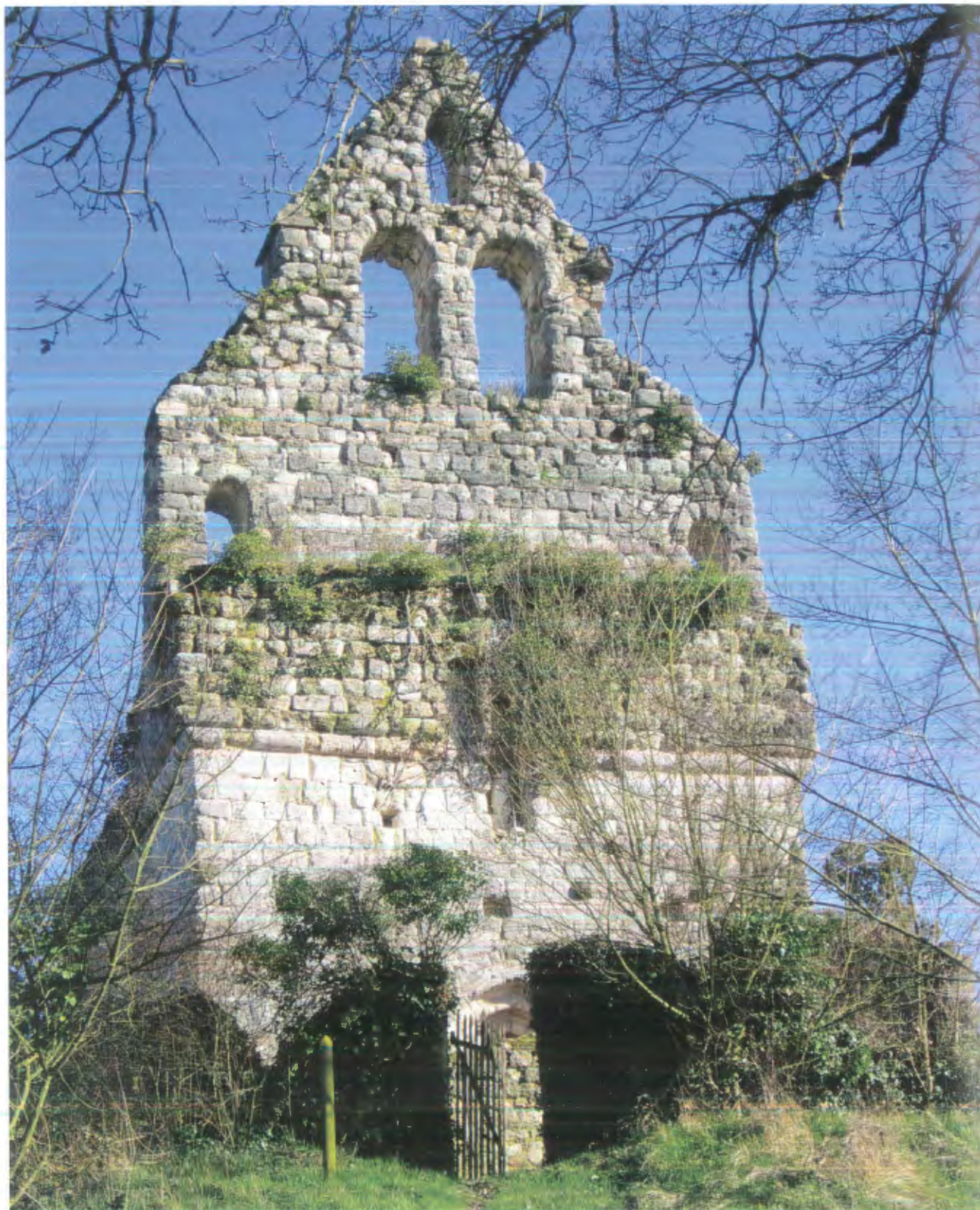


Fig. 12. - Clocher-mur de l'église Saint-Jean-Baptiste d'Auzac, commune de Grignols.



Fig. 13. - Eglise Saint-Jean vue du Nord, commune de Sendets.

En fait, les éléments qui marquent le plus les églises à cette période sont les fortifications, dues aux nombreux conflits qui touchent alors la région. Le système de défense le mieux conservé est celui de l'église de Sendets, qui a probablement été l'une des premières à être fortifiées (fig. 13). L'ensemble de l'édifice a été surélevé, les murs de sa nef recevant probablement des hourds de bois dont témoignent encore des trous de boulins. Le porche de son cimetière, qui présente encore deux meurtrières cruciformes, montre en outre que l'ensemble du site a été mis en défense. Les autres systèmes de défense sont moins bien conservés. La plupart ont même entièrement disparu et ne sont plus perceptibles que par une analyse fine des édifices. C'est notamment le cas de l'église d'Auzac¹⁷ et de celle de Gajac. Leur système est difficilement visible, vraisemblablement ruiné à Auzac, il a été repris au cours des siècles suivants à Gajac. Ils associaient vraisemblablement les façades occidentales avec un chevet surélevé. Un parapet crénelé ou des hourds de bois couronnaient probablement les murs de leur nef. Les églises de Campin, et celle voisine de Montclaris offrent quant-à-elle une protection plus réduite grâce à leurs clochers-murs dont le sommet plat était peut-être couronné de hourds en bois.

Entre la guerre de Cent Ans et les Guerres de religion

Reconstruites ou agrandies, les églises témoignent de la reprise de la vie dans les campagnes après la guerre de Cent Ans. Les dissemblances entre celles-ci permettent d'apprécier celles entre les différentes parties du territoire. A l'est de Masseilles, les églises ne font presque pas l'objet de travaux d'agrandissement, tandis qu'à mesure qu'on se rapproche de Bazas les églises se font toujours plus grandes. La cité épiscopale semble ainsi avoir eu une influence importante sur les paroisses alentours tandis que la lande et la Loutrange, plus éloignées, semblent avoir eu du mal à se relever. L'église de Saint-Côme, limitrophe de Bazas et entièrement reconstruite à cette période, présente ainsi deux bas-côtés, tandis qu'à peine plus à l'est, celles de Birac et de Gajac en possèdent un. Plus loin, celle de Masseilles en a également reçu un. Trop éloignée

17 Vergez, B., « L'église Saint-Jean-Baptiste d'Auzac », dans *Les Cahiers du Bazadais*, automne 2015.

de la cité épiscopale, son bas-côté témoigne sans doute du rôle de l'abbaye voisine de Fontguilhem dans la reprise des campagnes.

Les bas-côtés ne sont pas bâtis en pierres de taille mais en moellons à peine dégrossis, moins coûteux et plus rapides à mettre en œuvre. Ils sont élevés en un ou deux temps car l'église reçoit parfois d'abord une simple chapelle latérale. Une deuxième campagne vient ensuite prolonger celle-ci d'une ou plusieurs travées, de manière à former un bas-côté. Si c'est le cas à Birac, la chapelle latérale de l'église Notre-Dame de Bijoux n'a jamais été prolongée, tandis qu'à Masseilles le bas-côté est élevé en une seule fois. Désormais, les nouveaux espaces sont couverts de voûtes d'ogives. Seul le chevet de l'église de Trazits fait exception mais on y voit le départ de colonnes qui indique qu'un tel couvrement faisait bien partie du projet. Deux projets consistent également à couvrir les nefs des églises de Gajac et de Saint-Côme, probablement contemporains des bas-côtés qui agrandissent alors ces églises. Sans doute entrepris en dernier en cours de ces travaux, aucune de ces deux voûtes n'est malheureusement terminée. Nous savons d'ailleurs qu'une fois les murs élevés et la toiture jetée on remet parfois le voûtement à plus tard¹⁸. Toutes les voûtes réalisées sont fort modestes, hormis la voûte en étoile d'une travée du bas-côté de l'église de Gajac. Notons également le chevet de Lavazan dont la voûte est adaptée au plan polygonal, mais toujours selon la formule la plus classique.

Nous conservons deux chevets de cette période, ceux de Saint-Côme et de Trazits. Si le premier est plat, le second présente trois pans coupés (fig. 14). L'église aujourd'hui disparue de Sauros (commune de Birac), possédait elle aussi un chevet à pans coupés tandis qu'on a installé des pans coupés à l'intérieur de l'abside en hémicycle de Lavazan. Le plan polygonal est en effet caractéristique de cette période, même si on en trouvait déjà des occurrences à l'époque romane. Paul Roudié en a ainsi noté plus d'une vingtaine d'exemples dans les diocèses de Bazas et de Bordeaux¹⁹. Si le chevet de Saint-Côme est bâti en pierre de taille, cette technique semble alors surtout réservée aux clochers-murs, qui ne peuvent en faire l'économie. Nous en comptons pas moins de six pour cette période, à Gajac, Marions, Birac, Cauvignac, Thil et Magnac. Il faut leur rajouter celui de l'église de Bijoux, détruit au XIXe siècle. Leur nombre important témoigne peut-être de la destruction pendant la guerre de Cent Ans des anciens clochers, qui pouvaient servir d'éléments de défense, ou au moins de tour de guet. Dans tous les cas, on observe avec les nouveaux la continuité de l'ancienne formule. Seule l'église de Birac présente un clocher-tour, unique dans le territoire ici considéré.

En dépit de l'agrandissement d'un certain nombre d'églises, les formes restent simples. Aucun portail ne reprend ainsi le vocabulaire du gothique flamboyant, pourtant visible dans

d'autres églises girondines. De même, les portails n'adoptent un arc plein cintre que tardivement, comme à Gajac au milieu du XVIe siècle. Les baies, plus larges, confirment en revanche le mouvement aperçu dans le chevet de l'église de Sendets. Les fenêtres du bas-côté de l'église de Gajac sont les plus notables, puisqu'elles sont les seules à reprendre le type caractéristique à double lancettes terminées en accolade et surmontées par un quadrilobe. Elles unissent ainsi la forme en lancette des baies étroites du XIIIe siècle avec le souci de les ouvrir plus largement. Hormis ces fenêtres, les formes décoratives sont rares, cantonnées sur les clefs de voûte ou sur des culots. L'église de Birac se détache ainsi particulièrement par le cycle peint qui décore son abside. Plus grand ensemble de peintures médiévales conservé en Gironde, il est remarquable à plus d'un titre. Très bien étudiées par Michèle Gaborit²⁰, qui insiste notamment sur le rôle des anges dans les scènes représentées, ces fresques conservent quelques points iconographiques obscurs comme le serpent qui part des pieds du Précurseur agenouillé devant le Christ. Nous ne mentionnerons ici que les deux grandes inscriptions qui « expliquent » les scènes. Celles-ci sont inscrites en gascon et donc bien compréhensibles des fidèles. Il aurait pourtant sans doute été facile de les inscrire en latin car elles sont inspirées de l'évangile de Matthieu²¹. De plus d'autres inscriptions du cycle sont écrites dans la langue de l'Eglise. Si la thèse d'Emile Mâle, qui fait des cathédrales la « bible des illettrés » a depuis longtemps été battue en brèche, force est donc de constater que cette idée n'est peut-être pas totalement absente ici.

Les Guerres de religion

Les Guerres de religion, qui ravagent le pays dès 1561, marquent un arrêt dans le développement des campagnes. A nouveau, quelques églises sont mises en défense, complétant ainsi le réseau constitué par celles fortifiées pendant la guerre de Cent Ans. Le système de défense de certaines d'entre elles est d'ailleurs repris, comme celui de l'église de Gajac. L'église de Birac associe alors son clocher-tour, dont on modifie le dernier étage, à son chevet qui est surélevé pour l'occasion. Une porte, qui donne accès à la partie supérieure du chevet, est percée dans la voûte de la travée droite²². L'église de Lavazan offre une

18 Roudié, P., *Op. Cit.*, 1975, p. 134.

19 Roudié, P., *Op. Cit.*, 1975, p. 133-134.

20 Gaborit, M., « Peintures murales de l'église Saint-Laurent de Birac » dans *L'Entre-deux-Mers et son identité*, Actes du huitième colloque organisé sous l'égide du Clem par les Amis du Bazadais, Camiac-et-Saint-Denis, 2002, pp. 137-150.

21 Matthieu 25,34 et 25,41.

22 Notons ici la place de cette porte qui a été percée dans le cycle peint. Elle s'ouvre en effet dans la gueule du Léviathan qui représente la porte de l'Enfer.



Fig. 14. - Eglise Saint-Christophe de Trazits vue du Sud-Est, commune de Gajac.

solution plus simple puisque seule son abside est surélevée. Il s'agit vraisemblablement d'un simple refuge auquel on accède par l'extérieur, à l'aide d'une échelle.

Après ce conflit, la reprise est beaucoup plus difficile qu'au siècle précédent. Ce sont en fait les églises plus au sud, dans les landes, qui affichent la plus grande vitalité. Contrairement aux églises présentées ici et très peu remaniées, celles du canton de Captieux, bien plus éloignées les unes des autres, reçoivent de nouveaux bas-côtés. Seule de notre corpus, l'église aujourd'hui disparue de Flaujac semble en recevoir à cette période dans notre corpus. Cet agrandissement est sans doute le résultat de la fondation du bourg de Grignols. En effet, au début du XVIIe siècle, le seigneur Jean de Grignols récupère la seigneurie familiale en même temps que la terre de Loutrange, que sa femme échange avec l'archevêque de Bordeaux. Ce seigneur, bien que faiblement possessionné en terre, est pourtant un familier d'Henri IV. Il obtient finalement de Louis XIII, en 1613, l'érection de la baronnie de Grignols en marquisat. Au moment où il réunit la seigneurie de Grignols avec celle de Loutrange, Jean veut probablement fonder un nouveau bourg, autour de l'église paroissiale de Flaujac. La dépression démographique due aux Guerres de religion en fournit une occasion importante qui est concrétisée grâce à la déviation de l'ancienne route, qui passait par Sillas et Marions, vers Flaujac et grâce à la protection du seigneur qui est désormais un personnage de la cour. Si la fondation réussit, elle se stabilise cependant rapidement et

ne connaît ensuite plus guère d'évolution. Il s'agit néanmoins de la plus grande évolution du peuplement dans notre territoire depuis la création des premières paroisses.

Enfin, avec la contre-Réforme, les églises qui en ont les moyens ornent leurs chevets de retables baroques comme à Saint-Côme et probablement à Birac. Les autres ont recours à la peinture pour magnifier leurs sanctuaires à travers des compositions simples imitant une architecture plus riche que celle des pauvres édifices dans lesquelles elles prennent place.

Les siècles s'écoulent ensuite sans que de grandes modifications soient entreprises. Certaines sont finalement abandonnées, tombent en ruines ou sont détruites, tandis que d'autres sont entretenues. Leurs murs sont alors souvent peints ou crépis, ce qui rend la lecture de l'édifice ardue mais qui au moins conserve, sous les couches parfois nombreuses, les pierres intactes, toutes prêtes à être redécouvertes.

Ainsi, par leur histoire et par leurs formes, les églises médiévales du pays mêlé bazadais participent d'une production régionale particulière. Elles n'ont cependant pas toute connu le même destin. Certaines sont devenues de grandes églises de village, d'autres sont restées de petites chapelles rurales perdues au milieu de la campagne. Toutes cependant sont nées au Moyen Age, la majorité au XIe siècle, et elles portent les traces des différents siècles qu'elles ont traversés. Toujours simples, souvent pauvres, les solutions et formules choisies

sont cependant d'une grande variété dans une zone pourtant peu étendue, et elles témoignent ainsi d'une inventivité certaine. Elles permettent également d'identifier différents pôles d'influence, moteurs de croissance, comme la cité épiscopale mais aussi l'abbaye de Fontguilhem. En outre, les différentes formes laissent transparaître ici ou là l'influence des pays voisins, la Gascogne dès le XI^e siècle mais aussi les territoires au nord de la Garonne à partir du XII^e. Nous espérons donc avoir montré que ces églises ont de l'intérêt pour les historiens de l'art et du bâti. Nous pensons également qu'elles peuvent être extrêmement riches d'enseignement pour celui qui s'intéresserait à la vie dans les campagnes au cours du temps, et tout particulièrement au Moyen Âge. En effet, la pauvreté du territoire envisagé et l'absence presque totale de sources écrites posent un certain

nombre de problèmes dès qu'il s'agit d'étudier l'histoire de ce pays. Il faut ainsi à l'historien trouver bien des astuces pour y remonter le fil des siècles et c'est finalement à travers l'étude des églises, seuls témoins matériels qui les ont traversés, qu'il peut accomplir sa tâche. En effet, leur modestie, leur pauvreté même les ont préservées et elles possèdent une authenticité sur laquelle le chercheur peut s'appuyer. Oubliées de tous, elles ont rempli leur rôle jusqu'à aujourd'hui, ou jusqu'à un passé récent. Ce faisant, tout en gardant la trace du passage des siècles dont elles conservent la mémoire, elles n'en demeurent pas moins les témoins privilégiés d'un certain Moyen Âge. Celui qui s'attache à lire le message inscrit dans leurs pierres peut donc saisir, même imparfaitement, les bribes de leur histoire et de celle du pays sur lequel elles s'élèvent.

Sources

- Paris, Médiathèque de l'Architecture et du Patrimoine (M.A.P.)
 - 1996/025/0445 : Rions, église : dossier de travaux, affaires générales.
 - 0081/033/0074 : Casier archéologique : Rions.
 Bordeaux, Archives départementales (A.D.) Gironde
 - 1 E 60 : Baronnie de Rions (1615-1791)
 - 4 Fi 1-6434 : Collection des cartes postales des Archives départementales de la Gironde : Commune : Rions.
 - 2 O 2889 : Rions : Culte, église
 Bordeaux, Direction Régionale des Affaires Culturelles (D.R.A.C.) Gironde
 - Dossier des M.H.
 - Dossier de fouilles : Rions, rue de Lavidon, 1988
 Rions, Archives Municipales (A. M.) Gironde
 - Dossier « Rions »

Bibliographie

- Barrère, Durepaire et Videau, 1910 : Joseph Barrère, Théodore Durepaire, Gustave Videau, et al. *Une filleule de Bordeaux, Rions, souvenirs historiques*. Bordeaux, Imprimerie Ragot, 1910.
 Bougoux, 2006 : Christian Bougoux. *L'imagerie romane de l'Entre-deux-Mers. L'iconographie raisonnée de tous les édifices romans de l'Entre-deux-Mers*. Bordeaux, Bellus, 2006.
 Brun, 1957 : Pierre Brun. *Les églises de la Gironde*. Bordeaux, Delmas, 1957.
 Brutails, 2008 : Jean-Auguste Brutails. *Les vieilles églises de la Gironde*. 1^{ère} éd. Bordeaux, Feret et fils, 1912, Rééd. Bordeaux Saint-Quentin-de-Baron, Feret : l'Entre-deux-mers, 2008.
 Comme, 1991 : Yvonne Comme. *Histoire de Rions*. Bordeaux, Groupe girondin des études locales de l'enseignement public, 1991.
 De Maillé, 1960 : Marquise de Maillé. *Recherches sur les origines chrétiennes de Bordeaux*. Paris, A. & J. Picard et Cie, 1960.
 Drouyn, 1865 : Léo Drouyn. *La Guyenne militaire*. Vol. I-II, 1^{ère} éd. Paris, librairie Didron, 1865, Rééd. Marseille, Laffitte, 2000.
 Drouyn, 2006 : Léo Drouyn. *Cadillac, Langoiran, Rions : histoire militaire*. Cressé, Princi Negue, 2006.

- Dubourg-Noves, 1969 : Pierre Dubourg-Noves. *Guyenne romane*. Saint-Léger-Vauban, Zodiaque, 1969.
 Gardelles, 1992 : Jacques Gardelles. *Aquitaine gothique*. Paris, Picard, 1992.
 Gensbeitel, 2011 : Christian Gensbeitel. « Réflexion sur la mixité des appareils dans l'architecture religieuse de l'Aquitaine romane ». *Ex quadris lapidibus : la pierre et sa mise en œuvre dans l'art médiéval : mélanges d'histoire de l'art offerts à Eliane Vergnolle*, Turnhout, Brepols, 2011, p. 53-66.
 Laroza, 1975 : (Msg.) Olivier Laroza, Réginald Biron. *Guide touristique et archéologique de la Gironde*. Ed. refondue du Guide archéologique illustré du touriste en Gironde, Bordeaux, Feret et Fils, 1975.
 Larrieu, Duboy-Lahonde et Dubau, 2004 : Bernard Larrieu (éd.), Catherine Duboy-Lahonde, Michel Dubau, et al. *Léo Drouyn en pays de Cadillac*. Bordeaux, Entre-deux-Mers CLEM – AHB, Collection « Léo Drouyn, les albums de dessins », 2004.
 Larrieu, Gaborit et Lacoste, 1999 : Bernard Larrieu (éd.), Michelle Gaborit, Jacques Lacoste, et al. *L'Entre-deux-Mers, de Lormont à La Sauve-Majeure*. Bordeaux, Entre-deux-Mers CLEM – AHB, Collection « Léo Drouyn, les albums de dessins », 1999.
 Larrieu, 2012 : Bernard Larrieu. *Léo Drouyn, cet illustre inconnu. La vie et l'œuvre d'un artiste archéologue girondin 1816-1896*. Entre Art et Science, Les Editions de l'Entre-deux-Mers, Saint-Quentin-de-Baron, 2012.
 Mouthon, 2001 : Fabrice Mouthon. « Rions et Podensac : développement et influence comparés d'une ville et d'un bourg, de leurs origines au début du XVI^e siècle ». *Annales du Midi*, t. CXIII, n°234, avril-juin 2001, p. 131-156.
 Nacfer, 1989 : Marie-Noëlle Nacfer. « Rions ». *Archéologie des églises et des cimetières en Gironde*, Bordeaux, Société archéologique de Bordeaux, 1989, p. 101-112.
 Provost, 2014 : Marion Provost. *Les mutations de l'architecture religieuse romane dans les anciens diocèses de Bordeaux et de Bazas (XI^e et début XII^e siècles)*. Thèse de doctorat en histoire de l'art, sous la direction de Philippe Araguas, Université de Bordeaux, 2014.



Revue Archéologique de Bordeaux, tome CVIII, année 2017, p. 91-100

L'oblation de la Vierge : le groupe sculpté de la cathédrale Saint-André de Bordeaux

Jean-Pierre Suau

Le groupe de Sainte Anne et la Vierge de la cathédrale de Bordeaux

Principales observations iconographiques

Selon Paul Roudié (1916-1994) qui, dans sa longue vie de chercheur avait dépouillé bon nombre de documents d'archives aquitains pour rédiger et mener à bien sa thèse de doctorat ès lettres¹, à la cathédrale Saint-André de Bordeaux le groupe sculpté en pierre² de *Sainte Anne et la Vierge* (fig. 1) ornait primitivement « un autel de la nef de la cathédrale, dont il est fait mention en 1516 ». En 1812, et donc une dizaine d'années après le rétablissement officiel du culte catholique en France, ce groupe, jusque là encore en partie polychrome³, mais depuis abondamment « gratté », fut « adossé à un pilier du déambuloire » sud. C'est avec raison qu'il a fait localement « de cette œuvre un des exemples les plus remarquables de la « détente » qui caractérise la sculpture française autour de 1500 », au temps du règne de Louis XII. C'est aussi « la seule vraiment connue, des sculptures bordelaises » de cette époque. On retrouvera facilement, dans sa thèse, toutes les caractéristiques propres au style de cette sculpture, « d'une simplicité distinguée », « élégante[s] sans préciosité, familière[s] sans vulgarité », équilibrée dans sa composition, et pleine d'harmonie ou de souplesse dans l'agencement de ses draperies. Bien sûr, le visage exceptionnellement jeune et beau de sainte Anne, inoubliable et d'une exécution parfaite, contribue aussi à la fascination⁴ et à l'émotion toujours suscitées par cette sculpture.

- 1 Paul Roudié, *L'activité artistique à Bordeaux, en Bordelais et en Bazadais de 1453 à 1550*, Bordeaux, Sobodi éd., 1975, 1 vol. de texte, 611 p. et 1 vol. de documents figurés, 245 fig., ici p. 347-348, 375-377, n. 67 (bibliographie) à 75 et fig. 199. Dans sa note 75 bis, l'auteur critique l'article de Jean-Gabriel Lemoine sur « Une énigme déchiffrée. L'origine de l'Éducation de la Vierge de la cathédrale Saint-André de Bordeaux », dans le *Bulletin de la Société de l'Histoire de l'Art français*, 1965, p. 23-32, 2 fig. ; voir aussi le compte rendu critique de Francis Salet, dans le *Bulletin monumental*, 1966, n° 4, p. 420-421. Voir enfin la notice de Paul Roudié (avec bibliographie des travaux antérieurs) dans le beau catalogue d'exposition collectif sur la *Sculpture médiévale de Bordeaux et du Bordelais*, Bordeaux, Musée d'Aquitaine, 1976, dans son chapitre intitulé « La sculpture aux XVe et XVI^e siècles : de l'art gothique à l'art renaissant », n° 245, p. 269 et fig. p. 270.
- 2 Pierre calcaire ; hauteur 1,55 m ; largeur 0,56 m ; épaisseur 0,32 m (environ 1 pied).
- 3 Selon Paul Courteault, ce groupe était « discrètement polychromé, à l'origine, de teintes légères rehaussées d'un filet d'or ». (*La cathédrale de Bordeaux*, Paris, 1935, p. 101, fig.). Pour lui, « il passe à bon droit pour l'un des chefs d'œuvre de l'art français au début du XVI^e siècle » (Paul Courteault, « Cathédrale Saint-André », dans le *Congrès archéologique de France, 1939, Bordeaux et Bayonne*, Paris, 1941, p. 53-54, fig.).
- 4 Dans son livre sur *La Vie de la Vierge dans l'art*, Cécile Jégliot a tout naturellement reproduit la « charmante » statue bordelaise et décrit avec beaucoup de délicatesse cette « toute petite fille de grande maison avec sa longue robe et sa couronne fermée ». Pour l'auteur, Marie « a fini sa leçon. Sainte Anne, jeune et voilée comme une religieuse, retient l'enfant contre elle dans une attitude pleine de naturel ; c'est une variante de la première version de l'éducation. » Dans cette conclusion, on devine bien que l'auteur a perçu, sans pouvoir l'expliquer correctement, l'originalité de la statue de Bordeaux qui, en aucun cas, ne se rattache au thème nouveau, à la fin du Moyen Âge, de l'*Éducation de la Vierge*, où Marie, plus grande, apprend à lire dans un livre avec sa mère (Cécile Jégliot, *La Vie de la Vierge dans l'art*, Paris, Bloud et Gay éd., 1927, 288 p., 72 pl., ici p. 33 et fig. 17, pl. VII). La statue est reproduite sur une demi page dans la notice de Pierre Dubourg-Noves consacrée à la cathédrale de Bordeaux, dans le *Dictionnaire des églises de France*, t. III B, *Guyenne*, Paris, Robert Laffont éd., 1967, p. 33.



Fig. 1. - Bordeaux, cathédrale Saint-André. *Sainte Anne et la Vierge*. Groupe sculpté en pierre, vers 1500. (d'après P. Roudié, *Sculpture médiévale de Bordeaux*).

Pour ce groupe familial, qui exprime « avec une extrême retenue une grande tendresse humaine », Paul Roudié parlait, comme la plupart de ses devanciers, de « disposition inhabituelle »⁵. Il avait aussi parfaitement noté que la mère de Marie « a l'air de la pousser doucement ou de la présenter aux fidèles »⁶. Trente pages plus loin, l'auteur est revenu, à dessein et selon nous à juste raison, sur ces très importants « détails » iconographiques. Ce que nous voyons, écrivait-il, « c'est une jeune mère⁷ poussant doucement devant elle, ou peut-être seulement présentant une fillette timide qui semble ne pas vouloir se détacher d'elle et s'accroche à un pli de son

mantou »⁸. A la différence de Paul Courteault ou de Cécile Jégliot, Paul Roudié ne pensait pas que sainte Anne veuille « retenir sa fille qui tenterait de lui échapper »⁹.

L'apport des textes apocryphes

Pour la connaissance de la mère supposée de la Vierge, Sainte Anne, il faut essentiellement avoir recours aux textes apocryphes, car le *Nouveau Testament* ne dit rien à son sujet¹⁰.

Le quatrième chapitre de l'*Évangile de l'Enfance* du Pseudo-Matthieu, compilé vers le premier quart du VII^e siècle, précise que dès que la fillette « fut placée au pied du temple, elle monta en courant les quinze marches du temple, sans regarder en arrière ni réclamer ses parents à la manière habituelle des enfants. Voyant cela, tout le monde était frappé de stupeur, à tel point que même les prêtres du Temple s'en étonnaient »¹¹. Avant 1267, dans sa célèbre *Légende dorée*, le dominicain italien Jacques de Voragine (1228-1298) reprend tout normalement à peu près le même récit : « Et lorsque furent achevées les trois années de l'allaitement, l'enfant fut conduite au temple avec des offrandes. Le temple était situé sur une montagne ; et, pour parvenir à l'autel des holocaustes, qui se trouvait à l'extérieur, on avait encore à monter quinze marches, correspondant aux quinze psaumes graduels. Et voici que la petite fille monta toutes ces marches sans l'aide de personne, comme si elle était déjà dans la perfection de l'âge »¹².

5 P. Roudié, *L'activité artistique...*, p. 376.

6 *Ibid.*, p. 347.

7 On ne peut s'empêcher d'évoquer ici le triptyque émaillé (vers 1498-1514), maintenant conservé au Victoria and Albert Museum de Londres et attribué au 'Maître du triptyque de Louis XII'. Il montre, sur les volets latéraux, le roi Louis XII (1498-1515), présenté par saint Louis, et son épouse (depuis 1499) la reine Anne de Bretagne (†1514), présentée par une sainte Anne, relativement jeune. (Victoria and Albert Museum, *Fifty Masterpieces of Pottery, Porcelain, Glass Wessels, Stained Glas, Painted Enamels*, Londres, 1963, fig. p. 44 et notice p. 45). En Savoie et vers 1485, dans la *Présentation au Temple* rajoutée aux *Très Riches Heures du duc de Berry* (Chantilly, Musée Condé, ms 65, f° 137 r°), Jean Colombe (vers 1440-avant 1498) a aussi laissé l'image d'une femme jeune et agile, debout au bas de l'escalier du Temple.

8 P. Roudié, *L'activité artistique...*, p. 376. Pour marcher, Marie relève un pan de sa jupe.

9 *Ibid.*, n. 73, p. 406 [lire dans sa note *Anne*, au lieu de la Vierge].

10 Voir en dernier lieu François Bospflug et Françoise Bayle, *Sainte Anne. Histoire et Représentations*, Paris, Musée du Louvre, Éditions Artlys, 2012, 128 p., ici p. 13-25 et bibliographie p. 126.

11 Aussi connus sous le nom du *Livre de la naissance de la bienheureuse Marie et de l'Enfance du Sauveur : Écrits apocryphes chrétiens*, t. I (François Bovon et Pierre Geoltrain dir.), Paris, Gallimard éd., 1997, p. 124.

12 Jacques de Voragine, *La Légende dorée*, traduction de Téodor de Wyzewa, Paris, Perrin éd., 1902, 748 p., ici p. 496 (traduction reprise aux éditions du Seuil en 1998, 742 p.).

Plus tard, dans la traduction française de *La sainte vie de Nostre Dame*¹³, écrite vers 1380 et transcrite en 1977 d'après le manuscrit français 992 de la Bibliothèque nationale de France (vers 1485), le chapitre intitulé « *De la Nativité Nostre Dame et comment elle fut présentée au temple* », nous apprenons que « trois ans apres la nativite Nostre Dame, Joachim et sainte Anne la promesse qu'ilz avoient a Dieu faicte voulurent acompliz, et s'en allerent en Jherusalem au saint temple offrir, pour la vierge Marie a Dieu presenter et donner. » Arrivés « devant le temple ou il avoit quinze degrez a monter, moult droiz et moult haulx [...] la doulce Vierge pucelle, qui n'avoit que trois ans, soy tenant toute droite, sans avoir aide d'omme ne femme monta plainement les degrez, sans soy tourner vers sa mere comme font petitiz enfans. De laquelle chose ses parens et les serviteurs du temple et tous ceulx qui estoient presens se donnerent grant merveille ».

De ces longs passages, volontairement cités, on relèvera surtout l'étonnement des témoins de la scène devant les petits « exploits » de cette jeune enfant de trois ans et de sa « hardiesse » pour affronter sa nouvelle vie au Temple de Jérusalem, après sa séparation avec ses parents, venus la « présenter et donner » à Dieu.

L'apport de l'enluminure septentrionale

Une rapide recherche dans les grands exemples de l'enluminure française du premier quart du XV^e siècle, admirablement étudiés par l'historien de l'art américain Millard Meiss (Cincinnati, 1904-Princeton, 1975), permet de bien situer l'iconographie de cet épisode de la *Vie de sainte Anne* et de la *Vierge*, à un moment où, dans le dernier quart du XIV^e siècle, l'iconographie religieuse et profane se renouvelle profondément en France.

Vers 1390, dans les « *Petites Heures* » à l'usage de Paris, sans doute enluminées pour Jean de Berry (1340-1416) et conservées dans ses collections avant 1402, le thème de la *Présentation de la Vierge au temple*¹⁴, peint par le pseudo-Jacquemart, montre, en présence de Joachim, Anne pénétrant dans la porte du Temple de Jérusalem, suggéré ici par une simple façade architecturée : elle donne la main à la jeune Marie qui porte un livre dans sa main gauche. Dans la vignette figurée au-dessous, la Vierge est représentée en prière dans le temple¹⁵. Quelques années après, dans les « *Grandes Heures* » du duc de Berry¹⁶, complétées et terminées en 1409, le même pseudo-Jacquemart a scindé la scène en deux épisodes bien distincts pour illustrer *sixte* dans les Heures de la Vierge. Dans l'enluminure du haut du folio, c'est une classique *Présentation de la Vierge au temple*. En revanche, la petite lettrine, historiée au-dessous de la scène principale, nous intéresse ici plus directement pour la recherche des origines possibles du thème de la statue borde-



Fig. 2. - Paris, BnF, ms lat. 919, fol. 31, *Grandes Heures du duc de Berry*, vers 1390. *Oblation de la Vierge au temple* (bas) et la *Présentation de la Vierge au temple* (haut). (Cl. d'après Marcel Thomas).

13 Millard Meiss et Elizabeth H. Beaton, *La Vie de Nostre Benoit Sauveur Ihesuscris et La Sainte Vie de Nostre Dame translatee a la requeste de tres hault et puissant prince Jehan, duc de Berry*, New York, New York University Press, 1977, p. 143. Un exemplaire, peint vers 1475 par Jean Colombe, est conservé à la BnF (Fr. 992) : François Avril et Nicole Reynaud, *Les manuscrits à peintures en France. 1440-1520*, Paris, Flammarion et Bibliothèque nationale éd., 1993, n° 181, p. 332.

14 F. Bospflug et F. Bayle, *Sainte Anne...*, p. 55-57.

15 Paris, BnF, ms lat. 18014, fol. 142 v° : Millard Meiss, *French Painting in the Time of Jean de Berry, The Late Fourteenth Century and the Patronage of the Duke*, Londres, Phaidon Publishers, 1967, vol. II, *Plates*, fig. 135.

16 Paris, BnF, ms lat. 919, fol. 31. Millard Meiss, *French Painting in the Time of Jean de Berry, The Late...*, vol. I, p. 333 et vol. II, fig. 224 ; Marcel Thomas, *Les Grandes Heures de Jean de France duc de Berry*, Paris, Draeger et Vilo éd., 1971, pl. 49. Millard Meiss a aussi reproduit ce thème peint sur le folio 224 v° d'un autre livre d'Heures, alors conservé dans une collection privée de New York. Il est daté par lui vers 1415 et remplacé dans le style du Maître de Boucicaut (Millard Meiss, *French Painting in the Time of Jean de Berry, The Boucicaut Master*, Londres, Phaidon Publishers, 1968, fig. 315 et notice sur ce manuscrit, p. 104-105).



Fig. 3. - Paris, BnF, ms lat. 9471, fol. 230 v°, *Grandes Heures de Rohan*, vers 1430. Oblation de la Vierge par sainte Anne. (Cl. d'après M. Meiss et M. Thomas).

laise. Dans cette scène secondaire (par le format et le sujet), mais complémentaire de la précédente, *Sainte Anne conduit la Vierge par la main* (fig. 2) : aucun doute n'est possible, elles se dirigent toutes deux vers le Temple de Jérusalem, figuré au-dessus.

Dans les « *Heures dites de Guise* »¹⁷, enluminées à Paris vers 1410 par le Maître de Boucicaut, le Maître d'Egerton et le Maître de Guise, ce dernier nous a laissé une belle scène pleine d'intimité. Ici, l'action se passe à l'intérieur du temple évoqué par un autel situé dans le chœur d'une église gothique contemporaine. Sur la gauche, et parfaitement mise en évidence, Anne, arrivée au temple, *pousse en avant* la petite Marie¹⁸, déjà couronnée, pour la présenter à un prêtre et à un ange, debout de l'autre côté de l'autel. La scène, désormais « christianisée » et actualisée, est dépourvue de toute allusion iconographique à l'Ancien Testament.

Sans doute légèrement antérieur aux années 1425-1430, selon Millard Meiss, ou un peu plus tard – vers 1430-1435 –, selon François Avril, sont les Heures à l'usage de Paris, dites « *Grandes Heures de Rohan* »¹⁹, à cause de leurs grandes peintures. La scène principale relative à *Sainte Anne et la Vierge* est due un collaborateur anonyme du Maître de Rohan, le peintre des « *Suffrages des saints* ». Sur la gauche, une scène allégorique, plus petite et rare, montre, en présence de saint Pierre, Dieu le Père, debout et étendant sa main droite en direction de Jésus enfant, assis sur un autel à plusieurs degrés. Sa main touche celle du Fils. Ce face à face et ce geste des mains évoquent ceux de la grande enluminure voisine réservée à sainte Anne et à la jeune Vierge (fig. 3). Marcel Thomas, a

17 Chantilly, Musée Condé, ms 64, fol. 190 : Patricia Stirmemann et coll., *Les Très Riches Heures du duc de Berry et l'enluminure en France au début du XV^e siècle*, Chantilly, Musée Condé, 31 mars-2 août 2004, Paris, Éd. Somogy et Chantilly, Musée Condé, fig. p. 71, texte p. 71 et 79-80.

18 Hors de France et vers 1425, sur un panneau d'autel peint par le Maître du château de Liechtenstein et conservé à Vienne, la *Présentation de la Vierge au Temple*, au premier abord classique, montre, de part et d'autre de l'autel, à gauche le grand prêtre assisté d'un autre prêtre, et à droite sainte Anne désignant à Marie le grand prêtre, tout en la poussant vers l'autel. À droite du tableau et dans la partie féminine, Anne est suivie de deux jeunes femmes (servantes), placées en retrait et sur le même plan que les deux prêtres. Au milieu du panneau et au premier plan, Anne et Marie se détachent parfaitement, grâce à leur position centrée et à leurs habits plus colorés. Sur le plan iconographique, on observera surtout que leurs gestes reprennent et intègrent dans la scène globale de la *Présentation de la Vierge au Temple*, ceux, complémentaires et plus rares, de la *Conduite de la Vierge au Temple* : Gertrud Schiller, *Ikongraphie der Christlichen Kunst : Maria*, vol. 4-2, Gütersloher Verlagshaus G. Mohn, 1980, fig. 555, pl. 332).

19 Paris, BnF, ms lat. 9471, fol. 230 v° (suffrage des saints : sainte Anne) : Millard Meiss et Marcel Thomas, *Les Heures de Rohan. Paris-Bibliothèque nationale, manuscrit latin 9471*, Paris, Draeger frères et Vilo éd., 246 p., ici pl. 114 ; François Avril, « Le Maître de Rohan », dans François Avril et Nicole Reynaud, *Les manuscrits à peintures en France. 1440-1520*, Paris, Flammarion et Bibliothèque nationale éd., 1993, p. 25-27.



Fig. 4. - Moscou, Bibliothèque d'État de Russie, ms f. 256, N° 817, fol. 32. Livre d'Heures enluminé à Paris ou à Tours, vers 1470-1490. Petites scènes du bas du folio : Marie conduite au Temple par sainte Anne (Oblation) et Présentation de la Vierge au temple par ses parents. (Cl. d'après Ekaterina Zolotova).

parfaitement identifié cette scène qui « montre la Vierge, dont la petite taille indique le jeune âge, plaçant affectueusement sa main dans celle de sa mère. Sans doute l'artiste a-t-il songé, en peignant cette scène, au moment où la Vierge va quitter ses parents pour être élevée et instruite dans le Temple. Le livre qu'elle tient dans sa main droite pourrait confirmer cette interprétation » ; qui est aussi la nôtre.

Bien plus tard, vers 1470-1490 et donc sensiblement à la même époque que la *Sainte Anne* de Bordeaux, dans un livre d'Heures enluminé à Paris ou à Tours et maintenant conservé à Moscou²⁰, le peintre a bien pris soin de dissocier clairement les deux moments de la *Présentation de la Vierge au temple*, dans une des six petites scènes de la *Vie de sainte Anne* et de l'*Enfance de la Vierge*, qui encadrent l'*Annonciation*. Sur la

gauche, Marie est conduite au temple par sa mère, tournée vers sa fille, debout devant elle et tenue par le bras gauche (fig. 4). Sur la droite, Marie, vêtue de bleu, monte les escaliers du temple, sous le regard d'Anne, de Joachim et du Grand prêtre. Dans le dernier quart du XV^e siècle, les deux séquences « théâtrales » complémentaires de la *Présentation au temple* sont donc désormais parfaitement enchaînées l'une à l'autre, comme dans une mise en scène conventionnelle.

20 Moscou, Bibliothèque d'État de Russie (avant 1992 : ancienne Bibliothèque Lénine, à Léninegrad), ms f. 256, N° 817, fol. 32 : Ekaterina Zolotova, *Livres d'heures. Manuscrits enluminés français du XV^e siècle*, Léninegrad, Éd. D'Art Aurora, coll. « Ars Mundi », 1991, n. p., fig. et notice 37 (ensemble du folio et détail de la *Présentation au Temple*, peinte dans l'angle inférieur droit de la page).



Fig. 5. - Feneu (Maine-et-Loire), chapelle du château de Montrou. *Sainte Anne et la Vierge*, statuette en pierre polychrome, vers 1484. (d'après *Art de France*).

Enfin, dans l'art monumental, on ne peut manquer d'évoquer l'exceptionnel ensemble des quatre statuettes en pierre polychromes²¹ réalisé pour la chapelle du château de Montrou²², à Feneu (Maine-et-Loire), et dédiée aux Trois Maries en 1484. Elle avait été fondée par Charlotte de Beauvau, fille du sénéchal d'Anjou Louis de Beauvau, premier chambellan du roi René d'Anjou (1409-1480), duc d'Anjou et comte de Provence, qui avait développé le culte des *Trois Maries*, à partir de son authentification, en 1448. A Feneu, *Sainte Anne* présente la

Vierge enfant, portant un livre, annonciateur de son éducation, et poussée en avant par sa mère (fig. 5). Dans le thème complémentaire des *Trois Maries*, alors nouveau, les deux autres filles de sainte Anne sont aussi accompagnées de leurs enfants : *Marie Cléophas* est avec ses quatre fils – Jacques le Mineur, Simon, Jude et Joseph – ; et *Marie Salomé* est en compagnie de Jacques le Majeur et de Jean l'Évangéliste.

Ces quelques exemples du XVe siècle, choisis dans l'enluminure ou la sculpture française, comme celui de cette statuette angevine de la fin du Moyen Âge, suffisent à bien replacer le groupe bordelais dans son contexte iconographique et religieux. Mais, pour mieux le comprendre, il reste enfin à élargir le sujet au thème profane de la donation d'un enfant par ses parents, plus connu sous le nom d'*oblation*, mais trop souvent passé sous silence en iconographie.

Le thème médiéval de l'oblation ou de la donation d'un enfant

L'histoire de la conception tardive de Samuel, fils d'Elqana et d'Anne, et son *oblation*²³ par ses parents (I *Samuel* 1, 24-28) annonce, par bien des points, l'histoire apocryphe d'Anne et de Joachim, parents de Marie. « Lorsqu'elle l'eut sevré [Samuel], elle l'emmena avec elle, en même temps qu'un taureau de trois ans, une mesure de farine et une outre de vin, et elle entra au temple de Yahvé à Silo ; l'enfant était avec eux. » (v. 24). « C'est pour cet enfant que je priais et Yahvé m'a accordé la demande que je lui ai faite. A mon tour, je le cède à Yahvé tous les jours de sa vie : il est cédé à Yahvé ». Elle le laissa là, à Yahvé. » (v. 27-28).

Au Moyen Âge, le terme d'oblat – du latin *oblatus*, offert – désigne un laïque qui se donne à un monastère : « au sens strict, il s'appliquait aux enfants offerts par leurs parents aux monastères pour y recevoir une éducation et devenir moines, en

21 H. 0,75 à 0,80 m. Elles représentent *Sainte Anne et la Vierge*, la *Vierge et l'Enfant Jésus*, *Sainte Marie-Cléophas* et *Sainte Marie-Salomé*.

22 Pierre-Marie Auzas, René Planchenault, *Trésors des églises angevines*, Château d'Angers, 1960, 95 p. (catalogue d'exposition) ; Louis Grodecki, « Trésors des églises angevines », dans *Art de France*, I, 1961, a consacré ses réflexions sur ces quatre statues, p. 274-275, 3 fig. ; voir aussi, en dernier lieu, le catalogue d'exposition collectif et trilingue (Guy Le Goff dir.), *Anjou Sevilla. Trésors de Arte*, Séville, 25 juin-2 août 1992, 350 p., ici p. 236-237.

L'auteur de la notice du catalogue de l'exposition de Séville observe que « les costumes datent de la fin de l'époque gothique : décolleté et couronne à fleurons de la Vierge, chaussures pointues, guimpes et voiles traditionnellement portés par les femmes mariées et les veuves, tout comme le physique de ces personnages au front bombé, à la taille haute et au déhanchement accentué ».

23 M. de Jong, *In Samuel's Image. Child Oblation in Early Medieval West*, Leyde, 1996.



Fig. 6. - Paris, BnF, ms lat.3898, fol. 92 r°, *Décret de Gratien* (XIVe s.), *Oblation simoniaque d'un enfant à un monastère*. (d'après J.-L. Biget).



Fig. 7. - Chartres, cathédrale, vitrail de Saint Silvestre, vers 1210-1225. Oblation par sa mère Juste du jeune Silvestre, présenté au prêtre Cyrinus. (d'après Delaporte et Houvet).



Fig. 8. - Vie des saints, Paris, Richard de Verdun, vers 1320-1330. Saint Silvestre, enfant, est présenté par sa mère au saint prêtre Cyrinus. (Cl. d'après Sotheby's).

échange de biens matériels »²⁴. Au XIV^e siècle, dans un exemplaire du *Décret de Gratien* (*Collectio decretorum*), une intéressante enluminure (fig. 6) illustre l'*Oblation simoniaque d'un enfant à un monastère*²⁵. Pour cela, l'enlumineur a représenté un moine, debout à l'entrée de son monastère et où il accueille le jeune enfant, en le tenant par son bras gauche. Derrière lui, son père, suivi de témoins, comme vers 1310-1320 sur le vitrail de Saint-Nazaire de Carcassonne, pose sa main²⁶ droite sur la tête de son fils.

Quelques exemples choisis dans des *Vies des saints* suffiront à montrer que le thème existe aussi, et au même moment, dans l'iconographie religieuse. A la cathédrale de Chartres (Eure-et-Loir), par exemple, au bas du vitrail de *Saint Julien l'Hospitalier*²⁷, offert vers 1215-1225 par les maçons et situé dans une chapelle du *chœur*, le cycle du saint débute, au-dessus de la « signature » des donateurs, par le cinquième médaillon où ses parents confient le futur saint à un seigneur, en poussant leur enfant vers lui. Dans la même cathédrale et toujours dans une verrière des chapelles du *chœur* (plus connue des touristes pour son vitrail de *Notre-Dame de la Belle Verrière*, vers 1180, conservé dans la lancette gauche), on trouvera aussi un exemple contemporain du précédent, sur la cinquième scène du vitrail voisin de *Saint Antoine* (vers 1215-1220), où *Antoine présente sa sœur à deux religieuses*²⁸. Dans les années 1210-1225 et dans une verrière basse du *chœur* consacrée à *Saint Silvestre*, les peintres verriers chartains ont aussi choisi ce sujet de l'obla-

24 René Locatelli, « Oblat », dans le *Dictionnaire du Moyen Âge*, sous la direction de Claude Gauvard, Alain de Libera et Michel Zink, Paris, PUF, 2002, p. 1013-1014. Ch. de Miramon, *Les 'donnés' au Moyen Âge. Une forme de vie religieuse laïque v. 1180-1500*, Paris, Cerf éd., 1999.

25 Paris, BnF, ms lat. 3898, fol. 92 r° : reproduction dans Jean-Louis Biget, « Un procès d'inquisition à Albi en 1300 », dans *Le Credo, la Morale et l'Inquisition, Cahiers de Fanjeux*, n° 6, 1971, p. 273-341, ici fig. 6 face à la p. 321. Sur un exemplaire allemand ou autrichien du *Décret de Gratien* (compilation du droit canon), conservé à la Bibliothèque d'État de Bamberg, le père confie à la fois son fils à un moine, en le poussant par l'épaule (geste d'oblation) et en présentant, dans l'autre main, une coupe pleine de pièces, en échange de biens matériels : Anthony Hobson, *Grandes bibliothèques*, Paris, 1971, Stock éd., fig. p. 47.

26 Sur le geste de la main posée sur l'épaule de quelqu'un pour l'encourager à faire quelque chose ou le remettre à quelqu'un d'autre : François Garnier, *Le langage de l'image au Moyen Âge. Signification et symbolisme*, Paris, Le Léopard d'Or éd., 1982, p. 190 et fig. C, p. 193 représentant *Éliézer remettant Rebecca à Isaac*.

27 Yves Delaporte et Étienne Houvet, *Les vitraux de la cathédrale de Chartres, Histoire et Description*, Chartres, 1926, 1 vol. de texte et 3 vol. de planches, ici p. 353 et pl. CXXXII ; Colette Manhes-Deremble, *Les vitraux narratifs de la cathédrale de Chartres. Étude iconographique, Corpus Vitrearum, France-Études II*, Paris, Le Léopard d'Or, 1993, pl. 21, p. 333.

28 Delaporte et Houvet, *Les vitraux...*, 1, p. 212 (scène 5) et pl. XXXVI ; Colette Manhes-Deremble, *Les vitraux narratifs de la cathédrale de Chartres...*, pl. 30 b, p. 346.

tion du futur saint pour introduire le cycle, au bas du vitrail et, comme un clin d'œil à cette « offrande », juste au-dessus de la « signature » des donateurs : les maçons et tailleurs de pierre. Ici, la mère de l'enfant pose sa main sur l'épaule droite de son fils, tandis que le prêtre Cyrinus l'accueille, en le prenant par la main droite²⁹ (fig. 7). Cet épisode de jeunesse de la vie du saint semble bien avoir fait partie intégrante de son cycle : un siècle après la réalisation des vitraux légendaires de Chartres et dans *La vie des saints*, sans doute enluminée à Paris vers 1320-1330 par Richard de Verdun, *Saint Silvestre, enfant, est présenté par sa mère Juste au saint prêtre Cyrinus*³⁰ (fig. 8). Au même moment, dans la *Légende du pape saint Silvestre*, peinte vers 1330 pour le Dôme du *chœur* de Cologne³¹, la scène, où la mère de Silvestre le présente à un clerc (ici debout devant une porte d'église), montre une fois de plus que ce sujet d'oblation fait bien partie, aux XIII^e et XIV^e siècles, de son histoire en image.

Cette continuité temporelle dans le choix de cette scène de présentation ou d'oblation d'un futur saint se retrouve aussi, deux siècles après et dans le même édifice, sur deux vitraux languedociens, dont l'un réalisé seulement un quart de siècle après la statue de *Sainte Anne et la Vierge* pour la cathédrale de Bordeaux. C'est d'abord le cas, entre le premier quart du XIV^e siècle et du XVI^e siècle, pour la *Présentation de saint Celse à saint Nazaire* sur deux vitraux de l'ancienne cathédrale Saint-Nazaire-et-Saint-Celse de Carcassonne (Aude)³². La plus ancienne des deux représentations (vers 1310-1320), peut-être offerte par le Chapitre de la cathédrale et située dans le *chœur*, côté sud, date du temps de Pierre de Roquefort, évêque de Carcassonne de 1300 à 1322. Comme dans une scène d'oblation, lors du passage à Cimiez de Nazaire, la maman du jeune Celse le présente au futur saint. Dans son *Dictionnaire d'architecture*, cette belle scène a été jugée digne d'être reproduite par Eugène Viollet-le-Duc (1814-1879), restaurateur de la Cité de

29 Delaporte et Houvet, *Idem*, p. 313-319 et pl. LXXXI ; Colette Manhes-Deremble, *Les vitraux narratifs...*, pl. 8, p. 310-311.

30 *Bibliotheca Philippica, Medieval Manuscripts New Series : Seventh Part*, Sotheby's, Londres, vente du 21 novembre 1972, frontispice (pl. couleur face au titre) et lot n° 543 (p. 39-44), fol. 141 ; sur le folio 195 *Saint Maur enfant est présenté à saint Benoît par ses parents*.

31 *Die Kölner Maler von 1300-1430, Ergebnisse der Ausstellung und des Colloquium*, Cologne, 1974, pl. 5, p. 30.

32 Eugène Viollet-le-Duc, *Dictionnaire raisonné de l'architecture française*, Paris, t. IX, éd. de 1870, fig. p. 440 (article « vitrail ») ; Jean-Pierre Suau, « Les verrières de la cathédrale Saint-Nazaire de Carcassonne », dans *Les vitraux de Narbonne. L'essor du vitrail gothique dans le Sud de l'Europe*, Actes du 2^e colloque d'histoire de l'art méridional au Moyen Âge. Narbonne-Palais des Archevêques, 30 novembre-1^{er} décembre 1990, (Myriam Demore, Jean Nougaret et Olivier Poisson dir.), Narbonne, 1992, p. 53-66, ici p. 57, fig. 3 et 4 ; *Id.*, « Fragments de vitraux gothiques », dans *Midi-Pyrénées Patrimoine*, oct.-déc. 2005, p. 53-60, ici fig. p. 33 (vers 1300-1310) et p. 54 (vers 1500-1510).

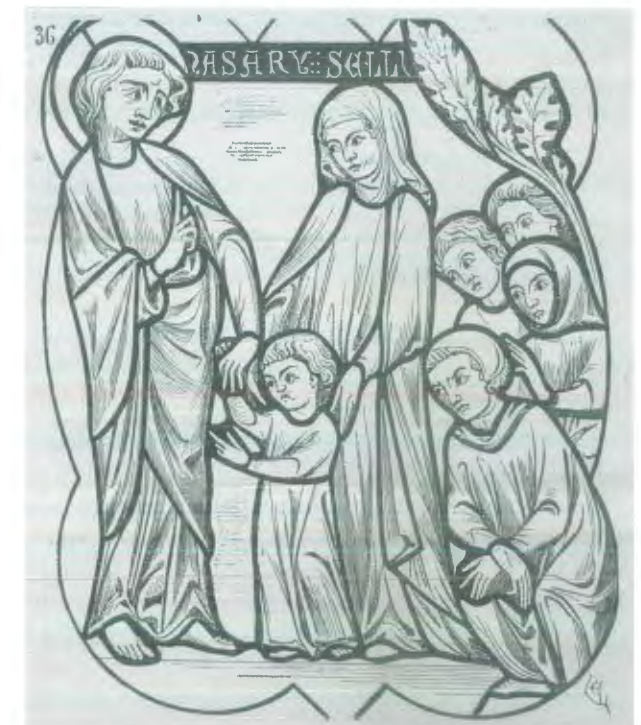


Fig. 9. - Carcassonne (Aude), ancienne cathédrale Saint-Nazaire-et-Saint-Celse, vitrail du *chœur*, vers 1310-1320. Oblation, par sa mère, de saint Celse à saint Nazaire. (d'après le *Dictionnaire d'architecture* de Viollet-le-Duc).

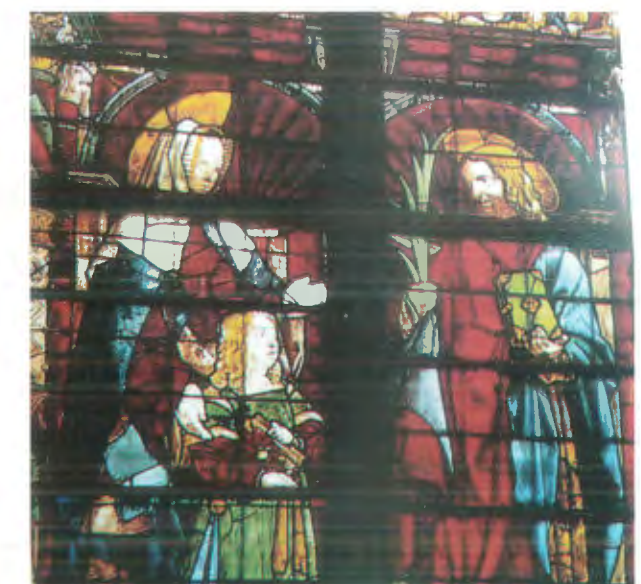


Fig. 10. - Carcassonne (Aude), ancienne cathédrale Saint-Nazaire-et-Saint-Celse, détail du vitrail Renaissance du *chœur*, vers 1500-1510. Oblation, par sa mère, de saint Celse à saint Nazaire. (Cl. Jean-Pierre Suau).

Carcassonne (fig. 9). Le second exemple, réalisé vers 1500-1510 pour ce même chœur, occupe depuis cette époque la verrière Renaissance, côté évangile (fig. 10). Pour la cathédrale voisine Saint-Nazaire de Béziers (Hérault)³³, nous avons proposé d'identifier le même sujet d'oblation du jeune Celse, sur un médaillon de la fin du XIII^e siècle, légèrement antérieur à celui de Carcassonne, mais malheureusement très dépecé dans les années 1734-1739 et donc bien plus difficile à observer. Il n'en montre pas moins, lui aussi, l'importance du thème médiéval de l'oblation³⁴, qui se retrouve tout normalement avec sainte Anne, la maman, et son enfant, la jeune Vierge Marie. D'ailleurs, dans le calendrier liturgique, la fête de l'Oblation de la Vierge (*Oblatio sanctæ Mariæ*) sera progressivement fixée au 21 novembre³⁵ : ainsi, en Haute-Normandie, dans le calendrier du bréviaire de l'abbaye bénédictine Saint-Pierre de Conches (Eure), daté du XIII^e siècle, on a rajouté, pour le 21 novembre, la mention « *Oblacio sancte Marie* »³⁶.

Finalement, pour expliquer l'iconographie du beau groupe sculpté de *Sainte Anne et la Vierge* de la cathédrale de Bordeaux, qui suscita tant la curiosité de Paul Roudié, on peut donc bien utiliser, nous semble-t-il, ce terme d'*Oblation de la Vierge par sainte Anne* – certes un peu « rébarbatif » et « pédant » –, qui précède et annonce directement le thème classique et plus développé de la *Présentation de la Vierge au temple*.

33 Jean-Pierre Suau, « Vies des saints au début du XIV^e siècle dans les verrières démembrées de la cathédrale Saint-Nazaire de Béziers », dans *Hagiographie et culte des saints en France méridionale (XIII^e-XV^e siècle)*, Cahiers de Fanjeaux, 47, Toulouse, Privat éd., 2002, p. 325-377, ici p. 333-334 (baie N III).

34 En 1465, sur une fresque de l'église Saint-Augustin de Sant'Gimignano, le peintre florentin Benozzo Gozzoli (vers 1421-1497) a représenté le jeune Augustin confié par ses parents au maître de grammaire de Madaure (*Histoire des saints et de la sainteté*, t. III, *Des évêques et des moines reconnus par le peuple 314-604* (André Mandouze dir.), Paris, Hachette éd., 1987, fig. p. 80).

35 F. Bœspflug et F. Bayle, *Sainte Anne...*, p. 29, avec indication des disparitions et réapparitions de cette fête de la Vierge aux XV^e et XVI^e siècles.

36 Conches, bibliothèque municipale, ms 3 ; exemple cité par l'abbé Victor Leroquais, *Les Livres d'heures manuscrits de la Bibliothèque nationale*, Paris, 1927, t. II, p. 18.

Le cénotaphe de J.-J. du Sault à Saint-Seurin de Bordeaux : une œuvre inédite de Nicolas Carlier

Xavier Pagazani



Une œuvre insigne de l'église basilicale (autrefois collégiale) de Saint-Seurin de Bordeaux, le cénotaphe monumental de Jean-Jacques du Sault (1570-1623), évêque de Dax et doyen du prestigieux chapitre bordelais, était jusqu'ici en quête d'auteur. Un document inédit nous permet aujourd'hui d'attribuer cette œuvre à l'architecte et sculpteur Nicolas Carlier.

Considéré au XIX^e siècle comme le monument funéraire « le plus remarquable » de Saint-Seurin, le cénotaphe de Jean-Jacques du Sault n'a, depuis lors, guère retenu l'attention. Ainsi fit-il l'objet d'un classement au titre des Monuments historiques dès 1840, comme immeuble par destination, et de trois courtes notices publiées en 1840, 1843 et 1861¹. Mais, par la suite, aucune étude ne lui a été consacrée, à l'exception notable d'une brève analyse par Pierre Chaleix en 1977².

Le monument est ainsi tombé dans l'oubli, au point de ne faire aujourd'hui l'objet d'aucune mesure de restauration, de protection ou de mise en valeur, contrairement au reste du mobilier du sanctuaire. Son état actuel suffit à s'en convaincre : placé dans l'ombre et enserré par deux grands confessionnaux, le cénotaphe présente un aspect d'abandon qu'accentuent le badigeon qui le recouvre et se détache par endroits, ou les multiples épaufrures, principalement à l'entablement supérieur. Le monument n'est pas même mentionné dans les brochures de présentation de l'église.

C'est à l'occasion d'une recherche sur un autre architecte important de Bordeaux du début du XVII^e siècle que nous avons mis au jour un document exceptionnel concernant Nicolas Carlier et, incidemment, le cénotaphe de Du Sault à Saint-Seurin.

Nicolas Carlier

Nous devons le peu que l'on connaît de la vie et de l'œuvre de cet artiste aux travaux de Charles Braquehay et de Paul Roudié, qui ignoraient cependant l'origine même de l'artiste³. Le contrat du second mariage de Nicolas Carlier, établi le 15 septembre 1626, que nous avons également retrouvé, indique qu'il était issu du milieu artistique parisien : il était le fils de Gabriel Carlier, mort entre 1588 et 1590, maître peintre et sculpteur de la ville de Paris, et de Perrette de Héry, fille de Claude de Héry, mort en 1582, maître orfèvre et graveur général des monnaies de France⁴. Les circonstances de l'installation

1 Notice sur l'église Saint-Seurin 1840, p. 34-35 ; Rapport présenté à M. le préfet 1843, p. 16 et ill. ; Marionneau 1861, p. 457.

2 Chaleix 1977, p. 87 et fig. 3.

3 Braquehay 1898 ; Roudié 1965 ; Roudié 1976, p. 20-22.

4 A.D.Gir., 3 E 13483, fol. 208 v^o-210 r^o. Gabriel Carlier et Perrette de Héry résidaient dans l'une des maisons du pont Saint-Michel, paroisse Saint-Barthélemy à Paris (Archives nationales, Minutier central, ET/LXI/33 : acte du 25 août 1588).

de Nicolas Carlier à Bordeaux nous échappent encore, mais il n'est pas impossible qu'elles soient liées à la nomination du futur premier commanditaire de l'artiste, le cardinal François de Sourdis, qui aura attiré Carlier à sa suite dans la métropole bordelaise en 1600.

Actif à Bordeaux de 1604 à 1635, l'architecte et sculpteur fut chargé en 1614 de l'achèvement du portail d'entrée de l'archevêché de Bordeaux par le cardinal de Sourdis. En 1618, les jurats de la cité lui commandèrent, en collaboration avec Barthélemy Musnier, dix statues destinées à orner la « Maison navale » et la porte Cailhau, édifices situés sur le parcours de l'entrée solennelle dans la métropole de Guyenne de Charles de Lorraine, duc de Mayenne, gouverneur de la province : quatre étaient couchées sur le fronton, à la Michel-Ange, comme pour les tombeaux de Laurent II de Médicis et de Julien de Nemours à Florence, et quatre autres se dressaient debout, aux coins du navire ; deux autres statues, de plus de deux mètres de haut, ornaient la porte Cailhau. En 1622, le cardinal de Sourdis fit à nouveau appel à lui, associé au maître-maçon Noël Boireau, pour la construction du réfectoire et des offices du nouveau couvent des Chartreux. En 1625, Nicolas Carlier sculpta les armes du roi et de la ville et fixa sur la fontaine de Figuerieu une table de marbre sur laquelle étaient gravés les noms du gouverneur de la province et des édiles municipaux, ainsi qu'une pyramide dressée à la demi-lune des fortifications protégeant la porte du Dauphin, au bout de l'axe majeur du Chapeau-Rouge. En 1631, pour la fête de la Saint-Jean, en collaboration avec un menuisier, il fit un Pluton tenant une corne emplies de fusées et dont le corps, appuyé sur une grosse sphère, était bourré de pétards. L'année suivante, pour la même occasion, il exécuta une hydre tenant dans ses griffes le monde, accompagnée de fusées et autres feux d'artifices. Nicolas Carlier mourut avant le mois de juillet 1635, date à laquelle il fut remplacé dans sa charge d'intendant des œuvres publiques de la ville de Bordeaux.

La pauvreté de ces informations, contrastant avec la masse des commandes soupçonnées à l'aune des commanditaires éminents de Carlier, ont fait dire à Paul Roudié que ce sculpteur et architecte « joua certainement un rôle important à Bordeaux durant le premier tiers du XVII^e siècle ». Il s'agissait là d'une intuition qui ne demandait qu'à être étayée par des faits positifs. C'est chose faite désormais.

Le document

L'acte retrouvé, conservé aux archives départementales de la Gironde, fut passé le 13 novembre 1626 devant le notaire bordelais André Martin⁵. Nous l'avons dit, c'est un document exceptionnel. Il s'agit d'un inventaire des biens meubles de

Nicolas Carlier réalisé alors qu'il a perdu sa première épouse, Sybille de Lafon, et qu'il s'apprête à se marier en secondes noces à Berthoulmine de Pinthon ; le document est dressé afin de fournir à la future épouse une situation précise de l'actif et du passif de l'ancien couple. Autrement dit, c'est là un instantané de la vie privée et professionnelle de Nicolas Carlier en 1626. Sont ainsi inventoriés les nombreux meubles de sa grande demeure, sise paroisse Saint-Christoly : lits, tables, chaises, bahuts, dressoirs, cabinets, vêtements, ustensiles divers, livres (dont plusieurs *de pourtraictures* ou *de perspective en taille douce*), tableaux (dont le portrait de Carlier, peint à l'huile), recueils de *portraits à la main*⁶. Le document donne également le détail précieux des *papiers* de Carlier : les lettres de maîtrise données par le roi ; les contrats passés et en cours, ainsi que ses procès, qui font état des travaux qu'il a menés et mène encore en 1626, avec le nom de ses commanditaires, tous de haute volée. Parmi ceux-ci, on peut relever encore le plus important d'entre eux, le cardinal-archevêque Sourdis⁷. Mais à la suite de celui-ci figurent également, ce qui n'était pas connu, la *première présidente*⁸, Olive de Lestonnac, épouse de Marc-Antoine de Gourgues, premier président au Parlement de Bordeaux, le *président Pichon*⁹, François de Pichon, président au même Parlement, ou encore *M^r de Gaufreteau*¹⁰, Jean de Gaufreteau, conseiller au Parlement et auteur de la *Chronique Bordeloise*. Sont aussi dénombrées ses associations avec d'autres architectes, maçons et sculpteurs locaux, dont Jean Pageot, le sculpteur de Cadillac, Noël Boireau déjà cité, maître-maçon juré de Bordeaux, par ailleurs témoin de l'élaboration du document, et les manœuvres travaillant pour lui. Enfin, le document passe en revue le contenu précis de son atelier. Les matériaux entreposés sont mentionnés : une *quantité* de bois de charpente de différentes essences, des marbres de différentes couleurs, des blocs de Taillebourg, la pierre la plus fine et tendre pour la sculpture de la région. Surtout, ses œuvres en cours y sont décrites : une *grand statue de vénus couchée* côtoie *deux figure de Notre-Dame de Piété*, une grande et une petite, un *saint Pierre* voisine avec une *figure de poisson* et des

5 A.D.Gir., 3 E 13483, fol. 285 r°-298 v°.

6 *Ibid.*, fol. 294r°.

7 *Ibid.*, fol. 286v°. En plus de ce contrat, une procédure judiciaire engagée par Carlier et Noël Boireau contre le cardinal est mentionnée plus loin (fol. 297r°) concernant « sa chartreuse », les deux parties devant s'entendre suite à l'avis donné par des « expertz » chargés de « visiter lad. besogne ».

8 *Ibid.*, fol. 289r°.

9 *Ibid.*, fol. 288v°.

10 *Ibid.*, fol. 289v°.

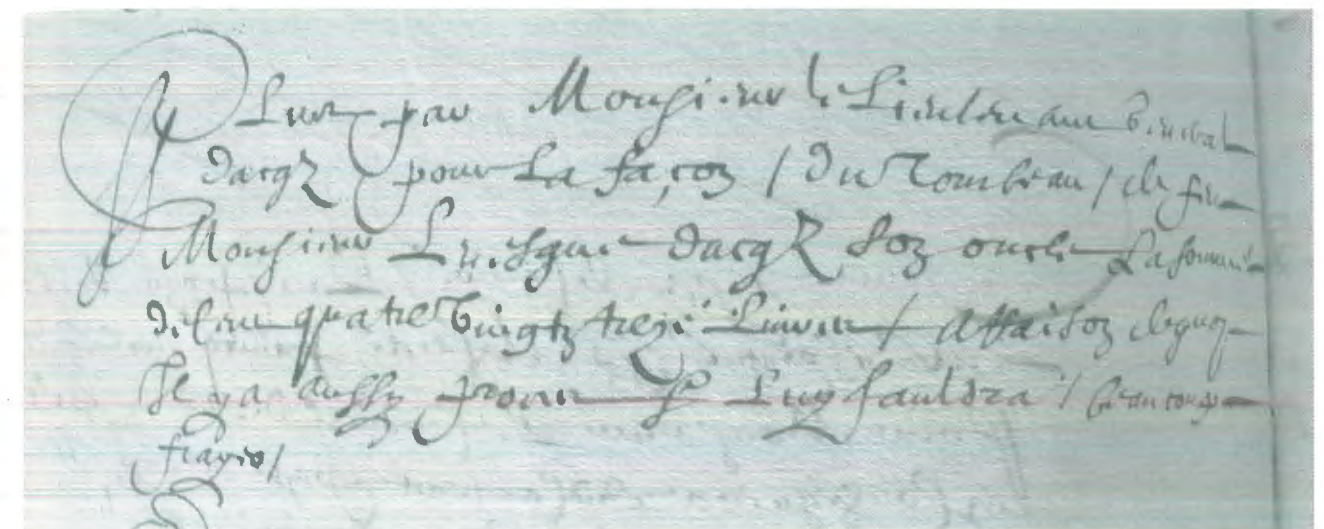


Fig. 1. - Extrait de l'inventaire des biens meubles de Nicolas Carlier passé devant André Martin à Bordeaux, 13 novembre 1626 (A.D.Gir.).



Fig. 2. - Portrait de Jean-Jacques du Sault (1570-1623), évêque de Dax et doyen de l'église de Saint-Seurin de Bordeaux. Gravure sur cuivre de Pierre Daret, *Tableaux historiques où sont gravez les illustres françois...*, Paris, Louis Boissevin, 1656 (Coll. part.).

médailles en ovale. Il est précisé que ces *pourtraictz* que fait led. Carlier sont posés sur une longue table de bois de sapin avecq. ses tréteaux et deux bancques¹¹.

Parmi les informations importantes que contient ce document, l'une d'elles a attiré notre attention au verso du folio 297 (fig. 1) :

*Plus, par Monsieur le lieutenant général d'acqz*¹² *pour la façon du tombeau de feu Monsieur l'evesque d'acqz, son oncle, la somme de cent quatre vingtz treize livres t., à raison de quoy il y a aussy procès et luy fauldra beaucoup frayer*¹³.

Certes, le mot *tombeau* employé dans le document pourrait suggérer qu'il est question de la sépulture dacquoise de Du Sault, d'autant que la destination de l'œuvre n'est pas précisée. Mais on sait, par la *Gallia Christiana*, que le tombeau de l'évêque à Dax était une plate-tombe placée devant le maître autel de la cathédrale¹⁴. En outre, la même *Gallia Christiana* indique explicitement que, malgré les apparences, le mausolée de Saint-Seurin ne peut être la tombe de l'évêque¹⁵. Par

11 *Ibid.*, fol. 296r° et 296v°.

12 Comprendre : « de Dax ».

13 Comprendre : « dépenser ».

14 *Gallia Christiana* 1715, col. 1058 : « *Mortuus aquis anno 1623. Sepultus est ante majus altare ecclesiae.* »

15 *Ibid.*, col. 1058 : « *quod non probat eum ibidem sepultum jacere.* »

conséquent, on imagine mal une commande passée à l'un des sculpteurs les plus en vue de Bordeaux pour une simple dalle funéraire gravée, qui plus est destinée à Dax. En outre, au début du XVII^e siècle on ne faisait pas forcément encore la distinction entre les mots *cénotaphe* et *tombeau*. Il ne peut donc s'agir que du monument colossal de Saint-Seurin.

Jean-Jacques du Sault et les commanditaires du *cénotaphe*

Issu d'une illustre famille de parlementaires bordelais originaire de Saintonge, Jean-Jacques du Sault (fig. 2) est le fils cadet de Charles du Sault, conseiller du roi en ses conseils d'état et privé, et avocat général au Parlement de Bordeaux, et d'Agnès Godin, d'une non moins fameuse lignée de notables bayonnais¹⁶. Docteur en droit, il est ordonné prêtre et devient chanoine du chapitre de la cathédrale Saint-André en 1583 et doyen du chapitre de la collégiale Saint-Seurin à Bordeaux en 1590. Son frère aîné, Charles, est chancelier de la reine de Navarre ; c'est probablement grâce à ces relations familiales qu'il doit de devenir le premier aumônier de Marguerite de Valois. De manière plus sûre, c'est grâce à l'intervention auprès d'Henri IV de son protecteur Henri de Noailles, comte d'Ayen (1554-1623), dont la famille contrôle l'évêché de Dax depuis 1556, qu'il est désigné à ce siège en 1597, nomination confirmée par le pape Clément VIII l'année suivante. Cette nomination n'est que le point de départ de l'évolution ascendante de la carrière de Du Sault. Les années suivantes le voient en effet devenir conseiller et aumônier du roi avant 1606, date à laquelle Henri IV lui donne *entrée, séance et voix délibérative* au Parlement de Bordeaux¹⁷. Pour autant, Jean-Jacques du Sault ne se désintéresse pas de son doyenné de Saint-Seurin ni de son assise dacquoise : en 1611, il y institue la confrérie des Pénitents bleus, dite de Saint-Jérôme. Autre signe de son ascension dans la hiérarchie cléricale du royaume, il participe en 1614-1615, comme membre du clergé, aux Etats généraux tenus à Paris sous la présidence du cardinal de Joyeuse et au côté d'un jeune orateur remarqué, l'évêque de Luçon, Richelieu. Sa progression dans l'administration du royaume suit la même courbe ascendante : il est nommé conseiller du roi en ses conseils privé et d'état. C'est lui encore qui a l'honneur de célébrer à Bordeaux, avec l'assistance des évêques de Saintes et de Bayonne, comme suppléants du cardinal de Sourdis, absent du royaume à ce moment, le mariage de Louis XIII et d'Anne d'Autriche en la cathédrale Saint-André le 28 novembre 1615. A défaut de la pourpre cardinalice pour lui-même, il obtient en 1617 la désignation de son neveu, Philibert du Sault, comme coadjuteur, qu'il consacre lui-même évêque titulaire d'Auzia. Il meurt en son évêché le 25 mai 1623. Son corps fut inhumé devant le

maître-autel de la cathédrale, sous une plate-tombe portant une épitaphe, tandis qu'un *cénotaphe* fut érigé à sa mémoire dans la collégiale Saint-Seurin de Bordeaux.

Au XVII^e siècle comme en d'autres temps, il est usuel qu'un prélat, ou un laïc, commande son tombeau de son vivant. Il faut donc croire que Jean-Jacques du Sault passa commande de sa propre plate-tombe et qu'il obtint du chapitre l'honneur insigne d'être inhumé au plus près du maître-autel de l'église cathédrale de Dax, dont il gouverna le diocèse pendant plus de vingt ans et qu'il contribua à restaurer¹⁸. Toujours selon les usages du temps, il n'eut, en revanche, certainement aucune part dans la réalisation du *cénotaphe* dédié à sa mémoire. Compte-tenu de son lieu d'érection, il ne fait guère de doute que ce furent son frère puîné et son neveu, Philibert I^{er} et Philibert II du Sault, respectivement prévôt et doyen de Saint-Seurin, en succession de son oncle dès le 14 mai 1623, qui eurent à cœur d'honorer la mémoire de leur parent et agirent, avec l'autorisation du chapitre collégial, pour l'élaboration du monument commémoratif. Le document retrouvé dans les archives girondines semble toutefois attester que c'est un autre neveu de l'évêque de Dax, Gabriel du Sault, baron de Laluque, lieutenant-général du roi de la sénéchaussée des Landes au présidial de Dax, qui fut chargé des détails matériels de la commande et du paiement à Nicolas Carlier. Ainsi faut-il également supposer que le projet fut mis au point d'un commun accord au terme d'un dialogue entre Carlier et ces trois commanditaires, avec le concours du chapitre de Saint-Seurin. En novembre 1626, le monument étant vraisemblablement achevé, Gabriel du Sault était encore redevable au sculpteur de 193 livres tournois, solde impayé d'une somme beaucoup plus importante. Comme cela arrive parfois, ce règlement n'alla pas de soi, pour une raison non précisée dans l'acte, et un procès intervint entre les deux parties.

Le monument

Haut de 4,60 m et large de 3,60 m, le *cénotaphe* très élaboré comprend deux niveaux (fig. 3). Le premier, à plusieurs registres superposés et ressauts latéraux, est composé d'un soubassement de plan rectangulaire, flanqué de vigoureuses volutes et sommé d'une corniche, sur lequel s'élève un volumineux sarcophage, au corps s'évasant vers le haut et portant un couvercle aux bords arrondis, couronné d'un entablement dépourvu d'architrave (fig. 4). Des têtes de chérubins, des guirlandes de fruits

16 Daret 1656 ; Compaigne 1661, p. 86 ; *Gallia christiana* 1715, col. 1058-1059 ; O'Gilvy 1856, p. 225-227 ; Communay 1886, p. 223-228 ; *BSAH Saintonge et Aunis* 1887, p. 317 ; Degert 1899, p. 299-317.

17 A.D.Gir., 1 B 18, fol. 121 : lettres patentes du roi données à Paris le 30 janvier et enregistrées au parlement de Bordeaux le 29 mai 1606.

18 *Gallia Christiana* 1715.



Fig. 3. - Elévation du *cénotaphe* dans le bras sud du transept de Saint-Seurin.



Fig. 4. - Détail d'une volute ornée d'une tête de chérubin.



Fig. 5. - Détail du cartouche autefois meublé des armoiries du doyen, avec une tête de chérubin.



Fig. 6. - Détail de la statue priante de Jean-Jacques du Sault, vue de trois quart face.

et des gousses sculptées ornent les faces latérales, tandis que l'avant-corps faisant face au spectateur est meublé au centre d'un cartouche ovale nu, autefois aux armoiries de Du Sault, timbré d'une mitre et flanqué de guirlandes et rubans flottants. Aux armoiries et à la mitre, s'ajoutaient d'autres insignes des dignités ecclésiastiques de Du Sault : la crosse épiscopale et la croix décanale, sculptées de chaque côté de la mitre, ont été bûchées mais des vestiges en subsistent et l'extrémité inférieure des deux bâtons est encore visible au-dessous du cartouche (fig. 5).

Le second niveau comprend la statue priante de Du Sault, grandeur nature. Elle est placée sous la protection d'un baldaquin formé par deux colonnes corinthiennes, libres sur le devant, deux pilastres du même ordre sur le fond et un entablement au-dessus, le tout encadrant un panneau noir. L'effigie agenouillée, se profilant sur ce fond, est revêtue des ornements épiscopaux, rochet, camail et croix pectorale (fig. 6).



Fig. 7. - Détail de l'entablement inférieur, à gauche : inscription en lettres latines à demi-effacées « § I · I · DVSAVLT · EPI [...] ».

L'ensemble du cénotaphe est en calcaire blanc de Taillebourg, autant qu'on puisse en juger, là où le badigeon a disparu, à l'exception du fût monolithe des deux colonnes, en marbre rouge jaspé, sans doute du Languedoc, et de la vaste table rectangulaire du fond, en marbre noir. Cette grande table noire portait peut-être une longue épitaphe (ou un éloge), qui a disparu depuis longtemps. En effet, elle n'est pas mentionnée dans le passage de la *Gallia Christiana* qui, en revanche, rapporte le texte d'une autre épitaphe¹⁹, plus courte, dont on peut encore lire les premiers et derniers mots gravés en lettres capitales latines, sans doute autefois dorées, sur la frise de l'entablement du sarcophage, au pied de la statue priante (fig. 7). Elle peut être ainsi lue et complétée :

§ I.I. · DV · SAVLT · EPIS[COPVS · AQVENSIS · ET · DECANVS · HVIVS · ECCLESIAE · OBIT · DIE · 25] · MAI · AN · 1623 §

J.J. du Sault, évêque de Dax et doyen de cette église, mort le 25^e jour de mai de l'an 1623.

Restitution du cénotaphe

Le cénotaphe est aujourd'hui adossé contre le mur sud de la chapelle Saint-Jean du bras méridional du transept. De plan rectangulaire, la chapelle possède un autel placé dans une absidiole orientée, de sorte que le priant de Jean-Jacques du Sault dressé sur le sarcophage, regardant à gauche, est tourné vers lui. Tout semble s'agencer parfaitement et s'inscrire sans heurt dans la tradition funéraire française. Tout excepté que, en réalité, il ne s'agit là ni de l'emplacement ni de la disposition originels du cénotaphe (fig. 8).

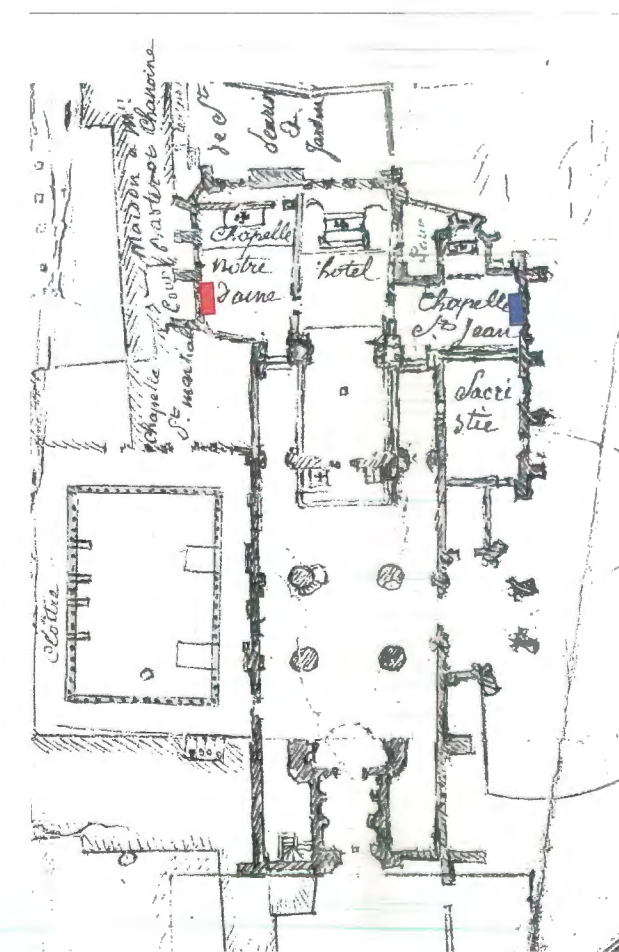


Fig. 8. - Localisations ancienne (en rouge) et actuelle (en bleu) du cénotaphe dans l'église de Saint-Seurin sur un extrait d'un plan de Bordeaux par Picon, vers 1780 (Arch. Métropole de Bordeaux, Recueils 86-87).

¹⁹ *Gallia Christiana* 1715.



Fig. 9. - Détail de la statue priante de Jean-Jacques du Sault, vue de profil.

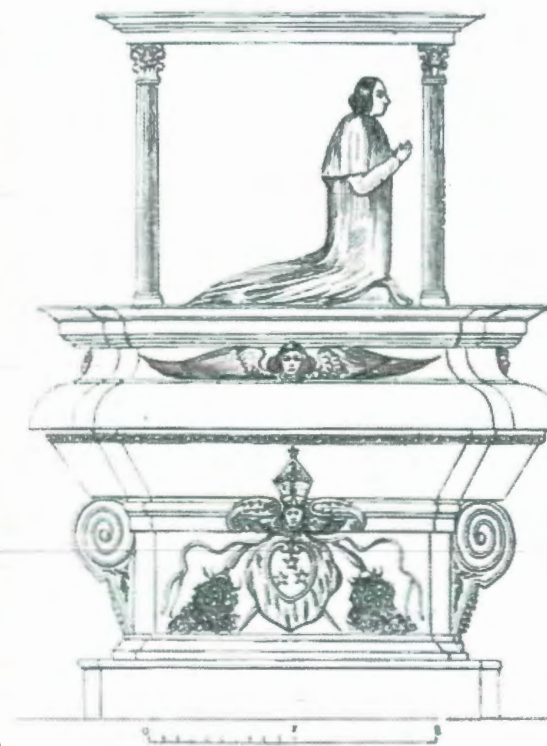


Fig. 10. - Gravure du cénotaphe de Jean-Jacques du Sault en 1843 d'après un dessin de Champmas (publiée dans *Rapport présenté à M. le préfet du département de la Gironde par la commission des Monuments historiques sur ses travaux pendant l'année 1842-1843*, Bordeaux : Impr. de Lavigne, 1843).

En effet, les descriptions du début du XIX^e siècle précisent bien que le cénotaphe était placé dans la chapelle dédiée à Notre-Dame de la Rose, du côté nord du chœur, dans laquelle se trouvent aujourd'hui encore les tombeaux des abbés de Lana et de Lanta, morts en 1550 et 1570. Gabriel O'Gilvy écrit en 1856 que la translation du cénotaphe eut lieu l'année précédente. Selon Charles Marionneau, plus précis sur les circonstances, elle fut opérée afin de dégager la chapelle et de rétablir les arcatures gothiques détruites au XVII^e siècle pour l'installation du monument. Un texte de 1636 atteste l'emplacement originel du cénotaphe²⁰ : à la mort du neveu de l'évêque de Dax, Philibert Ier du Sault, prévôt de Saint-Seurin, son corps est inhumé dans la grande chapelle Notre-Dame joignant la sépulture qui jadis fut jadis construite par feu M^r Du Sault, son frère, vivant évêque d'Ax et doyen de lad. eglise.

Un autre document vient à l'appui de ces descriptions : un dessin aquarellé²¹ des années 1840, représentant l'élévation extérieure méridionale de l'église, figure une porte en arc brisé percée dans le mur sud du bras du transept, à l'emplacement

actuel du cénotaphe. Cette porte fut certainement murée en 1855 pour permettre l'installation du cénotaphe ; son emplacement se voit encore très distinctement par des raccords dans le parement extérieur du bras sud. Par ce déplacement s'expliquent le mauvais enchâssement de la partie haute du cénotaphe dans le mur porteur et le bricolage de pierres ébauchées et de plâtre qui comble la partie droite de la statue priante à partir de la pliure des genoux, et qui témoigne sans doute d'un accident survenu lors des travaux (fig. 9).

La gravure qui accompagne la description de 1843 figure l'effigie tournée vers la droite, contrairement à son orientation actuelle (fig. 10). On pourrait croire à une inversion en miroir, conséquence fréquente du passage du dessin à la gravure, sauf que la statue présente des détails de sculpture sur sa face aujourd'hui cachée qui n'existent pas sur sa face visible : le coussin sur lequel est agenouillée l'effigie possède des houppes sculptées de franges du côté droit tandis que les houppes du côté gauche sont seulement ébauchées ; la même différence de traitement se voit aux manchettes, entièrement sculptées de dentelle au bras dextre mais pas au bras senestre, aux cheveux de l'effigie, etc. Il faut donc bien avoir à l'esprit que la face du priant actuellement visible était précisément celle qui n'était pas destinée à l'être. On comprend mieux ainsi les jugements sévères portés par Marionneau en 1861 et, plus récemment, par Chaleix en 1977, qui mesuraient la qualité de l'exécution de cette statue « très médiocre » ou à « la taille très rude du visage et des cheveux » à la seule vue de cette face.

L'épais badigeon couleur pierre qui recouvre entièrement le monument fut certainement appliqué en 1855, après la translation, pour masquer les dégâts occasionnés lors du démontage et du remontage. Primitivement, la pierre devait être peinte par endroits, voire rehaussée de dorures, tout spécialement les ornements sculptés.

Par ailleurs, il paraît très probable que la statue était accompagnée d'un prie-Dieu, qui aura disparu avant 1843, puisqu'il ne figure pas dans la gravure.

Un dernier point doit être évoqué : la statue semble étouffer dans le cadre architectural du baldaquin, la tête touchant presque le plafond, et elle repose sur une plinthe lisse assez haute, qu'on imagine mal avoir été réalisée pour être vue ; la partie haute du cénotaphe, au-dessus de l'entablement supérieur, est vide de tout couronnement, contrairement à l'habitude. Ces observations laissent envisager une hypothèse que nous osons à peine émettre : à l'origine, le priant aurait été situé non pas sous, mais

20 A.D.Gir., G 1026, fol. 393 : acte capitulaire, 24 novembre 1636.

21 Archives Bordeaux métropole, Fi XIX-G-163 rec 125.

sur l'entablement supérieur, en couronnement, comme cela se voit dans plusieurs tombeaux et cénotaphes contemporains, tandis qu'un gisant était présenté sous le baldaquin, l'ensemble formant une composition pyramidante. Dans cette configuration, le priant ainsi fortement surélevé, la plinthe haute lui servant de socle aurait été invisible aux yeux du spectateur.

Quoi qu'il en soit, ces observations permettent de restituer le grandiose cénotaphe individuel, le plus important des monuments funéraires présents dans la chapelle Notre-Dame de la Rose, placé sous la fenêtre contre le mur nord, la statue priante orientée vers l'autel. C'est sur cette base plus sûre que nous pouvons étudier l'œuvre originale voulue par Nicolas Carlier et ses commanditaires.

Le monument à Jean-Jacques du Sault de Carlier et l'art funéraire de son temps

On le sait, l'art funéraire à l'époque moderne tend au conservatisme, ce dont témoignent de manière éloquentes les relevés réalisés pour Gaignières au XVII^e siècle, bien avant les ravages de la Révolution : la multitude des plates-tombes gravées et des gisants hiératiques aux mains jointes en rend suffisamment compte²². Pour Jean-Jacques du Sault, on n'a pas choisi l'un de ces partis, présents pourtant dans la chapelle Notre-Dame de la Rose de Saint-Seurin. Les commanditaires auront sans doute désiré un monument entièrement individualisé, où la statue priante joue le rôle primordial, afin de mieux glorifier leur parent. Pour cette raison, les ornements y sont relativement peu nombreux et judicieusement distribués pour ne pas disperser l'attention du spectateur. Ainsi la frise de l'entablement du baldaquin, les corps de moulures et le sarcophage ont-ils été laissés lisses. La force de la statuaire réside aussi dans la puissance de l'architecture du cénotaphe qui en forme le cadre : le sarcophage et son soubassement ont été créés aussi volumineux, afin de porter non seulement la statue en oraison et l'hypothétique prie-Dieu, ainsi fortement surélevés pour dominer le spectateur, mais aussi le baldaquin de grandes dimensions qui les encadre. Celui-ci, largement ouvert, permet de rendre l'effigie mieux visible. Tout ici est fait pour mettre en valeur la statuaire. L'effet est saisissant.

Certes, l'effigie du défunt agenouillé en priant et l'agencement du tombeau sont encore rares à cette date. Mais ils ne sont pas nouveaux. En réalité, le thème commence même à être un nouveau lieu commun en ce début de XVII^e siècle. Il est apparu au X^e avec le projet de Jean Fouquet pour le tombeau de Louis XI à Notre-Dame de Cléry, a été réalisé pour la première fois au tombeau de Charles VIII, est ensuite constamment employé

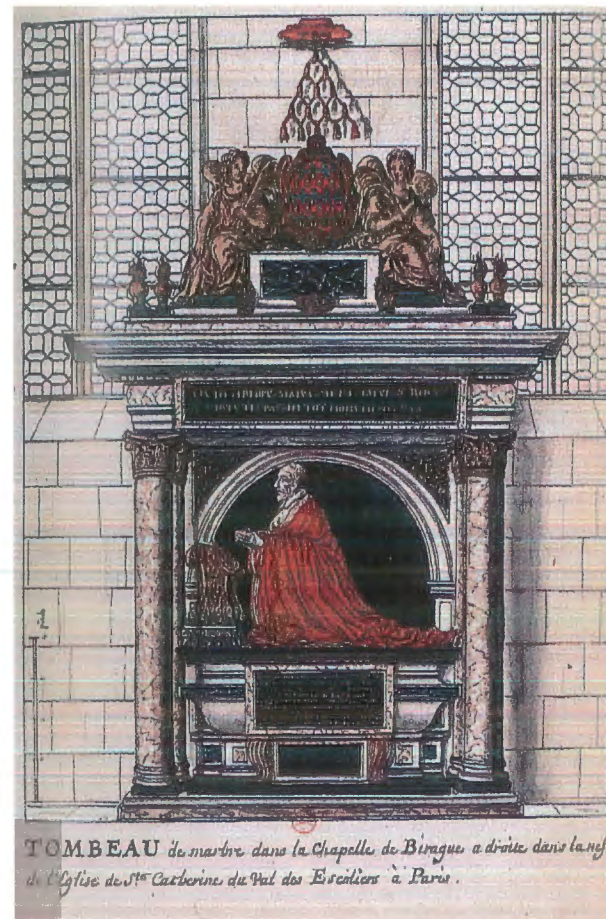


Fig. 11. - Dessin du tombeau de René de Birague dans la chapelle de Sainte-Catherine-du-Val-des-Écoliers à Paris. Dessin du XVII^e siècle (BnF, Département Estampes et photographie, collection Gaignières, Pe 11a rés.).

pour les sépultures des rois de France et commence à être adopté par les Grands du royaume et quelques seigneurs de haut parage dans la seconde moitié du XVI^e siècle²³. Jacques Androuet du Cerceau, le premier, en donne des modèles gravés dans son deuxième *Livre d'architecture* publié à Paris en 1561²⁴. Dans le grand Sud-Ouest, ce n'est qu'au tournant du XVII^e siècle qu'on en trouve les premiers exemples, là encore pour de grands personnages ou des figures de premier plan de l'administration royale en province : le duc d'Épernon (1597), l'évêque d'Aire François de Foix-Candale (1598), le trésorier général de France à Montpellier Jean de Seigneuret (après 1607), le maréchal d'Ornano (1610) sont représentés agenouillés et priant.

22 Adhémar 1974-1977.

23 Zerner 1996, p. 343 et suivantes.

24 Androuet du Cerceau 1561, modèles des folios 64, 65 et 69.

En revanche, l'agencement du tombeau avec un baldaquin sous lequel est disposée la statue priante est nettement moins usité. La formule semble être apparue en France au splendide tombeau du cardinal de Birague par Germain Pilon, dans la chapelle de Sainte-Catherine-du-Val-des-Écoliers à Paris (à partir de 1573) (fig. 11). Mais, à la différence du cénotaphe de Du Sault, les colonnes du baldaquin reposaient directement sur le sol : il encadrait ainsi non seulement l'effigie priante du cardinal mais aussi le sarcophage sur lequel celle-ci était érigée. Par la suite, les tombeaux de ce type adoptèrent le même agencement, seul l'emplacement de l'effigie, ou des effigies, changeant de place. C'est le cas, par exemple, du tombeau du duc d'Épernon, où le sculpteur et architecte parisien Pierre Biard a placé un gisant sous le baldaquin, les priants et la célèbre Renommée au-dessus²⁵. On en trouve également un modèle, gravé sans doute quelques années après, par Herman Weyen, relié avec d'autres planches à la suite du *Livre d'architecture* de Jean Barbet, publié en 1633 à Paris²⁶.

De fait, nous ne voyons qu'un véritable précédent à la formule du sarcophage que surmontent à la fois l'effigie du défunt et son baldaquin : le somptueux tombeau, déjà cité, de François de Foix-Candale, dû lui aussi à Pierre Biard, à partir de 1597, l'œuvre n'étant mise en place dans l'église des Augustins de Bordeaux qu'après 1611 ou 1612 (fig. 12)²⁷. Ce n'est d'ailleurs pas là le seul point commun entre les deux tombeaux. La forme du premier niveau du cénotaphe de Jean-Jacques du Sault, avec le soubassement rectangulaire, le sarcophage à pans évasés surmonté d'un couvercle aux bords arrondis et les volutes, semble directement inspirée de celui de l'évêque d'Aire, de même que le baldaquin. La différence de leur agencement tient surtout à la double effigie de Foix-Candale, l'une en gisant sous le baldaquin, l'autre en priant au-dessus, et aux quatre Vertus cardinales en ronde-bosse placées contre les faces du soubassement. Cela pourrait venir étayer l'hypothèse, émise plus haut, du priant de Du Sault placé au-dessus du baldaquin, mais le monument de Foix-Candale est un tombeau, non un cénotaphe. Il paraît évident que ce tombeau bordelais a servi de modèle à Carlier et à ses commanditaires, au prix de quelques ajustements. Ces ajustements, tendant à une simplification de la composition, sont bien évidemment dus à des raisons financières : les Du Sault ne sont pas les Foix-Candale, cousins du roi de France et de l'Empereur. Mais il faut reconnaître que la suppression des statues des Vertus cardinales, des pilastres cannelés du soubassement, des volutes saillantes qui les surmontent, des guirlandes tendues entre celles-ci et des polyèdres placés en acrotère au-dessus apporte une plus grande lisibilité et une plus grande force à la structure du cénotaphe.

Pour le reste, malgré toutes les modifications intervenues depuis le XVII^e siècle et en dépit de l'état actuel du monument, il faut se rendre à l'évidence : le cénotaphe de l'évêque de

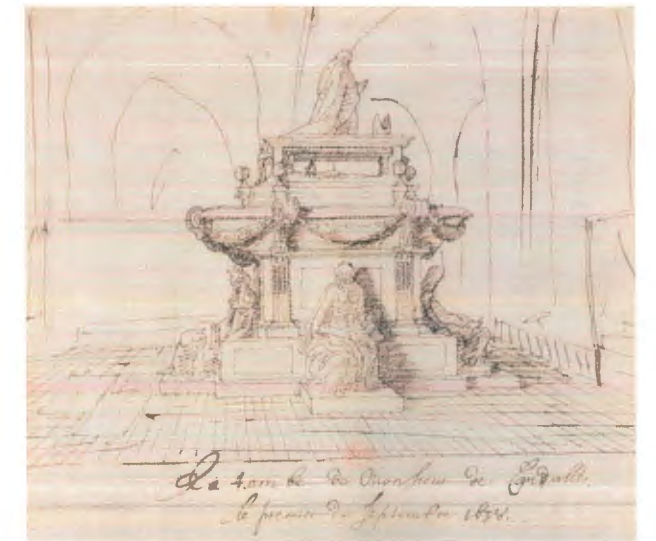


Fig. 12. - Dessin du tombeau de François de Foix-Candale aux Augustins de Bordeaux par Hermann Van der Hem, 1er septembre 1638 (BnF, Département Estampes et photographie, EST RESERVE VE-26 (N)).

Dax n'a pas la qualité d'exécution des prestigieux exemples que nous venons de citer, compte tenu de la différence des matériaux : marbres et bronze pour le tombeau de Foix-Candale, pierre de Taillebourg essentiellement pour le tombeau de Du Sault. L'effet a beau être saisissant, le monument imposant par ses dimensions et son agencement, l'effigie « au vif » de Du Sault est bien loin de la qualité attendue : la pose est sage, sans mouvement, presque hiératique (fig. 9), le visage dénué d'expressivité et peu détaillé (fig. 6) ; les plis du rochet sont fins, mais raides, presque parallèles les uns aux autres. Quant à l'architecture, dans le détail et dans les proportions, elle présente aussi de nombreuses faiblesses : la corbeille des chapiteaux est trop évasée, la modénature de l'entablement supérieur semble écrasée, les fascies de l'architrave, la frise et la doucine de la corniche n'ayant pas la hauteur canonique, le bandeau de la corniche n'étant pas assez saillant ; la sculpture des feuilles d'acanthé des chapiteaux paraît trop grasse (fig. 13). D'évidence, la réalisation n'est pas à la hauteur de l'idée.

25 Nous pourrions également citer le cénotaphe d'Henri de Guise (1550-1588), à Eu (Seine-Maritime), réalisé par sa veuve, Catherine de Clèves, entre 1613 et 1624.

26 Voir la notice d'Yves Pauwels sur l'exemplaire de la Bibliothèque de l'INHA-Collections Jacques Doucet de Barbet 1633 (En ligne [consulté le 11/03/2017] : <http://architecture.cesr.univ-tours.fr/Traite/Notice/INHA-4R100.asp?param=>). La planche est au folio 117 de l'exemplaire (numérotée 4).

27 Braquehay 1885, p. 57-59 ; Pariset 1966, p. 1391-1399 ; Pariset 1965-1970, p. 45-57.



Fig. 13. - Détail d'un chapiteau et d'une colonne en marbre du cénotaphe.

Quelle fut la part de Nicolas Carlier dans la conception de l'œuvre ? Il fait peu de doute que son rôle ne fut pas négligeable, les rapports et les responsabilités entre artiste et commanditaire commençant à être bien définis en ce début de XVII^e siècle. Cependant, en l'absence du marché, nous ignorons si le choix du tombeau de Foix-Candale comme modèle lui revient et, surtout, si les ajustements dont nous avons parlé sont de son fait, ce qui est primordial pour connaître ses capacités d'invention.

En somme, ce qui nous reste de Carlier révèle un sculpteur beaucoup plus à l'aise dans l'ornement que dans la statuaire. Il était également architecte, connaissait les ordres, mais pas au point d'adopter avec rigueur les règles vitruviennes ; elles sont pourtant alors bien connues et diffusées, grâce aux traités en langue française du siècle précédent : le Vitruve et l'Alberti de Jean Martin, Delorme, Bullant. C'était aussi un marbrier, mais il ne paraît pas avoir été un statuaire du marbre, du moins dans le cadre de cette commande.

Conclusion

L'intuition qu'avait eue Paul Roudié se trouve confirmée par le document que nous avons mis au jour : Carlier a véritablement eu un rôle important à Bordeaux au début du XVII^e siècle. En attestent les nombreuses commandes, privées et publiques, qui lui furent passées par les personnalités les plus influentes de la métropole aquitaine. Le document et le cénotaphe de Du Sault permettent aussi de juger de son intense activité, de même que des multiples facettes de son talent. Car, aussi dégradé et peu valorisé soit-il, le monument de Jean-Jacques du Sault reste un témoignage capital de l'art de Nicolas Carlier : la seule œuvre connue et conservée de lui à ce jour. Par son biais, nous pouvons mieux imaginer ce que fut le portail d'entrée de l'archevêché et ses autres réalisations à Bordeaux. En attendant que d'autres œuvres puissent lui être attribuées...

Remerciements

Mes plus vifs remerciements vont à mes collègues : Jean-Philippe Maisonnave, pour son aide, ses conseils et ses renseignements précieux, ainsi que pour la relecture du manuscrit, qui ont grandement contribué à l'élaboration de cet article, et à Adrienne Barroche, pour la réalisation de la couverture photographique du monument (sauf mention contraire, photographies : Adrienne Barroche © Région Nouvelle-Aquitaine, Inventaire général).

Bibliographie

- Androuet du Cerceau 1561 - Androuet du Cerceau, Jacques. *Second Livre d'architecture*. Paris, André Wechel, 1561.
- Barbet 1633 - Barbet, Jean. *Livre d'architecture d'autels, et de cheminée*. Paris, Melchior Tavernier, 1633.
- Daret 1656 - Daret, Pierre. *Tableaux historiques où sont gravez les illustres françois...* Paris, Louis Boissevin, 1656.
- Compaigne 1661 - Compaigne, Bertrand de. *Diptyque ou Catalogue des Evesques Dacqz*. Orthez, Jacques Rouyer, 1661.
- Gallia Christiana 1715 - Gallia Christiana, in provincias ecclesiasticas distributa... Tome I : Paris, Jean-Baptiste Coignard, 1715.
- Notice sur l'église Saint-Seurin 1840 - Notice sur l'église Saint-Seurin de Bordeaux. Bordeaux, chez Th. Lafargue, 1840.
- Rapport présenté à M. le préfet 1843 - Rapport présenté à M. le préfet du département de la Gironde par la commission des Monuments historiques sur ses travaux pendant l'année 1842-1843. Bordeaux, Impr. de Lavigne, 1843.
- O'Gilvy 1856 - O'Gilvy, Gabriel. *Nobiliaire de Guienne et de Gascogne*. Bordeaux, G. Gounouilhou, 1856.
- Marionneau 1861 - Marionneau, Charles. *Description des Œuvres d'Art qui décorent les Edifices publics de la ville de Bordeaux*. Paris, A. Aubry ; Bordeaux, Chaumas-Gayet, 1861.
- Braquehay 1885 - Braquehay, Charles. « Le château, la chapelle funéraire et le mausolée des ducs d'Epemon à Cadillac-sur-Garonne ». *Société des archives de Bordeaux*, 1885, tome X, p. 1-61.
- Communay 1886 - Communay, Arnaud. *Le parlement de Bordeaux*. Bordeaux, s.n., 1886.
- BSAH Saintonge et Aunis 1887 - Bulletin de la Société des archives historiques de la Saintonge et de l'Aunis, 1887, vol. 6 (1886), p. 317.

- Braquehay 1898 - Braquehay, Charles. *Les peintres de l'Hôtel de Ville de Bordeaux et des entrées royales depuis 1525*, Paris-Bordeaux, 1898.
- Degert 1899 - Degert, Antoine. *Histoire des évêques de Dax*. Dax, H. Labèque, 1899.
- Roudié 1965 - Roudié, Paul. « Documents concernant l'architecture du XVII^e siècle à Bordeaux ». *Bulletin de la société historique de l'art français*, 1965, p. 78-79 et 91-92.
- Pariset 1966 - Pariset, François-Georges. « Biard, Lefèvre et le tombeau de l'évêque d'Aire à Bordeaux (1597-1612) ». Pierre Gallais et Yves-Jean Riou (éd.), *Mélanges offerts à René Crozet*. Poitiers, Société d'études médiévales, 1966, p. 1391-1399.
- Pariset 1965-1970 - François-Georges Pariset, « Biard, Lefèvre et le tombeau de l'évêque d'Aire à Bordeaux (1597-1612) ». *Bulletin et Mémoires de la Société des archives de Bordeaux*, 1965-1970, tome XLVI, p. 45-57.
- Adhémar 1974-1977 - Adhémar, Jean. Avec la coll. de Dordor, Gertrude. « Les tombeaux de la collection Gaignières : dessins d'archéologie du XVII^e siècle ». *Gazette des Beaux-arts*, juillet-septembre 1974, tome 84, 116^e année ; juillet-août 1976, tome 88, 118^e année ; juillet-août 1977, tome 90, 119^e année.
- Chaleix 1977 - Chaleix, Pierre. « De la sculpture funéraire sous Henri IV et Louis XIII. Quelques œuvres peu connues ». *Gazette des Beaux-Arts*, septembre 1977, tome XC, 119^e année, p. 85-96.
- Roudié 1976 - Roudié, Paul. « Recherches sur la sculpture à Bordeaux au XVII^e siècle ». *Revue Historique de Bordeaux*, 1976, tome XXV, p. 7-99.
- Zerner 1996 - Zerner, Henri. *L'art de la Renaissance en France. L'invention du classicisme*. Paris, Flammarion, 1996.



Revue Archéologique de Bordeaux, tome CVIII, année 2017, p. 115-121

Place Puy-Paulin à Bordeaux : la demeure d'Henry de Rostan, commissaire et ordonnateur de la Marine

Xavier Roborel de Climens

Au cœur de Bordeaux, la place Puy-Paulin apparaît comme un des lieux de la ville les plus chargés d'histoire. Cette place tiendrait son nom d'une puissante famille romaine, les Paulinii, d'où est issu saint Paulin de Nole. Au Moyen Âge de riches lignages, les Bordeaux puis les Grailly-Foix-Candale établirent leur résidence en ces lieux. Connue sous le nom de château de Puypaulin, elle fut bâtie sur la courtine antique dont elle engloba trois tours gallo-romaines. Par la suite, elle devint la résidence des Intendants, délégués du Roi en province quand,

le 3 novembre 1707, Henri François de Foix-Candale vendit au Roi l'antique demeure. Adossée au château, au sud, se trouvait l'église Notre-Dame de Puy-Paulin (connue dès 1173), son cimetière et une place fermée par un ilot occupé par les écuries du château depuis au moins le XVII^e siècle¹. Quelques années plus tard, il fallut envisager d'agrandir le nouveau siège de l'administration royale et changer d'affectation certains bâtiments. Cette décision modifia de façon importante l'aspect architectural de la place Puy-Paulin (fig. 1).

Agrandir l'Intendance

Le 25 janvier 1735, un arrêt rendu en conseil d'état ordonna la vente des écuries, remises, chais et greniers appartenant au domaine royal situés *place puypaulin et hors de l'ancien château de puypaulin servant à la maison de l'intendance*. Claude Boucher, *Intendant et commissaire départy* en la Généralité de Bordeaux, fut chargé de réaliser l'opération *au plus offrant et dernier enchérisseur*. L'arrêt stipulait, en outre, que le prix de la vente sera affecté à l'acquisition d'un immeuble appartenant à François de Journiac situé au couchant du château. L'adjudication eut lieu le 1^{er} mars 1735 au bénéfice d'Henry de Rostan, commissaire et ordonnateur de la Marine à Bordeaux, qui l'emporta pour la somme de 12 000 livres.

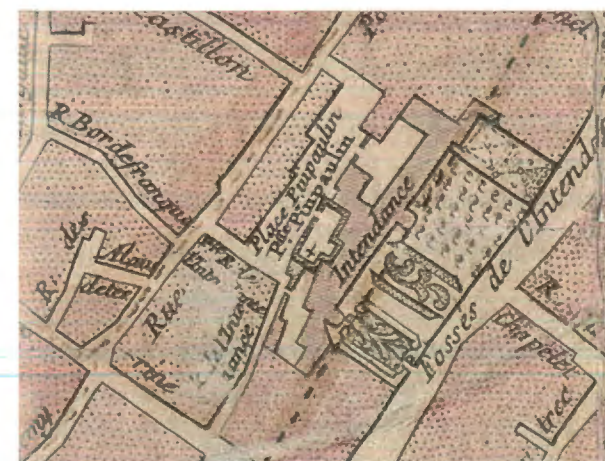


Fig. 1. - Place Puy-Paulin en 1733, (réalisé en 1759)
Archives Bordeaux Métropole, fi 40 A 0031 34 pp 23,
cl. B. Rakotomanga.

¹ Jean-Courret, 2010.



Fig. 2. - Façade sur la place Puy-Paulin, vue générale.

Le bâtiment vendu, de plan rectangulaire, mesurait 122 pieds 10 pouces (40 m environ) de long sur 35 pieds à 23 pieds de large (de 11,50 m à 7,50 m environ). La façade principale donnait, au nord, sur la place, au sud, par l'arrière, sur des immeubles ouvrant sur la rue Porte-Dijéaux. Il s'agissait des écuries et remises du président de Ségur dont l'hôtel se trouvait à proximité, rue Porte-Dijéau, et des bâtiments appartenant à la fabrique de l'église de Notre-Dame-de-Puy-Paulin. A l'est, il était bordé par la rue qui relie la place à la rue Porte-Dijéaux (aujourd'hui rue Louis-Combes) et à l'ouest, en partie par une écurie et une remise appartenant au Roi dont la jouissance avait

été adjugée ... à M. de Caupos conseiller au parlement ... et partie à une petite cour dans laquelle M. de Rostan et les siens auront le droit de mettre leurs fumiers...

A la suite de cette opération, Claude Boucher acquit auprès François de Jourgniac *écuyer seigneur en partie de comté de Saint Méard de Gurson demeurant au-devant de l'esplanade du Château Trompette*, une maison lui appartenant se trouvant *au couchant dudit château [de Puypaulin] à savoir, tous les bâtiments chambres remises et écuries cour jardin et autres ... qui appartiennent au sieur Jourgniac, le tout en un tenant*

partie à une des grandes et hautes tours et au grand corps de logis de l'ancien château que Mgr Boucher habite et occupe. L'immeuble acheté par l'Intendant était bordé, à l'ouest, par les demeures de madame Vignial, veuve de monsieur de Caupos, par celle de monsieur de Lascombes, Trésorier de France et par celle de mademoiselle de Pichon. Il confrontait au midi à la place Puypaulin et au nord, à la grande rue des fossés de Campaure autrement au Chapeau rouge. Le vendeur tenait ce bien de son père, Etienne, qui l'avait reçu par donation du duc de Foix, le 28 janvier 1701. Le montant de la transaction s'élevait à 26 000 livres dont 12 000 livres furent versées par Henri de Rostan².

Les propriétaires après Henri de Rostan

Henri de Rostan mourut le 20 janvier 1761 âgé d'environ 75 ans ; il fut inhumé le lendemain dans l'église Notre-Dame de Puy-Paulin³. Dans son testament, rédigé le 28 août 1749, il avait désigné héritiers généraux et universels, par parts égales, les sept enfants (trois garçons et quatre filles) de sa sœur Anne, épouse de Jean-Baptiste Michel, Commissaire de la Marine à Bordeaux. Il avait, cependant, fait une exception pour sa nièce aînée, Blanche, qu'il avait gratifiée d'une somme de 3 000 livres à titre de préciput. Il précisait, dans ce document, que la maison qu'il a fait bâtir place et paroisse Puypaulin devait être utilisée par ses neveux et nièces jusqu'à ce qu'elle soit vendue s'ils ne pouvaient l'habiter ensemble⁴.

Quelques années plus tard, en 1801, par le jeu d'héritages successifs, la maison de la place Puy-Paulin fit partie de la succession d'un petit neveu d'Henri de Rostan, Honoré Henri Michel Etienne Michel-Villebois, ancien Commissaire général de la Marine⁵. Des six enfants nés de cette union, quatre subsistaient à l'époque de son décès survenu à Bordeaux le 16 floréal an IX (6 mai 1801) : une fille, Julie, et trois garçons, Jean-Baptiste Joseph Henri, Etienne Marie Louis et Jacques Honoré Charles. Dans son testament, rédigé le 27 pluviôse an VII (15 février 1799), Honoré Henri Michel Etienne Michel-Villebois donnait à sa femme, pour en profiter sa vie durant, la moitié de tous ses biens et instituait ses quatre enfants survivants héritiers généraux et universels pour qu'ils en disposent par parts égales⁶.

Le partage des biens immobiliers fut réalisé le 4 septembre 1806, avec peine semble-t-il. Cependant, malgré des relations familiales difficiles, les héritiers finirent par s'entendre après que Julie, leur sœur, eut obtenu un jugement de séparation de biens d'avec son mari en raison de dettes accumulées par ce dernier⁷.

Des biens immobiliers d'une valeur estimée à 252 000 francs composaient l'essentiel de la succession : deux biens de campagne, un à Talence, un autre dans la palu de Bordeaux et neuf maisons à Bordeaux. L'ensemble fut divisé en quatre lots tirés au sort de 63 000 francs chacun. Jean-Baptiste Michel-Villebois l'aîné, reçut le lot dans lequel se trouvaient les maisons de la place Puy-Paulin (l'immeuble construit par Henri de Rostan auquel était accolé une petite construction, le tout estimée à 47 000 francs). Pour respecter les termes du testament de leur père, les quatre enfants avaient prévu que leur mère aurait la jouissance, sa vie durant, de la moitié des biens de la succession selon des modalités qui seront définies ultérieurement⁸.

Jean-Baptiste Michel de Villebois mourut à Bordeaux le 27 février 1810, âgé d'environ 35 ans, natif de Brest, propriétaire célibataire⁹. Dans son testament, il avait désigné légataire universel son frère puîné, Louis Marie Etienne. A titre particulier, son frère Charles devait bénéficier d'une rente annuelle et viagère de 300,00 francs et sa sœur Julie d'une remise de dettes. Par cet acte, il abandonnait à cette dernière tous les droits qu'il avait contre elle afin qu'elle puisse en jouir en tout tranquillité et désirant assurer le repos de sa famille [il lui] donne et lègue tous les droits et actions qu'il a sur le sieur Daumy son mari¹⁰.

Le 25 novembre 1825, Louis Michel de Villebois, maître des requêtes, administrateur de l'Imprimerie Royale rue Vieille du-Temple à Paris, se sépara de ses biens immobiliers bordelais. Louis et Anarcharsis Ménier, négociants à Bordeaux acquirent les immeubles de la place Puy-Paulin : le numéro 4 (aujourd'hui n° 1), maison de deux étages au-dessus du rez-de-chaussée avec cave et grenier et la petite maison mitoyenne (n° 5), comprenant une remise et une écurie au rez-de-chaussée, le tout surmonté d'un étage. L'opération fut conclue pour un montant de 50 000 francs¹¹.

2 A.D. Gir. 3 mars 1735, 3 E 21538 Roberdeau.

3 A.D. Gir. 4 E 546, (1 MIEC 110/108).

4 A.D. Gir. Acte contrôlé le 22 janvier 1761, 3 E 20308 Gatelet.

5 A.D. Gir. C 2901, né à Montréal le 25 octobre 1738, il était le fils d'Honoré Michel de Larouvière, commissaire général de la marine, ordonnateur de la Louisiane et de Catherine Bégon. Il avait épousé à Versailles, le 17 juin 1771, Charlotte Potier.

6 A.D. Gir. 27 pluviôse an VII (15 février 1799) 3 E 19218 Delaville.

7 A.D. Gir. Contrat de mariage le 12 thermidor an VI, 3 E 19217 Delaville.

8 A.D. Gir. 21 février, 4 septembre 1806, 3 E 50018 Ferrère.

9 A.D. Gir. 4 E 928, le décès est enregistré le 28 février 1810.

10 A.D. Gir. 3 E 50028, Ferrère. Le testament a été enregistré le 9 mars 1810 et ouvert judiciairement le 3 avril 1810.

11 A.D. Gir. 4 Q 1 2738.



Fig. 3. - Porte d'entrée de l'immeuble. A l'imposte, le monogramme JHS.

Deux ans plus tard, le 14 novembre 1827, les frères Ménier vendirent l'ensemble des constructions (n° 4 et 5) à Pierre Caussade, capitaine de navire, et à son épouse, Honorine Micouin, pour la somme de 70 000 francs¹². Enfin, après le décès de Charles Caussade, enfant des époux Caussade, le 24 avril 1859, et de madame Caussade le 26 août suivant, Pierre Caussade et les héritiers de sa femme demandèrent la vente judiciaire du bâtiment. La maison fut adjugée le 24 mai 1870 à Jules Honoré Secrestat pour la somme de 138 000 francs¹³.



Fig. 4. - Balconnet du premier étage.

La demeure et l'aménagement de l'espace public

Sur cet emplacement privilégié, Henri de Rostan avait fait édifier une vaste et belle demeure sur un terrain d'une superficie d'environ 350 m² et d'une longueur de près de 40 m, place Place-Puypaulin en face de l'intendance.

Le bâtiment, tel que nous pouvons le voir aujourd'hui, est surélevé par rapport au niveau de la place (fig. 2). Pour accéder au vestibule, il faut donc gravir un degré de cinq marches. La façade sur la place, construite en pierre de taille de bel appareil, se développe sur neuf travées et quatre niveaux séparés par des bandeaux moulurés et par une forte corniche entre les troisième et quatrième niveau. Des chaînes à refends marquent les extrémités de la construction. L'ouverture en plein cintre de la porte d'entrée, située au centre de la façade, est soulignée par un jeu de refends (fig. 3). Elle est timbrée d'un mascaron de style rocaille représentant une divinité féminine. Une grille d'imposte en fer forgé, porte le monogramme J H S¹⁴.

Les fenêtres des trois premiers niveaux sont inscrites dans des chambranles moulurés en arc segmentaire avec appui saillant au premier étage et tables moulurées au deuxième étage. Le dernier niveau est presque entièrement occupé par des combles recouverts d'ardoises dont les lucarnes en plein cintre sont décorées de moulures et de balconnets en fonte. Ce comble ne recouvre pas l'intégralité du bâtiment, il s'interrompt à hauteur de la dernière travée, à gauche, remplacé par une terrasse protégée par une balustrade en pierre. Au rez-de-chaussée, de grandes vitres fixes modernes assurent la fermeture des fenêtres contrairement à celles du premier et du deuxième étage qui ont conservées des châssis anciens. Seules les ouvertures du premier étage ont conservé les balconnets en

¹² A.D. Gir. 3 E 31512 Maillères.

¹³ A.D. Gir. 3 U 2536.

¹⁴ JHS pour Jules Honoré Secrestat, (1822-1905), entrepreneur à Bordeaux, propriétaire de cet immeuble à partir de 1870.

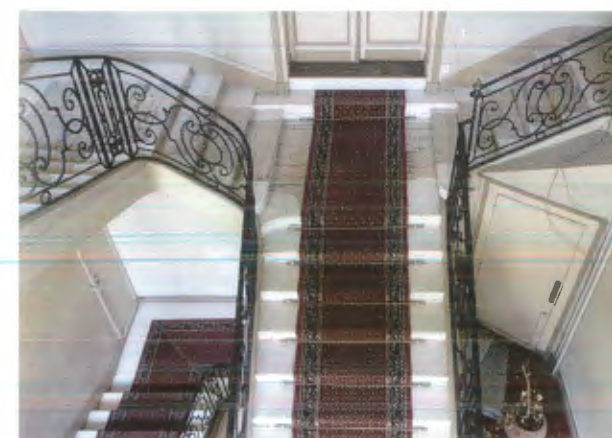


Fig. 5, 6, 7 et 8. - Vues de l'escalier.

fer forgé (fig. 4). La façade sur la rue Combes, constituée de trois niveaux à trois travées, présente les mêmes éléments décoratifs que la façade principale.

A la fin du XIX^e siècle, l'immeuble était divisé en appartements mais certaines pièces du rez-de-chaussée avaient désormais une fonction commerciale. Le cahier des charges, rédigé pour la vente judiciaire du 24 mai 1870, nous permet de connaître la répartition et la disposition des différentes salles. La porte de l'immeuble donne directement dans un vestibule éclairé par une fenêtre dans lequel prend naissance l'escalier. C'est un ouvrage suspendu, tournant à gauche, à jour central. Seule la première volée repose sur un mur d'échiffre alors que les autres sont établies sur des voûtes en demi-berceau. Une rampe en fer forgé se déploie jusqu'au deuxième étage. De grands panneaux au dessin régulier d'inspiration classique composent cet ouvrage (fig. 5 à 8).

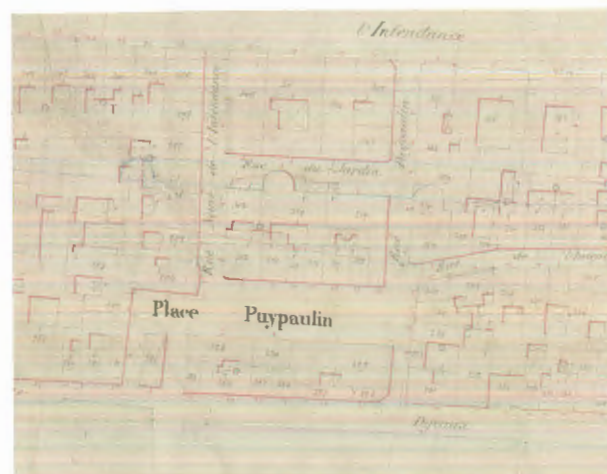


Fig. 9. - Place Puy-Paulin en 1855, Archives Bordeaux Métropole, 50 G 03 10, cl. B. Rakotomanga.

A droite du vestibule, nous trouvons deux pièces donnant sur la place, l'une éclairée par deux fenêtres servait de magasin, l'autre qualifiée de chambre possédait une cheminée en marbre. A l'arrière, un cabinet, une salle à manger et une cuisine prenaient jour sur une cour intérieure où se trouvaient un puits, un « caveau » et deux sièges d'aisance. Cette cour, bien visible sur le plan cadastral de 1855, semble réduite aujourd'hui à un puits de jour (fig. 9). A gauche du vestibule, une première pièce, éclairée par deux fenêtres, était utilisée comme magasin. La deuxième en suivant, regardait sur la place par deux fenêtres et par une fenêtre sur la rue Combes. Des boiseries et une cheminée, mentionnées en 1870, décorent toujours ces deux pièces. A l'arrière, une pièce avec une cheminée, donnant rue Combes, un cabinet et une cuisine prenant jour sur la cour intérieure, complétaient ce deuxième appartement.

Au premier et au deuxième étage, la répartition des pièces était identique à celle du rez-de-chaussée, à savoir deux appartements par niveau qui se développaient de part et d'autre de l'escalier. Les pièces principales donnaient sur la place et sur la rue Combes et les pièces de service étaient éclairées par la cour intérieure. La majorité des salles était pourvue de cheminées en marbre. Depuis l'appartement du deuxième étage qui donnait sur la rue Combes, un petit escalier en bois permettait d'accéder à deux petites chambres ouvrant sur une petite terrasse.

Le dernier étage ne comportait que quatre pièces et une cuisine. Le reste de l'espace ne semble pas construit, en effet, le greffier termine son état des lieux par cette précision : *au-dessus de ces appartements est une grande terrasse carrelée de laquelle on découvre toute la partie sud de Bordeaux.*

Cette remarque confirme que l'immeuble n'a pas toujours eu l'aspect extérieur que nous lui connaissons aujourd'hui. En effet, d'après l'acte de vente de 1825, la maison n'avait que deux étages qui devaient, vraisemblablement, être surmontés d'une balustrade en pierre dont subsiste une partie au-dessus de la première travée à l'est. Derrière ce garde-corps en pierre se trouvaient les quelques pièces d'habitation et la terrasse décrite en 1870. Le quatrième niveau, tel que nous le voyons actuellement, avec son comble en ardoises et ses lucarnes en plein-cintre, ne peut avoir été construit qu'après cette date. C'est très vraisemblablement l'œuvre de Jules Secrestat, l'adjudicataire de la vente aux enchères. En outre, il est vraisemblable qu'il est à l'origine de l'enrichissement et de la mise au goût du jour des boiseries du rez-de-chaussée. La présence de ses initiales sur l'imposte de la porte d'entrée se justifie donc par toutes ces modifications.

L'identité de l'architecte ne nous est pas parvenue, comme pour de nombreuses maisons de la ville d'ailleurs. Il serait tentant d'attribuer la construction de cet immeuble à l'architecte André Portier (1702-1770) qui, outre le suivi des travaux de la place de la Bourse pour le compte de l'architecte Jacques Gabriel, est intervenu au profit d'une clientèle privée de riches parlementaires¹⁵. Henri de Rostan, de par ses fonctions au sein de l'administration provinciale, aurait pu s'adresser à lui. En effet, certains éléments architecturaux comme le dessin rigoureux de la façade, la forme des encadrements de fenêtres, un décor sculpté rare et le dessin des balconnets font penser à certaines de ses réalisations. Néanmoins, ces arguments sont insuffisants pour lui attribuer cette paternité avec certitude. Par ailleurs, il existait à Bordeaux, autour de Gabriel, et travaillant sur le chantier de la place Royale, d'autres *constructeurs de bâtisses* de qualité comme Etienne Dourdand *entrepreneur des ouvrages du Roi* qui œuvrait aussi pour des particuliers comme pour la famille de Gascq par exemple. La question de l'attribution reste entière.

Si le nom de l'architecte reste inconnu à ce jour, nous connaissons la date de construction et le nom du maître d'ouvrage de cet important immeuble du centre-ville.

La construction entreprise par Henri de Rostan, pour son propre compte, participe également à l'embellissement de la ville en mettant en valeur la vieille demeure historique des Bordeaux et des Foix-Candale, siège du pouvoir royal, mieux que ne pouvaient le faire les vieilles écuries démolies par ses soins.

¹⁵ Leulier, Renée, 2003.

Bibliographie

Coustet 2011 : Coustet Robert. *Le nouveau viographe de Bordeaux*, Bordeaux, Mollat 2011.

Jean-Courret 2010 : Jean-Courret Ézéchiél. « Le quartier et la maison noble de Puy-Paulin à Bordeaux (XIIe-XVIIIe siècles) » *Revue Archéologique de Bordeaux* 2010, Tome CI, p.11 à 39.

Leulier 2003 : Leulier Renée. « Deux hôtels d'André Portier : l'hôtel de Ruat et l'hôtel Lecomte de Latresne » *Revue Archéologique de Bordeaux* 2003, tome XCIV, p. 225 à 246.

Lacoue-Labarthe 1993 : Lacoue-Labarthe Marie-France *L'art du fer forge en pays bordelais de Louis XIV à la Révolution*, Bordeaux, Société Archéologique de Bordeaux, 1993.



Revue Archéologique de Bordeaux, tome CVIII, année 2017, p. 123-134

Un bien de campagne d'Elie-Louis Dufaure de Lajarte (1754-1794)

Catherine Michon Bouriat

Bien de campagne jusqu'à la Révolution française, reconverti ensuite en hôtel urbain, cette demeure se trouve à l'angle de la rue Lajarte et du cours de la Somme (fig. 1). Cet axe routier, anciennement connu sous le nom de chemin du Sablonat, demeura longtemps la principale voie de sortie de Bordeaux vers Toulouse.

Les recherches menées aux Archives départementales¹ ont permis de découvrir le plan d'une propriété viticole associée à cette résidence (fig. 2). Le document, daté de 1781, établit une proposition de partage entre Elie-Louis Dufaure de Lajarte, noble robin, et sa sœur Marie- Hélène de Gères (1755-1828). Il s'agit de régler une double succession ; celle de leur père Jean-Baptiste (1715-1755), conseiller au Parlement, et celle de leur frère aîné Valentin (1752-1776), écuyer. Le plan et l'acte notarié mettent en évidence un ensemble d'environ trois hectares constitué d'une *maison de maître, chay, bâtisses, jardin, cour, puits, vignes*. Ce bien est rattaché au territoire de la paroisse Sainte-Eulalie, au faubourg Saint-Julien.

L'ancien faubourg Saint-Julien

Le faubourg Saint-Julien doit son nom à un hôpital médiéval et à une porte intégrée au système de fortifications qui ceinturait la ville. Hors les murs, il connaît à partir de 1755 de profonds bouleversements, initiés par l'intendant Louis-Urbain de Tourny, au titre de la politique royale d'embellissement de la ville : réaménagement des remparts, destruction de cette porte vétuste, édification de portes monumentales associée à l'aménagement des nouvelles places d'Aquitaine et des Capucins, percement des cours Saint-Jean (actuel cours de la Marne) et *chemin Neuf d'Espagne* (cours de l'Yser), élargissement des chemins de Saint-Genès (cours de l'Argonne) et du Sablonat (cours de la Somme).

Contrairement à d'autres faubourgs, la progression de la ville dans ce secteur se met en place lentement. Ce territoire conserve jusqu'au milieu du XIX^e siècle un caractère semi-rural. Il figure encore sur le cadastre de 1851 au titre de « partie rurale de Bordeaux »².

¹ A.D.Gir. Répertoire méthodique des archives notariales. 3 E 24887. Notaire Despiet.

² A.Bordeaux-Métropole. Plan du cadastre de 1851. Section VS Saint-Nicolas, planche V3. G3/31.



Fig. 1. - Elévation façade principale, cours de la Somme.

Les descriptions du paysage en lisière de Bordeaux sont peu nombreuses. Jean Vaysse de Villiers, inspecteur des Postes nous livre son témoignage, en 1823 :

« Au faubourg Saint Julien, par lequel on sort de Bordeaux, succède une double haie de maisons de campagne, qui bordent et embellissent la route durant une lieue en ne montrant que leurs allées, leurs clos de vignes, leurs avenues et murs de clôture »³.

Ce qui définit cet espace, comme toutes les terres en périphérie de la ville, c'est son caractère viticole. Des documents cartographiques, comme la carte n° 6 de l'Atlas de Trudaine⁴, confirment la présence d'une profusion de pièces de vignes ordonnées selon un parcellaire en lanières (fig. 3). Les tran-

sactions immobilières proposées dans la presse bordelaise ancienne, *Annonces, affiches, avis divers*⁵ témoignent de cette particularité locale. Ainsi cette annonce parmi d'autres :

3 Vaysse de Villiers, Jean (1767-1834). *Itinéraire descriptif ou Description routière, géographique, historique et pittoresque de la France et de l'Italie. Routes de Paris à Bordeaux*. Volume 7. Paris. Editeur Potey, 1818.

4 Trudaine, Daniel-Charles (intendant des finances - directeur des Ponts et Chaussées) Atlas de Trudaine pour la généralité de Bordeaux planche n° 6. Portion de route au départ de Bordeaux, jusqu'au Becquet. Date document (1740-1780) Archives nationales, Archim. CP/F/14/8458.

5 B.M.Bx. *Annonces, affiches, avis divers pour la ville de Bordeaux* (1758-1784). Journal du 11 avril 1783. Éditeurs Labottière Frères. Dble 9227.

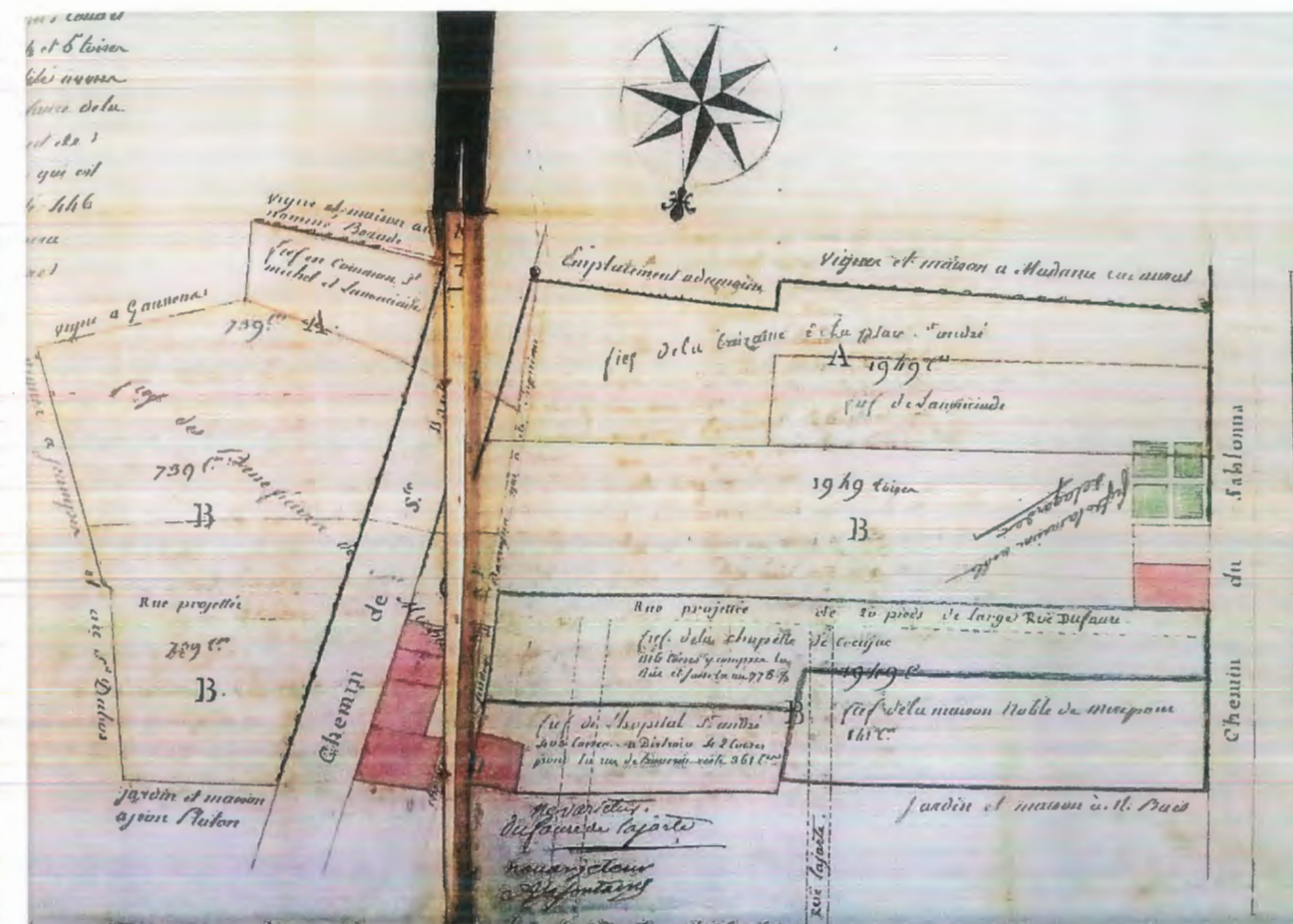


Fig. 2. - Plan du domaine, 1781. A.D.Gir. Côte 3 E 24887

« Bien très agréable, sur le grand chemin du Sablonna, près la porte Saint-Julien, dans lequel on recueille environ huit tonneaux d'excellent vin rouge ; il y a une maison de Maître & de Valet : s'adresser au sieur Pascalet, vannier, rue du Loup ».

À la lecture de ces journaux, il apparaît que ces pièces de vignes sont détenues par des propriétaires aux profils sociologiques variés. Des petites parcelles, biens de modestes vigneron, comme le sieur Deyris côtoient des domaines plus importants, comme ceux de l'avocat Francia de Beaufleury, du monnayeur Lafontaine ou du parlementaire Elie-Louis Dufaure de Lajarte, héritier de ce domaine.



Fig. 3 - Atlas de Trudaine, extrait.

Elie-Louis Dufaure de Lajarte : propriétaire terrien

Elie-Louis naît le 25 février 1754, dans l'hôtel particulier de sa famille, rue des Trois Conils, paroisse Saint Projet. Baptisé le 28, à la cathédrale Saint-André, il a peu connu son père Jean-Baptiste, décédé en activité de magistrat l'année suivante. Jean-Baptiste épousa en secondes noces sa mère, Jeanne Merlet de Bellevue, le 10 septembre 1751. Le couple eut trois enfants : Valentin, Elie Louis et Marie-Hélène, future épouse de Gères. A la mort de leur frère aîné Valentin, ils restent les seuls héritiers. D'après l'arrangement de famille du 9 juin 1781⁶, leur fortune estimée à 210.000 livres est constituée pour l'essentiel d'un patrimoine bâti et de biens agricoles. Les biens gérés en commun consistent en :

Un bien de campagne paroisse La Sauve entre Deux Mers avec les meubles et vaisseaux, vinaire qui y sont actuellement : 90.000 livres,

Un bien de campagne, paroisse de Langoiran, meubles et vaisseaux : 5.000 livres,

Un bien de campagne, au Sablon par Sainte-Eulalie avec les meubles et vaisseaux qui s'y trouvent estimés à 6000 livres pour une partie, l'autre partie estimée à 101.000 livres,

En une maison rue Judaique-Trois Conils paroisse Saint-Projet, compte tenu des réparations : 59.000 livres,

Une maison rue de la Devise – Sainte-Catherine : 9.000 livres,

Une maison rue Fusterie Saint-Michel : 10.000 livres,

Un contrat de la somme de 1500 livres dû par Madame de Cursol 6 mai 1779,

Droits payés à Créon et Langoiran.

Elie-Louis acquiert la majorité de cette fortune, il est déclaré *héritier général et universel* des biens de sa mère. La fortune de Jeanne Merlet de Bellevue est conséquente, suivant différentes sources comme son contrat de mariage⁷, l'inventaire des biens nationaux⁸, le testament de Marie-Hélène⁹, elle est estimée à 200.000 livres et comprend :

Un hôtel particulier situé au Jardin public, construit par les frères Laclotte, acheté en 1779 au parlementaire Mac Carthy¹⁰,

Des maisons de rapport, rue des Faures, Poitevine, de l'Enfer,

Un bien viticole à Saint-Louis de Montferrand dit Maison Degères¹¹,

Des terres sucrières à L'Ile à Vaches (Saint-Domingue).

En juillet 1786, Elie-Louis signe son contrat de mariage¹². Il épouse Marie-Simone Dubergier de Luze (1768-1821). Les bans sont publiés à la paroisse Saint-Seurin. Agée de 18 ans, domiciliée chez son père rue du Hâ, elle est la fille de François-Raymond Dubergier de Luze, écuyer, seigneur de Grolet, et de feu dame Marie-Anne de Sossiondo. Cette alliance matrimoniale lui permet d'accroître son patrimoine, Simone apporte :

Une propriété viticole dite « château de Grolet » située à Saint-Ciers de Canesse,

Une maison localisée à Ambès, référenciée sous le nom de Fort Lajarte¹³.

En se référant aux situations économiques des parlementaires bordelais définies par l'historien Michel Figeac¹⁴, la fortune d'Elie-Louis correspond à celle d'une noblesse aisée « pratiquant double résidence, disposant d'une demi-douzaine de domestiques, d'un intérieur confortable et d'une bibliothèque ».

Un « monsieur du Parlement » au destin tragique

Elie-Louis appartient à un milieu aristocratique imprégné de traditions parlementaires. Il est petit-fils de Louis Elie, fils de Jean-Baptiste, neveu d'Antoine, tous vivants *conseillers du roi au Parlement de Bordeaux*, tout comme ses cousins Louis Dufaure de Lajarte, Jean-Baptiste et Pierre-Jules Dudon père et fils. Il acquiert, en mai 1778, pour 26 000 livres l'office de conseiller au Parlement, résigné par Jean de Fonteneuil. Au sein

du Parlement de Bordeaux, groupe très hiérarchisé, se trouve au sommet le premier Président, suivi du procureur général, des présidents à mortier et des avocats généraux. Comme l'indique une chronique du *Journal de Paris*¹⁵, il achète cette charge pour 91 200 livres en 1779 à François-Armand de Saige (1734-1794), l'homme le plus fortuné de Bordeaux.

Plusieurs travaux consacrés au Parlement de Guyenne permettent de restituer quelques épisodes de sa carrière de magistrat. Parmi eux, les ouvrages de Charles Boscheron des Ports¹⁶ et de William Doyle¹⁷ rendent compte des conflits qui divisent l'institution, bien loin de constituer une assemblée homogène. Ainsi, en 1780, l'avocat général Jean-Baptiste Mercier Dupaty s'oppose régulièrement au Parlement et à son président Le Berthon : *il ne se cachait pas de ses vœux, pour la réforme des lois criminelles*. Position qui lui vaut l'hostilité régulière d'une partie du Parlement. Proche de Mercier-Dupaty, Elie Louis Dufaure de Lajarte, lors de son discours de réception, en mars 1780¹⁸ revient sur les agissements des magistrats à l'égard de son ami. Cette intervention plus que virulente et irrespectueuse – *vous êtes les agents du désastre public* – est suivie de son exclusion. Il doit se rendre devant le Grand conseil pour être réintégré dans ses fonctions. Les idées de Mercier-Dupaty sont progressistes ; franc-maçon, il est vénérable de la Loge des Neuf Sœurs. Si rien ne permet d'affirmer qu'Elie Louis est lui-même franc-maçon, il faut constater qu'il entretient des relations étroites avec ce réseau. Ses cousins Pierre-Jules et Jean-Baptiste Dudon sont les vénérables de deux loges bordelaises, l'Amitié et l'Harmonie.

En 1784, l'avocat général rédige un mémoire¹⁸, sous le titre : *Examen du Privilège de l'Hôtel-Dieu Saint-André de Bordeaux donnant la maîtrise au premier élève en chirurgie de cette maison* (fig. 4). Elie-Louis s'élève des manquements des chirurgiens de la ville auprès des plus pauvres, qui se font régulièrement remplacer par des personnes peu compétentes pour ce service. Il propose d'octroyer la maîtrise en chirurgie, à un élève choisi parmi les plus compétents, s'engageant à rester sept ans au service de l'hôpital et ce sans passer d'examen. Cette proposition lui vaut l'hostilité de la communauté des maîtres chirurgiens de la place.

Le 7 septembre 1790, un an après le déclenchement de la Révolution, l'Assemblée constituante prononce la suppression de tous les tribunaux existants à Paris et dans les cours provinciales. Privé de sa charge, Elie-Louis reste à Bordeaux, mène des transactions, rachète des biens du clergé, notamment à La Sauve Majeure. Fin juillet 1792, il quitte Bordeaux pour Paris où il restera une année ; il séjourne aussi à Rouen et à Dieppe. Des recherches complémentaires répondraient peut-être aux questions liées à ce déplacement. En juillet 1793, après l'arrestation des députés girondins, il regagne sa ville natale. Bordeaux, devenue ville dissidente, subit des arrestations de

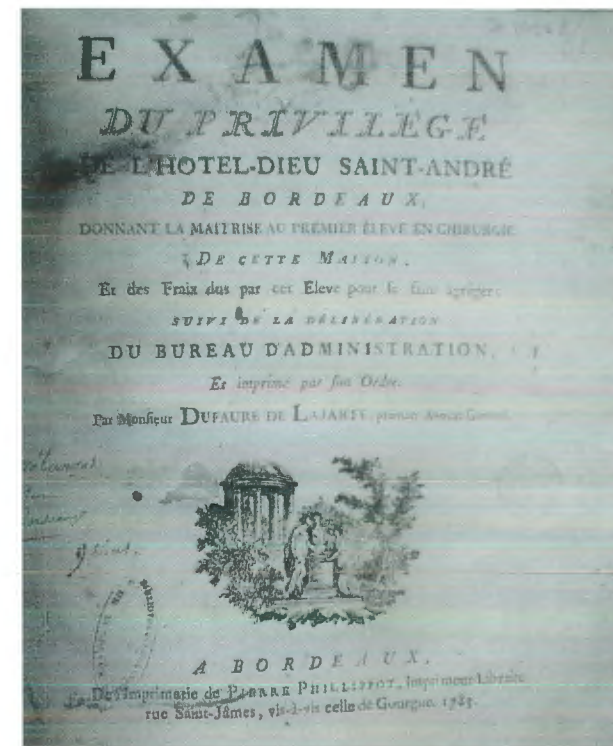


Fig. 4. - Elie-Louis Dufaure de Lajarte. Examen du Privilège de l'Hôtel-Dieu Saint-André de Bordeaux. Bordeaux, Philipot, 1784.

masse et des exécutions. Soupçonné de fédéralisme, comme adhérent à la très girondine section 10 de la ville, il est incarcéré à la suite de la « raffe » de décembre 1793¹⁹. Deux semaines avant l'arrestation de Robespierre, le 22 Messidor de l'an II, Elie Louis Dufaure de Lajarte est exécuté avec neuf anciens parlementaires. Il venait d'avoir 40 ans.

Le catalogue de sa bibliothèque, confisqué à son domicile après son exécution contient 80 ouvrages. Cette collection, conservée dans le fonds patrimonial de la bibliothèque de Bordeaux, confirme, par ses choix éclectiques mêlant dictionnaires, ouvrages historiques, géographiques, philosophiques, qu'il est l'archétype de l'aristocrate imprégné de l'esprit des Lumières.

6 A.D.Gir. Répertoire méthodique des archives notariales. 3 E 24887, notaire Despiet.

7 A.D.Gir. Répertoire méthodique des archives notariales. 3 E 17833. Contrat de mariage du 10 septembre 1751. Notaire Brignet.

8 A.D.Gir. Déclarations et inventaires du 11 Messidor an VII. Tome I, volume I, page 178.

9 A.D.Gir. Répertoire méthodique des archives notariales. 3 E 24202, notaire Matthieu.

10 Perreau, Jean, *Trente demeures bordelaises et leur secret*. Bordeaux, éditions Nolasque, 1987.

11 Inventaire général, base Mérimée, référence : IA33001264, cadastre 1824 B 154 et 2001 AK 99.

12 A.D.Gir. Répertoire méthodique des archives notariales. 3 E 15424, notaire Dugarry. Contrat de mariage du 07 juillet 1786.

13 Inventaire général, base Mérimée, référence : IA330001264, cadastre 1824 B 154 et 2001 AK 99.

14 Figeac, Michel, *La douceur des Lumières. Noblesse et art de vivre en Guyenne au XVIII^e siècle*, Bordeaux, Mollat, 2001.

15 B.n.F. *Journal de Paris*, numéro 57 Imprimerie Quillau. Paris, (1777-1781) Département Arsenal, 4-H-8908 (1-20).

16 Boscheron des Ports, Charles-Bon-François, *Histoire du Parlement depuis sa création jusqu'à sa suppression (1451-1790)*. Bordeaux, C. Lefèvre, 1877.

17 Doyle, William, *The Parliament of Bordeaux and the end of Ancient Regime (1771-1790)*. E. Bern, 1974.

18 B.M.Bx. Dufaure de Lajarte. Avocat-général. Bordeaux, imprimerie de P. Philipot, 1783. Fonds patrimonial. D 10968 (1)

19 A.D.Gir. Archives publiques révolutionnaires (1790-1800). Tribunal criminel, commission militaire, 5 L bis 14.

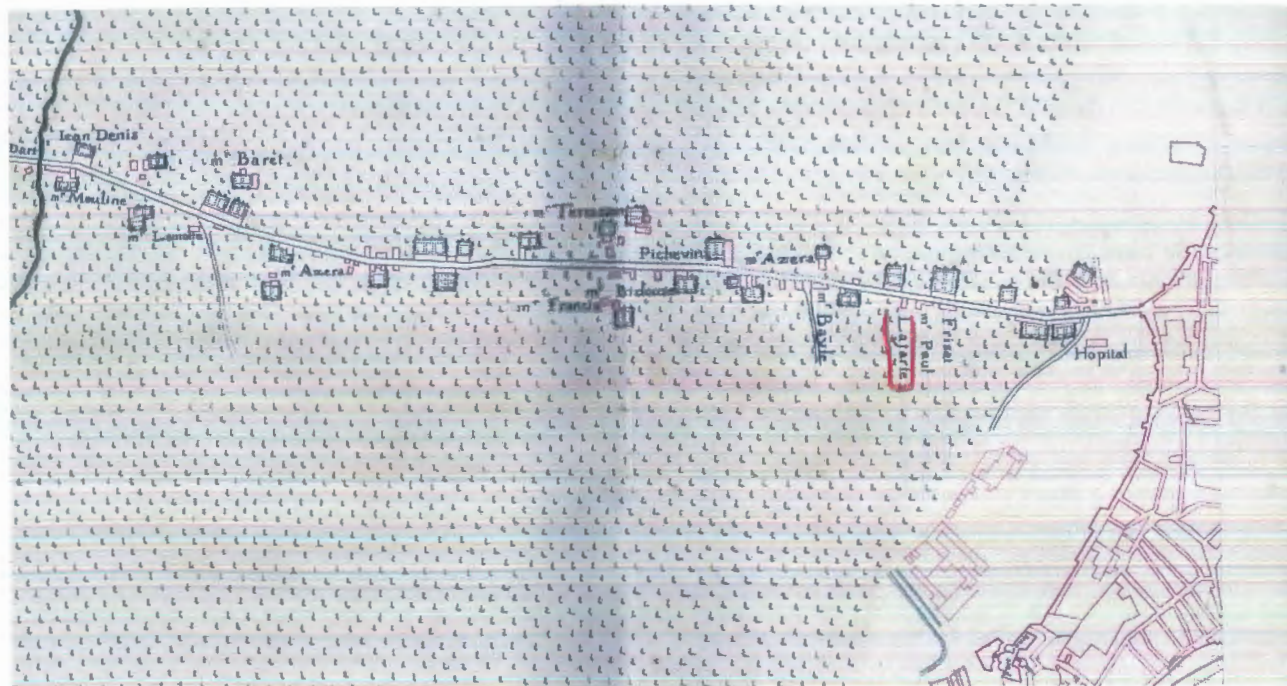


Fig. 5. - Plan-carte. Grande route de Bordeaux à Captieux.
A.D.Gir. Côte C 1926 3. Maison Lajarte.

Evolution puis disparition du bourdieu d'Elie-Louis Dufaure de Lajarte

Évalué à 107 000 livres au moment de la proposition de partage, le domaine qualifié dans les minutes notariales tantôt de bourdieu, tantôt de bien de campagne constitue le bien le plus important du patrimoine familial.

Une maison Lajarte est représentée sur un plan-carte, la grande route de Bordeaux à Captieux²⁰ (fig. 5). Certains éléments comme le rempart et l'hôpital des Incurables sont présents sur le document. Par les délibérations du 8 juin 1744 et du 5 mai 1746 les jurats ont ordonné tout d'abord la destruction de l'ancienne fortification puis le déplacement de l'hôpital. Celui-ci fondé en 1743 par Monsieur de Bigot²¹ est reconstruit lors de la création de la place d'Aquitaine en 1748 à l'emplacement de la future faculté Victor Segalen. Une première maison est donc déjà en place à cette date.

Antérieurement à 1750 la propriété est d'un seul tenant. A cette date, le percement du chemin Neuf (cours de l'Yser) entraîne le partage de la propriété en deux parties, comme indiqué dans une situation litigieuse de 1767, entre la Veuve

Dufaure de Lajarte et le curé de l'église Saint-Michel au sujet de droits féodaux : *Toute icelle pièce de vignes situé en Graves de Bordeaux, paroisse Saint Eulalie, au plantier de Barreyre divisé en deux par le chemin neuf de Toulouse qui conduit de la porte neuve des Capucins au chemin du Sablonat ou Castres*²².

Le plan établi en 1781 par l'arpenteur Lamarque²³ permet de restituer dans son intégralité le domaine et de le comparer au cadastre actuel²⁴. Les rues de ce secteur correspondent aux anciennes limites de la propriété (fig. 6). La plus importante parcelle est celle bordée par la rue Fonfrède, le cours de la Somme, le cours de l'Yser et la rue Pascal Mothes. La deuxième pièce de vignes, plus restreinte, a pour lisières les actuelles rues Cazemajor, Albert Nodon, Raleau et l'impasse Fonfrède. Elle est mitoyenne de la nécropole de *messieurs les Juifs* établie en 1768 également sur un bourdieu.

20 A.D.Gir. Administrations provinciales, intendance de Bordeaux. C 1926/3.

21 Desgraves, Louis, *Evocation du vieux Bordeaux*. Editions de Minuit. Paris.1960.

22 A.D.Gir. Clergé séculier. Archevêché, paroisse Saint Michel. Terrier G 1721, folio 203.

23 A.D.Gir. Répertoire méthodique des archives notariales. 3 E 24887. Notaire Despiet.

24 Site Geoportail.gouv.fr. Plan de la ville de Bordeaux.

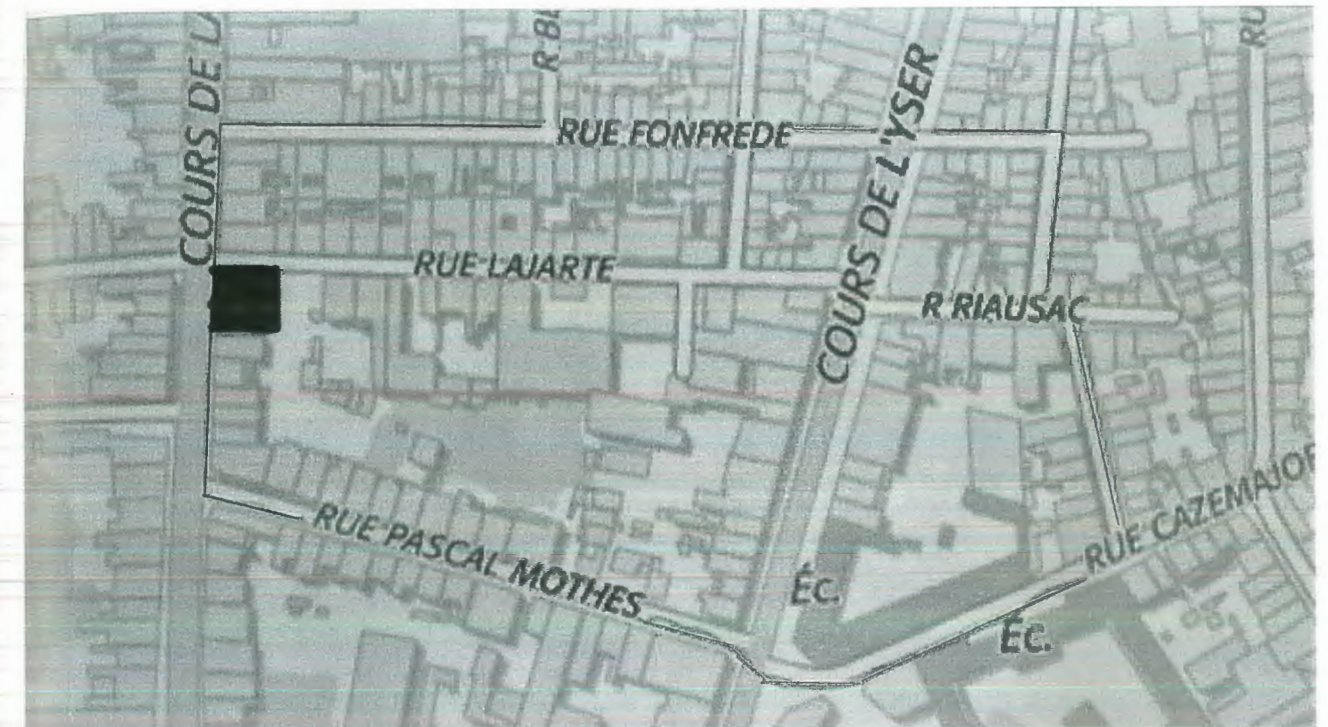


Fig. 6. - Situation de la demeure et du domaine dans le tissu urbain actuel.
Plan de la ville de Bordeaux. Carte IGN, échelle 1:2132 LI.

Un contrat de vente d'une parcelle entre Elie-Louis Dufaure de Lajarte et Antoine Lafontaine, bourgeois et monnayeur permet de situer l'entrée de la propriété, sur l'actuel cours de l'Yser. Il stipule que : *le bourdieu dispose d'une issue sur le Chemin de Sainte Barbe. (Cours de l'Yser)*. Un plan de ville dressé en 1848, indique d'ailleurs la présence de deux piliers ainsi que l'ébauche d'un chemin rural, sur ce cours²⁵.

Le plan restitue également un bâtiment mitoyen à la demeure et de même superficie. Avec ses trois issues, il pouvait être destiné à la vinification. Figure également le dessin d'un jardin, avec un modèle de parterres gazonnés cerné d'une platebande, fidèle à la tradition des formes géométriques à la française. Des photographies anciennes montrent la présence d'un puits, par ailleurs mentionné dans une transaction au titre de droit de puisage. Formé d'un terrassement en pierre, surmonté d'une potence ferronnée il a disparu récemment.

De 1781 et 1792, l'activité spéculative foncière devient plus rentable que la vente du vin. Elie-Louis Dufaure de Lajarte vend régulièrement des parcelles du domaine. Il fait percer les rues Lajarte et Dufaure (devenue rue Fonfrède). Nous avons recensé à partir d'un dépouillement partiel des actes notariés,

une dizaine de transactions pour un montant d'environ 30.000 livres. A l'exception de quatre terrains rue Rieuzac qui restent la propriété de Marie-Hélène de Gères, le domaine disparaît du patrimoine de la famille, à la Révolution²⁶.

La demeure

L'histoire de la demeure reste lacunaire. Comme déjà évoqué, une maison Lajarte est présente avant l'aménagement de la place d'Aquitaine. Vingt ans plus tard un bail à louer du 8 septembre 1768²⁷ est signé entre Madame Dufaure de Lajarte et Pierre Lasserre, un cabaretier de la rue de la Trésorerie. Le notaire Baron évoque une maison constituée de sept pièces, mais seuls les meubles et objets

25 B.n.F. Gallica, *Plan de la ville de Bordeaux* réduit sur le grand plan/levé par messieurs Pierruges et Béro. Département des cartes et plans.GE DL1848-65.

26 A.D.Gir. Déclarations et inventaires du 11 Messidor an VII.Tome1, volume1, page 178.

27 A.D.Gir. Répertoire méthodique des archives notariales. 3 E 15018. Notaire Baron.

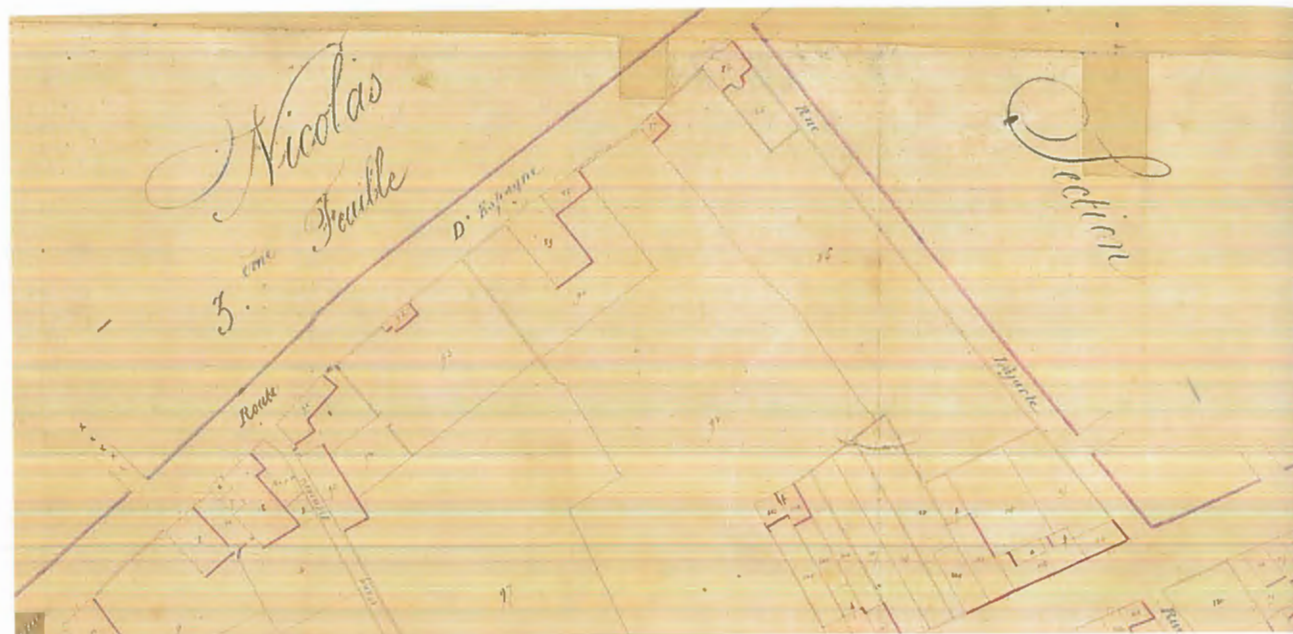


Fig. 7. - Bordeaux. Plan du cadastre, 1822.
Archives Bordeaux-Métropole.
Section E, Saint Vincent, planche 38.

d'un petit salon, d'une chambre et d'un petit cabinet sont consignés dans l'inventaire. Cette description est insuffisante pour opérer une comparaison avec la demeure actuelle, mais permet cependant d'imaginer les aménagements d'un lieu destiné à la location. Les espaces sont décrits de la façon suivante :

Etant compris dans le présent bail les meubles qui garnissent ladite maison :

Dans la grande chambre ; un bois de lit à l'angle garni d'une mauvaise paille, couette, coussin et matelas, le dossier est en petite pentère de satin jaune piqué, les rideaux d'une étoffe verte, d'un taffetas à fleurs le tout usé sur son châssis et six tringles en fer. Un grand miroir de cadre bois, une tenture de tapisserie en verdure or en trois pièces usées, deux rideaux de feutre de toile peinte avec leur barre de fer, un demi buffet à deux portes en bois de noyer, deux tables dont l'une a un pied pliant et l'autre quatre pieds tournés, deux petits tableaux.

Et dans l'antichambre un bois de lit à deux angles garnis de paille, couette, coussin, son dossier [...] de taffetas jaune piqué, serpentant en dehors du taffetas à fleurs le tout usé, un petit cabinet à un porte bois de sapin. En

plus deux pièces de tapisseries usées dont une en laine et en verdure et l'autre de Bergame, une paire de chenets en fonte et deux mauvaises chaises.

Le jardin entretenu et retour dans l'état qu'il est actuellement et le locataire se doit d'entretenir ladite maison, de faire clore incessamment à ses frais le dit jardin compris dans le présent bail des deux côtés qui bordent la vigne de ladite dame et ce par une barricade suffisante pour qu'il n'y ait aucune communication des vignes au jardin.

De laisser jusqu'après les vendanges et vin écoulé le lit du paysan de ladite dame qui est dans la chambre d'entrée de la maison sans en pouvoir exiger de loyer.

En mai 1781, selon le plan tracé par l'arpenteur Lamarque, la maison figure à son emplacement actuel²⁸ (fig. 3). En 1822, sur le cadastre de Bordeaux, apparaît l'avant-corps en rotonde²⁹ (fig. 7). Une vente de 1837 précise

28 A.D.Gir. Répertoire méthodique des archives notariales. 3 E 24887. Notaire Despiet.

29 A.Bx-Métropole. Plan du cadastre daté de 1822. Section Saint-Vincent. G 50G 1/46. Planche n° 38, feuille 1/2

que la maison et les murs du jardin auraient été édifiés à la Révolution française³⁰ : Monsieur Chapelin aurait acheté à Madame veuve Dufaure de Lajarte un emplacement vers 1789 par acte déclaré en forme mais non représenté. Il aurait fait construire la maison et les murs de clôture du jardin vers 1789, 1790, 1791. Il est possible que Chapelin, qui s'attribue l'initiative de la construction, ait tout simplement modifié un bâtiment déjà existant.

A partir de la période révolutionnaire, sept propriétaires se succèdent dans cette maison.

Jean-Baptiste Chapelin associé à la veuve Jeanne Maugey aurait proposé la transaction et acheté une partie du bien entre 1789 et 1790³¹. Nous n'avons trouvé que peu d'archives sur cette famille à l'exception d'un avis de décès d'un Jean-Baptiste, fils du précédent, architecte actif à Saint André de Cubzac, décédé à Bordeaux en 1828.

Le 11 septembre 1837, Elisabeth Levêque achète pour 8 000 francs le bien aux héritiers de Jean Baptiste Chapelin³². Epouse d'un marchand, elle vient d'être indemnisée pour ses propriétés situées à Saint-Domingue. Le couple Levêque-Villiard meurt sans héritier. Des disputes familiales conduisent à la vente du bien aux enchères en 1872. Il est acheté pour 19 625 francs par Jean-Henri Moll.

En 1892 ses héritiers vendent la demeure à Adeline Ollivier et Jean-Baptiste Hourcade, conducteur des travaux à la Compagnie du Midi. Restée veuve, Adeline Ollivier se retire à Pamiers dans l'Ariège. A son décès en 1944, elle lègue la maison à ses deux domestiques, Marie Sainte-Marie et Marie Saint-Genève.

En 1956, pour 15 000 francs un transporteur se porte acquéreur. Dernière vente en l'an 2000, le propriétaire actuel remanie le plan intérieur du premier niveau.

Depuis le milieu du XVIIIe siècle, la demeure a donc fait l'objet d'une occupation continue.

Description de la maison

La maison actuelle s'inscrit dans un plan massé rectangulaire double en profondeur. Elle présente des dimensions modestes avec une surface au sol de 124 m², répétée à chacun des trois niveaux³³ (fig. 8). La façade principale mesure 11 m, le mur latéral 9 m. Le corps de logis, unique et principal, orienté est-ouest, est construit sur un sous-sol de

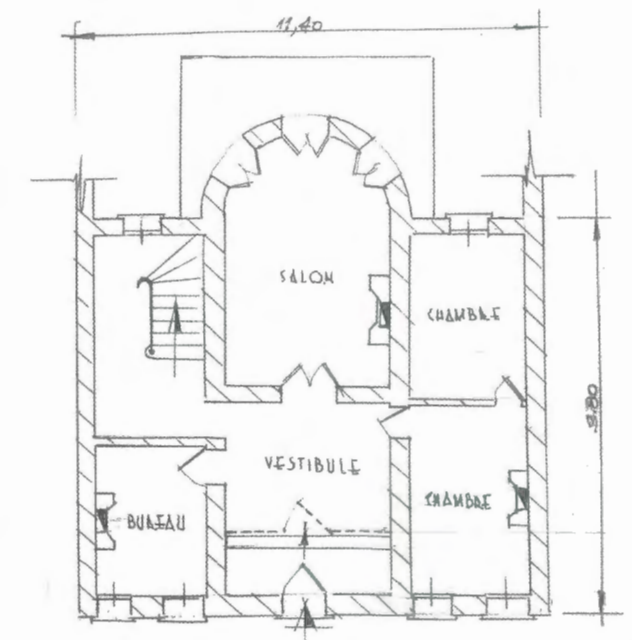


Fig. 8. - Plan de la demeure.
Proposition de restitution état 1959
d'après archives Bordeaux-Métropole, dossiers administratifs,
section permis de construire 3306300z7047.

caves voûtées d'une surface de 70 m²³⁴. Pendant la dernière guerre mondiale, cette cave a servi d'abri lors des bombardements des alliés anglo-américains.

Les trois façades hétérogènes de cette demeure sont construites en pierres de taille, dans un appareil laissé apparent. Le quatrième mur disparaît avec la mitoyenneté de la maison voisine, construite au cours du XIXe siècle. La façade côté rue se dresse sur trois niveaux et développe cinq travées rythmées par des chaînes appareillées à bossages. Il s'agit ici d'un refend ordonné, plus saillant au rez-de-chaussée qu'à l'étage supérieur. Au rez de chaussée, la porte d'entrée se trouve au

30 A.D.Gir. Répertoire méthodique des archives notariales. 3 E 58899. Notaire Massac.

31 Ibid.

32 Ibid.

33 A.Bx-Métropole. Dossiers administratifs, sous-série 14 W, section permis de construire 3306300z7047.

34 Ibid.



Fig. 10. - Elévation façade sur jardin.

Fig. 11. - Décors salon ovale.

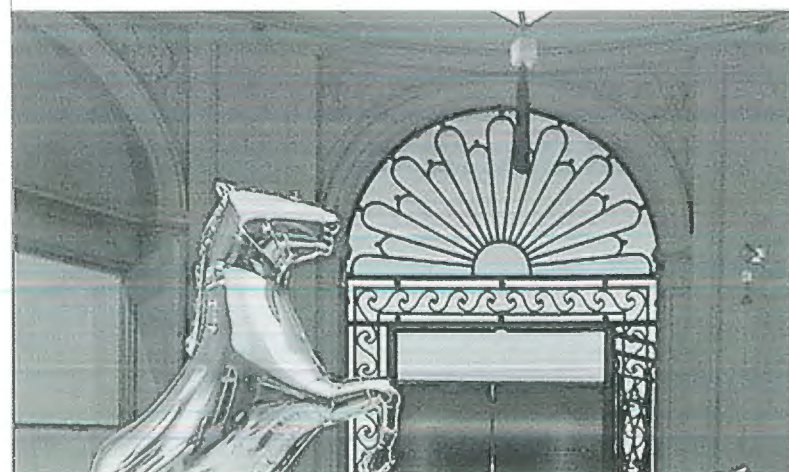
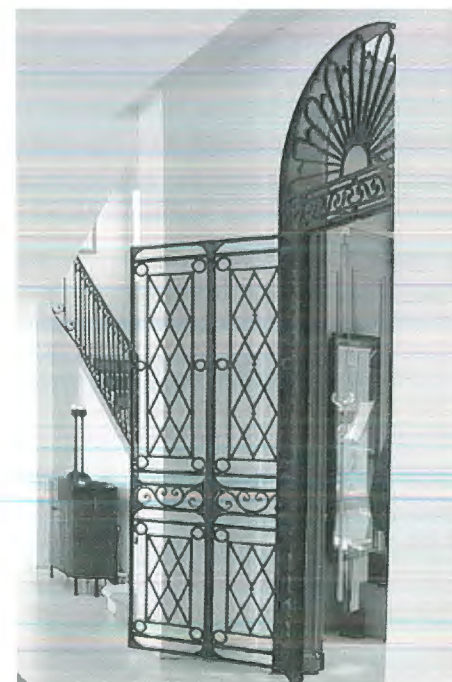


Fig. 12. - Grille du vestibule et escalier.



centre de la façade ; elle est aujourd'hui murée de l'intérieur, l'accès au bâtiment s'effectuant depuis le jardin. Deux baies rectangulaires aux chambranles moulurés s'inscrivent de part et d'autre, de façon symétrique ; elles sont ornées à la clef d'une agrafe non sculptée.

Un bandeau plat souligne le passage du rez de chaussée au premier étage. A ce niveau, une porte-fenêtre reprend la position centrale de la porte d'entrée ; elle ouvre sur un balcon à garde-corps de fer forgé. La rampe de balcon est verticale, mêlant la tradition des essences allongées à des angles adoucis par des courbes ; une ligne de pilastres supporte la main courante. Ce balcon s'appuie sur deux consoles en volutes développant un décor de roses, de feuilles de vignes et de rinceaux. Une corniche coiffe la porte-fenêtre, soutenue par deux consoles au motif d'acanthes, reliées entre elles par une guirlande de feuilles de chêne. Sous les appuis des quatre baies rectangulaires courent des balustrades. Les fenêtres du second niveau gardent la trace dans la pierre, de clefs, qui ont disparu. A l'encadrement des fenêtres des gongs métalliques sont les vestiges de contrevents démontés.

Une corniche à denticules ponctue le passage entre le deuxième et le troisième niveau. Ce dernier est constitué d'un attique peu développé où prennent place cinq baies carrées de petites dimensions. Entre ce deuxième et troisième niveau, on observe à la fois une rupture et une reprise de maçonnerie avec des blocs de pierre de nature différente de ceux de la façade. L'existence de ce troisième niveau est mentionnée dans un acte de vente de 1837. La rupture de maçonnerie peut être envisagée comme le vestige d'un pan de toiture brisée recouvert d'ardoise.

La façade latérale nord présente un ensemble de baies aveugles. Au premier niveau, deux sont rectangulaires et encadrent une troisième en forme d'anse de panier. Le deuxième niveau est souligné de deux bandeaux de pierre. Il reprend la même organisation que le rez-de-chaussée, à l'exception d'une étroite fenêtre, ornée d'une grille de ferronnerie éclairant la cage d'escalier ; les trois baies y sont rectangulaires. Deux bandeaux de pierre et une corniche marquent la transition avec le troisième niveau. Celui-ci, semblable à l'attique de la façade principale est percé de trois baies étroites.

Il est vraisemblable que la façade sur jardin ait été la façade principale de la demeure jusqu'à la disparition de la longue allée du domaine viticole. Elle compte cinq travées rythmées par des chaînes à bossage et s'élève sur trois niveaux. L'élégance de cette façade tient surtout à la structure et au traitement décoratif des trois travées qui forment un avant-corps quasi semi-circulaire (fig. 10). Elle présente en son rez-de-chaussée trois baies en plein-cintre, rehaussées d'une grille d'imposte

en ferronnerie chantournée. Une marquise couvre le bandeau nu continu séparant le premier niveau du second. Au premier étage, une balustrade de pierre souligne les baies rectangulaires inscrites dans une embrasure. Deux corniches circulaires ponctuent les passages du premier au second niveau puis du troisième à la toiture.

La distribution intérieure a été modifiée au cours des deux dernières décennies. Le plan intérieur est celui dessiné en 2000, lors d'une visite de la demeure, alors en cours de restructuration (fig. 8). Il apparaissait alors parfaitement symétrique. Au rez-de-chaussée, depuis l'entrée côté rue, une porte précédée d'une grille en fer forgé introduisait dans un vestibule axial d'environ 2,5 m de large. Celui-ci était encadré par deux pièces qui se développaient en façade côté rue. Depuis le vestibule, l'accès au salon ovale s'effectuait par une porte à double battant. Ce salon se trouvait être la pièce la plus importante de la demeure avec ses 30 m² de surface ; isolé du reste de la maison, il ne communiquait qu'avec le vestibule et le jardin. Des portes-fenêtres dessinaient trois pans de mur correspondant à l'avant-corps de la façade sur jardin. L'escalier prenait naissance dans l'angle gauche du vestibule. Au premier étage, le plan ne paraît pas avoir été modifié ; il restitue quatre espaces, organisés autour d'un palier, deux pièces rectangulaires encadrant une pièce ovale réplique du salon du rez-de-chaussée.

Des décors intérieurs, il ne reste aujourd'hui que les boiseries du salon en rotonde et celles de sa réplique à l'étage. Subsistent encore la grille du vestibule, l'escalier et certaines cheminées. Une photographie du salon ovale montre des arcades rythmant trois portes-fenêtres. Elles sont ornées de feuilles d'acanthes à la jonction avec l'encadrement (fig. 11). Des décors floraux animent les écoinçons. Toujours dans cette pièce, les décors boisés s'organisent en panneaux rectangulaires à cadre mouluré, coiffés d'arcades aux mêmes motifs floraux que ceux des portes-fenêtres. Les lambris de hauteur à angle rentrant, permettent la mise en place de boutons de roses. L'évaluation des services fiscaux, au moment de la vente de 1956 précise que le plancher de chêne de cette pièce est à bâtons rompus et que le plafond de plâtre est mouluré. La grille du vestibule, d'un seul vantail s'organise autour de quatre panneaux ferronnés au décor géométrique, séparés par une ligne aux motifs curvilignes. Elle est surmontée d'une imposte également en ferronnerie d'art ouvragé. L'escalier, suspendu, tournant à gauche est constitué de marches en pierre. La rampe plutôt sobre, est formée de « essences » étirés. Ces deux ouvrages sont peints en noir (fig. 12). Les cheminées en marbre blanc, présentent des pieds droits rectilignes aux cannelures rudementées et des linteaux aux frises cannelées, ornés de motifs de roses ou de rubans en leurs extrémités.

Conclusion

La demeure, autrefois associée au domaine est devenue pavillon urbain, n'est plus identifiée comme bien de campagne ; l'ancienne structure foncière viticole n'a pas résisté à l'avancée de la ville. Pourtant bien qu'ayant perdu son identité et sa fonction, elle séduit par les qualités architecturales de ses trois façades hétérogènes. Au nord, la muralité austère est réduite à un jeu de proportions et de bossages ; en façade sur rue, les décors sobres se restreignent à quelques

motifs ; du côté du jardin, un avant-corps anime une façade également dépouillée. A l'intérieur les réaménagements récents ont modifié le bâtiment d'origine et les décors. Il a été possible de reconstituer le plan initial en consultant les permis de construire déposés aux archives. Cette maison de maître reprend les modèles architecturaux de la fin du XVIII^e siècle, présents dans les maisons des champs et les hôtels urbains des notables bordelais. Elle reste, avec sa relative modestie, le témoin du « bourdieu » disparu d'Elie-Louis Dufaure de Lajarte.



Revue Archéologique de Bordeaux, tome CVIII, année 2017, p. 135-153

Cos-d'Estournel, une architecture viticole entre classicisme et exotisme

Alain Beschi
Conservateur du patrimoine,
service du Patrimoine
et de l'Inventaire,
Région Nouvelle-Aquitaine

« Quand la légende dépasse la réalité, alors on publie la légende ». Au moment d'écrire l'histoire du château de Cos-d'Estournel, cette sentence, tirée d'un film du réalisateur américain John Ford, vient rappeler avec quelle humilité l'historien doit investir un sujet entouré de récits légendaires. Car Cos, « féerie » architecturale, et son charismatique créateur, Louis Gaspard d'Estournel (1762-1853), appartiennent d'abord à la mythologie viticole du Médoc et du Bordelais de la première moitié du XIX^e siècle.

Il est vrai que l'historien dispose de peu de matériaux, et généralement de seconde main, pour tenter d'éclairer les motivations et les ressorts psychologiques qui ont poussé, dans les années 1830, à l'âge de soixante ans révolus, ce propriétaire terrien à métamorphoser un modeste hameau viticole de Saint-Estèphe en un extravagant palais exotique dédié à la vigne et au vin (fig. 1). Cos est bien, en effet, un écrin édifié pour loger et élever les vins du domaine, le maître des lieux se réservant pour lui une résidence d'un goût plus conventionnel à Pomys, château éloigné de quelques centaines de mètres.

M. d'Estournel lui-même n'a guère laissé d'archives autres que foncières, comptables ou procédurales. Mais nombre d'auteurs ont contribué, depuis le XIX^e siècle, à faire de l'homme un personnage mythique et de Cos une merveille architecturale pour les uns, un décor d'opérette pour les autres¹.

Afin de laisser place à la recherche, et de situer cette réalisation singulière dans le champ de l'histoire de l'art, il convient de reconstituer le paysage de la « croupe » de Cos au début du XIX^e siècle, de tenter d'établir une chronologie précise des aménagements réalisés par Louis Gaspard, d'examiner le bâtiment pour en percevoir les coutures et mieux en cerner l'évolution architecturale. Enfin, seront posées les questions des sources d'inspirations du commanditaire, et de savoir quels hommes de l'art ont pu mettre en œuvre un projet d'une telle originalité. A l'issue du réexamen du dossier documentaire, si l'histoire n'a pas entièrement dissipé les légendes, du moins, peut-être, aura-t-elle nourri l'édification posthume du « maharajah » de Saint-Estèphe et de son emblématique palais.

¹ Outre les études mentionnées plus loin, la notice historique la plus complète sur Cos-d'Estournel est celle publiée par Jean-Marie Prats en 1989 dans la revue *L'Amateur de Bordeaux*, n° 24, p. 32-39. Voir aussi la publication en langue anglaise de Coates, Clive. *The finest châteaux of Bordeaux and their wines*. University of California press, 1995, p 188-190. Les sources consultées par l'auteur ne sont pas mentionnées, et donc sujettes à caution.



Fig. 1. - [Vue d'ensemble du château de Cos-d'Estournel.
© Région Nouvelle-Aquitaine, Inventaire général, Claire Steimer, 2013.

Cos, monument viticole, monument littéraire

Cos, « château viticole » mondialement célébré pour son cru classé, l'est aussi pour son architecture singulière. Qui emprunte pour la première fois la route de Pauillac à Lesparre est inévitablement saisi, au débouché d'un virage, par la vision incongrue d'un édifice orientaliste perché sur une croupe graveleuse, au cœur d'un Médoc plutôt réputé pour le classicisme ou l'historicisme convenu de ses architectures castrales². Arc de triomphe, pagodes exotiques, étables ornées de têtes de bœufs comme apprêtées pour un comice ou quelque cérémonie sacrificielle, lui valurent d'être régulièrement visité, abondamment décrit, représenté et commenté dans la littérature œno-touristique du XIXe siècle. A commencer par l'*Album vignicole ou Vues de châteaux et propriétés produisant les meilleurs crus du Médoc* de Gustave de Galard, ouvrage illustré publié en 1835, dans lequel figure pour la première fois une vue de la colline et du domaine de Cos, reconnaissance du statut auquel M. d'Estournel avait réussi à hisser un domaine façonné de toute pièce en une quinzaine d'années seulement. Trois ans plus tard, en 1838, Stendhal, parcourant le Médoc de Pauillac à Lesparre lors de son voyage dans le Midi, apporte un témoignage exceptionnel sur la réception critique de cette bizarrerie

par les contemporains. Intrigué par la découverte de Cos, c'est non sans étonnement qu'il décrit dans son journal de route un « bâtiment singulier [...] et à la vérité d'aucun style : cela n'est ni grec, ni gothique, cela est fort gai et serait plutôt dans le genre chinois. » Si, pour le postillon qui l'accompagne, il s'agit là d'écuries, Stendhal, en observateur perspicace, reconnaît dans le bâtiment « fort élégant [...] un chai : c'est le nom qu'on donne en ce pays au cellier où on fabrique le vin ». M. d'Estournel n'aura jamais eu connaissance des impressions avisées – et quelque peu ironiques ! – de l'auteur de la *Chartreuse de Parme*, puisque le récit de son périple ne fut publié à titre posthume que bien plus tard, pour la première fois en 1927.

Il aura pu, en revanche, tirer quelque fierté des commentaires élogieux du rédacteur du journal *Le Producteur*³ en 1838, l'année même du passage de Stendhal, à l'endroit de sa personne et de ses vins. Dans ce journal destiné aux professionnels, l'exemplarité de l'entreprise de M. d'Estournel est

² Pour un panorama des architectures viticoles du territoire, lire : Beschi, Alain et Steimer, Claire. *Estuaire de la Gironde. Paysages et architectures viticoles*. Lyon, Lieux-Dits, 2016.

³ *Journal des intérêts spéciaux de la propriété vignoble du département de la Gironde*. Bordeaux, imp. Suwerinck, 1838, p. 128-130.

saluée non seulement pour la qualité des vins et les succès commerciaux, mais aussi pour avoir créé « en quelque sorte une ferme-modèle pour l'exploitation des vignobles de Saint-Estèphe ». Et l'auteur d'exprimer son admiration pour un domaine qu'il a visiblement visité pour y avoir « remarqué les celliers les mieux disposés, des caves roulantes et plongeantes, des ateliers de tonnellerie spacieux, parfaitement distribués ; des chais, des cuiviers et des pressoirs en bon état, ainsi que des foudres les mieux conditionnés ». Cette « usine » à vin – l'expression n'est, à cette époque, en rien péjorative – et le vignoble réunissent « dans son ensemble tout ce qui peut exciter l'émulation parmi les grands propriétaires ». Rationalité de l'outil de production, débouchés avantageux sur les marchés les plus porteurs, promotion de la « marque » Cos par une communication visuelle fondée sur un « geste architectural fort »... La recette aujourd'hui bien éprouvée dans le vignoble bordelais trouve ainsi, avec Louis Gaspard d'Estournel, son inventeur ! Exemplarité et émulation auprès des confrères viticulteurs, enfin, par des « portes ouvertes » de ses bâtiments et installations viticoles. Lors de la deuxième session du congrès des vignerons français, tenue à Bordeaux en septembre 1843 et rapportée par quelques journaux bordelais de l'époque⁴, caveau et cellier de M. d'Estournel ayant été signalés « comme curieux à visiter », quelques membres décident de juger sur place. La narration de cette visite est connue par deux publications distinctes, mais chacune partielle. La première est issue des actes même du symposium, dans lesquels figure le « rapport de M. de Camiran sur le casier de M. Destournel »⁵ :

« Faire un caveau ressemblant à un boudoir, tant par son luxe d'éclairage, que par ses dorures et ses ornements de tous genre, devait faire craindre de tomber dans le colifichet ou dans le ridicule ; et bien, Messieurs, le bon goût de M. Destournel a évité ces deux écueils ; tout est beau, mais tout est bien ; l'agréable ne surpasse jamais l'utile, et l'ordre se trouvant toujours à côté de la richesse, une parfaite harmonie en concordance avec le luxe des ornements, ne laissent rien à la critique, sur ce riche et brillant réservoir des excellents vins du cru de Cos et de Pomis [...] ».

La seconde est retranscrite dans l'ouvrage d'Alfred Danflou consacré aux *Grands crus bordelais*, paru en 1866, dans lequel, pour parer aux accusations d'enthousiasme et de partialité à l'endroit de Cos, l'auteur cite un extrait du compte rendu du rapporteur du congrès sur la visite du cellier :

[...] « nous nous rendîmes, après une de nos séances, chez M. d'Estournel, son propriétaire. M. d'Estournel nous reçut avec la plus parfaite urbanité ; mais comme il n'avait pas été prévenu de notre visite, il donna immédiatement quelques ordres et nous pria d'attendre qu'ils fussent remplis. Au bout d'un quart d'heure, le cellier nous fut ouvert, et je vous l'avoue,

Messieurs, mon étonnement fut tel, qu'il le disputait à mon admiration. Une lumière éblouissante inondait l'enceinte où nous avions pénétré : cinq lustres à bougies, suspendus à la voûte, la répandaient à profusion de tous côtés ; un parquet convenablement entretenu couvrait le sol ; les casiers qui contenaient les bouteilles présentaient l'élégance et la richesse des décors qui distinguent les rayons d'une bibliothèque ; enfin, les salons les plus recherchés ne présentent pas un plus grand luxe que la cave où M. d'Estournel entasse avec amour son délicieux vin de Cos. »

Le dernier témoignage connu du vivant de M. d'Estournel sur ses possessions médocaines, est celui de l'écrivain Jean Saint-Rieul Dupouy. Ce connaisseur du Médoc a publié dans son ouvrage *L'Eté à Bordeaux*, paru en 1850, une description exaltée de Cos et de Pomis, « magnifiques domaines » et « merveilles architecturales » dont la réputation est, selon lui, générale à Bordeaux : « Pomis, une blanche villa italienne, calme et douce, à moitié perdue au milieu de ses jeunes ombrages ! Terrasses, colonnades, jardins anglais, fontaines jaillissantes dans leurs frais bassins de marbre, prairies, vergers, parc immense ! Cos, une féerie, un vrai palais de Chine, une pagode indoue [sic] ! Dômes élevés, coupoles que frappe le soleil, arcades toutes grandes ouvertes comme un arc de triomphe où va passer un roi, tourelles découpées à jour, pavillon chinois où l'air, en passant, agite mille sonnettes. » Quant au caveau à bouteilles, « vous y arrivez par une petite cour pavée en asphalte, et sous un berceau de roses et de chèvres-feuilles, au travers duquel on aperçoit une petite façade bordée de ciselures et d'ornements bachiques, avec un balustre soutenu par des bouteilles en pierre sculptées et supportant un écusson aux armes de M. d'Estournel. La porte s'ouvre, et vous voilà dans un salon aux dorures étincelantes [...] ».

Si l'auteur de cette narration ne tarit pas d'éloges sur l'œuvre de M. d'Estournel, un tel déballage de luxe pour des équipements viticoles aura probablement aussi suscité ironie et dédain⁶. Le jugement de la postérité, après sa mort survenue

⁴ *L'Indicateur*, le *Mémorial bordelais*, le *Courrier de la Gironde* et la *Guyenne*, notamment.

⁵ *Actes du Congrès des vignerons français, 2e session tenue à Bordeaux le 18 septembre 1843*. Bordeaux, impr. Th. Lafargue, 1843, p. 139-141. Il est dit que le système novateur de casier métallique et l'organisation de la cave ont été réalisés par le dénommé P.-F. Eyquem, de Bordeaux.

⁶ De son vivant, il dut subir les vers assassins de Biarritz, lequel, comme poète des *Grands vins de Bordeaux*. Paris, Plon, recueil paru en 1849, assène un jugement sévère sur le cru : « Fier d'être des nababs le suprême régal, / Cos-d'Estournel prétend d'abord marcher l'égal / De nos meilleurs seconds, quoiqu'il soit difficile / Qu'il égale Mouton, Rauzan et Léoville. / On peut, après ceux-ci, le mettre au second rang, / Pourvu qu'on nous le livre en bouteilles, bien franc ; / Car, s'il est altéré par quelque impur mélange, / Nous le voyons partir sans regret pour le Gange ».



Fig. 2. - Détail de l'arc de triomphe et de la façade du château-cuvier. © Région Nouvelle-Aquitaine, Inventaire général, Claire Steimer, 2013.

en 1853, est d'une tonalité généralement favorable. Teintée de nostalgie chez Henry Ribadieu, dans son ouvrage de 1855 consacré aux châteaux de la Gironde⁷ ; de lyrisme pour Alfred Danflou dans l'album de 1866, déjà cité ; enthousiasme contenu par la neutralité de ton affichée par Charles Lorbac, enfin, dans les *Richesses gastronomiques*, livre publié en 1867 assorti d'une vue gravée. Chacun de ces ouvrages présente un développement historique plus ou moins étoffé sur le domaine et un commentaire sur les vins. Au travers de ces écrits transparaît aussi l'homme. Qui était Louis Gaspard d'Estournel ?

M. d'Estournel, grand seigneur, méchant homme ?

« Sa vie avait été dominée par une folie ». L'écrivaine Jean Balde présente ainsi, quelque 70 ans après la mort du créateur de Cos-d'Estournel, la quête insensée de ce dernier afin que son vin fût mis au rang de Château-Lafite. « Le domaine rival, largement étalé sur le mamelon voisin, hantait ses pensées. Il l'avait sans cesse sous les yeux. Bien entendu, il croyait fermement à la supériorité de son propre vin. [...] M. d'Estournel planta les meilleurs cépages et raffina sur toutes choses »⁸. L'analyse psychologique peut passer pour

simpliste et n'est documentée par aucun écrit intime. Il n'en demeure pas moins que M. d'Estournel consacra la fin de son existence à élever le nom de Cos à une célébrité « presque égale à celle de Château-Lafite, de Château-Latour », selon Alfred Danflou. Opiniâtré qu'il résume à elle seule la devise *Semper fidelis*, gravée sur les armoiries familiales, qui, coiffant l'arc de triomphe à l'entrée de l'enclos (fig. 2), rappellent l'origine aristocratique du propriétaire et la noblesse du cru.

À la mort de son père, Guy d'Estournel de Maniban, en 1791, Louis Gaspard, âgé de 29 ans, recueille l'héritage familial stéphanois. Dans la généalogie immobilière de Cos, la propriété est réputée possédée par la lignée d'Estournel « de temps immémorial »⁹. En réalité, c'est à la suite du mariage en

1673 de Raymond de la Coste ou Lacoste, seigneur d'Estournel en Quercy, avec Marthe de Maniban, fille de Guy de Maniban, président de la Cour des Aydes et détenteur du domaine de Poumeys en Médoc (aujourd'hui Pomys), que les d'Estournel prennent pied en Bordelais. En 1758, lors du partage des biens délaissés par Hélaïne de Maniban, petite fille de Guy de Maniban et chanoinesse de Poussay en Lorraine, son oncle Guy Lacoste de Maniban, marquis d'Estournel, devient bénéficiaire de la maison noble de Pomys et des terres qui en dépendent. Cos n'est alors qu'un modeste hameau viticole quand Louis Gaspard d'Estournel en hérite, en pleine période révolutionnaire. À cette époque, ce vignoble n'est pas encore l'objet de sa sollicitude : après avoir séparé en 1802 la production des deux domaines qui, jusque-là, n'avaient fait qu'un seul et même vin, il décide de se dessaisir de Cos en 1811 au profit de Jean-Louis Lapeyrière, riche receveur-général des finances du département de la Seine¹⁰. Bien que la transaction fût effectuée en réméré, c'est-à-dire avec une faculté de retour pour le vendeur à échéance de cinq ans, Louis Gaspard n'exerça pas cette possibilité et dut donc racheter la propriété quand l'occasion se présenta, soit dix ans après sa cession¹¹.

De 1821, date du rachat des 14 hectares de vigne et des six hectares de prairies, à sa vente en 1852, un an avant sa mort, Louis Gaspard n'aura eu de cesse de rechercher l'embellissement du domaine de Cos et la perfection de ses vins – jusqu'à la ruine ! La réputation de l'homme ne le cède en rien à celle du cru : en 1843, alors qu'il est au faite de sa renommée, dans le mémoire déjà cité, M. de Camiran rapporte que « personne n'ignore à Bordeaux, que le nom de Destournel et l'ami du beau sont synonymes ; il ne l'a pas seulement prouvé dans le caveau, qui a fait notre admiration, mais chaque pas fait dans ses divers domaines, vous fait apercevoir sa passion dominante pour les belles choses ; ne craignant pour les réaliser ni soins ni dépenses ». Ce à quoi Saint-Rieul Dupouy ajoute en 1850 : « Qui ne connaît M. d'Estournel, le grand vigneron de ces contrées, l'aimable propriétaire de ce fameux vin de Cos ? ». Célébrité locale, voire régionale, sa banqueroute émut les contemporains : « M. d'Estournel a succombé sous le poids de son œuvre, sans pouvoir se récupérer des sacrifices énormes qu'il avait faits pour l'amélioration de la viticulture », compatit encore Danflou en 1866. Cette déchéance trouve un écho jusque sous la plume des frères Goncourt, dans des pages écrites en 1852-1853, méconnues et qui méritent ici d'être citées *in extenso* : « Cet homme était l'amant de la vigne, l'artiste du vin. – Soigner ses vignobles comme de riches héritières promises à des princes, parer le vin comme une maîtresse, le former comme un enfant, le faire promener sur les mers lointaines des Indes pour qu'il revînt mûr, épanoui en toutes ses fragrances ; – cela était la bénédiction de la vie de M. d'Estournel. Ses caves semblaient une salle de bal ; les jets de gaz flamboyaient par trois étages

de tonneaux ; des tapis de sable fin serpentaient dans ces lieux souterrains. Lui, comme en un royaume, il se promenait en ce capiteux domaine, donnant à chaque crû bien-aimé un petit salut de la tête, songeant orgueilleusement combien de rêves et de fêtes, et de bonheurs, il gardait là, dormant... quinze mille tonnes de Paradis ! qu'il pouvait éveiller d'un coup de vrille ! [...] – si bien qu'un beau jour, les huissiers saisirent le poète, et que le poème fut vendu au rabais »¹². Sa passion pour Cos et sa prodigalité eurent donc raison du « poète » de la vigne. Criblé de dettes et le domaine grevé d'hypothèques, il dut se résoudre à l'humiliation d'une vente judiciaire de l'ensemble de ses biens en 1852. Selon Pierre Charles de Saint-Amant, la manie de M. d'Estournel était de vouloir « sans cesse se singulariser en ne faisant pas comme les autres. Toujours disposé à acheter et rarement à vendre, ce vieillard maniaque était sans cesse aux expédients. La conséquence était qu'il s'appauvrisait tous les ans pour payer les intérêts, plus ou moins usuraires, des emprunts qu'il était obligé de subir. Il est à croire que si la mort eût continué à l'oublier encore, il aurait achevé la désolation des collatéraux qui espéraient en sa succession, et qui n'eussent probablement plus rien trouvé »¹³.

Pour le versant sombre de l'homme, c'est du côté des tribunaux qu'il faut chercher : « Le sieur Destournel dévoré d'ambition et d'un esprit bien tracassé [*sic*], persécute tout ce qui lui fait ombre, tend à envahir tout ce qui est à sa convenance, et que la force féodale lui manquant, il y supplée par celle des discussions judiciaires »¹⁴. Le portrait à charge que dresse de lui en 1832 Marie-Sanny Gaston, épouse de François-Armand Labory, propriétaire du domaine voisin de M. d'Estournel sur la colline de Cos, n'éveille guère la sympathie suscitée par le « poète » décrit plus haut, avec une quinzaine de procès à son actif en cinq ans – telle cette chicane intentée pour une haie destinée à embellir le contour de la propriété Labory. Apparaît aussi le peu de délicatesse dont il fit preuve en faisant édifier des constructions masquant totalement la demeure de ses voisins, ou en faisant arracher 50 ou 60 gros chênes de la dame Labory en 1829, puis en plantant en vignes le terrain défriché, « exploit réalisé en moins de 30 jours ! ». Témoignages certes empreints de partialité, mais qui écornent quelque peu la réputation du *gentleman wine-maker*...

7 Les châteaux de la Gironde. Bordeaux, impr. J. Dupuy, 1855, p. 60-62.

8 Balde, Jean. « Au pays Girondin ». *La Revue de Paris*, janvier 1924, p. 424-440.

9 Mention dans l'acte de vente du domaine de Cos en 1811. Concernant la famille d'Estournel, des notes généalogiques diverses, dont celles issues des recherches menées en 1988 par Mme Cabane, de l'atelier de recherches et d'échanges « Les Amis des Archives de la Gironde », conservées à Pomys, ont été exhumées lors de l'étude réalisée par Claire Steimer dans le cadre de l'inventaire du patrimoine de l'estuaire de la Gironde. Récemment, l'historien Olivier Lescorée a réalisé des recherches historiques sur le domaine de Cos et sur Louis Gaspard d'Estournel, pour le compte de l'actuel propriétaire.

10 Pinaud, Pierre-François. *Les Receveurs généraux des Finances, 1790-1865. Répertoire nominatif et territorial*. Paris, Droz, 1990.

11 Prats 1989, p. 36, parle d'une acquisition réalisée en empruntant à cinq prêteurs locaux pour financer l'opération.

12 « Bordeaux », article paru dans le numéro de l'*Artiste* du 1^{er} juillet 1854, repris dans *Pages retrouvées*. Paris, G. Charpentier, 1886, p. 129.

13 Saint-Amant, Pierre-Charles (de). *Le vin de Bordeaux. Promenade en Médoc*. Paris-Bordeaux, 1855, p. 104-107.

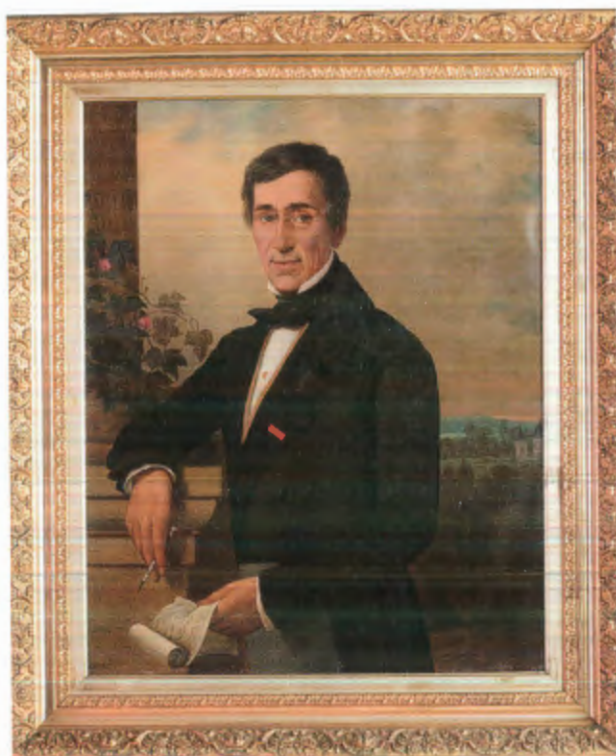


Fig. 3. - Portrait supposé de Louis Gaspard d'Estournel, non signé et non daté (coll. château Cos-d'Estournel). © Région Nouvelle-Aquitaine, Inventaire général, Adrienne Barroche, 2017.



Fig. 4. - Détail du plan cadastral de 1825, assemblage des sections C1 et D2. © Archives départementales de la Gironde

De l'aspect physique du personnage, aucune description ne nous est parvenue. Seul un tableau, anonyme et non daté, présente de lui un portrait à mi-corps (fig. 3), dont la critique d'authenticité doit être effectuée¹⁵. Accoudé de trois-quarts, selon une pose conventionnelle, au socle d'une colonne (de Pomys ?), il est placé à l'interface entre le dedans et un dehors où ne se distingue nulle vigne ! La veste noire à grandes basques et col châle, le foulard noué autour du cou paraissent bien conformes au vestiaire des années 1840. Sa dignité sociale est affichée par le ruban de la Légion d'honneur ostensiblement agrafé. Le visage est triangulaire, le nez droit et fort, la chevelure châtain dégage un large front. Son regard dirigé vers le spectateur lui confère autorité et assurance, que tempère la ligne de la bouche, dont la remontée des commissures esquisse un sourire. Une forme de sérénité et de quiétude émane de l'attitude du personnage. Tempes grisonnantes, rides d'expression et d'amertume appartiennent aux traits d'un homme dans la pleine maturité de son âge, que l'on pourrait estimer proche de la soixantaine – c'est-à-dire précisément l'époque où il acquiert Cos. Si tant est que les représentations architecturales correspondent bien à ses deux domaines après métamorphose, il s'agirait alors d'un portrait tardif et donc de complaisance, sur lequel il apparaîtrait rajeuni d'une vingtaine d'années ! Assez énigmatique est le papier qu'il tient à main gauche, sur lequel figure un dessin, sans doute esquissé à l'instant avec le porte-mine tenu de l'autre main : s'agit-il d'armoiries, d'une architecture, où plutôt de parterres de jardins ? Cet attribut n'a en tout cas rien d'accessoire et manifeste certainement une prétention (mais laquelle ?).

Cos, du hameau au « château »

Le toponyme Cos signifierait, en gascon, « colline de cailloux ». De fait, le site occupe une croupe graveleuse d'une vingtaine de mètres d'altitude dominant la jalle de Breuil (également appelée chenal de Saint-Vincent), affluent de la Gironde qui assure la limite communale avec Pauillac et avec le domaine de Château-Lafite. Les cartes anciennes depuis Claude Masse, au début du XVIII^e siècle, jusqu'à Belleyne à la fin du siècle, attestent déjà de l'existence du hameau de

14 Mémoire pour la dame Marie-Sanny Gaston contre le sieur L.G. Destournel. Bordeaux, juillet 1832.

15 Tableau conservé aujourd'hui à Cos-d'Estournel. Pour l'heure, rien ne prouve – ni n'interdit – qu'il puisse s'agir d'un portrait réalisé de son vivant ; voire que le personnage représenté soit bien Louis Gaspard d'Estournel ! L'absence de mention à son nom dans les répertoires du musée de la Légion d'honneur ne constitue pas une preuve qu'il ne s'agit pas de lui, de nombreux dossiers ayant été détruits dans l'incendie du palais de Salm durant la Commune.

« Caux », environné de vignes. Le plan cadastral de 1825, soit peu de temps après le rachat du vignoble, montre encore un ensemble de petits bâtiments juxtaposés au carrefour de la route de Pauillac à Lesparre et du chemin vers le bourg de Saint-Estèphe (fig. 4). De ce hameau viticole fait de modestes échoppes paysannes et de constructions rustiques¹⁶, tel que l'on peut en voir aujourd'hui encore aux lieux-dits Aillan ou German par exemple, la propriété Gaston-Labory constitue la seule demeure de quelque importance. Point en effet de château historique ici, puisque les terres de Cos dépendaient sous l'Ancien Régime du « bourdieu » de Pomys, situé à environ deux kilomètres plus au nord par le route. La colline, dès cette époque, est très majoritairement plantée en vignes. Le découpage parcellaire y est formé de quelques vastes plantiers environnés d'une multitude de longues parcelles en lames de parquet, qui correspondent à des tenures d'à peine deux ou trois réges de vignes. Il ressort de l'examen de la matrice cadastrale que la propriété foncière y est alors particulièrement enchevêtrée, notamment entre les possessions de la veuve Gaston et d'Estournel, principaux détenteurs du sol, mais aussi avec de nombreux propriétaires cultivateurs, tels les familles Bernard à Vertheuil ou Hostein à Saint-Estèphe.

Après le rachat du vignoble de Cos, Louis Gaspard d'Estournel rechercha incessamment l'agrandissement et l'amélioration de son domaine. Si les motivations intimes qui l'ont conduit, à près de soixante ans, à investir d'importants capitaux à Cos restent inconnues, toujours est-il qu'il fit preuve de sagacité en reconnaissant dans ce coteau tout le potentiel d'un vignoble de qualité. Avec un sol de « graves » bien drainé pour n'être jamais engorgé d'eau l'hiver, en raison de la pente et de la profondeur régulière du sous-sol éocène, mais conservant grâce à la densité des cailloux agglomérés de sable une humidité suffisante aux jours les plus chauds de l'été, bénéficiant d'une exposition propice et de la proximité de l'estuaire enfin, Cos présentait toutes les dispositions pour la création d'un grand cru, pour peu que cette vocation viticole fût favorisée. C'est à cette tâche que s'est astreint en premier Louis Gaspard d'Estournel, ainsi que le rappelle en 1838 le rédacteur de la revue le *Producteur*, déjà cité : il a « su choisir des cépages convenables à son terroir » et agrandir son domaine, « augmenté par les achats partiels de quelques terrains contigus. [...] Une Compagnie n'aurait probablement obtenu, qu'à grands frais, ce qu'un propriétaire-vignoble a fait, seul, à l'aide d'études agricoles ». Par divers achats de pièces de vignes enclavées dans sa propriété et « par d'heureux échanges avec ses voisins », il agrandit considérablement son vignoble depuis 1821 jusqu'en 1848, précise Charles Lorbac¹⁷. Le procès avec la dame Labory témoigne qu'en fait « d'heureux échanges », certaines acquisitions furent conquises de haute lutte et qu'une dizaine d'années après le rachat du domaine, en 1829, il cherche toujours à

étendre son empire viticole, quitte à léser en cela ses voisins et, accessoirement, à modifier irrémédiablement le paysage de la colline par d'importants déboisements. Il est vrai que l'imbrication inextricable des deux propriétés rendait les empiètements et les conflits de voisinage inévitables. L'acquisition vers 1845 du domaine de Labory permet enfin à M. d'Estournel de parachever la constitution d'un vaste ensemble cohérent sur la colline de Cos. Au moment de la vente de ses biens, en 1852, outre « un château à trois pavillons », le domaine est composé de divers bâtiments d'exploitation, vignes, prairies, bois, taillis, jardin anglais, terre, barbotière et oseraie d'une contenance de plus de 45 hectares, dont 34 de vignes, auxquels il faut ajouter les 24 hectares de vignes de Cos-Labory, sur près de 38 hectares¹⁸. Soit un total de 83 hectares, sur un ensemble de propriétés comprenant, en plus de Pomys, le domaine de l'abbaye de l'Isle à Ordonnac et celui de Bidilloux à Cissac.

Concernant la nature des cépages, pour lesquels aucune indication n'est parvenue par des sources directes, Pierre Charles de Saint-Amant signale le succès de « ses plants de la Syrah de l'Hermitage » auprès de la clientèle étrangère. Cette seule mention montre que l'encépagement, effectué selon un choix intelligent et adapté à la nature du sol d'après le jugement de Danflou dans les *Grands crus*, était, à cette époque, bien plus varié et « exotique » qu'il ne l'est aujourd'hui, entre cabernet-sauvignon et merlot¹⁹.

Grand propriétaire terrien, l'homme s'est aussi fait bâtisseur. « A grand vignoble, grand chai », dit un proverbe médocain. Après avoir consacré son énergie aux vignes, il engagea d'importants travaux de construction, en lieu et place de l'ancien hameau, afin de doter le domaine de bâtiments à la hauteur de ses ambitions. Le déroulé de ces chantiers n'est pas aisé à reconstituer en raison de l'absence de documentation spécifique conservée, telle que des comptes de travaux. Par le croisement de différents témoignages et de sources iconographiques, confrontés aux observations de terrain, il est toutefois possible de proposer une chronologie de la construction.

16 Les états de section (A.D. Gir. 3 P 395) mentionnent divers propriétaires pour ces « maisons rurales » et « bâtiments ruraux », tels Seguin, propriétaire cultivateur à Leyssac, les héritiers Hostein, Jean Bernard dit Moulet, Arnaud Videau et Guillaume Bosq, tous trois vigneron à Caux, ou encore le tonnelier Jean Tourteau...

17 Lorbac, Charles. Les richesses gastronomiques de la France, les vins de Bordeaux. 1^{ère} partie, *crus classés*. Paris, s.d. [1867], p. 88.

18 « Extrait de titres translatifs de propriétés dressé en exécution des articles 2183 et 2184 du code Napoléon, suivant contrat au rapport de M. Louis François Curt et de M. Pierre Castéja, notaires à Bordeaux à la date du 24 juillet 1852, 20 novembre 1852 » (collection particulière, château Pomys).

19 Pour connaître les principes qui présidaient au choix de cépages au début du XIX^e siècle à Saint-Estèphe, lire le testament de François Tronquoy Lalande en 1806, publié dans Ginestet 1985, p. 58.

Le mémoire judiciaire produit en 1832 à l'encontre du « sieur d'Estournel », apprend notamment que des constructions « d'échoppes » ont été entreprises à Cos vers 1825, soit quatre ans après qu'il eut recouvré la jouissance sur la propriété. Ces maisons, probablement destinées à loger le personnel, indiquent que la reconfiguration du hameau est engagée dès cette époque. Il s'agit vraisemblablement de laisser place nette pour la construction de bâtiments d'exploitation dimensionnés pour un véritable vignoble commercial. Il est difficile de déterminer, parmi l'ensemble des édifices qui composent le domaine aujourd'hui, si le chantier a d'abord porté sur un édifice en particulier et, si oui, lequel. La demande formulée en 1849 par M. d'Estournel, accordée par le conseil municipal de Saint-Estèphe, d'acquérir l'ancien chemin vicinal dans la traverse du « village de Cos, depuis le coin de l'ancienne écurie de M. Laborie jusqu'à la jonction de la route de Pauillac à Lesparre [...] pour les constructions qu'il se propose de faire aux deux côtés du chemin »²⁰, atteste qu'à cette époque, pourtant chenu et presque acculé à la ruine, il projette encore d'agrandir et d'améliorer les installations de son domaine. La superposition du cadastre napoléonien avec l'actuel montre, en tout état de cause, que rien ou presque ne semble subsister des anciennes constructions du hameau à l'issue des travaux.

La métamorphose d'un parc à bœufs

Un édifice paraît avoir particulièrement frappé les contemporains : par deux témoignages, la mémoire locale a enregistré que le principal bâtiment de l'ensemble était destiné à abriter des bestiaux. Saint-Rieul Dupouy, en 1850, écrit que le paysan qui rentre de ses travaux des champs renseigne le voyageur étonné en répondant, qu'en fait de palais, il se trouve face au « parc à bœufs » de M. d'Estournel, précédant les chais et autres servitudes²¹. Douze ans plus tôt, le postillon qui conduit Stendhal parle, pour sa part, « d'écuries d'un riche propriétaire » à propos du chai. Il est possible que la tradition colportée par ces textes soit fondée, et qu'elle reflète la fonction initiale de l'édifice avant sa transformation ; son affectation nouvelle en bâtiment viticole pourrait être intervenue peu de temps auparavant, les gens du pays ayant gardé à l'esprit sa vocation première. Charles Lorbac, selon lequel M. d'Estournel fit d'abord construire « de magnifiques parcs à bœufs, d'un style assez étrange » avant de les convertir « en un chai magnifique »²², enregistre définitivement cette tradition en 1867.

Mais Stendhal livre également d'autres informations intéressantes à propos de Cos : selon lui, le bâtiment singulier « d'une brillante couleur jaune clair » – la pierre calcaire extraite des carrières de la rive droite de l'estuaire n'est pas encore ternie par la patine du temps –, n'a qu'un rez-de-chaussée. Se



Fig. 5. - Vue de la colline de Cos vers 1835 (détail). Dessin publié dans *L'Album vignicole* de Gustave de Galard. © Région Nouvelle-Aquitaine, Inventaire général, Michel Dubau, 1990.

pourrait-il qu'à cette époque, en dépit de la saillie amusée sur « le genre chinois » du chai qu'il a sous les yeux, les pagodes, si emblématiques de Cos, n'existent pas encore ? Plusieurs éléments semblent plaider en faveur d'une telle hypothèse. Stendhal lui-même ne décrit pas une architecture précise, mais ne fait qu'évoquer les références stylistiques indéterminées d'un bâtiment « ni grec, ni gothique », les deux grandes tendances opposées des constructeurs dans ces premières décennies du XIXe siècle. Quant au rédacteur du journal *Le Producteur*, il s'attarde à présenter les équipements viticoles modernes du cuvier, mais à aucun moment il ne se fait l'écho de l'étonnement que pourrait déjà susciter le bâtiment.

Outre le cadastre, le premier document iconographique représentant Cos est dû à Gustave de Galard, publié dans son *Album vignicole*, daté de 1835. Il s'agit d'une lithographie de Légié d'après un dessin original, montrant une vue générale de la colline et du domaine appartenant à M. d'Estournelle [sic]. La perspective, bien que lointaine, figure clairement un bâtiment bas, environné de diverses constructions (fig. 5). Cet édifice correspond sans ambiguïté aucune au célèbre chai, notamment reconnaissable à ses merlons décoratifs. En revanche, aucune pagode ne coiffe le bâtiment sur la gravure, fantaisies que

20 Registre des délibérations du conseil municipal, 7 mars 1849 (archives municipales de Saint-Estèphe, non coté).

21 Dans *L'Été à Bordeaux*, cité dans Lorbac 1867, p. 89 : « [...] c'est dans ce lieu que viennent dormir chaque soir, bien repus, étendus dans le fourrage, les chevaux de labour, les bœufs destinés aux travaux du lendemain ; c'est pour eux que M. d'Estournel a bâti ces magnifiques étables, qui auraient pu servir de temple au bœuf Apis lui-même, ces chais splendides, qui sont une des curiosités du pays ».

22 Lorbac 1867, p. 88. Transcrit-il en cela une tradition orale ou bien a-t-il eu accès à des documents ?



Fig. 6. - Détail de la façade du château-cuvier. © Région Nouvelle-Aquitaine/ Département de la Gironde, Inventaire général, Caroline Bordes, 2010.

n'aurait pourtant pas manqué de représenter, comme tous les illustrateurs à sa suite, un dessinateur tel que Galard. Si tel est le cas, d'autres éléments que les pagodes pourraient-ils justifier le qualificatif utilisé par Stendhal ? L'examen de l'édifice actuel semble bien témoigner, en tout cas, de campagnes de constructions distinctes.

La partie basse présente un bâtiment rectangulaire composé d'un avant-corps central et d'ailes en légère saillie sur les angles (fig. 6). Un corps pavillonnaire, également saillant, occupe le centre de chacune des élévations latérales, ouvertes, comme l'avant-corps en façade, de grandes arcades en plein-cintre. À bien des égards, le vocabulaire décoratif déployé sur ce bâtiment appartient au registre néo-classique : qu'il s'agisse des chambranles des fenêtres rectangulaires et aveugles des ailes, des chaînes d'angle harpées à bossage arrondi un-sur-deux, de la corniche à modillons, des frontons latéraux ou encore de la frise de postes régnant sur la façade, le langage formel d'un maître d'œuvre qui connaît ses gammes classiques s'exprime ici. En revanche, les murs reliant l'avant-corps aux ailes sont percés en symétrie de trois arcades juxtaposées aujourd'hui murées, dont les claveaux en éventail forment des séries d'arcs plein-cintre à bossage à extradors brisés. Cette originalité apporte effectivement une touche singulière au bâtiment – sur laquelle il nous faudra revenir –, mais ne lui confère pour autant pas une distinction exotique. Plus encore que ces arcades, ce sont les merlons ornés d'amortissements en forme d'ananas

couronnant les terrasses des pavillons qui lui donnent une allure quelque peu orientale. L'aspect éclectique du bâtiment aurait-il donc suffi à Stendhal pour forger son jugement sur le « genre chinois » ? En tout état de cause, le bâtiment qu'il a sous les yeux à cette époque n'est pas tel que nous le connaissons aujourd'hui. Un courrier daté de juillet 1843, adressé par le régisseur du domaine à un marchand de pierre de la rive droite de l'estuaire, mentionne la commande de « deux ou trois batelées de pierre de Bourg d'une pierre fine et d'un bon grain [...] pour les deux pavillons du château de Cos » ; expédition à effectuer immédiatement afin « que la pierre nous manque pas [sic] au chantier », est-il précisé²³. Le château-cuvier est donc bien en travaux à cette époque, pour la construction de deux de ses trois pagodes. Est-ce à dire qu'un premier pavillon existait déjà ? C'est en tout cas ce qu'affirme toujours Lorbac, l'auteur le plus précis concernant l'histoire architecturale de Cos, pour qui les étables étaient surmontées « d'une espèce de pagode chinoise, qui forme aujourd'hui le pavillon de l'horloge » ; puis, après la construction de nouvelles étables en 1840 et la conversion des anciennes en chai, « fit encore ajouter deux autres pavillons chinois, et, enfin, un portail en arc de triomphe [...] ». Faut-il prêter foi à ces écrits ? Charles Lorbac, pseu-

23 Lettre du 16 juillet 1843 à M. Castanet, marchand de pierres à Bourg (archives privées, Cos-d'Estournel).

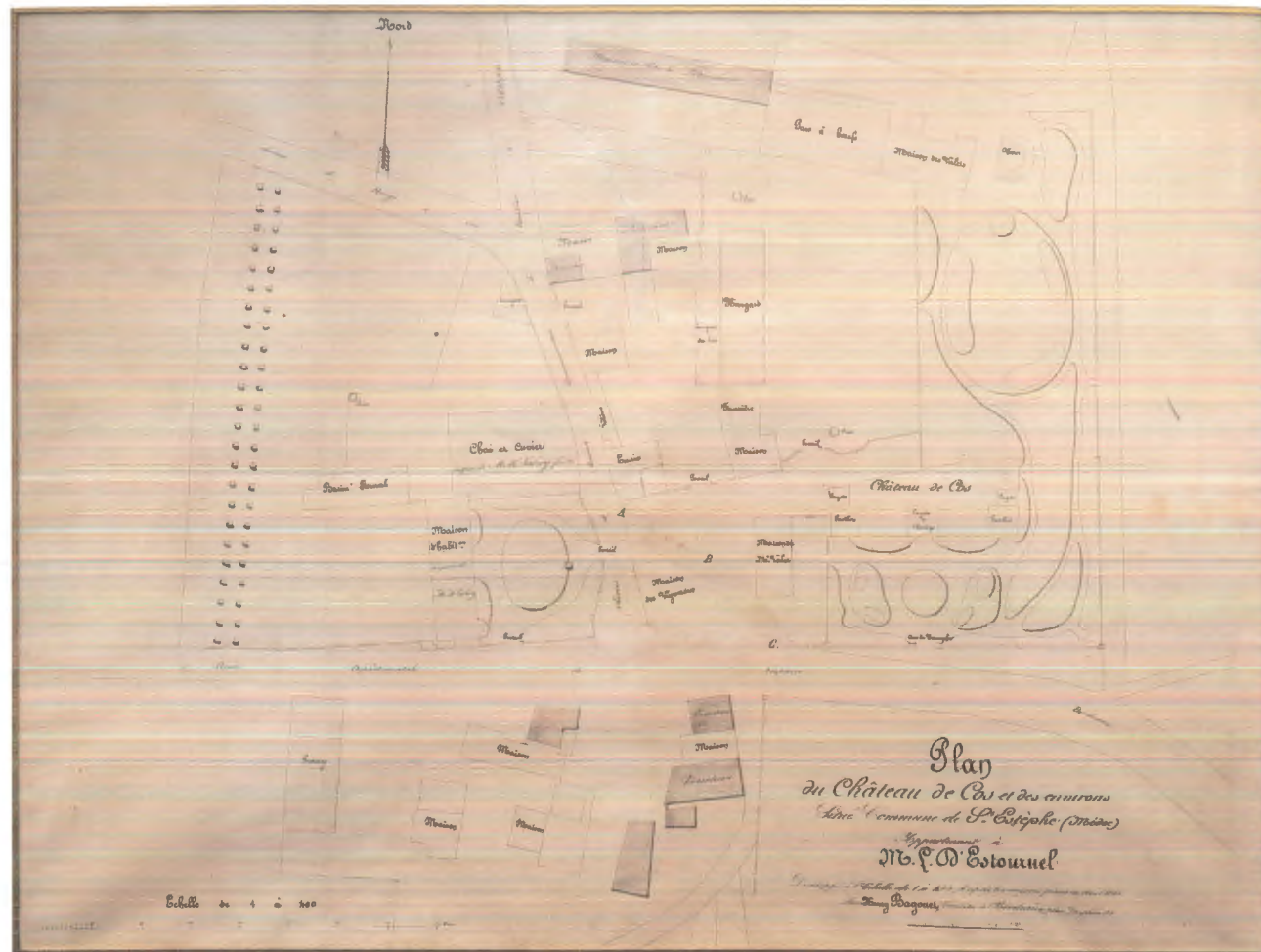


Fig. 7. - « Plan du château de Cos et des environs [...], d'après les mesures prises en août 1846 par Henry Bagouet, géomètre à Bordeaux ».
© Région Nouvelle-Aquitaine, Inventaire général, Adrienne Barroche, 2015.

donyme de Charles Cabrol, journaliste, rédacteur en chef du *Bordelais*, publie *Les Richesses gastronomiques* près de trente ans après les faits qu'il décrit. S'il ne cite pas ses sources, il est toutefois vraisemblable qu'il ait enquêté auprès de personnes ayant connu ces transformations du temps de M. d'Estournel et consigné des témoignages directs. Quoi qu'il en soit, un plan du domaine levé en 1846 détaille les différents bâtiments de la propriété (fig. 7)²⁴ : le « château de Cos », c'est-à-dire le cuvier, est bien représenté à cette date avec ses différents pavillons et ses trois emblématiques « pagodes ». Le dessin et l'ornemen-

tation de ces signaux dans le vignoble affichent désormais clairement la volonté du commanditaire de s'affranchir du goût classique pour affirmer l'exotisme de la vitrine architecturale de son cru²⁵.

24 « Plan du château de Cos et des environs [...] appartenant à M. L. D'Estournel [...] d'après les mesures prises en août 1846 par Henri Bagouet, géomètre à Bordeaux, place Dauphine, 20 » (archives privées, Cos-d'Estournel).

25 Beschi, Alain. « Estuaire girondin. L'exotisme en héritage ». *Le Festin*, n° 103, 2017, p. 104-109.

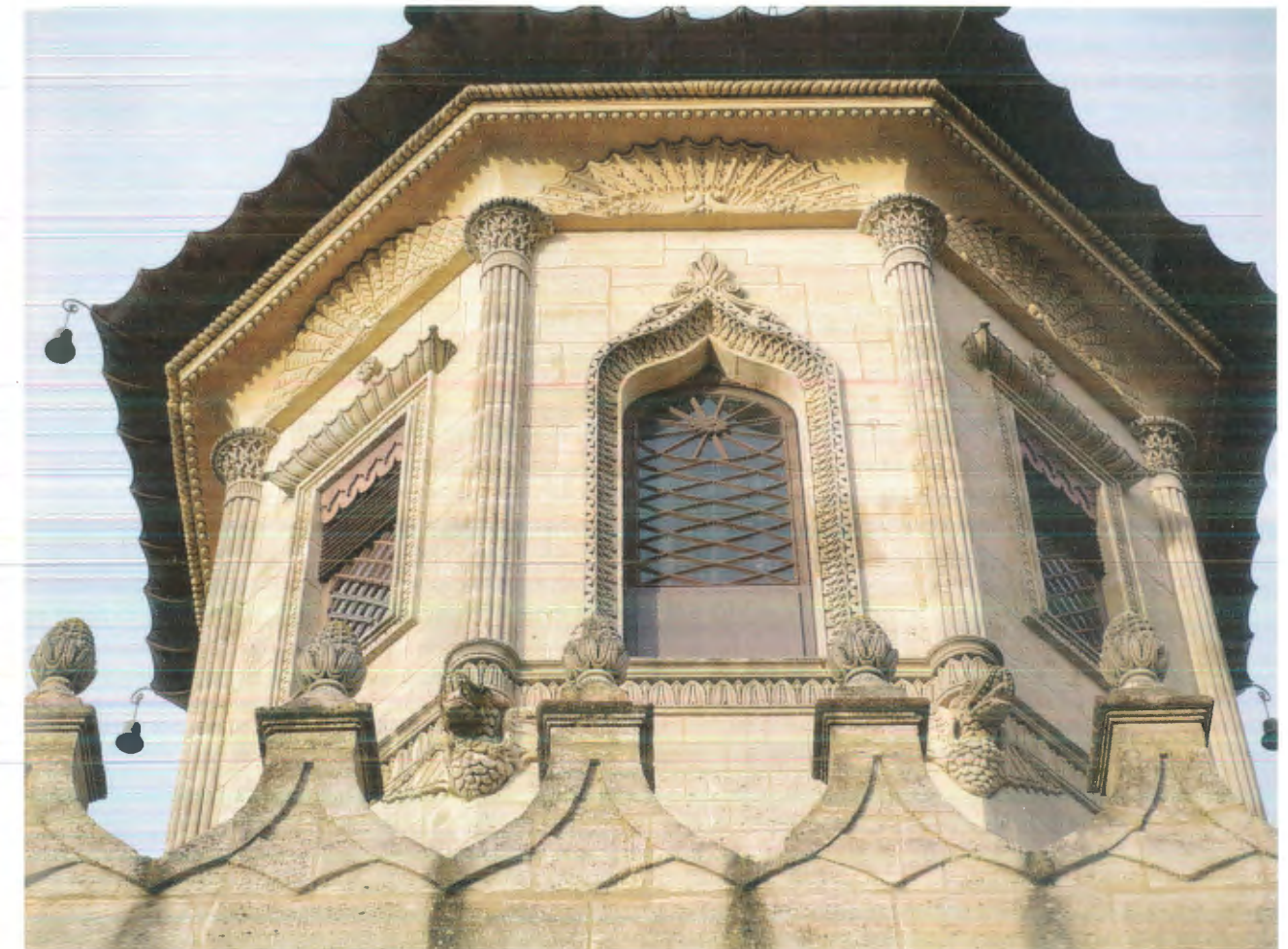


Fig. 8. - Château-cuvier : détail de la pagode axiale.
© Région Nouvelle-Aquitaine, Inventaire général, Alain Beschi, 2017.

« Splendeurs de l'extrême orient »

Les différents auteurs s'accordent sur l'aspect exotique de Cos, mais se montrent, en revanche, plus hésitants quant aux références architecturales au lointain Orient. Alfred Danflou entreprend sa description des lieux en décrivant « la masse de constructions bizarres, magnifiques, pittoresques, d'une richesse qui rappelle les splendeurs de l'extrême orient, [...] royale habitation surmontée de plusieurs clochetons qui la font ressembler à une pagode de l'Inde ». Palais d'un nabab ou temple indien de Brahma, « imitation de l'architecture de Bénarès ou de Delhi » pour les uns²⁶, pagode chinoise pour les autres²⁷, voire les deux influences mêlées : « vrai palais de Chine, une pagode indoue », pour Saint-Rieul Dupouy. Il est vrai qu'à l'époque, la référence en matière d'orientalisme est l'Angleterre pré-victorienne, où se côtoient allègrement turque-

ries, chinoiseries, japonaiseries, architectures mauresques et de l'Inde des Grands Moghols. L'extravagant pavillon royal de Brighton avec ses écuries, construit par l'architecte John Nash entre 1815 et 1822, est notamment l'expression la plus aboutie du goût de l'aristocratie pour l'exotisme oriental²⁸.

Les fameuses pagodes de Cos se présentent comme des tourelles octogonales richement ornées et coiffées d'un toit à bords relevés, agrémenté de clochettes tintinnabulantes. L'édicule axial (fig. 8), doté autrefois d'une horloge, comporte seul deux toitures superposées. Le décor sculpté est formé d'une

26 Danflou 1866, p. 55.

27 Lorbac 1867, p. 88.

28 Sur le sujet, lire notamment : Toulhier, Bernard. « Un parfum d'Orient au cœur des villes d'eaux ». *In Situ*, n° 7, 2006.

variété de motifs issus d'un catalogue éclectique : dragons aux ailes déployées, colonnettes cannelées couronnées de chapiteaux en forme de corbeille sur les angles, arcs en éventail, baies en accolade fermées de treillis réels ou simulés dans la pierre, frises géométriques complexes qui cernent les ouvertures et composent les bandeaux... Un feuillage stylisé décore les tympans de chacune des baies, alors que le sommet d'une accolade sur deux des portes latérales est égayé d'un oiseau tentant d'emporter un pampre de vigne chargé de raisins. La sculpture fine et soignée est vigoureusement détachée du fond, le relief fouillé provoquant une accentuation des ombres. L'allure générale des pagodes et le décor confèrent manifestement à l'ensemble un aspect altier, sinon archéologiquement éprouvé, du moins « vaguement chinois », pour reprendre le jugement de l'écrivain Jean Balde²⁹.

Certes, la zone d'incertitude des auteurs témoigne, assurément, de la grande originalité et de l'étrangeté de ce bâtiment aux yeux de contemporains perplexes et peu habitués à ce type de fantaisie architecturale en plein Médoc. Les références sont, ici, brouillées à l'envi par le collage d'une esthétique orientale de la partie haute sur un soubassement néo-classique – à telle enseigne qu'il est probable qu'une équipe d'ornemanistes spécialisée ait œuvré à la décoration des pagodes. Mais, au final, la volonté du maître des lieux est bien de marquer les esprits en imprimant à la vue de tous, et particulièrement de sa clientèle, une certaine idée de l'orient, moyen publicitaire extraordinaire pour l'époque, en Bordelais comme ailleurs. « Un peu par goût, un peu par reconnaissance », écrit Danflou. Car tous les auteurs le rappellent, Louis Gaspard d'Estournel doit ses succès commerciaux à la suite d'expéditions retentissantes et considérables de vins en bouteilles (fermées de bouchons de verre !) vers l'Inde, ventes effectuées toujours « à des prix au-dessus des premiers crus »³⁰. M. d'Estournel envoyant ses caisses sans intermédiaires à une clientèle d'officiers anglais en poste à Calcutta, Madras, Bombay ou Macao, aurait également prospéré sur le commerce des invendus ultramarins : depuis la fin du XVIII^e siècle, les vins dits « retour de l'Inde » bénéficient d'une grande faveur sur les tables européennes. Le constat – ou la croyance ? – que les vins ayant vogué sur les mers lointaines sortent assouplis et bonifiés du voyage incitent alors nombre de propriétaires, tels ceux de Château-Lafite, à commercialiser ce type de produit³¹. Promener ses vins « sur les mers lointaines des Indes pour qu'il revînt mûr, épanoui en toutes ses fragrances », écrivent les frères Goncourt dans l'extrait déjà cité. Jean Balde relate de son côté que le grand vin de Cos, couché dans des casiers frappés de la lettre R (pour « Retour des Indes »), « ayant fait deux fois la longue traversée, avait pris sous les cieus lointains la limpidité du rubis ». D'Estournel lui-même ne réalisa probablement jamais le voyage outre-mer³². La construction d'un palais exotique à Cos est donc l'aboutisse-

ment d'une démarche *marketing* avant l'heure. La légende lui a également prêté une passion pour les chevaux arabes et anglais, qu'il aurait échangés contre ses vins. « De là serait venue son inclination pour le style du Moyen Orient »³³. Autre légende dorée aussi que celle concernant les portes sculptées du cuvier, qu'il aurait fait venir du harem du palais du sultan de Zanzibar, selon les versions les plus pittoresques – alors que ces vantaux ne sont parvenus à Cos que bien après, dans les années 1970³⁴. Toutes ces historiettes, d'hier à aujourd'hui, participent à écrire, dans la pierre et dans les mémoires, la geste épique de Louis Gaspard d'Estournel et de ses crus.

Maîtres d'œuvre, hommes de l'art et créateurs

Il reste à déterminer maintenant quel est le véritable concepteur d'une œuvre aussi originale, et quelles en furent les principales sources d'inspiration. Il convient, pour cela, de changer de focale et d'examiner le contexte architectural au début du XIX^e siècle, non seulement localement, en Bordelais, mais plus largement en France et en Europe.

L'enquête d'inventaire du patrimoine réalisée ces dernières années en Médoc et le long des rives de l'estuaire permet aujourd'hui de mettre en perspective le bâti singulier de Cos dans la production architecturale de l'époque. Ainsi, la formule des baies inscrites dans des embrasures plein-cintre à claveaux en bossage et extrados brisés, déployée sur la série d'arcs de la façade du cuvier, se retrouve-t-elle autour de Saint-Estèphe et en Bordelais sur divers bâtiments édifiés durant la monarchie de Juillet. Ces arcs en éventail qui confèrent un aspect singulier à la bâtisse, relèvent en réalité d'une esthétique de la Renaissance

29 Balde 1924, p. 429.

30 *Le Producteur*, p. 129.

31 Balde 1924, p. 431, cite la romancière allemande madame de la Roche, qui, lors d'un séjour à Bordeaux en 1785, relate son étonnement devant un capitaine de navire dont la cargaison était pour moitié formée de bouteilles qu'il avait en charge de conduire aux îles et de ramener, « enrichies, comme les belles voyageuses d'un peu de mystère ».

32 Sur les 44 000 occurrences de personnes ayant obtenu un passeport en Gironde au XIX^e siècle (archives départementales, 4 M 677 à 780), aucun document ne figure à son nom.

33 Ginestet, Bernard. *Saint-Estèphe*. Paris, Nathan, 1985, p. 117-118 (Le Grand Bernard des vins de France).

34 Duijker, Hubrecht. *Great wine chateaux of Bordeaux*. Hastings House, 1975, réédition Rh Value Publishing, 1988, p. 136 : « These hand-made doors were once part of the Sultan of Zanzibar's palace and were bought by Bruno [Prats] at an auction in Nîmes – he was bidding over the telephone. Once again they make a fitting entrance to a palace, this time a wine-palace. »



Fig. 9. - Cos-d'Estournel : détail du parc à bœuf
© Région Nouvelle-Aquitaine/Département de la Gironde,
Inventaire général, Caroline Bordes, 2010.



Fig. 10. - Bâtiment de la fontaine du Bosq à Saint-Estèphe.
© Région Nouvelle-Aquitaine, Inventaire général, Claire Steimer, 2013.

florentine et de la Toscane du Quattrocento. Le modèle est issu en particulier des palais Pitti et Strozzi de Florence, ou encore Spannocchi de Sienne, dont des dessins d'élévations sont publiés en France en 1815 dans le recueil d'architecture de Grandjean de Montigny et Auguste Famin³⁵. A Cos même, ce type d'arc existe sur le bâtiment figuré comme hangar sur le plan de 1846, ainsi que sur les étables – avec, ici, la particularité d'avoir des têtes de bœuf garnies d'ornements bachiques sculptées en guise d'agrafe (fig. 9). L'homogénéité dans la

mise en œuvre de ces divers bâtiments du domaine semble bien confirmer une campagne de construction menée rapidement et par un maître d'œuvre unique.

En dehors de Cos, plusieurs édifices des environs présentent des arcs à bossage et claveaux en éventail : c'est notamment le cas des maisons n° 24, rue Victor-Hugo et n° 17-19, rue Bossuet à Pauillac, mais aussi à Saint-Estèphe, d'un petit bâtiment singulier abritant la fontaine dite du Boscq (fig. 10), que « M. Destournel a fait entourer de murs et couvrir »³⁶. En Bordelais, ces arcs se retrouvent sur des édifices publics réalisés par quelques-uns des principaux architectes tenant d'une esthétique néo-classique, tels Michel Jules Bonfin, Louis Combes ou Adolphe Thiac³⁷. Ce dernier, architecte du département de la Gironde à partir de 1830, promoteur du « style italien », signe certaines de ses réalisations de ce marqueur : ainsi du campanile de l'hôtel de ville de Blaye ou de la prison du fort du Hâ à Bordeaux³⁸. Pour ce chantier, réalisé en 1843, il œuvre avec les frères Escarraguel, entrepreneurs et ingénieurs originaires de Pauillac³⁹.

Cette prospère fratrie de bâtisseurs de ponts⁴⁰ est issue de Guillaume Escarraguel, né en 1778 à Lasserre-de-Prouille dans l'Aude, fils du maçon Grégoire Escarraguel. Il est attesté à Pauillac au début du XIX^e siècle à l'occasion de son mariage en 1806 avec Jeanne Mauvais, fille d'un aubergiste de la ville. Appelé Escarraguel père, il est qualifié, selon la documentation, d'entrepreneur de construction ou d'architecte, attesté

35 *Architecture Toscane, ou palais, maisons et autres édifices de la Toscane*. Paris, imp. P. Didon l'ainé, 1815. Sur ce sujet, lire : Garric, Jean-Philippe. *Recueils d'Italie. Les modèles italiens dans les livres d'architecture française*. Bruxelles, Mardaga, 2004.

36 Registre des délibérations du conseil municipal de Saint-Estèphe, 10 novembre 1850 (archives municipales de Saint-Estèphe, non coté). Le dépouillement de ces registres a été effectué dans le cadre de l'inventaire du patrimoine de la commune par Claire Steimer, que je remercie ici pour cette information et pour l'ensemble des indications fournies.

37 Maffre, Philippe et Bériac, Jean-Pierre. *Le Bordelais néoclassique : itinéraires en Aquitaine*. Bordeaux, IACA, 1983, p. 123. La date de construction de 1852 donnée pour Cos repose probablement sur une confusion avec des dates portées non sur le bâtiment lui-même, mais sur des bornes de propriété !

38 Voir notamment Delorme, Franck (dir.). *Juger, au cœur de la cité*. Bordeaux, Confluences, 2009, p. 46.

39 *Le nouveau conducteur de l'étranger à Bordeaux*, 1843, indique : « l'ancienne prison du Fort du Hâ [...] vient d'être démolie pour être remplacée par des nouvelles prisons maintenant en construction, sous la direction habile des frères Escarraguel ».

40 Les frères Escarraguel ont constitué un véritable consortium de constructeurs de ponts et de viaducs, avec des chantiers référencés dans 26 départements au moins. Sur la fratrie, voir la brève notice biographique dans Férét, Édouard. *Statistique générale de la Gironde. Biographie*. Tome III, Bordeaux-Paris, 1889, p. 233. Voir aussi la chronique de Cadish, publiée dans le journal *Sud Ouest* du 10 janvier 2012 : « Un pont cours Clemenceau ».

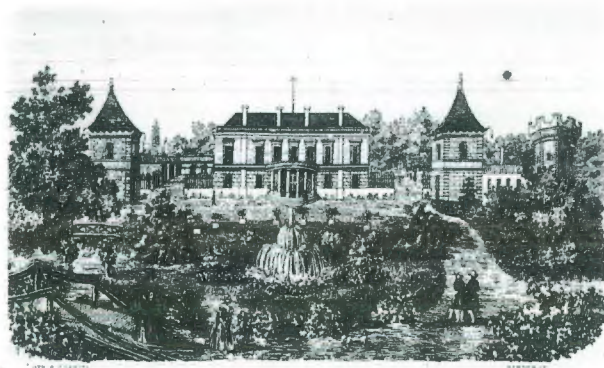


Fig. 11. - Vue du Château Pomys. Lithogravure par Chariol, publiée dans le *Traité sur les vins du Médoc* par William Franck, 1871. © Région Nouvelle-Aquitaine, Inventaire général, Michel Dubau, 1993.



Fig. 12. - Tour située dans les vignes de Pomys. © Région Nouvelle-Aquitaine, Inventaire général, Adrienne Barroche, 2014.

dans nombre de chantiers en Médoc⁴¹. Il est surtout connu comme entrepreneur de la construction de l'église de Pauillac entre 1826 et 1839, sous la conduite de l'architecte bordelais Arnaud (ou Armand) Corcelle. Il mène certains de ses chantiers avec son fils Louis Grégoire, ingénieur civil, né en 1815 et mort la même année que lui, en 1863. La reconstruction de l'église d'Arcins, modèle réduit de celle de Pauillac, réalisée d'après des plans et devis de 1838, peut notamment leur être attribuée⁴². Un projet pour l'écurie de la gendarmerie de Pauillac de 1852 atteste enfin d'une collaboration avec Pierre-Alexandre Poitevin, architecte du département de la Gironde. Le plan de cet édifice porte en effet la mention manuscrite : « Copie prise par L. G. Escarraguel fils d'après le dessin donné par M. Poitevin [...] ». Le bâtiment proposé (mais non réalisé tel quel) est justement doté d'un arc extradossé en tiers-point... Preuves qu'en tant qu'entrepreneurs, ils étaient familiers des principaux architectes de leur temps et coutumiers des formes diffusées sur les chantiers de l'époque.

Escarraguel père et fils sont donc des hommes de l'art de premier plan à Pauillac et dans les environs, au moment où Louis Gaspard d'Estournel entreprend la métamorphose du hameau de Cos. Guillaume Escarraguel est, par ailleurs, réputé l'architecte de la reconstruction du château de Pomys⁴³ dans les années 1840, édifice qualifié de « construction récente » dans l'acte de vente de la propriété en 1852. Un même commanditaire implique-t-il nécessairement un maître d'œuvre unique ? En d'autres termes, peut-on faire de Guillaume Escarraguel l'auteur putatif des bâtiments de Cos ?

L'analyse comparée des édifices de ces deux domaines montre qu'en dépit d'un aspect plus conventionnel et bourgeois de la demeure de Pomys (fig. 11), des similitudes existent néanmoins qui laissent supposer, *a minima*, l'intervention ponctuelle d'une équipe identique de maçons et de tailleurs de pierre

41 Réalisations documentées : adjudication des travaux de la gendarmerie de Pauillac (1809), reconstruction du mur de la justice de paix de Pauillac (1815), diverses bâtisses projetées par Escarraguel et Bonafous sur le plan d'alignement de Pauillac (1825), aménagement du quai de Pauillac (1838), presbytère de Saint-Christoly-Médoc (1839-1841), mur de clôture du cimetière de Pauillac (1841), gendarmerie de Pauillac (1852). D'autres constructions peuvent également lui être attribuées par analyse stylistique, notamment la maison au 35, rue Georges-Clemenceau ou la demeure familiale au 28, rue Ferdinand-Buisson, à Pauillac. Il réalisa aussi quelques chantiers avec ses fils, tels ceux du port à établir sur l'île d'Issan (1837) et, probablement, de la construction du phare du Cap-Féret (1836-1838).

42 Arrêté municipal relatif à la construction de la nouvelle église d'Arcins, 18 janvier 1838, « d'après les plans et devis de M. Escarraguel père, de Pauillac » (archives départementales de la Gironde, 2 O 668-670). La voûte du porche porte la signature ELG, sans doute pour Louis Grégoire Escarraguel.

43 Selon une mention figurant dans les notes manuscrites de Mme Cabane, de l'atelier de recherches et d'échanges « Les Amis des Archives de la Gironde » (archives privées, Château Pomys). L'attribution, bien que probable, n'est, à ce jour, étayée d'aucun document. Sur ce château, voir le dossier d'inventaire réalisé par Claire Steimer.

pour les deux chantiers. La modénature des façades du corps de logis est certes très sobre, mais l'ornementation de certaines parties, probablement adjointes – tel le porche semi-circulaire sur l'élévation est –, paraît témoigner d'une évolution du goût du commanditaire vers des effets décoratifs plus appuyés. Ce caractère est particulièrement marqué pour les deux pavillons côté jardin, achevés en 1849. Le traitement si caractéristique des chaînes d'angle de la partie inférieure du château-cuvier de Cos trouve ainsi un écho dans le bossage adouci de ces deux pavillons. La tour d'échiquier voisine présente aussi des analogies avec l'arc de triomphe de Cos : le lion et la licorne, tenants héraldiques surmontant le monument, se retrouvent sur les armoiries situées au-dessus de la porte d'entrée. Quant à la tour isolée, sise au milieu des vignes du domaine, dotée des mêmes jambes à bossage que les pavillons de jardin, elle arbore une frise crénelée semblable à celle des corps pavillonnaires du cuvier de Cos (fig. 12). Enfin, les bâtiments agricoles de Pomys, construits autour de 1845, par leur architecture néo-classique combinée avec un décor sculpté parcimonieux mais très finement ciselé, rappellent la mise en œuvre de Cos. D'une manière générale, l'ornementation, certes moins exubérante dans le cas de Pomys, est également ici très vigoureuse et fouillée. Sans doute faut-il voir dans cette « inflation » du décor porté, une montée en puissance des ornemanistes sur ces deux chantiers au cours de la décennie 1840.

Guillaume Escarraguel, avec peut-être son fils Louis Grégoire, est donc très probablement intervenu à Cos ; sa contribution exacte reste cependant difficile à apprécier. Il est certain que la famille côtoyait Louis Gaspard d'Estournel, dont elle figure à deux reprises parmi les nombreux créanciers⁴⁴. Escarraguel père doit-il être pour autant considéré comme l'architecte de Cos, ou plutôt, au titre d'entrepreneur de bâtisses, n'a-t-il été que l'exécutant des travaux dirigés par un homme de l'art reconnu et célébré à Bordeaux ? Sa production révèle une maîtrise du métier et des réalisations de qualité, telle la demeure familiale au n° 17, rue Jean-Jaurès à Pauillac. Mais son morceau de bravoure est bien la construction de l'église de cette ville, effectuée sous la conduite de l'architecte bordelais Arnaud Corcelle. Ce dernier est attesté dès 1810 dans le secteur, pour avoir réalisé la voûte en charpente de l'église de Saint-Estèphe⁴⁵. Sans doute venait-il sur place suivre la bonne marche de ses chantiers, et il est probable qu'il ait, lors d'une de ces visites, rencontré M. d'Estournel. Faut-il aller jusqu'à lui attribuer la paternité de la construction de Cos ? Hypothèse séduisante, à défaut de certitudes qu'apporterait un document, mais qu'il convient d'étayer par quelque argument. Contemporain des principaux maîtres-d'œuvre du Directoire et de l'Empire, tels Pierre Fontaine et Charles Percier, il est familier des recueils des Grands Prix d'architecture de l'époque⁴⁶. Comme nombre d'architectes de sa génération, sans doute

fut-il sensible aux architectures fantasmées d'Étienne Boullée et de Claude-Nicolas Ledoux, voire d'un Jean-Jacques Lequeu, champion de l'hybridation des formes renaissance, classique et parfois même d'une plastique exotique⁴⁷. Une certaine sécheresse et l'austérité de quelques-unes des réalisations de Corcelle, à l'instar du temple des Chartrons à Bordeaux, plaideraient plutôt en défaveur d'une telle attribution. Pourtant, l'homme était capable d'originalité et d'éclectisme, l'évolution de son style décoratif témoignant de sa capacité d'adaptation aux modes et à ses commanditaires. Aussi, ne faut-il pas trouver dans l'arc de triomphe de Cos un écho lointain de l'arc monumental qu'il dessina par exercice dans ses années de formation ? D'autres éléments plus probants peuvent être versés au dossier : l'arc triomphal, de même que la porte principale du cuvier, se démarquent des autres arcades par le bossage à claveaux arrondis un-sur-deux, proche de ceux de la façade du chai du château Cantemerle à Macau, qui lui est attribuée. Enfin, le clocher octogonal de l'église de Pauillac rappelle, par sa structure, les pagodes de Cos. Si ce faisceau d'indices ne fait pas assurément de Corcelle l'architecte de tout ou partie, du moins en fait-il un prétendant légitime ; sinon pour le titre d'auteur, *a minima* pour celui d'inspirateur du commanditaire et de son entrepreneur.

Mais le véritable concepteur de cette fantaisie architecturale n'est probablement autre que Louis Gaspard d'Estournel lui-même, qui a très certainement puisé son modèle dans les recueils de dessins de jardins anglais et exotiques, porté par le goût pour les « chinoïseries » hérité du XVIII^e siècle et toujours en vogue à l'époque. Georges-Louis Le Rouge publie notamment entre 1775 et 1788 des planches de jardins anglo-chinois, dont une, consacrée à « diverses grottes », présente une fabrique dont la silhouette n'est pas sans rappeler Cos⁴⁸. Surtout, l'ouvrage de Gabriel Thouin⁴⁹, « cultivateur et archi-

44 Etat des hypothèques de M. d'Estournel, entre 1820 et 1852 : prêt de 2 000 francs par le sieur Langlois et Dominique Escarraguel en juillet 1849 ; prêt de 8 926 francs en mars 1852 par Guillaume Escarraguel (archives privées, château Pomys).

45 Bâtiments publics : adoption du projet de voûte en charpente pour l'église de Saint-Estèphe par Corcelle, 1810 (archives nationales, F21 2480).

46 Sur Arnaud Corcelle et sa production, voir : *Société archéologique de Bordeaux. Catalogue de l'exposition du centenaire*. Bordeaux, 1973, p. 102-111.

47 Kaufmann, Emil. *Trois architectes révolutionnaires. Boullée, Ledoux, Lequeu*. Paris, éd. de la SADG, 1978.

48 Contenue dans le Cahier n° 4, pl. 6. Voir les *Cahiers* de Georges Louis Le Rouge, publiés à Paris entre 1775 et 1788, et l'édition qu'en donne Royet, Véronique. *Les jardins anglo-chinois*. Paris, 2004. Sur ce sujet, lire notamment : Gournay, Antoine. « Jardins chinois en France à la fin du XVIII^e siècle ». *Bulletin de l'École française d'Extrême-Orient*, tome 78, 1991, p. 259-273.

49 *Plans raisonnés de toutes les espèces de jardins*. Paris, imp. de Labègue, 1820. Afin « de rendre cet ouvrage accessible au plus grand nombre de propriétaires de biens ruraux », il fut publié dès août 1819 par livraison mensuelle de cinq planches « au prix le plus modique », accompagnées d'une description dans un cahier séparé.

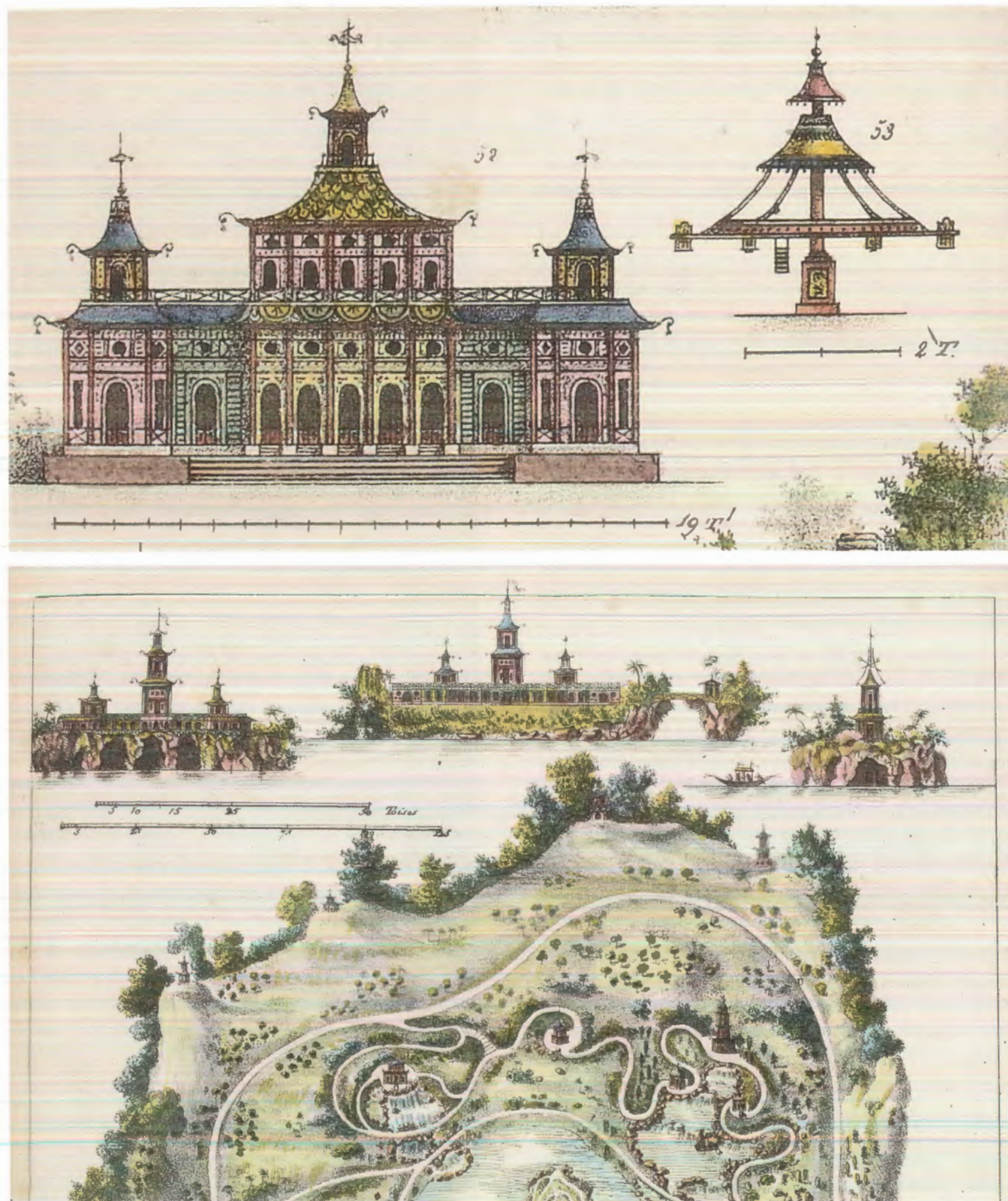


Fig. 13. - Fabriques pour l'ornement des jardins.
Dessin par G. Thouin, lithographie par C. Motte, publié dans *Plans raisonnés [...]*, 1821 (détails des pl. 18 et 54). © BnF.



Fig. 14. Détail du pavillon et de la pagode de droite.
© Région Nouvelle-Aquitaine, Inventaire-général, Alain Beschi, 2017.

te de jardins », publié en 1820, diffuse des dessins de fabriques de jardins chinois, dont la similarité avec Cos est trop grande pour être fortuite. Les planches n° 18, « Jardin romantique chinois », et n° 54, « Fabriques pour l'ornementation des jardins » (fig. 13), semblent bien constituer la source directe de la construction⁵⁰. Le plan du domaine levé en 1846 montre justement qu'un jardin anglais complétait les bâtiments d'exploitation. Le vignoble jardiné de la colline de Cos forme ainsi l'écrin de la fabrique pittoresque que constitue le château-cuvier. Cet ensemble d'édifices paré de riches atours s'inscrit dans une séquence continue depuis la vigne, monument végétal productif, au jardin d'agrément. L'arc de triomphe, situé à l'interface des vignes et de l'enclos bâti, n'est pas tant destiné au passage des hommes qu'à célébrer l'entrée des charretées de raisins au moment des vendanges. Les distiques latins gravés

sur sa face⁵¹, invitant le voyageur à contempler les vignes, « monuments dignes de [ses] regards », à en goûter le vin « doux et pur » et à louer « un Dieu auteur de si grands bienfaits », disent bien que le palais édifié en ces lieux n'est autre qu'un temple élevé à la nature domestiquée et au cru. Avec aussi, sans

50 Ainsi que l'avait déjà noté Jean-Marie Prats en 1989, dans une brochure dactylographiée inédite consacrée à Cos (p. 21).

51 Du côté gauche : SISTE GRADUM EGREGIAS VITES IN COLLE VIATOR / ET MONUMENTA OCULIS ASPICE DIGNA TUIS (Arrête tes pas, voyageur, et contemple sur le coteau ces vignes sans pareilles / ce sont des monuments dignes de tes regards) ; à droite : QUAM SIT DULCE MERUM LABAQUEM SPIRET ODOREM / ATQUE DEUM LAUDA QUI BONA TANTA FECIT (Goûte comme est doux ce vin pur, quel bouquet s'en dégage / et loue un Dieu auteur de si grands bienfaits).

doute, un peu de fausse modestie de la part de Louis Gaspard d'Estournel à s'effacer derrière la divinité, tout en affichant sa création ostentatoire ! Le monogramme LD gravé sur le fronton de gauche, en vis-à-vis des énigmatiques initiales AC sur celui de droite (fig. 14), où l'on aimerait reconnaître le nom d'Arnaud Corcelle, semblent bien la signature conjointe de l'œuvre par ses deux créateurs.

Cos, après d'Estournel

Tant d'acquisitions conduites presque simultanément dans la décennie 1840, tant de travaux somptuaires nécessitant à chaque fois des emprunts auprès de divers créanciers, finirent par causer la perte du « maharajah » de Saint-Estèphe, acculé à céder ses biens pour purger ses hypothèques. Boudé par le négoce par suite d'une attitude hostile à son égard⁵², à court de trésorerie, il contracta notamment un crédit de 250 000 francs auprès de la banque parisienne Baudon et C^{ie} ; avec, comme garantie, le nantissement de plus de 2 170 hectolitres du premier vin de Cos des années 1841, 1844 et 1845, déposés chez des négociants de la place de Bordeaux⁵³. En défaut de paiement à échéance, il dut se résigner à voir ses vins vendus aux enchères au mois de mai 1848. La déchéance fut totale quand il fut enfin contraint de céder ses cinq domaines. Annoncée dans la presse au printemps 1852, la vente publique de « l'une des plus belles et des plus productives exploitations de la Gironde », au revenu annuel minimum de 100 000 francs, intervient le 12 mai de la même année, diligentée par les notaires bordelais Castéja et Vigneaux, et Roux à Pauillac⁵⁴. Mis en vente au prix d'un million de francs, l'ensemble est acquis pour la somme de 1 150 000 francs par Charles Cecil Martyn, homme d'affaire et *perfect gentleman* londonien installé à Paris. La cession comprend non seulement les vaisseaux vinaires et, d'une manière générale, l'outil de production viticole, mais aussi tout le mobilier domestique. Le titre translatif de propriété de juillet 1852 permet toutefois à M. d'Estournel, vieillard cacochyme, de jouir à titre viager du « simple droit d'habitation » dans une partie du château de Pomys, et le loisir « de se promener dans les jardins, bois et agréments du domaine ». L'acquéreur est également tenu de lui fournir les fruits et légumes du jardin. Sont, par ailleurs, exclus de la vente les deux voitures et chevaux de M. d'Estournel et de son domestique, lui permettant de maintenir l'apparence de son train de vie. Il se réserve, en outre, tous les vins en barrique dans les chais et les bouteilles de son caveau particulier. D'un caveau l'autre, il ne profita que peu de sa retraite, puisqu'il succomba sans descendance, sous le poids des ans, de son œuvre – et de l'humiliation ? – l'année suivante. Le monument funéraire élevé à sa mémoire dans le cimetière communal de Saint-Estèphe, dit bien, par l'inscription « Cos reconnaissant », combien l'homme et le lieu sont indissolublement liés.

« Voilà bien en effet Cos-d'Estournel et Pomis [...]. Un nom seul manque aujourd'hui à tout cela : celui de l'homme à qui ces deux grandes usines de l'industrie vinicole doivent leurs embellissements et leur éclat », déplore Henry Ribadieu en 1856. Chais et caves, qu'Alfred Danflou jugeait dignes d'être classés parmi les « monuments de l'œnologie française », ne sont en tout cas toujours pas protégés au titre des Monuments historiques ! En revanche, sans atteindre le premier rang tant convoité jusqu'à l'obsession, les efforts déployés pour hisser le domaine dans les plus hautes sphères viticoles aboutirent à consacrer Cos en tête des seconds crus de Saint-Estèphe dans le classement des vins de Bordeaux de 1855. L'attribution de la grande médaille d'or ministérielle, décernée par la Société d'agriculture de la Gironde en 1866, est venue récompenser le travail accompli à sa suite sous l'administration du régisseur Jérôme Chiapella⁵⁵. D'importantes améliorations semblent avoir été apportées aux bâtiments d'exploitation, jugés « spacieux et biens aménagés », tandis que les logements de valets sont considérés « construits dans des conditions de salubrité exceptionnelles ». Une gravure, publiée en 1871 d'après un dessin de Jules Pelcoq⁵⁶, figure l'intérieur du cuvier, bruisant d'activité au moment des vendanges. Probablement aménagé sous Martyn, doté d'un plancher formant estrade et permettant d'accéder aisément aux cuves, ce cuvier présente une disposition originale, à mi-chemin entre les équipements en rez-de-chaussée et ceux, plus novateurs, à étage. Le plan d'assurance levé en 1886, à l'époque de la famille Errazu, montre cependant que l'organisation générale du bâti n'a guère évolué depuis le milieu du XIXe siècle⁵⁷ : le château-cuvier a certes été agrandi et doublé d'un chai, un hangar a été transformé en chai à vin vieux, mais pour l'essentiel, l'œuvre de Louis Gaspard d'Estournel est intacte.

52 Lorbac 1867, p. 89.

53 Affaire relatée dans le *Journal des commissaires priseurs*. Paris, tome VI, 1849-1850, p. 127-140.

54 *Journal des débats*, 1^{er} mai 1852.

55 « La plus belle propriété de cette excellente commune [de Saint-Estèphe], est celle de M. Destournel », indique la première édition en 1850 de *Bordeaux et ses vins*, par Cocks et Férét. Les éditions successives de cet ouvrage dans la seconde moitié du XIXe siècle soulignent que Cos occupe parmi les seconds crus classés du Médoc un « rang distingué ». Sur toute cette période, lire : Lorbac 1867, p. 89 et Ginestet 1985, p. 118-120.

56 Gravure sur bois publiée dans le magazine américain *Harper's Weekly* du 18 novembre 1871.

57 « Plan des bâtiments du domaine de Cos d'Estournel situés dans la commune de Saint-Estèphe (Gironde), appartenant à Mme Vve de Errazu [...], dressé par le géomètre E. Coutaut, août 1886. » (archives privées, château de Cos-d'Estournel).

Passé dans la seconde moitié du siècle, vers 1869, des mains de Martyn à celles de la famille Errazu, puis en 1889 à la famille Hostein, et enfin, par suite d'un mariage contracté en 1894, à Louis-Victor Charmolüe, Cos-d'Estournel reste uni à Pomys jusqu'en 1951, date à laquelle Fernand Ginestet s'en sépare. Cos a poursuivi depuis sa mue, sous la houlette de la famille Prats, qui réalise quelques travaux, tel l'aménagement d'un nouveau cuvier en 1984. Mais le programme de modernisation le plus important est celui entrepris depuis 2008 par l'actuel propriétaire. L'enveloppe architecturale se doit d'être intégrée le plus discrètement possible aux anciens bâtiments, quand le spectaculaire est réservé aux équipements intérieurs. Le cuvier *high-tech*, avatar du système gravitaire médocain,

scénographié par l'architecte Jean-Michel Wilmotte, ne se dévoile que derrière le théâtral décor du palais des vins de M. d'Estournel.

La réunion récente des deux anciens domaines dans les biens d'un seul et même propriétaire⁵⁸, permet aujourd'hui de retrouver l'unité de l'héritage stéphanois de Louis Gaspard d'Estournel : Pomys, la blanche villa italienne, calme et douce ; Cos, une féerie...

58 « Cos d'Estournel rachète Château Pomys », ainsi que l'annonçait l'Agence France-Presse le 17 mars 2017.

Remerciements

L'auteur souhaite remercier Michel Reybier, propriétaire de Cos-d'Estournel, et le personnel du château, en particulier Géraldine Giroux, directrice marketing et communication, pour nous avoir ouvert les portes de la propriété. Les remerciements vont aussi aux chercheurs du service du patrimoine et de l'Inventaire, en particulier Claire Steimer, Claude Laroche et Jean-Philippe Maisonnave, pour leur relecture attentive.

Chroniques

*La chronique qui suit concerne l'archéologie girondine.
Ses notices sont extraites du Bilan scientifique
publié annuellement par le Service régional de l'archéologie
de la Direction régionale des affaires culturelles de Nouvelle-Aquitaine.*

*On y trouvera, à la place que les notices correspondantes auraient dû occuper,
des renvois à la « Chronique d'archéologie métropolitaine »,
donnée ci-après aux pages 191-240,
qui propose un compte-rendu des activités
du Centre Archéologie préventive de Bordeaux-Métropole.*

Revue Archéologique de Bordeaux, tome CVIII, année 2017, p. 157-190



L'archéologie girondine en 2016 ***(extraits du Bilan scientifique régional, DRAC Aquitaine, SRA)***

Les textes publiés ont été rédigés, sauf mention contraire, par les responsables des opérations archéologiques. Les avis exprimés n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs. Le SRA s'est réservé le droit de réécrire ou condenser tout texte jugé trop long.

AILLAS

Place de l'église

Le but du diagnostic à Aillas bourg, sur la place de l'église, était de vérifier si la zone correspondait bien à l'emplacement de l'ancien cimetière paroissial et si des vestiges, autres que funéraires, pouvaient également en occuper l'espace.

Les résultats obtenus confirment l'objectif du diagnostic avec la présence de sépultures dans les sondages réalisés autour de l'édifice religieux. Les inhumations rencontrées sont de différents types, tels que sépultures en pleine terre, en cercueils et en coffrages de pierre. Les chronologies s'échelonnent pour celles-ci du Moyen Age à la fin de l'époque moderne. Il est important de signaler que certaines sépultures apparaissent sous la surface du sol dès 0,20 m de profondeur. En outre, les sondages ont permis de détecter la présence de vestiges bâtis : murs modernes en moyen appareil au nord et de tradition antique en petit appareil au chevet à l'est. Les vestiges d'un four à chaux ont aussi été retrouvés à l'extrémité orientale de la place. Présumée antique sur le terrain, cette structure pourrait être d'une construction et d'un fonctionnement plus tardif qui s'attacherait au plein Moyen Age, voire même au Bas Moyen Age puisque du mobilier postérieur au XIII^e siècle a été relevé dans le comblement.

Ces résultats montrent l'importance du potentiel archéologique qui est encore en place sous le sol dans le périmètre de l'église d'Aillas. Les travaux d'aménagement du bourg seront adaptés à ces contraintes.

Christian Scullier

ANDERNOS-LES-BAINS

Port du Bétay

La réalisation d'un sondage au port du Bétay répond à une demande anticipée de diagnostic émanant de la municipalité. La surface concernée se situe au centre-ouest de la commune, au port de loisirs, donc sur la rive orientale du bassin d'Arcachon. Le projet porté par la maîtrise d'ouvrage concerne la rénovation des infrastructures portuaires, construites dans les années 1960 et maintenant vétustes. Les contours techniques de cette réhabilitation sont calibrés pour un nombre d'amarrages non croissant ou faiblement, et ont pour objectif au moment de notre intervention la mise en place de pontons et leur accès ainsi que la rénovation de tous les équipements (éclairages, fluides etc.). Pour y parvenir, un élargissement du port est nécessaire, avec une extension limitée des quais sur cinq à six mètres à l'est et à l'ouest, pour tenir compte du tissu urbain et des bâtis (école primaire du Bétay par exemple), limite rédhibitoire.

Les contraintes techniques propres à cette intervention étaient nombreuses et complexes. L'emprise, cernée par la bande de sécurité à préserver depuis l'aplomb des quais et la chaussée encore en usage, s'avérait réduite. Sur la bande étroite ainsi accessible, il nous fallait aussi composer avec les réseaux en service et surtout la mise en place de tirants destinés au renfort des palplanches métalliques contrefortant les quais. Ces tirants, dont les caractéristiques techniques n'étaient pas connues (longueur, espacement, profondeur), se sont avérés empiéter sur toute la surface prescrite avec sept à huit mètres de longueur, répartis tous les trois mètres et 1,80 m de profondeur. Enfin, les hauteurs et heures des marées, conjuguées aux battements de nappes, réduisaient dans le temps et en profondeur les surfaces accessibles. Néanmoins, toutes ces hypothèses ont pu être levées et les emprises accessibles reparamétrées en conséquence avec l'aval de la municipalité et du prescripteur.

Au final, onze sondages ont été ouverts. Les levés géomorphologiques attestent d'un ensablement général de la zone par une dynamique fluviale (ensemble sédimentaire 6). Son profil supérieur affecte un pendage important, 1,50 m entre la zone nord et le sud, vers le bassin. Au nord, ces sables sont recouverts par plusieurs niveaux sableux, non datés mais sans doute récents. Vers le sud, se développe progressivement une séquence ancienne organisée en deux horizons distincts. Un faciès tourbeux, faiblement sableux, constitue la base (ensemble sédimentaire 5) et s'épaissit sensiblement vers le sud où il atteint près de 0,50 m. Ce niveau est scellé par une couche organique sableuse et graveleuse, qui comble en outre plusieurs dépressions et incisions creusées au détriment de la tourbe (ensemble sédimentaire 4). Ces données sédimentaires et granulométriques signent une dynamique fluviale qui, selon les débits, conduisent à une érosion des sols ou à son colmatage par fraction grossière reprise en amont. Ce schéma est validé par les éléments datant (mobiliers céramiques, lithique et datation ¹⁴C réalisée sur la tourbe) qui vont dans le sens d'une stratigraphie inversée, les artefacts les plus anciens se trouvant remobilisés puis piégés sur des sols plus récents. Ces niveaux sont ensuite tronqués, à 1,80 m de profondeur en moyenne, par toutes les constructions et aménagements modernes et subactuels (ensembles sédimentaires 3 à 1).

Le niveau organique a été daté de la fin du Bronze ancien II/ Bronze moyen I. Cette datation repose sur un ¹⁴C et sur la présence d'une cinquantaine de tessons issus d'un vase unique (polypode probable). Le niveau érosif supérieur livre une vingtaine de restes lithique ubiquistes et près de 200 tessons très fracturés. Ce mobilier est rattaché avec prudence au Néolithique au sens large et rappelle certaines céramiques de l'estran.

Si l'opération est décevante par l'absence de filiation entre les découvertes anciennes réalisées sur l'estran (importance du site du Béty dans la séquence Mésolithique/Néolithique de la façade atlantique) et celles du port, la caractérisation d'un niveau organique n'est pas anodine. Elle offrait l'opportunité, au regard d'un niveau chronologiquement resserré, d'amorcer une approche environnementale à partir des nombreux prélèvements et tamisages opérés. Ainsi, une pré-étude carpologique a confirmé la grande variété des taxons présents. Une reconstitution de l'anthropisation de la ripisylve au Bronze ancien/moyen, son exploitation ou ses impacts indirects, pourrait à terme être tentée.

Notice issue du rapport final d'opération fourni par le responsable d'opération Fabrice Marembert (Inrap)

ARCACHON

Esplanade Georges Pompidou

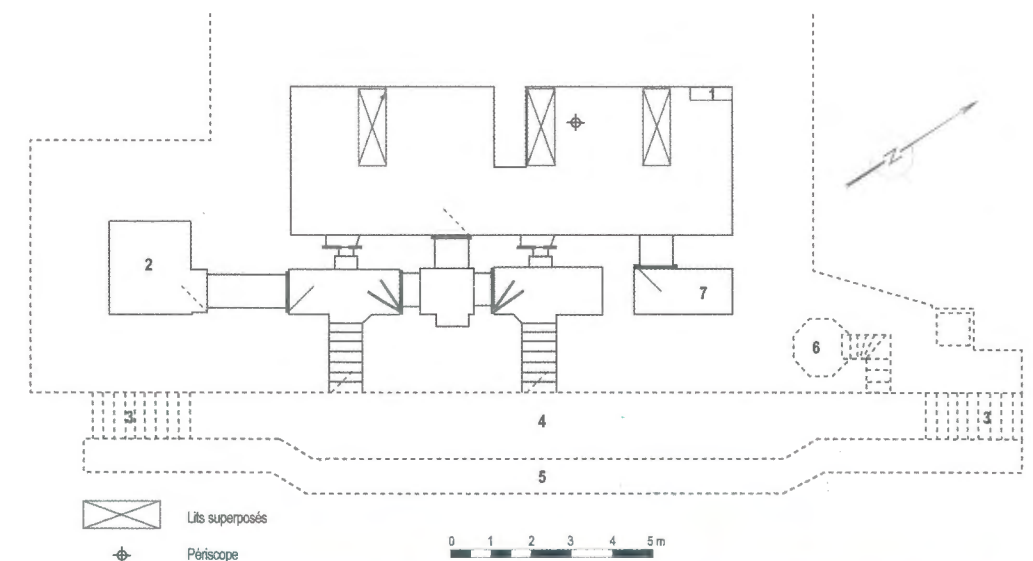
La fouille du blockhaus enfoui sous le parking de l'office de Tourisme a été réalisée à partir d'un puits aménagé devant l'une de ses entrées repérées par la documentation recueillie dans les Archives départementales. L'ensemble de la structure n'ayant pu être dégagée, ses façades restent figurées en pointillés sur le plan de coupe (fig. 1) suivant ces mêmes sources.

La fouille interne a permis de confirmer les découvertes effectuées lors de l'étude préliminaire.

Il s'agit d'un ouvrage fortifié du Mur de l'Atlantique référencé sous le code Ar. 4101 et construit en 1943 (fig. 3). Il correspond à un bunker type 502 conçu, avant la Seconde Guerre mondiale, pour le *Westwall*. Ce choix nous a interrogé puisque, pour abriter une vingtaine de combattants, un nouveau modèle de blockhaus avait été mis au point dès novembre 1942, numéroté 622. La fouille a révélé que ce modèle ancien avait été préféré pour sa meilleure adaptabilité à l'usage spécifique que les forces d'occupation lui destinaient. En effet, le matériel archéologique retrouvé à proximité de l'arrivée de câbles téléphoniques surdimensionnés (fig. 2 et fig. 1 n° 1), et de plusieurs rampes de fixation pour boîtiers de connexions indique que le bunker abritait un central téléphonique.

La présence d'un local pour groupe électrogène (fig. 1, n° 2), et la disposition originale des seules neuf couchettes viennent conforter cette analyse.

Sa localisation est également cohérente avec la présence du bâtiment des PTT situé, à l'époque, à quelques dizaines de mètres.



Arcachon, Esplanade Georges Pompidou

Fig. 1. - Plan de coupe vue de dessus du blockhaus Ar. 4101 de type 502.

Fig. 2. - Arrivées du central téléphonique

Fig. 3. - Pochoir d'identification de l'ouvrage fortifié caractéristique du Mur de l'Atlantique



Il en ressort que le blockhaus Ar. 4101 avait pour fonction de garantir les communications de l'armée allemande en cas, notamment, de bombardement de la ville.

D'après les standards du génie de forteresse allemand, l'ouvrage enterré devait être recouvert par le remblai d'excavation afin de le camoufler et d'améliorer sa résistance aux bombes. Pour y pénétrer, il fallait emprunter des escaliers (fig. 1 n° 3) qui donnaient accès au fossé (fig. 1 n° 4) protégé par un mur de soutènement (fig. 1 n° 5).

L'étude documentaire montrait la présence d'un Tobrouk (fig. 1 n° 6), confirmée par la découverte de deux tubes acoustiques dans les parois de l'ouvrage, permettant de communiquer avec lui. La présence de cet élément défensif est d'autant plus remarquable qu'il n'apparaît qu'avec la mise en chantier des nouveaux types de la série 600 et est incompatible avec le local pour périscope pourtant réalisé ici (fig. 1 n° 7). La large embrasure supérieure du Tobrouk serait trop proche du périscope pour permettre son bon fonctionnement. Cette anomalie structurelle explique la présence d'un trou pour périscope aménagé dans le plafond de la chambrée. En cela, ses constructeurs se sont inspirés du dispositif du modèle 622 (version modernisée du 502), doté d'un Tobrouk, de deux salles séparées par une porte blindée mais dépourvu de local pour périscope.

Ainsi peut-on en déduire que l'aménagement particulier de l'espace principal du type 502 a été déterminant dans sa mise en œuvre, à cet emplacement. De plus, les troupes d'occupation ont choisi de privilégier l'aspect défensif qu'offrait un Tobrouk par rapport au traditionnel local à périscope.

La fouille systématique du blockhaus Ar. 4101 a révélé une construction hors norme, dont le caractère exceptionnel mériterait une mise en valeur.

Marc Mentel

AUDENGE

12 avenue de Bas Vallon

Ce diagnostic concerne une parcelle de 5300 m² en bordure orientale du bassin d'Arcachon, dans la partie sud-est de la ville d'Audenge.

L'emprise est partiellement boisée et bâtie sur sa partie sud. Dès le XIXe siècle ont été attestées plusieurs occupations allant de l'Age du Fer à la période médiévale, même si l'Antiquité domine.

Rappelons qu'à un peu plus d'un kilomètre au nord de cette zone, cinq diagnostics ont déjà eu lieu (2007, 2008, 2011, 2012, 2013) ainsi que deux opérations de fouille (2009 et 2012). Le diagnostic de 2008 avait révélé l'existence d'un site d'artisanat lié au traitement des résineux, assez étendu en surface et installé dans un substrat majoritairement constitué d'aliôs.

La fourchette chronologique s'étendait du Ier siècle av. J.-C. au IIIe siècle de notre ère.

Le secteur diagnostiqué est connu pour avoir été le siège de la chapelle Saint-Yves détruite le 18 avril 1805. Son origine médiévale n'est pas attestée bien qu'elle demeure une hypothèse. Néanmoins, la mention « Capeyre Saint-Yves » apparaît dans les textes dès 1572.

Ce diagnostic révèle peu d'éléments se rapportant à une occupation antérieure au Moyen Age ou à l'époque moderne. Une fosse et quelques tessons de céramique en épandage pourraient être attribués à l'Antiquité ou à la Protohistoire avec réserve.

Cette opération permet de rattacher les traces d'un bâtiment (qui se situe sous la terre végétale) à l'emplacement de la chapelle Saint-Yves visible sur le plan de Pierre de Belleyne à la fin du XVIIIe siècle. Toutefois, le démantèlement de l'édifice a été quasiment intégral allant jusqu'aux fondations. Ne subsistent que le mortier et quelques éléments de garluche dans les tranchées de récupération qui sont elles-mêmes peu profondes (moins de 0,30 m).

En outre, il semble que le site ait été entièrement nivelé : les vestiges modernes et médiévaux sont eux aussi peu répandus. Il sera dès lors difficile d'affiner la phase d'édification de cette chapelle et nous devons nous contenter de ce qu'en dit la littérature à savoir qu'elle daterait de la fin du XVIe ou du début du XVIIe siècles.

Notice issue du rapport final d'opération fourni par la responsable d'opération Florence Cavalin (Inrap)

Rue René Dumont

La parcelle concernée par le diagnostic archéologique se situe à l'est du bourg, à proximité immédiate de terrains ayant fait l'objet de diagnostics et de fouilles récentes. Sur une surface de 6279 m², 12 tranchées ont été ouvertes. Elles ont permis de mettre en évidence une occupation antique dont les caractéristiques s'apparentent à celles des vestiges mis en évidence sur la fouille de 2009 dans la parcelle mitoyenne à l'ouest. Il s'agit d'une installation dans un contexte dunaire marqué par l'influence de petits paléochenaux liés à la présence au nord du petit ruisseau du Ponteil. La majorité des sondages se sont révélés négatifs, les vestiges se concentrant sur l'espace d'une

tranchée dans la partie nord-ouest de l'emprise sondée. Il s'agit en particulier d'une couche de remblai anthropisé dans laquelle ont été retrouvés de nombreux fragments de jarre à poix caractéristiques de l'artisanat des produits résineux antiques, associés à des céramiques communes. Cette couche se surimpose à des niveaux tourbeux et/ou sableux dans lesquels sont creusés une ou plusieurs fosses contenant du matériel identique. Un petit sondage de vérification conduit à proximité a permis de mettre en évidence quelques structures en creux (fosses et un probable trou de poteau) qui semblent indiquer une continuité avec le site de Maignan à l'ouest. L'examen du matériel céramique permet de proposer une datation entre la fin du Ier siècle av. J.-C. et le second siècle ap. J.-C.

Bertrand Ducournau

Rue René Dumont

Le diagnostic archéologique, sous forme de douze sondages, a eu lieu préalablement à la création d'un lotissement de 3 000 m², rue René Dumont.

L'emprise est située au lieu-dit Maignan, siège de l'occupation antique du Ier au IIIe siècle ap. J.-C. mise au jour en 2008. L'unique silo, non daté, découvert lors de notre intervention semble confirmer que le noyau de l'occupation se situe plus vers l'ouest.

Nathalie Moreau

27 rue du Moulin

Le dépôt d'un permis de construire concernant une maison individuelle a conduit le service régional de l'archéologie à prescrire un diagnostic.

Le territoire de la commune est connu pour receler de nombreux témoins d'occupations diachroniques dont les principaux concernent l'antiquité. Une occupation caractérisée par un habitat et des activités artisanales liées au traitement des résineux et la fabrication de poix a été mise en évidence au lieu-dit « Maignan » à 1 km au nord de l'emprise considérée.

En 2014, un diagnostic réalisé sur une parcelle toute proche avait permis de mettre en évidence les traces ténues d'une occupation du premier âge du fer et d'une fréquentation antique.

Quatre tranchées correspondant à 9 % de la surface accessible ont permis de constater qu'aucune trace d'occupation archéologique n'était présente sur la parcelle concernée par les travaux.

Bertrand Ducournau

BEYCHAC-ET-CAILLAU

Chemin de Bertin et route Jean Massot

Deux diagnostics archéologiques ont été réalisés conjointement. Ils interviennent préalablement à un projet de création de deux lotissements d'habitations au lieu-dit Bertin, à 600 m au nord du bourg de Caillau.

D'une surface totale de 25749 m² et de 25075 m², les emprises sondées concernent plusieurs parcelles en partie septentrionale du projet, et à proximité d'indices d'occupations protohistoriques et antiques, situés à environ 1,5 km au sud de l'hypothétique tracé de la voie romaine. Les données fournies par les cartes anciennes confirment la vocation agricole des terrains sondés, au moins depuis l'Époque moderne.

Chemin de Bertin

La surface prescrite a été réduite à 4851 m², entre les pièces de vignes actuelles encore exploitées et sur les futures zones *non aedificandi*. Ce diagnostic a plus, pour ainsi dire, vocation d'échantillonnage. Les treize tranchées ouvertes ne représentent que 226,43 m², soit 4,66 % de la surface totale prescrite. Majoritairement négatives, elles n'ont livré aucun vestige archéologique rattachable au Moyen Age, à l'Antiquité ou à des périodes plus anciennes. L'unique structure présente correspond à un large fossé courbe, car vraisemblablement dégagé à hauteur d'un angle. Le mobilier céramique collecté dans la dernière phase de comblement de ce fossé permet d'avancer une datation autour de la fin du XVIIe siècle. Ce fossé semble néanmoins ceinturer une occupation humaine antérieure à l'Époque moderne, sous les jardins présents en limite Est des habitations actuelles. Cette hypothèse se trouve renforcée par l'ancienneté du lieu-dit Bertin et le côté pérenne du type d'habitat qui s'y rapporte, sans doute dès le Moyen Age.

Route Jean-Massot

La surface prescrite a été réduite à 5246 m², entre les pièces de vignes actuelles encore exploitées et sur les futures zones *non aedificandi*. Les six tranchées creusées ne représentent que 151,83 m², soit 2,89 % de la surface totale prescrite. Elles n'ont livré aucun vestige archéologique rattachable au Moyen Age, à l'Antiquité ou à des périodes plus anciennes. Les seuls témoignages relatifs à l'occupation humaine, relèvent du domaine agraire et correspondent à des trous de piquet et d'ancrage d'anciennes vignes d'Époque contemporaine.

Vincent Duphil

BORDEAUX

Secteur Deschamps : voir p. 230-235.

126-128 rue Fondaudège, 119-121 rue Barraud : voir p. 235-237.

Rue Emile Fourcand : voir p. 199-201.

Place Gambetta : voir p. 193-198.

Rue Paul-Louis Lande : voir p. 201-202.

45 rue Leyteire, 32 rue du Mirail : voir p. 225-229.

Place André Meunier : voir p. 220-225.

Place Pressence : voir p. 213-214.

Rue d'Welles, place Renaudel : voir p. 202-212.

CARBON-BLANC

Ilôt Thérèse : voir p. 237.

CARIGNAN-DE-BORDEAUX

Pontet-Bouchon de Robert

Cette opération de diagnostic, au lieu-dit Pontet et Bouchon de Robert, à l'emplacement d'un projet de lotissement s'est révélée extrêmement positive dans la mesure où elle a permis de localiser un site antique, qui était jusqu'à présent uniquement appréhendé par la mention de découvertes fortuites mal localisées intervenues à la fin du XIX^e siècle. Les deux indices principaux appartiennent à l'Antiquité et offrent des intérêts multiples tant du point de vue environnemental que des vestiges eux-mêmes.

Le premier locus présente notamment une stratification de l'occupation variant entre une vingtaine et une cinquantaine de centimètres d'épaisseur, ce qui est assez rare en contexte rural où l'érosion agricole tronque généralement une grande partie des vestiges. Les structures, qui relèvent principalement du Bas Empire, se sont installées sur un grand remblai antérieur mais néanmoins antique qu'il reste à caler chronologiquement. L'essentiel des aménagements se présente sous la

forme de sols en calcaire et mortier, de structures de combustion dont une plaque foyère, l'ensemble étant associé à des murs récupérés ou à des fondations conservées ainsi qu'à de nombreux calages de poteau. Toutefois les matériaux mis en œuvre suggèrent plutôt des constructions en matériaux périssables que des constructions édifiées en pierre. Des indices indirects d'une activité artisanale multiple ont également été relevés avec la découverte de nombreuses scories de fer et des pièces de calage de poteries retrouvées dans la grande dépression dépotoir située au nord de la parcelle. Ces artefacts indiquent la présence à proximité d'un atelier de travail du fer, voire d'une poterie qu'il reste à situer. La petite fosse de bronzier et les céramiques à poix de la tranchée 11 complètent l'aperçu des activités humaines qui se sont probablement développées sur ce site. À côté des vestiges du « vivant » apparaissent furtivement ceux liés au monde funéraire avec la mise au jour dans l'angle sud-ouest de la parcelle, d'un crâne isolé en situation secondaire associé à une agrafe à double crochet tardive. Les conditions de son dépôt demandent à être clarifiées mais sa présence plaide néanmoins en faveur d'une zone funéraire qu'il reste également à déterminer.

Le second indice est représenté par une grande fosse ayant servi de dépotoir au Bas Empire et située au nord du terrain, dans une dépression appartenant à une zone humide. Cette fosse a peut-être été aménagée en liaison avec une source, probablement localisée en contrebas du terrain mais qui n'a pas été réellement mise au jour à cause de la présence de grands arbres.

Deux autres indices mal datés se trouvent à l'est et au sud du terrain, l'un comportant une fosse de combustion et un muret, le second des petites fosses d'extraction de gravier également non datées.

À l'issue de ce diagnostic, se pose la question du statut du gisement. En tout état de cause, les terrassements mis en œuvre durant l'Antiquité, qui ont, rappelons-le, écrêté et nivelé une partie du promontoire, confèrent une importance certaine au site qui dépasse vraisemblablement le cadre de simples artisans. Un fragment d'amphore africaine qui dénote une ouverture sur l'extérieur va également dans le même sens.

De plus, sa situation en sommet de plateau, rappelle celle de la villa du Moulin de Sonney localisée toujours à Carignan à 1,4 km au sud et abordée il y a quelques décennies par P. Régaldo (Sion 1994, p.158).

Christine Etrich

CAVIGNAC

Papon

Ce diagnostic a eu lieu préalablement à la création d'un lotissement à l'est du bourg de Cavignac. Sur les 42 852 m² concernés, 11 875 m² seulement étaient accessibles, soit les voies d'accès et le front des futurs lots. Deux zones ont livré des vestiges et plus particulièrement celle au sud-est : mur, couche de démolition, tranchée de récupération de matériau(x), bas-fourneaux, fosses, fossés et zones d'épandage de mobilier. Ces derniers correspondent à des lambeaux de niveaux de sols ou/et à des zones de piégeage des artefacts. Le mobilier céramique, à l'exception de celui d'une fosse, est pauvre et peu discriminant. Ces éléments toutefois, peuvent être rattachés aux époques antique et médiévale.

Les indices d'occupation des périodes les plus anciennes, paléolithique (?) ou néolithique (?), malgré un contexte favorable, se résument à deux éclats de silex en position secondaire.

L'occupation la mieux représentée d'un point de vue céramique est l'Âge du Fer, La Tène D. Les tessons ont été retrouvés dans une unique et grande fosse dans le secteur où se situe les vestiges d'activités artisanales. Plus tard, cette structure sera recreusée au Xe ou XI^e siècle.

La plupart des vestiges illustrent des activités de réduction de minerai que seules des analyses supplémentaires permettraient de caractériser. Plusieurs structures sont identifiables à des bas-fourneaux sans système d'évacuation des déchets et des rebuts typiques de ces activités (scories) ont été mis au jour. Leur sont associées un mur, un négatif de construction et des zones de démolition. En raison de leur proximité topographique, il est possible que les différents vestiges du secteur sud-est soient synchrones.

Nathalie Moreau

LE FIEU

Les vignes du juge, phase 3 et 4

Une opération de diagnostic archéologique a été réalisée sur l'extension envisagée de la carrière du Fieu au lieu-dit « Les vignes du juge ».

Quatre cent trente sondages ont été réalisés sur l'emprise des dix neuf parcelles correspondant au projet qui couvre une surface de 350 646 m².

Plus de deux cent cinquante structures archéologiques ont été identifiées sur l'emprise. Elles étaient également accompagnées de vestiges lithiques prélevés en stratigraphie. Parmi ces indices d'occupation humaine, peu d'entre eux ont pu être attribués à une période chronologique. Une analyse spatiale des structures et épandages a donc été entreprise afin de définir des zones d'intérêt archéologique en liaison avec les structures avérées. Elles reposent sur des corrélations spatiales entre les différentes zones géomorphologiques, les fossés de drainage non conformes au cadastre, les fosses simples, complexes, avec ou sans remplissage charbonneux, les fours et les épandages lithiques.

Les quatre secteurs ainsi déterminés correspondent à un habitat médiéval, à une implantation datée du Bronze ancien/Bronze moyen I, à une vraisemblable extension de l'implantation protohistorique mais avec une densité moindre de structures archéologiques, à un bas-fond humide entouré de témoins d'activités techniques exploitant des matières organiques attribuables aux périodes récentes, médiévale ou moderne.

Wandel Migeon

FLAUJAGUES

Gaberot

Ce diagnostic a été provoqué par un projet d'extension de gravière situé au lieu-dit Gaberot. L'opération archéologique a été scindée en trois phases dont celle-ci est la première.

Le terrain concerné, d'une superficie de 16500 m², a fait l'objet de vingt-huit sondages, ce qui a permis de couvrir 6,5 % de la surface menacée. La totalité des sondages a permis d'atteindre le toit de la terrasse fluviale. Deux fonds de petites fosses ont été identifiés à une profondeur de 40 cm et, malgré un doublement des tranchées, aucun autre ouvrage n'a été repéré. Ces structures ne contiennent aucun mobilier datable mais d'autres ont livré quelques fragments d'aspect protohistorique.

Le secteur porte de nombreuses traces de sous-solage profond (40 cm et jusqu'à 60 cm).

Il est donc probable qu'un habitat se situe à proximité de ce secteur, mais sur les parcelles sondées, la très faible densité de vestiges, la quasi-absence de mobilier jointes à la constatation

d'une importante érosion d'origine anthropique nous empêche d'envisager la présence d'une occupation humaine réellement caractérisable.

Gérard Sandoz

GIRONDE-SUR-DROPT

Eglise Notre-Dame

La campagne 2016 visait à affiner la première évaluation sur l'église Notre-Dame, amorcée en 2011 (Bsr 2011, p. 111-112) avec des attentes plus précises en terme de planimétrie et de chronologie. En effet, l'opération de 2011 avait conclu à une origine carolingienne du chevet à sept pans ouvert sur une nef conforme à la largeur actuelle ; les élévations visibles étant estimées du Xe siècle. Une annexe au sol de tuileau, altimétriquement compatible avec le sol de la nef, avait été rencontrée à l'extérieur côté nord, laissant supposer l'extension du complexe ecclésial au-delà du strict plan de l'église actuelle.

En concertation avec la municipalité, qui nous a apporté un soutien logistique sans faille, trois sondages ont été menés dans et au dehors de l'édifice : au contact du revers du mur du chevet polygonal, dans l'angle sud-ouest de la nef actuelle, contre le mur sud à l'extérieur.

Cette campagne d'archéologie sédimentaire aux contours assez classiques avait pour finalité d'explorer le sol pour parfaire le plan de l'église du premier état. Lui était adossée une étude de bâti du mur intérieur du chevet dans sa partie basse non restaurée, conservée derrière une plinthe (C. Gensbeitel/M. Uberti), et de l'élévation extérieure d'un pan de mur nord-est du chevet conservant une fenêtre primitive murée. En outre, l'étude était complétée par le relevé d'une pierre de consécration romane inédite, en emploi dans la nef du Xe siècle (M. Uberti). Enfin, des prélèvements de mortier et de sol ont été effectués pour des datations OSL monograin dans le cadre du projet Région ModAq (P. Guibert).

Les trois sondages réalisés en 2016 enrichissent les conclusions de 2011.

Contre le mur de chevet, la partie antérieure d'une sépulture est retrouvée, avec un individu adulte en décubitus dorsal. Il devait être inhumé dans un coffrage de bois disparu, maintenu par des blocs calcaires et des gros morceaux de tuileau. L'en-sevelissement de cet individu a perturbé les niveaux archéologiques en plus de l'activité de fouisseurs. On devine néanmoins le niveau d'un sol de tuileau démantelé, correspondant au ressaut intérieur du mur de chevet.

Dans l'angle sud-ouest de la nef, ce sol de tuileau est rencontré sous à peine 40 cm, adhérent à l'angle de deux murs. La reprise de l'élévation est nette entre le mur présumé du Haut Moyen Age et la construction du Xe siècle. Un sondage destructif dans le sol construit a mis en évidence la solidité de la structure et justifié sa pérennité. Il est établi sur un radier posé lui-même sur un sol de terre nivelé. Dans le radier, figurait un tore de base de colonne en marbre blanc, probablement antique.

Dans le sondage, pratiqué dans le presbytère et au contact du mur extérieur méridional, la lecture des vestiges environnant l'édifice du premier état a été perturbée par la construction d'un four à chaux d'époque moderne appuyé au mur gouttereau et fortement encaissé. Malgré tout, un lambeau de mur préroman et la souche d'un sol de tuileau y adhérent sont constatés.

En résumé, sur un terrain vierge de constructions antérieures, s'établit une grande église à chevet polygonal et comportant une vaste nef que le plan de l'église du Xe siècle actuellement conservée ne ferait que reprendre. Se pose par conséquent la question de la portée de la charpente (actuellement charpente à entrails de 1510) et de possibles supports intermédiaires sur une largeur mesurée de 11 m. Le sol de tuileau d'une rare qualité s'étend partout et joindrait les différents espaces liturgiques sans rupture altimétrique. A l'extérieur, des annexes sont décelées au nord et au sud, dont une nouvelle fois il n'est pas possible de définir les contours. Cependant, l'existence d'un complexe bâti excédant un statut de simple église paroissiale semble se confirmer. L'analyse du rare mobilier céramique, les datations radiocarbone et l'OSL actuellement à l'étude devraient conforter une chronologie haute dans un type d'édifice peu fréquent en Aquitaine, au vocabulaire de formes bien distinct de l'architecture romane.

Hervé Gaillard, Christian Gensbeitel

HURE

Le Bourg

Dans le cadre de l'aménagement du bourg de Hure, prévu sur quatre années, un diagnostic a été prescrit en anticipation sur la parcelle ZK 161, destinée à l'aménagement de voirie et d'espaces verts. Le projet s'étend sur 212 m².

Hure est connu pour ses mosaïques et son occupation antique. X. Charpentier a fait une synthèse de ces connaissances après une campagne de fouille près de l'église du Bourg, en 2002, dans la *Revue Archéologique de Bordeaux*. Nous n'avons pas trouvé de traces de cette époque au cours du diagnostic.

Seules quelques structures appartenant à la période moderne ont été mises au jour sous d'épais remblais et colluvions.

Ces structures n'apparaissent pas sur le cadastre napoléonien de 1827.

Ce sont peut-être les fondations d'importants aménagements liés au creusement du canal latéral de la Garonne qui débute en 1839, achevé officiellement en 1856.

Hélène Silhouette

LEGE-CAP FERRET

Rue des Grèbes

La prescription d'une fouille d'archéologie préventive rue des Grèbes fait suite au projet de division parcellaire et à la démolition d'un blockhaus appartenant au point d'appui n° 37 dit de Bélisaire (Ar37) comprenant cinq édifices destinés à contrôler et protéger ce secteur du bassin d'Arcachon et les accès vers Bordeaux. Le blockhaus est construit en 1943 sur la base du plan standardisé n°502 (*Regelbau 502 Doppelgruppenunterstand*) et a la particularité d'avoir été utilisé comme infirmerie (fig. 4)¹.

La fouille a porté sur une analyse détaillée des éléments structurels et sur d'éventuelles modifications mises en œuvre par rapport au modèle standardisé afin d'adapter à l'ouvrage un usage médical.

L'intervention a consisté dans un premier temps aux relevés topographique et planimétrique de l'édifice. Relevés accompagnés d'une lasergrammétrie et d'une couverture photographique des éléments constitutifs de l'ouvrage afin d'élaborer une documentation pérenne en vue d'une potentielle valorisation (fig. 5).

Excepté la façade orientale, le blockhaus est entièrement recouvert par le sable dunaire. Le monument est en bon état sanitaire même si des fissures sont à signaler le long des entrées. Son emprise au sol est de 140 m² (14,80 m x 9,50 m) pour une hauteur estimée à plus de cinq mètres. La dalle de surface ainsi que les murs extérieurs ont une épaisseur de 2 mètres tandis qu'en interne les murs sont épais de 0,80 m.

Deux entrées aménagées sur la façade nord-est permettent d'accéder à l'intérieur de l'ouvrage (fig. 6). D'une surface utile de 55 m², il est organisé en cinq espaces : deux pièces d'entrées avec armoire de désinfection (n° 1), un sas anti-gaz (n° 2), un local des troupes (n° 3) et une salle d'observation (n° 4). De la période militaire il ne subsiste que peu d'équipements si ce n'est



Fig. 4 et 5. - Lège, rue des Grèbes. Vue du blockhaus R502 (source : service historique de la Défense)
(en haut à gauche : détail du cartouche intérieur)
Crédit Inrap.

des grilles d'aération, des conduits de ventilation, des composants du système électrique et téléphonique ainsi qu'un dallage de sol. Les éléments remarquables concernent des attaches de lits tubulaires dans le local des troupes ainsi qu'un râtelier et un périscope toujours en place dans la salle d'observation.

Outre l'aspect descriptif, la prise en compte de ce type de monument dans le cadre de l'archéologie préventive amène aussi à s'interroger sur le devenir à donner aux vestiges de la Seconde Guerre mondiale qui ne se limitent pas qu'au Mur de l'Atlantique (camps pour la troupe, lieux de détention et infrastructures diverses) et dont il est à déplorer de nombreuses et rapides disparitions 72 ans seulement après la fin du conflit.

Le Boulaire Antoine

¹ CHAZETTE, A., DESTOUCHES, A., TOMINE, J., et PAICH, B. *Atlantikwall, Mythe ou réalité*, Ed. Histoire et Fortifications, 2008, 480 p. DESQUESNES, R. *Atlantikwall et Sudwall. La défense allemande sur le littoral français (1941-1944)*, Thèse de doctorat, Caen, Université de Caen, 1987, t. I et II, 803 p.

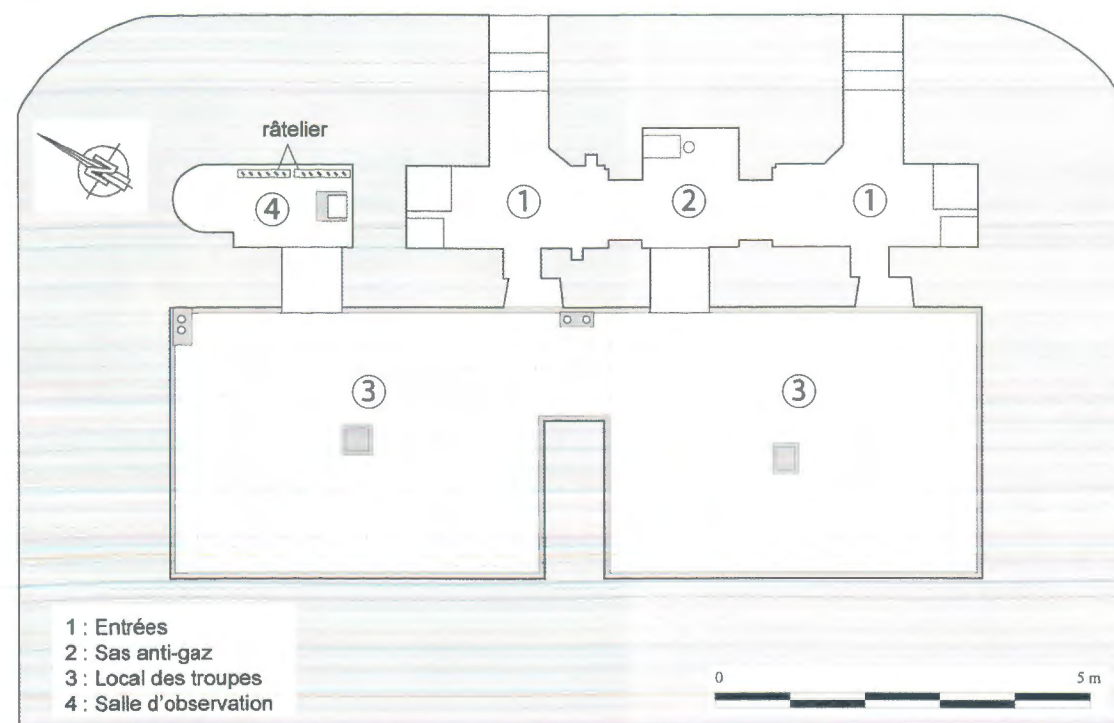
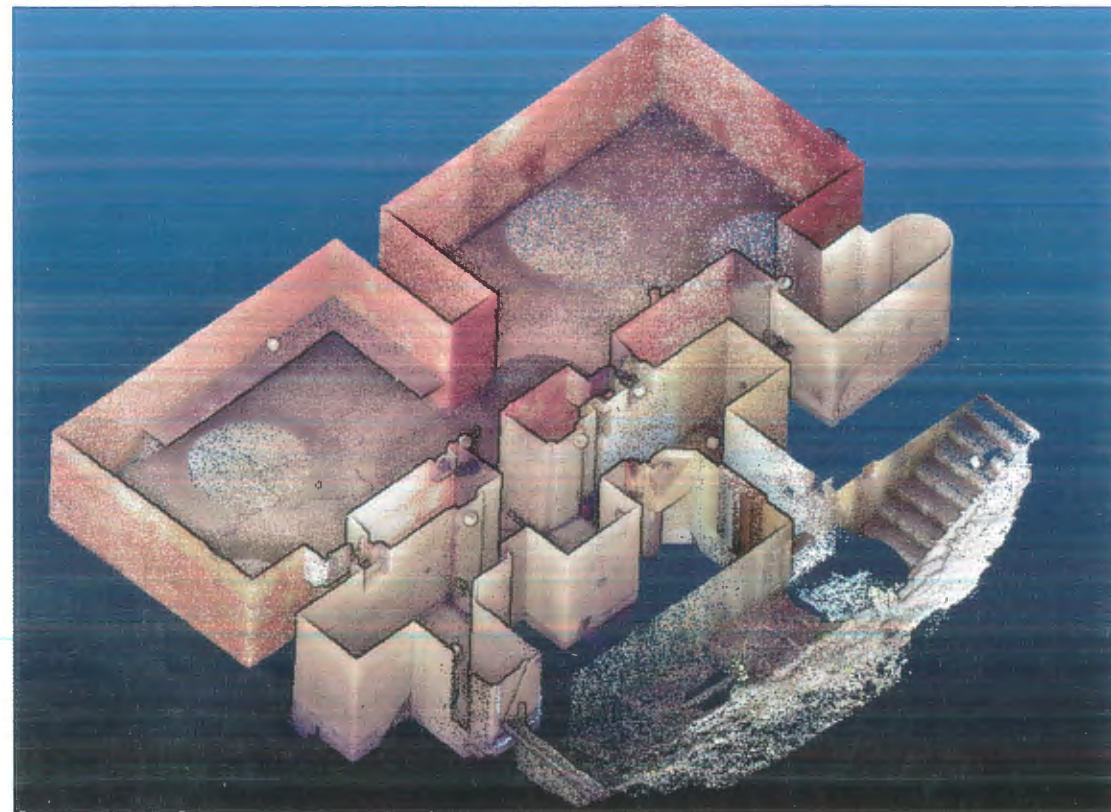


Fig. 6 et 7. -
Lège, rue des Grèbes.
Plan et modélisation
du blockhaus R502
(Dao : Inrap).



LIBOURNE

23 Rue Jean Jaurès

Le projet de restructuration de l'école du centre, rue Jean-Jaurès, a conduit le service régional de l'archéologie à prescrire un diagnostic. La parcelle concernée par les travaux se trouve dans le quadrant sud-est à l'intérieur du périmètre urbanisé de la bastide fondée en 1270.

Les cinq sondages de longueurs inégales qui ont été ouverts n'ont pas permis de mettre en évidence d'occupations antérieures à la création de la bastide, ni même que de niveaux archéologiques de cette époque.

En cela, les observations semblent corroborer l'étude (Bochaca, 1995) réalisée à partir du terrier de 1459. Celui-ci établissait à la suite de la guerre de Cent ans un « état des lieux » pour la bastide et n'indiquait pas de bâti ou d'activité à l'endroit de notre intervention.

Les plus anciennes traces d'occupation se limitent à la présence constante sur les niveaux de graves du substrat d'une couche anthropisée brune qui ne paraît pas antérieure au XVI^e siècle voire au début du XVII^e. Dans cette couche sont fondés des murs de peu d'épaisseurs dont les axes sont alignés sur ceux du parcellaire et de la trame viaire orthogonale de la bastide. Ils sont constitués de matériaux hétérogènes liés au mortier de sable. Ils pourraient être le premier témoignage de constructions sur la parcelle.

Ces murs sont en partie récupérés et une nouvelle construction est édifiée. Celle-ci n'a pas du tout les mêmes caractéristiques. Les murs sont plus épais mais ne témoignent pas forcément d'un soin extrême dans la mise en œuvre des matériaux. Aucune trace de bâti n'apparaissant sur le cadastre de 1808, ce bâtiment est sans doute antérieur à cette date, peut-être à mettre en relation avec les écuries qui occupaient l'espace sous l'Ancien Régime.

L'école, construite dans la première moitié du XIX^e siècle dans des bâtiments qui occupent la partie est de l'îlot, est augmentée de constructions côté ouest sur des parcelles acquises par la municipalité en 1859. Elles donnent à l'ensemble à partir de la seconde moitié du siècle la physionomie qu'elle présente encore aujourd'hui.

Bertrand Ducournau

Marcheprime

Croix d'Hins

Anticipant un projet de lotissement sur la parcelle AO 6p au lieu-dit Croix-d'Hins, à la demande du futur acquéreur et aménageur, un diagnostic archéologique a été prescrit sur une surface de 3800 m².

Le territoire de la commune de Marcheprime a été occupé très tôt, dès l'époque antique. Il s'agissait d'une halte entre l'estuaire de la Leyre et Bordeaux, la voie romaine passant par Cestas et reliant Bordeaux à Dax.

Une voie antique traverse le territoire de la commune de Marcheprime qui reliait dans un premier temps Bordeaux (*Burdigala*) à Lamothe (*Boii*), puis Lamothe à Sanguinet (*Losa*) puis Mimizan (*Segosa*). Cette voie n'a été observée en prospection aérienne et au sol que dans sa portion entre Sanguinet et Mimizan.

Bien que la présence d'une voie antique reliant Bordeaux à Lamotte soit très attendue, aucun indice n'a été relevé sur le lieu même du diagnostic d'une voie de communication ancienne.

Hélène Silhouette

MERIGNAC

Avenue de l'Alouette : voir p. 238.

Au Pas de l'Âne : voir p. 215-219.

Le Pontic : voir p. 214-215.

Zac Centre Ville : voir p. 212.

MIOS

La gare nord - Rue de l'Abreuvoir

Un morcellement de deux parcelles en vue d'aménager trois lots constructibles a conduit le service régional de l'archéologie à prescrire un diagnostic sur une surface de 2169 m.

Le secteur du bourg a montré de nombreuses découvertes isolées antiques et médiévales depuis le XIX^e siècle alors qu'aux alentours du ruisseau d'Andron tout proche, ce sont de très nombreuses céramiques de l'Âge du Bronze et de l'Âge du Fer qui ont été mises au jour.

Le diagnostic a mis en évidence de la céramique du Néolithique d'une part et du Bronze Final au Premier Age du Fer d'autre part. Malheureusement, ces éléments apparaissent hors structure, en position secondaire, et ne sont donc pas forcément en lien avec une quelconque forme d'habitat sur la parcelle diagnostiquée.

Un seul tesson antique a été prélevé à la surface d'un fossé, ce dernier fournissant surtout de la céramique médiévale. Le développement du bourg de Mios à l'époque moderne n'est attesté que par des éléments de tuiles et de très rares céramiques en position résiduelle.

Mathieu Tregret

Rue de l'Abreuvoir

Le projet de construction d'une maison individuelle, au nord du fleuve côtier de la Leyre, a entraîné la prescription d'un diagnostic archéologique sur 600 m². Le terrain est situé à environ 10 m d'altitude. Deux tranchées parallèles ont permis d'ouvrir plus de 10 % de l'emprise totale pour une profondeur variant entre 0,90 et 1 m.

Les premiers vestiges ont été mis au jour sur la commune à la fin du XIX^e siècle, avec la découverte de fragments de mosaïque et d'un sarcophage mérovingien à proximité du portail de l'église. Une nécropole antique à incinération a un peu plus tard été attestée au lieu-dit L'Arrat, sur la pente sud d'une petite colline qui domine le bourg. Il faut ensuite attendre les années 1980 pour trouver les traces d'une occupation protohistorique avec l'exhumation de très nombreuses céramiques de l'Age du Bronze et de l'Age du Fer sur la rive gauche du ruisseau d'Andron. Enfin, deux opérations de diagnostic menées en 2010 par l'Inrap rue Saint-Jean ont montré des éléments de cuve de sarcophage médiéval et des murs de l'époque contemporaine.

Au cours de ce diagnostic, les deux sondages réalisés ont dévoilé deux fosses sans mobilier et n'apportent donc pas d'informations supplémentaires pertinentes sur l'occupation le long du cours de la Leyre.

Mathieu Tregret

MONSÉGUR

Neujon ouest

Deux sondages ont été réalisés sur le site de l'ancienne église Saint-Félix de Neujon, au sud-ouest de la bastide de Monséguir, dans le cadre d'une thèse de doctorat sur l'implan-

tation des premières églises en Aquitaine. Celui-ci avait fait l'objet de fouilles programmées et de campagnes de restauration entre 1966 et 1986 par l'association Gams, sous la direction de Serge Camps.

Les structures alors mises au jour évoquent la partie résidentielle d'un habitat de type *villa*, organisée autour d'une cour à péristyle. Elle paraît occupée entre le I^{er} siècle et la fin du IV^e. A la fin du Ve ou au début du VI^e, trois nouveaux murs délimitent un bâtiment quadrangulaire, auquel est accolé au sud un second espace où sont installées des sépultures. L'ajout d'une abside à la pièce nord précise sa fonction cultuelle. La paroisse Saint-Félix de Monséguir est mentionnée pour la première fois au XIII^e siècle.

L'intervention sur des zones peu investies lors des campagnes précédentes avait pour but d'obtenir de nouvelles données stratigraphiques pour préciser le phasage de l'édifice cultuel et étudier le traitement des structures antiques au cours du Moyen Age. Dans un premier sondage, implanté à l'extérieur du bâtiment, à l'aplomb du mur septentrional de la nef, treize sépultures en coffrage, entourage de pierres ou contenant périssable, ont été fouillées ; elles reposent sur les niveaux antiques, dont une partie doit encore être dégagée. Le second sondage, à l'intérieur du chevet, a permis d'observer les fondations du mur oriental et de l'abside. Deux individus ont été mis au jour, perturbés par le creusement d'un silo.

L'étude du mobilier est en cours et une nouvelle intervention est prévue en 2017. Les données recueillies devraient permettre d'affiner la chronologie de l'aménagement et du développement d'un lieu de culte à Neujon, avant son abandon au courant du XVIII^e siècle.

Christelle Ehrhardt

PESSAC

Voie Romaine : voir p. 238.

PINEUILH

Bologne

Cette intervention a été déclenchée par un projet de vente de terrain au lieu-dit Bologne.

Le secteur à diagnostiquer, d'une superficie totale de 2461 m², se situe sur le bord sud du contournement de Sainte-

Foy-la-Grande (RD 936) et à 2 km au sud du cours de la Dordogne. La parcelle, de forme rectangulaire, présente un très léger pendage du sud-est au nord-ouest.

Cinq sondages ont été réalisés, d'une longueur moyenne de 22 m pour une largeur de 2 m. Le ratio entre la surface ouverte et la surface totale s'établit ainsi à 9 % environ.

Aucun aménagement anthropique n'a été identifié. Le mobilier archéologique est quasiment absent excepté dans le sondage 3, où quelques tessons médiévaux ont été découverts.

Gérard Sandoz

LA REOLE

44, rue Gambetta

Situé au nord du centre historique de La Réole, à une cinquantaine de mètres à l'est de l'ancien hôtel de ville, l'ensemble immobilier concerné 2 occupe trois parcelles cadastrales réparties de part et d'autre de la première enceinte de la ville (fig. 8). Il est encadré au nord par la rue Gambetta et au sud par la rue Michel Dupin, le cœur d'îlot étant desservi par l'impasse du Loup. À l'état de ruines, ces bâtiments, concernés par un projet immobilier de Gironde Habitat, ont fait l'objet d'une étude archéologique.

Fig. 8. - La Réole, rue Gambetta. Localisation des parcelles, ainsi que du tracé de l'enceinte sur le cadastre actuel.

2 Faravel S. (sd), POSHA de La Réole (rapport déposé à la mairie de La Réole et à la DRAC), site n° 132.



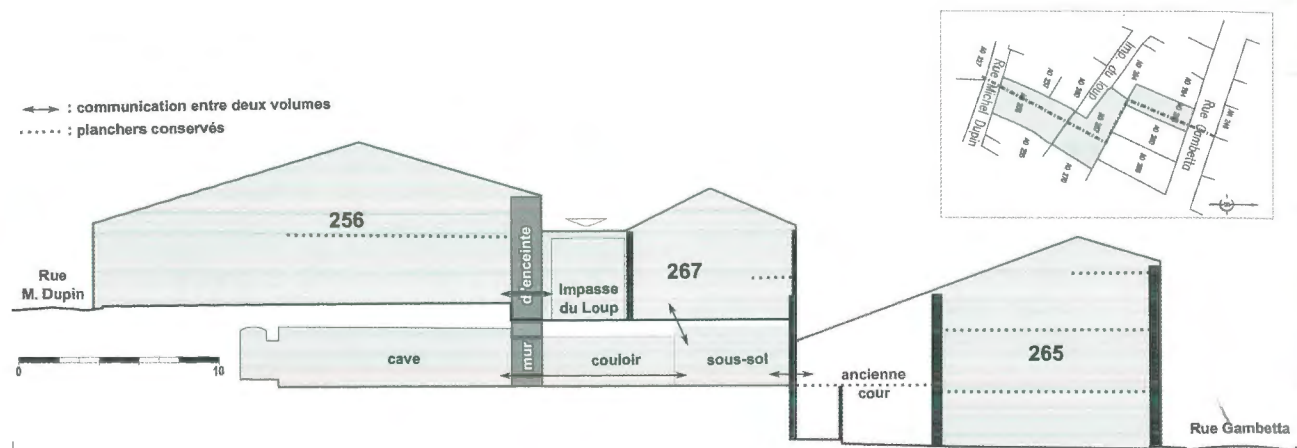


Fig. 9. - La Réole, rue Gambetta.
Coupe sud-ouest/nord-est.

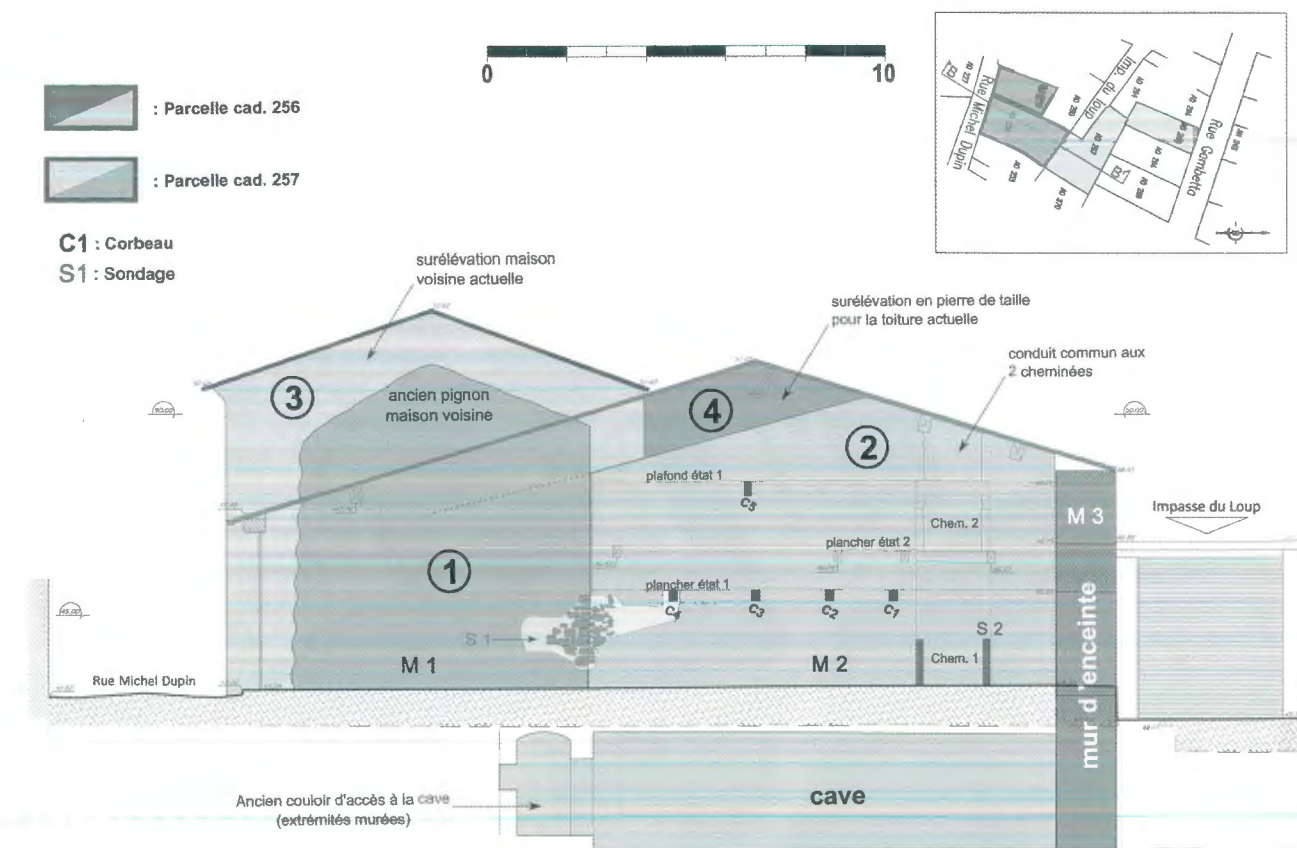


Fig. 10. - La Réole, rue Gambetta.
Relevé phasé du mur ouest du bâtiment rue Dupin
(Infographie D. Souny sur fond de plan Ph. Escande - géomètre).

Les vestiges les plus anciens consistent en une portion de la première enceinte de la ville (fig. 9). Ce mur du début du XIII^e siècle, édifié en moellons équarris et assisés, mesure 1,50 m d'épaisseur et conserve une élévation de 5 à 6 m. Sa fondation faite de moellons irréguliers liés avec un mortier très dur de chaux et de grave, est aujourd'hui visible depuis une cave, creusée après coup contre l'enceinte. Hormis ce mur, aucune maçonnerie médiévale n'a été repérée ; tous les autres murs appartiennent à des états modernes ou contemporains.

Les vestiges modernes se concentrent à l'intérieur du mur d'enceinte contre lequel fut élevée au XVI^e siècle une maison dont ne subsistent que le pignon occidental et la cave voûtée (fig. 10), précédée au sud par un couloir qui devait initialement communiquer avec un escalier menant au rez-de-chaussée. À défaut de pouvoir localiser la façade d'origine de cette maison (en bord de rue ou en retrait ?), l'emprise de la cave permet de restituer l'emplacement de son ancien pignon oriental et donc le plan de l'édifice, barlong, avec une largeur d'environ 8 m. Côté est, cette demeure était isolée de sa voisine par une ruelle qui fut ensuite intégrée au bâti lors de l'agrandissement de l'édifice à la fin du XVIII^e siècle ou au début du XIX^e.

Sur les autres parcelles, dépourvues de bâti sur le cadastre de 1828, les constructions sont toutes postérieures à cette date ; jusque-là, il n'y avait à cet emplacement qu'un terrain en pente descendant vers l'actuelle rue Gambetta, située 6 à 7 m en contrebas. À la fin du XIX^e siècle, fut construite la maison qui borde la rue Gambetta (actuel n°44). Elle présente une façade en pierres de taille, de construction soignée, avec des ouvertures réparties en trois travées régulières sur deux étages. Contrairement à cette façade bien conservée, les intérieurs sont particulièrement délabrés et les planchers comme les escaliers sont en grande partie effondrés. Le cœur d'îlot est resté longtemps non bâti ; ce n'est qu'au milieu du XX^e siècle qu'un entrepôt en béton y fut construit. Dans son sous-sol, une galerie fut alors creusée vers le sud, sous l'enceinte, pour communiquer avec la cave voûtée de la maison du XVI^e siècle. Une porte fut également ouverte au nord-ouest de ce sous-sol pour accéder au premier étage de la maison du XIX^e ; les trois parcelles cadastrales formèrent dès lors une seule et même propriété.

À l'abandon depuis plusieurs décennies, l'ensemble de ces constructions et aujourd'hui dans un état de ruine avancé. La majeure partie de ces vestiges, exceptés le mur d'enceinte médiéval et la cave voûtée, ne présente pas un intérêt archéologique majeur.

David Souny

La Grande École

(27-29, rue André Bénac)

La « Grande École », qui tire son nom du collège municipal qu'elle abrita de 1518 à 1805, est un monument médiéval emblématique de la ville de La Réole. Cet édifice civil, de style roman tardif, construit vers le milieu du XIII^e siècle, fait partie d'un ensemble immobilier plus vaste, classé Monument historique depuis 2004. La Grande École, comme le bâtiment mitoyen appartenant au même ensemble, formait une portion de la seconde enceinte de la ville qui fermait le quartier de la Salargue et dominait le ruisseau du Pimpin, aujourd'hui canalisé sous l'actuelle avenue Jean Delsol.

L'édifice, sur lequel seul Léo Drouyn s'était jusque-là attardé, vient de faire l'objet d'une étude d'archéologie du bâti approfondie à la demande de son propriétaire 3. Dans le cadre de cette opération, un modèle 3D du bâtiment et une orthoimage de la façade principale (relevé photogrammétrique par corrélation dense effectué par Archéotransfert – Archéovision UMS 3657) ont été dressés afin de réaliser des plans en coupe



Fig. 11. - La Réole, Grande Ecole. Façade orientale.
Cliché D. Souny

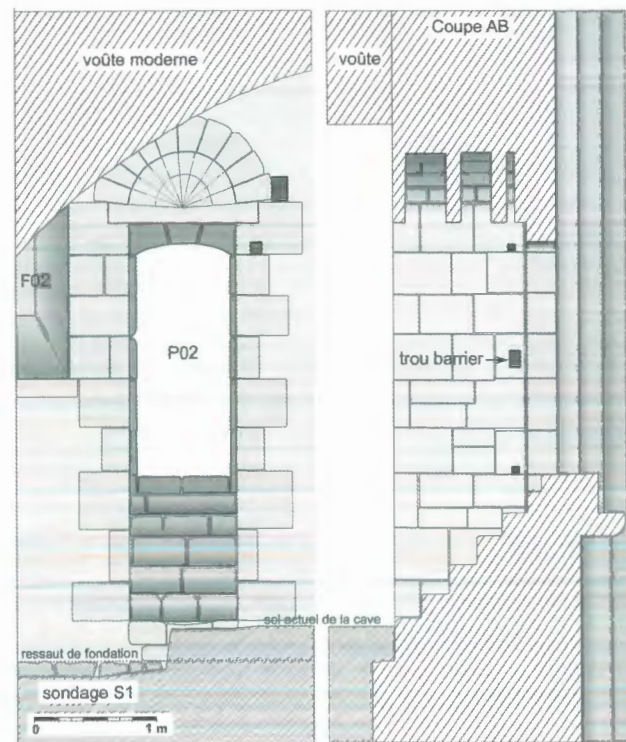


Fig. 12. - La Réole, Grande Ecole. Relevé d'une porte de la cave

et en élévation ainsi qu'un relevé pierre à pierre de la façade formant l'enceinte. Divers sondages ont été pratiqués dans les enduits des différents murs et trois sondages sédimentaires ont été ouverts dans le sol de la cave.

Loin de l'image parfois véhiculée d'une façade austère et secondaire, le mur oriental, tourné vers la campagne, est le témoin d'une construction très soignée (fig. 11). Il présente une façade composée, régulièrement renforcée par trois contreforts plats et rythmée par plusieurs corniches et retraits encadrant de nombreuses ouvertures. Pas moins de quatre portes et deux grandes fenêtres géminées ajouraient cette portion d'enceinte lors de la phase initiale. De multiples percements postérieurs et remontages brouillent aujourd'hui la lisibilité de l'état initial dont des restitutions ont pu être proposées.

Afin de compenser la pente, très prononcée entre la rue et le ruisseau du Pimpin (environ 12 m de dénivelé à l'origine), le premier niveau du bâtiment constitue un soubassement qui renferme une vaste cave, initialement couverte d'un plancher puis voûtée vers 1500. Au-dessus, le rez-de-chaussée sur la rue André Bénac (anciennement rue Sainte-Colombe) était entièrement occupé par une grande salle qui disposait, côté enceinte, d'un imposant balcon ancré à mi-hauteur de la façade.

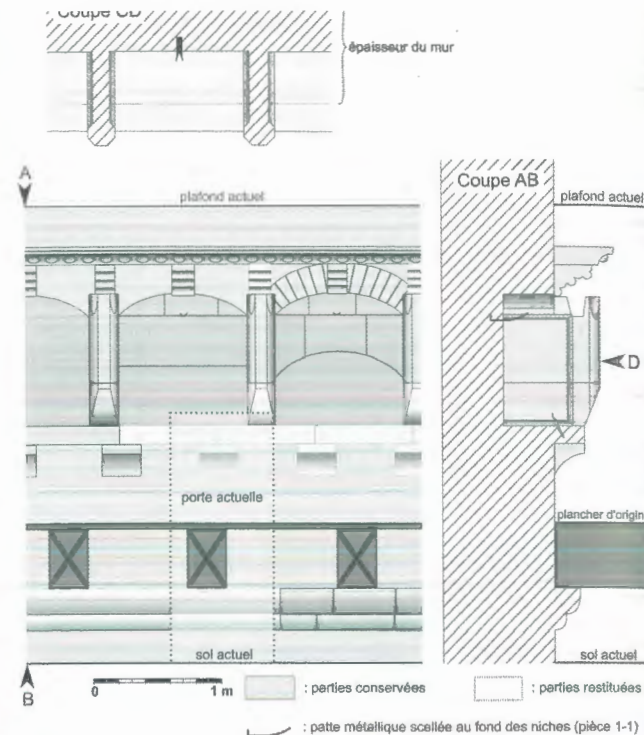


Fig. 13. - La Réole, Grande Ecole. Relevé des niches du rez-de-chaussée

A l'intérieur, ce bâtiment présente des équipements d'une complexité rarement égalée et à ce jour sans équivalents connus. Il en est ainsi des deux portes de la cave ménagées dans le mur d'enceinte (fig. 12), ou encore de l'impressionnante série de 25 niches qui occupaient les murs de la grande salle et dont seule une infime partie du décor sculpté d'origine nous est parvenue. La fonction primitive de cet édifice atypique, dont la conception ne correspond pas au programme habituel des demeures médiévales, reste inconnue.

David Souny

3 Drouyn L., *La Guyenne militaire*, 1865 (reprint 2000), tome 1, p. 152-155, et tome 2, planches 44, 46, 47 et 48.

Favarel S., Gaborit M., Larrieu B. et Duclot JF., *Léo Drouyn - Les albums de dessin, volume 2. De Saint-Macaire à La Réole et la vallée du Dropt*, CLEM, 1998, p. 134-139.

Faravel S., « La Réole, du bourg monastique à la ville moderne, essai de topographie historique », dans *Actes du VIII^e colloque : L'Entre-Deux-Mers à la recherche de son identité, La Réole et Bazas, 22 et 23 septembre 2001*, Langon 2002, p. 21-34.

Faravel S. (sd), POSHA de La Réole (rapport déposé à la mairie de La Réole et à la DRAC), site n° 151.



Fig. 14. - Sadirac, Blayet. Façade sud du four et entrée de la chambre de chauffe. Cliché A. Guériteau.

SADIRAC

Blayet

La réhabilitation pour habitation d'une des trois plus anciennes maisons formant le noyau originel du « village » de Blayet, a occasionné la réalisation d'un diagnostic archéologique. La particularité majeure du site est la présence, dans le jardin, d'un four de potier d'époque moderne encore en élévation (fig. 13). Ce dernier avait déjà fait l'objet d'une étude partielle en 1980 montrant un mode de fonctionnement similaire aux autres structures de cuisson modernes connues de Sadirac (superposition des chambres de chauffe et de cuisson avec entrées opposées). En revanche, son plan au sol carré se distinguait des plans circulaires communément observés pour ces fours (cf. le four du Casse) et pouvait laisser supposer une utilisation précoce. Des observations de la butte tessonnaire accolée contre la paroi ouest du four avait, alors, permis de le dater du milieu du XVII^e siècle.

L'objectif de l'opération était de mettre en évidence la présence de liens stratigraphiques prouvant la contemporanéité de fonctionnement et d'utilisation des bâtiments et du four et d'en préciser la chronologie d'occupation, sachant que certains éléments d'architecture de la façade principale de la maison sont aussi caractéristiques du XVII^e siècle.

Trois tranchées ont été réalisées à proximité immédiate de la maison, deux en direction du four et une dans la grange récente accolée à la façade ouest de l'habitation.

Les principaux vestiges mis au jour concernent des niveaux de sol soit intérieurs, comme dans la grange, et contemporains des premiers états de l'habitation, soit extérieurs, sols de circulation entre la maison et le four et constitués de caissons de terre cuite. En avant du four, ont également été découverts les restes de maçonneries d'une petite construction en pierres calcaires, mentionnée sur le cadastre napoléonien, montrant aussi plusieurs états et visiblement en relation directe avec l'utilisation du four. Cette structure était comblée par un dépotoir constitué de rebuts de cuissons et de plusieurs fragments de canalisations en terre cuite assez récents.

En raison de l'exiguïté du terrain, le lien entre les niveaux de circulation extérieurs et la tessonnrière n'ont pu être observés.

Ainsi, il apparaît que des vestiges contemporains de l'activité du four sont encore conservés et ce sur une période s'étalonnant du XVII^e au XX^e siècle, en lien avec la maison et la grange qui ont subi, au cours de cette période, plusieurs transformations et modifications.

Il est à noter que cet ensemble (maison, grange et four) semble s'inscrire dans un autre plus important, composé au moins du bâtiment mitoyen à la grange à l'ouest et dont les murs sont montés avec des pots à mélasse et des fragments de cônes à sucre dont des rebuts de production ont été mis au jour dans la tessonnrière et dans le dépotoir.

Armelle Guériteau

Farizeau

Cette opération a été provoquée par un projet de division parcellaire situé sur la commune de Sadirac, au lieu-dit Farizeau-nord, non-loin du hameau de Lorient.

Le terrain concerné, de petite taille (400 m²), a fait l'objet de trois tranchées, ce qui a permis de couvrir 14 % de la surface menacée. Deux tranchées ont atteint le toit de la terrasse fluviale. L'une d'elles (Sd2) portait la trace d'un puits cylindrique de 1,50 m de diamètre pour 2 m de profondeur. Le comblement, apparemment rapide de ce puits n'a livré aucun élément de mobilier qui aurait permis de le dater. Il s'agit très probablement d'un puits d'extraction d'argile « bleue », avorté. Ce type d'aménagement a déjà été mis en évidence sur le territoire de la commune (Béague 2010). Il est avorté car l'excavation d'origine, bien que poussée jusqu'à la terrasse, n'a pas traversé de couche d'argile « bleue ». Bien que son comblement soit dépourvu de tout mobilier, nous pouvons envisager une datation probable au cours des XVII^e ou XVIII^e siècles.

Gérard Sandoz

Le Ruzat

Cette intervention a été initiée par un projet de division parcellaire. Le secteur à diagnostiquer se trouvait au lieu-dit « Le Ruzat » à un kilomètre au sud du bourg. La parcelle, de 1136 m², se situe à une altitude moyenne de 72 m Ngf, au sein de l'ancien domaine potier du Ruzat, sur le côté est d'un des corps de bâtiment principaux et non loin de l'ancien four.

Quatre sondages ont été réalisés, d'une longueur cumulée de 70 m pour une largeur de 2 m. Le ratio entre la surface ouverte et la surface totale s'établit ainsi à 12 % environ.

Bien que le diagnostic se situe au cœur du domaine potier du Ruzat, dont l'activité remonte au moins au début du XVII^e siècle, aucun témoin direct de cette industrie n'a été retrouvé. Les ouvrages repérés sur le cadastre napoléonien (four et bâtiment annexe) se situent malheureusement en dehors de l'emprise.

Seuls trois fossés matérialisant d'anciennes limites cadastrales ont été mis en évidence. Leur datation s'étale entre le milieu du XVII^e siècle et le XIX^e.

Gérard Sandoz

SAINT-AUBIN-DE-MEDOC

Au Cerisier : une occupation protohistorique et historique

Les fouilles réalisées à Saint-Aubin-de-Médoc en Gironde, localisées au lieu-dit « Au cerisier » font suite au projet de déviation de la RD1215 porté par le Département de la Gironde. La prescription touche deux secteurs distants de plus de 500 m l'un de l'autre : le secteur nord d'une superficie de 7000 m² et le secteur sud de 15000 m².

Le site, positionné au sein d'une forêt, se caractérise par une couverture sableuse dite des sables des Landes. Les vestiges sont localisés généralement dans la moitié inférieure d'un niveau de sable brun compact, à une moyenne de 60 cm par rapport au niveau actuel.

Au total le site a livré 155 structures en creux : 53 en zone sud et 102 en zone nord.

En zone sud, seul le fond des fosses est conservé sur 10 à 20 cm de profondeur. Au sein du niveau, le mobilier est présent de façon très éparse. Il concerne à la fois le Néolithique récent, le Bronze moyen et l'époque médiévale. Seule une concentration de céramique et lithique a été découverte au nord-ouest appartenant au Bronze moyen. Ces vestiges remaniés ne constituent pas un lambeau de sol préservé. Enfin, signalons la présence d'un puits au sud de l'emprise traversant un niveau d'argile sableuse gris clair présente très ponctuellement sur le site (fig. 14). La structure a été traitée mécaniquement sur 4,50 m de profondeur puis, pour des raisons de sécurité, à la tarière jusqu'au fond du creusement. Elle a livré peu de mobilier et non datant. Les études sédimentaires montrent que la nappe phréatique n'a pas été atteinte. Il peut s'agir soit d'une tentative de puits avortée, soit d'un puits d'extraction de cette argile sableuse grise. Des datations seront réalisées prochainement sur son comblement.

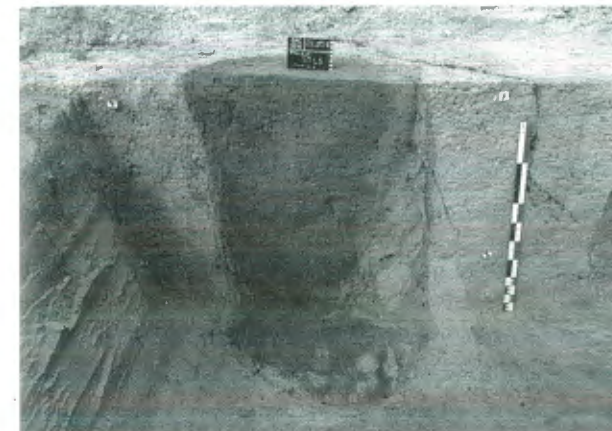


Fig. 15. - Saint-Aubin de Médoc, Au Cerisier. Zone sud – Profil du puits ST45 au niveau du troisième palier de sécurité.

En zone nord la densité de mobilier est plus significative. Les vestiges en creux sont mieux préservés. Au nord de la zone, une trentaine de structures sont visibles par des calages verticaux de TCA. La faible différence entre encaissant et comblement réduit la lecture des limites de creusement. Ces aménagements ne se répartissent pas de façon organisée permettant de sortir un schéma d'occupation cohérent. Des fosses et un épandage de mobilier du Haut-Empire ont aussi été découverts. Ces vestiges seront étudiés par l'entreprise Hadès, agréée pour les périodes antiques.

Parmi les structures du Bronze moyen et final deux d'entre elles ont livré des amas de restes carpologiques carbonisés.

Enfin, le Néolithique récent et final est présent essentiellement au sud de la zone. Il se compose d'épandages de mobilier avec principalement de la céramique (fig. 15). A proximité de ces fortes densités un vase de stockage encore en place dans le sable a été découvert, ainsi que plusieurs vases écrasés.

Ces résultats sont rares au vu du contexte taphonomique et environnemental. En plus d'un riche corpus de mobilier, des lambeaux de sol de la fin du Néolithique et de l'Antiquité ont été très ponctuellement conservés en zone nord. Le résultat de ces travaux, toujours en cours d'étude, aura par conséquent un apport majeur sur la connaissance de l'implantation humaine durant la fin du Néolithique, l'Age du Bronze et le Haut-Empire.

Marie Laroche

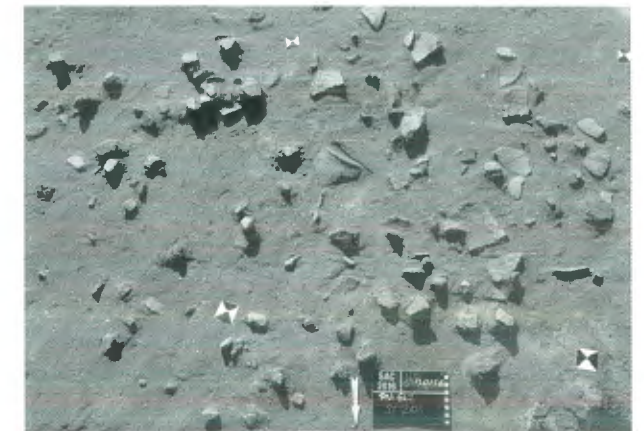


Fig. 16. - Saint-Aubin de Médoc, Au Cerisier. Zone nord – Epandage de mobilier de la fin du Néolithique. Clichés Paléotime.

SAINT-EMILION

26, rue de la Grande Fontaine

Cette maison est située à l'intérieur de l'enceinte de la ville de Saint-Emilion, dans un îlot de la ville basse compris entre le cours des deux ruisseaux dits de la Grande et de la Petite Fontaine. En amont du projet de réhabilitation qu'il souhaite lancer, son propriétaire actuel en a financé l'étude globale. L'opération, réalisée dans le cadre du PCR « *Saint-Émilion et sa juridiction. Genèse, architectures et formes d'un territoire* », s'inscrit dans la continuité des recherches menées depuis 2011 sur les formes de l'habitat médiéval de la ville.

Il s'agit ici d'une construction à pignon sur rue de plan barlong, dont l'aspect extérieur, relativement homogène, est celui d'une demeure des années 1500 (fig. 16). Son état, exempt de rénovation depuis le XVIII^e siècle, avec un sol resté en terre battue, offrait l'occasion, trop rarement mise à profit, de coupler une approche d'archéologie du bâti avec des investigations en sous-sol.

La chronologie relative obtenue par l'analyse stratigraphique des maçonneries a permis d'identifier onze phases d'aménagements, dont cinq d'époque médiévale (fig. 17). Un des apports majeurs a été d'identifier en sous-sol la substruction d'un mur en moellon désigné sans conteste par sa position stratigraphique comme le vestige le plus ancien du site ; soit avant les années 1200, période à laquelle deux murs en grand appareil de pierre de taille indiquent l'implantation de nouvelles unités d'habitation. L'une, le long de la rue, se développait sur la parcelle contiguë au nord de la maison actuelle (unité 2) et l'autre (unité 4), sur celle située à l'est, tournée vers la rue de la Petite Fontaine. Un dénivelé de plus de 1 m de haut les



Fig. 16 et 17.
Saint-Emilion, rue de la Grande Fontaine.
Vues d'ensemble du bâtiment. Clichés A. Marin.

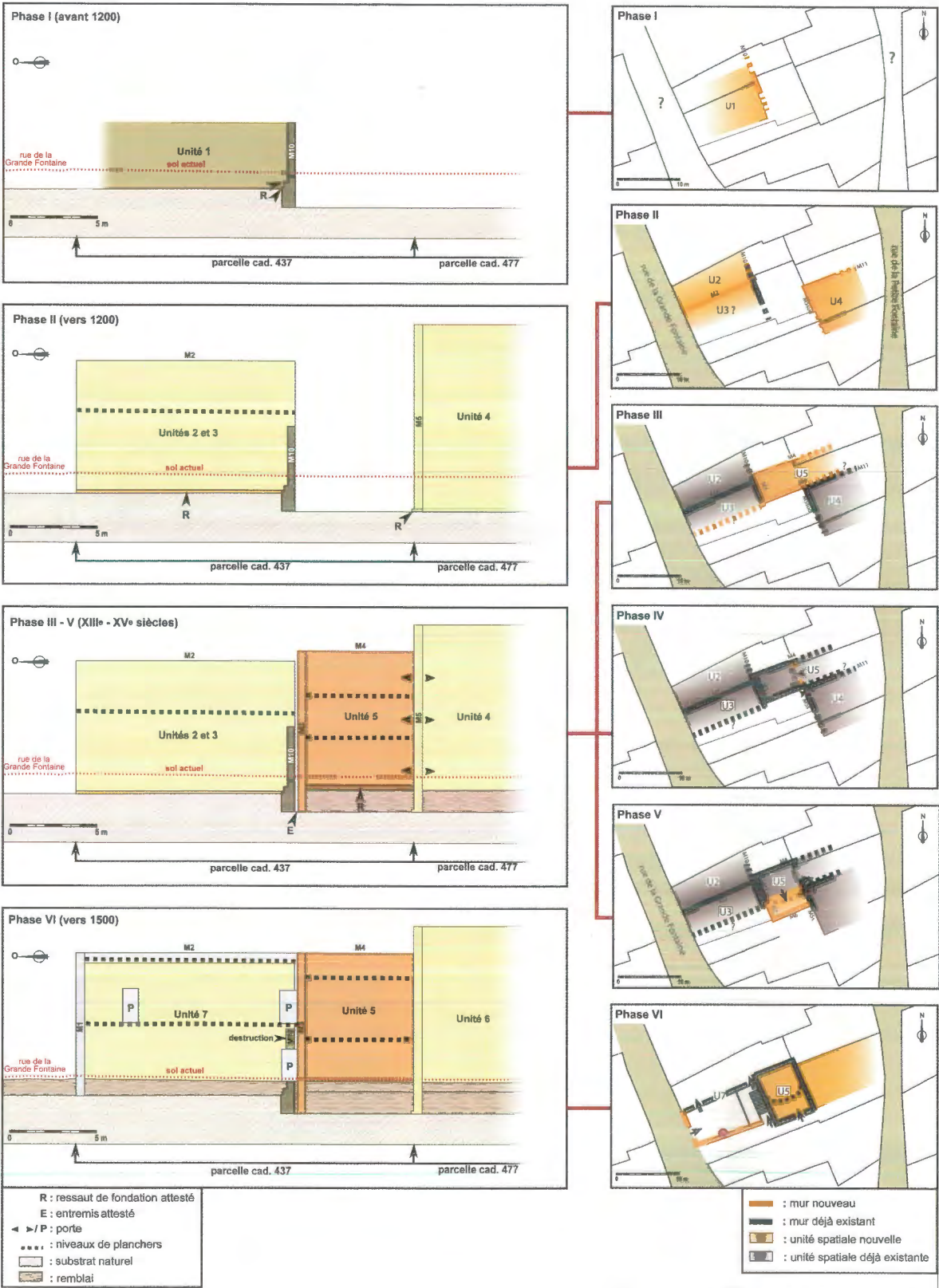


Fig. 18. - Saint-Emilion, rue de la Grande Fontaine.
Schémas d'évolution du site, en coupe ouest-est et en plan (infographie : A. Marin et D. Souny).

séparait, ainsi qu'un espace vacant, cour ou jardin, de près de 7 m de large. Du XIII^e au XV^e siècle, ce dernier a été investi en trois étapes par la construction d'une cinquième unité, où deux étages ont pu être insérés, à un moment où la densité de construction semble avoir atteint son apogée. L'édifice actuel, d'abord partagé en deux unités vers 1500 (unités 7 et 5), a été unifié à la phase suivante au XVII^e siècle. Il reçut enfin ses derniers aménagements domestiques au XVIII^e siècle, après quoi l'édifice, qualifié en 1852 de bâtiment rural, a perdu toute fonction d'habitation.

L'étude a ainsi permis d'ouvrir une fenêtre sur neuf à dix siècles d'évolution du tissu bâti dans le secteur de la ville basse, où la proximité de la nappe phréatique et la rareté des vestiges médiévaux repérés, suggéraient une occupation beaucoup plus lâche. Après ceux du diagnostic mené rue Vergnaud en 2013, ces résultats tendent à prouver au contraire que la vitalité constructive de ce secteur semble avoir été comparable à celle de la ville haute et ce, avant même la phase du plein épanouissement urbain des années 1200. De cette dynamique découle aussi un remaniement incessant des limites cadastrales ; celles-ci ne se figent que tardivement, au XVI^e siècle, forçant à relativiser leur capacité à renseigner les périodes antérieures.

David Souny, Agnès Marin

6-8, rue Gadet

Au cœur du bourg ancien de Saint-Émilion, des travaux d'aménagement initiés en 2015 avaient mis au jour des silos, une cave voûtée et des fronts de carrière. Préalablement à leur poursuite, une opération préventive mobilisant deux archéologues a été menée en 2016, sur une surface de 227 m².

L'étude a révélé deux imposants silos de plus de 4 m de profondeur pour 2,4 et 3 m de diamètre appartenant à des aménagements domestiques du XIV^e siècle, probablement de la seconde moitié. A la fin du XV^e siècle ou au XVI^e, est aménagée une cave creusée dans le socle calcaire. Cette cave, formée d'une pièce unique de 5,50 x 4,20 m, couverte d'une voûte maçonnée dont le plafond se situe sous le niveau de la rue, est desservie par un escalier taillé dans la roche et couvert d'une voûte. Au XVIII^e siècle, le sol de la cave et la base de l'escalier sont repris en carrière de pierre. Enfin, au tournant du XX^e siècle une seconde carrière poursuit l'exploitation du substrat rocheux.

L'étude archéologique et archéométrique des carrières a permis de mettre en évidence les modes d'exploitation, l'outillage employé et la dynamique d'exploitation du site extractif. Les deux entreprises ont été menées selon un canevas orthogonal avec des méthodes d'extraction différentes, l'une en gradins, l'autre en front vertical. Les outils employés sont

différents selon les périodes : un pic à tranchant plat de 18 mm était utilisé pour le havage dans la première carrière ; un pic à tranchant convexe de 25 mm à deux points a été employé dans la seconde carrière. Les deux exploitations ont produit des blocs sensiblement similaires : de 75 x 41 x 34 cm pour la première période et de 70 x 35 x 35 cm et de 70 x 47 x 35 cm pour la seconde période. Les volumes des blocs extraits, après réduction des pertes, sont respectivement de 15 et 115 m³.

Notice issue du rapport final d'opération fourni par le responsable d'opération Eric Kammenthaler (Iker).

La Madeleine

L'un des objectifs principaux de la troisième campagne de fouille menée sur le plateau de la Madeleine en juillet 2016 fut de continuer les investigations au sein de l'espace quadrangulaire afin de chercher des supports à l'intérieur de la structure et d'étudier la fermeture des passages. Sur les cinq sondages réalisés celui effectué au centre de cet espace bâti a permis de découvrir une pierre taillée (0,60 x 0,55 x 0,28 m). Ce bloc pourrait avoir servi de socle une structure porteuse afin de répartir la charge de la couverture.

La chronologie relative du bâti continue d'être affinée mais sans être pour autant définitivement calée. L'église, érigée tout au début du XII^e siècle (vers 1110), est par la suite agrandie au nord par la création d'un bas-côté dont la mise en œuvre permet de caler la construction entre le milieu du XII^e siècle et le XIII^e siècle. A la suite de cet agrandissement, l'édifice subit une troisième modification, entre le XIII^e et le XIV^e siècle, avec la mise en place d'une avancée monumentale face à son portail. L'étude du bâti confirme que les passages entre les supports ont été fermés dans un état ultérieur (milieu XIV^e-milieu XV^e siècles). Des murs aménagés sur toute la largeur des supports, soit 1,40 m, ont été distingués au moins à deux reprises. Leur dégagement reste partiel à cause de la densité des inhumations qui empêche pour le moment une exploration plus approfondie.

L'étude préliminaire menée sur la céramique démontre une homogénéité du mobilier. Le remblai sépulcral, identifié à l'intérieur de l'avancée monumentale, comporte un lot conséquent de vaisselles comprises entre le milieu du XIV^e siècle et le milieu du XV^e.

L'apport de terre pour niveler le terrain afin de continuer d'accueillir les morts a entraîné des modifications avec l'exhaussement du seuil du portail d'entrée de l'église. Un seuil est aménagé devant le seul passage restant sur le flanc nord de la halle. Il repose sur le remblai sépulcral. Son installation est donc postérieure au milieu du XV^e siècle.



Saint-Émilion - La Madeleine

Fig. 19. - Plan général des vestiges mis au jour en 2016 (échelle 1/100e). Infographie S. Malpelat, complété par N. Sauvaître, Hadès, 2016



Fig. 20. - Vue aérienne du site, fin de campagne 2016. Cliché de N. Sauvaître, Hadès, 2016.



Fig. 21. - Pourrissoir présentant sur ses traverses des ossements en connexion du dernier inhumé, vue zénithale. Cliché de N. Sauvaître, Hadès, 2016



Fig. - 22. Saint-Emilion, Presbytère. Sondage 4, vue d'ensemble des maçonneries intérieures du rempart avec de gauche à droite : éléments d'un mur (XII-XIIIe ?), arc de décharge reposant à gauche sur le bord d'une fosse creusée dans le substrat, fentes de jour (ouverte au centre et bouchée à droite lors de la reconstruction du rempart au XIVe siècle) © Photographie, Bertrand Ducournau (INRAP).

La poursuite de la fouille des sépultures constitue le second axe majeur de nos recherches. Vingt nouvelles sépultures ont été mises au jour portant dorénavant à 142 le nombre de sépultures référencées. Les tombes mises au jour cette année correspondent au dernier niveau d'occupation. Il s'agit essentiellement de tombes en pleine terre. La présence d'inhumations d'enfants est particulièrement importante. Tous les immatures ont été inhumés dans des linceuls dont certains sont maintenus à l'aide de plusieurs épingles en alliage cuivreux. Les sépultures en coffre bâti fouillées en 2016 sur la parcelle communale se répartissent uniformément à l'intérieur et à l'extérieur de l'espace quadrangulaire. Qu'il s'agisse des dépôts primaires ou des dépôts secondaires, des individus de tout âge et des deux sexes sont représentés. Les caveaux pourrissoirs méritent quant à eux encore davantage d'investigations. La découverte d'ossements encore en position primaire sur les traverses d'un caveau pourrissoir est exceptionnelle et rarissime (fig. 20). Elle offre la possibilité de réaliser une étude tout à fait originale d'un pourrissoir avéré selon une méthodologie stricte.

Natacha Sauvaitre

6 rue de l'Abbé Bergey - Le Presbytère

Le projet de restauration du presbytère s'inscrit dans un ensemble de travaux menés par la mairie de Saint-Emilion. La restauration du rempart au droit du jardin, en faisant apparaître des éléments architecturaux singuliers a conduit le service régional de l'archéologie à prescrire un diagnostic visant à préciser essentiellement les éléments de chronologie du bâti.

L'objectif du diagnostic portait d'une part sur l'observation du parement oriental du rempart, à l'emplacement d'un arc supposé appartenir à une porte ou ouverture romane associée aux maisons médiévales composant l'enceinte et d'autre part sur la reconnaissance des vestiges de constructions médiévales situées dans la cour intérieure du presbytère au pied de l'arc soutenant un escalier datant du XIIIe ou XIVe siècle.

L'emprise concernée jouxte l'enceinte urbaine, au nord du bourg. Elle est composée à cet endroit par les façades de constructions privatives médiévales. Sur la parcelle deux, voire trois maisons distinctes juxtaposées surplombant le fossé ont pu exister au Moyen-Age.

L'intervention s'est déroulée en deux phases distinctes. La première, du 23 au 25 février 2016, a vu la réalisation de deux tranchées adossées au mur d'enceinte et d'une fenêtre exploratoire au pied de l'arc supportant l'escalier dans la cour intérieure du presbytère.

La seconde, s'est déroulée le mardi 1er mars 2016, et correspond à l'arrachage d'une souche contre le mur d'enceinte. Le dessouchage a été réalisé par les services municipaux sous la surveillance archéologique des agents de l'Inrap.

Cette opération a permis d'infirmer l'existence d'une porte romane. Il ne s'agissait que d'un arc de décharge bâti sur le calcaire au droit d'une ouverture de fosse taillée dans le substrat rocheux (fig. 21). Cet arc s'inscrit dans les éléments d'une phase de reconstruction d'une partie du rempart, vraisemblablement au XIVe siècle. Le mur est reconstruit à partir du fond du fossé, s'appuyant contre le calcaire. Le sondage a permis de mettre en évidence une ancienne fente de jour bouchée lors de cette phase de reconstruction. Cet ensemble s'appuie sur un mur antérieur dont les caractéristiques (grand appareil et fourrage de blocs et terre argileuse) peuvent être romanes. D'épais apports de remblais modernes comblent les espaces en sous-sol excavés dans le rocher.

Ces observations permettent de confirmer l'existence d'une habitation médiévale dans cet espace aujourd'hui vide de constructions.

À l'intérieur de la cour du presbytère, le sondage manuel conduit dans les épais niveaux de remblais contemporains n'a pas permis de déterminer le niveau des sols les plus anciens. La base de l'escalier médiéval menant aux espaces en sous-sol s'est révélée être plus basse encore qu'imaginée, disparaissant derrière un mur moderne.

Bertrand Ducournau

SAUVETERRE-DE-GUYENNE

Rue Louis de Beauvallon

En amont des travaux d'aménagement d'une nouvelle résidence au sein de la bastide, et suite au diagnostic positif mené par l'Inrap en juillet 2014 une fouille archéologique a été entreprise sur la commune de Sauveterre de Guyenne, entre janvier et avril 2016. Plus de 300 structures ont été mises au jour permettant d'étudier des vestiges de fortification, d'habitat et d'artisanat de potier (fig. 22). L'emprise du terrain de 4317 m² de superficie se situe non loin de la porte Saubotte, entre le boulevard du 11 novembre 1918, les rues de la Maréchalerie et Louis de Beauvallon.

Concernant les vestiges de fortification, la fouille a permis d'identifier, le long de la limite cadastrale nord, une importante structure fossoyée suivie sur plus de 70 m de long selon un axe nord-ouest-sud-est. Son profil présente des parois évasées dans la partie supérieure et plus abruptes en partie basses. Le fond paraît quant à lui assez plat. Sa largeur d'ouverture est de 5,30 m et se réduit à 1,50 m à la base tandis que sa profondeur est de 2,5 m. La superposition des différents plans cadastraux et du plan de masse des fouilles permet d'interpréter cette structure comme le fossé de la ville. Le rempart aurait dû être retrouvé entre 3 et 5 mètres plus au sud mais aucune autre tranchée n'a été décelée. Les fondations n'auraient pas impacté suffisamment le sous-sol pour en laisser de traces. Le démantèlement du rempart, organisé entre 1814 et 1828 ainsi que les labours successifs ultérieurs ont sans doute contribué à sa disparition.

Un chemin, large de 4,40 m et axé nord-est-sud-ouest, situé dans le prolongement nord de la rue de la Maréchalerie actuelle, a été suivi sur plus de 38 m de long. De part et d'autre de cet axe viaire des unités d'occupation ont été identifiées. Elles sont extrêmement arasées et leurs plans restent incertains. Elles se caractérisent par les vestiges de plaques foyères, des lignes charbonneuses et par des alignements de pierres. Des fosses, des silos et des puits complètent le panel de cette occupation. Ces structures utilisées comme dépotoirs ont livré une quantité considérable de rejets de poterie de consommation (fig. 23).

La fouille a également permis de révéler l'existence d'un complexe artisanal de potiers. Un fond de four, de forme quasi-trapézoïdale, orienté nord-sud, a été trouvé dans l'angle nord-ouest de l'emprise de fouille (fig. 24). Une analyse par archéomagnétisme a été réalisée par le laboratoire Géosciences de l'université de Rennes permettant de caler sa dernière utilisation entre les années 1371-1422. Plusieurs tessonniers, orientées nord-est sud-ouest, contenant de nombreux ratés de cuisson, ont été mises au jour dans la partie orientale de la parcelle (fig. 25). Le corpus se compose de deux grandes catégories de vestiges.

D'une part, on observe une poterie non tournée grise avec un répertoire morphologique très standardisé caractérisé par des pots sans anse à fond bombé et à bord éversé concave. Cette vaisselle culinaire se rencontre de façon majoritaire dans les amas de production, mais aussi dans les rejets de consommation liés à l'habitat. De façon inédite, il semble que nombre de récipients soient « signés » : on observe en effet sur le col des vases des digitations imprimées qui, par la fréquence de leur occurrence et par le caractère répétitif de leurs motifs, peuvent être interprétées comme des marques de potiers.

D'autre part, on recense une poterie tournée de teinte rouge-orangée présentant un répertoire des formes très varié, avec des récipients dédiés au stockage des liquides (cruches), au service



Sauveterre-de-Guyenne, rue de Beauvallon.
Fig. 23. - Plan général des vestiges mis au jour.



Fig. 24. - Vue du fond du four du potier.



Fig. 25. - Exemple d'une fosse dépotoir riche en déchets de poteries liées à la production artisanale.



Fig. 26. - Exemple d'une terrine richement ornée (décor de chien relief).

de table (pichets et pégaus), à la cuisson (marmites et pots ansés) ou encore à la préparation des aliments (jattes, mortiers). Ajoutons que ce corpus est constitué de poteries manifestement produites « en série » (pichets dont les finitions sont peu soignées) et de pièces exceptionnelles, sans doute uniques pour certaines d'entre elles, dont le décor ressort d'une visée ostentatoire évidente (fig. 26). De même, une quantité importante et inhabituelle de mortiers est répertoriée.

Tout porte à croire que ces deux ensembles sont contemporains entre eux. Les premiers résultats des recherches en cours permettent de cerner cette production autour de la seconde moitié du XIV^e-début du XV^e siècle.

Par ailleurs, la fouille a permis de révéler un vestige récent de l'histoire de Sauveterre de Guyenne. Un fossé d'environ 1 m de large, en forme de zigzag ou dit « fossé à chicane », orienté nord-ouest-sud-est, dont la profondeur n'excède pas les 0,30 m a été suivi sur plus de 65 m de long. Cette structure constitue une ligne de fortification mise en place au début de la seconde guerre mondiale en lien avec un système de défense passive.

Natacha Sauvatre

TAURIAC

L'église

Ce diagnostic archéologique a eu lieu en mai 2016 préalablement au projet de réaménagement et d'embellissement des abords de l'église romane de Tauriac en Gironde. Six tranchées ont été réalisées sur la parcelle environnant l'édifice. Elles font suite à la fouille de B. Bizot en 1989 qui avait eu lieu sur le parvis. Elles ont permis de confirmer la densité des inhumations : de nombreux sarcophages, des inhumations en fosse (simple ?) et en cercueil ont été relevés. La datation des différentes structures s'avère difficile en raison de la pauvreté du mobilier associé, seuls de menus objets dont des épingles et un bouton de manchette ont été découverts. Des remblais ont toutefois apporté des indications chronologiques qui s'étalent entre les XVI^e et XIX^e siècles.

A une période qu'il n'a pas été possible de préciser le cimetière a été enclos par des murs dont nous avons trouvé les vestiges. L'un d'eux servait vraisemblablement aussi de mur de soutènement. Ils sont datés de l'époque médiévale au sens large.

Localisée au sud de l'église, une occupation non funéraire du XIV^e-XV^e siècle est matérialisée par des structures fossoyées dont seul le sommet a été dégagé et par un niveau de mortier (préparation ?).

Nathalie Moreau

LA TESTE DE BUCH

3 rue du Baou

Ce vingt-huitième diagnostic réalisé dans le centre urbain depuis 2007, s'est déroulé sur un terrain d'une superficie de 905 m² situé à l'extrémité ouest du périmètre archéologique.

Cette opération, localisée sur la frange urbaine de l'agglomération testérine, avait comme problématique principale le repérage d'une éventuelle occupation protohistorique en liaison avec la paléo-rivière de la même période découverte 160 m à l'est en 2012 (Ph. Jacques).

Deux sondages ont pu être réalisés après la démolition de la maison qui occupait la parcelle. Ils n'ont révélé aucun vestige structuré antérieur à la seconde moitié du XX^e siècle. Pour cette période, il s'agit d'un chemin privé matérialisé par une couche de débris de démolition d'une emprise de 2,90 m de large, parfaitement délimitée par des bordures en pierre et qui desservait la maison. Pour les périodes plus anciennes, le peu de mobilier retrouvé montre simplement que cet espace a été fréquenté à la fin du Moyen Age peut-être dans le cadre d'une activité agricole (champ ou prairie).

En revanche aucun élément n'a permis de préciser une éventuelle occupation de l'Age du Bronze en liaison avec les découvertes de 2012, qu'il faudra donc chercher dans un autre secteur de la ville.

Philippe Jacques

Parcelle Galliéni

D'une superficie de 2000 m², l'emprise de la fouille se situe au cœur de la zone d'habitat du Haut Moyen Age, immédiatement au sud de la nécropole associée à l'église Saint-Vincent, dans un secteur extrêmement sensible d'un point de vue archéologique tant dans la densité des vestiges que dans ce qu'ils peuvent apporter à la connaissance de l'occupation du sol de La Teste-de-Buch au Haut Moyen Age et à l'Époque moderne. L'îlot Gambetta a fait l'objet de deux fouilles programmées, un diagnostic et un sauvetage sur une partie de l'emprise. L'emprise de la fouille de 2016 concerne la totalité de la parcelle FY 111 à l'exclusion des fenêtres précédemment fouillées (sondages de diagnostic archéologiques puis fouille en 2012).

Le nord du secteur diagnostiqué en 2006 puis en 2007 a livré les vestiges du presbytère moderne, démoli avant la construction de l'école. Ce bâtiment est installé sur des vestiges médiévaux composés de structures en creux (fosses, trous de poteau) et d'unités stratigraphiques d'une épaisseur d'environ 20 cm et contenant du mobilier s'étalant du VII^e au XV^e siècle.

La partie médiane de l'îlot est occupée par des vestiges d'époque médiévale et moderne ainsi que par une sépulture du XVI^e siècle. Un diagnostic complémentaire en 2009 a confirmé la présence de niveaux structurés du Moyen Age à l'époque contemporaine. La fouille de 2012, sur une la moitié de la partie médiane de l'îlot, a livré des vestiges du Haut Moyen Age sous forme d'une fosse, du Bas Moyen Age sous forme de trous de poteau appartenant à un bâtiment, de l'Époque moderne par sous forme d'un vaste bâtiment sur poteaux et sablières basses.

Compte tenu du potentiel archéologique mis en évidence par les préalables archéologiques (diagnostics de 2006, 2007, 2009 et de la fouille de 2012), la fouille de 2016 devrait permettre de « faire la jonction puis la synthèse entre les résultats obtenus et les données recueillies lors des précédentes opérations ». Les différentes occupations du site se répartissent sur les trois secteurs.

Le secteur 3, situé à l'est de la zone fouillée en 2012 par Philippe Jacques, est à la fois le moins dense et le moins perturbé par des installations postérieures à l'époque médiévale. Seule sa moitié sud a une berme en commun avec celle de la fouille de 2012, ce qui limite les raccords entre les deux secteurs fouillés puisque les points de contact entre les deux sont peu nombreux.

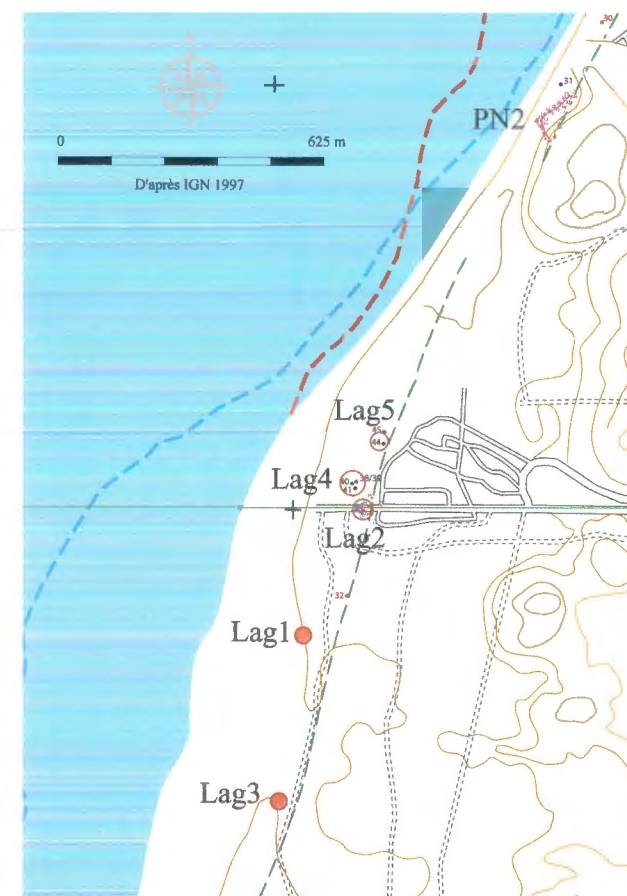
Une première phase de décapage a permis de dégager les éléments bâtis du presbytère. Pour les dernières périodes identifiées, l'occupation se manifeste sous la forme de structures et d'ensembles de mobilier et est caractérisée par des éléments bâtis. En effet, la découverte de sablières basses et donc d'une architecture de bois a nécessité de favoriser une appréhension en plan des structures archéologiques. L'objectif de la fouille était de comprendre les caractéristiques, les organisations spatiales et les chronologies précises. En ce qui concerne l'occupation médiévale, son organisation son extension et son état de conservation sont difficilement compréhensibles immédiatement et il est difficile de la recaler dans une perspective synchronique et diachronique. Pour le Haut Moyen Age, qui marque le véritable début de l'occupation du site, cette phase est essentiellement caractérisée par la découverte de fragments de céramiques uniquement dans les US au contact du substrat naturel. Les aspects fonctionnels de cette occupation auraient pu être abordés au travers de l'attention particulière portée aux prélèvements et macrorestes d'activités artisanales mais ceux-ci se sont avérés négatifs. L'étude du site n'étant pas encore achevée, d'autres résultats pourraient s'ajouter à cette première notice.

Nadine Béague

Plage de La Lagune

La plage de La Lagune située dans la partie sud/ouest de la commune, est considérée comme la première plage océane après les passes du Bassin.

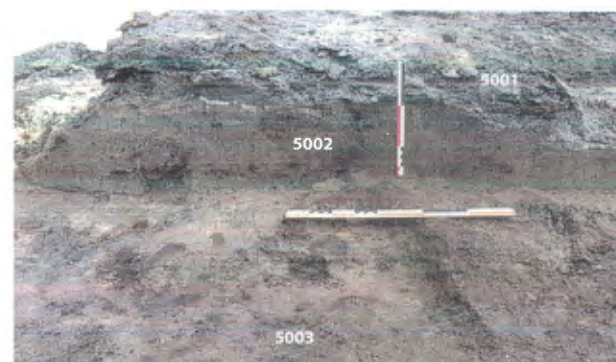
Cette plage a connu, au milieu des années 2000, une forte érosion entraînant un important recul de la falaise dunaire. C'est ce phénomène qui a permis la découverte fortuite de cinq pointes de Palmela en cuivre, d'une hache en cuivre, d'un fragment de hache en bronze et de plusieurs dizaines de monnaies antiques par M. Guy Ligot. Suite à ces découvertes une prospection systématique de cette partie du littoral a été mise en place à partir de 2005. Elle a permis de positionner trois sites archéologiques (Lag1, Lag2 et Lag3) dont la chronologie



va du Chalcolithique à l'Age du Bronze Ancien. Cette érosion s'est brusquement interrompue en 2008 suite au rapprochement du banc d'Arguin de la côte sud de l'exutoire du Bassin. Le déplacement de cet important banc de sable a réorienté le courant de sortie de la passe sud vers la plage du Petit Nice. Cette modification de la courantologie a entraîné un ré-ensablement majeur du secteur de la Lagune. Ainsi, les sites suivis entre 2005 et 2007 ont été recouverts par deux à trois mètres de sable.

Mais depuis l'hivers 2013-2014 l'érosion a repris lentement sur cette partie du littoral. La prospection menée en mars 2015 à l'occasion des grands coefficients de marée, a permis de vérifier la réapparition du paléosol I avec la présence de plusieurs souches. Parmi la plaque de paléosol fragmentée qui se trouvait à marée basse immergée, a été découvert en vrac un fragment de tegula et un bloc sablo argileux contenant une multitude de petits fragments de terre cuite.

Fin 2015 et début 2016, l'érosion s'est accélérée. La base de l'estran s'est vidée de sa charge sableuse pour former une vaste



La Teste de Buch, la Lagune.

Fig. 27. - Cartographie des sites de la Lagune.

Fig. 28. - Stratigraphie de la partie supérieure du paléosol I.

Fig. 29. - Vue panoramique du secteur de la Lagune avec implantation des sites archéologiques.

« baie ». C'est ainsi qu'une grande partie du paléosol I, situé sur la partie nord de la plage, s'est dégagé, ce qui n'avait pas été le cas en 2005/2006. La cuvette du site Lag2 est également réapparue mais pas dans l'emprise observée en 2005/2006.

Les observations qui ont pu être réalisées au niveau du paléosol I ont permis de découvrir deux nouveaux sites (Lag4 et Lag5) ce qui est totalement inédit dans cet horizon. Les artefacts sont conservés dans la couche de sable gris qui se trouve immédiatement sous la strate de tourbe. D'après les datations du paléosol I ces deux sites peuvent être attribués au Néolithique sans plus de précision. Le premier, Lag4, a révélé quelques fragments de céramiques mais également des petits *nuclei* entourés d'éclats de débitage.

Suite à ces découvertes un sondage a été réalisé et l'intervention s'est déroulée lors d'un coefficient de marée de 117, afin d'avoir une amplitude de temps maximum par rapport au dégagement du point bas de la plage à marée basse.

La stratigraphie est parfaitement homogène sur tout le linéaire de la plage de la Lagune. Ce paléosol I présente un horizon plat avec de très faibles variations altimétriques. Il est constitué, dans ce secteur de la Lagune, de trois couches principales de nature et d'épaisseur foncièrement différentes. La dernière strate, de tourbe (5001), a une épaisseur de 0,10 m à 0,15 m. Cette phase est caractérisée par une forêt de pin dont de nombreuses souches apparaissent régulièrement. Elle recouvre une couche de sable gris (5002) de 0,20 m d'épaisseur dans laquelle a été retrouvée le mobilier archéologique. L'ensemble repose sur un impressionnant socle aliotique d'au moins 0,80 m d'épaisseur.

La strate archéologique a livré une dizaine d'éclats de silex dont certains, de couleur jaune, semblent provenir du même *nucleus*. La matière première utilisée correspond à de petits galets de silex comme l'on peut encore en trouver de nos jours à la base de l'estran. On peut donc supposer que les hommes du Néolithique récoltaient leurs galets de silex sur la frange côtière qui à cette époque se trouvait beaucoup plus à l'ouest.

De nombreux restes végétaux ont été retrouvés au sein de cet horizon archéologique, ils permettront à la fois de mieux cerner le couvert végétal de ce secteur côtier mais également la chronologie de cette phase d'occupation.

La nature de cette occupation est encore difficile à cerner. Aucune structure n'ayant été mise en évidence, il est pour l'instant difficile d'y voir un habitat. Peut-être s'agit-il d'une zone d'occupation temporaire située à l'arrière du cordon dunaire littoral où la taille des outils en silex était réalisée après la récolte des *nuclei* sur la plage.

Philippe Jacques

3 rue Gilbert Sore

Ce diagnostic a été réalisé sur un terrain situé au 3 rue Gilbert Sore dans le centre urbain de La Teste-de-Buch d'une superficie de 670 m².

Cette opération avait comme problématique principale le repérage des paléo-rivières retrouvées plus au nord, lors d'opérations archéologiques antérieures (2008, 2009, 2010 et 2012). Seuls quatre petits sondages (3,8 % du terrain) ont pu être réalisés avant la démolition de la maison qui occupe le centre de la parcelle ce qui a fortement impacté sur les résultats du diagnostic.

La première phase d'occupation a été détectée au niveau du sondage 3, situé sur la partie ouest du terrain. Datable de l'Age du Bronze (Moyen ?), elle correspond à une petite rivière qui a déjà été visualisée à l'occasion de deux diagnostics (2008 et 2009) et d'un suivi de terrassement (2012).

La deuxième phase d'occupation correspond à une importante strate de sable blanc veinée de tourbe rencontrée dans les sondages 1, 2 et 4 situés dans la partie sud/est de la parcelle. Elle correspond très vraisemblablement au comblement du second réseau hydrographique retrouvé plus au nord lors des diagnostics de la rue Legallais (2008) et de l'avenue Verdun (2009) ainsi que de la fouille préventive du Centre Captal en 2010. Cette seconde rivière, plus importante que la précédente, va disparaître du paysage testérin au tournant de l'an 1000.

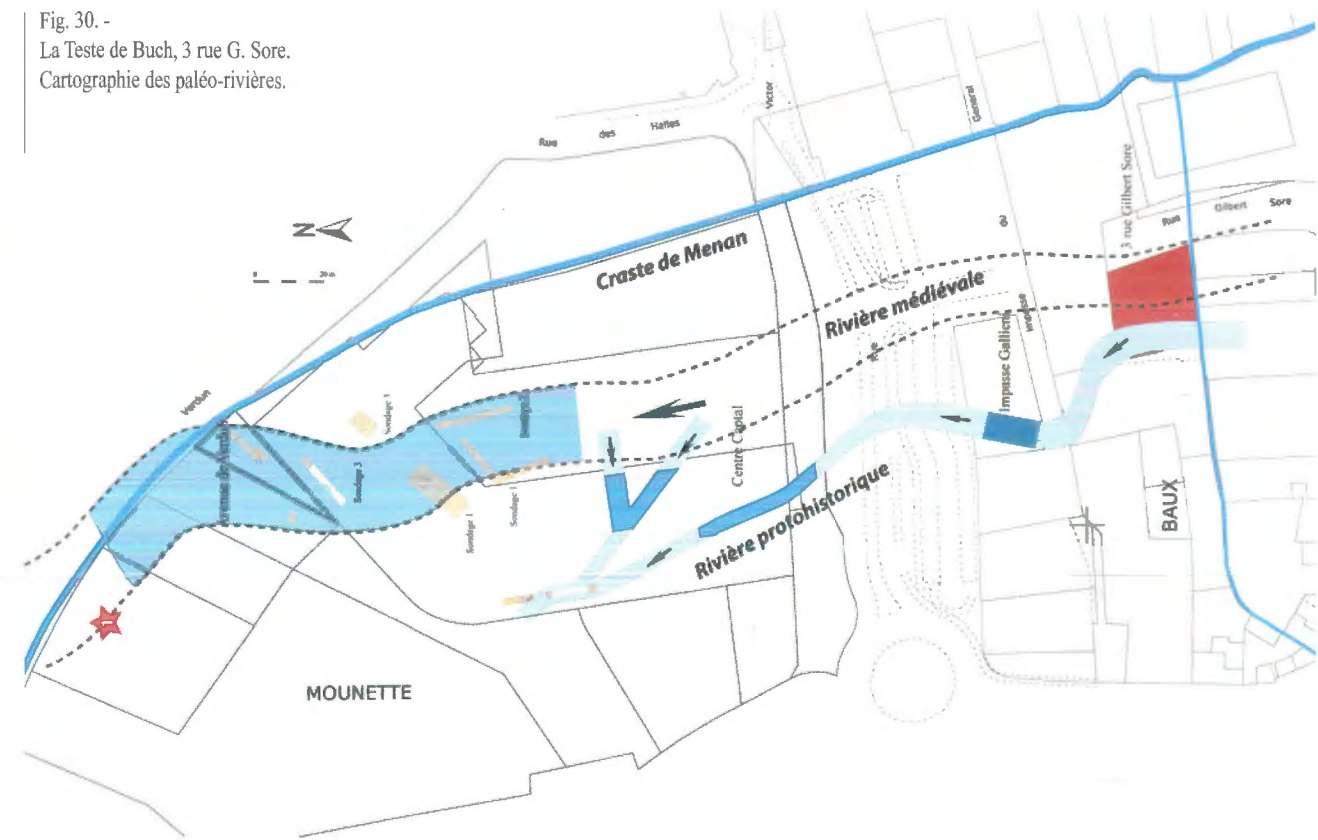
Après le comblement de ce second réseau, un niveau d'occupation du XIV^e siècle lié à une fosse vient recouvrir son ancien cours.

La dernière phase d'occupation correspond à une possible canalisation en bois, de direction est/ouest, présente dans le sondage 2 et qui matérialise peut-être l'aménagement de jardins dans ce secteur de la ville à l'époque Moderne. Il faudra ensuite attendre la seconde moitié du XX^e siècle pour assister à la métamorphose de ce quartier avec l'installation du marché couvert, la création de la rue Gilbert Sore et les nouvelles constructions qui vont en découler.

Cette zone, dont fait parti le terrain du 3 de la rue Gilbert Sore, est un des secteurs clés de l'étude sur l'évolution de l'agglomération testérine. En effet, c'est là où passent trois réseaux hydrographiques successifs, dont deux ont été retrouvés lors de ce diagnostic, qui ont été le dénominateur commun de l'installation humaine dans ce secteur côtier depuis l'Age du Bronze (fig. 30). Ces rivières représentent presque trois mille ans d'évolution du site assiette de la ville de La Teste-de-Buch.

Philippe Jacques

Fig. 30. -
La Teste de Buch, 3 rue G. Sore.
Cartographie des paléo-rivières.



Villandraut

Château

Le château de Villandraut compte parmi les châteaux dits « clémentins » bâtis au début du XIV^e siècle dans le sud du département de la Gironde. Ils doivent leur nom à leur commanditaire le pape Clément V, natif de la région.

Les recherches archéologiques s'étaient, à ce jour, concentrées dans la zone des douves. En 2015, un premier sondage fut ouvert dans l'angle sud-est de la cour, dans le cadre du programme de restauration du château. Il visait d'une part à dégager le pied d'un escalier du XVII^e siècle en vue de sa restitution et d'autre part à évaluer le potentiel archéologique de la cour. En 2016, le sondage a été étendu sous la voûte de la galerie sud et complété par une étude du bâti.

Dans cette zone, la stratigraphie était conservée du XIV^e à nos jours. Plusieurs niveaux de circulation ont pu être identifiés, dont un niveau de pavement lié à la terre appartenant à la période charnière entre le Moyen Age et la période moderne. Dans la partie sud-est du sondage, la base d'un escalier médiéval, d'orientation nord-sud a été mise au jour. L'escalier formait un

L et permettait d'accéder à l'étage du logis est. La maçonnerie fut arasée lors de la construction d'un nouvel escalier et de la galerie au XVII^e siècle.

L'étude du bâti a permis de préciser la genèse du site et l'articulation chronologique entre le système de circulation médiéval et moderne. Une partie de l'escalier médiéval est en effet visible dans le parement intérieur de la galerie. Les degrés reposaient sur un demi-arc contre lequel s'est appuyé l'escalier moderne. Des remaniements appartenant aux XVIII^e-XIX^e siècles ont également pu être observés (porte, parement). Les fouilles ont, d'autre part, mis au jour les fondations de l'escalier médiéval et des corps de logis est et sud dans l'angle sud-est de la cour. Il s'agit d'importantes fondations en ressaut établies dans une zone où le substrat semble beaucoup plus profond et le sol instable. Les fondations du corps de logis sud s'appuient contre celles du logis est et inversement pour les parements supérieurs.

Enfin, une source architecturée a découverte dans la partie sud-ouest des douves. Elle appartenait vraisemblablement à la période contemporaine, durant laquelle les douves ont été transformées en zone agro-pastorale.

Laura Soulard

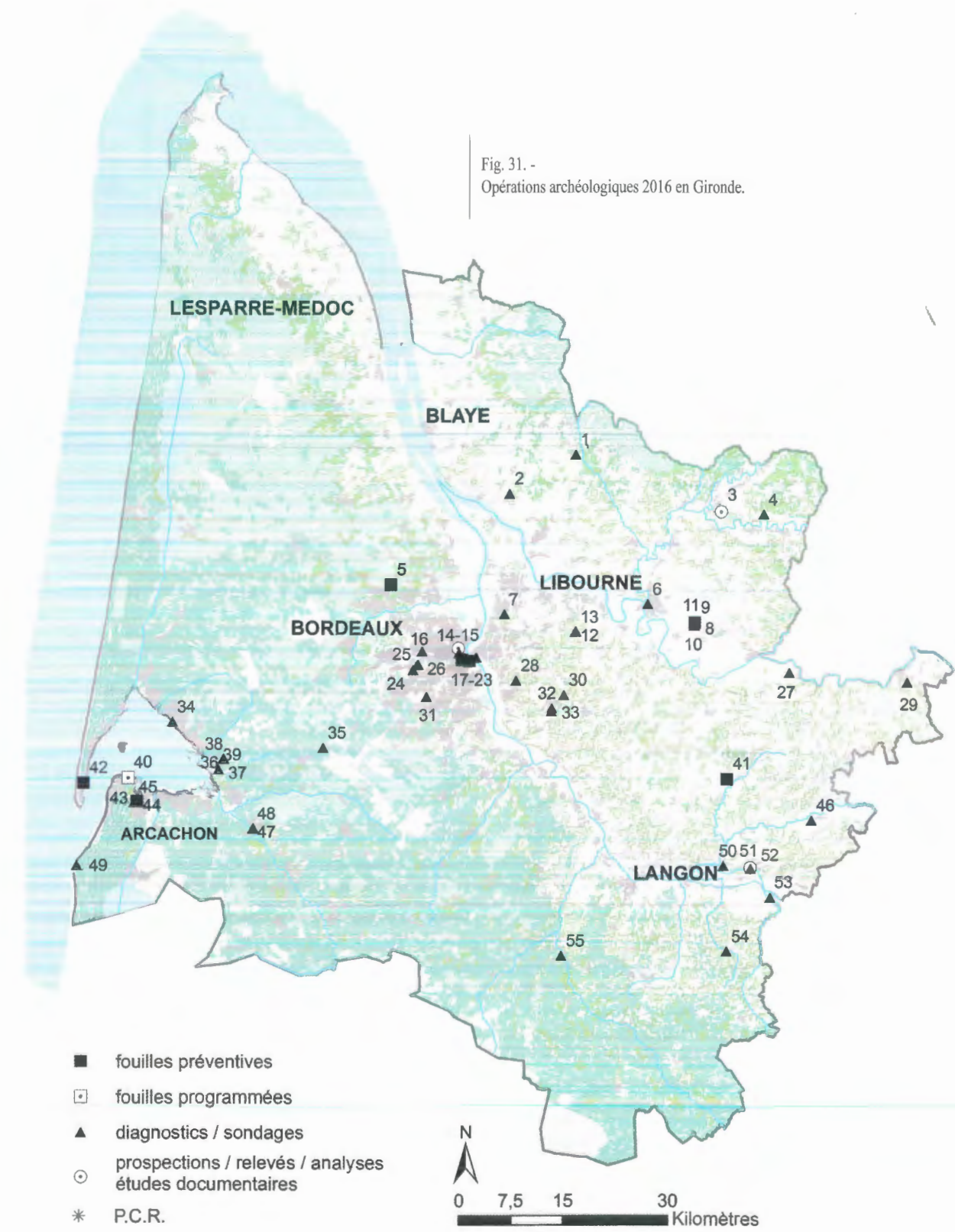


Fig. 31. -
Opérations archéologiques 2016 en Gironde.

				N°
AILLAS	Place de l'Eglise	SCUILLER Christian	INRAP	54
ANDERNOS-LES-BAINS	Port du Betey	MAREMBERT Fabrice	INRAP	34
ARCACHON	Esplanade Georges Pompidou	MENTEL Marc	BEN	40
AUDENGE	Rue René Dumont	DUCOURNAU Bertrand	INRAP	37
AUDENGE	Rue René Dumont	MOREAU Nathalie	INRAP	38
AUDENGE	27 rue du Moulin	DUCOURNAU Bertrand	INRAP	36
AUDENGE	12 avenue du Bas Vallon	CAVALIN Florence	INRAP	39
BEYCHAC-ET-CAILLAU	Chemin de Bertin et Route Jean Massot	DUPHIL Vincent	INRAP	12
BEYCHAC-ET-CAILLAU	Route Jean Massot	DUPHIL Vincent	INRAP	13
BORDEAUX	Voir notices de la Chronique d'archéologie métropolitaine, ci-après.		COL	19 à 23
CARBON-BLANC			COL	7
CARIGNAN-DE-BORDEAUX	Pontet - Bouchon de Robert	ETRICH Christine	INRAP	28
CAVIGNAC	Papon	MOREAU Nathalie	INRAP	1
LE FIEU	Vignes du Juge	MIGEON Wandel	INRAP	4
FLAUJAGUES	Gaberot	SANDOZ Gérard	INRAP	27
GIRONDE-SUR-DROPT	Eglise Notre-Dame	GAILLARD Hervé	MCC	50
HURE	Le Bourg	SILHOUETTE Hélène	INRAP	53
LEGE-CAP-FERRET	Rue des Grèbes	LE BOULAIRE Antoine	INRAP	42
LIBOURNE	23 rue Jean-Jaurès	DUCOURNAU Bertrand	INRAP	6
MARCHEPRIME	Croix d'Hins	SILHOUETTE Hélène	INRAP	35
MERIGNAC	Voir notices de la Chronique d'archéologie métropolitaine, ci-après.		COL	16, 24 à 26
MIOS			INRAP	47
MIOS	Rue de l'Abreuvoir	TREGRET Mathieu	INRAP	48
MONSEGUR	Neujon	EHRHARDT Christelle	SUP	46
PESSAC	Voir notices de la Chronique d'archéologie métropolitaine, ci-après.		COL	31
PINEUILH			INRAP	29
LA REOLE	"La Grande Ecole" - 27/29 rue André Bénac	SOUNY David	BEN	52
LA REOLE	44 rue Gambetta	SOUNY David	EP	51
SADIRAC	Farizeau nord	SANDOZ Gérard	INRAP	30
SADIRAC	Blayet	GUÉRITEAU Armelle	INRAP	32
SADIRAC	Le Ruzat	SANDOZ Gérard	INRAP	33
SAINT-AUBIN-DE-MEDOC	Au Cerisier	LAROCHE Marie	EP	5
SAINT-EMILION	6-8 rue Guadet	KAMMENTHALER Eric	EP	9
SAINT-EMILION	Le Presbytère - 6 rue de l'Abbé Bergey	DUCOURNAU Bertrand	INRAP	8
SAINT-EMILION	26 rue de la Grande Fontaine	SOUNY David	BEN	10
SAINT-EMILION	La Madeleine	SAUVAITRE Natacha	EP	11
SAUVETERRE-DE-GUYENNE	Rue Louis de Beauvallon	SAUVAITRE Natacha	EP	41
TAURIAC	Eglise	MOREAU Nathalie	INRAP	2
LA TESTE-DE-BUCH	3 rue du Baou	JACQUES Philippe	BEN	45
LA TESTE-DE-BUCH	Parcelle Galliéni	BEAGUE Nadine	INRAP	44
LA TESTE-DE-BUCH	Plage de la Lagune	JACQUES Philippe	BEN	49
LA TESTE-DE-BUCH	3 rue Gilbert Sore	JACQUES Philippe	INRAP	43
VILLANDRAUT	Le Château	SOULARD Laura	EP	55



Revue Archéologique de Bordeaux, tome CVIII, année 2017, p. 191-240

Chronique d'archéologie métropolitaine année 2016

Changement de nom

Fin 2014, la Communauté urbaine de Bordeaux a pris le nom de « Bordeaux Métropole », établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre. A cette occasion le service d'archéologie préventive bascule courant 2015 de la Direction des bâtiments et moyens à la Direction des bâtiments et se trouve rattaché au Service études, architecture et archéologie. En janvier 2016, il prend le nom de « Centre archéologie préventive » (CAP).

2016 : les opérations d'archéologie préventive se multiplient

L'augmentation du nombre de prescriptions de l'Etat constatée en 2015 se poursuit en 2016 avec six prescriptions de fouilles préventives et douze de diagnostics. A cela s'ajoute une autorisation de relevés d'architecture.

Si, parmi ces prescriptions, quatre diagnostics ont fait l'objet d'un arrêté d'abrogation, on note quand même une augmentation du nombre d'opérations en 2016 (fig. 1). En effet, plusieurs opérations prescrites en 2015 ont été réalisées en 2016 et une bonne part de celles prescrites en 2016 ont pu être mises en place dans le courant de l'année. C'est notamment le cas pour les diagnostics ou les fouilles réalisés « en régie » (pour le compte de Bordeaux Métropole) pour lesquels les délais administratifs sont généralement assez courts (2 à 3 mois maximum).

On compte également, parmi les interventions de 2016, certains diagnostics phasés ou pluriannuels, comme celui du Secteur Deschamps de la ZAC Garonne-Eiffel à Bordeaux ¹ ou celui du Tram ligne D ² de Bordeaux qui se poursuivra jusqu'en 2018 et dont la notice sera présentée ultérieurement. Ces deux diagnostics ont été prescrits en 2013.

Les opérations de 2016

Plus de la moitié des opérations d'archéologie préventive réalisées en 2016 se situent dans la ville de Bordeaux, les autres concernent seulement quatre communes du territoire métropolitain : Carbon-Blanc, Gradignan ³, Mérignac, et Pessac (fig. 2).

Si la période protohistorique est toujours peu représentée (un seul site diagnostiqué en 2014, fouillé en 2015), la période gallo-romaine a été appréhendée en 2016 uniquement à Bordeaux, grâce à trois opérations de diagnostic et un relevé d'architecture. C'est avant tout le diagnostic de la place Gambetta qui a permis d'obtenir des résultats très significatifs sur un espace de la ville antique qui n'avait jamais été exploré jusqu'ici.

- 1 Diagnostic phasé. Les phases 1a et 1b de ce diagnostic ont été réalisées en 2014, les phases 2 et 3 en 2016, les phases 4, 5 et 6 le seront en 2017.
- 2 Diagnostic pluriannuel.
- 3 Cette opération s'est poursuivie en 2017, sa notice sera présentée dans la prochaine chronique d'archéologie métropolitaine.



Fig. 32. - Opérations archéologiques 2016 en Nouvelle-Aquitaine.

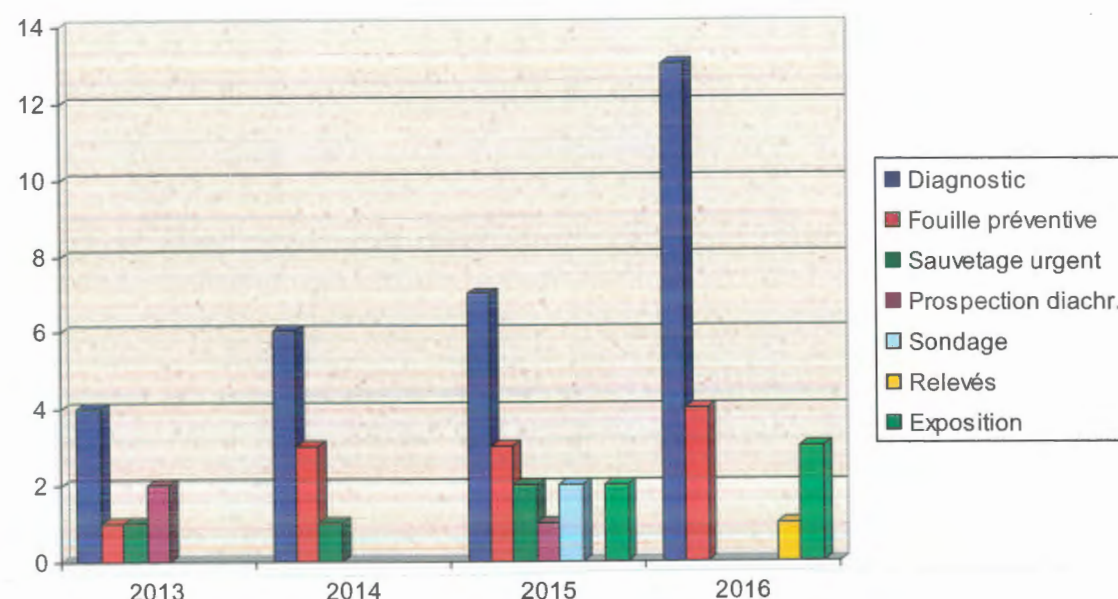


Fig. 1. - Les différentes activités du Centre archéologie préventive de Bordeaux Métropole entre 2013 et 2016.



Fig. 2. - Les différentes opérations du Centre archéologie préventive sur le territoire de Bordeaux Métropole.

Quelques maçonneries inédites appartenant aux fondations de l'amphithéâtre du Palais-Gallien ont pu, par ailleurs, être positionnées et dessinées lors de travaux de dévoiement de réseaux rues É. Fourcand et Sansas.

Un diagnostic rue Paul-Louis Lande a confirmé la présence d'une occupation du Haut et du Bas-Empire (une domus ?) en périphérie de l'agglomération antique. Enfin, quelques tessons de céramique recueillis sous des limons argileux à plus de 2 mètres de profondeur peuvent correspondre à un niveau de circulation du Haut-Empire dans le quartier de La Bastide, non loin des berges actuelles de la rive droite de la Garonne.

La période médiévale n'est pas en reste, en particulier pour les espaces funéraires comme celui de la fouille préventive de la rue Jacques d'Welles à Bordeaux où la présence d'une nécropole mérovingienne est bien confirmée à proximité de l'église Sainte-Croix.

Un cimetière médiéval a été localisé lors d'un diagnostic situé près de l'église Saint-Vincent à Mérignac et quelques sépultures permettent d'évoquer, rue du Mirail, l'existence d'un cimetière médiéval et/ou moderne relatif au prieuré Saint-Jacques.

Enfin, on n'omettra pas de mentionner les résultats de la fouille préventive de la place André Meunier à Bordeaux où différents systèmes défensifs édifiés entre le Moyen Âge et l'époque moderne ont pu être relevés et positionnés. Cette opération a également permis de mettre au jour certains éléments appartenant à la machine hydraulique des abattoirs municipaux du XIXe siècle.

La période contemporaine : des informations à prendre en compte

Une large part des interventions réalisées depuis 2013 (essentiellement des diagnostics) ont amené le Centre archéologie préventive de Bordeaux Métropole à prendre systématiquement en compte et à restituer dans ses rapports de nombreuses informations concernant la période contemporaine.

Ainsi, en 2016, près de la moitié des opérations d'archéologie préventive ont livré des vestiges datés de la fin du XVIIIe siècle ou du début du XIXe. Il s'agit le plus souvent de dépotoirs mais aussi de structures d'habitats urbains, de zones d'extraction de matière première argileuse à proximité de tuileries ou de la machine hydraulique évoquée ci-dessus.

Bordeaux, place Gambetta. Diagnostic d'archéologie préventive

Dans le cadre de la requalification de la place Gambetta, Bordeaux Métropole a demandé la réalisation anticipée d'un diagnostic archéologique. En effet, les éléments de connaissance portant sur ce secteur de la ville attestent de sa sensibilité archéologique. Dans l'emprise de la place et dans ses proches abords, depuis le XIXe siècle, on signale lapidairement la présence de vestiges de constructions ainsi que de mobiliers antiques. Ces découvertes consistent pour l'essentiel en une figurine de Mercure trouvée en 1901 lors de la pose du trolley souterrain des tramways électriques et en des blocs architecturaux mis au jour en 1930 sur l'espace central de la place et dans sa partie nord. Ces vestiges ne livrent pas d'informations précises sur la nature de l'occupation de ce secteur de la ville romaine, du Ier au VIe siècle, où R. Étienne a proposé de situer le centre civique et religieux primitif du chef-lieu de cité. Dès le début du Ier siècle ap. J.-C., le promontoire naturel correspondait à un îlot urbain intégré dans la voirie dont les axes encadrant nord et sud, d'orientation est-ouest, ont été repris par les cours du Chapeau-Rouge et de l'Intendance, et les rues Saint-Rémi et Porte-Dijaux actuels (fig. 3).

Dans les environs proches de la place, les découvertes relatives à la ville antique se font plus imposantes, mieux structurées et leurs identifications plus assurées. A l'ouest, se trou-

vaient les vestiges d'un ensemble monumental public du Ier siècle ap. J.-C. (fig. 3, n° 1) voisin d'un édifice cultuel mis au jour rue Georges-Bonnac (n° 2). Au nord, outre quelques découvertes de portées limitées, un habitat et plusieurs bâtiments du milieu du Ier siècle ap. J.-C., succédant à un chemin peut-être augustéen, ont été reconnus sur le site de l'ancienne Poste Judaïque (n° 3). A l'emplacement de l'Auditorium (n° 4), un quartier d'habitats et d'artisanats, évoluant du Ier au IVe siècle ap. J.-C., a été récemment fouillé.

D'après des sources écrites du XIIe siècle, ce secteur suburbain, situé à l'extérieur de la ville remparée durant l'Antiquité tardive, était planté de vignes. L'érection de l'enceinte du XIVe siècle a laissé de nouveau les terrains hors la ville et, à la fin du Moyen Âge, la culture exclusive de la vigne y était

1 Notice rédigée par la responsable de cette opération, Cécile Doulan.

2 Doulan et Charpentier 2013, notices de site n° 61, 64, 68, 73, 74, 126.

3 Étienne 1962, p. 187.

4 Doulan et Charpentier 2013, notices de site respectivement n° 70, 63, 48, 49. Se reporter aux figures 86, p. 107 et 137, p. 143 situant l'ensemble des découvertes archéologiques antiques faites aux alentours de Gambetta.

5 Lavaud 2009, vol. II, p. 59 et plan p. 65.

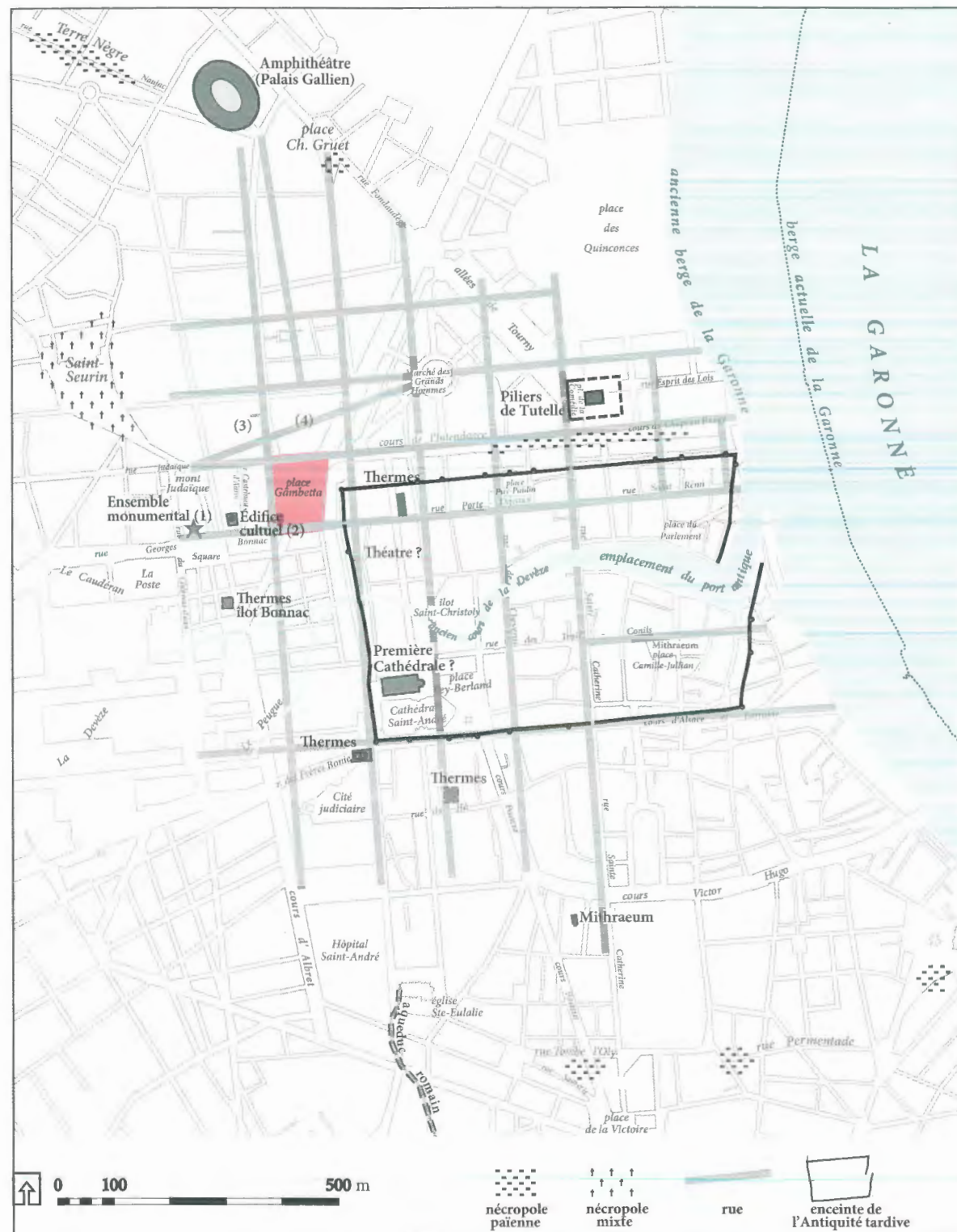


Fig. 3. - Bordeaux, place Gambetta. Localisation de l'opération « Bordeaux, place Gambetta » sur le plan de Bordeaux antique (d'après L. Maurin et N. Pexoto sur fond de carte d'E. Jean-Courret ; source : ILA Bordeaux, 2010, p. 37, fig. 5 ; mise en page : M.-P. Vallex-Wattiaux ; DAO : C. Doulan, Bordeaux Métropole).

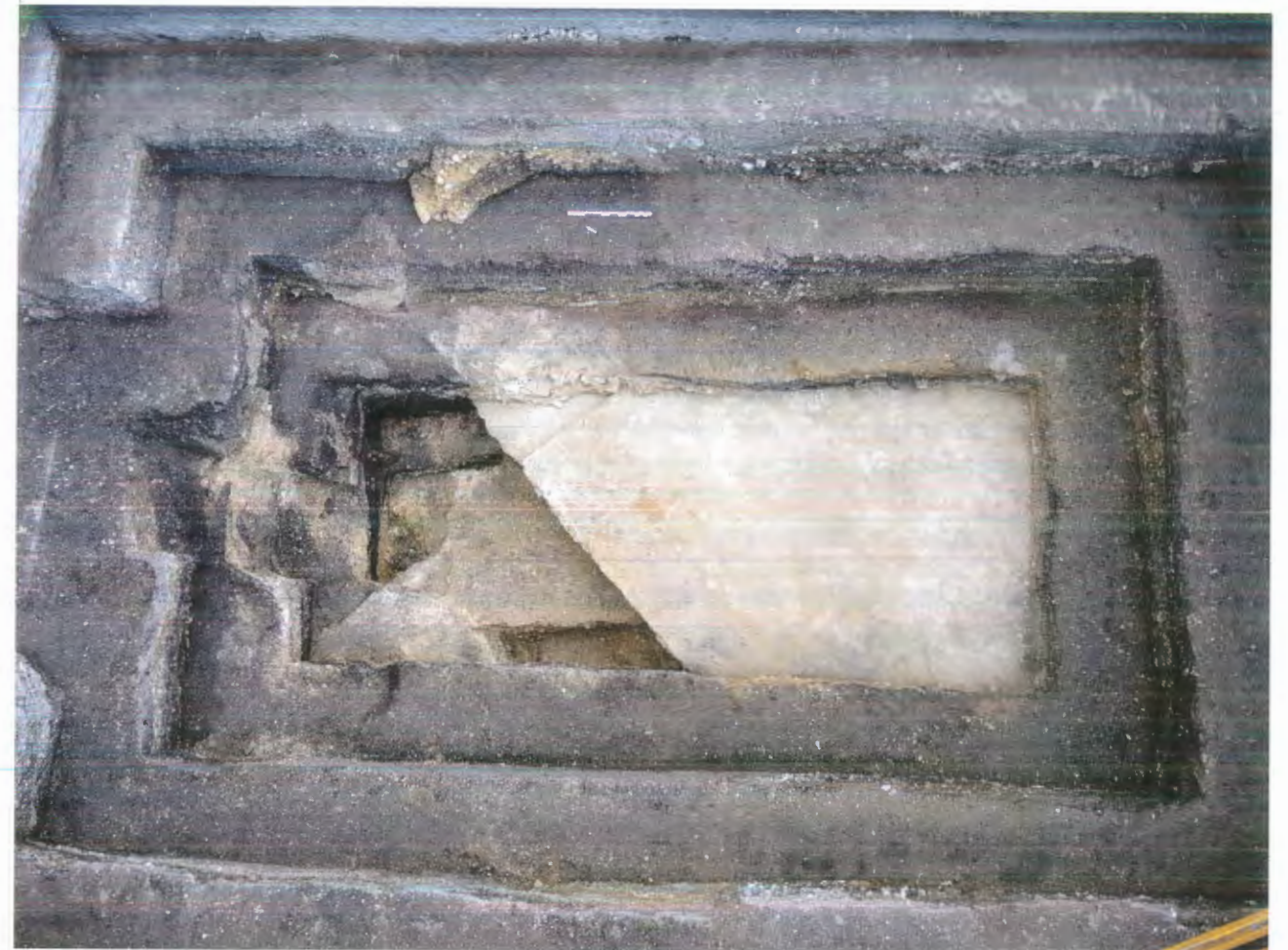


Fig. 4. - Bordeaux, place Gambetta. Stratigraphie en paliers du sondage 1 vue vers le nord-est (cl. C. Doulan, Bordeaux Métropole).



Fig. 6. - Bordeaux, place Gambetta. Vue de la fosse funéraire, sondage 1 (cl. L. Maccanin, Bordeaux Métropole).

Fig. 5. - Bordeaux, place Gambetta. Vue aérienne des vestiges du monument du Haut-Empire, sondage 1 (cl. C. Doulan, Bordeaux Métropole).



encore attestée. Seules d'éventuelles sépultures appartenant au cimetière de l'hôpital médiéval Saint-André pourraient occuper une partie de l'actuelle place, comme en témoignent les découvertes funéraires faites en 1984 sous les immeubles situés au n° 28.

Au milieu du XVII^e siècle, le secteur fait l'objet d'aménagements fortifiés durant les troubles de la Fronde. En 1770, une place est créée. Agrémentée d'un jardin vers 1868, elle présente plus ou moins la configuration qu'on lui connaît aujourd'hui : une place de plan rectangulaire, définie par une ordonnance régulière aux façades uniformes, lui conférant un aspect minéral que tempèrent le square central et ses jardins.

Le diagnostic archéologique, confié au Centre archéologie préventive de Bordeaux Métropole, a été réalisé du 17 mai au 17 juin 2016. C'est au cœur même de la place, dans les jardins, que deux sondages ont été mécaniquement ouverts. L'objectif scientifique était double : obtenir une stratigraphie complète de l'occupation de ce secteur de Bordeaux, de la période la plus ancienne (fin du I^{er} siècle av. J.-C. ?) à la création de la place au XVIII^e siècle d'une part et reconnaître les fortifications de la Fronde du milieu du XVII^e d'autre part.

Le sondage 1, au nord-ouest, a été implanté dans la plus grande étendue de pelouse, sur une surface de 150 m² à l'ouverture, afin d'atteindre le sol géologique et de mettre en évidence une puissance stratigraphique évaluée à plus de 4 m. Le sondage 2, au sud-est, devait répondre au second objectif ; implanté à l'emplacement du présumé mur du bastion, sur une surface de 48 m², il a été stoppé sur le toit des niveaux de la fin de l'Antiquité.

Afin de respecter les normes de sécurité, les sondages ont été conduits en paliers hauts de 1 m. Cinq paliers de sécurité ont été nécessaires pour atteindre le substrat géologique dans le sondage 1. L'occupation humaine du secteur s'exprime ici à travers une stratigraphie complexe sur 5 m de dépôts embrassant de façon continue une chronologie échelonnée de l'Antiquité à nos jours (fig. 4).

Un bâtiment à caractère monumental du Haut-Empire

A environ 11,50 m NGF, en fond de fouille du sondage 1, sur les niveaux naturels, ont été découverts des éléments mobiliers témoins d'une possible occupation de la fin du I^{er} siècle av. J.-C. ou du début du suivant, qui en tout état de cause a été occultée par l'installation d'un bâtiment à caractère monumental du Haut-Empire (fig. 5). Les vestiges de cet édifice, qui dépassent les limites du sondage, consistent en des sols de mortier et en une large tranchée d'épierrement d'un mur. Le bâtiment comportait, semble-t-il, une pièce sur hypocauste ;

avec prudence, on peut avancer l'hypothèse d'un édifice thermal à fréquentation publique compte tenu du caractère imposant des vestiges et des nombreux graffiti observés sur les enduits peints.

L'édifice présente en effet des traces d'un décor soigné : éléments architecturaux en marbre et fresque. Les nombreux fragments d'enduits peints formaient une paroi organisée en deux registres horizontaux. Des compartiments à l'ornementation imitant différents types de marbres et de larges surfaces monochromes rouge bordeaux décoraient la zone inférieure. Au-dessus, des motifs végétalisants et floraux, ainsi que des éléments architecturaux, étaient encadrés de multiples bandes sur fond monochrome blanc. L'ensemble peint peut être rattaché à une série datée à partir de la fin du II^e siècle ap. J.-C.

La construction de l'édifice, quant à elle, serait à situer chronologiquement au plus tôt dans la seconde moitié du II^e siècle ap. J.-C. ou vers la fin de ce siècle, dans un contexte de monumentalisation de la ville amorcée dans la première moitié du II^e siècle. L'abandon du monument serait peut-être intervenu au plus tard vers la fin du III^e siècle. Il s'ensuit une période de démantèlement, de récupération et de « recyclage » des matériaux de construction de l'édifice.

Un secteur hors la ville, fin du III^e-IV^e siècle

La construction de l'enceinte vers la fin du III^e ou le début du IV^e siècle, laissant le secteur de Gambetta à l'extérieur de la ville, sonne l'arrêt de tout aménagement urbain dans cette zone. Celle-ci n'est pas pour autant abandonnée et se transforme en un vaste lieu de remblais et de dépotoir en lien avec une activité de récupération et de refonte de métaux en alliage cuivreux. La présence dans les remblais scellant l'édifice du Haut-Empire d'une quantité importante de déchets de pièces métalliques et de monnaies des III^e et IV^e siècles en est une attestation.

Dans ces mêmes niveaux de remblais qui s'accumulent et dans la seconde moitié du III^e ou le IV^e siècle, le secteur est utilisé à deux reprises au moins aux fins d'inhumations. Un sujet adulte présente des particularités (traitement du crâne et des fémurs, entrave au niveau du poignet droit) qui confèrent un caractère énigmatique à l'inhumation (fig. 6). A-t-on affaire à des inhumations isolées ? Ou bien, le secteur de Gambetta doit-il être considéré comme un espace funéraire propre à une frange de la population exclue des nécropoles de la ville ?

6 Lavaud 2009, vol. II, p. 124-125, fig. 9.

7 Barraud 1984, p. 7.

8 Tessariol et Doulan à paraître.

9 Charpentier et al. 2016.

10 Réveillas 2016.

Le Moyen Age classique, un espace rural planté de vignes

Entre le haut Moyen Age et la fin du XIV^e siècle, les témoins matériels font défaut ; le site se sédimente par accumulation de terres noires et fait l'objet d'une fréquentation plus que d'une réelle occupation. Selon les sources écrites médiévales, le secteur de Gambetta faisait alors partie des faubourgs urbains consacrés à la culture intensive de la vigne. De celle-ci, aucun témoignage archéologique n'a été mis en évidence sur le terrain.

Des aménagements, d'ampleur limitée, apparaissent à la fin du XIV^e ou au début du XV^e siècle sous la forme d'une construction associée à des niveaux de circulation. L'orientation de son mur conservé et dégagé lors du diagnostic reprend celle du parcellaire de la ville antique. Cette construction, de nature et de fonction indéterminées, accompagne-t-elle l'érection du rempart du XIV^e siècle au nord-est et l'installation du cimetière de l'hôpital Saint-André au sud-ouest ?

Un fossé du début de l'époque moderne

Un large et profond fossé est aménagé en lieu et place de la construction de la fin du Moyen Age. Sa forme, son étendue et sa fonction ne sont pas connues ; les faits indiquent néanmoins que ce fossé a fait fonction de dépotoir à la fin du XVI^e, voire au tout début du siècle suivant (fig. 7). Son comblement est assez rapide comme le donne à penser l'homogénéité du mobilier céramique qui en a été extrait (fig. 8).

Cette céramique domestique du tournant des XVI^e et XVII^e siècles entre dans les catégories de céramique de préparation, de cuisson, de service ou de table (réchaud, plat), des vases à liquide... Elle est typique du vaisselier de terre utilisé à Bordeaux durant cette période.

Des talus en guise de bastion de la Fronde ?

Le fossé de l'époque moderne est entièrement comblé lorsque le site est nivelé sur une vaste étendue. Ce nivellement précède la mise en place d'imposants talus de terre visibles dans les coupes stratigraphiques sous la forme de niveaux, peu épais, aux pendages nettement marqués. On est tenté de lier ces talus, sans certitude toutefois, aux aménagements de défense établis devant l'enceinte médiévale durant les troubles de la Fronde du milieu du XVII^e siècle. A la lumière de textes relatant ces événements à Bordeaux, on est en effet en mesure de se faire une idée de l'aspect de l'espace, plus particulièrement à travers

l'organisation de la défense de la porte Dijeaux. Les mémoires de différents acteurs compilés par Antoine Saintmarc en 1859 décrivent des travaux de défenses « informes », réalisés à la hâte dans un « amas de béton et d'immondices » et auquel il fut donné le nom de « demi-lune ». Ces surélévations, dépourvues de fossé, ne faisaient pas plus de 6 pieds de haut (environ 1,80 m) et étaient seulement délimitées par un parapet de « barriques remplies de terre ».

De la place Dauphine à la place Gambetta

Vers le milieu du XVIII^e siècle, sous l'impulsion de l'intendant Tourny, la Jurade décide de l'aménagement de la place dans l'idée globale d'embellir le pourtour de la ville bientôt affranchie de ses murailles. Une délibération de 1746 évoque pour se faire de procéder à la démolition de la demi-lune « qui est devant la porte Dijeaux » et de « nettoyer le terrain destiné à ladite place des échoppes et mauvaises maisons qui l'embarassent... ». Ces travaux de « nettoyage » sont sans doute à l'origine de l'écrtage des talus précédemment évoqués, inscrit dans la stratigraphie des sondages archéologiques.

L'intendant Tourny porta donc le projet et l'architecte André Portier dressa le plan du futur espace public. La place, originellement baptisée place Dauphine à l'occasion du mariage du Dauphin avec Marie-Antoinette d'Autriche en 1770, est achevée en 1780. Elle a reçu son nom actuel en 1883. La place présente un aspect minéral et plutôt dépouillé jusqu'au milieu du XIX^e siècle (fig. 9).

En 1868-1869, l'aménagement du square, conçu par le paysagiste Eugène Bülher, a donné à la place l'aspect d'agrément qu'elle présente encore aujourd'hui, moyennant quelques réaménagements comme ceux de l'alimentation des bassins à rocaillies dont les tuyaux en terre cuite ont été remplacés par de nouveaux en PVC.

Le diagnostic de la place Gambetta a révélé le fort potentiel archéologique d'un secteur de Bordeaux jusqu'à présent relativement mal connu. La stratigraphie reconnue couvre intégralement l'évolution de l'espace, de l'Antiquité jusqu'à l'époque contemporaine, et les données obtenues permettront utilement d'affiner nos connaissances historiques à l'échelle de la ville.

11 Cf supra notes 4 et 5.

12 Marache et Sireix 2016, p. 84-96.

13 Saintmarc 1859.

14 Ibid.

15 Desforges 2008, p. 225.

Bordeaux, rue Emile-Fourcand. Relevés d'architecture et archéologiques¹⁶

Dans le cadre des travaux de rénovation du réseau de gaz que REGAZ réalisait dans le quartier du Palais-Gallien (rue Emile-Fourcand, rue Sansas et rue du Colisée), le Centre archéologie préventive de Bordeaux Métropole a été dépêché par le Service régional de l'archéologie de Nouvelle-Aquitaine pour intervenir sur les sondages ouverts. La zone sondée se situant à proximité immédiate, voire sur l'emprise même de l'amphithéâtre antique de Bordeaux, le risque d'endommagement des vestiges archéologiques était important.

Une autorisation de relevé d'architecture et de relevés archéologiques a été délivrée le 16 février 2016.

L'étude des 28 tranchées de petites dimensions ouvertes par REGAZ a eu lieu le 17 février 2016, sur une demi-journée.

Cinq sondages ont livré des vestiges inédits de maçonneries d'*opus caementicium* qui appartiennent sans aucun doute possible à l'amphithéâtre antique du Palais-Gallien. Il s'agit des tranchées ouvertes face au n° 24, au n° 14/16 (TR1) et au n° 12 (TR4) de la rue Emile-Fourcand, ; face au n° 5/2 (TR3) de la rue Sansas et face au n° 6 (TR2) de la rue du Colisée (fig. 12).

Les maçonneries apparaissent à une profondeur moyenne de 0,40 m, sauf rue Sansas où, plus arasées, elles sont enfouies à environ 0,80 m de profondeur. Les cotes d'arasement de ces vestiges, comprises entre 8,50 et 9 m NGF, correspondent à celles mesurées dans la parcelle publique (KT01 n° 48)¹⁷. Les maçonneries inédites présentent toutes les mêmes caractéristiques techniques que celles des parties connues : parement d'*opus vittatum mixtum* formé d'une alternance d'assises de petit appareil calcaire et de bandeaux de trois briques ou, plus souvent, de *tegulae*¹⁸. Seule différence notable, on notera que, dans la tranchée TR1, la troisième assise de *tegulae* marque le passage entre le soubassement et l'élévation du mur (fig. 2).

Le repositionnement des tranchées sur le plan restitué de l'amphithéâtre établi lors des fouilles programmées de 2010/2012 permet d'identifier la nature des vestiges mis au jour (fig. 12).

16 Notice rédigée par le responsable de cette opération, David Hourcade.

17 Hourcade 2013a, p. 86.

18 Hourcade 2013a, p. 87.



Fig. 10. - Bordeaux, rue Emile-Fourcand. Vue générale, vers le nord, du sondage TR1 (cl. D. Hourcade, Bordeaux Métropole).



Fig. 12. - Bordeaux, rue Emile-Fourcand. Vue générale, vers le sud-ouest, du sondage TR2 (cl. D. Hourcade, Bordeaux Métropole).



Fig. 7. - Bordeaux, place Gambetta. Le fossé moderne et sa limite nord, en cours de dégagement (cl. C. Doulan, Bordeaux Métropole).

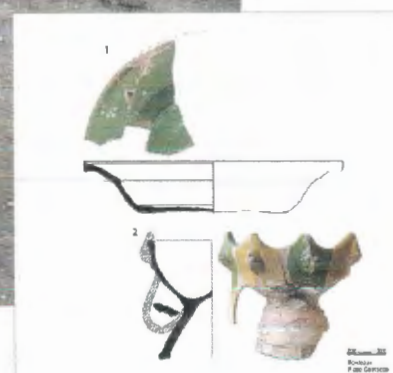


Fig. 8. - Céramiques de service ou de table (plat et réchaud) extraites du fossé, sondage 1 (cl. et DAO V. Marache, Bordeaux Métropole).



Fig. 9. - Bordeaux, lithographie rehaussée en couleurs de la place Dauphine au XIXe siècle (avant 1868), dessin de J. Philippe et lithographie de A. Cuvillier (source : Bibliothèque de Bordeaux, fonds Delpit, Del. Carton 107/18).

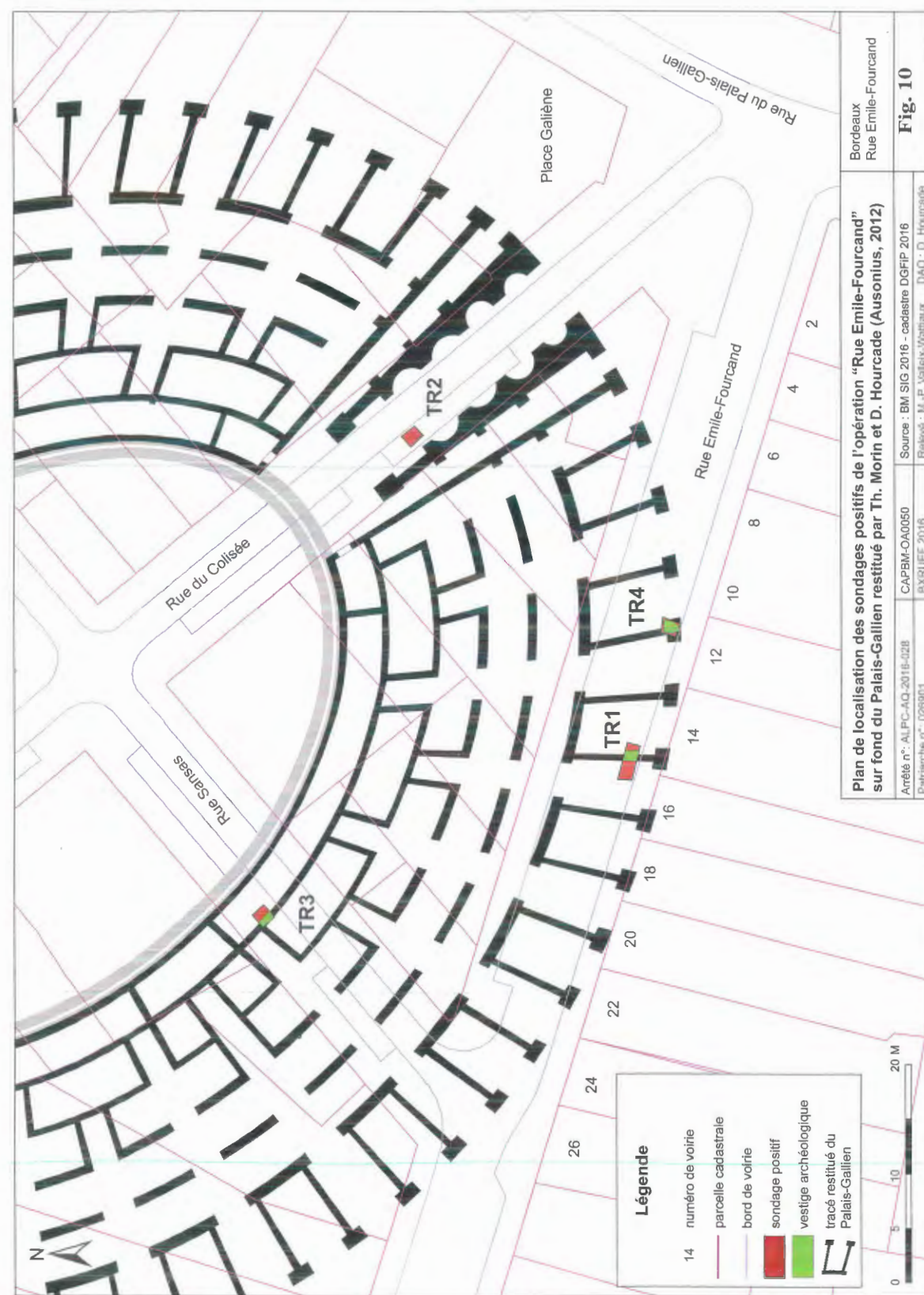


Fig. 10. - Bordeaux, rue Emile-Fourcand. Plan de localisation des sondages positifs de l'opération "Rue Emile-Fourcand" sur fond du Palais-Gallien restitué par Th. Morin et D. Hourcade (Ausonius, 2012) (DAO D. Hourcade et M.-P. Vallex-Wattiaux, Bordeaux Métropole).

Rue Émile-Fourcand, la maçonnerie rencontrée face au n° 12 (TR4) correspond aux fondations du piédroit de l'arc du mur extérieur elliptique (n° 1) qui sépare les travées 33 et 34. Celle mise au jour face au n° 14 (TR1) correspond au soubassement et aux fondations du mur radial séparant les travées 35 et 36 (fig. 10). Bien que la tranchée ouverte face au n° 24 rue Emile-Fourcand ait été rebouchée avant la signature de l'autorisation d'intervention du CAP de Bordeaux Métropole, les photographies prises par X. Charpentier (SRA Aquitaine) permettent d'affirmer que les vestiges découverts sont ceux des fondations et du soubassement du piédroit de l'arc du mur elliptique extérieur (n° 1) qui sépare les travées 40 et 41.

Rue Sansas, dans la tranchée ouverte face aux n° 5 et 2 (TR3), ce sont les fondations et le soubassement du mur arrière du podium (mur elliptique n° 6) qui ont été repérés.

Enfin, rue du Colisée, les vestiges mis au jour face n° 6 (TR2) correspondent au parement de l'élévation du piédroit occidental du cinquième arc du couloir central de la porte sud-est (fig. 11). Le fait que l'on se trouve ici face à l'élévation du mur et non à son soubassement et à sa fondation ne doit pas surprendre. On sait en effet que le sol de circulation des couloirs centraux était surbaissé d'environ 1 m par rapport à celui des travées des spectateurs¹⁹.

Bordeaux, 33 rue Paul-Louis Lande. Diagnostic d'archéologie préventive²⁰

Un projet d'extension et de réaménagement du 33 rue Paul-Louis Lande à Bordeaux a provoqué la prescription d'un diagnostic d'archéologie préventive, afin de mesurer le potentiel archéologique de la parcelle HC 227. En effet, en 2012, la parcelle HC 226, située immédiatement au nord, avait fait l'objet d'un diagnostic archéologique mené par Vanessa Elizagoyen (INRAP), des vestiges d'une occupation attribuable au Haut et au Bas-Empire y avaient été mis en évidence.

L'opération s'est déroulée du 6 au 15 juin 2016. Elle a consisté en la réalisation de deux tranchées dans le jardin situé en fond de parcelle et correspondant à 5,6 % du terrain sur les 600 m² prescrits.

Dans la première tranchée, les investigations ont été menées jusqu'à 11,90 m NGF, avec un sondage ponctuel jusqu'à 11 m NGF. Le substrat y a été observé à 11,60 m NGF. La seconde tranchée a été implantée plus à l'ouest, au milieu du jardin. Elle a permis de mettre en évidence des vestiges jusqu'à 12 m NGF.

Ce repositionnement permet également de confirmer l'exactitude, décimétrique, du plan proposé par Th. Morin en 2012 et la grande qualité de sa restitution planimétrique.

La seule différence notable provient de la tranchée TR2, rue du Colisée. Le parement mis au jour se trouve en effet à environ 0,80 m au nord-ouest de sa position supposée (fig. 12). Cet ajustement permettra de faciliter la recherche des tracés préparatoires de l'amphithéâtre.

D'un point de vue chrono-stratigraphique, cette intervention se révèle aussi importante.

Elle confirme tout d'abord que la transformation de l'amphithéâtre en dépotoir à l'époque moderne concerne bien la majeure partie de l'édifice et non pas sa seule partie nord-ouest. En effet, la couche de cendres et de chaux, caractéristique des déchets des tanneries locales des XVII^e et XVIII^e siècles, a été repérée dans l'ensemble des tranchées ouvertes dans les rues Sansas et du Colisée.

Plus intéressant, la mise au jour, dans la tranchée TR1, du niveau de construction US 1004. Il prouve que dans certaines parties de l'amphithéâtre les niveaux de construction, voire d'occupation, sont mieux conservés que dans la parcelle publique.

En révélant une occupation du Haut-Empire dans la tranchée 1 et une probable *domus* du Bas-Empire dans la tranchée 2, le diagnostic s'est avéré positif. Un contraste chronologique s'observe néanmoins dans les résultats obtenus entre les deux sondages. La première tranchée n'est liée qu'à une occupation attribuable au Haut-Empire, la fin de l'Antiquité n'y est pas représentée. Elle se caractérise par la présence d'une couche de démolition immédiatement sur le substrat et surmontée de deux probables niveaux de sol successifs. En revanche, la seconde tranchée n'a permis de mettre au jour que des structures du Bas-Empire. Les premiers siècles de notre ère, s'ils sont présents dans ce secteur, n'ont pas été atteints. La présence de deux murs bahuts orientés est-ouest et séparant trois espaces au sol de béton de tuileau tend à envisager l'existence d'une *domus* subur-

¹⁹ Hourcade et al. 2011, vol. 1.1, p. 77.

²⁰ Notice rédigée par la responsable d'opération, Céline Michel Gazeau.

baine dans cette parcelle. La céramique présente dans la couche de démolition, qui a également livré des fragments d'enduits peints, permet de proposer un *terminus ante quem* vers le IV^e siècle. L'orientation des maçonneries permet également de recaler l'édifice dans la trame

urbaine de la ville antique, bien appréhendée grâce aux interventions archéologiques antérieures. Également datée du IV^e siècle au plus tard, une seconde occupation, qui paraît plus restreinte, a pu être appréhendée.

Bordeaux, rue Jacques d'Welles. Fouille préventive ²¹

Cadre de l'intervention

En septembre 2016, le Centre archéologie préventive de Bordeaux Métropole a réalisé une fouille préventive dans la rue Jacques d'Welles, en amont de l'aménagement de deux bornes escamotables en milieu de voirie, travaux commandités par Bordeaux Métropole. Cette rue longe la place Renaudel au nord, place correspondant au parvis de l'église Sainte-Croix de Bordeaux (fig. 13).

La fouille, réalisée sur une surface de 30 m², a mis en évidence plusieurs phases d'occupation dont deux niveaux funéraires, à une faible profondeur sous la voirie située à 7,54 m NGF. Ces deux niveaux illustrent l'occupation du site pour le Moyen Âge, l'époque moderne et la période contemporaine ²².



21 Notice rédigée par la responsable de cette opération, Juliette Masson.

22 Masson 2018.

23 Uberti 2014.

24 Uberti 2014 ; Piat et al. 2014.

Fig. 13. - Rue J. D'Welles. Localisation du sondage de diagnostic en 2015 et de l'emprise de la fouille en 2016 (levé M.-P. Valleix-Wattiaux, infographie J. Masson, Bordeaux Métropole).

Connaissances historiques du site avant l'intervention

L'historiographie établit une communauté de moines à Sainte-Croix en se basant sur l'épithèque de Mommolin, attribuée au VII^e siècle. Or le culte voué à saint Mommolin n'est attesté qu'à partir du XII^e, d'après la mention en 1195 dans le Cartulaire de Sainte-Croix, ce qui amène à remettre en question la date haute de fondation de cette communauté monastique ²³. L'implantation de la communauté serait à placer à la fin du Xe siècle par l'action du comte d'Aquitaine Guillaume le Bon ²⁴. L'église devient paroissiale vers 1135, période à laquelle l'édifice est en travaux, les plus anciennes parties de l'église actuelle datant effectivement de la fin du XI^e



Fig. 14. - Rue J. d'Welles : photographie de la fouille prise vers l'est, avec le sarcophage US 1055 au centre et les autres sarcophages visibles dans la berme en arrière-plan (cl. J. Masson, Bordeaux Métropole).

siècle ou du début du XII^e. Le faubourg se développe dès le XI^e autour du noyau attractif formé par le cimetière attaché à l'abbaye et l'occupation du site est attestée en continu avec un hiatus pour le XIV^e siècle ²⁵.

Les documents iconographiques et les textes renseignent sur les phases d'utilisation et d'abandon du cimetière. Le plan dressé par Léo Drouyn proposant une vision de la ville vers 1450 place le cimetière dans la zone nord-ouest du parvis de Sainte-Croix, entouré d'une clôture ²⁶. Le *Monasticon Gallicanum* présente aussi un cimetière à l'ouest devant l'église et entouré d'une clôture, dans la zone de l'intervention archéologique de 2016 ²⁷.

Un texte daté de 1783 acte la demande d'un nouveau terrain et précise que *on est forcé d'enterrer les cadavres les uns sur les autres, soit à cause de leur position devant les portes de l'église qui ne reçoit d'autre air que celui qui a circulé dans le cimetière, soit à cause des immondices qu'on se permet de faire dans ce saint lieu et les ossements épars sur le chemin du temple* ²⁸. Un autre texte mentionne les problèmes liés à la surface exigüe du cimetière, en rappelant les constructions venues réduire cet espace, le Dépôt des Pauvres et l'Hôpital de la Marine, dont *les morts sont portés au cimetière de Sainte-Croix* ²⁹. Cet acte

signale également *le bois des planches de cercueil extraites de terre et que pour inhumer un cadavre on est forcé de briser le cercueil de celui qui l'a précédé*. Ensuite, un texte, non daté mais logiquement postérieur, rapporte ce déplacement et l'interdiction du cimetière adjacent à l'église, mais en signalant que *le cimetière situé au-devant de l'Église vers le couchant a été de nouveau béni sur une requête présentée par des paroissiens à la sollicitation de M. le Curé, qui se voyait avec peine conduire les morts beaucoup plus loin* ³⁰.

Les documents disponibles illustrent aussi le début du XIX^e siècle alors que le cimetière est définitivement déplacé. Le plan cadastral de 1822 et une lithographie datée de 1840 signalent un

25 Lavaud (dir.) 2009 ; Piat et al. 2014.

26 Plan de Bordeaux vers 1450, Léo Drouyn, 1874, source : Gallica.bnf.fr.

27 *Monasticon Gallicanum*, planche de Dom Germain, XVII^e siècle, source wikimédia.org.

28 A.D.Gir. H 644, f. 122-123.

29 A.D.Gir. G 655, f. 11.

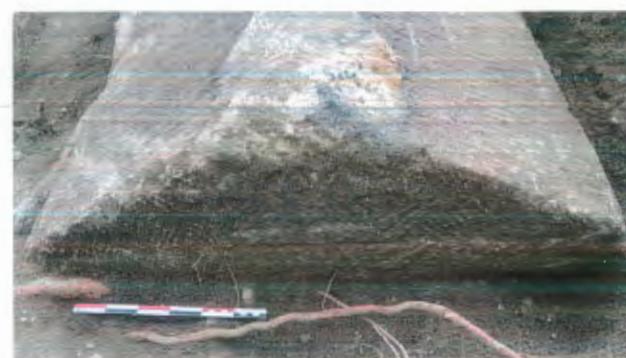
30 A.D.Gir. H 1197.



US 1031



US 1143



US 1055



US 1066



US 1059



US 1137



US 1138

Fig. 15. - Rue J. d'Welles.
Photographies des sept sarcophages
mis au jour lors de la fouille de 2016
(cl. J. Masson, M.-C. Daverat,
Bordeaux Métropole).

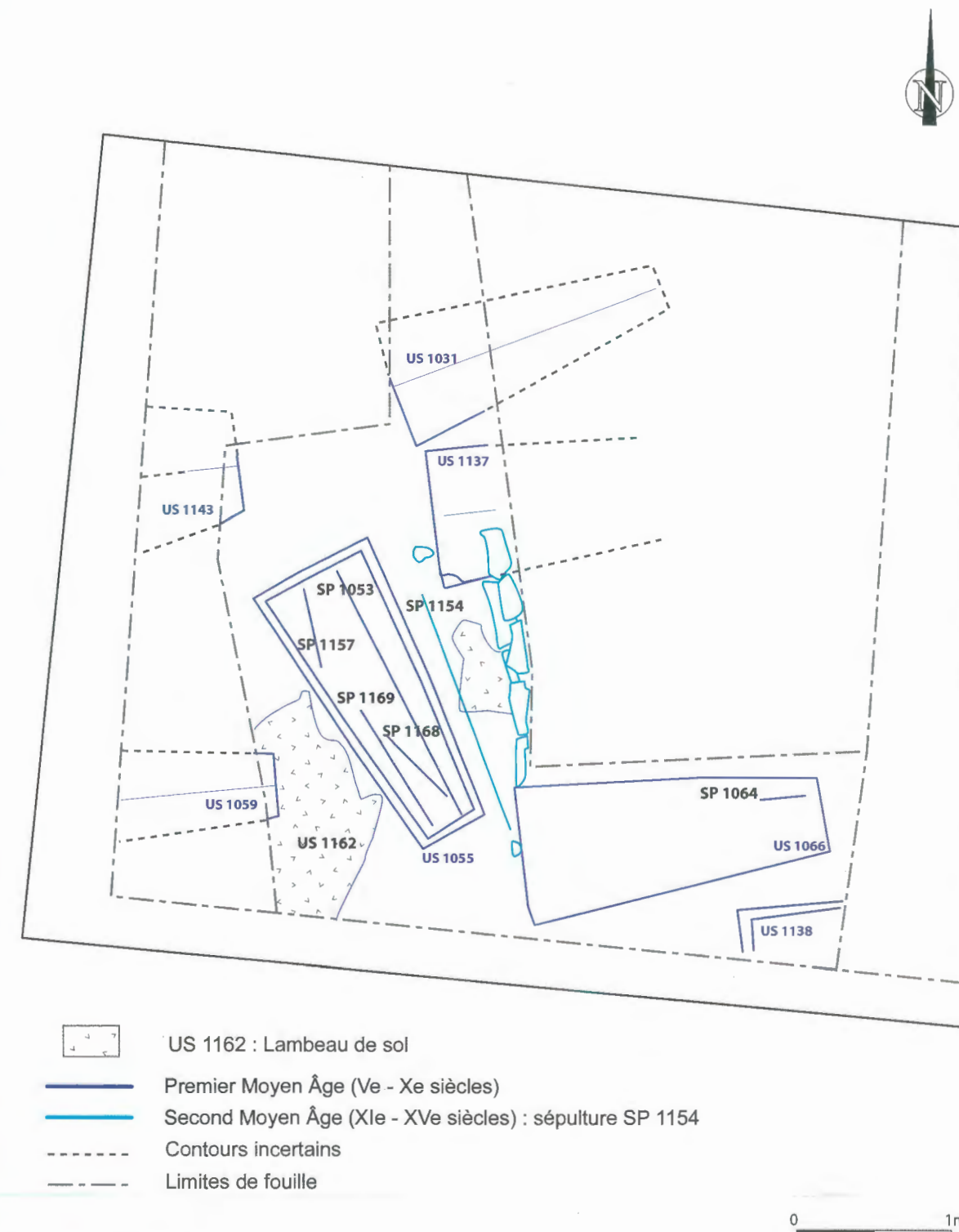


Fig. 16. - Rue J. d'Welles. Plan des vestiges pour la période médiévale :
les sarcophages mérovingiens et le sol d'implantation,
la sépulture en coffrage en pierre pour la fin de la période carolingienne ;
les « bâtons » marqués SP signalent la position des squelettes observés
(levé M.-P. Valleix-Wattiaux, infographie J. Masson, Bordeaux Métropole).

calvaire au même endroit, au nord-ouest de la façade occidentale de l'église, vers la zone concernée par la fouille de 2016³¹. Cette croix n'apparaît plus sur un daguerréotype de 1842 mais elle pourrait être cachée par le cadrage ou par la végétation qui s'est développée près de l'église ; elle n'apparaît pas non plus sur le plan cadastral daté de 1854³².

Données archéologiques antérieures à l'intervention de 2016

Les investigations archéologiques sur le site menées en 1978 par Jacques Clémens ont mis au jour cinq sarcophages en calcaire avec des couvercles plats, à attribuer au milieu ou à la seconde moitié du Moyen Âge. En 1987, une fouille de sauvetage urgent, réalisée par Marie-Noëlle Nacfer (AFAN) sur l'emplacement du futur Centre dramatique National a livré des murs d'un édifice moderne et les vestiges d'une salle d'hypocauste de l'époque gallo-romaine.

L'opérateur privé Hadès est intervenu à plusieurs reprises, tout d'abord en 1998, révélant des indices d'une occupation antique puis médiévale, avec des sarcophages trapézoïdaux en position secondaire dans le comblement de fosses médiévales. En 1999, ont été découverts des ossements épars non loin du cimetière signalé sur le cadastre relatif à l'église Sainte-Croix. Enfin en 2005, une fouille archéologique au pied du chevet de l'église Sainte-Croix a mis au jour un alignement d'une quinzaine de sépultures orientées datant des XII^e et XIV^e siècles, en coffrage en pierre calcaire avec couvercle plat ou en cuves de sarcophages remployés.

Ainsi, parmi les résultats des interventions archéologiques réalisées au XX^e siècle, aucun vestige n'avait été observé en place attestant d'une occupation funéraire pour le haut Moyen Âge. Néanmoins quelques découvertes ont été publiées au XIX^e siècle : si le Compte-rendu de la commission des monuments historiques de 1847-1848³³ n'est pas très clair sur la typologie des sarcophages trouvés lors du nivellement du parvis, en revanche la note publiée en 1893 par la Société Archéologique de Bordeaux³⁴ est très explicite sur des sarcophages estimés mérovingiens et qui, d'après la description, le sont effectivement. Malheureusement ces données sont délicates à exploiter du fait de la perte de leur contexte de découverte.

31 Plan cadastral : Archives de Bordeaux Métropole, 50 G 1, 1822 ; Lithographie Constant, V. Philippe, 1840 : source ebay.fr.

32 Les excursions Daguerriennes de Lerebours, 1842, source wikimédia.org ; plan cadastral : Archives de Bordeaux Métropole, 50 G 3/25, 1854.

33 *Compte-rendu des travaux de la Commission des monuments historiques du département de la Gironde*, 1847, p. 23.

34 Labadie 1893, p. XLIX.

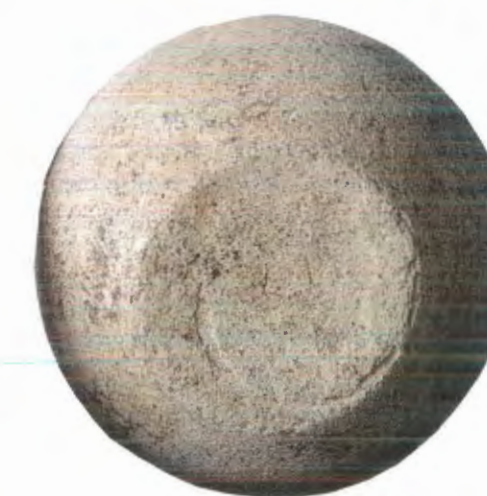


Fig. 17. - Rue J. d'Welles. Photographie du sarcophage US 1055 en cours de fouille et de la sépulture SP 1154 en coffrage en pierre datée de la fin de la période carolingienne, installée contre la cuve de US 1055 (cl. M.-C. Daverat, Bordeaux Métropole).



Fig. 18. - Rue J. d'Welles. Photographie du sarcophage US 1055 en cours de fouille et localisation des différents sujets identifiés au sein de la cuve (L. Briceno-Boucey, J. Masson, Bordeaux Métropole).

(L. Briceno-Boucey, J. Masson, Bordeaux Métropole).



0cm 5cm
DAO VM - CAP BM

Fig. 19. - Rue J. d'Welles. Photographie et infographie de la bouteille découverte dans le sarcophage US 1055 (V. Marache, Bordeaux Métropole).

Occupation funéraire attestée à Sainte-Croix pour la période mérovingienne

Lors de la fouille de 2016, un niveau de sépultures a été mis en évidence à une faible profondeur, entre 0,50 m et 1 m sous la voirie (fig. 14). Il est composé de sept sarcophages en calcaire, avec un couvercle en bâtière décoré de stries. Deux de ces couvercles sont décorés de croix à trois hampes sur le grand fronton (fig. 15). Ces sarcophages sont d'un type bien identifié dans la région et ils peuvent être attribués aux VI^e et VII^e siècles. En effet, dans ses travaux sur la typologie des sarcophages en Aquitaine et Poitou-Charentes, G. Rougé classe ce sarcophage dans le type C-C1 qu'il définit comme un type de sarcophage « limité à l'Ouest par l'Atlantique, au Nord par le fleuve de la Dordogne et l'estuaire de la Gironde, qui se rencontre jusqu'à Toulouse pour sa position la plus orientale et se retrouve encore par endroit sur le bassin fluvial de l'Adour. La partie septentrionale du Gers en est également pourvue. La plus forte concentration est située en Gironde et Lot-et-Garonne »³⁵. Près de l'un de ces sarcophages, un niveau de circulation (US 1162), portant les traces du creusement pour installer la cuve, a été conservé et atteste la position primaire de ces contenants (fig. 16). Ils attestent donc d'une occupation funéraire pour la période mérovingienne sur le site, sans pouvoir y associer, dans l'état actuel des connaissances sur Sainte-Croix, un édifice de culte pour cette même période.

A noter la disposition en deux alignements des sarcophages, positionnés selon un axe est-ouest, au milieu desquelles se dessine un chemin. Le septième sarcophage (US 1055) a été installé dans ce chemin, ce qui révèle un manque de place au sein de l'espace dédiée aux sépultures ou la volonté de démarquer cette tombe des autres.

Une sépulture datée de la fin de l'époque carolingienne

Contre la paroi orientale de ce sarcophage placé dans le chemin, une tombe (SP 1154) a été installée, des pierres de remploi complétant le coffrage (fig. 17) et le couvercle en bâtière du sarcophage étant retaillé pour ménager un support de couverture. Plusieurs fragments plats, en calcaire et décorés de stries, ont été retrouvés épars au-dessus de cette sépulture et pourraient être les vestiges des éléments de couverture

35 Rougé 2014.

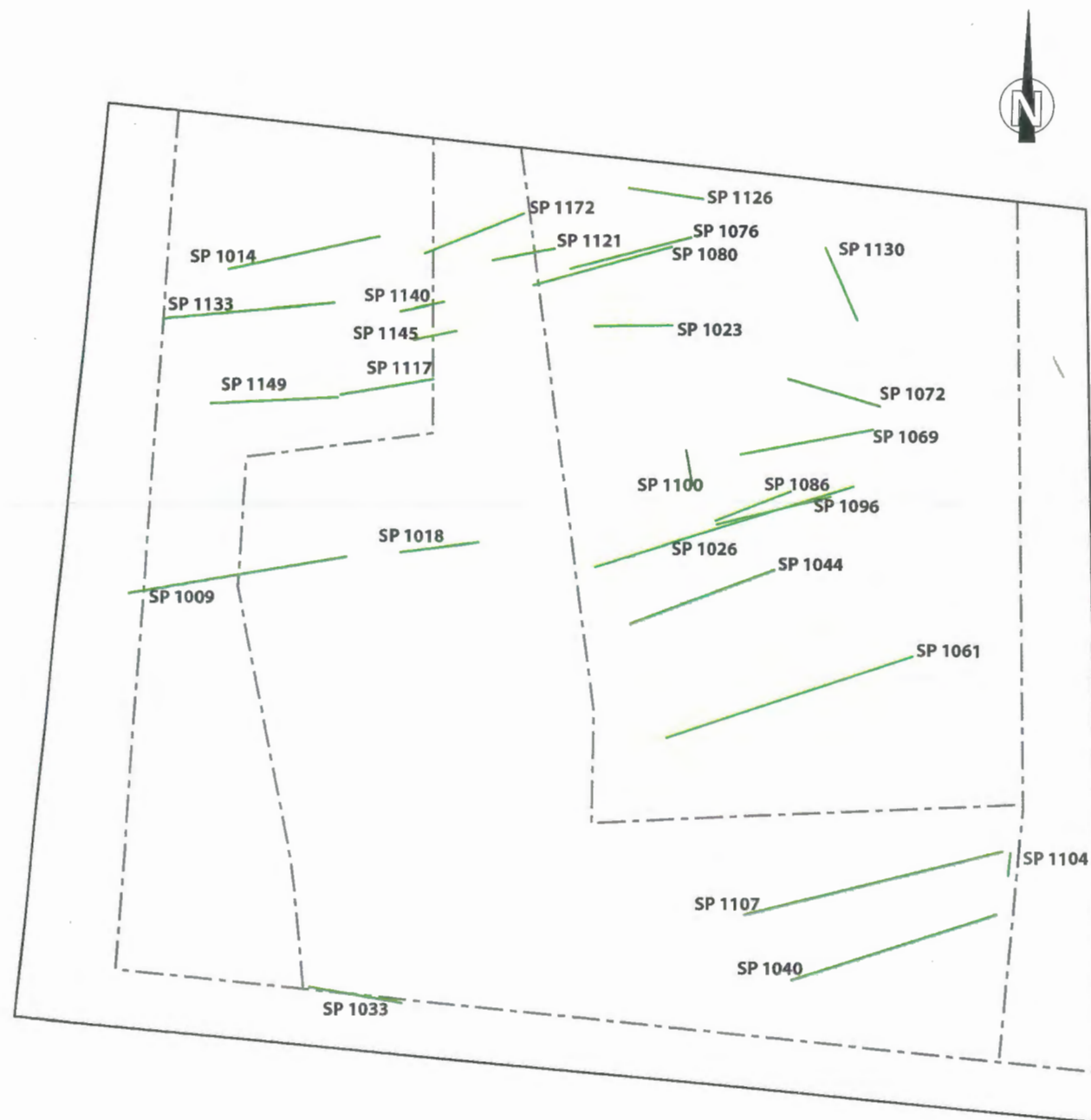


Fig. 20. - Rue J. d'Welles. Localisation des sépultures modernes et contemporaines : les « bâtons » marqués SP signalent la position des squelettes observés (levé M.-P. Valleix-Wattiaux, infographie J. Masson, Bordeaux Métropole).



Fig. 21. - Rue J. d'Welles. Photographie de l'emprise de la fouille prise vers le nord/nord-ouest : on distingue en arrière-plan, dans la stratigraphie, le niveau blanc US 1012 qui recouvre le remblaiement réalisé jusqu'au sommet des sarcophages, et le niveau supérieur qui est l'encaissant des sépultures modernes et contemporaines (cl. L. Briceno-Boucey, Bordeaux Métropole).

associés. Une analyse radiocarbone effectuée sur les ossements du squelette a permis de dater cette sépulture des Xe ou XIe siècles (970-1025).

Cette inhumation, calée entre des sarcophages déjà en place et manifestement restés visibles, est un marqueur à la fois de la densité de l'occupation funéraire et de sa perdurance. Mais la restriction de l'emprise de fouille, qui n'offre que cet unique exemple, ne permet pas d'approfondir la question.

Fouille d'un des 7 sarcophages

Seul ce septième sarcophage a été ouvert et fouillé, les travaux d'aménagement ayant été modifiés afin de respecter les autres.

Il contenait quatre sujets et une petite céramique dans l'angle gauche de la cuve côté tête. Selon les travaux récents de Y. Gleize, la réutilisation d'un sarcophage pour inhumer

des défunts, même si elle n'est pas majoritaire, est une pratique souvent rencontrée sur les sites datés du haut Moyen Âge, notamment dans la province ecclésiastique de Bordeaux ³⁶.

L'étude biologique menée sur les squelettes prélevés a permis de mettre en évidence que le sarcophage contenait trois individus adultes de sexe indéterminé (SQ 1053, SQ 1168 et SQ 1169) et un enfant décédé entre 3 et 6 ans (SQ 1157) ³⁷. La conservation des squelettes est moyenne à mauvaise, la représentation est bonne à l'exception du sujet immature. Les individus SQ 1168 et SQ 1169 ont été différenciés en se fondant sur des critères de robustesse. L'étude des connexions et de la répartition des ossements a permis de montrer que tous ont fait l'objet d'un dépôt primaire et de proposer l'ordre dans lequel les dépôts ont été réalisés : tout d'abord l'individu SQ 1169, puis l'enfant SQ 1157, ensuite le sujet SQ 1168 et enfin le dernier occupant SQ 1053. Les analyses radiocarbones ont donné des datations concordantes pour le squelette SQ 1169, qui est le premier occupant, daté de 425-600, et le squelette SQ 1053, dernier sujet installé dans la cuve, daté de 570-655.

En revanche, la fouille n'a pas permis d'associer la céramique à un des quatre défunts. Cette céramique fait 10 cm de haut, sa pâte de couleur gris-beige est très granuleuse ; son profil globulaire à col étroit l'associe à une forme de petite bouteille (fig. 19). Elle a été placée dans le sarcophage alors qu'elle était déjà cassée au niveau du col ; elle présente aussi des traces d'usures et de cuisson ³⁸.

Premiers éléments de réflexion sur la céramique déposée dans le sarcophage mérovingien

La présence de cette céramique dans le sarcophage mérovingien US 1055 pose question. Les mentions de découvertes de vases funéraires dans le département de la Gironde sont en effet peu nombreuses. À Bordeaux même, l'ancienne fouille de la nécropole de Saint-Seurin, menées en 1910 par Paul Courteault, a livré une fiole en verre découverte dans un sarcophage mérovingien, portant des traces étudiées et interprétées à l'époque comme étant du vin. Même si l'on sait que ces analyses n'ont pas la fiabilité de celles que l'on fait aujourd'hui, cet exemple est à mentionner ici par sa proximité et son contexte de découverte.

³⁶ Gleize 2006.

³⁷ Masson 2018 : l'étude anthropo-biologique a été réalisée par H. Réveillas (Bordeaux Métropole).

³⁸ Masson 2018 : étude de la céramique réalisée par V. Marache (Bordeaux Métropole), p. 96-99.

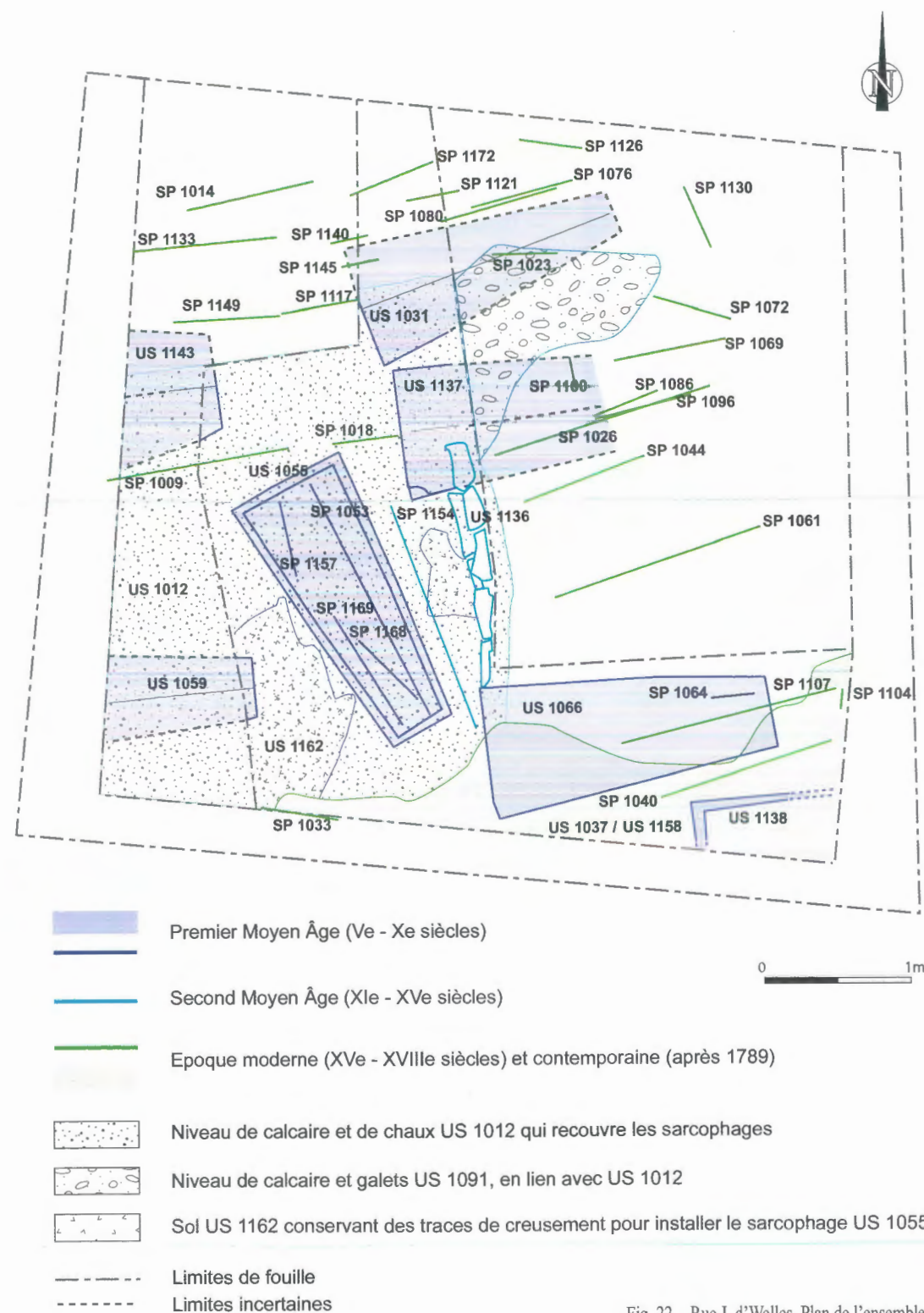


Fig. 22. - Rue J. d'Welles. Plan de l'ensemble des vestiges mis au jour : on observe l'US 1012 qui recouvre le remblaiement de la zone occupée par les sarcophages, et les sols plus récents US 1037 et US 1158 postérieurs à l'abandon du cimetière au XIXe siècle (levé M.-P. Valleix-Wattiaux, infographie J. Masson, Bordeaux Métropole).

Des études plus récentes apportent davantage d'éléments de discussion sur la céramique de la rue J. d'Welles. D'après les travaux de Rémi Carne et Alexis Corrochano, les dépôts de vases dans les sépultures mérovingiennes en sarcophage sont rares pour la région et jusqu'au Languedoc³⁹. Par exemple sur le site de Saint-Laurent-des-Hommes en Dordogne, une seule céramique a été mise au jour au sommet de la fosse d'une sépulture, sur les 200 tombes découvertes (Inrap, 2010). En revanche, pour des régions plus septentrionales et pour le nord-est français ou l'Allemagne, les pratiques diffèrent totalement en termes d'offrandes funéraires et notamment de céramiques, par exemple sur le site d'Oberflacht en Allemagne avec de nombreuses graines de fruits, interprétées comme des offrandes alimentaires. De même sur la fouille programmée à Saint-Dizier en Haute-Marne et sur la nécropole mérovingienne d'Eckwersheim en Alsace, datée de la fin du VIe siècle ou du début du VIIe, où une ou deux céramiques par tombe ont été retrouvées dans 20 sépultures sur les 36 mises au jour (fouilles Inrap). Les sarcophages sont rares, voire très rares, pour les régions septentrionales et les quelques sarcophages alsaciens mérovingiens n'ont livré aucun mobilier.

Pour le Moyen Âge plus tardif (IXe - XIIe siècles), étudié par R. Carne et A. Corrochano, plusieurs critères correspondent au dépôt de la rue J. d'Welles⁴⁰ : ce sont des dépôts uniques, quasiment la moitié sont faits près de la tête du défunt, les céramiques sont issues de l'équipement domestique, souvent avec des traces d'usure, et les vases à liquide semblent privilégiés. Mais, pour la plupart des exemples étudiés, la nature du contenu de ces céramiques demeure inconnue, alors que les prélèvements réalisés dans le contenu de la bouteille de la rue J. d'Welles ont été soumis à des analyses (pollens, matière organique) et ont livré des résultats très prometteurs. Ils sont encore en cours de vérification au moment où nous écrivons cette notice.

Déplacement de l'espace funéraire

Cet ensemble funéraire, matérialisé par les 7 sarcophages et la sépulture en coffrage en pierre, a été remblayé par un apport de terres (US 1112) contenant de la céramique tardo-antique, apport ayant été soumis au feu (US 1111 et US 1159) et recouvert d'une épaisse couche de calcaire et de chaux (US 1012). La partie supérieure de ce niveau épais de 10 à 15 cm contenait de nombreux charbons de bois datés des XIe-XIIe siècles par radiocarbone. Lors de la fouille on a pris soin de s'assurer qu'il n'y avait pas de signes de tassement ou de circulation sur l'US 1112 et que remblai, chauffe et sol appartenaient bien à une même action scellant le niveau contenant les sarcophages.

Ce sol US 1012, qui scelle cet espace voué aux inhumations, montre la gestion de l'espace au cours des XIe-XIIe siècles et le changement d'affectation de la zone. Ces observations pourraient être mises en relation avec un déplacement ou un rétrécissement de la zone funéraire, notamment au vu des indices observés de densité de l'occupation. La zone, ici limitée à l'emprise étudiée, change de fonction et n'est plus vouée à accueillir des sépultures. Cette action peut aussi être liée à une nécessité d'activité autre, notamment les travaux en cours sur l'église abbatiale. En effet, l'église Sainte-Croix conserve encore aujourd'hui de nombreux éléments associés au chantier de construction dont elle fait l'objet dès le XIe siècle, et cette zone caractérisée par une activité de chauffe riche en chaux pourrait évoquer les étapes de préparation liées à la confection du mortier.

Les sépultures modernes et contemporaines

Conservé à moins de 0,50 m sous la voirie, un second niveau d'occupation funéraire a été observé lors de la fouille (fig. 20). Un total de 28 tombes illustre les phases moderne et contemporaine de l'occupation funéraire en cet endroit de l'actuel parvis, dont la moitié conservait en partie le bois du cercueil cloué. Deux niveaux distincts d'encaissant ont été mis en évidence, probablement à mettre en relation avec le déplacement du cimetière mentionné dans les textes en 1785, puis sa réinstallation quelques années plus tard, signalée par la bénédiction d'un nouvel espace voué aux inhumations⁴¹. Ces niveaux d'inhumations modernes et contemporaines reposaient directement sur le niveau de calcaire et de chaux (US 1012) scellant la zone des sarcophages mérovingiens. Cette netteté et cette proximité dans les unités stratigraphiques laisse supposer des phases de remaniement et de purge du cimetière (fig. 21).

Les inhumations ont cessé au début du XIXe siècle, comme en témoignent de nombreux documents iconographiques illustrant le parvis de l'église Sainte-Croix aménagé en place. Des creusements réalisés dans cette zone, visibles dans l'angle sud-est de l'emprise, ont percé ces niveaux d'inhumations, ainsi que le sol blanc (US 1012) en endommageant fortement un des sarcophages observés (US 1066). Son couvercle a été en grande partie détruit et la cuve remplie de pierres issues du couvercle mais également d'autres provenances. Les derniers niveaux observés lors de la fouille sont des niveaux de sol ou de circulation illustrant le parvis de l'église et recouvrant

39 Bocquet-Liénard et al. (dir.) 2017.

40 Bocquet-Liénard et al. (dir.) 2017.

41 A.D.Gir., G 578 et H 1197.

ces niveaux de démolition partielle (fig. 22). Ces niveaux de la période contemporaine renvoient aux aménagements de la place connus par les documents iconographiques évoqués en début de notice.

Conclusion

Malgré une faible emprise, la fouille archéologique menée rue J. d'Welles a donné à observer plus de dix siècles d'une activité sur un site lié, au moins à partir du XI^e siècle, à un des établissements monastiques les plus emblématiques de la ville de Bordeaux. Aucun vestige archéologique en place n'avait été mis au jour pour confirmer une pratique funéraire dans cette zone pour le haut Moyen Age. Même si ce n'est pas un indice de la fondation de l'abbaye qui est révélé, l'existence d'un espace funéraire dense pour la période mérovingienne est manifeste, sur le site même où la communauté religieuse a choisi de s'installer.

Mérignac, ZAC Centre-ville îlot 2, 25 place Charles de Gaulle. Diagnostic d'archéologie préventive ⁴²

Dans le cadre du réaménagement de la ZAC centre-ville de Mérignac, une opération de diagnostic d'archéologie préventive a été prescrite sur le dernier îlot concerné par les travaux. Les trois îlots précédents ayant déjà fait l'objet de diagnostics et deux de fouilles, il était nécessaire de vérifier la présence de vestiges potentiels non loin d'une présence antique bien attestée, mais également de l'église romane Saint-Vincent et de son cimetière médiéval et moderne.

Les sondages ont été effectués du 25 janvier au 4 février 2016 sur une emprise effective de 4065 m². Huit tranchées ont ainsi été réparties sur l'îlot afin de diagnostiquer une surface totale de 400 m². Le substrat a été atteint dans tous les sondages, dont la profondeur n'a pas excédé 1,30 m. Deux sondages profonds de -1,80 m et -2,60 m ont tout de même permis de préciser le contexte géologique.

La fenêtre ouverte sur 30 m² témoigne de la conservation d'un espace funéraire mérovingien sûrement plus étendu, conservé à quelques dizaines de centimètres de profondeur sous le parvis actuel de Sainte-Croix. Cette intervention rappelle ainsi que les vestiges, aussi anciens soient-ils, ne sont pas toujours aussi profondément enfouis qu'on pourrait le croire.

Les résultats complètent ceux de la fouille menée en 2014 par l'opérateur Hadès au chevet de l'église, mettant au jour un ensemble d'inhumations datées de la deuxième moitié du Moyen Age. En effet les éléments observés en 2016 signalent un changement d'affectation de la zone ouest qui n'est plus vouée aux inhumations, ce qui concorde avec la datation des tombes étudiées en 2014 au pied du chevet de l'abbatiale, et évoquerait alors un déplacement de l'espace funéraire de l'ouest vers l'est. Les résultats de 2016 révèlent un retour à la fonction funéraire sur le parvis de l'église à l'ouest dès l'époque moderne. Ainsi ce sont plusieurs indices propres à la gestion de l'espace funéraire qui sont désormais exploitables pour le site de Sainte-Croix.

Bien que très restreint, le mobilier céramique récolté indique que l'occupation anthropique de cet îlot ne remonte pas au-delà du XII^e siècle. Aucun vestige antique, mobilier ou immobilier, n'a été observé au cours des investigations.

Les parties ouest et nord de l'îlot n'ont livré que peu d'indices d'occupation antérieure. Il s'agit principalement de fosses ou de fossés, qui pourraient néanmoins remonter à la période médiévale et/ou moderne.

En revanche, le fait le plus marquant est la découverte d'un cimetière observé dans trois tranchées réalisées dans l'angle sud-est de l'emprise. Son utilisation pourrait remonter au XII^e siècle ou au début du XIII^e, bien qu'une occupation durant la période moderne ne soit pas exclue.

⁴² Notice rédigée par la responsable d'opération, Céline Michel Gazeau.

Bordeaux, place Pressensé. Fouille préventive ⁴³

Un projet de réaménagement de la place Francis de Pressensé à Bordeaux prévoyait, sur une surface de 2500 m², l'installation de plusieurs arbres et la transformation en zone piétonne d'une grande partie de la place, actuellement traversée par plusieurs voies de circulation.

La place Pressensé, anciennement Henri IV, est située au sud-est de l'église Sainte-Eulalie. La place est traversée d'est en ouest par l'enceinte de la ville. Cette section est estimée du début du XIV^e siècle, peu après 1303. Plusieurs plans anciens, la plupart du XVIII^e siècle, permettent d'établir le plan de cette fortification ⁴⁴. Les différentes découvertes effectuées dans les îlots alentour montrent en outre que la zone correspond à un quartier suburbain de *Burdigala* occupé dès le début de notre ère. Les fouilles effectuées en 1998 aux n^{os} 38 à 44 de la rue de Cursol ⁴⁵ montrent une évolution du quartier à travers quatre phases d'occupation identifiées entre l'extrême fin du I^{er} siècle

avant J.-C. et le haut Moyen Age. En 2011, un diagnostic mené par l'INRAP rue Paul-Louis Lande ⁴⁶ confirme la diachronie de l'occupation qui se prolonge jusqu'au Bas Moyen Age ⁴⁷.

Les sondages effectués à proximité de l'enceinte n'ont livré que très peu de vestiges. Un seul sondage a permis d'observer un reliquat de voie de circulation et les fondations d'une ancienne habitation, à placer dans les phases d'occupation moderne et contemporaine, dans la partie intérieure de la ville

⁴³ Notice rédigée par la responsable de cette opération, Juliette Masson.

⁴⁴ Jean-Courret (dir.) 2009 : volume III, pl. 5.

⁴⁵ Migeon 1998.

⁴⁶ Elizagoyen 2012.

⁴⁷ Michel 2015.



Fig. 23. - Photographie zénithale des structures observées dans le sondage 2 (cl. J. Masson, Bordeaux Métropole).



Fig. 24. - Situation des sondages sur un extrait des cartes de l'Atlas historique de Bordeaux édité en 2009 (carte de E. Jean-Courret ; levé M.-P. Valleix Wattiaux, infographie J. Masson, Bordeaux Métropole).

anciennement entourée par l'enceinte (fig. 23). Toutefois ces vestiges pourraient avoir conservé le négatif d'une structure plus ancienne car leur interruption nette est occupée par un niveau, limoneux et très foncé, riche en mobilier antique. Cet élément est intéressant à souligner car c'est à cet endroit que le tracé connu de l'enceinte marque un contournement encore

incompris (fig. 24). Enfin, à l'extérieur du tracé présumé de l'enceinte, les sondages effectués n'ont permis d'observer que de vastes fosses remplies de divers remblais modernes et contemporains, vraisemblablement liées aux remaniements de l'habitat. Aucun des sondages réalisés n'a permis d'observer l'enceinte du XIV^e siècle.

Mérignac, 345 avenue Aristide Briand « Le Pontic ». Diagnostic d'archéologie préventive ⁴⁸

Cadre de l'intervention

Un diagnostic archéologique a été réalisé au 345 avenue Aristide Briand à Mérignac suite à un dépôt de permis de construire sur la parcelle d'un particulier située dans la zone de présomption de prescription archéologique de « Veyrines ». L'objectif de l'opération était de reconnaître la présence de vestiges archéologiques afin de mieux documenter la zone de sensibilité archéologique.

Les quelques vestiges archéologiques mis au jour à l'occasion de ce diagnostic sont principalement associés à une occupation médiévale. Deux fosses de nature indéterminée datant de périodes plus récentes ont également été découvertes.

⁴⁸ Notice rédigée par le responsable de cette opération, Jérémy Bonnenfant.

Fig. 25. - Mérignac, 345 avenue Aristide Briand. Vue de l'enclos fossoyé (cl. M. Marteau, Bordeaux Métropole).



Les vestiges datant de la période médiévale

Trois trous de poteaux dont deux ayant livré des céramiques datables de la période médiévale et pour l'un d'entre eux d'une période comprise entre le XII^e et le XIII^e siècle ont été localisés. Ils étaient compris à l'intérieur d'un enclos fossoyé *a priori* quadrangulaire attribué à la période médiévale (fig. 25). La présence des trous de poteaux à l'intérieur de l'enclos suggérerait peut-être, que l'enclos était actif au moment de l'implantation de l'aménagement lié aux trous de poteaux. Cette hypothèse permettrait de rattacher chronologiquement, si

ce n'est complètement, au moins une phase du fonctionnement de l'enclos aux XII^e-XIII^e siècles, ce qui n'est pas incohérent avec la typologie du mobilier céramique qui y a été découvert. Au regard du positionnement de l'enclos et de l'emplacement des vestiges datant des XII^e-XIII^e siècles observés sur l'opération de diagnostic situé au lieu-dit « Au Pas de l'Âne » situé à 80 m à l'ouest, il serait possible que cette occupation se densifie au sud-ouest du terrain diagnostiqué. Aucun élément mis au jour au cours de l'opération ne permet d'interpréter la nature de cette occupation.

Mérignac, 361 avenue Aristide Briand « Au Pas de l'Âne ». Diagnostic d'archéologie préventive ⁴⁹

Cadre de l'intervention

Un diagnostic archéologique a été réalisé au 361 avenue Aristide Briand à Mérignac à la suite du dépôt d'un permis de construire sur la parcelle, située dans la zone de présomp-

tion de prescription archéologique de « Veyrines ». L'objectif de l'opération était de reconnaître la présence de vestiges archéologiques afin de mieux documenter la zone de sensibilité

⁴⁹ Notice rédigée par le responsable de cette opération, Jérémy Bonnenfant.

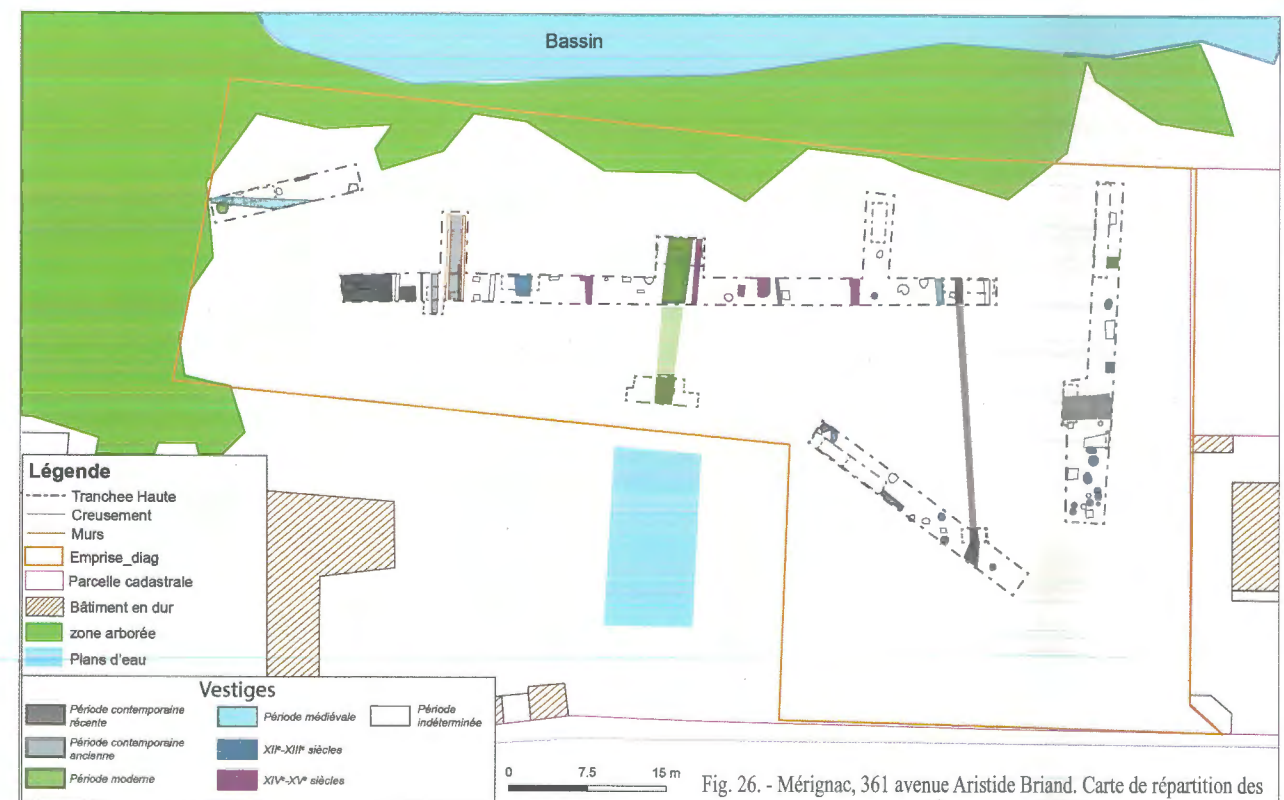


Fig. 26. - Mérignac, 361 avenue Aristide Briand. Carte de répartition des vestiges mis au jour Au Pas de l'Âne avec leurs attributions chronologiques (levé : M.-P. Vallex-Wattiaux, DAO J. Bonnenfant Bordeaux Métropole).

archéologique. L'intervention a permis de mettre au jour des vestiges s'échelonnant entre le XIIe siècle et l'époque contemporaine (fig. 26).

Une occupation médiévale datée du XIIe et du début du XIIIe siècle

Les structures datées de cette période se divisent en deux ensembles fonctionnels correspondant également à une répartition topographique différente. On retrouve à l'extrémité sud-est du terrain sondé quelques trous de poteaux et, au nord de ces derniers, des fosses à fonction indéterminée (fig. 27). Ces structures ont livré un assemblage de céramiques caractéristique d'une occupation domestique, mais on note l'absence de restes fauniques. Les tessons étaient particulièrement en bon état de conservation ce qui indiquerait que leur enfouissement a été effectué en position primaire et ce qui, par extension, témoignerait de la présence toute proche d'un habitat (fig. 28). Il pourrait se développer plus à l'est et/ou au sud-est du terrain diagnostiqué.



Des vestiges datés des XIVe-XVe siècles

Ceux-ci n'ont été observés qu'au centre de la zone diagnostiquée. Ils sont caractérisés par quelques fosses quadrangulaires, mais surtout par la présence de tout un système de fossés orientés selon un axe sud-nord. Ces derniers n'auraient pas nécessairement été réalisés simultanément. Plusieurs d'entre eux sont restés ouverts un certain temps et les tessons de céramiques qu'ils ont livrés étaient érodés. Ces structures pourraient correspondre à des fossés de drainage pour assainir les terres situées au sud du ruisseau des Ontines. Les tessons de céramique qui en ont été extraits relèvent plus de la fréquentation des lieux que d'une réelle occupation comme c'était le cas pour la période précédente. Ces vestiges seraient à associer à une exploitation agricole.

Fig. 27. - Mérignac, 361 avenue Aristide Briand. Vue générale de structures médiévales situées à l'extrémité sud-est de la tranchée 1 (cl. J. Bonnenfant, Bordeaux Métropole).

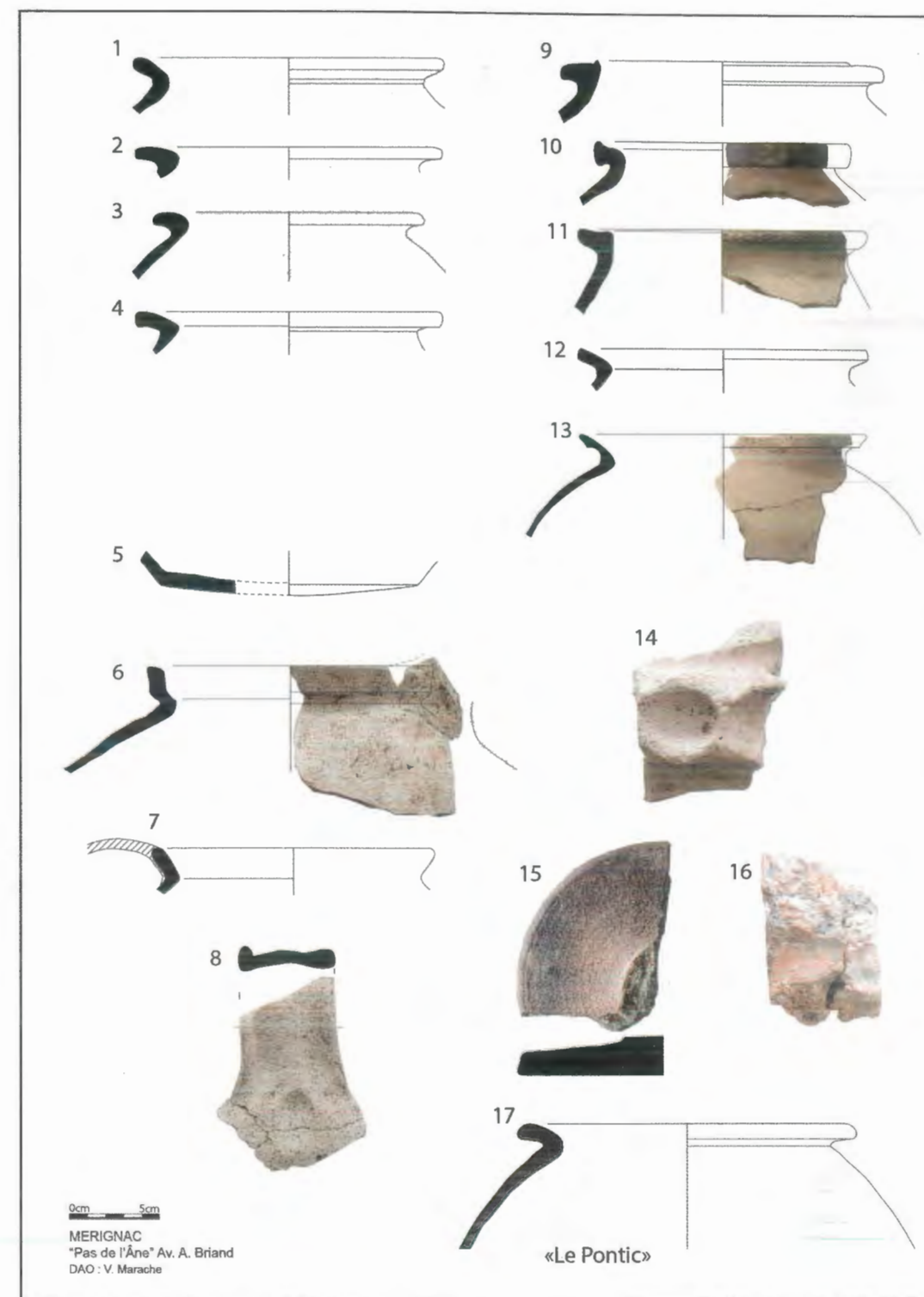


Fig. 28. - Mérignac, 361 avenue Aristide Briand. Planche des principales formes de céramiques découvertes datant des XIIe-XIIIe siècles (DAO V. Marache).



Fig. 29. - Mégnac, 361 avenue Aristide Briand. Localisation des découvertes d'époque médiévale dans le contexte archéologique local (points bleus, DAO J. Bonnenfant Bordeaux Métropole).

Une occupation d'époque moderne

Elle n'est assurée que par la présence d'un large fossé orienté sud-nord visible au milieu de la zone accessible pour le diagnostic. Celui-ci semble avoir subi une série de curages et peut-être même d'extensions sur une période relativement courte. Le mobilier céramique mis au jour dans la structure provenait essentiellement de ses comblements supérieurs. Il est datable de la fin du XVI^e siècle et du début du XVII^e. Le bon état de conservation des tessons est remarquable et d'autant plus étonnant que le fossé semble isolé. Ce fossé aurait pu, là encore, servir à assainir les terres situées le long du ruisseau.

L'occupation d'époque contemporaine

Les traces d'un large fossé d'orientation ouest-est ont pu être rattachées à un chemin destiné à circuler dans un jardin visible sur les photographies aériennes du deuxième quart du XX^e siècle. Un ancien collecteur d'eau bâti en pierres d'orientation sud-nord a été découvert à l'ouest du terrain et semble avoir fonctionné de la seconde moitié du XIX^e siècle au second quart du XX^e.

Le terrain est alors largement remanié comme en témoignent les anciennes photographies aériennes. D'importants apports de terre ont été observés sur le terrain, ainsi que des fosses de plantations d'arbres et même les vestiges d'un ancien terrain de tennis...

Les principaux résultats du diagnostic au regard des découvertes archéologiques locales

Au vu des résultats de ce diagnostic, il nous a paru utile de présenter un bilan des différentes occupations médiévales et modernes. Ce bilan s'appuie sur les découvertes archéologiques effectuées dans et à proximité de la zone de présomption de prescription archéologique de « Veyrines » (fig. 29) : la tour de Veyrines ; les diagnostics des phases 1, 2 et 3 de la voie de desserte ouest (VDO) de Mégnac, actuelle avenue François Mitterrand⁵⁰ et la fouille de 2002 qui en découlait⁵¹ ; les diagnostics effectués aux 305⁵², 345 « le Pontic » et 361 « Au Pas de l'Ane » de l'avenue Aristide Briand ; enfin les diagnostics de 2011 au 2 allée de Kaolack⁵³ et au 16 avenue de l'Europe⁵⁴ qui se sont révélés tous deux négatifs.

Les plus anciennes structures médiévales découvertes dans le secteur sont datées du XII^e et du début du XIII^e siècle. Elles ont été mises au jour sur les opérations du Pas de l'Ane et du Pontic, deux diagnostics effectués en 2016, distants l'un de l'autre de 80 m. Des trous de poteaux, des fosses et un enclos fossoyé y ont été observés. Au Pas de l'Ane, les vestiges décou-

verts seraient sur les franges d'une zone d'habitat. Les vestiges se concentrent au sud-est du Pas de l'Ane et au sud-ouest du site du Pontic. Cette répartition remarquable pourrait témoigner des limites extensives de l'occupation de cette période. Le cœur de cette dernière pourrait être situé entre les deux chantiers.

La fouille du 305 avenue Aristide Briand a livré du matériel médiéval dans deux trous de poteaux et en position secondaire dans des structures postérieures. Quelques éléments découverts tendraient à préciser la datation de cette phase d'occupation aux XIII^e-XIV^e siècles. Le mobilier découvert associé à ces quelques structures permettrait de caractériser la nature de celles-ci comme étant les vestiges laissés par une unité rurale.

Toujours dans le secteur, la transition entre le XIV^e siècle et le XV^e est visible dans une série de structures observées au Pas de l'Ane. Ces vestiges peuvent être mis en parallèle avec des découvertes faites sur le site 2 de l'opération de fouille de la VDO qui est situé à environ 475 m au sud-ouest du Pas de l'Ane. En effet, le secteur 1 (ouest) de la fouille est daté de la fin du XIV^e siècle et du début du XV^e, le secteur 2 (médian) serait d'une période comprise entre la fin du XV^e siècle et la fin du XVI^e, tandis que le secteur 3 (est) présentait des éléments des deux périodes. Le secteur 1 a livré les vestiges de deux bâtis en terre argileuse qui s'apparenteraient à des édifices à vocation agro-pastorale, tandis que le secteur 2 a livré des vestiges de fosses d'extraction d'argile. Les conclusions de l'étude de la fouille envisageaient que les fosses d'extraction aient servi à la construction des parois des bâtiments et par conséquent, que ces derniers dataient de la période de fonctionnement des fosses (XV^e-XVI^e siècles).

Il est intéressant de constater que le comblement de l'une des structures datant des XIV^e-XV^e siècles au Pas de l'Ane n'est pas sans rappeler l'argile employée pour les constructions des bâtiments découverts sur la VDO. Ceci pousserait peut-être l'utilisation de ce matériau à une période plus haute que ce qui a été défini lors de l'opération de la VDO. Le parallèle entre les deux sites se retrouve également dans le mobilier céramique⁵⁵. Le répertoire céramique datant de la période médiévale est exactement le même, avec une prédominance de pots et de marmites de Lamérac (Charente). L'occupation du secteur lors de la transition des XIV^e-XV^e siècles prend ainsi davantage d'ampleur.

Des vestiges attribuables à la période moderne ont été rencontrés sur les trois diagnostics de l'avenue Aristide Briand ainsi que sur le site 2 de la fouille de la VDO. À l'exception du Pontic, les trois autres sites ont livré un même type de structure. Il s'agit de larges fossés (entre 110 et 250 cm) possédant une orientation relativement identique : sud/nord, pour les opérations de l'avenue Aristide Briand, et sud-sud-ouest/nord-nord-est pour la fouille de la VDO. On remarque également au Pas de l'Ane et sur la fouille de la VDO que les fossés ont été scellés par d'importantes quantités de céramiques. Ce mobilier est attribué aux XVI^e et XVII^e siècles au 305 avenue Aristide Briand et de façon plus précise à la transition de ces siècles au Pas de l'Ane, tandis que sur l'opération de la VDO, il a été attribué à une période comprise entre la fin du XV^e siècle et la fin du XVI^e siècle. Les similitudes entre le mobilier céramique recueilli au Pas de l'Ane et sur la fouille de la VDO dans ces fossés sont remarquables. Il serait intéressant de confronter les arguments des différences d'attributions chronologiques proposées dans ces deux cas.

Ces fossés sont interprétés comme de probables délimitations parcellaires au 305 avenue Aristide Briand et l'hypothèse d'une fonction drainante est proposée pour cette même opération et sur celle du Pas de l'Ane. Ces fossés témoignent de la mise en valeur d'un territoire rural - parcellisation et drainage des sols - sans doute à des fins agro-pastorales.

Sur la base des quelques opérations archéologiques effectuées dans le secteur, le bilan présenté ici livre une vision de l'ancienne occupation du secteur, assez clairesse à la période médiévale, se densifiant progressivement au cours du temps. Les principales découvertes ont été effectuées à proximité de la tour de Veyrines ainsi qu'aux alentours du lieu-dit « Au Pas de l'Ane ». Les premières traces d'occupations significatives du secteur ne remontent pas au-delà du XII^e siècle ou du début du XIII^e, antérieures donc à la construction de la tour de Veyrines. L'exploitation des terres situées directement au sud du ruisseau des Ontines semble donc relever d'une initiative purement médiévale. Le maillage relativement lâche de l'occupation qui commence à se dessiner dans ce secteur, révèle sans doute les difficultés rencontrées pour occuper et exploiter ces terres. Les nombreux systèmes d'assainissement découverts reflètent parfaitement ces difficultés, qui subsistent dans toutes les occupations postérieures, jusqu'au collecteur d'eau maçonné, en activité au début du XX^e siècle découvert au Pas de l'Ane.

⁵⁰ Wozny 2001, Sireix 2001 et Gineste 2004.

⁵¹ Wozny 2002.

⁵² Béhague 2015.

⁵³ Ballarin 2011.

⁵⁴ Calmettes 2011.

⁵⁵ Etude réalisée par Valérie Marache, céramologue au Centre archéologie préventive de Bordeaux Métropole.



Fig. 30. - Bordeaux, place André Meunier.
Plan de localisation des tranchées (DAO D. Hourcade
et M.-P. Vallex-Wattiaux, Bordeaux Métropole).

Bordeaux, place André Meunier. Fouille préventive ⁵⁶

Le Centre archéologie préventive de Bordeaux Métropole est intervenu sur la place André Meunier à Bordeaux pour y pratiquer des fouilles, prescrites à la suite des résultats du diagnostic réalisé en novembre 2015 ⁵⁷, sur l'emprise des réseaux nécessaires au réaménagement du parc. L'opération s'est déroulée du 18 juillet au 5 août 2016. Quatorze tranchées (TR26 à TR40) ⁵⁸ ont été ouvertes sur l'ensemble de la place (fig. 30). Elles couvrent une superficie totale d'environ 600 m².

Ces tranchées ont permis de mettre au jour de nombreux vestiges qui retracent l'histoire, déjà bien connue ⁵⁹, de la place et de ce quartier de Bordeaux depuis le Moyen Âge : éléments de défense de la porte Sainte-Croix aux XIV^e et XV^e siècles ; muraille et « boulevard Sainte-Croix » construits au XVI^e ; éléments du fort Louis érigé à la fin du XVII^e ; bâtiments appartenant aux abattoirs municipaux construits au début du XIX^e ; aménagements datant de la seconde guerre mondiale.

Les défenses de la porte Sainte-Croix au début du XIV^e siècle

Des informations ont été recueillies sur les niveaux géologiques du sous-sol de la place. Dans les tranchées TR30, TR31, TR32 et TR39, ouvertes à l'ouest de la place, le substrat est apparu, arasé, à une altitude comprise entre 6,50 et 6,90 m NGF. Sa présence à une altitude aussi haute est relativement surprenante. En effet, d'après les hypothèses formulées jusqu'ici ⁶⁰, on considèrerait que le bastion Saint-Ignace du fort Louis avait été construit sur une zone gagnée sur les fossés primitifs de la ville. Le sous-sol de cette partie de la place aurait donc dû être

composé de niveaux remaniés et d'origine anthropique. Or, il n'en est rien. À l'origine, cette zone se situait donc intra-muros ou du moins à l'intérieur de l'espace délimité par les fossés - c'est-à-dire berme ⁶¹ incluse.

Les fossés primitifs de la ville médiévale sont en fait à rechercher plus au sud et surtout plus à l'est. En effet, un des résultats majeurs de la campagne de fouilles de l'été 2016 a été de permettre d'identifier et de délimiter le tracé d'une partie des fossés du XIV^e siècle au centre et au nord-est de la place. Ils ont été repérés dans les tranchées TR39 S2 et S3, TR34 S1, TR38 S1, TR40 et TR33. Au centre de la place, un fossé - repéré dans les tranchées TR39 S2 et S3, TR34 S1 et TR38 S2 - devait à l'origine mesurer 22 m de largeur E/O et plus de 2,50 m de profondeur. Son fond a été atteint à une altitude de 4,07 m NGF.

La découverte de ces fossés du XIV^e siècle permet également de mieux restituer le tracé de l'enceinte primitive. Au nord de la place, la première courtine est sans doute à rechercher au nord de la tranchée TR40 et TR38. À l'ouest, la muraille médiévale serait à restituer 10 à 15 m à l'arrière du mur sud du fort Louis, c'est-à-dire immédiatement au nord des tranchées TR31 et TR39 S1. Le creusement repéré au nord du sondage TR31 pourrait peut-être correspondre à la tranchée d'épierrement de cette enceinte médiévale.

Le réaménagement des défenses dans la seconde moitié du XIV^e ou au début du XV^e siècle

L'identification et la datation par V. Marache ⁶² des tessons de céramique mis au jour dans les remblais des fossés indique que c'est après le milieu du XIV^e siècle que la zone est profondément perturbée et réaménagée. Cette datation confirme donc archéologiquement celle avancée par P. Régado ⁶³.



Fig. 31. - Bordeaux, place André Meunier.
Parement extérieur du boulevard Sainte-Croix dans la tranchée TR27
(cl. V. Gallais, Bordeaux Métropole).

⁵⁶ Notice rédigée par le responsable de cette opération, D. Hourcade

⁵⁷ Hourcade 2017.

⁵⁸ La tranchée TR35, bien qu'initialement prévue, n'a pas été ouverte car nous avions la certitude qu'elle ne pouvait porter atteinte à aucun vestige archéologique.

⁵⁹ Régado 1998 ; Régado 2009c ; Régado 2009d ; Régado 2009e.

⁶⁰ Régado 1998, p. 134-136 ; Régado 2009a, p. 90.

⁶¹ En architecture militaire, la berme est l'espace situé entre l'escarpe du fossé et le pied du rempart.

⁶² Céramologie au Centre archéologie préventive de Bordeaux Métropole.

⁶³ Régado 1998 ; Régado 2009b ; Régado 2009c.

Les stratigraphies des tranchées TR39 S2, TR34 S1, TR38 S2, TR40 et TR33 sont très homogènes. Elles indiquent tout d'abord que les fossés sont entièrement comblés et que leur surface est nivelée jusqu'à une altitude d'au moins 6,85 m NGF (TR38 S2 et TR39 S2), voire 7 m NGF (TR40). Comme on l'avait déjà noté en 2015 dans la tranchée TR12⁶⁴, ces remblais, composés d'éléments de substrat remanié, sont en partie versés depuis le sommet des murs d'une nouvelle maçonnerie construite à l'intérieur même du fossé antérieur.

Il ne fait aucun doute que cette maçonnerie est la grande tour qui, au Moyen Âge, servait à protéger la porte Sainte-Croix. Connue par les archives sous le nom de « tor de Sancta-Crotz-deu-gran-Portau » ou « grant tor de Sancta-Cros qui es dintz

lo fossat »⁶⁵, elle correspond en fait à l'ensemble de l'édifice mentionné comme « tour du vieux portail » par Vauban⁶⁶ et « barbacane » dans l'historiographie récente⁶⁷. Au vu des

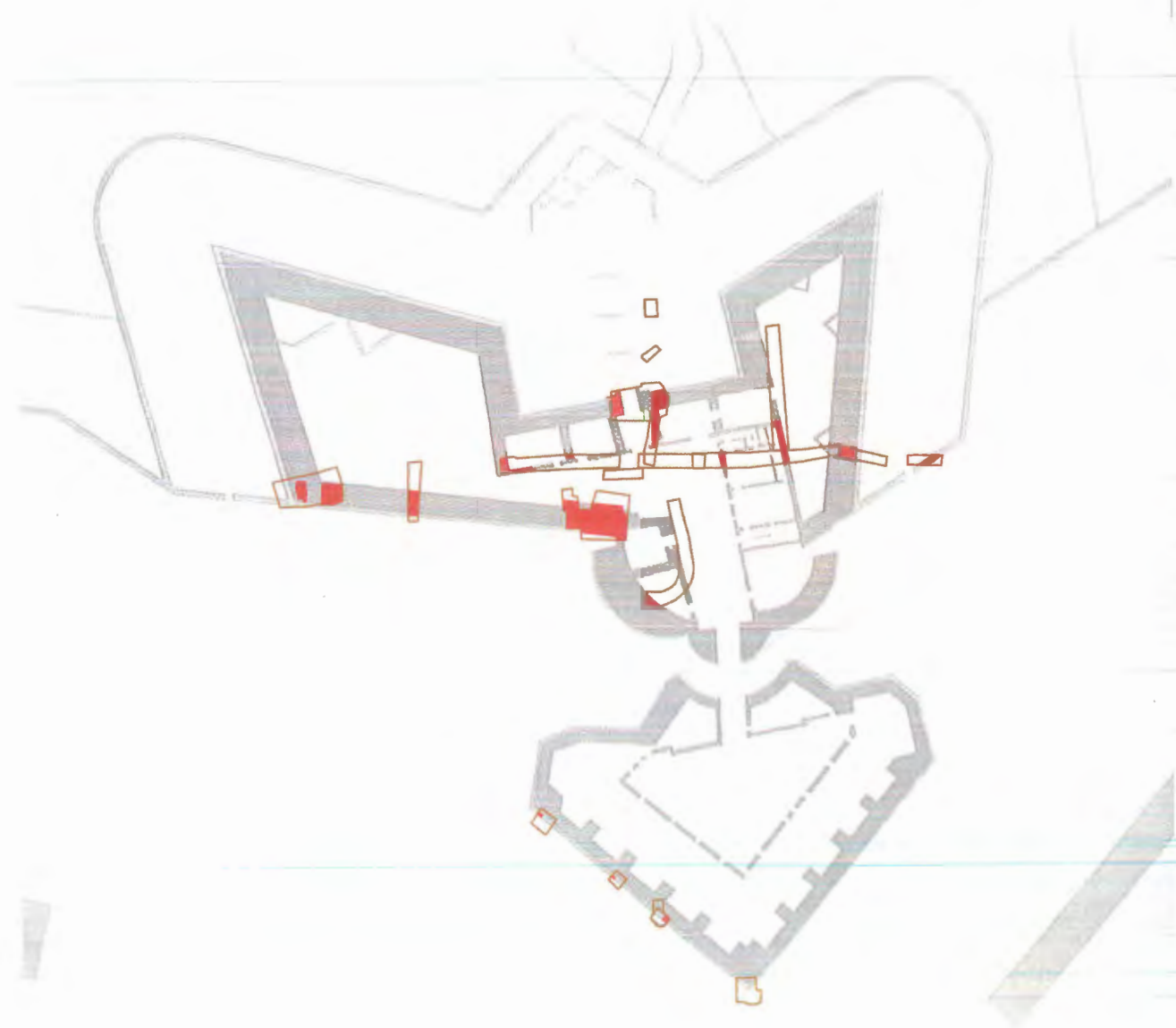
64 Hourcade 2017, p. 51-53.

65 Drouyn 1874, p. 107-108.

66 Vauban 1680, § 47, p. 244.

67 Régado 1998 ; Régado 2009a ; Régado 2009b ; Régado 2009c.

Fig. 32. - Bordeaux, place André Meunier.
Plan schématique des tranchées et des vestiges du fort Louis mis au jour en 2016
(DAO D. Hourcade, Bordeaux Métropole,
sur fond de plan établi par Durand en 1831, AMBx 155M2).



résultats des TR3 et TR12, en 2015⁶⁸ et TR38 S2, en 2016, cette tour construite dans les fossés à la fin du XIVe ou au début du XVe siècle serait un édifice à peu près circulaire d'environ 40 m de diamètre extérieur et d'environ 30 m de diamètre intérieur. Au sud, elle est flanquée d'une tour d'environ 13 m de diamètre extérieur.

L'intégration de cette nouvelle tour au tracé de l'enceinte est également mieux connue grâce aux fouilles de l'été 2016. Elle était vraisemblablement totalement en saillie vers l'extérieur.

En effet, la tranchée d'épierrement mise au jour au milieu du sondage TR40 indique qu'un mur de 2 à 3 m d'épaisseur passait à cet endroit jusqu'au XVIIe siècle. Erigé lui aussi dans les fossés primitifs de la ville médiévale, ce mur d'orientation SO/NE correspond vraisemblablement à une nouvelle courtine

construite lors de l'ajout de la « grant tor » contre laquelle elle venait s'adosser au nord-est. La cote de fond de tranchée de fondation – vers 4 m NGF –, la nature de l'encaissant, l'orientation et l'épaisseur de ce mur fantôme sont en effet comparables aux informations recueillies lors de la fouille de la courtine de la rue Peyronnet⁶⁹. À l'ouest, le mur arrière de la tour viendrait s'accoler au rempart préexistant sans que son tracé ait été profondément bouleversé.

Les ajouts et les transformations des défenses au XVIe siècle

Concernant les fortifications du XVIe siècle, les trois sondages TR27, TR28 et TR29 ouverts dans la partie sud de la place ont, comme attendu, permis de retrouver le parement

Fig. 33. - Bordeaux, place André Meunier.
Vestiges du mur nord du fort Louis (premier plan)
et de la machinerie hydraulique des abattoirs municipaux en TR38
(cl. D. Hourcade, Bordeaux Métropole).



68 Hourcade 2015 ; Hourcade 2017.

69 Belvata Balasy 2010.

extérieur du côté sud-ouest du boulevard Sainte-Croix et d'en restituer le tracé avec précision. Les vestiges sont arasés à une altitude comprise entre 6,40/6,45 m et 6,80 m NGF. Comme on le savait depuis les sondages de 1998 et le diagnostic de 2015⁷⁰, le parement est formé de blocs calcaires quadrangulaires de grand appareil, posés plein sur joint (fig. 31). Légèrement incliné, il présente un fruit d'environ 78°. Le blocage est composé d'une maçonnerie de moellons calcaires liés à un béton de chaux sableux blanc ou beige clair.

Parallèlement, l'étude des modes de construction des différents murs mis au jour lors de la fouille de l'été 2016 permet de confirmer l'hypothèse proposée par P. Régaldo au sujet du tracé de l'enceinte urbaine au XVI^e siècle lors de l'aménagement du boulevard Sainte-Croix⁷¹.

On est en effet surpris de noter que le mur sud-ouest du fort Louis présente des techniques de construction semblables à celle du boulevard Sainte-Croix⁷². Repéré dans les tranchées TR30, TR31 et TR32, c'est un mur de terrasse construit contre l'escarpe du fossé. Il mesure 4,75 m de large en TR31 et 5,45 m de large en TR32. Son blocage est composé de moellons calcaires liés à un béton de chaux sableux blanc alors que son parement extérieur, incliné d'environ 80°, est formé de blocs de calcaire fin de grand appareil posés plein sur joint. Il semble donc que les parties basses du mur sud-ouest du fort Louis appartiennent en fait à la muraille urbaine réaménagée au début du XVI^e siècle. Comme l'avait bien perçu P. Régaldo, le rempart urbain a donc bien été déplacé entre le XIV^e et le XVI^e siècle, mais il ne l'a été que de 10 à 15 m vers le sud - soit la largeur de la berme - et non d'une quarantaine de mètres.

La fouille de la tranchée TR32 a permis de mieux comprendre la jonction entre ce nouveau rempart et le côté occidental de la tour médiévale. L'angle des deux murs se situe 3 à 4 m plus à l'est du point de jonction attendu d'après les plans du XVIII^e siècle et le cadastre napoléonien. Cette anomalie s'explique par l'existence d'un renforcement dans la maçonnerie, rarement figuré sur les plans anciens. Il faut vraisemblablement restituer à cet endroit une poterne surélevée donnant accès au fond des fossés.

Les vestiges du fort Louis

Sans surprise, dans leur majorité les tranchées ouvertes dans la moitié nord de la place ont livré des informations sur la position et l'état de conservation des murs du fort Louis.

L'objectif principal de la fouille était d'ailleurs de mieux connaître l'altimétrie des vestiges modernes. Arasés au moment de la construction des abattoirs, ils sont généralement apparus à une altitude de 6,70/6,80 m NGF (TR30, TR31, TR32, TR39,

TR34), voire 6,90 à 7 m NGF (TR38, TR39 S1) ou, plus rarement, plus profondément vers 6,40/6,50 m NGF (TR32, TR33, TR34 et TR40).

Les fouilles de l'été 2016 ont permis de confirmer le plan général du fort. Aucune différence notable, hormis le renforcement repéré à l'angle formé par l'orillon et le mur sud (TR32), n'a pu être relevée avec les plans anciens. La position des maçonneries a pu être affinée avec une relative précision (fig. 32).

L'accès au fort est désormais mieux connu. Les tranchées TR36 et TR37 ont confirmé que le pont d'accès était construit en bois et qu'il avait été totalement démantelé lors du comblement des fossés à la fin du XVIII^e siècle. Il se terminait par un pont levis dont la culée arrière a été repérée dans le sondage TR38 S1. La découverte, à proximité, d'un décrochement dans les blocs du parement du rempart - interprété comme le soubassement d'un des pilastres d'encadrement ouest de la baie - permet de repositionner les fondations de la porte royale. Vers l'arrière, comme le confirment les plans anciens, la porte se prolongeait par un couloir dont le mur latéral oriental a été reconnu.

Le tracé et le mode de construction des remparts du fort Louis sont également mieux connus. Toutes les maçonneries extérieures du fort sont des murs simples aux parois verticales dont le blocage est composé de moellons calcaires et de galets - ponctuellement blocs de schiste et de granit - liés à un béton de chaux sableux (parfois maigre) de couleur orangée. Les parements extérieurs sont montés en blocs calcaires (à astéries ou fin) de moyen module. Le mur nord, associé à la porte royale, a été repéré dans la tranchée TR38 S1 (fig. 33). Adossé contre le parement nord de la courtine médiévale, il mesure 3,30 m de large. Le mur est a été mis au jour à l'extrémité orientale de la tranchée TR34 S1. Il mesure 3,70 m de large. Le mur de soutènement du fossé latéral est du fort est différent. Mis au jour à l'endroit attendu dans le sondage TR34 S2, il n'est large que de 0,65 à 0,80 m sur la portion dégagée, et donne l'impression d'être moins soigné que les autres. Son parement extérieur présente un fruit d'environ 75°.

Les aménagements intérieurs du fort ont également pu être repositionnés avec précision. La tranchée TR39 a permis de retrouver les vestiges des fondations des principaux éléments du bâtiment d'entrée : murs de l'écurie du commandant, mur de cloison avec le logis des soldats, extrémité du mur latéral du couloir arrière de la porte royale servant de cloison avec le

70 Régaldo 1998 ; Hourcade 2017.

71 Régaldo 1998, p. 134-135.

72 Hourcade 2017, p. 54-60 et 67-69.

logis des officiers. Les fondations des murs ouest, est et nord du logement du commandant ont également été mis au jour dans les tranchées TR34 S1 et TR40. Elles dessinent un bâtiment d'environ 11 m de largeur extérieure.

Les restes des abattoirs municipaux et l'histoire récente de la place

Comme lors des campagnes précédentes⁷³, plusieurs murs appartenant aux abattoirs municipaux construits vers 1830 ont été mis au jour en 2016. Il s'agit des fondations de murs d'échaudoirs et d'étables, celles du bâtiment d'accueil sud ou d'égouts et de collecteurs.

Le sol extérieur de la cour centrale et des allées principales des abattoirs a été repéré à une altitude d'environ 7,15/7,20 m en TR39 et TR38. Il est composé de gravillons et de galets ou, ponctuellement et peut-être dans un second temps, de pavés.

La découverte la plus intéressante reste toutefois celle d'une partie de la « machinerie hydraulique » des abattoirs mise au jour dans la tranchée TR38. Aménagé sur la porte royale du fort Louis, ce grand bâtiment rectangulaire est dans un état de conservation encore très bon (fig. 33). En sous-sol, la « machinerie » se compose d'une citerne, maçonnée en

pierre de taille et voûtée, aménagée à l'intérieur du blocage du rempart moderne. L'eau arrivait sous pression par des bouches aménagées dans les parois.

Le sol du rez-de-chaussée a gardé l'empreinte de nombreux équipements : puisard associé à un élément rotatif permettant d'actionner une grande meule à eau, regard et évacuation de trop-plein, évent ou conduite de descente des gouttières.

Enfin, une des autres nouveautés apportées par les fouilles de l'été 2016 concerne l'histoire récente et peu connue de la place. On sait que durant la seconde guerre mondiale la place André Meunier, à peine dégagée de ses abattoirs, a été le siège d'un poste antiaérien de l'armée allemande⁷⁴. Des vestiges de ces aménagements ont été mis au jour dans la tranchée TR31 et dans les tranchées TR38 S1, TR39 S1 et S2, TR34 S1 et TR40. Il s'agit respectivement d'une chambre circulaire en béton de 5 m de diamètre et d'au moins deux fossés parallèles, larges de 2 à 3 m et profonds de 0,80 m en moyenne, qui interdisaient l'accès à la place depuis le nord.

73 Hourcade 2015 et 2017.

74 Régaldo 1998, p. 79.

Bordeaux, 45 rue Leyteire/32 rue du Mirail. Diagnostic d'archéologie préventive⁷⁵

Un diagnostic archéologique a été prescrit avant la construction d'une résidence destinée aux étudiants de l'école de la magistrature au 45 rue Leyteire / 32 rue du Mirail. En effet, le projet se situe en limite sud de la zone d'extension présumée de la ville du Haut-Empire et différents vestiges de cette époque ont été recensés dans les îlots situés aux alentours. Un cimetière est d'ailleurs clairement attesté un peu plus au sud, au niveau de la rue Permentade. Concernant l'époque médiévale, l'emprise du projet impactait également une partie du prieuré Saint-Jacques, qui s'implante un peu plus au nord en 1119.

L'opération s'est déroulée du 31 mars au 22 avril 2016 sur des parcelles encore occupées par des hangars aux sols bétonnés et servant de garage de stationnement. Seule une mini-pelle a pu accéder aux espaces qui ne disposaient pas tous d'un éclairage direct. Sept tranchées ont été réparties dans les différentes parcelles, ce qui correspond à un peu plus de 8 % des 2647 m² concernés par le projet (fig. 34).

Les recherches ont été menées jusqu'à 9,54 m NGF, soit 3,70 m de profondeur, sans que les niveaux naturels aient été atteints. Très abondant, le mobilier céramique a révélé une amplitude chronologique comprise entre le milieu du XIV^e siècle et nos jours, répartie en neuf phases.

Un vaste dépotoir entre le XIV^e-XV^e et le milieu du XVIII^e siècle

Le mobilier céramique provient principalement de remblais dépotoirs très hétérogènes, atteints notamment dans le sondage profond réalisé dans la tranchée 4 entre 1 m et 3,50 m de profondeur (soit entre 9,50 et 12 m NGF). La céramique issue de la couche la plus profonde est caractéristique du milieu du

75 Notice rédigée par la responsable de cette opération, Céline Michel Gazeau

XIV^e siècle et du XV^e. L'épaisseur anormalement élevée de ces remblais n'a pas permis d'atteindre des niveaux antérieurs. Dans les niveaux sus-jacents, également denses en déchets domestiques, une progression chronologique est discernable jusqu'au milieu du XVIII^e siècle.

L'étendue de ces remblais laisse penser que l'emprise du diagnostic correspond à un cœur d'îlot dépressionnaire comblé au fil des siècles, à moins que l'on ne soit en présence de grandes fosses d'extraction. Rappelons toutefois qu'en contexte de diagnostic, toute interprétation demeure délicate, au vu de l'étroitesse des fenêtres ouvertes. Seule une fouille extensive permettrait de préciser le contexte de dépôt de ces couches sédimentaires.

Fig. 34. - Bordeaux, 45 rue Leyteire / 32 rue du Mirail. Localisation des tranchées de diagnostic de la rue Leyteire (DAO C. Michel Gazeau, Bordeaux Métropole, d'après Bordeaux Métropole SIG 2015, SAP 2015, cadastre ©DGFIP 2015).



Le cimetière du prieuré Saint-Jacques

L'un des faits les plus marquants de cette opération est la découverte de quatre sépultures parallèles les unes aux autres dans la tranchée la plus au nord (fig. 35). Orientées est-ouest avec la tête à l'ouest, les squelettes sont tous apparus sous la cote altimétrique de 9,83 m NGF. Les creusements des fosses n'ont pu être identifiés et aucun aménagement funéraire n'a été remarqué. La sépulture la plus au sud concerne un adulte inhumé dans un espace vide. Deux autres adultes ont été identifiés à proximité, tandis que la sépulture la plus au nord, qui comprend un sujet immature déposé sur un sujet adulte, pourrait s'avérer multiple. Un recoupement entre deux sépultures a également pu être constaté.



Fig. 35. - Bordeaux, 45 rue Leyteire / 32 rue du Mirail. Vue générale des sépultures découvertes dans la tranchée 7 (cl. C. Michel Gazeau, Bordeaux Métropole).

Aucun marqueur chronologique particulier n'a pu leur être associé, si ce n'est un tesson de céramique de la fin du Moyen Age (XIV^e - XV^e siècles). Mais les quelques tessons recueillis dans le niveau scellant les sépultures montrent qu'il s'agit vraisemblablement d'un remblai rapporté à l'époque moderne, après la fin d'utilisation du cimetière.

Situé immédiatement au sud de l'église Saint-Jacques établie en 1119, cet espace funéraire est localisé à l'intérieur même de l'enclos du prieuré, au niveau de son angle sud-est. Or, bien qu'un second cimetière soit soupçonné par S. Drapeau⁷⁶, aucun cimetière n'avait jamais été mentionné dans les jardins au sud de l'église. Seul celui situé autour de la chapelle de la Madeleine est attesté par un plan réalisé à la fin du XVIII^e siècle (fig. 37). Ce diagnostic archéologique a donc permis de révéler un second espace funéraire dans l'enclos du prieuré Saint-Jacques, utilisé au moins pendant la fin du Moyen Age ou durant l'époque moderne.

Des témoins de travaux d'embellissement et de réaménagement dans le quartier ?

Dans la plupart des tranchées effectuées, les couches dépotaires mises en évidence dans la partie centrale de l'emprise sont scellées par des niveaux d'occupation parfois associés à des fosses. Contrairement aux niveaux précédents, le mobilier céramique relatif à cette phase est peu abondant et n'a pas permis de déterminer une datation précise mais des céramiques du XVIII^e siècle ont été repérées dans certaines fosses.

Ces témoins d'une activité de construction dans le quartier peuvent être mis en relation avec la période de forte croissance économique et démographique que connaît Bordeaux durant le XVIII^e siècle et qui se traduit par le renouvellement et l'embellissement de la ville, notamment durant la seconde moitié de ce siècle. Avant cette période, les faubourgs du sud sont encore majoritairement occupés par des jardins et des vignes, bien que des établissements religieux, comme le collège de la Madeleine ou le couvent des Cordeliers, s'y installent. Ce n'est que dans la seconde moitié du XVIII^e siècle que les Franciscains doivent céder des terrains qui sont alors restructurés et récupérés par la ville. De nouvelles rues bordées d'habitations sont alors percées⁷⁷. Ces vestiges pourraient donc être liés à cette phase de restructuration du quartier, et, à une échelle plus vaste, au renouvellement de Bordeaux à la fin du XVIII^e siècle.



Fig. 36. - Bordeaux, 45 rue Leyteire / 32 rue du Mirail. Ensemble de fragments de moule à pain de sucre retrouvé dans la tranchée 1 (cl. V. Marache, Bordeaux Métropole).

⁷⁶ Drapeau 2015, p. 39.

⁷⁷ Lavaud 2009, vol. 3, p. 174-176.

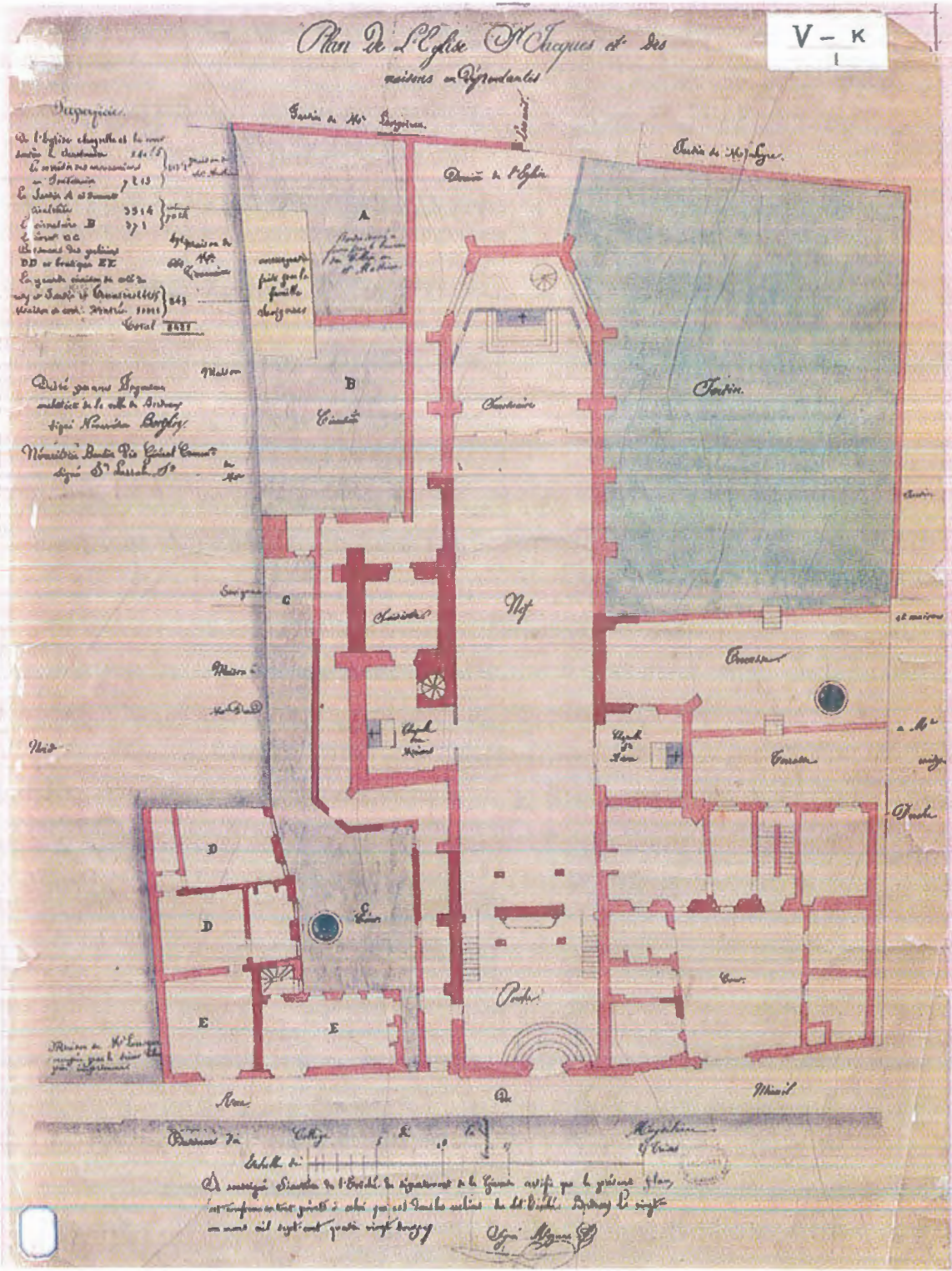


Fig. 37. - Bordeaux, 45 rue Leyteire / 32 rue du Mirail.
Plan de l'église Saint-Jacques et des maisons dépendantes, copie d'un plan de Bonfin, réalisé par le secrétaire de l'archevêque, Manzane, le 21 mars 179 (AMB, Fi 5 K1), cliché de E. Jean-Courret (Lavaud 2009, p. 185).

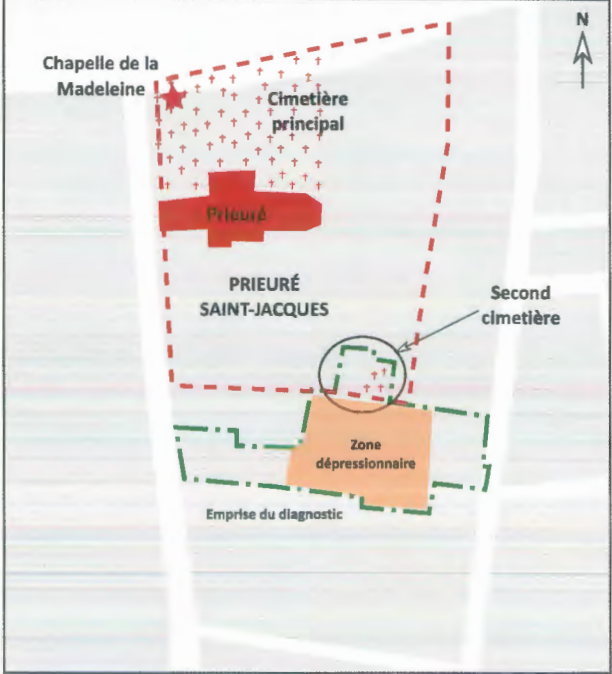


Fig. 38. - Bordeaux, 45 rue Leyteire / 32 rue du Mirail.
Localisation du diagnostic sur le plan historique de Bordeaux (DAO C. Michel Gazeau, Bordeaux Métropole, d'après Jean-Courret 2009, planche 3).

Des jardins au XIXe siècle avant une reprise de l'occupation

Un niveau limoneux assez épais et moins riche en déchets que les dépôts antérieurs, vient recouvrir les fosses de la période précédente. Sa présence semble montrer que les terrains ont été abandonnés durant toute la première moitié du XIXe siècle, voire jusqu'à la fin de ce siècle.

Une reprise de l'occupation est discernable après cette phase d'abandon. Elle se traduit par la présence de plusieurs niveaux de sol successifs, associés à différentes fosses dépotoirs. Il semble que nous soyons toujours dans des espaces extérieurs, mais leur destination évolue. Peut-être sont-ils transformés en cour ? Aucune structure bâtie n'a été repérée mais des hangars ou des granges sont déjà mentionnés sur le cadastre de 1822⁷⁸.

Des espaces qui évoluent au cours du XXe siècle

Des structures bâties sont ensuite construites dans la partie centrale de l'emprise. En témoignent des maçonneries arasées associées à plusieurs niveaux de sol graveleux et à un caniveau.

Ces structures sont ensuite détruites et récupérées, seules les fondations sont laissées en place. Le caniveau est également abandonné et remblayé.

Dans d'autres tranchées, cette phase se traduit principalement par une épaisse couche très hétérogène de destruction. La céramique indique que ces événements sont postérieurs au milieu du XIXe siècle. Des sources iconographiques, ainsi que la chronologie mise en évidence, laissent penser que cette destruction intervient plutôt au cours du XXe.

Ces remblais se caractérisent par la présence de céramiques servant au raffinage du sucre (fragments de moules à pain de sucre et de pots à mélasse), (fig. 36). Les signatures que portent certains fragments correspondent à des potiers de Sadirac ayant exercé dans la première moitié du XIXe siècle. Le nombre de ces fragments est assez conséquent pour indiquer qu'une raffinerie du sucre devait se trouver non loin de ces parcelles.

De nouveaux bâtiments succèdent à cette première phase de démolition. Puis, un dernier arasement des structures précède la construction des hangars actuels aux sols de béton.

Conclusion

Le diagnostic archéologique de la rue Leyteire/rue du Mirail a permis de mieux appréhender l'histoire de cet îlot, mais seulement à partir du XIVe siècle. En effet, les niveaux correspondants aux époques moderne et contemporaine étant très épais, les investigations n'ont pu être menées au-delà de cette période. L'étendue, l'épaisseur et l'hétérogénéité des remblais dépotoirs mis en évidence laissent penser que le secteur correspond à un cœur d'îlot dépressionnaire comblé au fil des siècles (fig. 38).

Néanmoins, cette opération a surtout permis la découverte, au nord de l'emprise, d'un cimetière médiéval et/ou moderne relatif au prieuré Saint-Jacques. Jusqu'à présent, seul un cimetière situé au nord de l'enclos était lié à cet hôpital. Bien que supposé par certains auteurs, aucun autre espace funéraire n'était connu. Ce diagnostic tend à prouver la présence d'un second cimetière dans les jardins localisés au sud de l'enclos.

La datation de cet espace demeure plus problématique. Un rattachement à la fin de l'époque médiévale ou au début de l'époque moderne peut être envisagé. Une étude anthropologique complémentaire associée à une datation par C14, ainsi qu'une fouille plus approfondie de la zone permettrait de mieux préciser cette chronologie.

78 A.BxM. 50G 1/4 - Section A. Hôtel de Ville. Planche n° 32. Feuille 1/1 [1822].

Bordeaux, ZAC Garonne-Eiffel, Secteur Deschamps phases 2 et 3. Diagnostic d'archéologie préventive ⁷⁹

Dans le cadre des travaux d'aménagement du secteur Deschamps de la ZAC Garonne-Eiffel, à Bordeaux, l'établissement public d'aménagement (EPA) Bordeaux Euratlantique a déposé une demande de prescription immédiate de diagnostic d'archéologie préventive. Celle-ci couvre la totalité du secteur, soit 39,1 hectares.

Il a été convenu avec l'établissement que la mise en œuvre de cette prescription suivrait l'avancée des projets d'aménagement et serait donc réalisée par phases. Les phases 2 et 3 ont donc été réalisées successivement à la fin du printemps 2016 (fig. 39). La phase 2 correspond au projet de construction, par le département de Gironde, d'une nouvelle caserne pour le service départemental d'incendie et de secours (SDIS) alors que la phase 3 délimite l'emprise de la construction d'un nouveau quartier, dénommé Belvédère. Le périmètre de ces deux inter-

ventions était soumis à d'importantes contraintes : ligne ferroviaire à grande vitesse à l'est, voiries, réseaux, zones polluées et zones boisées.

Le secteur concerné est situé dans une zone peu documentée archéologiquement, avec seulement cinq interventions recensées dans la base de données Patriarche du Ministère de la Culture et de la Communication. Celles-ci portaient sur

⁷⁹ Notice rédigée par Aurélien Alcantara pour le responsable de cette opération, Bertrand Béhague.

Fig. 39. - Bordeaux, ZAC Garonne-Eiffel, secteur Deschamps. Localisation des phases 2 et 3 au sein du Secteur Deschamps (DAO A. Alcantara, Bordeaux Métropole).

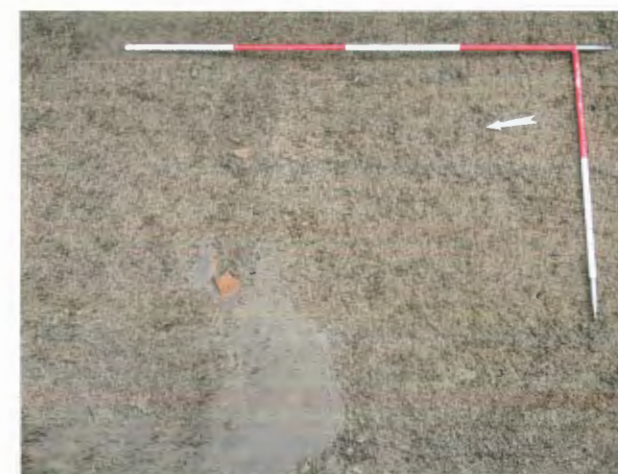
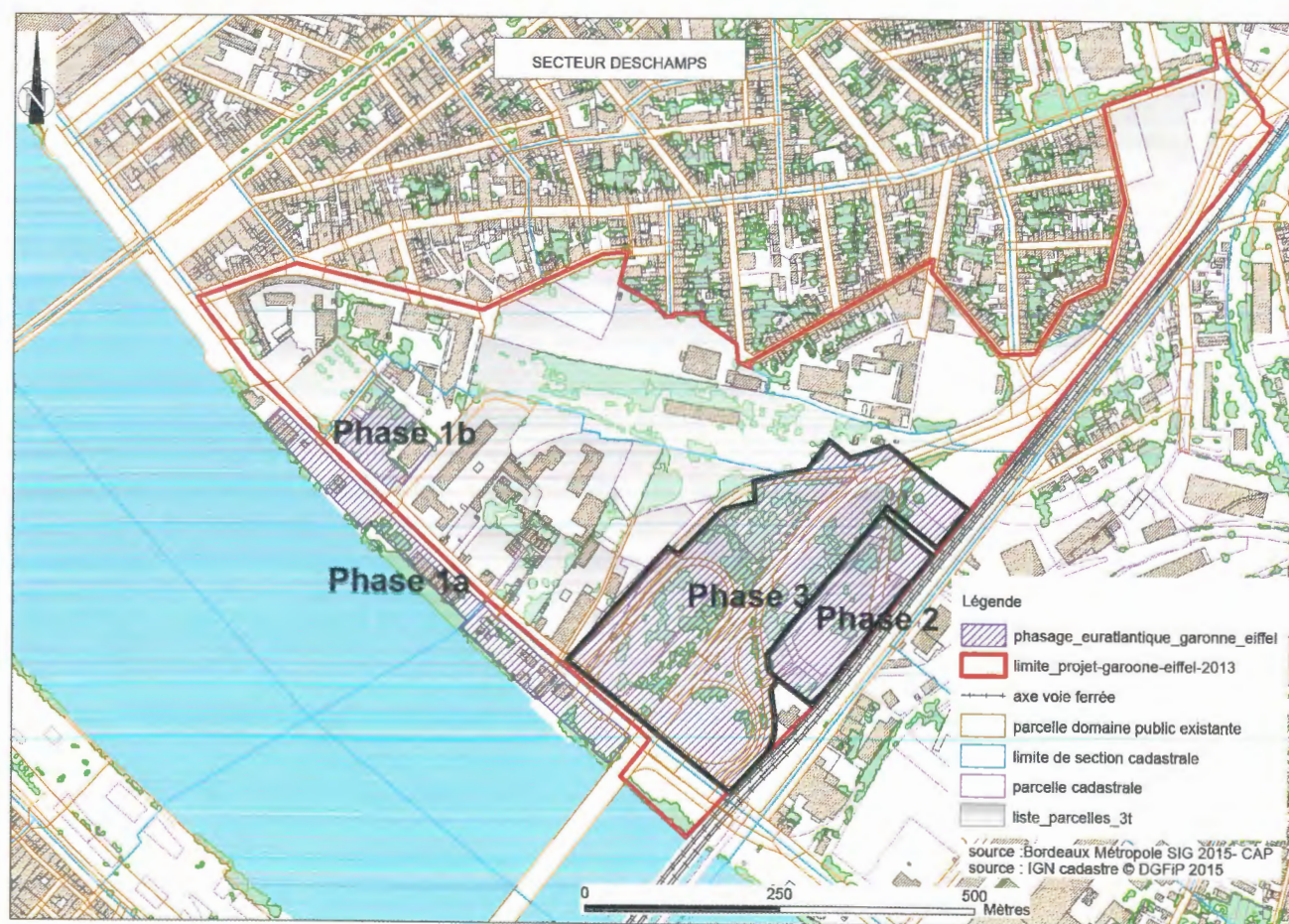


Fig. 40. - Bordeaux, ZAC Garonne-Eiffel, secteur Deschamps. Vue en plan de l'horizon antique, US 2106 (cl. B. Béhague, Bordeaux Métropole).

des surfaces limitées et n'ont permis de documenter l'occupation ancienne et la géologie de ce secteur que de manière très succincte. Un niveau antique a néanmoins été identifié lors d'un diagnostic effectué dans un immeuble donnant sur la place Stalingrad en 2000 ⁸⁰ et deux maçonneries du XIXe siècle ont été documentées lors d'un sauvetage urgent rue de la Benaugue en 2013 ⁸¹. De plus, les interventions réalisées lors des phases 1a et 1b du diagnostic du secteur Deschamps ⁸² ont permis de mettre en évidence des vestiges de constructions maçonnées, dont la datation s'échelonne entre le début du XIXe et le milieu du XXe siècle. Sur la phase 1b, la présence, à 2 m de profondeur sous le sol actuel, de fragment de *tegulae*, de céramique sigillée et de sédiment rubéfié atteste, en outre, de la fréquentation de ces berges durant le Haut-Empire. Aucun élément n'a cependant permis de documenter l'important hiatus entre l'Antiquité et le début de l'Époque contemporaine. Enfin, le trait de rive de la Garonne, avant la construction du quai Deschamps, a pu être observé à environ 65 m de la digue actuelle.

De plus, d'après les sources historiques ⁸³, le secteur concerné par notre intervention est situé à proximité de l'ancien port de Tréjeit, correspondant à l'implantation médiévale la plus importante du secteur. L'emprise des phases 2 et 3 est également traversée par le chemin commun du Port Démons, reliant ce même port à une chapelle située à l'intersection avec la rue de la Benaugue. L'activité du port de Tréjeit semble progressivement se déplacer vers le port de la Bastide, apparu à l'époque moderne. Enfin, la construction du Pont de Pierre, premier franchissement carrossable de Bordeaux, entre 1812 et 1822, et le percement de la nouvelle route de Paris (aujourd'hui

avenue Thiers) en 1826 ont entraîné une profonde modification du quartier de La Bastide. Les quais sont alors reconstruits à plusieurs reprises, en gagnant progressivement des terres sur la berge du fleuve.

Principaux résultats de la phase 2 : SDIS

Le terrain assiette du projet portait sur une superficie de 20 753 m². Cependant, de nombreuses contraintes ont sensiblement réduit la surface d'investigation et seulement 11 995 m² étaient réellement accessibles. Six tranchées ont ainsi été réalisées sur la phase 2. Elles ont couvert 470 m², soit 5,6 % de l'emprise accessible et 2,26 % de la surface totale du futur aménagement. Lors de cette intervention, quelques traces d'occupation ont été perçues pour l'Antiquité et la fin de l'Époque moderne.

En effet, le principal apport de cette opération de diagnostic a été la confirmation de la présence d'un horizon (niveau de sol ?) de l'Antiquité, conservé sous des alluvions postérieures au niveau des tranchées 21, 22 et 25. Il se situe à une profondeur de 1,75 à 2,30 m sous le sol actuel, soit entre 2,30 et 2,70 m NGF. L'hypothèse de la présence d'un sol plus ou moins bien conservé repose sur la présence d'artefacts (cruches à manchon cannelé, sigillée, *tegulae*...) observés sur un même niveau, associés à quelques petits blocs calcaires épars et un peu de faune en connexion (fig. 40). Cependant aucune structure correspondant à cette période n'a été observée.

De plus, les circonstances d'accumulation des limons entre l'Antiquité et l'Époque moderne sont encore à confirmer, mais il pourrait s'agir d'une augmentation du niveau de la Garonne qui aurait entraîné un recouvrement de terres exondées durant l'Antiquité.

En ce qui concerne l'Époque moderne, deux puissants fossés, d'environ 2 m de large pour plus d'1 m de profondeur, ont été repérés dans les tranchées 21, 22 et 24. Ils correspondent à des éléments observés sur un plan géométrique d'une partie de la Palu de Queyries dressé en 1761 (fig. 41). Ils encadrent un jardin et une demeure désignés comme une partie du Bourdieu de M. Dalesme. Ces structures ont livré un abondant mobilier (298 restes de céramique) couvrant toute la période moderne, du XVIe à la fin du XVIIIe siècle.

⁸⁰ Piat 2000.

⁸¹ Masson 2014.

⁸² Béhague 2014.

⁸³ Donis 1920.

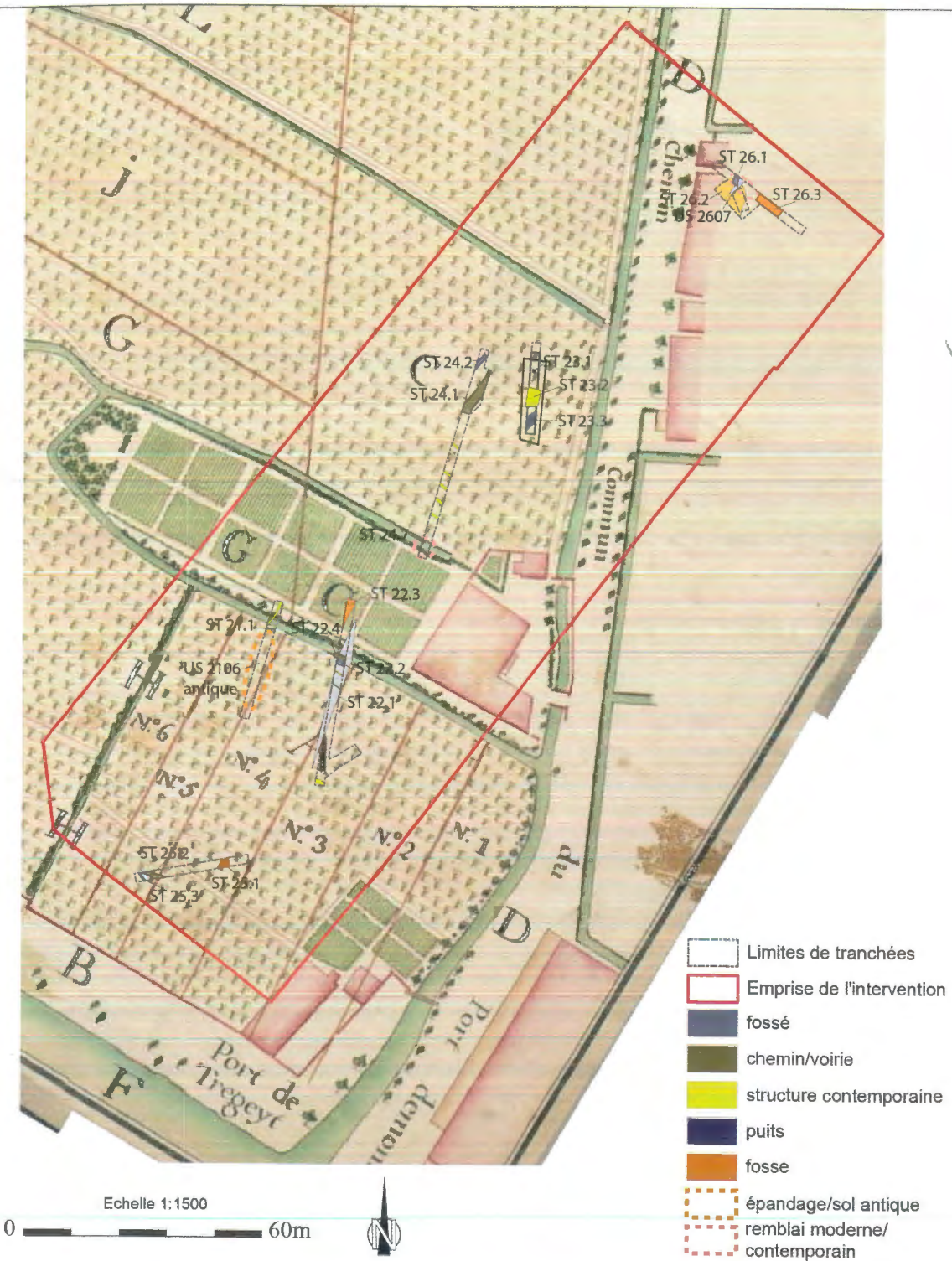


Fig. 42 : Bordeaux, ZAC Garonne-Eiffel, secteur Deschamps.
Mobilier issu d'une fosse dépotoir dans la tranchée 26 (ST 26.3, cl. V. Marache, Bordeaux Métropole).

Enfin, de nombreux vestiges sont attribués à l'Epoque contemporaine. Outre les réseaux récents abandonnés traversant l'emprise (assainissement, électricité...) et les remblais de démolition liés à la cité des Fleurs détruite en 2010, plusieurs niveaux et structures ont livré du mobilier des XIXe et XXe siècle. Il s'agit de puits, de drains ainsi que deux dépotoirs. Le premier a livré 376 restes céramiques et 3 fragments de verre. La datation de la céramique (faïence Jules Vieillard Bordeaux, pots en grès...) se situe à la fin du XIXe siècle. La seconde correspond à une fosse profonde de plus d'1 m et large de plus de 15 m. Son comblement stratifié recélait, parmi des déblais divers, des couches contenant quasiment exclusivement des débris de verre parmi lesquels au moins 19 petits flacons de parfum et 58 fragments de boîtes à dentifrice en porcelaine (fig. 42). Ces derniers avaient subi l'action d'un feu intense.

Principaux résultats de la phase 3 : Belvédère

Le terrain assiette du projet portait sur une surface de 87 901 m². Cependant, compte tenu de nombreuses contraintes, seuls environ deux tiers de la superficie totale à diagnostiquer étaient accessibles pour procéder au diagnostic. Ainsi, quinze tranchées ont été réalisées sur des longueurs variables, de 12 à 56 m et réparties de manière à couvrir l'ensemble du terrain accessible. Les profondeurs d'investigation ont été très importantes, en raison d'une forte épaisseur de remblais industriels (seules 2 tranchées ont été interrompues à 1,50 et 2 m de profondeur, toutes les autres ont atteint, *a minima*, 3 m).



Légende

- Limites de tranchées
- Emprise de l'intervention
- Réseaux et aménagements contemporains
- Voirie
- Fossé
- Puits
- Fosse

Echelle 1:3000



0 25 50 75 100 m

Fig. 43. - Bordeaux, ZAC Garonne-Eiffel, secteur Deschamps.

Superposition des vestiges observés lors du diagnostic de la phase 3 sur le plan cadastral de 1883 (source : Archives Municipales 50 G 5/41, DAO A. Alcantara, Bordeaux Métropole).

Aucun vestige significatif n'a été observé lors de cette intervention. En effet, les 23 structures identifiées sont toutes datées de la période contemporaine : plots en béton armé, murs, fosses, fossés, sol de bâtiment contemporain et un puits (fig. 43). Le mobilier présent y est par ailleurs peu abondant.

En outre, cette opération de diagnostic n'a pas permis de confirmer la continuité de l'horizon de l'Antiquité perçu sur les phases 1b et 2.

Conclusion

Le diagnostic des phases 2 et 3 du secteur Deschamps de la ZAC Garonne-Eiffel, SDIS et Belvédère, a mis au jour de nombreux vestiges de l'histoire récente de ce quartier. Ainsi, la

très grande majorité des éléments rencontrés se rapportent aux XIXe et XXe siècles et permettent de restituer succinctement, dans le cadre d'opérations de diagnostic, la présence d'aménagements successifs réalisés en rive droite de Bordeaux.

Quelques éléments de l'Époque moderne ont par ailleurs été observés sur l'emprise de la phase 2 et peuvent être mis en correspondance avec les données issues du plan de 1761.

Enfin, le principal apport du diagnostic de la phase 2 a été la confirmation de la présence d'un horizon de l'Antiquité conservé sous des alluvions postérieures dans ce secteur de La Bastide. Cet horizon n'a par contre pas été perçu sur l'emprise de la phase 3.

Bordeaux, usine Marie Brizard. Diagnostic d'archéologie préventive ⁸⁴

Introduction

La fameuse usine bordelaise Marie Brizard a quitté ses locaux situés depuis 1874 aux 126-128 rue Fondaudège et aux 119-121 rue Albert Barraud. En amont de profonds remaniements de son architecture, a été réalisé un diagnostic archéologique induit notamment par la proximité de l'amphithéâtre Palais-Gallien et de la nécropole de Terre-nègre (fig. 44). Ce secteur de Bordeaux est particulièrement intéressant pour l'archéologie, puisque le maillage des occupations antiques et médiévales y est encore méconnu. L'opération s'est déroulée du 14 au 26 mars 2016 par l'intermédiaire de trois tranchées cumulant un espace d'investigation de 230 m², au sein du bâti industriel encore en activité au moment de l'opération. La stratigraphie rencontrée s'échelonnait entre 9,93 m NGF (sol de l'usine) et 6,90 m NGF (apparition du substrat géologique sableux issu de formations fluviales attribuables à la Garonne). Si diverses occupations bâties du XIXe siècle ont fortement teinté les résultats du diagnostic, des témoins fugaces ont par ailleurs confirmé la présence d'un secteur riche en activités, dont la principale était liée à l'extraction de matières premières.

Un secteur d'activités en périphérie de la ville de Bordeaux

Les niveaux sous-jacents aux occupations du XIXe siècle se profilent comme de puissants remblais apparaissant entre 1 m et 2 m de profondeur. Ils mêlaient du substrat remanié

(calcaire friable, sables, limons et argiles). Dans l'espace réduit du diagnostic, aucun profil de creusement n'a été mis au jour, et seule semble avoir été découverte la partie sommitale de ces apports. L'interprétation est donc venue des connaissances que nous avons déjà sur le secteur du Palais-Gallien. Les fouilles de ce dernier avaient révélé une activité d'extraction de calcaire, de sable et de grave à partir de la période tardo-médiévale et perdurant au moins durant l'époque moderne ⁸⁵. Par ailleurs, ce même phénomène avait été mis en évidence lors des opérations de diagnostic du Centre archéologie préventive de Bordeaux Métropole en 2013 sur les places Charles Gruet ⁸⁶ et Marie Brizard ⁸⁷. L'intervention au cœur de l'usine a donc confirmé l'existence de grandes dépressions induites par l'extraction de matières premières dont on peut estimer qu'elles ont eu un rôle à jouer dans l'urbanisation de la ville de Bordeaux.

Un horizon constitué de cendres, de chaux et d'esquilles d'os blanchis par le feu ⁸⁸, venait sceller les remblais des fosses, à une altitude moyenne de 8,30 m NGF. Cette configuration

⁸⁴ Notice rédigée par le responsable d'opération, Cédric Gérardin.

⁸⁵ Hourcade 2013a, p. 84

⁸⁶ Hourcade 2013c, p. 41-42

⁸⁷ Hourcade 2013b, p. 39

⁸⁸ Ce mélange constitue la base du pelanage, opération destinée à débarrasser les peaux de leurs poils. La Lande 1764.

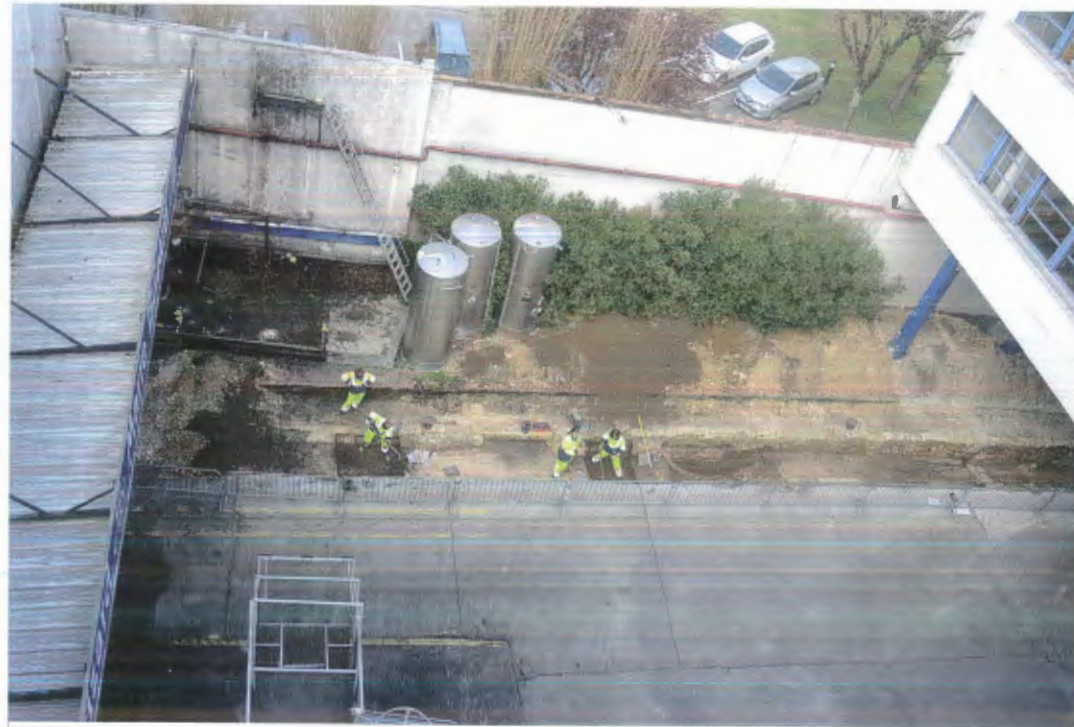


Fig. 44. - Bordeaux, usine Marie-Brizard. Vue du diagnostic depuis le toit de l'usine (Cliché : C. Gérardin, Bordeaux Métropole).



Fig. 45. - Bordeaux, usine Marie-Brizard. Vue en plan d'un puisard (cl. L. Biscarrat, Bordeaux Métropole), accompagné d'un tuyau d'évacuation d'eaux usées (cl. V. Marache, Bordeaux Métropole).

est identique au Palais-Gallien ainsi que sur la place Charles Gruet ; elle révèle, au travers de leurs rejets, la présence de tanneurs dans ce secteur.

L'occupation bâtie du XIXe siècle

Une occupation échelonnée sur tout le XIXe siècle s'asseyait sur les niveaux précédemment évoqués. Elle s'articule autour de vestiges bâtis, tels des radiers de sol, des carreaux de pavement encore en place, des murs porteurs, des cloisons, une cave ainsi qu'un puisard (fig. 45). Un espace de jardin a même pu être individualisé. Seul son mur parcellaire occidentale est observable sur les cadastres de 1820 et de 1850.

L'installation de l'usine a recouvert ces vestiges en 1874, comme en témoigne la stratigraphie (remblais de démolition et de nivellement).

*Carbon-Blanc, îlot Thérèse. Diagnostic d'archéologie préventive*⁸⁹

Dans le cadre d'un projet de réaménagement de l'îlot Thérèse à Carbon-Blanc, avec destruction des habitations existantes pour installer un square, une opération de diagnostic archéologique a été prescrite sur l'ensemble de cet îlot. Le secteur est localisé dans le bourg de Carbon-Blanc, au nord du complexe thermal antique des Flandres et au sud de l'emprise supposée d'une chapelle médiévale.

L'opération s'est déroulée en deux phases, la première du 12 au 15 octobre 2015, la seconde du 22 au 29 février 2016. Une troisième phase, prévue pour l'été 2016, a été supprimée en regard des modifications du projet d'aménagement qui n'impactait plus le sous-sol dans le secteur concerné.

Elle a consisté en la réalisation de trois tranchées de diagnostic pour la première phase et de cinq pour la seconde, le tout réparti sur une emprise de 6740 m², 1670 m² seulement étant accessibles. La première phase concernait la partie nord, de part et d'autre de la rue Aristide Briand. La présence de cette voie et différentes contraintes techniques (ligne à haute tension, arbres, arrêt de bus...) ont limité la disposition des trois tranchées. La deuxième phase a été réalisée après la démolition de toutes les habitations (à l'exception d'une seule, au milieu de l'emprise), au sud des premiers sondages.

Conclusion

L'opération archéologique menée au sein des anciens locaux de Marie Brizard, qui devraient prochainement devenir une pépinière d'entreprise, a confirmé que le secteur était fortement marqué par l'extraction de matières premières, en lien probable avec l'urbanisation de la ville de Bordeaux. Corollaire des fortes dépressions causées par cette activité, le terrain a dû être totalement comblé puis nivelé avant son occupation bâtie au XIXe siècle. Il est donc envisageable que des installations plus anciennes, médiévales ou antiques par exemple, aient pu être supprimées par les importants bouleversements que tout le secteur du Palais-Gallien a connu depuis la période tardo-médiévale ; on note cependant l'absence totale d'artéfact en position secondaire attribuable à ces périodes. Les limites physiques de ces activités d'extraction ne sont pas encore connues.

L'opération n'a pas permis de retrouver des vestiges antérieurs à la période moderne. Aucune trace des époques antique ou médiévale n'a été mise au jour. Une chapelle médiévale est décrite dans les textes comme étant situé au débouché de la rue du Moulin, soit au-delà de l'îlot Thérèse vers le nord, ce qui semble être confirmé, bien que des contraintes techniques aient empêché d'intervenir contre le bord nord de l'îlot.

L'occupation moderne se traduit par quelques structures plutôt caractéristiques d'un habitat, avec sans doute une petite activité de forge au centre et au sud de l'îlot. La période contemporaine est la mieux représentée, avec notamment la reconnaissance de plusieurs pièces d'habitation au sud de l'emprise, délimitée par plusieurs murs et caractérisée par différents sols en carreaux de terre cuite ou en pierres calcaires. Il a également été possible de percevoir les destructions opérées au cours du XXe siècle avec la présence de grandes couches de démolition, en particulier au nord de l'îlot.

⁸⁹ Notice rédigée par la responsable de cette opération, Hélène Réveillat.

Pessac, Voie Romaine. Diagnostic d'archéologie préventive⁹⁰

En 2016, un diagnostic d'archéologie préventive a été prescrit sur la zone commerciale de Pessac Bersol, à proximité de la rue nommée *Voie Romaine*. L'opération concernait trois parcelles mitoyennes alors occupées par un bosquet déboisé à cette occasion et par des fossés « anti-intrusion » qui ont conditionné l'implantation des tranchées.

Les structures mises au jour se concentrent dans la partie orientale du site. Il s'agit de fosses d'extraction de l'argile destinée aux ateliers de tuilerie établis à proximité. Ont été observées également des traces d'anciens fossés de drainage. Ces éléments ont été datés du XVIII^e siècle au début du XX^e. Un chemin plus récent, traversant le site du nord vers le sud, a été localisé dans l'un des sondages. Sa présence est, par ailleurs, attestée par des photographies aériennes réalisées dans le courant du XX^e siècle.

Mérignac, avenue de l'Alouette. Diagnostic d'archéologie préventive⁹¹

L'opération de diagnostic a été réalisée sur la parcelle DO7, à proximité de l'avenue de l'Alouette sur la commune de Mérignac. Elle devance le projet d'installation d'un poste électrique, afin de couvrir une demande du réseau en hausse. Une seule structure est avérée, il s'agit d'une portion de fossé référencé sur le cadastre du XIX^e siècle. Des effondrements du substrat argileux et une sédimentation à l'aplomb, issue d'une ancienne activité hydrique, font soupçonner l'existence d'un paléochenal. Les conditions défavorables, inondations,

effondrement des bermes, traficabilité réduite, ont contraint les investigations. Il ressort à l'issue de l'opération que le plateau d'interfluve situé entre les talwegs des Ontines et du Peugue, est moins densément occupé que la proximité de ces cours d'eau.

⁹⁰ Notice rédigée par la responsable de cette opération, Lisa Maccanin.

⁹¹ Notice rédigée par le responsable de cette opération, Cédric Gérardin.

Rapports d'opérations établis par le Centre pour l'année 2016

Béhague, Bertrand (dir.). *Bordeaux Secteur Deschamps, phase 2-SDIS, Rapport de diagnostic d'archéologie préventive* (17-27 mai 2016). Bordeaux, Centre archéologie préventive de Bordeaux Métropole / ministère de la Culture (SRA Aquitaine), 2016.

Béhague, Bertrand (dir.). *Bordeaux. Secteur Deschamps, phase 3-Belvédère, Rapport de diagnostic d'archéologie préventive* (17-27 mai 2016). Bordeaux, Centre archéologie préventive de Bordeaux Métropole / ministère de la Culture (SRA Aquitaine), 2016.

Bonnenfant, Jérémie (dir.). *Mérignac. Le Pontic, Rapport de diagnostic d'archéologie préventive* (9-11 mai 2016). Bordeaux, Centre archéologie préventive de Bordeaux Métropole / ministère de la Culture (SRA Aquitaine), 2016.

Bonnenfant, Jérémie (dir.). *Mérignac. Au Pas de l'Âne, Rapport de diagnostic d'archéologie préventive* (12-26 mai 2016). Bordeaux, Centre archéologie préventive de Bordeaux Métropole / ministère de la Culture (SRA Aquitaine), 2016.

Doulan, Cécile (dir.). *Bordeaux. Place Gambetta, Rapport de diagnostic d'archéologie préventive* (17 mai-17 juin 2016). Bordeaux, Centre archéologie préventive de Bordeaux Métropole / ministère de la Culture (SRA Aquitaine), 2016.

Gérardin, Cédric (dir.). *Bordeaux. Usine Marie-Brizard, Rapport de diagnostic d'archéologie préventive* (14-31 mars 2016). Bordeaux, Centre archéologie préventive de Bordeaux Métropole / ministère de la Culture (SRA Aquitaine), 2016.

Gérardin, Cédric (dir.). *Mérignac. Avenue de l'Alouette, Rapport de diagnostic d'archéologie préventive* (7-11 novembre 2016). Bordeaux, Centre archéologie préventive de Bordeaux Métropole / ministère de la Culture (SRA Aquitaine), 2016.

Hourcade, David (dir.). *Bordeaux. Rue Emile-Fourcand, Rapport de relevé d'architecture et relevés archéologiques* (17 février 2016). Bordeaux, Centre archéologie préventive de Bordeaux Métropole / ministère de la Culture (SRA Aquitaine), 2016.

Maccanin, Lisa (dir.). *Pessac. Voie romaine, Rapport de diagnostic d'archéologie préventive* (21-29 novembre 2016). Bordeaux, Centre archéologie préventive de Bordeaux Métropole / ministère de la Culture (SRA Aquitaine), 2016.

Masson, Juliette (dir.). *Bordeaux. Place Francis de Pressensé, Rapport de fouille préventive* (11-22 avril 2016). Bordeaux, Centre archéologie préventive de Bordeaux Métropole / ministère de la Culture (SRA Aquitaine), 2016.

Masson, Juliette (dir.). *Bordeaux. Rue Jacques d'Welles, Rapport de fouille préventive* (5-30 septembre 2016). Bordeaux, Centre archéologie préventive de Bordeaux Métropole / ministère de la Culture (SRA Nouvelle-Aquitaine), 2018.

Michel Gazeau, Céline (dir.). *Mérignac. ZAC Centre-ville îlot 2, 25 place Charles de Gaule, Rapport de diagnostic d'archéologie préventive* (25 janvier-5 février 2016). Bordeaux, Centre archéologie préventive de Bordeaux Métropole / ministère de la Culture (SRA Aquitaine), 2016.

Bibliographie des notices

Liste des abréviations utilisées

ABM : Archive de Bordeaux Métropole

Ballarin, Catherine. *Mérignac. 2 allée Kaolack, Rapport de diagnostic archéologique*. Pessac, Inrap GSO / ministère de la Culture (SRA Aquitaine), 2011.

Barraud, Dany. « Chronique d'archéologie bordelaise 1984 : place Pierre-Re-naudel, rue Condillac, îlot Saint-Christoly, cathédrale Saint-André, rue Fondaudège, place de la Victoire, rue du Cancéra, rue Ségulier, rue des Frères Bonie, place Gambetta ». *Revue archéologique de Bordeaux*, t. 75, 1984, p. 3-7.

Béhague, Bertrand. *Bordeaux. Secteur Deschamps, phase 1b « Lot DB2 », Bordeaux, Service d'archéologie Préventive de Bordeaux Métropole / ministère de la Culture (SRA Aquitaine), 2014.*

Béhague, Bertrand. *Mérignac. 305 avenue Aristide Briand, Rapport de diagnostic archéologique*. Bordeaux, Centre archéologie préventive de Bordeaux Métropole / ministère de la culture (SRA Aquitaine), 2015.

Belvata Balasy, Christelle de (dir.). *Aquitaine, Gironde, Bordeaux, Rue Peyronnet, Collège Aliénor d'Aquitaine. Rapport final d'opération. Diagnostic archéologique*. Pessac, INRAP GSO, février 2010.

Bocquet-Liénard, Anne, Chapelain de Sérerville-Niel, Cécile, Dervin, Stéphanie et Hincker, Vincent (dir.). *Des pots dans la tombe, IX^e-XVIII^e siècle : regards croisés sur une pratique funéraire en Europe de l'Ouest : actes du colloque de Caen, 30 et 31 mai 2012*, Caen, France, Presses universitaires de Caen, 2017.

Calmettes, Philippe. *Mérignac. 16 avenue de l'Europe, Rapport de diagnostic archéologique*. Pessac, Inrap GSO / ministère de la Culture (SRA Aquitaine), 2011.

Charpentier, Xavier, Doulan, Cécile, Hourcade, David, Lallau Étienne et Régald Saint-Blancard, Pierre. « La monumentalisation de *Burdigala* (Bordeaux), chef-lieu de cité et capitale provinciale, sous le Haut-Empire », in Bouet, Alain (éd.) : *Monumental ! La monumentalisation des villes de l'Aquitaine et de l'Hispanie septentrionale durant le Haut-Empire, Actes du colloque de Villeneuve-sur-Lot, 10-12 septembre 2015*, Aquitania Supplément 37/1, Bordeaux : co-éditions Aquitania-Ausonius, 2016, p. 419-451.

Michel Gazeau, Céline (dir.). *Bordeaux. 45 rue Leyteire / 32 rue du Mirail, Rapport de diagnostic d'archéologie préventive* (31 mars-22 avril 2016). Bordeaux, Centre archéologie préventive de Bordeaux Métropole / ministère de la Culture (SRA Aquitaine), 2016.

Michel Gazeau, Céline (dir.). *Bordeaux. 33 rue Paul-Louis Lande, Rapport de diagnostic d'archéologie préventive* (6-15 juin 2016). Bordeaux, Centre archéologie préventive de Bordeaux Métropole / ministère de la Culture (SRA Aquitaine), 2016.

Réveillat, Hélène (dir.). *Carbon-Blanc. Îlot Thérèse, Rapport de diagnostic d'archéologie préventive* (12-15 octobre 2015 et 22-29 février 2016). Bordeaux, Centre archéologie préventive de Bordeaux Métropole / ministère de la Culture (SRA Nouvelle-Aquitaine), 2016.

Compte-rendu des travaux de la Commission des monuments historiques du département de la Gironde, 1847, p. 23.

Desforges, André (dir.). *Histoire des Maires de Bordeaux : le grand journal de la commune*, Dossiers d'Aquitaine, Bordeaux, 2008.

Donis, André. *La Bastide à travers les siècles : son origine, ses transformations, son développement, sa situation actuelle, son avenir*, Bordeaux, impr. J. Bière, 1920.

Doulan, Cécile (dir.). *Bordeaux, place Gambetta, Diagnostic d'archéologie préventive, 17 mai-17 juin 2016, Rapport d'opération d'archéologie préventive*, Bordeaux Métropole, 2016.

Doulan, Cécile (dir.) et Charpentier, Xavier (coll.). *Bordeaux 33/2, Collection Carte archéologique de la Gaule* (M. Provost, dir.), Paris : Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, Ministère de l'Éducation Nationale, Ministère de la Recherche, Ministère de la Culture et de la Communication, Maison des Sciences de l'Homme, 2013.

Drapeau, Samuel. « L'hôpital-prieuré Saint-Jacques de Bordeaux », *Bulletin Monumental*, 173-1, Société française d'archéologie, p. 39-49.

Drouyn, Léo. *Bordeaux vers 1450*. Bordeaux, 1874.

Elizagoyen, Vanessa. *Bordeaux, 21, rue Paul Louis Lande, Rapport de diagnostic, Inrap Grand Sud-Ouest, SRA Aquitaine*, Bordeaux, 2012.

Étienne, Robert. *Bordeaux antique*, Collection Histoire de Bordeaux, dir. Charles Higounet, t. 1, Bordeaux, 1962.

Gineste, Marie-Christine. *Mérignac. Voie de desserte ouest, Phase 3, Rapport de diagnostic archéologique*. Pessac, Inrap GSO / ministère de la Culture (SRA Aquitaine), 2004.

Gleize, Yves. *Gestion de corps, gestion de morts : analyse archéo-anthropologique de réutilisations de tombes et de manipulations d'ossements en contexte funéraire au début du Moyen Âge (entre Loire et Garonne, Ve-VIII^e siècle)*, Thèse de doctorat, Bordeaux 1, 2006.

Hourcade, David (dir.). *Le Palais-Gallien de Bordeaux. Histoire et architecture* (2010-2012). *Rapport 2011*. 3 volumes, Ausonius-SRA Aquitaine, 2011.

Hourcade, David (a). « Amphithéâtre du Palais-Gallien ». In : Doulan, Cécile (dir.) et Charpentier, Xavier (coll.) 2013, p. 80-88.

- Hourcade, David (dir.) (b). Bordeaux. Place Marie-Brizard. Tram D - Phase 1A (Zone 1), Rapport de diagnostic (21-28 août 2013). Bordeaux, Service d'archéologie préventive de Bordeaux Métropole / ministère de la Culture (SRA Aquitaine), 2013.
- Hourcade, David (dir.) (c). Bordeaux. Place Charles Gruet, Tram D - Phase 1A (Zone 2), Rapport de diagnostic (13-27 septembre 2013). Bordeaux, Service d'archéologie préventive de Bordeaux Métropole / ministère de la Culture (SRA Aquitaine), 2013.
- Hourcade, David (dir.). *Aquitaine. Gironde. Bordeaux, Place André Meunier. Rapport de fouille préventive (13 février-18 mars 2015)*. Bordeaux, Bordeaux Métropole - Service régional de l'Archéologie Aquitaine, 2015.
- Hourcade, David (dir.). *Aquitaine. Gironde. Bordeaux, Parc André Meunier. Rapport de diagnostic (2-18 novembre 2015)*. Bordeaux, Bordeaux Métropole - Service régional de l'Archéologie Aquitaine, 2017.
- ILA Bordeaux : Maurin, Louis et Navarro Caballero, Millagros. *Inscriptions latines d'Aquitaine, Bordeaux (ILA)*, Bordeaux, 2010.
- Jean-Courret, Ezéchiel (dir.). *Bordeaux. I Plans historiques*. Atlas historique des Villes de France. Ausonius, Pessac, 2009.
- La Lande (M. de). *Art du tanneur*. Descriptions des arts et métiers faites et approuvées par messieurs de l'Académie Royale des Sciences avec figures en taille douce, Paris, 1764.
- Labadie, Ernest. « Découvertes de sarcophages mérovingiens à Bordeaux », *Bulletin de la Société archéologique de Bordeaux*, 1893, p. XLIX.
- Lavaud, Sandrine (dir.). *Bordeaux. II Notice générale. La formation de l'espace urbain des origines à nos jours*, Atlas historique des Villes de France 49. Ausonius, Pessac, 2009.
- Lavaud, Sandrine (dir.). *Bordeaux. III Sites et monuments*. Atlas historique des villes de France 49. Ausonius, Pessac, 2009.
- Marache, Valérie et Sireix, Christophe. « La céramique », in : Doulan, Cécile (dir.) 2016, p. 84-96.
- Masson, Juliette. *Bordeaux, Rue de la Benaugue, Rapport de sauvetage urgent*, Bordeaux, Service d'archéologie Préventive de Bordeaux Métropole / ministère de la Culture (SRA Aquitaine), 2014.
- Masson, Juliette. *Bordeaux, Rue Jacques d'Welles, Rapport de fouille*, Bordeaux, Service d'Archéologie Préventive de Bordeaux Métropole / ministère de la Culture (SRA Nouvelle-Aquitaine), 2018.
- Michel Gazeau, Céline. *Bordeaux, Place Sainte-Eulalie, rapport de fouille*. SRA-DRAC Aquitaine-Limousin-Poitou-Charente, 2015.
- Migeon, Wandel. *Ancien BEC, Rue de Cursol, Impasse du Caillabet, Sondage-diagnostic*. SRA Aquitaine, 1998.
- Piat, Jean-Luc. *Bordeaux, La Bastide. Place Stalingrad, rue Fourteau. Rapport d'opération de fouille*. Bordeaux, HADES / ministère de la Culture, 2000.
- Piat, Jean-Luc, Peressinotto, David et Sauvatre, Natacha. *Square Dom Bedos, Bordeaux (Gironde), Rapport final d'opération archéologique*, Bordeaux, Bureau d'investigations archéologiques Hadès, 2014.
- Régald-Saint Blancard, Pierre. « Fort Louis », *Revue archéologique de Bordeaux*, t. 89, 1998, p. 69-142.

- Régald-Saint Blancard, Pierre (a). « Enceinte de la ville/Troisième enceinte ». In : Lavaud, Sandrine (dir.), 2009, vol. III, p. 83-91.
- Régald-Saint Blancard, Pierre (b). « Portes de l'enceinte de la ville ». In : Lavaud, Sandrine (dir.), 2009, vol. III, p. 110-117.
- Régald-Saint Blancard, Pierre (c). « Porte Sainte-Croix ». In : Lavaud, Sandrine (dir.), 2009, vol. III, p. 104-105.
- Régald-Saint Blancard, Pierre (d). « Boulevard Sainte-Croix ». In : Lavaud, Sandrine (dir.), 2009, vol. III, p. 102-103.
- Régald-Saint Blancard, Pierre (e). « Fort Louis ». In : Lavaud, Sandrine (dir.), 2009, vol. III, p. 239-241.
- Réveillas, Hélène. « Les restes humains », in : Doulan, Cécile (dir.) 2016, p. 116-119.
- Réveillas, Hélène (dir.). *Carbon-Blanc. Îlot Thérèse, Rapport de diagnostic (12 - 15 octobre 2015 et 22 - 29 février 2016)*. Bordeaux, Centre archéologie préventive de Bordeaux Métropole / ministère de la Culture (SRA Nouvelle-Aquitaine), 2016.
- Rougé, Guillaume. *Les sarcophages entre Loire et Pyrénées : observations et études par des critères techniques et morphologiques*, Thèse de doctorat, Université Michel de Montaigne - Bordeaux III, 2014.
- Saintmarc, Antoine. *Bordeaux sous la Fronde, 1650-1653, étude historique d'après les mémoires de Lenet, Larochehoucault, Mlle de Montpensier, Mme de Motteville, Monglat, Gourville, Conrart, etc.*, Éditions Vve J. Dupuy et Comp., Bordeaux, 1859.
- Sireix, Christophe, Boulogne, Stéphane et Chuniaud, Kristell. *Mérignac. Voie de desserte ouest, Phase 2, Document final de synthèse de sondages et de prospections*. Pessac, Afan / ministère de la Culture (SRA Aquitaine), 2001.
- Tessariol, Myriam et Doulan, Cécile. « Décor monochrome de la place Gambetta à Bordeaux (Gironde) », in Boislève, Julien, Dardenay, Alexandra et Monier, Florence (éd.) : *Peintures et stucs d'époque romaine, Études toichographiques, Actes du XXXe colloque de l'AFPMA, Arles, Musée départemental Arles antique (Bouches-du-Rhône), 24 et 25 novembre 2017*, Collection Pictor (8), à paraître.
- Uberti, Morgane. *Regards sur les inscriptions funéraires : contribution à l'étude du phénomène épigraphique en Aquitaine Seconde et Novempopulanie : pratiques, mémoires, identités entre Loire et Pyrénées, IVe- VIIIe siècles*, Thèse de doctorat, Université Paris-Sorbonne, 1970-2017, France, 2014.
- Vauban, S. Le Prestre de. *Mémoire de Vauban sur les travaux à exécuter pour achever de fortifier le Château-trompette, le fort Sainte-Croix et le château du Hâ*. Bordeaux, 1680 (Document manuscrit conservé aux Archives Municipales de Bordeaux, EE 215).
- Wozny, Luc. *Mérignac. Voie de desserte ouest, Document final de synthèse de sauvetage urgent*. Pessac, Afan / ministère de la Culture (SRA Aquitaine), 2001.
- Wozny, Luc (dir.). *Mérignac. Voie de desserte ouest*. Pessac, Afan / ministère de la Culture (SRA Aquitaine), 2002.



Revue Archéologique de Bordeaux, tome CVIII, année 2017, p. 241-242

Activités et manifestations de la Société Archéologique de Bordeaux en 2017

En 2017 la SAB a proposé trente-six séances, cinq cours publics, huit ateliers d'initiation à la numismatique. Pour ces derniers et les séances du cercle Bertrand Andrieu, voir ci-après.

Calendrier des séances

- 14 janvier : Ph. Araguas, d'après J. P. Suau, *L'oblation de la Vierge au Temple, sur le célèbre groupe sculpté de Sainte Anne et la Vierge*. Voir supra p. 93-102.
- 28 janvier : Cédric Lavigne, *Représentations et pratiques actuelles de l'espace au regard de l'histoire de la fabrique urbaine ; l'exemple du quartier Saint-Eloi à Bordeaux*.
- 11 février : Léa Leclercq-Ranson, *L'église Saint-Seurin de Rions*.
- 25 février : Estelle Chargé, *Le motif de l'entrelacs en Aquitaine*. Voir supra p. 61-74.
- 25 mars : Michel Lenoir, *Image de la femme dans l'art préhistorique*.
- 8 avril : Alain Beschi, *Le château Cos d'Estournel*. Voir supra p. 137-155.
- 22 avril : Claire Steimer, *Le château d'Issan*.
- 13 mai : Séance spéciale avec sortie pour la Journée de l'orgue sous la conduite de Emmanuel Filet, compositeur et organiste.
- 10 juin : Catherine Michon-Bouriat, *Un bien de campagne d'Elie Louis de Lajarte (1754-1794)*. Voir supra p. 125-136.
- 14 octobre : dans le cadre de la Fête de la Science, Michel Lenoir, *Images de l'homme préhistorique*.
- 28 octobre : Christophe Sireix, *L'archéologie métropolitaine en 2017*. Voir supra p. 193-242.
- 4 novembre : Anne Ziégli, *Une statuette de divinité hermaphrodite découverte rue de Grassi, à Bordeaux*.
- 25 novembre : Pierre Coudroy de Lille, *Contrat de mariage de Marie de Montaigne avec Bernard de Cazalis* ; Xavier Roborel de Climens, *Un immeuble de la place Puy-Paulin*. Voir supra p. 117-123.

- 2 décembre : Xavier Pagazini, *Le cénotaphe de Jean-Jacques du Saulx, évêque de Dax, à Saint-Seurin de Bordeaux : une œuvre inédite de Nicolas Carlier*. Voir supra p. 103-115.
- 7 décembre, en collaboration avec l'association la Mémoire de Bordeaux : Graciane et Geoffroy Couvrat Desvergnès, *Jacques Le Tanneur, artiste bordelais des années folles*.
- 9 décembre : Damien Delanghe, *Les grottes de Saint-Emilion*. Voir supra p. 9-59.

Cours public - 54^{ème} année :

- « Archéologie des paysages, paysages archéologiques »
- 6 février : Florence Verdin, *Les sociétés et leur environnement littoral en Médoc, du Néolithique à l'Antiquité*.
 - 13 février : Anne Colin, *Archéologie d'un fleuve : recherches récentes sur la Garonne maritime*.
 - 20 février : Philippe Prévot, *Le monde des jardins au XIXe siècle à Bordeaux*.
 - 27 février : Sandrine Lavaud, *Les paysages viticoles bordelais au Moyen-Âge et leurs représentations à l'époque moderne*.
 - 6 mars : Claire Steimer, *L'estuaire de la Gironde : mutations paysagères*.

Participations

La SAB a participé :

- les 16 et 17 septembre aux Journées du Patrimoine : permanences assurées par J.-G. Puyraveau, C. Bouriat, N. Palard, A. Descas, M.-H. Maffre.
- le 30 septembre au colloque de la FHSO Archives, *manuscrits et imprimés : confection, diffusion, conservation* : P. Ricarrère-Caussade a présenté la numérisation des albums Piganeau.
- le 1er octobre à Cap-assos : permanence par M. H. Maffre.
- le 14 octobre à la Fête de la science : présentation de M. Lenoir.

- les 3-5 novembre au 16e colloque du CLEM à La Réole : conférences de M.-F. Lacoue-Labarthe et P. Régaldo-Saint Blancard.
- à Bordeaux : 50 ans d'héritage(s) du secteur sauvegardé au site patrimonial remarquable (1967-2017) : articles de P. Coudroy de Lille, R. Coustet, M.-F. Lacoue-Labarthe, P. Régaldo Saint Blancard, X. Roborel, A. Zieglé et autres membres de la SAB constituent partie du volume ».
- au projet Vieillard, étude archéométrique de la production de la manufacture de Johnston-Vieillard : diffusion des travaux par le biais de conférences et de publications.

Collections et archives de la Société

Numérisation des dessins de E. Piganeau

Les documents ont été numérisés et font l'objet de vérifications et de géolocalisation ; il reste un peu moins du tiers des images à traiter. Dès que ce travail est achevé, le fonds complet pourra être déposé aux archives de la Gironde et de Bordeaux-Métropole, pour conservation et mise en consultation, tel que prévu par la convention. En parallèle, est travaillé avec Europeana la bonne visibilité du fonds, en prévision de sa prochaine mise en ligne. La SAB remercie cette année encore Marguerite Stahl et Pascal Ricarrère-Caussade de leur travail assidu.

Nos collections

- Nos collections ont été appréciées pour la publication concernant la *Primatiale Saint-André* : une cinquantaine de documents ont été présentés aux responsables et une quinzaine de clichés ont été retenus. L'éditeur La Nuée Bleue a gratifié la SAB de trois exemplaires. Ce livre a été présenté à la mairie le 20 novembre et le 22 novembre à l'intérieur de la cathédrale.
- Le classement du fonds photographique commencé est inachevé ; des sociétaires se sont proposées pour aider à ce futur travail d'identification de tirages.
- Il a été répondu positivement au Musée d'Aquitaine pour un prêt au Louvre et pour la numérisation d'un livre de bord.
- Le conseil a décidé un premier projet de dépôt au Musée d'Aquitaine pour des cadres anciens, des tableaux, des carreaux médiévaux, des gravures. Le conseil a décidé pour 2018 un deuxième projet de dépôt concernant les objets des vitrines 1 et 2 c'est à dire des lampes, des haches de bronze, un médaillon et la croix dite de Marcamps, trouvée par F. Daleau.
- Les archives Camille de Mensignac ont été complètement répertoriées par H. Avisseau et H. Prax. Le conseil a décidé qu'elles seront déposées aux Archives Bordeaux-Métropole ainsi que les archives administratives de notre société. Le fonds Beraud-Sudreau sera lui aussi déposé ainsi que quelques peintures de Gaétan Dumas.
- Dans le cadre de l'exposition *Voyages vers Compostelle, patrimoine jacquaire en pays bordelais* du 13 février au 3 mars 2017 à l'espace Saint-Rémi, le prêt d'un fusain par Léo Drouyn, œuvre en dépôt au musée a été refusé à l'Association Archimuse-Bordeaux pour des raisons de conservation et c'est donc une reproduction de l'œuvre qui a été autorisée.
- A été déposé une dernière partie du Fonds Daleau qui est constituée de carnets de notes, de documents anciens tels que des arrêtés du parlement et des documents révolutionnaires.

Excursions, visites et journées d'étude

Une collection de photographies numériques concernant les sorties de la SAB lors des années précédentes a été déposée par S. Ometz. Elles sont consultables. Brigitte Lescarret est particulièrement remerciée pour les initiatives et les réalisations de l'année 2017 durant laquelle huit sorties ont été proposées :

- 9 janvier : visites du chantier de fouilles « Castéja » par deux groupes de sociétaires.
- 31 janvier : visite aux Archives départementales de la Gironde de l'exposition *L'estuaire, paysages et patrimoines*.
- 7 avril : sortie dans les jardins de Tauzia.
- 13 mai : promenade musicale pour la journée de l'orgue sous la conduite de M. Jean Emmanuel Filet, organiste et compositeur.
- 17 juin : Le Cercle B. Andrieu a proposé une sortie à Melles (Deux-Sèvres) pour la visite d'un site d'extraction du minerai de plomb argentifère dans les Carrières de Loubeau, puis visite d'églises voisines.
- 24 juin : Sortie de printemps à Rions sous la conduite du guide et historien David Souny.
- 15 déc. Visite de l'exposition *Paysages*.

Union Scientifique d'Aquitaine

La Société archéologique est représentée au comité directeur par trois sociétaires : des Courtills, M.-H. Maffre, élue présidente de l'USA en janvier, et O. Vitrac, suite à la démission de J.-M. Debruge ; Ph. Deschard, trésorier de la SAB, a accepté d'être vérificateur aux comptes. Les cinq délégués réglementaires à l'assemblée générale de l'USA en date du 19 janvier ont été : J.-M. Debruge, M.-H. Maffre, N. Palard, J.-G. Puyraveau, X. Roborel de Climens. Le *Mois Scientifique d'Aquitaine* est adressé à chaque adhérent de la SAB.

Veille archéologique

La SAB a entrepris des démarches pour la protection : des grilles et sculptures de l'Hôtel Ragueneau ; du mobilier du salon principal du Lycée Montaigne ; de l'escalier de l'immeuble dit Bourse Maritime ; d'une maison du XIXe siècle à Mérignac avec décor de vitres sablées et ornementation néo-classique ; de l'observatoire ; de la villa Bengali à Pessac ; de la halle des bus proche des boulevards ; d'un château d'eau de Lormont.

Site internet

www.societe-archeologique-bordeaux.fr

Le site internet est sous la responsabilité de N. Palard qui régulièrement met à jour les informations, reflète des activités de la Société et surtout de l'actualité.

Facebook

Société Archéologique de Bordeaux
Cercle numismatique Bertrand Andrieu

La page de la SAB, administrée par J. G. Puyraveau et M. F. Lacoue-Labarthe, et celle du Cercle numismatique sont suivies par divers amateurs adhérents ou non de la SAB.

Assemblée générale du 12 mars 2017

La présidence a été assurée par M. Vincent Cassagnaud qui a donné une conférence sur la notion de patrimoine telle qu'elle est vécue par le chef d'un service d'architecture et du patrimoine. Des diplômes ont été remis à : Philippe Ducos architecte, Dominique Dussol, Professeur en histoire de l'art contemporain à l'université de Pau et des Pays de l'Adour, responsable de publication du *Festin*, l'Association des Vieilles Maisons Françaises, l'Association des Parcs et Jardins, au Centre archéologie préventive de Bordeaux-Métropole. Ce jour là a été fêté le jubilé de X. Roborel de Climens.



Revue Archéologique de Bordeaux, tome CVIII, année 2017, p. 243-244

Cercle numismatique Bertrand-Andrieu Activités de l'année 2017

Liste des membres de la SAB ayant participé au moins une fois aux travaux du Cercle :

M^{mes} Lamazerolles, Maffre
MM. Ballet, Casse, Comte, Debruge, Fauveau, Odaert, Wiedemann.

Composition du bureau pour l'année 2017 :

Président : M. Odaert
Secrétaire : M. Casse
Secrétaire adjoint : M. Wiedemann

Séance du 22 janvier 2017

Présidence de M. Casse, secrétaire
L'intervenant annoncé s'étant excusé, la séance est consacrée au programme à venir, à faire le point sur la numérisation de la collection Miller, et tirer un premier bilan des cours d'initiation à la numismatique.

Séance du 18 février 2017

Présidence de M. Odaert, président
Communication avec diaporama :
Jean-Paul Casse : « "filius regis" dans la titulature des ducs et prince d'Aquitaine ».
La publication du texte dans la *Revue archéologique de Bordeaux* est prévue.

Séance du 19 mars 2017

Présidence de M. Odaert, président
Communication avec diaporama :
Benoît Odaert : « Les premières monnaies d'or et d'argent de Rome ».
Aucun texte ne sera remis aux Archives du Cercle ou publié.

Séance du 15 avril 2017

Présidence de M. Casse, secrétaire
Communication avec diaporama :
Jean-Paul Casse : « Les espèces monétaires dans la guerre de Cent Ans – 2e partie ».
La publication du texte dans la *Revue archéologique de Bordeaux* est prévue.

Séance du 21 mai 2016

Présidence de M. Odaert, président
Communication avec diaporama :
Danielle Labatut (Kairinos, Centre généalogique du Sud-Ouest) : « Les temples et l'argent en Mésopotamie : la première monnaie ? ».
Aucun texte ne sera remis aux archives du Cercle ou publié.

17 juin 2017

Visite des mines d'argent des rois francs à Melle (79) et de deux des trois églises romanes.

Séance du 7 octobre 2017

Présidence de M. Casse, secrétaire
L'intervenant ayant reporté sa communication, la séance est consacrée à une discussion sur le calendrier et le contenu des cours d'initiation à la numismatique pour la saison à venir.

Séance du 19 novembre 2017

Présidence de M. Casse, secrétaire
Communication avec diaporama :
Michel Wiedemann, « La guerre de 1914-1918 et ses conséquences monétaires ».
Aucun texte ne sera remis aux archives du Cercle ou publié.

Séance du 16 décembre 2017

Présidence de M. Casse, secrétaire
Communication avec diaporama :
Jean-Paul Casse : « Monnaie des fouilles d'Ahun (23), Châteauponsac (87) et Mont-de-Marsan (40) ».
Le texte de l'étude sera remis aux archives du Cercle.

Cours d'initiation à la numismatique :

Les cours d'initiation à la numismatique proposé dans le cadre du Cercle Bertrand Andrieu, le samedi matin, se sont poursuivis pour la saison 2016-2017 et ont repris pour la saison 2017-2018.

6e séance : 7 janvier 2017 ; M. Odaert : « La monnaie grecque autour du bassin méditerranéen de la période archaïque à l'époque hellénistique, son influence sur les monnaies gauloises et celtiques ».

7e séance : 28 janvier 2017 ; M. Marchand : « Les monnaies romaines ».

8e séance : 11 février 2017 ; M. Casse : « D'un empire à l'autre : les monnaie de l'Antiquité tardive (476/794) ». Situation en 476, Byzantins et Barbares : de l'imitation servile au particularisme, Wisigoths, Francs ; l'ère du denier ; la réforme carolingienne : le système livre-sol-denier.

9e séance : 11 mars 2017 ; M. Casse : « Les monnaies médiévales 2e partie ». Aspects techniques : monnaies de comptes et espèces, taille, affaiblissement, renforcement, titre,

empirance et remède, rapport or-argent (bimétallisme), fabrication, immobilisation des types et émiettement des émetteurs ; l'ère du gros, le retour de l'or, la monnaie vecteur idéologique ; marques d'ateliers ; la monnaie reflet de l'économie.

10e séance : 26 mars 2016. L'intervenant ayant fait défaut, le cours est remplacé par une séance d'identification de monnaies diverses : sequin vénitien de Ludovic Manin, tiers de rixdale suédoise de Gustave III (1778), teston béarnais de Jeanne d'Albret (1571), teston français d'Henri II (1559) et quart d'écu de Louis XIII & Louis XIV.

11e séance : 8 avril 2017, M. Wiedemann : « Les monnaies de la Révolution à nos jours ». La normalisation de systèmes monétaires, le trimétallisme, l'iconographie républicaine et son expansion, les guerres et l'effondrement du système. Les monnaies de nécessité. L'évolution technique des monnaies contemporaines.

12e séance : 6 mai 2017 : M. Schaad, « Les trésors monétaires ». Exemple du trésor d'Éauze.

Saison 2017-2018 :

1ère séance : 28 novembre 2017, M. Wiedemann : « Qu'est-ce que la monnaie ? ». Définition de la monnaie (unité théorique, objet concret), champs de la numismatique : monnaie, médaille, jetons, méreaux. Systèmes d valeurs : métal, formes, dimensions, poids, titres, unités de comptes. Langue, légende, chiffres, monogrammes, signatures, marques d'atelier, points secrets, date et chronologie.

2e séance : 3 décembre 2017 ; M. Wiedemann : « Les images des monnaies ». Carrés incus, types parlantsd (Phocée, Sélinonte), portraits monétaires, croix, armoiries, scènes allégoriques, vues de villes, symboles d'État, images occasionnelles. Diffusion des types, imitations, emprunts, rééditions.

3e séance : 16 décembre 2017 ; M. Wiedemann : « Les collections I Aspects pratiques ». Description des monnaies, photographie des monnaies, nettoyage, conservation : albums, plateaux, coffrets. La monnaie de fouille, la monnaie comme objet de collection. Évaluation de l'état. La cohérence d'une collection. — Annulée.

Société Archéologique de Bordeaux

1 place Bardineau, 33000 Bordeaux — Tél. 07 86 40 43 26
permanence le jeudi après-midi

Conseil d'administration pour l'année 2017

Président d'honneur :	M. le professeur R. COUSTET
Président :	M. J. DES COURTILS
Vice-présidents :	Mme M.-F. LACQUE-LABARTHE M. J.-M. DEBRUGE
Secrétaire Général :	Mme M.-H. MAFFRE
Secrétaires adjoints :	Mme A. ZIÉGLÉ M. X. ROBOREL DE CLIMENS M. Ph. DESCHARD
Trésorier :	M. J.-G. PUYRAVEAU
Bibliothécaire :	Mme H. AVISSEAU
Archiviste :	Mmes S. FARAVEL, N. PALARD, M. STAHL,
Conseillers :	MM. Ph. ARAGUAS, C. GENSBEITEL, P. RÉGALDO-SAINT BLANCARD

Conseil d'administration pour l'année 2018

Président d'honneur :	M. le professeur R. COUSTET
Président :	M. J. DES COURTILS
Vice-présidents :	Mme M.-F. LACQUE-LABARTHE M. J.-M. DEBRUGE
Secrétaire Général :	Mme M.-H. MAFFRE
Secrétaires adjoints :	Mme A. ZIÉGLÉ M. X. ROBOREL DE CLIMENS M. Ph. DESCHARD
Trésorier :	M. J.-G. PUYRAVEAU
Bibliothécaire :	Mme H. AVISSEAU
Archiviste :	Mmes S. FARAVEL, N. PALARD, M. STAHL,
Conseillers :	MM. Ph. ARAGUAS, C. GENSBEITEL, P. RÉGALDO-SAINT BLANCARD

Comité directeur des publications

M.-F. LACQUE-LABARTHE, P. RÉGALDO-SAINT BLANCARD, X. ROBOREL DE CLIMENS

Comité de lecture

Philippe ARAGUAS, Hélène AVISSEAU, Xavier CHARPENTIER, Robert COUSTET, Sylvie FARAVEL, Marie-France LACQUE-LABARTHE, Michel LENOIR, Marie-Hélène MAFFRE, Philippe MAFFRE, Pierre RÉGALDO-SAINT BLANCARD, Xavier ROBOREL DE CLIMENS, Anne ZIÉGLÉ.

Version anglaise des résumés

William MOORE

Publications de la Société Archéologique de Bordeaux

Ouvrages

- J.-P. TRABUT-CUSSAC,
Livre des hommages d'Aquitaine..... 9 €
- Dr A. CHEYNIER, *Pair-Non-Pair* épuisé
- J.-A. BRUTAILS, *Les vieilles églises de la Gironde*... épuisé
- A. NICOLAI, *Histoire des faïenceries de Bordeaux au XIXe siècle* épuisé
- J.-A. BRUTAILS, *Album*..... épuisé
- Catalogue du Centenaire* 10 €
- Fouilles de Parunis, de Mithra aux Carmes* 8 €

Collection Mémoires

- 1 Pierre RÉGALDO-SAINT BLANCARD (dir.), *Archéologie des Eglises et des Cimetières en Gironde*, 1989 ... épuisé
- 2 André COFFYN, *Aux origines de l'archéologie en Gironde : François Daleau (1845-1927)*, 1990..... épuisé
- 3 Marie-France LACOE-LABARTHE, *L'Art du Fer forgé en pays bordelais de Louis XIV à la Révolution*, broché, réédition, 2003 39,50 €
- 4 Paul ROUDIÉ, *Bordeaux baroque*, 2003..... 15 €
- 5 Michel LENOIR (dir.), *La grotte de Pair-non-Pair*, 2006 30 €
- 6 Jean-Jacques MICHAUD, *Bordeaux, le vitrail civil, 1840-1940*, 2011.....19,50 €
- 7 Philippe MAFFRE, *Construire Bordeaux au XVIIIe siècle : les frères Laclotte, architectes en société (1756-1793)*, 2013..... 39 €

Revue archéologique de Bordeaux

Les Sociétaires reçoivent le tome de la *Revue Archéologique de Bordeaux* correspondant à l'année de leur cotisation. Il leur est demandé de prévenir le secrétariat de tout changement d'adresse les concernant. Toute personne étrangère à la Société, notamment toute personne morale, collectivité, association ou société, peut souscrire un abonnement ou acheter un volume.

Cotisation pour 2019 : 37 €. Les cotisations doivent être réglées avant la fin du premier trimestre.

Pour les couples : 47 €.

Pour les étudiants : 15 €.

Société Archéologique de Bordeaux
Hôtel des Sociétés Savantes, 1 place Bardineau, 33000 Bordeaux
Tél. : 07 86 40 43 26 — www.societe-archeologique-bordeaux.fr

Collection

Pages d'Archéologie et d'histoire Girondines

- 1 Marie-France LACOE-LABARTHE,
Meubles bordelais, meubles de port 8 €
- 2 Robert COUSTET, *Le couvent de l'Assomption et les prémices de l'architecture néo-romane à Bordeaux*..... 8 €
- 3 Christophe SIREIX (dir.), *Les fouilles de la place des Grands-Hommes à Bordeaux* épuisé
- 4 Michèle PEYRISSAC et Hélène GUENET,
Bordeaux, le lycée Montaigne épuisé
- 5 Hervé TOKPASSI, *L'hôtel Leberthon, chef d'œuvre de l'architecture privée du XVIIIe siècle à Bordeaux*.....épuisé
- 6 Michèle PEYRISSAC,
Le noviciat des Jésuites de Bordeaux 8 €
- 7 Robert COUSTET,
La nassan, un château en Médoc 8 €
- 8 Claude MANDRAUT,
La faïencerie CAB (Céramique d'Art de Bordeaux), 1919-1947 épuisé
- 9 Philippe ARAGUAS et Samuel DRAPEAU (dir.), *Les clochers-tours gothiques de l'arc atlantique, de la Bretagne à la Galice*..... 18 €
- 10 Philippe ARAGUAZ (dir.), *Jean Auguste Brutails*..... 15 €
- 11 Claude MANDRAUT, *Edmond Moussié (1888-1933) : Bordelais d'exception et mécène averti*.....épuisé

Cession de tomes isolés selon disponibilités

- Bulletins récents (depuis 1960)30 €
- Bulletins entre 1923 et 1960 11 €
- Bulletins anciens (entre 1873 et 1923)..... 18,50 €
- Tables 1924-1973.....10 €
- Tables 1974-2000.....10 €

Lors de la remise de leur article, les auteurs doivent fournir :

- des tirages papier : • du texte de l'article
• de chaque illustration avec leur numéro
• de la table des illustrations avec légendes complètes
• du résumé
• de la bibliographie
- ces mêmes documents sur un support informatique (CD, clé USB etc.).

La *Revue archéologique de Bordeaux* publie des articles originaux concernant l'archéologie, l'histoire, l'histoire de l'art, le Patrimoine et la numismatique à Bordeaux et en Gironde.

L'appel à fournir des articles fait d'ordinaire suite à une communication présentée lors d'une des réunions de la Société. Cet appel ne constitue cependant pas un engagement de publication : les articles seront soumis au comité de lecture ; des modifications justifiées peuvent être demandées aux auteurs.

Une prémaquette des articles sera fournie aux auteurs pour relecture. Les corrections doivent être mineures : ce n'est pas le lieu des repentirs qui modifieraient gravement le texte.

Les auteurs doivent être membres de la Société : comme tels ils recevront, en sus du pdf de leur article, dix tirés à part. S'ils en désirent un plus grand nombre, ils doivent en faire impérativement la demande par écrit, au plus tard lors de la remise de la prémaquette corrigée ; le coût leur en sera indiqué et ultérieurement facturé.

Recommandations aux auteurs

- Les textes**
- Sauf accord exceptionnel, les textes ne doivent pas dépasser 20 pages, soit environ 60 000 signes ; en cas de non respect, le comité de lecture se réserve le droit de demander ou de proposer des coupures.
 - Ils seront fournis sous la double forme d'un tirage papier et d'un fichier informatique (CD, clé USB...) ; aucun manuscrit, aucun tapuscrit ne seront acceptés. Les essais de mise en page sont inutiles et peuvent même constituer une gêne : le texte doit être une saisie « au kilomètre ».
 - Le style de caractères normal est le romain. L'italique, sans guillemets, est réservé aux transcriptions de manuscrits et aux citations de textes anciens dans leur orthographe d'origine, aux mots et aux citations en latin ou en langue étrangère, aux titres d'ouvrages ou de revues ; les citations de textes imprimés sont en romain et entre guillemets.
 - Aucun mot, aucun titre ne doit être saisi tout en majuscules.
 - Les titres intermédiaires seront hiérarchisés par un système logique et clair de numérotation.

- Les illustrations**
- Sauf accord exceptionnel, le nombre maximal de figures pour un article de taille normale est de douze. Aucune photocopie ne sera admise, sauf cas exceptionnel.
 - Elles seront numérotées en une seule série continue, qu'il s'agisse de photographies, de dessins, de diagrammes ou de tableaux.
 - Toutes les illustrations doivent être libres de droits.
 - Les photographies numériques et documents scannés doivent avoir une définition d'une résolution suffisante. Ils constitueront des fichiers informatiques indépendants : en aucun cas ils ne seront intégrés dans le document texte.
 - Le texte comportera des renvois précis sous la forme « (fig. 1) ». La liste des figures avec leurs légendes constituera un document à part.
 - Le comité directeur des publications peut être amené à refuser des illustrations de mauvaise qualité, à en demander de nouvelles ou à leur en substituer d'autres.

- Les notes et annexes**
- Il est demandé aux auteurs de fournir un résumé de leur contribution, n'excédant pas 1000 signes, et si possible sa traduction en anglais. Il sera édité dans la table des matières et diffusé en même temps qu'elle.
 - Les notes sont consacrées à des références, à des justificatifs, éventuellement à des précisions ou à des nuances qui alourdiraient le texte. Elles ne doivent pas constituer de longs développements. Si nécessaire, il est toujours possible de fournir des annexes et d'y renvoyer.
 - Toutes les références bibliographiques seront données en notes et non entre parenthèses dans le texte. Les références de type « op. cit. » sont à proscrire. Il est recommandé de n'utiliser en notes que des codes : auteur et date, indication de la page concernée ; par exemple, Roudié 1960, p. 50 ; Roudié 1975, p. 123.
 - Une annexe rassemblera ces codes suivis des références bibliographiques.

- La bibliographie**
- Les références doivent être complètes et rédigées selon les normes en vigueur :
 - pour un ouvrage :
Code : Nom, Prénom. *Titre de l'ouvrage*. Lieu, éditeur, date.
Par exemple :
Roudié 1975 : Roudié, Paul. *L'activité artistique à Bordeaux, en Bordelais et en Bazadais, de 1453 à 1550*. Bordeaux, Sobodi, 1975.
 - pour un article :
Code : Nom, Prénom. « Titre de l'article entre guillemets ». *Revue*, année, tomai, pagination.
Par exemple :
Roudié 1960 : Roudié, Paul. « Documents sur la fortification des places fortes de Guyenne au début du XVIe siècle ». *Annales du Midi*, 1960, 72, n° 49, p. 43-57.



Maquette et composition :
Concept 99

Impression :
SODAL / IDLR

Dépôt légal : mars 2019.

Table des matières

Damien DELANGHE

Mille ans de troglodytisme à Saint-Emilion7-57

Estelle CHARGÉ

Le motif d'entrelacs en Aquitaine romane ; étude de sculpture monumentale59-72

Baptiste VERGEZ

Les vieilles églises de la campagne à l'est de Bazas73-90

Jean-Pierre SUAÛ

L'oblation de la Vierge :

le groupe sculpté de la cathédrale Saint-André de Bordeaux73-90

Xavier PAGAZANI

Le cénotaphe de Jean-Jacques Du Sault à Saint-Seurin de Bordeaux :

une œuvre inédite de Nicolas Carlier91-100

Xavier ROBOREL DE CLIMENS

Place Puy-Paulin à Bordeaux :

la demeure d'Henry de Rostan, commissaire et ordonnateur de la Marine101-113

Catherine MICHON BOURIAT

Un bien de campagne d'Elie-Louis Dufaure de Lajarte (1754-1794)115-121

Alain BESCHI

Cos-d'Estournel, une architecture viticole entre classicisme et exotisme123-134

Chroniques

L'archéologie girondine en 2016157-190

Chronique d'archéologie métropolitaine191-240

Activités et manifestations

de la Société Archéologique de Bordeaux en 2016241-242

Activités du Cercle numismatique Bertrand-Andrieu en 2016243-244